

LA PRESSE

DEVANT LE JURY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 28 Mai 1938, à 14 heures

PAR

ALBERT GILLES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

JURY :

Président : M. JOSEPH-BARTHÉLEMY, Professeur

Suffragants { M. ROLLAND, Professeur.
M. HUGUENEY, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

Librairie de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats
13, Rue Soufflot, 13

1938

LA PRESSE
DEVANT LE JURY

LA PRESSE

DEVANT LE JURY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 28 Mai 1938, à 14 heures

PAR

ALBERT GILLES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

JURY :

Président : M. JOSEPH-BARTHÉLEMY, Professeur

Suffragants { M. ROLLAND, Professeur.
M. HUGUENEY, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

Librairie de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats

13, Rue Soufflot, 13

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

« Toujours les républicains ont considéré que la compétence du jury en matière politique représentait l'une des conditions substantielles, l'un des éléments de la liberté de la presse. »

(Léon BLUM, *le Populaire*,
15 janvier 1934.)

INTRODUCTION

La liberté de la presse est la plus essentielle des libertés. « L'homme, écrivait Pascal, est visiblement fait pour penser ; c'est toute sa dignité et tout son mérite. » Mais la pensée, privée de tout moyen de diffusion est condamnée à demeurer stérile. Pour qu'elle puisse porter tous ses fruits, il faut que l'homme soit en mesure de lui donner le plus vaste essor. Sans liberté de la presse, cette publicité nécessaire de la pensée est impossible à réaliser. « Faire le procès à la presse, disait Eugène Pelletan, c'est faire le procès à la pensée, car la presse n'est autre chose que la France pensante au jour le jour. » C'est ce qui explique l'importance que présente, en tout pays, l'existence d'une liberté si précieuse. Et Wieland n'avait pas tort d'écrire : « La liberté de la presse est l'intérêt commun de tous les hommes ; c'est à cette liberté que nous devons les lumières et la civilisation dont jouit l'Europe aujourd'hui. Qu'on nous enlève cette liberté, et les lumières disparaîtront aussitôt ».

Les bienfaits de la liberté de la presse ne s'arrêtent pas là. Fondement et sauvegarde de toutes les autres libertés, individuelles ou publiques, elle est, selon le mot de Mirabeau : « la liberté sans laquelle les autres ne peuvent être conquises ». On a souvent remarqué que toute atteinte au droit de libre expression de la pensée, était le signe avant-coureur d'une oppression pouvant aller jusqu'à la disparition de toutes les libertés. « J'ai toujours considéré cette liberté comme une constitution entière, écrivait Chateaubriand. C'est par la liberté de la presse que les droits des citoyens sont conservés, que justice est faite à chacun selon son mérite... » (1).

La liberté de la presse est donc l'indice même d'un gouvernement libéral, l'une des couleurs de son drapeau. Peut-on sans

(1) *Une voix d'Outre-Tombe pour la liberté de la presse*, dans le *Temps*, 4 décembre 1936.

elle concevoir l'existence de l'opinion publique, cette maîtresse des hommes et des institutions ? N'est-elle pas l'unique moyen de dégager cette opinion des brumes de la conscience populaire, et d'en faire un moyen d'action efficace et utile sur le gouvernement ? Ce n'est que par elle que toutes les idées peuvent se manifester, les critiques judicieuses être formulées, les doctrines et les hommes être discutés. Par le contrôle qu'elle exerce sur les actes du pouvoir et par les révélations qu'elle publie, elle constitue la sauvegarde la plus précieuse contre les excès de l'autorité. « La liberté de la presse, disait M. de Persigny, c'est le frein des abus de pouvoir, des ambitions déréglées, des intrigues contraires au bien public. »

Aussi l'histoire de la liberté de la presse forme-t-elle une partie fondamentale de l'histoire de l'indépendance d'un peuple. « Les lois sur la presse, déclarait récemment M. Léon Bérard, enregistrent avec la rigueur d'un instrument de mesure les avances et les reculs de l'idée de liberté. » Il ne peut exister de presse libre que dans un pays libre, et la liberté accordée à la presse varie avec celle dont jouissent les citoyens.

Tout gouvernement implique nécessairement par lui-même une idée d'autorité. Soucieux de demeurer en place, les hommes parvenus au pouvoir sont conduits à exercer une étroite surveillance sur leurs adversaires politiques et à limiter étroitement leur influence. L'opposition leur paraît factieuse et la critique importune. La presse, véhicule naturel de toutes les opinions, leur semblera toujours subversive. Par le seul fait qu'elle n'approuvera pas leur politique et doutera de leur génie, elle apparaîtra aux yeux des gouvernants, comme « une ennemie, une accusée évidemment coupable, nécessairement responsable de tous les attentats qu'on pourra commettre ; et, chaque fois que le sang coulera dans la rue, ce sera invariablement la presse qu'on offrira le lendemain en victime expiatoire à la sûreté de l'Etat » (1). C'est ce qui explique que la presse ait toujours été le souci constant des dirigeants politiques. Libre, celle-ci porte sur eux des jugements qui peuvent être sévères ; asservie, elle est un moyen de créer l'illusion favorable, de gouverner et d'opprimer. Si cette liberté a tant de fois donné lieu

(1) Eugène Pelletan : Rapport du 18 juin 1881. Sénat, *J.O.A.*, p. 461,

à des luttes acharnées, c'est que, bien souvent, elle engageait la vie, la forme et le principe même des gouvernements.

L'existence et l'étendue de la liberté de la presse ont subi le contre-coup des changements survenus dans l'organisation politique du pays. Tantôt en tutelle, tantôt émancipée, contenue un jour, impunie le lendemain, la presse a subi les régimes les plus variés et leur a survécu.

Sous les régimes autoritaires, c'est au pouvoir de diriger l'opinion. Résiste-t-elle, il doit la réduire au silence, ou en d'autres termes, restreindre ou supprimer la liberté de la presse. Si malgré les mesures prises, des délits sont commis, ils seront impitoyablement réprimés, soit par l'administration elle-même, soit par un organisme à la dévotion du gouvernement : le tribunal correctionnel.

Le gouvernement fait-il, au contraire, preuve de tendances libérales et trouve-t-il son fondement assuré dans l'opinion publique, la liberté de la presse reparaît naturellement. Le pays exerçant par la presse son contrôle sur les affaires publiques, il est juste, qu'à son tour, la presse soit soumise au contrôle du pays. Aussi les délits qu'elle commet sont-ils déférés au jury, représentant de l'opinion, dont la compétence s'étend au fur et à mesure que s'affirme la liberté de la presse.

Le jury est donc bien le signe non équivoque de la liberté. A toutes les époques, il est inséparable de la liberté de la presse. « Le jury est né avec la liberté, la liberté mourra avec lui » écrit M. Joseph-Barthélemy. Voilà pourquoi la compétence du jury domine tout le problème de la liberté de la presse.

« La loi, écrivait déjà Prévost-Paradol, a bien moins d'importance en matière de presse que la juridiction, parce que la loi ne peut éviter d'être vague et de laisser une large place à l'arbitraire du juge... Cela est si vrai que pour savoir si la presse est libre chez tel ou tel peuple, nous ne songeons jamais à nous enquérir de la loi qu'on lui applique, mais nous demandons tout de suite et d'instinct : Qui la juge ? » (1)

C'est ce que répétait tout dernièrement encore un éminent sénateur qui cumule les heureux privilèges de l'esprit et de l'immortalité, M. Léon Bérard :

« Il se trouve qu'en cette affaire, déclarait-il, la question de compétence prime toutes les autres. En choisissant et en désignant la juri-

(1) Prévost-Paradol : *La France nouvelle*, 1876, p. 216 et 218.

diction, le législateur fixe par là même le caractère et l'esprit de la loi. Et il est rigoureusement vrai de dire que chez nous, depuis un peu plus d'un siècle, chaque fois que de grands changements politiques se sont accomplis, les gouvernements, les assemblées et les régimes sont venus se classer, se ranger et en quelque manière, se définir devant l'histoire, selon le parti qu'ils avaient pris sur ce problème, qui n'est en apparence qu'un problème de procédure : quels juges devaient connaître des délits qui se commettent par la parole ou par la plume ? » (1)

Vue profonde, dont l'évidence n'est que trop démontrée par la lutte incessante menée par tant de cœurs généreux pour obtenir, en matière de presse, cette garantie d'un jury impartial et pour en défendre l'institution tutélaire contre les assauts du pouvoir. Cette question de l'attribution au jury des délits de la presse a maintes fois passionné l'opinion. Elle a fait couler beaucoup d'encre dans les gazettes et parfois du sang sur les barricades.

« Combien de fois, depuis cent ans, écrivait M. Cruppi en 1898, a-t-on durement combattu pour conquérir, avec les libertés publiques, ce jugement par jurés qui semblait leur garantie suprême ! Des régimes se sont écroulés pour avoir refusé à la Presse, au pays qui le réclamait pour elle, ce mode de juridiction ; d'autres se sont édifiés en l'adoptant, et maintes fois il a semblé que les destinées et le bonheur de ce peuple fussent liés à la question de savoir si les journalistes seraient jugés ou non par douze citoyens...

« Depuis lors, chaque victoire du parti libéral ou de l'esprit rétrograde devait être marquée par l'abandon ou la conquête de cette juridiction populaire, semblable à une forteresse sans cesse prise et reprise par deux partis acharnés. Pour ce jury, qui excite aujourd'hui des sourires ironiques, de pauvres gens, soldats ou émeutiers, se sont fait casser la tête en maintes sanglantes journées... Et combien les engagements ont été nombreux ! Combien de fois la Presse s'est-elle vue ballottée du régime de la Bastille à celui de l'impunité ! » (2)

Le jury, lui-même, n'est pas resté immuable. Il a subi l'influence des régimes politiques et connu les modes de recrutement les plus divers. Mais rien n'a pu porter atteinte à son caractère libéral et à son esprit d'indépendance. Il a toujours été pour les écrivains la meilleure garantie de justice. Une fois seulement, un organisme usurpant le nom de jury se transforma en instrument de condamnation. Ce n'était, à vrai dire, qu'une caricature de jury : les jurés qui le composaient n'étaient, en

(1) Sénat, S. du 27 mai 1937. *J. O., Déb. parl.*, p. 493.

(2) J. Cruppi : *La Cour d'assises*, p. 173-174.

fait, que les agents du pouvoir et une telle juridiction présentait tous les aspects d'une commission judiciaire.

L'exposé de cette continuelle alternative de liberté et de contrainte, d'indépendance et d'asservissement des journaux ; l'histoire de cette lutte tenace et souvent sans merci entre la presse et le gouvernement pour la conquête ou le maintien de la compétence du jury, fera l'objet de la première partie de cet ouvrage.

Mais, s'il est exact que le temps découvre la vérité, comme le pensait Sénèque, il ne sera pas sans intérêt d'examiner la solution à laquelle se sont arrêtés, en la matière, deux grands pays comme la France et l'Angleterre. Des réalités, on passera à une discussion objective de la question. Puis, on essayera de donner un avis personnel et d'indiquer quelques réformes qui paraissent désirables. La pensée qui orientera ces recherches sera celle de M^{me} Delarue-Mardrus : « La vérité, pour nous, est le synonyme de la liberté, et le mensonge s'identifie à la captivité ». Tels seront les thèmes traités dans une seconde partie.

La troisième et dernière partie de cette étude sera consacrée à démontrer combien est peu fondé le principal reproche généralement adressé au jury : celui de faire preuve d'une indulgence excessive. L'examen de la manière dont s'est comportée cette juridiction dans la pratique en sera la meilleure illustration.

Enfin, une brève conclusion permettra de formuler quelques-uns des principes essentiels en la matière.

PREMIÈRE PARTIE

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LE JURY DEPUIS LA RÉVOLUTION

« Ce sont soixante-quinze ans de lutte entre l'esprit de progrès et l'esprit de recul qui ont fait de l'histoire des juridictions en matière de presse politique, l'histoire même de la liberté. La compétence du jury reparaît chaque fois que l'on fait un pas en avant ; elle disparaît dès qu'on en fait un en arrière. »

(Camille PELLETAN,
Rapport du 27 mars 1890.)

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE ET L'INTRODUCTION DU JURY

SECTION I

La presse avant la Révolution

Avant que la Révolution eût proclamé la liberté de l'expression de la pensée, la Bastille, les galères et la potence, étaient autant de menaces qui entravaient l'indépendance de l'écrivain. Sous l'Ancien Régime, livres et journaux étaient soumis à la même loi de la censure. Aucune impression n'était possible sans autorisation préalable et les peines les plus sévères sanctionnaient toute infraction.

Des édits de François I^{er} et de Henri II défendaient sous peine de la corde, d'imprimer, vendre ou distribuer des livres non expressément autorisés. La peine capitale, supprimée par l'*Ordonnance de Moulins de 1566*, fut rétablie par Richelieu en 1626 pour les ouvrages jugés contraires à la religion ou dangereux pour les affaires de l'Etat. C'est ainsi qu'en 1694, on pendit les imprimeurs Rambeau et Larcher, accusés d'avoir propagé un livre intitulé *L'Ombre de Scarron*. Une *Ordonnance de 1728* vint apporter quelque adoucissement à ce régime draconien. Les imprimeurs et distributeurs d'écrits estimés criminels ne furent plus désormais passibles que de la marque, du carcan et des galères. Mais on regretta vite ce bon mouvement. Une *Déclaration royale de 1757* vint rétablir la peine de mort pour ceux qui auraient composé, imprimé ou distribué, des écrits tendant à attaquer la religion, à émouvoir les esprits,

à porter atteinte à l'autorité du roi ou à troubler l'ordre et la tranquillité de l'Etat.

La presse était à la merci de l'autorité royale. Tout journal n'existait qu'en vertu d'un privilège que l'Administration pouvait à tout instant retirer. Aucun écrit ne pouvait être publié sans que l'imprimeur eût obtenu l'autorisation du Lieutenant de police, l'approbation des censeurs et des lettres de grand sceau. Sinon, c'était l'amende, la confiscation, la fermeture de l'imprimerie et parfois même d'autres peines plus graves. La plus légère imprudence pouvait entraîner la suspension ou même la suppression du journal, la saisie du livre, et conduire l'écrivain à la Bastille ou aux galères. En 1785, le *Journal de Paris* fut suspendu pour avoir cité des couplets d'une chanson de Boufflers, déjà publiée dans un livre en vente depuis deux mois, avec privilège et approbation.

Les Parlements auxquels incombait la charge d'apprécier l'orthodoxie politique ou religieuse des écrits coupables, appliquaient avec rigueur ces sévères dispositions, qu'ils complétaient par des arrêts de règlement. Parfois même, ils ordonnaient que les livres condamnés fussent brûlés publiquement par la main du bourreau. Tel fut le sort, en 1735, des *Lettres philosophiques* de Voltaire et en 1762 de l'*Emile* de Rousseau. L'*Histoire des Indes* de l'abbé Raynal était encore en 1781, livrée aux flammes expiatoires.

Un tel régime devait incliner les écrivains à la circonspection. « Un homme né chrétien et Français, disait La Bruyère, est fort embarrassé pour écrire, les grands sujets lui étant interdits, et les petits lui étant défendus. » Aussi en 1770, Duclos commençait-il une conférence par ces paroles de prudente ironie : « Messieurs, parlons de l'éléphant, c'est la seule bête un peu considérable, dont on puisse parler en ces temps-ci sans danger. » C'était également l'avis qu'exprimait Beaumarchais par la bouche de Figaro :

« Pourvu que je ne parle en mes écrits, ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs... » (1)

(1) Beaumarchais : *Le Mariage de Figaro*, Acte V, Scène III.

L'asservissement intellectuel était donc la règle. « Sans l'agrément du roi vous ne pouvez penser », écrivait Voltaire au roi de Danemark. Il en était bien ainsi selon la loi, mais en fait, tous ces règlements draconiens étaient violés sans scrupules. Les pénalités, souvent éludées, manquèrent leur but en le dépassant. Comme le disait fort justement M. de Malesherbes : « Il a été remarqué, de tous les temps, que les lois d'une sévérité excessive tombent nécessairement dans l'inexécution et la désuétude. » Une active contrebande était pratiquée : les ouvrages défendus étaient imprimés à l'étranger, rentraient en France impunément et se vendaient sous le manteau, jusqu'à Versailles, sous les yeux du roi. La plupart des ouvrages de Voltaire et de Rousseau furent ainsi édités à Londres ou à Amsterdam. *L'Esprit des Lois* fut imprimé à Genève. Il en était de même pour les gazettes qui, bien que pourchassées par la police, arrivaient à circuler à peu près librement en France (1).

En fait, si le Parlement continuait à sévir, le pouvoir observait une certaine tolérance. Sans énergie, entraîné par le torrent, il avait peu à peu laissé faire. Il ne pouvait plus arrêter l'élan de la pensée. Ni les lettres de cachet contre les écrivains, ni la fourche ou le pilori contre leurs œuvres, ne parvenaient à empêcher la diffusion des ouvrages des encyclopédistes et des philosophes. « De Montesquieu à Rousseau, de d'Alembert et Diderot à l'Abbé Raynal, la philosophie criait du fond d'un cachot ou d'un boudoir, de la patrie ou de l'exil : liberté ! liberté ! » (2).

SECTION II

La Révolution

Proclamation de la liberté de la presse et instauration du jury

Ce cri, la Révolution l'entendit. La voix puissante de Mirabeau qui succédait à la plume alerte de Voltaire, allait, en le reprenant, lui donner un retentissement tel, qu'il couvrira le

(1) E. Hatin : *Manuel de la liberté de la presse*, t. I, p. 18.

(2) Chassin : *La presse libre selon les principes de 1789*, p. 24.

bruit du canon. Déjà en 1788, dans sa brochure *Sur la liberté de la presse*, le célèbre tribun écrivait, en s'adressant aux membres des futurs Etats Généraux :

« Que la première de vos lois consacre à jamais la liberté de la presse, la liberté la plus inviolable, la plus illimitée, la liberté sans laquelle les autres ne seront jamais conquises, parce que c'est par elle seule que les peuples et les rois peuvent connaître leur droit de l'obtenir, leur intérêt de l'accorder ; qu'enfin votre exemple imprime le sceau du mépris public sur le front de l'ignorant qui craindra les abus de cette liberté. »

Le 1^{er} avril 1789, Brissot lançait sans autorisation préalable le premier numéro du *Patriote Français* avec cette épigraphe : « Une gazette est une sentinelle qui veille sans cesse sur le peuple ». Le 2 mai, toujours sans demander d'autorisation, Mirabeau publiait le premier numéro des *Etats Généraux*. Mais quelques jours après, un arrêt du Conseil décidait la suppression de cette nouvelle feuille. Après une véhémence protestation contre ce « scandale public », Mirabeau annonça son intention de poursuivre la publication de son journal, sous le titre de *Lettres du Comte de Mirabeau à ses Commettants*. Le ministère renonça à continuer la lutte et la presse se hâta de mettre à profit ce recul, pour proclamer son affranchissement. Ainsi, de cette défaillance de l'autorité royale, naquit la liberté de la presse.

La censure étant en fait abolie et aucune loi n'édicte des sanctions en cas d'abus, la liberté de la presse devint pratiquement illimitée. Il s'ensuivit un foisonnement sans exemple de journaux qui s'empressèrent de tirer parti de ce droit absolu de tout écrire impunément, pour glisser à une licence effrénée et se livrer aux pires excès. C'est sous cette levée en masse de plumes et d'écritaires que disparut la monarchie.

Avant de s'écrouler, la Royauté avait pourtant voulu faire preuve d'intentions libérales. Le 23 juin 1789, à la séance des Etats Généraux, le roi avait demandé aux députés d'examiner et de lui faire connaître « le moyen le plus convenable de concilier la liberté de la presse avec le respect dû à la religion, aux mœurs et à l'honneur des citoyens ». Mais les événements s'étaient précipités, et la liberté de la presse n'eut pas le temps d'être octroyée, qu'elle était déjà effectivement conquise.

La liberté de la presse existait en fait, mais non en droit. Ce n'est que lorsqu'elle fut consacrée par l'Assemblée constituante, qu'elle devint l'un des immortels principes de la Révolution. Le 27 août 1789, l'Assemblée votait la première *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* :

« La libre communication des pensées et des opinions, proclamait l'article 11, est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. »

Le principe de la liberté de la presse une fois affirmé, allait-on réglementer l'exercice de cette liberté ? Pour éviter qu'elle ne dégénérât en licence, il eût fallu élaborer une législation complète de la presse, énumérer les délits et les peines applicables. Mais l'Assemblée, qui paraissait avoir pris pour règle de laisser faire, restait impassible devant la débauche d'attaques et d'injures, de provocations à l'émeute ou à la guerre civile, auxquelles se livrait quotidiennement la presse.

Les violences des journaux suscitèrent cependant des protestations indignées si nombreuses, que l'Assemblée dut se résoudre à agir. Elle chargea sa commission de législation de lui présenter un projet de loi sur la presse. Le 20 janvier 1790, le Comité déposait le projet dont Sieyès donnait lecture : « La liberté de la presse, comme toutes les libertés, doit avoir ses bornes légales », déclarait Sieyès dans son rapport. Aussi, après avoir caractérisé les délits, le projet s'efforçait-il d'instituer des peines qui pussent atteindre les accusés. Il réglait encore l'instruction et le jugement de ces délits, et désignait enfin la juridiction compétente.

Ainsi se posait le problème de savoir par qui seraient jugés les délits de presse. La solution découlait tout naturellement du principe de la souveraineté nationale posé par l'article 3 de la Déclaration des Droits. De même que la nation exerçait le pouvoir législatif par l'intermédiaire de ses élus, de même devait-elle rendre la justice par le moyen de ses représentants.

Selon le dogme fondamental de l'époque, toute lumière venant du peuple, il était naturel de s'en rapporter au sort, « pour extraire des foules impures le diamant de la vérité ». D'autres raisons contribuèrent aussi à provoquer l'introduction en France de « cette sublime institution des jurés », selon le mot de

Bergasse. Ce fut d'abord l'horreur soulevée par les formes judiciaires en usage sous l'Ancien Régime et notamment par la torture ; mais ce fut surtout l'influence considérable exercée en France par l'engouement pour les institutions anglaises, que Montesquieu, Voltaire et Rousseau venaient de décrire :

« La puissance de juger, avait dit en effet Montesquieu, ne doit pas être confiée à un Sénat permanent, mais exercée par des personnes tirées du corps du peuple, dans de certains temps de l'année, de la manière prescrite par la Loi, pour former un tribunal qui ne dure qu'autant que la nécessité le requiert. » (1)

L'établissement du jury en matière criminelle avait été déjà proposé par le Comité de constitution, dans le projet d'organisation judiciaire présenté à l'Assemblée le 22 décembre 1789. L'existence de deux jurys y était prévue : un jury d'accusation ou « grand juré » et un jury de jugement ou « petit juré ». Le Comité avait même suggéré que les jurés fussent désignés suivant un mode d'élection identique à celui des députés.

Le projet défendu par Sieyès proposait l'instauration de la compétence du jury en matière de délits de presse et la présentait comme le seul moyen de concilier la liberté avec l'ordre social. C'était une innovation d'une importance capitale. Dans son rapport demeuré célèbre, Sieyès écrivait :

« Nous avons introduit dans notre loi un commencement de procédure et de jugement par jurés. Cette institution est le véritable garant de la liberté individuelle et publique contre le despotisme du plus redoutable des pouvoirs. Il sera essentiel d'employer tôt ou tard le ministère des jurés pour la décision de tous les faits, en matière judiciaire. Cette vérité vous est déjà familière ; vous craignez seulement que son exécution ne soit prématurée en ce moment. Mais cette inquiétude ne peut vous arrêter, lorsqu'il s'agit des délits de la presse, c'est-à-dire de cette partie de l'ordre judiciaire qui se prête le plus aisément à l'institution des jurés, et qui échappe à tous les inconvénients qui pourraient en résulter en toute autre matière. » (2)

D'ailleurs, faisait remarquer le rapporteur, les délits de presse se commettant surtout dans les villes importantes, il serait plus facile d'y trouver des jurés instruits et aptes à bien décider en pareille matière.

(1) Montesquieu : *De l'Esprit des Lois*. Leyde, 1749, t. I, livre XI, chap. VI, p. 175.

(2) *Moniteur Universel*, 23 janvier 1790, p. 95.

D'après le projet, l'instruction des délits de presse était commencée par les juges ordinaires. Une fois arrivée au point d'être publique, elle était poursuivie devant un jury, composé de dix membres, qui devait se prononcer sur le fait. Si l'accusé contestait que le délit commis se rapportât à tel cas prévu par la loi et soutenu par l'accusation, les jurés décidaient à la pluralité de huit voix contre deux. La mission essentielle du jury était de déclarer si l'accusé était ou non coupable. La majorité simple suffisait pour reconnaître l'innocence de celui-ci, mais il fallait sept voix contre trois, pour que sa culpabilité fût admise. Les jurés étaient choisis par le procureur-syndic du département parmi les « auteurs ». C'était donc un jury spécial (1).

L'Assemblée ordonna l'impression du rapport et du projet. Mais ce dernier souleva une telle opposition, qu'il ne fut jamais discuté.

Le 29 mars 1790, la discussion s'ouvrit à l'Assemblée nationale sur le projet d'organisation judiciaire. L'établissement du jury fut vivement soutenu par de nombreux orateurs. Après avoir constaté que tout le monde était d'accord sur le principe, Thouret déclara :

« Il est indispensable d'établir constitutionnellement, dès cette session, les jurés en matière criminelle, pour les tribunaux militaires et pour les délits de presse, quand bien même ces délits seraient poursuivis au civil. » (2)

La même idée fut soutenue par Barnave :

« Les hommes vivant en société, dit-il, ont reconnu que les atteintes les plus fortes contre la liberté étaient portées par le pouvoir judiciaire qui frappe chaque jour. C'est pour arrêter ce pouvoir qu'ils ont institué les jurés... » (3)

Robespierre à son tour réclama l'introduction du jury non seulement au criminel, mais aussi au civil :

« Je regarde donc comme point incontestable, que les jurés sont la base la plus essentielle de la liberté. Sans cette institution, je ne puis croire que je sois libre, quelque belle que soit votre constitution. » (4)

(1) *Moniteur*, 23 janvier 1790, p. 94.

(2) *Moniteur*, 7 avril 1790, p. 397.

(3) *Moniteur*, 7 avril 1790, p. 398.

(4) *Moniteur*, 9 avril 1790, p. 404.

Le fondement rationnel de l'institution du jury fut indiqué par Rœderer :

« Le principe qui sollicite l'établissement des jurés est absolument le même que celui qui veut que la puissance de faire des lois soit toujours aux mains du Peuple seul, et qu'au Peuple seul appartienne la liberté nationale. Le pouvoir d'appliquer les lois est, dans toutes les circonstances, le pouvoir d'abuser des lois. Il ne doit donc pas être tiré des mains du Peuple, il ne peut être permis à une classe d'hommes de défaire chaque jour, par leurs jugements, ce que les législateurs ont fait par leurs décrets. Il faut donc, qu'ainsi que les législateurs représentent le Peuple, le Peuple ait ses représentants pour juges. » (1)

Selon Le Chapelier, l'établissement des jurés, en matière civile, était aussi pressant et non moins aisément réalisable qu'en matière criminelle.

Après de très longs débats, le jury civil fut repoussé, le jury criminel étant seul adopté. D'autre part, il fut décidé que les juges ordinaires seraient amovibles, élus par le peuple et rééligibles à l'expiration de leurs pouvoirs.

Encouragée par l'impunité, la presse continuait, pendant ce temps, à surexciter les passions politiques et les haines de partis. Des poursuites plusieurs fois intentées contre Marat, en raison d'articles particulièrement violents, n'avaient pas réussi à entraîner l'arrestation du redoutable pamphlétaire. Aussi persistait-il à exhaler sa haine dans de nombreuses brochures et à prêcher le meurtre et l'extermination dans chaque numéro de l'*Ami du Peuple*.

Cependant, le 31 juillet 1790, Malouet dénonça à la tribune Marat et Camille Desmoulins. L'Assemblée dut enfin prendre parti et décréta que :

« Séance tenante le Procureur du Roi au Châtelet serait mandé, et qu'il lui serait donné ordre de poursuivre comme criminels de lèse-Nation, les Auteurs, Imprimeurs, Colporteurs d'Ecrits excitant le Peuple à l'insurrection contre les Lois, à l'effusion du sang et au renversement de la Constitution. » (2)

Le lendemain 1^{er} août, Rabaud Saint-Etienne demandait qu'on procédât à la nomination d'un jury, chargé de connaître

(1) *Moniteur*, 9 avril 1790, p. 405.

(2) *Moniteur*, 2 août 1790, p. 883.

de ce genre de délits. L'Assemblée n'ayant pas encore réglé les formes de la nouvelle procédure criminelle, il ne voulait pas qu'on pût laisser aux juges, la faculté de devenir des inquisiteurs.

Le 2 août, afin de sauver Marat et Desmoulins, Pétion déclara que le décret du 31 juillet avait besoin d'être expliqué.

« L'Assemblée, dit-il, n'a point encore défini, ni caractérisé les crimes de lèse-Nation, dès lors votre Décret livre tous les écrits à l'arbitraire des juges, et compromet la liberté individuelle des citoyens. Je propose donc de décréter que l'exécution de ce décret sera suspendue jusqu'à ce que le Comité ait présenté son projet de loi sur la procédure par jurés. » (1)

Finalement, la proposition de Pétion, avec un amendement présenté par Camus, fut adoptée. L'Assemblée décrétait qu'aucune poursuite ne serait dirigée contre aucun des écrits publiés jusqu'à ce jour sur les affaires publiques, à l'exception du libelle de Marat : *C'en est fait de nous*, pour lequel la dénonciation serait suivie. En même temps, elle chargeait ses Comités de constitution et de jurisprudence criminelle réunis de lui présenter le mode d'exécution de son décret du 31 juillet. C'était une amnistie presque générale.

Le 21 août, au soir, Le Chapelier, rapporteur des deux Comités réunis, déclarait à l'Assemblée :

« Les deux Comités ont pensé qu'il était impossible de soumettre à votre délibération une loi complète, non sur la liberté, mais sur les excès de la presse, avant d'avoir présenté la loi sur l'établissement des jurés. L'on ne pouvait prendre une autre marche sans exposer la liberté nationale ou la liberté individuelle. Les deux Comités se sont occupés de cette loi qu'ils doivent vous offrir incessamment. » (2)

Cependant, la presse se livrait à de nouveaux excès. Devant la passivité de l'Assemblée, la Municipalité de Paris se trouva seule à « essayer d'endiguer le torrent dont la violence ébranlait l'édifice social tout entier » (3). Impuissante à empêcher l'impression des écrits dangereux, elle résolut d'en arrêter au moins la diffusion. Aussi s'attaqua-t-elle d'abord aux colporteurs et

(1) *Moniteur*, 4 août 1790, p. 890.

(2) Chassin, *op. cit.*, p. 157.

(3) Lanfranchi : *Le régime de la presse sous la Révolution*, p. 44.

aux crieurs et les arrêtés succédèrent aux arrêtés. Souvent, présentant l'apparition de quelque « libelle incendiaire », il lui arrivait de « mettre la police en mouvement, d'appeler les gardes nationaux aux armes et parfois de provoquer ainsi, ses ordres étant outrepassés, des saisies de manuscrits non publiés, des destructions d'ustensiles d'imprimerie, qui indignaient les citoyens les plus modérés » et provoquaient de nouvelles violences de la part des journaux menacés (1). C'était du reste à la Municipalité parisienne, plutôt qu'au procureur du Roi, qu'étaient adressées les dénonciations contre les journalistes. Son intervention dans les affaires de presse était acceptée par tout le monde, même par l'Assemblée nationale. Les clubs, les sociétés patriotiques, les districts s'en mêlaient également. Seule l'Assemblée persistait dans son inaction volontaire.

Injuriés, diffamés, les particuliers poursuivirent leurs diffamateurs devant le Châtelet. Mais ces actions judiciaires ne donnèrent que peu de résultats. Certains journalistes se refusèrent même à comparaître devant cette juridiction, et le district des Cordeliers leur offrit un asile.

L'Assemblée oubliait toujours de réclamer des Comités, les moyens d'exécuter le décret du 31 juillet 1790.

SECTION III

La Constitution de 1791 et la loi sur le jury

A partir de la Révolution et jusqu'en 1800, le droit de la période intermédiaire présentera toutes les contradictions des temps d'orage. Les luttes sanglantes qui accompagneront la chute du vieux monde, l'ardeur à inaugurer le monde nouveau, l'entraînement des esprits comme les passions des partis, se refléteront dans ces pages tourmentées de la législation sur la presse. Les constitutions promettent à la pensée toutes les libertés, les lois spéciales donneront aux constitutions tous les démentis, et, comme si la pratique voulait se jouer de la théo-

(1) Chassin, *op. cit.*, p. 165.

rie, le démenti s'accusera toujours dans la proportion de la promesse (1).

Aussi pouvait-on lire dans *La Constitution en vaudeville*, petite brochure parue en 1791 :

« A présent dans cet empire,
On peut tout faire et tout dire,
Tout imprimer, tout écrire,
Car nous l'avons décrété.
Mais de notre pétaudière,
Qu'un détracteur trop sévère
Veuille nous jeter la pierre ;
Soudain il est arrêté. » (2)

En effet, la Constitution de 1791 allait affirmer de nouveau le principe de la liberté de la presse et consacrer définitivement l'institution du jury. La nécessité de cette juridiction nouvelle pour la répression des délits de presse semblait être admise par tous. Au cours de la discussion, le 22 août 1791, Barnave déclarait :

« Les véritables points constitutionnels relativement à la presse se réduisent à ces deux-ci : l'un de publier et imprimer librement ses pensées,... le second, c'est que les actions auxquelles peut donner lieu l'abus de cette liberté ne peuvent être portées que devant des jurés.

« Il faut établir un frein ; mais vous chercherez vainement à limiter par des expressions strictes l'étendue que ce frein-là doit recevoir, jusqu'à ce que la législation ait été sur cet objet à sa perfection ; vous vous trouverez sans cesse sur la limite de la suppression de la liberté de la presse ou de l'anéantissement du frein légitime qui doit la contenir.

« C'est donc véritablement dans ce jugement par jurés que vous trouverez, tout à la fois, la sauvegarde de la liberté individuelle de l'homme qui écrit et de la liberté politique qui résulte de la liberté individuelle, et en même temps le respect de la morale et de la loi. » (3)

Après avoir confirmé purement et simplement la Déclaration des droits de 1789, en manière de Préambule, la *Constitution du 3 septembre 1791* stipulait dans son titre I^{er} :

« La Constitution garantit comme droits naturels et civils... la liberté à tout homme de parler, d'écrire, d'imprimer et publier ses pensées, sans que ses écrits puissent être soumis à aucune censure, ni inspection, avant leur publication...

« Le pouvoir législatif ne pourra faire aucune loi qui porte atteinte

(1) Pinard : Exposé des motifs du projet de loi du 13 mars 1867.

(2) Voir : J. Barthélemy, *Cours de droit public* (1933-34).

(3) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 36.

et mette obstacle à l'exercice des droits naturels et civils, consignés dans le présent titre, et garantis par la Constitution. » (1)

En revanche, la loi pouvait établir des peines contre les actes qui, attaquant ou la sûreté publique ou les droits d'autrui, seraient nuisibles à la société. Par quoi ces peines seraient-elles appliquées ? La Constitution ne manquait pas de le dire :

« Nul ne peut être jugé, soit par la voie civile, soit par la voie criminelle, pour faits d'écrits imprimés ou publiés, sans qu'il ait été reconnu et déclaré par un jury : 1° s'il y a délit dans l'écrit dénoncé, 2° si la personne poursuivie est coupable. » (2)

Le jury était donc compétent pour connaître, à la fois, de l'action civile et de l'action pénale. La Constitution prévoyait aussi qu'en matière criminelle, une fois l'accusation admise, le fait devait être reconnu et déclaré par un jury, composé d'au moins douze jurés, et l'application de la loi faite par des juges (3).

Elle instituait encore une Haute Cour nationale composée de membres du Tribunal de cassation et de hauts jurés. Cette nouvelle juridiction devait connaître des délits commis par les ministres et agents principaux du pouvoir, ainsi que des crimes contre la sûreté générale de l'Etat. Pour que la Cour pût être saisie, il fallait qu'un décret d'accusation fût rendu par le Corps législatif (4). Ces crimes de lèse-nation n'ayant pas été définis avec précision, il fut possible d'y comprendre les délits de presse. C'est ainsi que l'Assemblée nationale devint à même de prendre des décrets enjoignant aux magistrats de poursuivre des journalistes.

Quelques jours après, le 16 septembre 1791, un décret « concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés » venait compléter les dispositions constitutionnelles (5). Nul ne pouvait être poursuivi devant un tribunal criminel que sur une incrimination formulée devant un jury d'accusation, qui décidait, à la majorité des suffrages, s'il y avait lieu de poursuivre. Ce jury devait être composé de huit mem-

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1791, p. 276.

(2) Art. 18, Chap. V, Titre III. — Duvergier : *Lois et décrets*, 1791, p. 289.

(3) Art. 9, Chap. V, Titre III. — Duvergier : *Lois et décrets*, 1791, p. 288.

(4) Art. 23, Chap. V, Titre III. — Duvergier : *Lois et décrets*, 1791, p. 290.

(5) Duvergier : *Lois et décrets*, 1791, p. 331.

bres, tirés au sort sur une liste de trente citoyens remplissant les conditions requises pour être électeurs. La liste était formée par le procureur-syndic, puis approuvée par le directoire. Ce jury d'accusation n'avait pas à se prononcer sur la culpabilité du prévenu, mais à examiner si le délit imputé « était de nature à mériter l'instruction d'une procédure criminelle et s'il y avait déjà des preuves suffisantes à l'appui de l'accusation ». Dans l'affirmative, un jury de jugement était réuni et déclarait l'accusé coupable ou non coupable ; l'option de trois jurés étant interprétée en faveur du prévenu. Ce second jury était composé de douze jurés, tirés au sort, sur une liste approuvée par le directoire et formée par le procureur général syndic, lequel choisissait deux cents citoyens parmi ceux qui remplissaient les conditions requises pour être électeurs.

Ainsi, la Constituante faisait reposer l'institution du jury sur un système électif intégral. La liste du jury était prise sur la liste électorale. Le choix était exercé par le procureur-syndic, élu du peuple, et c'était le directoire, également d'origine élective, qui arrêta définitivement la liste des jurés.

Le lendemain, 17 septembre, un nouveau décret vint déclarer que l'institution du jury serait mise en pratique à partir du 1^{er} janvier 1792 (1).

SECTION IV

La Commune et le Tribunal criminel

La journée du 10 août 1792 qui entraîna la chute effective de la Royauté, allait porter le coup final à la liberté de la presse. Elle marqua le début d'une période où l'inquisition la plus terrible ne cessa de peser sur la pensée et même sur le silence. La tyrannie absolue que les membres de la Commune insurrectionnelle de Paris allaient exercer sur l'Assemblée et sur la France entière, devait fatalement s'étendre au domaine de la presse.

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1791, p. 349.

Dès le 12 août, le Conseil général de la Commune arrête :

« Que les empoisonneurs de l'opinion publique, tels que les auteurs de divers journaux contre-révolutionnaires, seront mis en prison, et que leurs presses, caractères et instruments seront distribués entre les imprimeurs patriotes. »

Le même jour, l'Assemblée générale de la Commune nommait trois commissaires chargés de se rendre aux bureaux de poste et d'empêcher l'envoi des journaux aristocratiques. Ces mesures furent rigoureusement exécutées. Les feuilles royalistes et constitutionnelles furent ainsi réduites au silence. Il ne subsista plus que les journaux de la Gironde et de la Montagne. L'Assemblée législative laissa passer sans protester ce monstrueux abus de pouvoir commis par des gens qui avaient pris pour devise : « La liberté ou la mort ! ».

Mais le droit d'arrestation ne parut pas suffisant à la Commune ; elle voulut avoir aussi le droit de juger. Le 14 août, une députation des commissaires de la Commune demanda à l'Assemblée de décréter sans désenparer l'institution du « tribunal qui doit juger les assassins du peuple ». Cette idée de création d'une cour martiale, fut combattue par Thuriot et Brissot, qui firent adopter par l'Assemblée le renvoi de ces affaires devant les tribunaux ordinaires. Comme on suspectait quelques membres des jurys existants, l'Assemblée autorisa en même temps les sections à nommer chacune deux jurys d'accusation et deux jurys de jugement, « afin de former deux nouveaux jurys de nature à inspirer une confiance entière au peuple » (1). Ceux-ci furent immédiatement constitués. Il restait à désigner de nouveaux juges, afin de ne pas démembrer les tribunaux ordinaires. Le 17 août, un représentant de la Commune déclarait à l'Assemblée que le tocsin sonnerait le soir même à Paris, si celle-ci ne décrétait pas qu'il serait nommé un citoyen par chaque section, pour former le tribunal criminel (2). L'Assemblée déféra aussitôt à cette invitation catégorique, et :

« considérant qu'après avoir remédié à l'insuffisance du jury déjà existant, par un nouveau jury d'accusation et de jugement des crimes commis dans la journée du 10 août courant... ; elle doit pareillement

(1) *Moniteur*, 1792, p. 968.

(2) *Moniteur*, 1792, p. 974.

remédier à l'insuffisance du tribunal criminel et des tribunaux d'arrondissement du département de Paris »,

elle décrétait qu'il serait procédé :

« à la formation d'un corps électoral pour nommer les membres d'un tribunal criminel destiné à juger les crimes commis dans la journée du 10 août... » (1)

Ce corps électoral fut composé, comme le demandait la Commune, d'un électeur nommé par chaque section de Paris, à la pluralité relative des suffrages. Ainsi, juges et jurés furent élus par le peuple.

Le 21 août, le nouveau tribunal criminel entra en fonctions. Le quatrième accusé qui comparut devant lui, fut un rédacteur à la *Gazette de Paris*, nommé Durosoy. Il était poursuivi pour avoir publié des écrits royalistes provoquant à la guerre civile et avoir entretenu une correspondance avec les émigrés. Il fut envoyé à l'échafaud. De nombreux journalistes allaient bientôt l'y suivre (2).

SECTION V

Le Tribunal révolutionnaire et la Constitution de 1793

Les journaux des Girondins et des Montagnards continuaient à jouir de la liberté totale qui leur était laissée. Mais bientôt les Girondins, émus des progrès des feuilles de la Montagne, agirent sur la Convention pour que celle-ci se décidât à réprimer leurs violences. Enfin, à la suite de plaintes de plus en plus fréquentes, l'Assemblée adopta, à une forte majorité, le *décret du 10 mars 1793*. Le Tribunal criminel institué en 1792, était remplacé par un Tribunal criminel extraordinaire. Cette nouvelle institution avait pour objet de sauver la République et elle devait connaître :

« de toute entreprise contre-révolutionnaire, de tous attentats contre la liberté, l'égalité, l'unité, l'indivisibilité de la République, la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, et de tous les complots tendant à

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1792, p. 374.

(2) *Moniteur*, 30 août 1792, p. 1027.

rétablir la royauté, ou à établir toute autre autorité attentatoire à la liberté, à l'égalité et à la souveraineté du peuple. » (1)

Le Tribunal était composé de cinq juges et d'un jury de douze membres. Les magistrats dirigeaient l'instruction et appliquaient la loi d'après la déclaration du jury sur le fait.

En réalité, le jury n'existait que de nom et son indépendance était nulle. Les jurés, comme les juges, étaient nommés par la Convention, sur la proposition des Comités de Salut public et de Sûreté générale. Ils ne restaient en fonctions que pendant un temps très court, et pour qu'ils ne pussent se dérober à ce qu'on attendait d'eux, ils devaient formuler leur déclaration publiquement et à haute voix. Pour les « grandes affaires », il y avait, selon le mot d'un témoin, non pas tirage, mais « triage » du jury. L'accusateur public — Fouquier-Tinville — en choisissait alors les membres un à un, parmi ceux qu'il appelait « les solides », ceux avec lesquels les accusés étaient condamnés, avant même d'avoir été entendus. Aussi le Tribunal n'était-il, en fait, que le serviteur des Comités. Les décisions étaient prises à la simple pluralité des suffrages ; les jugements sans appel étaient immédiatement exécutoires. La procédure était des plus expéditives : « L'acte d'accusation, écrivait Beugnot, était signifié à l'accusé à dix heures du matin, pour paraître au tribunal à onze heures ou midi ; on était jugé à deux heures et le jugement était exécuté avant quatre ».

En outre, une Commission de six membres de la Convention nationale était chargée :

« de l'examen de toutes les pièces, d'en faire le rapport, et de rédiger et présenter les actes d'accusation, de surveiller l'instruction qui se fera dans le tribunal extraordinaire, d'entretenir une correspondance suivie avec l'accusateur public et les juges, sur toutes les affaires publiques qui seront envoyées au tribunal, et d'en rendre compte à la Convention nationale. »

Les délits de presse ne rentraient pas directement dans cette énumération. Aussi Robespierre proposa-t-il de déférer au Tribunal révolutionnaire tout écrit provoquant à la conspiration et fit-il adopter cette motion par la Convention.

Un premier décret du 29 mars 1793, déclarait :

« La Convention nationale décrète que ceux qui provoqueront par

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1793, p. 238.

leurs écrits, le meurtre et la violation des propriétés seront punis ; savoir : 1°, de la peine de mort, lorsque le délit aura suivi la provocation ; 2°, de la peine de six ans de fers, lorsque le délit ne l'aura pas suivie. »

Dans un second décret du même jour, la Convention décidait que :

« Quiconque sera convaincu d'avoir composé ou imprimé des ouvrages ou écrits qui provoquent la dissolution de la représentation nationale, le rétablissement de la royauté ou de tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple, sera traduit au tribunal extraordinaire et puni de mort. » (1)

Ce régime parut encore trop libéral. Les mesures les plus arbitraires furent prises et les quelques garanties laissées aux prévenus peu à peu supprimées.

Un *décret du 5 avril 1793* retira le droit de mise en accusation devant le Tribunal extraordinaire à la Convention et le transféra à l'accusateur public. Celui-ci se vit autorisé : « à faire arrêter, poursuivre et juger tous prévenus des dits crimes, sur la dénonciation des autorités constituées ou des citoyens » (2).

Le Tribunal révolutionnaire fut, plus tard, réorganisé et divisé en sections par le *décret du 22 prairial an II*. Ce décret fut diversement apprécié : « La loi fondée sur la justice et la raison », disait Robespierre ; « Code d'assassinat légal », écrit M. Aulard. Il déclarait, en propres termes, que le Tribunal révolutionnaire était institué pour punir « les ennemis du peuple », ce qui comprenait tous les adversaires du pouvoir. La peine unique était la peine de mort. Les modes de preuve étaient étendus. Une condamnation pouvait résulter de « toute espèce de document, soit matérielle, soit morale, soit verbale, soit écrite, qui peut naturellement obtenir l'assentiment de tout esprit juste et raisonnable ». Tout moyen était bon qui entraînait à une condamnation. Ce n'était pas tout. « La règle des jugements, disait le décret, est la conscience des jurés éclairés par l'amour de la patrie ; la procédure, les moyens simples que le bon sens indique pour parvenir à la connaissance de la vérité, dans les formes que la loi détermine. » Enfin, de crainte que malgré toutes ces précautions, l'accusé pût encore échapper à l'échafaud,

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1793, p. 285.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1793, p. 296.

le décret ajoutait : « la loi donne pour défenseur aux patriotes calomniés des jurés patriotes ; elle n'en accorde point aux conspirateurs » (1).

Les dictatures actuelles n'ont pas réussi à mieux faire. Le Tribunal révolutionnaire français a atteint d'emblée l'absolu dans les formes de l'arbitraire et de la tyrannie. Selon le mot de Fouquier-Tinville, « les têtes tombaient comme des ardoises ». Camille Desmoulins, André Chénier et tant d'autres confondus dans ces fournées, furent conduits à la guillotine. Pendant toute la Terreur, ce fut cette monstrueuse juridiction qui eut à connaître des délits de presse. Quelle garantie de justice pouvait-on attendre de cette caricature de jury ? Comme le dira plus tard Boissy d'Anglas :

« Hélas ! les noms n'y font rien : on n'est pas jugé par un jury parce qu'on donne le nom de jurés aux individus qui composent l'agglomération que l'on désigne sous cette qualification tullelaire. Ce n'étaient pas des jurés, mais des bourreaux, que les hommes qui, usurpant ce titre, exerçaient l'horrible et pernicieuse fonction d'envoyer chaque jour à l'échafaud des centaines d'innocentes victimes, sans avoir rien appris d'elles que leurs noms. » (2)

La compétence du Tribunal révolutionnaire, limitée par le décret du 29 mars 1793, étendue par celui du 22 prairial an II, fut interprétée par les juges eux-mêmes dans le sens le plus large. Tout rentrait dans la conspiration qui durait depuis le 10 août : délits de parole, de correspondance, de presse, de simple détention de lettres ou écrits, etc..

Ce fut en voulant appliquer cette mesure à Hébert, le féroce rédacteur du *Père Duchesne*, que la Gironde allait succomber. Le 24 mai 1793, la « Commission des Douze », composée de Girondins énergiques et chargée par la Convention d'examiner les actes de la Commune, ordonnait l'arrestation d'Hébert. La Commune protesta violemment. Les sections prennent la défense du prévenu. Sous la menace d'une multitude furieuse qui a envahi la salle, la Convention doit voter le 27 mai, la mise en liberté du terrible substitut du procureur de la Commune. La chute des Girondins allait entraîner la disparition des dernières feuilles qui ne s'étaient pas donné pour unique mission

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1794, p. 232.

(2) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 141.

de dénoncer et de prêcher le pillage et le meurtre. La liberté de la presse avait définitivement vécu ! (1).

« La liberté ! le tribunal la poursuivait sous toutes ses formes. Liberté de la presse ; l'auteur était puni de mort et l'on en était revenu à brûler les livres par la main du bourreau. Liberté de la parole : pas un délit dans toute la série de tant de crimes imaginaires justiciables du tribunal, qui lui ait fourni plus de victimes. Liberté même de la pensée, entendue dans le sens le plus intime : témoin la peine de mort appliquée aux propos tenus dans l'ivresse. » (2)

Aussi, le 10 novembre 1793, devant l'échafaud dressé aux pieds de la statue de la Liberté, M^{me} Roland pouvait-elle s'écrier : « Ah ! Liberté, comme on t'a jouée et que de crimes on commet en ton nom ! »

Par une hypocrite contradiction ou une singulière inconscience, dans le temps même où toute liberté était supprimée en fait, et que se succédaient les écrivains sous le couperet de la guillotine, la Convention discutait des dispositions constitutionnelles qui affirmaient, avec la plus grande énergie, la liberté de la presse et lui donnaient la plus large et complète étendue.

Le 15 février 1793, Condorcet présentait le projet de constitution, au nom du Comité dont il était le rapporteur. Seule la Déclaration des droits précédant ce plan de Constitution, allait être adoptée. Ce texte, voté par la Convention le 26 avril 1793, proclamait à l'article 6, que « tout homme est libre de manifester sa pensée et ses opinions ». Et l'article 7 ajoutait : « La liberté de la presse et de tout autre moyen de publier ses pensées, ne peut être interdite, suspendue, ni limitée » (3).

La *Constitution montagnarde*, votée le 24 juin 1793 et promulguée le 3 septembre, affirmait pareillement le principe de la liberté de la presse. L'article 7 de la Déclaration des droits stipulait que « le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière..., ne peut être interdit ». Et l'article 122 de l'acte constitutionnel ajoutait que la Constitution garantissait à tous les Français « la liberté indéfinie de la presse » (4). Mais avant d'être mise en

(1) G. Le Poittevin : *La liberté de la presse depuis la Révolution*, p. 45.

(2) Wallon : *Histoire du Tribunal révolutionnaire*, t. VI, chap. 60.

(3) *Moniteur*, 27 avril 1793, p. 517.

(4) Duvergier : *Lois et décrets*, 1793, p. 436 et 441.

application, cette Constitution fut remplacée par celle de l'an III.

Quant au jury, il allait être organisé, par la *loi du 2 nivôse an II*, la plus démocratique de toutes les lois sur la matière. Elle appelait, en effet, aux fonctions de jurés tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans accomplis. Elle chargeait l'agent national de chaque district de former, tant d'après ses connaissances personnelles, que d'après les renseignements qu'il pourrait recueillir des agents nationaux des communes, une liste de citoyens domiciliés dans l'étendue du district, et qu'il estimerait propres à remplir les fonctions de jurés, tant d'accusation que de jugement. Cette liste devait être approuvée par le directoire de district. Le jury d'accusation était alors composé de huit citoyens, tirés au sort sur cette liste par le directeur du jury. Le jury de jugement comprenait douze membres, tirés au sort sur la même liste, par le président du tribunal criminel. Enfin, pour former le jury spécial d'accusation, l'agent national du district devait choisir seize citoyens, ayant les qualités nécessaires pour prononcer sainement et avec impartialité sur le genre du délit. Huit d'entre eux étaient ensuite tirés au sort par le directeur du jury. Le jury spécial de jugement était formé, suivant le cas, par l'agent national du district ou par le président du directoire de district, qui désignait, à cet effet, vingt-six citoyens ayant les qualités et connaissances requises (1).

SECTION VI

La réaction thermidorienne et la Constitution de l'an III

La Terreur allait prendre fin avec l'exécution de Robespierre. La Révolution du 9 Thermidor an II amena des hommes plus modérés au pouvoir. Les journaux de la Montagne disparurent à leur tour. « Les ressentiments, les aspirations, longtemps comprimés firent explosion dans une foule de journaux qui poussaient à la contre-révolution, et dont quelques-uns même ne

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1793, p. 433.

cachaient pas leurs prédilections monarchistes » (1). La liberté de la presse n'allait pas tarder à être réclamée.

Le 28 thermidor an II, Réal déclarait au Club des Jacobins : « Pour empêcher les abus du pouvoir et établir la liberté, il est un moyen, unique et très puissant : la liberté de la presse ».

Le 2 fructidor an II, c'était Tallien qui s'écriait à la tribune de la Convention : « Il faut la liberté de la presse ou la mort ! »

Quelques jours plus tard, le 9 fructidor, Fréron présentait le rapport du Comité de législation sur un projet de décret destiné à assurer la liberté de la presse : « La liberté de la presse n'existe pas, si elle n'est pas illimitée, proclamait-il ; toute borne en ce genre est un anéantissement » (2).

Mais ces appels en faveur de la liberté de la presse ne furent pas entendus. Une *loi du 1^{er} germinal an III* vint qualifier crimes :

« les provocations au pillage des propriétés particulières, ou publiques, à des actes de violence contre les personnes, au rétablissement de la royauté, à la révolte contre les autorités constituées, le gouvernement républicain et la représentation nationale. »

L'article 2 de la loi ajoutait :

« Les prévenus de ces crimes seront arrêtés et jugés par le tribunal criminel ordinaire. S'ils sont déclarés coupables par le jury, ils seront condamnés à la déportation. Néanmoins cette peine sera réduite à deux années de fers, si le jury déclare qu'il y a dans le délit des circonstances atténuantes. » (3)

La *Constitution du 5 fructidor an III* marqua un retour en arrière. Elle affirmait le principe de la liberté d'expression de la pensée, mais avec cette réserve que l'écrivain devait répondre de ses écrits. Ce n'était donc plus la liberté indéfinie proclamée par la Constitution montagnarde. L'article 353 de la nouvelle Constitution était significatif :

« Nul ne peut être empêché de dire, écrire, imprimer et publier sa pensée. — Les écrits ne peuvent être soumis à aucune censure avant leur publication. — Nul ne peut être responsable de ce qu'il écrit ou publie, que dans les cas prévus par la loi. » (4)

(1) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 53.

(2) Lanfranchi, *op. cit.*, p. 82.

(3) Duvergier : *Lois et décrets*, 1795, p. 62.

(4) Duvergier : *Lois et décrets*, 1795, p. 297.

La liberté était d'ailleurs toute relative et l'article 355 prévoyait qu'elle pourrait même être suspendue :

« Aucune limitation ne peut être apportée à la liberté de la presse ; mais si les circonstances rendent une loi prohibitive de ce genre nécessaire, cette loi sera essentiellement provisoire et ne pourra avoir d'effet que pendant un an, à moins qu'elle ne soit formellement renouvelée. » (1)

Quant au jury, il était maintenu en vertu des articles 237 et 238 :

« En matière de délits emportant une peine afflictive ou infamante, nulle personne ne peut être jugée que sur une accusation admise par les jurés ou décrétée par le Corps législatif, dans le cas où il lui appartient de décréter l'accusation. »

« Un premier jury déclare si l'accusation doit être admise ou rejetée ; le fait est reconnu par un second jury et la peine déterminée par la loi est appliquée par les tribunaux criminels. » (2)

Cependant les journaux continuaient à se multiplier, et leur audace à s'accroître avec leur nombre. La presse royaliste, de plus en plus hardie, redoublait d'efforts pour abattre le gouvernement.

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1795, p. 297.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1795, p. 291.

CHAPITRE II

LA PÉRIODE IMPÉRIALE ET LA SUSPENSION DU JURY

SECTION I

Le Directoire et la lutte contre la presse

Le Directoire, qui succédait à la Convention, n'allait pas tarder à se préoccuper des attaques de la presse d'opposition.

Le *code des délits et des peines* du 3 brumaire an IV maintenait l'institution du jury. L'article 517 créait des jurys spéciaux d'accusation et de jugement, auxquels devait être soumise toute affaire ayant pour objet un écrit imprimé (1). Ce sont ces jurys qui, par de continuels verdicts d'acquittement, permirent de rendre inefficaces les mesures les plus draconiennes prises sous le Directoire.

En l'an IV, l'époque des violences est passée. Après une période d'exaltation furieuse, la nation aspirait au repos. Les traits qu'une presse hostile décochait sans trêve au Directoire, atteignaient durement celui-ci et risquaient d'en précipiter la chute. Le gouvernement se rendit vite compte du danger et, par tous les moyens possibles, fit effort pour paralyser la presse.

Le Directoire chercha d'abord son salut dans des poursuites judiciaires dirigées contre les journaux.

« On défère au jury Leblois, le rédacteur de l'*Ami du peuple* qui unissait ses efforts à ceux des royalistes pour renverser le Directoire. On poursuit Michaud pour avoir dans la *Quotidienne* constamment provoqué à la révolte et au rétablissement de la royauté et Richer-

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1795, p. 512.

Sérisy pour avoir soutenu les mêmes doctrines dans l'*Accusateur public*. » (1)

Mais aucune condamnation ne vint sanctionner ces poursuites. Comme le racontent les Goncourt :

« Quant le Directoire, tirailé sur les deux flancs et dépourvu de moyens répressifs, se retourne vers le jury et implore ces condamnations, le jury, qui garde vivante la mémoire de tout ce qu'a fait le silence et de tout ce qu'il a laissé faire, le jury qui préfère les excès de la liberté aux excès de la servitude, n'a que verdicts d'acquittement pour toutes les paroles et pour tous les partis. Il acquitte les Vendémiairistes ; il acquitte les Jacobins ; il acquitte Leblois le terroriste ; il acquitte Michaud le royaliste ; il acquitte Langlois ; il acquitte les libraires ; il acquitte les éditeurs ; il acquitte par tête et il acquitte en bloc ; il acquitte les individus ; il acquitte les fournées savamment combinées. Les haines personnelles de Merlin ne le touchent pas. Richer-Sérisy est acquitté une première fois ; le tribunal de cassation casse les deux acquittements ; le jury de Seine-et-Oise acquitte une troisième fois l'auteur de l'*Accusateur public*. » (2)

La voie judiciaire ne donnant pas les résultats attendus, le Directoire dut trouver d'autres moyens plus efficaces. Encore fallait-il faire accepter ces mesures par les Conseils, et ceux-ci montraient peu d'enthousiasme à porter atteinte à la liberté de la presse. Ce ne fut qu'après de longues hésitations qu'ils cédèrent aux instances des Directeurs.

La question de la presse fut abordée, le 23 ventôse an IV, par le Conseil des Cinq-Cents. Au cours de la discussion, Boissy d'Anglas s'éleva avec éloquence contre l'établissement d'une censure. « La liberté du citoyen, dit-il, ne peut pas plus être enchaînée d'avance sur ce point, de peur qu'il n'en abuse, qu'elle ne peut l'être sur tous les autres ». Aussi demandait-il au Conseil de rejeter tout projet de loi tendant à limiter la liberté de la presse, tout en reconnaissant la nécessité de tempérer cette liberté, par des lois sagement restrictives des abus possibles. Mais les Assemblées abdiquaient de plus en plus devant les Directeurs, et le renvoi à une commission chargée d'élaborer des lois répressives fut adopté à la presque unanimité (3).

(1) G. Le Poittevin, *op. cit.*, p. 48-49.

(2) Edmond et Jules de Goncourt : *Histoire de la Société française pendant le Directoire*, p. 382.

(3) Lanfranchi, *op. cit.*, p. 105.

Le 27 *germinal an IV*, sur la proposition de Treilhard, une loi fut votée, non pas sur la presse, mais bien contre la presse. Cette loi punissait de la peine de mort :

« tous ceux qui, par leurs discours ou par leurs écrits imprimés,... provoquent la dissolution de la représentation nationale ou celle du Directoire exécutif, ou le meurtre de tous ou aucun des membres qui les composent, ou le rétablissement de la royauté, ou celui de la constitution de 1793, ou celui de la constitution de 1791, ou de tout gouvernement autre que celui établi par la constitution de l'an III,... ou l'invasion des propriétés publiques, ou le pillage ou le partage des propriétés particulières, sous le nom « de loi agraire » ou de toute autre manière. » (1)

La peine de mort devait être commuée en celle de la déportation, si le jury découvrait au délit des circonstances atténuantes. La loi ajoutait à l'article 2, que ces délits devraient être « soumis à des jurys spéciaux d'accusation et de jugement, conformément aux dispositions du titre XIII du Code des délits et peines ». Ces dispositions furent complétées par une nouvelle loi du 28 *germinal an IV* (2).

Mais les peines prévues étaient trop rigoureuses. Les juges hésitèrent à appliquer des pénalités excessives. Les jurys refusèrent de se prêter à pareille besogne, et acquittèrent avec ensemble tous les accusés déferés par le gouvernement. « La conspiration de justice du jury », selon le mot des Goncourt, désarmait ainsi le Directoire. Le jury demeurait la dernière garantie d'une liberté si menacée.

Le Directoire ne se tint pas pour battu. Le 9 brumaire an V, il adressait un message aux Conseils, réclamant des pouvoirs de police sur les journaux. Après une vive discussion, une Commission de la presse fut nommée. Les trois résolutions que celle-ci proposa furent adoptées aux Cinq-Cents et rejetées par le Conseil des Anciens. La liberté de la presse demeurait sauve !

Les efforts du Directoire se brisant devant la résistance du Conseil des Anciens, le pouvoir exécutif dut se résoudre à chercher dans un coup d'Etat les moyens de maîtriser la presse. Extrémité qui lui paraissait d'autant plus urgente que les journalistes, voyant qu'ils échappaient à toute répression passaient toute borne dans la voie de la licence.

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1796, p. 93.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1796, p. 94.

La menace d'un coup de force royaliste fournit le prétexte à la mise de la presse sous la surveillance du pouvoir. Le coup d'Etat du 18 *fructidor* an V fut, selon l'expression de M. Hatin, « la Saint-Barthélemy des journalistes ». Le jour même, un arrêté du Directoire ordonnait l'arrestation des auteurs et imprimeurs de trente-deux journaux,

« tous prévenus de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure de la République, spécialement de provocations au rétablissement de la royauté et à la dissolution du gouvernement républicain, pour être poursuivis et jugés conformément à la loi du 28 germinal an IV. »

En même temps, une proclamation du Directoire, affichée sur les murs de Paris, informait le public que quiconque rappellerait la royauté ou la constitution de 1793 « serait à l'instant fusillé ».

Le 19 *fructidor*, sous le titre de « Loi contenant des mesures de salut public prises relativement à la conspiration royale », les Conseils votaient ce texte dictatorial :

« Les journaux, les autres feuilles périodiques et les presses qui les impriment, sont mis, pendant un an, sous l'inspection de la police, qui pourra les prohiber, aux termes de l'article 355 de l'acte constitutionnel. »

D'autre part, des mesures de sûreté visant les jurés étaient prises par la même loi, article 32 :

« Aucun juré ordinaire, spécial ou haut juré, ne pourra exercer de fonctions avant d'avoir prêté le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, de fidélité, attachement à la République et à la Constitution de l'an III. » (1)

Toute liberté était ainsi enlevée à la presse, puisque d'une part, aucun texte ne précisait les cas où la police pouvait prohiber les journaux, et que d'autre part, les garanties d'indépendance des jurés étaient singulièrement diminuées.

Bientôt les Conseils ne jugèrent même plus utile de respecter les formes légales à l'encontre de « vils conspirateurs, dont l'existence accusait la nature ». Considérant que pour éviter la guerre civile, il était urgent de purger le sol français des

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1797, p. 42,

ennemis déclarés de la République, ils décrétèrent la déportation en masse des propriétaires et rédacteurs des « mauvais » journaux. C'est ainsi qu'une *loi du 22 fructidor an V* ordonna la déportation des propriétaires, directeurs et auteurs, de quarante-deux feuilles quotidiennes (1).

Les lenteurs qu'entraînèrent les difficultés d'application de ces mesures de rigueur rassurèrent un peu les journalistes, qui pensèrent se trouver seulement en présence de dispositions d'intimidation. Et peu à peu, les journaux disparus reparurent sous de nouveaux titres.

C'était compter sans la vigilance des Directeurs, animés contre la presse des sentiments les plus hostiles. Un *arrêté du 23 brumaire an VI* soumit au contrôle du Directoire, avant leur mise à exécution, toutes les mesures que les administrations municipales ou centrales et le ministère de la police générale pourraient prendre, en vue « de prohiber ou de déclarer qu'il n'y avait pas lieu de prohiber des journaux » (2).

La machine était au point et prête à fonctionner activement. Les suppressions de journaux et l'arrestation des rédacteurs se succédèrent à un rythme accéléré. Un *arrêté du 27 frimaire an VI* supprima d'un coup dix-sept journaux et plaça leurs presses sous scellés. Des *arrêtés de messidor an VI* ordonnèrent de nouvelles hécatombes.

L'expiration des pouvoirs de haute police accordés au gouvernement, allait ramener la question de la presse à l'ordre du jour du Conseil des Cinq-Cents. Une commission fut chargée d'élaborer un projet de loi contre les abus de la liberté de la presse. Un premier projet devint la *loi du 9 fructidor an VI*, qui prorogeait les pouvoirs de police du Directoire jusqu'à la publication de la nouvelle loi sur la presse, sans que cette prolongation pût dépasser un an (3). Un second projet proposait une loi pénale fondée sur le jugement des délits de presse par le jury. Seuls les « délits privés », c'est-à-dire les attaques dirigées contre un individu non revêtu d'un caractère public, relèveraient de la compétence des tribunaux correctionnels. Malheureusement, ce projet n'aboutit pas.

(1) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 56.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1797, p. 133.

(3) Duvergier : *Lois et décrets*, 1798, p. 396.

Le 9 prairial an VII, Bertrand, du Calvados, demanda énergiquement le rapport de la loi de censure. Le Directoire se crut perdu, chercha à gagner du temps et une lutte acharnée s'engagea pour ou contre la liberté de la presse. Finalement, une *loi du 14 thermidor an VII* abrogea la loi du 9 fructidor an VI et par suite les pouvoirs de police du gouvernement sur la presse.

Ne se sentant plus menacés et désireux de se venger du silence qui leur avait été si longtemps imposé, les journaux allaient désormais attaquer les Directeurs avec la dernière violence. Pour se défendre, le gouvernement adressa aux Conseils, le 7 thermidor an VII, une invitation à prendre des mesures contre la presse. Mais devant la gravité de la situation intérieure et extérieure du pays, le Directoire, comprenant l'imminence du péril et la nécessité d'une action énergique, recourut à un nouveau coup de force. Le 12 *fructidor an VII*, sous prétexte d'assurer l'exécution de la loi du 19 fructidor an V, un arrêté du Directoire dressait une véritable liste de proscription contenant les noms de soixante-cinq journalistes. Le 17 *fructidor*, les rédacteurs et imprimeurs de onze journaux étaient arrêtés et les scellés apposés sur les presses et bureaux de rédaction.

La presse était agonisante. Le Consulat allait lui porter le dernier coup.

SECTION II

Le Consulat et le régime de l'arbitraire administratif

Les exécutions sanglantes de la Convention et les déportations du Directoire n'avaient été que des voies de fait à l'égard de la liberté de la presse, dont le principe demeurerait. Il restait loisible à chacun de fonder un journal à ses risques et périls. Le Premier Consul écrasa « sous le talon de sa botte » ces derniers vestiges de liberté.

Le Consulat eut, du moins, le mérite de la sincérité. Il ne proclama pas, comme les régimes antérieurs, des libertés qu'il

n'avait pas l'intention de respecter. A la différence des constitutions précédentes, la *Constitution du 22 frimaire an VIII* garda sur la liberté de la presse un silence significatif. La nécessité d'organiser la nouvelle société sur les débris du passé et sur des fondements encore ébranlés des commotions de la veille, justifiait, dans une certaine mesure, une semblable réserve. Le premier besoin du pays déchiré par tant de discordes était l'apaisement des esprits. Le calme était indispensable pour fonder à l'intérieur des institutions durables. D'autant plus libres qu'aucune promesse constitutionnelle n'entravait leur action, le Consulat et plus tard l'Empire, imposèrent au journal comme au livre, un silence qu'ils jugeaient alors nécessaire (1).

Dès son élévation au Consulat, Bonaparte prit l'initiative de compléter l'œuvre commencée sous le Directoire, en réduisant et limitant le nombre des journaux. Le 27 nivôse an VIII :

« les consuls délibèrent sur les mesures à prendre pour réprimer l'influence funeste des journaux vendus aux ennemis de la République. Ce sont des instruments de sédition entre les mains des factieux, au moyen desquels les ennemis intérieurs et extérieurs correspondent de tous les points... L'obligation que le peuple français a imposée aux Consuls de veiller à sa sûreté, leur commande de prévenir le mal que les journaux peuvent faire, et de ne laisser circuler que ceux dont les propriétaires et rédacteurs offrent une garantie reconnue de leurs principes républicains. » (2)

Un *arrêté du 27 nivôse an VIII* supprima tous les journaux politiques, sauf treize, et interdit toute création de feuilles nouvelles. Les propriétaires et rédacteurs des journaux conservés devaient promettre fidélité à la Constitution. L'existence de ces organes était d'ailleurs tout à fait précaire et restait à la merci du gouvernement.

« Seront supprimés sur-le-champ, était-il dit à l'article 5, tous les journaux qui inséreront des articles contraires au respect dû au pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées, ou qui publieront des invectives contre les Gouvernements et les nations amis ou alliés de la République, lors même que ces articles seraient extraits de feuilles périodiques étrangères. » (3)

La presse était ainsi soumise à l'arbitraire administratif.

(1) Pinard : Exposé des motifs du projet de loi du 13 mars 1867.

(2) G. Le Poittevin, *op. cit.*, p. 127.

(3) Duvergier : *Lois et décrets*, 1800, p. 68.

Cette mission de contrôle et de direction de la presse fut confiée au ministre de la police générale, Fouché. Mais de 1802 à 1804, elle lui fut retirée pour être exercée par le grand juge et ministre de la justice, Régnier.

La réduction du nombre des journaux facilitant considérablement le contrôle de la presse, les moindres écarts étaient vite découverts et la répression ne se faisait pas attendre. C'était la suppression pure et simple. La faute la plus légère était suffisante pour entraîner cette sanction. La critique la plus anodine pouvant atteindre le premier Consul, la publication d'un article qui n'avait pas été rédigé avec tout le tact désirable ou la divulgation d'une nouvelle exacte qui arrivait mal à propos, étaient choses périlleuses. Certains faits divers eux-mêmes étaient interdits : il était défendu d'annoncer les suicides. Les controverses philosophiques et religieuses étaient prohibées. Tout ce qui était de nature à émouvoir l'opinion publique, à créer de nouvelles divisions ou à rappeler les anciennes, était formellement interdit.

Le jury, cependant, survivait en droit. Mais la composition en était soumise à l'arbitraire tout puissant des préfets. Au Tribunal, Ganilh montra, en vain, l'inconvénient de laisser à la discrétion de ces fonctionnaires la désignation des jurés et le danger d'asservir ainsi la justice. Quant aux nouveaux magistrats nommés par le pouvoir, l'inamovibilité ne leur fut pas conférée. En fait, les procédés les plus tyranniques du Directoire étaient toujours pratiqués. De nombreux exils furent ordonnés sans que le jury ou même l'autorité judiciaire eût à intervenir. Le 4 janvier 1801, le premier Consul désignait pour l'exil, cent-trente citoyens, qu'aucun tribunal, qu'aucun jury n'avaient vus comparaître, et le 5, le Sénat déclarait que cette résolution « était une mesure conservatoire de la Constitution (1).

Dans les rares occasions où les jurés pouvaient avoir à statuer, ils devaient redouter la vengeance du gouvernement si le verdict était contraire à ses vues. C'est ainsi que le 12 avril 1802, un jury militaire, composé de sept officiers, acquitta l'enseigne de vaisseau Rivoire, accusé de conspiration, à la majorité

(1) Fabreguettes : *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, t. I, p. cu.

de cinq voix contre deux. La réponse ne se fit pas attendre : les sept jurés furent aussitôt arrêtés. « Leur verdict constitue un acte de rébellion contre la Constitution », affirma Bonaparte dans son arrêté du 23 avril 1802.

SECTION III

L'Empire et le règne de la censure

L'Empire allait conserver à la presse ce régime où toute liberté était exclue. Napoléon disait à Metternich : « Je ne me chargerais pas de gouverner trois mois avec la liberté de la presse » (1). Tout régime autoritaire est l'adversaire naturel de la liberté de la presse, et l'Empereur ne pouvait reconnaître dans celle-ci qu'un danger pour sa toute-puissance. « L'imprimerie, déclarait Napoléon, est un arsenal qu'il importe de ne pas mettre dans les mains de tout le monde. Il s'agit d'un état qui intéresse la politique, et, dès lors, la politique doit en être juge » (2). Aussi de la liberté de la presse, Napoléon ne conserva-t-il que les apparences.

La Constitution impériale, établie par le *senatus-consulte organique* du 28 floréal an XII, institua au Sénat une commission de sept membres, dite *commission sénatoriale de la liberté de la presse*, qui était chargée de veiller sur cette liberté et de la protéger contre les entreprises du gouvernement. Lorsque la Commission, saisie par les auteurs, imprimeurs ou libraires, estimait que les entraves apportées à l'impression ou à la circulation d'un ouvrage, n'étaient pas justifiées par l'intérêt de l'Etat, elle devait inviter le ministre compétent à révoquer les ordres donnés. Si trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, demeuraient sans effet, la Commission demandait alors la convocation du Sénat. Celui-ci rendait, s'il y avait lieu, la déclaration suivante : « Il y a de fortes présomptions que la liberté de la presse a été violée ». L'affaire devait alors être

(1) J. Barthélemy : *Précis de droit public*, p. 155.

(2) Séance du Conseil d'Etat du 12 août 1809.

examinée par la Haute Cour impériale. En fait, toutes ces garanties étaient illusoires, car la presse périodique restait en dehors des attributions de la Commission, et aucun acte de celle-ci ne révéla jamais à la France son existence (1).

La presse restait soumise au régime de l'arbitraire administratif. Il n'existait pas de censure préalable. Depuis 1805, les rédacteurs en chef des journaux étaient nommés par le ministre de la police et révocables au gré de celui-ci. Dès que le journal paraissait, le ministre de la police l'examinait attentivement afin de s'assurer que le rédacteur avait bien rempli sa mission. Dans le cas contraire, le ministre prenait lui-même une sanction : retenue sur le traitement du délinquant ou le plus souvent destitution. Si la faute commise apparaissait plus grave, le coupable était en outre incarcéré, sans jugement, pendant un temps dont l'Empereur fixait lui-même la durée (2).

Comme sous le Directoire, il était interdit aux journaux de traiter certains sujets. Il était défendu de parler des prêtres et de la religion, de discuter des questions politiques, d'insérer des nouvelles susceptibles de produire un mauvais effet sur l'opinion publique. En d'autres cas, les journaux devaient se borner à reproduire les articles parus au *Moniteur*, journal officiel du gouvernement. Il en était ainsi lorsqu'il s'agissait de la personne de l'Empereur et de celle des membres de sa famille, des fonctionnaires publics, ou de la publication du texte d'un décret impérial. En revanche, les journaux devaient publier immédiatement tout fait de nature à servir la politique impériale et le présenter sous le jour le plus favorable. Parfois Napoléon traçait le plan d'une campagne à organiser dans divers journaux, indiquait le canevas de certains articles et allait jusqu'à les dicter lui-même (3).

Au début de l'année 1810, l'Empereur fit publier le *décret du 5 février*, « contenant règlement sur l'imprimerie et la librairie », après l'avoir fait adopter d'autorité par le Conseil d'Etat. Ce décret réglementait les professions d'imprimeur et de libraire, faisant de ceux-ci des espèces de fonctionnaires brevetés, assermentés et placés sous le contrôle de l'autorité. La censure était

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1804, p. 1.

(2) G. Le Poittevin, *op. cit.*, p. 191.

(3) G. Le Poittevin, *op. cit.*, p. 198-228.

rétablie pour tous les écrits, périodiques ou non. Il était créé une direction générale de l'imprimerie et de la librairie, placée sous l'autorité du ministre de l'intérieur. Le directeur général pouvait ordonner qu'il fût sursis à l'impression de tout ouvrage, en vue de le faire préalablement examiner par un censeur. Sur le rapport du censeur, le directeur général indiquait à l'auteur les changements ou suppressions jugés convenables. Si ce dernier se refusait aux modifications imposées, la vente de l'ouvrage pouvait être interdite, les formes rompues et les exemplaires déjà imprimés saisis. L'approbation du censeur ne retirait cependant pas au ministre de la police le droit de suspendre la vente et la circulation du livre autorisé. L'auteur n'avait plus, pour toute ressource, qu'à former un recours devant le Conseil d'Etat, qui statuait définitivement (1). C'est ainsi que le livre *De l'Allemagne*, de M^{me} de Staël, après avoir reçu l'approbation des censeurs, fut saisi et mis au pilon après sa publication.

Les écrivains étaient soumis aux juridictions ordinaires. L'article 43 du décret portait que « les peines seront prononcées et les dommages-intérêts seront arbitrés par le tribunal correctionnel ou criminel, selon les cas et d'après les lois ».

Le *code pénal* du 17 février 1810 ne faisait pas des délits de presse une catégorie spéciale : suivant qu'ils étaient qualifiés crimes ou délits, ils étaient déférés aux Cours d'assises ou aux tribunaux correctionnels. Mais les crimes commis par la voie de la presse étaient inexistantes sous ce régime d'étroite surveillance administrative, aussi la compétence du jury demeurait-elle toute théorique.

Napoléon était lui-même très hostile au jury. Sa répugnance à en admettre le principe et à en laisser subsister même l'apparence furent la principale cause du retard apporté à la rédaction du Code d'instruction criminelle. L'Empereur ne pouvait admettre l'existence d'une juridiction qui, malgré les précautions savantes du recrutement administratif, risquait sans cesse d'échapper à son pouvoir. Il fit pour l'anéantir des tentatives renouvelées, mais il se heurta à des résistances tenaces. Le jury trouva dans le pays, dans l'élite des juriconsultes, d'énergiques

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1810, p. 24.

défenseurs. Ceux-ci voyaient dans cette juridiction le dernier rempart des libertés individuelles, et leurs voix courageuses s'élevèrent chaque fois que des tentatives furent faites pour l'ébranler (1).

Napoléon essaya alors, au moyen d'une enquête, d'inciter les tribunaux à se déclarer partisans de la suppression du jury. Sur soixante-quinze tribunaux criminels consultés, vingt-six conclurent au maintien de l'institution, vingt-six le repoussèrent et vingt-trois réservèrent leur décision. Les Cours d'appel se prononcèrent contre le jury, cinq d'entre elles seulement sur dix-sept se montrèrent favorables. Parmi les partisans du jury se trouvaient le Tribunal de cassation et la Commission chargée de la rédaction du Code d'instruction criminelle. Enfin, malgré l'intervention de l'Empereur dans la discussion, le Conseil d'Etat se prononça pour la conservation du jury (2).

Napoléon fut donc contraint de laisser subsister le jury ; mais durant tout son règne, il luttera, tantôt sourdement, tantôt avec violence, contre ce principe importun. Il ne pourra ni le rejeter, ni l'accepter avec franchise. A la fin, il s'établira, par la force des choses, une loi de compromis, d'équivoque, à laquelle l'effort de tout le siècle, ne parviendra pas à rendre la sincérité (3).

L'avis du président du tribunal de cassation de l'époque, M. Béranger, est, à cet égard, intéressant à connaître :

« L'institution du jury, disait-il, fut maintenue dans nos codes criminels, parce qu'on craignait d'indisposer les esprits en la supprimant, mais on n'en conserva guère que le nom et on eut soin de ne lui soumettre que les crimes qui offraient peu d'importance politique. Le gouvernement tendait alors à se précautionner contre les attaques qui pourraient lui être portées.

« Le despotisme qui s'établissait, bien instruit de ce qu'il avait à craindre, voulut donc s'emparer des jugements correctionnels ; il y parvint, en les sortant de la juridiction du jury et les confiant à des tribunaux qu'il institua, de manière à les avoir constamment sous sa dépendance. »

En définitive, le jury d'accusation fut aboli et le jury de jugement maintenu. Mais la main impériale s'appesantit sur ce

(1) Fabreguettes, *op. cit.*, t. I, p. cv.

(2) Fabreguettes, *op. cit.*, t. I, p. cvi.

(3) Fabreguettes, *op. cit.*, t. I, p. cvii.

dernier jusqu'à le dénaturer. Napoléon l'organisa de manière à en rendre l'indépendance difficile. D'après l'article 382 du Code d'instruction criminelle de 1808, les jurés devaient être choisis parmi : les membres des collèges électoraux — désignés, en fait, par l'Empereur — ; les trois cents personnes les plus imposées, domiciliées dans le département ; les fonctionnaires de l'ordre administratif à la nomination de l'Empereur ; les docteurs et licenciés des Facultés, les membres et correspondants de l'Institut et autres sociétés savantes reconnues par le gouvernement ; les notaires ; les banquiers, négociants et marchands, payant patente de l'une des deux premières classes ; les employés des administrations jouissant d'un traitement de quatre mille francs au moins (1). On voit par cette énumération que toutes les précautions étaient prises pour s'assurer de la docilité des jurés.

Pour donner un semblant de libéralisme à cette composition du jury, l'article 386 du même code prévoyait que si quelqu'un ne remplissant aucune des conditions précédentes, désirait figurer sur la liste, il pourrait y être inscrit à condition d'être proposé par le préfet. Mais on se hâtait d'ajouter que cette proposition ne pouvait avoir lieu sans que le préfet eût obtenu des « renseignements avantageux » sur le compte du requérant, et le ministre de l'Intérieur, à qui la demande était transmise, avait encore le droit d'accorder ou de refuser l'inscription sollicitée.

C'était encore les préfets qui étaient chargés, sous leur responsabilité, de dresser parmi toutes ces personnes, une liste de soixante jurés, toutes les fois qu'ils en étaient requis par les présidents des Cours d'assises. Cette liste, réduite à trente-six noms par le président, formait la liste de session.

Afin de porter un dernier coup à l'indépendance des jurés, l'article 391, § 4, ajoutait : « Sa Majesté Impériale se réserve de donner aux jurés qui auront montré un zèle louable, des témoignages honorables de satisfaction ».

Même ainsi composé, le jury n'eut pas à juger de délits de presse. Napoléon se défiait trop, en pareille matière, de l'indépendance, même des juges de son choix. En fait de liberté

(1) *Moniteur*, 30 novembre 1808, p. 1526.

de la presse, il n'admit jamais ni législation, ni juges d'aucune sorte. Son seul système consista dans un arbitraire absolu, agissant par voie d'arrêtés.

L'Empereur avait d'ailleurs imaginé un procédé fort expéditif et des plus simples. En mars 1810, un décret avait institué des prisons d'Etat « pour les personnes qu'il serait également impossible, pour le salut de l'Etat, de relâcher ou de mettre en jugement ». Il est certain qu'en restaurant les lettres de cachet, on était sûr d'avoir raison de l'« idéologie ». C'est ainsi que devant la Commission de censure, l'Empereur put raconter, qu'ayant eu connaissance de la circulation d'un bulletin hostile, il avait fait prévenir l'auteur que si un second numéro semblable au premier paraissait, il enverrait le récidiviste au Temple. Et Napoléon ajoutait qu'il n'y avait eu, ni de second, ni de troisième bulletin (1).

Aussi, pendant toute la durée de son règne, la presse fut-elle réduite au silence. Le canon seul avait le droit de se faire entendre. L'Empereur pensait que la lecture, de temps à autre, d'un bulletin de victoire contribuerait plus au bonheur du peuple français, que celle de la pensée des publicistes, de ce qu'il appelait « l'idéologie ».

La « réorganisation » des journaux fut réalisée en 1811. Un premier *décret du 18 février* déposséda brutalement, sans indemnité, les frères Bertin, propriétaires du *Journal de l'Empire*. Six décrets en date du 18 août et du 17 septembre 1811 achevèrent cette œuvre de spoliation, en faisant tomber la propriété de tous les journaux dans les mains de l'Etat. Le ministre de la police devint alors le directeur effectif des journaux politiques. C'est à lui qu'incombait le soin de choisir les membres de la commission administrative placée à la tête de chaque journal, de rendre exécutoires par son approbation les décisions de celle-ci, de vérifier et d'approuver le budget de l'entreprise, de contrôler tout ce qui concernait le fonctionnement et l'administration du journal.

La presse des départements était soumise à un régime spécial. Une *circulaire du ministre de la police générale du 6 novembre* 1807 interdisait aux journalistes des départements d'in-

(1) Fabreguettes, *op. cit.*, t. I, p. cix.

sérer dans leurs feuilles « aucun article quelconque relatif à la politique, excepté seulement ceux qu'ils pourront copier dans le *Moniteur* ». Tout journal qui donnait des nouvelles, même empruntées à d'autres feuilles de Paris, était suspendu ou supprimé. La « réorganisation » de la presse départementale fut réalisée par le *décret du 3 août 1810*. Il n'y aura plus désormais qu'un seul journal par département, placé sous l'autorité du préfet, qui en sera en fait le véritable directeur, sous le contrôle du ministre de la police (1).

Jamais dans l'histoire de la France, les journaux n'avaient subi telle oppression. La liberté de la presse n'aurait cependant pas été sans utilité, car, comme le disait M. Thiers, si elle eût existé « un conquérant aveuglé n'aurait pas pu perdre en Espagne, en Russie, en Allemagne, un million de Français, nos frontières et lui-même » (2).

Le Sénat ne se souvint de la mission qu'il avait de veiller à la sauvegarde de la liberté de la presse, que pour jeter à la face de l'Empereur vaincu le reproche de l'avoir foulée aux pieds. Et l'on peut lire ce passage dans le célèbre *décret de déchéance du 3 avril 1814* :

« Considérant que la liberté de la presse, établie et consacrée comme l'un des droits de la nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de sa police, et qu'en même temps il s'est toujours servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme et d'outrages contre les gouvernements étrangers.

« Que des actes et rapports entendus par le Sénat ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite... » (3)

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1810, p. 148.

(2) Thiers : *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XVIII, p. 270.

(3) *Moniteur*, 4 avril 1814, p. 369.

CHAPITRE III

L'ÉPOQUE DE LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE ET LA CONSÉCRATION DU JURY

SECTION I

La Première Restauration et le retour vers la liberté

Le gouvernement qui allait succéder à l'Empire devait nécessairement suivre une politique opposée et arborer pour drapeau la liberté de la presse. Un tel concept avait d'ailleurs pénétré trop profondément dans les esprits, pour qu'il fût désormais possible de l'éluder. L'affranchissement de la pensée était au surplus le corollaire nécessaire et naturel du régime parlementaire qui s'instaurait.

Aussi le gouvernement provisoire chargé par le Sénat de préparer un projet de constitution, fit-il connaître que la liberté de la presse était un des principes fondamentaux sur lesquels devait reposer cette constitution. Et l'article 23 du *senatus-consulte du 6 avril 1814*, consacrait cette liberté dans les termes suivants : « La liberté de la presse est entière, sauf la répression légale des délits qui pourraient résulter de l'abus de cette liberté » (1).

Cependant, dès le lendemain, le gouvernement provisoire, « considérant que le moyen le plus certain d'établir la liberté publique est d'empêcher la licence », prenait un arrêté interdisant l'apposition dans les rues d'affiches et de placards, ainsi que la vente ou distribution de toute feuille ou pamphlet, sans autorisation préalable. Le même jour, on imposait aux journaux un censeur placé sous l'autorité du ministre de la police (2).

(1) *Moniteur*, 8 avril 1814, p. 385.

(2) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 87.

Louis XVIII, qualifié par Chateaubriand de « restaurateur des libertés françaises », confirma bientôt les engagements pris par le gouvernement provisoire. Dans la *déclaration de Saint-Ouen du 2 mai 1814*, il promettait de respecter la liberté de la presse, « sauf les précautions nécessaires à la tranquillité publique » (1).

Un mois après, la *Charte constitutionnelle du 4 juin 1814*, par l'article 8, consacrait solennellement la liberté de la presse : « Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois qui doivent réprimer les abus de cette liberté » (2). Par cette disposition, la Charte s'interdisait tout régime préventif : autorisation ou censure. Là encore, la promesse n'allait pas être tenue.

En attendant qu'une nouvelle loi eût réglé la matière, une *Ordonnance du 10 juin 1814* maintint « les lois, décrets et règlements relatifs à l'usage de la presse et aux délits qui pourraient se commettre par cette voie ».

Le gouvernement avait hâte de régler la question. Le 5 juillet, le ministre de l'intérieur déposait à la Chambre des députés un projet de loi sur la presse. Celui-ci, présenté comme « le complément nécessaire de l'article de la Charte constitutionnelle qui garantissait la liberté de la presse », abolissait en fait virtuellement cette dernière et établissait la censure pour les livres comme pour les journaux. Aussi, une immense clameur s'éleva-t-elle contre l'initiative du ministre, que les libéraux dénoncèrent comme un attentat à la civilisation, à la liberté et à la Charte. La discussion fut très vive. Raynouard, le rapporteur du projet à la Chambre des députés, défendit énergiquement la liberté de la presse et conclut au rejet du texte gouvernemental, comme entaché d'inconstitutionnalité. Le projet fut néanmoins adopté par les deux Assemblées et devint la loi du 21 octobre 1814.

Cette loi du 21 octobre 1814, qu'on appelle aussi *loi Guizot-Royer-Collard*, du nom de ses principaux auteurs, était divisée en deux titres. Le premier, relatif à la presse périodique, devait cesser d'avoir effet à la fin de la session de 1816. Il interdisait aux journaux et écrits périodiques de paraître sans l'auto-

(1) *Moniteur*, 3 mai 1814, p. 487.

(2) *Moniteur*, 5 juin 1814, p. 618.

risation royale. Tout écrit de moins de vingt feuilles d'impression était soumis à la censure préalable. Si deux censeurs au moins jugeaient que l'écrit présentait un caractère diffamatoire, qu'il pouvait troubler la tranquillité publique, qu'il était contraire à la Charte constitutionnelle, ou encore qu'il blessait les bonnes mœurs ; le directeur général de la librairie pouvait décider qu'il fût sursis à l'impression. Mais ce haut fonctionnaire devait rendre compte des ajournements ordonnés à une commission, composée de trois pairs, trois députés et trois commissaires du roi. Si celle-ci estimait que les motifs de telles mesures étaient insuffisants ou qu'ils ne subsistaient plus, les sursis devaient être levés par le directeur. Le titre II de la loi reproduisait, avec plus de rigueur, les dispositions du décret du 5 février 1810. Nul ne pouvait s'établir imprimeur ou libraire, s'il n'était breveté par le roi et assermenté. Le brevet pouvait être retiré à tout imprimeur ou libraire qui aurait subi une condamnation pour contravention aux lois et règlements.

Quelques jours après l'adoption de cette loi, un arrêté du Chancelier notifiait aux intéressés que nul journal ou écrit périodique ne pourrait désormais paraître sans autorisation spéciale ; celle-ci pouvant toujours être retirée, à Paris par le directeur général de la police, dans les départements par le directeur général de la librairie (1).

« Ce n'est pas la liberté, comme le dit M. Joseph-Barthélemy, mais c'est un progrès par rapport à l'Empire ». A côté du régime impérial, la Charte de 1814 apparaissait, en effet, comme un « monument de libéralisme ». Chose curieuse, la rentrée en France de Napoléon, loin de marquer une régression et un retour aux méthodes d'arbitraire, allait ouvrir toute grande la porte de la liberté.

SECTION II

Les Cent-Jours et la restauration du jury

Les Cent-Jours furent pour les journaux une période de liberté illimitée. Napoléon, qui avait toujours été l'adversaire

(1) E. Haÿin, *op. cit.*, t. I, p. 105.

de la liberté de la presse, allait se voir contraint par les événements à demander son salut à cette liberté et au réveil de l'esprit public, longtemps comprimé, qu'il s'était flatté d'étouffer.

Ces intentions libérales se manifestèrent par le *décret du 24 mars 1815* qui supprimait la Direction générale de la librairie et de l'imprimerie, ainsi que les censeurs (1). D'autres décrets, il est vrai, maintinrent jusqu'à nouvel ordre les lois et règlements concernant les imprimeurs et libraires et placèrent les journaux sous la surveillance du ministre de la police, à Paris, et des préfets, dans les départements. Mais ces restrictions offraient un caractère essentiellement provisoire et la police usa de son pouvoir avec une mansuétude attestée par les journaux les plus hostiles au gouvernement impérial (2).

A Benjamin Constant, qu'il venait de charger de rédiger la nouvelle Constitution, Napoléon expliquait ainsi son revirement :

« J'ai voulu l'empire du monde, et pour me l'assurer un pouvoir sans bornes m'était nécessaire. Pour gouverner la France seule, il se peut qu'une constitution valût mieux... Voyez-donc ce qui vous semble possible, apportez-moi vos idées. Des discussions publiques, des élections libres, des ministres responsables, la liberté de la presse, je veux tout cela... ; la liberté de la presse surtout : l'étouffer est absurde, je suis convaincu sur cet article. » (3)

D'après le *Mémorial de Sainte-Hélène*, la question de la liberté de la presse était, selon l'Empereur, une question qui n'admettait pas de demi-mesure. Napoléon aurait même été par nature, disait-il, pour la liberté illimitée.

La liberté de la presse et le jury furent consacrés par l'article 64 de l'*Acte additionnel aux constitutions de l'Empire du 22 avril 1815* :

« Tout citoyen, y était-il dit, a le droit d'imprimer et de publier ses pensées, en les signant, sans aucune censure préalable, sauf la responsabilité légale après la publication, par jugement par jurés, quand même il n'y aurait lieu qu'à application d'une peine correctionnelle. » (4)

C'était bien la charte la plus parfaite de la liberté. Et Na-

(1) *Moniteur*, 25 mars 1815, p. 540.

(2) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 112.

(3) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 113.

(4) *Moniteur*, 23 avril 1815, p. 460.

poléon déclarait encore le 7 juin 1815, à l'ouverture des Chambres :

« J'ambitionne de voir la France jouir de toute la liberté possible... La liberté de la presse est inhérente à la constitution actuelle : on n'y peut rien changer sans altérer tout notre système politique... » (1)

Les événements ne permirent pas la réalisation de toutes ces promesses. De nouveau l'Empire s'effondrait. C'est alors que Garat proposa à la Chambre des représentants dans la séance du 5 juillet 1815 de voter une « Déclaration des droits des Français et des principes fondamentaux de leur Constitution ». Il rappela l'exemple donné par les Anglais lorsqu'ils appelèrent Guillaume III au trône déclaré vacant. Ceux-ci avaient saisi le moment opportun entre les deux dynasties pour donner une sanction nouvelle à tous leurs droits, en votant la fameuse déclaration connue sous le nom de « *Bill des droits* ». La proposition de Garat fut adoptée, et l'article 8 de cette Déclaration *in extremis*, en exprima le caractère essentiel :

« La liberté de la presse ne peut être soumise à aucune censure. « Des lois détermineront quels sont les abus de la presse assez graves pour être des délits. Ils seront réprimés, suivant les différents degrés de gravité, par des peines dont la sévérité sera aussi graduée, et sur jugement par jurés. » (2)

Au cours de la même séance, la liberté de la presse et le jury furent énergiquement défendus par Barrère, dans les termes suivants :

« La liberté de la presse est la mère de toutes les libertés, disent les Anglais... Déclarez donc la liberté de la presse inviolable, que nul écrit ne soit soumis à une censure préalable ; la loi qualifiera les délits commis par la presse, soit contre l'Etat, soit contre les individus, et vous aurez fait tout ce qui est nécessaire. Mais à cette mère de liberté, donnez fortement la garantie par laquelle les Anglais l'ont obtenue : le jugement par jurés. En France, la presse a toujours été soumise jusqu'à présent, à la police ordinaire, à la police ministérielle et criminelle. Ne la mettez plus en présence que des jurés et elle aura toute son indépendance, car les jurés ne peuvent être commandés et ils savent prononcer avec une entière indépendance et une connaissance parfaite du caractère du fait et des circonstances qui l'ont accompagné. » (3)

(1) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 114.

(2) *Moniteur*, 5 juillet 1815, p. 768.

(3) *Moniteur*, 6 juillet 1815, p. 771.

SECTION III

La Seconde Restauration et la consécration du jury

L'ardeur de la lutte entre la presse et le pouvoir fut le caractère essentiel de la Seconde Restauration. Dans ce conflit sans trêve, le ministère recourut à l'égard des journaux, tantôt à des lois de circonstances, tantôt à des lois définitives. Les lois de circonstances, d'une durée limitée, constituèrent l'arme de combat. On les voit apparaître à chacune des dates décisives ou périlleuses de la Restauration. Toutes aboutirent invariablement et sous des formes diverses, à la censure. En dehors de ces dispositions éphémères, l'histoire de l'évolution des lois définitives de la Restauration peut se diviser en trois phases. Les auteurs de ces lois étaient animés d'un pareil désir d'appliquer la Charte, mais leur pensée s'est réalisée dans l'ordre des faits de façons très différentes. Libérale en 1819, elle devient ultra en 1822, elle se fait de nouveau libérale en 1828.

La Restauration est une grande époque pour la pensée libérale, avec les Chateaubriand, les Royer-Collard, les Benjamin Constant, etc... Par les *lois de Serre* de 1819 qui consacraient la compétence du jury, elle forme une des parties essentielles de l'histoire de la liberté de la presse.

§ I. — LA LUTTE POUR LA CONQUÊTE DE LA LIBERTÉ

Les intentions libérales de Louis XVIII se manifestèrent dès son retour par l'*Ordonnance du 20 juillet* 1815 qui abrogeait la loi du 21 octobre 1814 et supprimait la censure (1). Les journaux demeuraient cependant sous le régime de l'autorisation préalable. En fait, une grande liberté leur fut laissée, surtout aux feuilles royalistes encouragées par le pouvoir dans leurs violences contre le « brigand de l'île d'Elbe ».

La presse se lassa vite de ces attaques rétrospectives et, à leur tour, la Charte et les ministres ne furent plus ménagés.

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1815, p. 14.

Aussi, le gouvernement décida-t-il de riposter. Une *Ordonnance du 8 août 1815* révoqua les autorisations accordées aux journaux et astreignit ceux-ci à en demander une nouvelle. Elle créait en outre une commission de censure, dont les membres étaient nommés par le gouvernement, et à l'examen de laquelle tous les écrits périodiques devaient être soumis (1).

Une *loi du 9 novembre 1815* vint réprimer les provocations à la révolte. Elle prévoyait la peine de la déportation pour ceux qui seraient déclarés coupables d'avoir imprimé, distribué ou vendu, des écrits menaçant le roi d'un attentat contre sa personne, excitant à la révolte armée contre l'autorité royale, ou encore tendant à provoquer le renversement du gouvernement ou le changement de l'ordre de successibilité au trône, même si ces tentatives n'avaient été suivies d'aucun effet. La connaissance de ces délits était attribuée aux Cours d'assises. En revanche, étaient déférés aux tribunaux correctionnels ceux qui tenteraient d'affaiblir le respect dû à la personne ou à l'autorité du roi, ou inciteraient à désobéir au roi et à la Charte constitutionnelle (2).

La situation des journaux fut encore aggravée par une nouvelle *loi du 20 décembre 1815* qui renvoyait les auteurs et distributeurs de ces écrits devant les *Cours prévôtales*, tribunaux d'exception, jugeant en dernier ressort et sans recours en cassation. Les arrêts rendus, qui comprenaient jusqu'à la peine capitale, étaient exécutoires dans les vingt-quatre heures (3).

Les dispositions du titre premier de la loi du 21 octobre 1814, cessant d'être en vigueur à la fin de la session de 1816, les journaux devaient recouvrer leur liberté vers le mois de mars 1817. Aussi le 7 décembre 1816, le ministre de la police présentait-il un projet de loi qui, en fait, supprimait purement et simplement la liberté de la presse. Ce texte, origine de la *loi du 28 février 1817*, portait que les journaux et écrits périodiques continueraient à être assujettis à l'autorisation préalable jusqu'au 1^{er} janvier 1818 (4). Il était entendu que le droit d'autorisation impliquait celui de suspension ou de suppression. Pour faire

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1815, p. 32.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1815, p. 135.

(3) Duvergier : *Lois et décrets*, 1815, p. 196.

(4) Duvergier : *Lois et décrets*, 1817, p. 114.

adopter cette loi, le ministère la présenta comme une mesure temporaire et s'engagea à apporter à la session suivante un nouveau projet qui dégagerait la liberté de la presse de toute entrave inconstitutionnelle (1).

Le vote de cette loi avait rencontré une vive opposition devant les Chambres. De nombreuses voix s'étaient élevées pour demander la liberté des journaux et protester contre ce régime qui n'était au fond que la censure préalable et déguisée. Le gouvernement n'accordait, en effet, l'autorisation nécessaire qu'à ses partisans. Un tel état de choses ne pouvait se prolonger indéfiniment. « La question de la presse était devenue nationale », déclarait Benjamin Constant (2).

Aussi le 17 novembre 1817, le ministère présentait-il à la Chambre des députés le projet de loi sur la presse qu'il s'était engagé à lui soumettre. Ce projet, qui ne fut pas adopté, renfermait bien quelques dispositions libérales, mais il avait le grave défaut d'être incomplet. Il n'était qu'un expédient, alors qu'on attendait une loi fondamentale. Son but apparaissait trop clairement : proroger de trois ans les pouvoirs de censure du gouvernement, qui devaient expirer le 1^{er} janvier 1818. On pouvait encore lui reprocher de demeurer absolument muet sur le jury.

Le projet fit jeter les hauts cris. Les journaux soutinrent qu'une loi n'était pas nécessaire pour régler la façon de publier sa pensée et que, du reste, le code pénal suffisait largement à réprimer les crimes ou délits commis par la voie de la presse.

A la Chambre des députés, la commission chargée de l'examen du projet de loi accepta sans modifications toutes les dispositions libérales. Elle repoussa, au contraire, toutes les mesures à caractère préventif et notamment le droit pour le ministère de saisir un écrit avant sa publication. Il fut bien question de substituer le jury aux tribunaux correctionnels, mais la commission ne voulut pas qu'un changement aussi grave pût être introduit par voie d'amendement. Quant aux pouvoirs de censure du gouvernement, la commission proposait de les proroger jusqu'à la fin de la session de 1818 (3).

(1) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 124.

(2) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 128.

(3) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 133.

Les débats s'ouvrirent le 11 décembre 1817 devant la Chambre des députés. Le projet de loi, vivement combattu, donna lieu à une longue et remarquable discussion, dont il convient de citer quelques passages. Le fort de la lutte porta sur l'indépendance des journaux et l'attribution au jury de la connaissance des délits de presse.

Ce fut Martin du Gray qui ouvrit le feu :

« L'opinion publique, dont nous sommes les organes, dit-il, réclame le jury pour tous les abus de la presse... Mais il faudrait un jury indépendant, et non pas un jury tel que les hommes de Bonaparte nous l'ont fait, un jury dont la liste est dans la main d'un préfet... Le jury, tel qu'il est, vaut incomparablement mieux pour juger les abus de la presse, que des tribunaux de police, et le jury serait reçu comme un bienfait par la nation... » (1)

Ganilh se montra également partisan du jury :

« Il faut pour des crimes divers, des législations diverses ; il faut pour les abus de la presse, une législation spéciale basée sur la belle institution du jury. » (2)

Beugnot démontra pareillement la nécessité d'appliquer le jury aux délits de presse. Toutefois, il admettait que ceux-ci fussent jugés en première instance par les tribunaux correctionnels. Si appel était interjeté, l'affaire devait être portée devant la Cour royale, laquelle se bornait à appliquer la loi au fait déclaré par un jury spécial. Ce jury devait être composé des hommes de loi, à l'exception des magistrats et administrateurs en fonctions, des hommes de lettres payant une certaine contribution directe, et des cent personnes les plus imposées du ressort de la Cour royale (3).

M. de Villèle réclama pour la presse une juridiction indépendante :

« Une institution supérieure, une institution hors de toute influence, une institution qui tire sa force de l'opinion et qui par conséquent puisse réagir avec force sur elle, me paraît nécessaire pour prononcer sur la conservation ou l'anéantissement d'un droit public sur lequel repose le Gouvernement représentatif ; elle me paraît nécessaire pour réprimer la licence effrénée des écrits, répression qui peut seule ga-

(1) *Moniteur*, 12 décembre 1817, p. 1367.

(2) *Moniteur*, 13 décembre 1817, p. 1370.

(3) *Moniteur*, 14 décembre 1817, p. 1576.

rantir la société de nouvelles convulsions, suites inévitables des égarements de l'opinion. »

Aussi regardait-il comme indispensable pour connaître les abus de la liberté de la presse, l'établissement d'un « jury supérieur », fortement organisé, dont les membres seraient choisis par le sort dans les classes les plus indépendantes de la société. Il demandait notamment que la suppression des ouvrages ne pût être prononcée que par une Cour d'assises, assistée de douze jurés, désignés par le sort, parmi les éligibles du département à la Chambre des députés (1).

Casimir Périer prononça en faveur du jury d'éloquentes paroles :

« A l'exception de quelques causes en calomnie, le gouvernement aura un intérêt direct dans toutes les autres... Si, comme nous ne devons pas en douter, on veut sincèrement la liberté de la presse, les jurés sont les juges les mieux appropriés pour en réprimer les abus ; ils offrent à la fois protection aux individus, garantie suffisante au Gouvernement. Pour apprécier les délits d'opinion, il faut des juges identifiés avec l'opinion. Vous atteindrez, vous frapperez plus sûrement le coupable en lui faisant infliger la peine encourue par ceux-mêmes qu'il aura voulu égarer. C'est le seul moyen d'éviter désormais le scandale de ces condamnations qui sont un triomphe pour ceux qui les subissent, triomphe souvent dangereux pour l'autorité, mais d'un effet toujours funeste pour la morale publique... »

« Vous céderez sans peine à cette manifestation universelle de l'opinion qui proclame, de toutes parts, qu'il n'y a point de liberté, de monarchie constitutionnelle sans liberté de la presse point de liberté de la presse sans jugement par jurés... » (2)

Camille Jordan montra que la classification ordinaire des crimes et délits établie par le code ne pouvait s'appliquer aux crimes et délits de la presse, car en respectant l'analogie des mots, on violerait l'analogie des choses :

« Or, dit-il, l'âme d'un Gouvernement représentatif étant l'opinion, cette opinion ne vivant que de publicité, cette publicité ne subsistant que par la liberté de la presse, tous les autres organes de l'opinion pouvant être subitement dénaturés ou détruits lorsque cette liberté périlite, c'est à elle que viennent définitivement aboutir toutes les garanties nationales.

« Mais cette liberté elle-même, de qui tout dépend, de quoi dépend-elle à son tour ?

(1) *Moniteur*, 14 décembre 1817, p. 1376.

(2) *Moniteur*, 15 décembre 1817, p. 1384.

« N'est-ce pas essentiellement des jugements destinés à réprimer ses abus en protégeant son légitime usage ?... »

« Si de tels jugements sont sagement rendus, toutes les expressions légitimes de l'opinion conservent leurs cours ; la liberté bien réglée de la presse continue à porter dans toutes les veines du corps social, ses vivifiantes et salutaires influences. »

« Si ces jugements au contraire s'égarent, si leurs erreurs, surtout en se multipliant, se consolident, s'élèvent jusqu'à devenir des doctrines, l'asservissement ou l'égarement de l'opinion qui va s'ensuivre, peut subitement réagir sur toutes les institutions qu'elle anime, sur les Chambres destinées à l'exprimer, sur la confection de la loi qui doit en réaliser les vœux. »

« C'est ainsi que dans ces jugements de la presse, selon qu'ils seront bien ou mal organisés, vont se concentrer en résultat les premiers intérêts publics. »

« Qui jugera la presse la possédera, par elle influencera l'opinion ; par cette opinion, les élections, les Chambres, le Gouvernement, toutes nos institutions, toutes nos destinées. »

« Là, en un mot, sera le pivot, la clef de voûte, si je puis ainsi dire, de tout notre édifice politique. »

Et Camille Jordan ne pensait pas qu'une pareille influence pût être confiée aux juges de police correctionnelle, à moins qu'on ne voulût leur subordonner toutes les libertés (1).

Le principe de la compétence du jury fut encore défendu par Bignon, député de l'Eure :

« Il est une vérité incontestable dont il est impossible que tout bon esprit ne soit pas frappé : c'est que la liberté de la presse n'existe point, ne peut exister sans le jugement par jurés pour tous les crimes et délits indistinctement, et sans l'indépendance des journaux. Séparé de ces deux conditions, le mot de liberté de la presse n'est qu'un mot vide de sens, qu'une illusion, qu'une chimère. » (2)

La voix la plus puissante qui se fit entendre en faveur du jury fut celle de Royer-Collard. Il était, selon lui, impossible de fixer dans des définitions précises les délits de la presse. « Il n'y a point, dit-il, de circonstances générales et permanentes ; par conséquent point de fondement à la définition légale ». Il en résultait que la définition de l'abus de la presse constituait « l'arbitraire illimité ». « La loi, ajoutait-il, n'atteint la licence qu'en frappant la liberté. » Et il poursuivait : « Il faut reconnaître de bonne foi qu'il n'y a point de lois pénales de la presse, par conséquent point de répression légale, point de jugements

(1) *Moniteur*, 15 décembre 1817, p. 1388.

(2) *Moniteur*, 17 décembre 1817, p. 1395.

proprement dits en cette matière. Car, il ne suffit pas qu'il y ait des juges pour qu'il y ait des jugements ; l'arbitraire ne change pas de nature pour être couché dans une sentence ». Dans les procès de presse, il pensait qu'il y avait lieu à arbitrage plutôt qu'à jugement :

« C'est, dans cette espèce d'arbitrage, si différent de la justice légale, qui, distinguant seul, dans chaque cas, l'abus de la presse de son usage légitime, seul aussi définit en réalité la liberté de la presse. C'est donc uniquement par les décisions particulières dont elle est chaque jour l'objet, non par les lois, qu'en définitif la liberté de la presse existe dans un pays ou qu'elle n'existe pas. Ainsi, nous devons comprendre que, dans chaque procès de la presse, avec l'écrivain comparait la liberté elle-même, dont la condition et quelquefois le sort, sont engagés dans le jugement qui va être rendu, et qui prononcera peut-être contre la liberté la peine capitale, quand il semblera ne prononcer qu'une peine légère contre l'écrivain...

« L'arbitraire ou l'impunité ; voilà les extrémités entre lesquelles vous êtes pressés...

« La tyrannie n'est autre chose que l'arbitraire en permanence ; de toutes les espèces d'arbitraire, celui que je voudrais le moins confier à un pouvoir permanent, c'est l'arbitraire de la presse...

« Il suit de là, que dans la répression de la presse, le discernement de l'abus, c'est-à-dire, la déclaration du fait qui est la matière du jugement doit être invariablement séparée du ministère du juge, par cela seul que l'arbitraire y est inévitable et que le juge est inamovible. Dans la déclaration du fait, nous l'avons vu, est engagée la liberté de la presse tout entière. Il est donc indispensable que le fait reste en la puissance de la société, qui ne le fera parvenir au juge qu'après l'avoir constaté elle-même dans son intérêt, par des arbitres tirés de son sein, qui soient sa parfaite image, et qui, pour ne cesser jamais de l'être, se renouvellent sans cesse comme le fait lui-même. Il y a sans doute des règles pour le choix de ces arbitres ; mais la première, c'est qu'ils ne soient jamais les mêmes.

« Les arbitres dont je viens de parler, qu'est-ce autre chose, Messieurs, que le jury ? J'arrive donc à cette grande institution, sans autre guide que la nature des choses ; je la découvre, je l'invente en quelque sorte comme la condition nécessaire de la liberté de la presse ; je fais voir qu'elle manquerait à notre Gouvernement, et qu'il faudrait l'y appeler, si elle n'y était déjà. En un mot, j'établis ce principe inébranlable, qu'il n'y a point et qu'il ne peut y avoir de liberté de la presse, je veux dire, de liberté garantie, si elle n'est assise sur la base indépendante du jury. Si, au lieu de remonter de la presse au jury, je descendais du jury à la presse, je trouverais que, partout où le jury existe, l'abus de la presse vient se ranger naturellement parmi ses attributions, et qu'il en est peut-être la plus importante...

« Il n'y a de nations libres que celles qui participent sans relâche et au pouvoir législatif et au pouvoir judiciaire.

« Ce double privilège, émané du trône, nous est assuré par la Charte ; l'un réside dans cette Chambre, l'autre dans le jury. Le jury remplit

dans l'exercice du pouvoir judiciaire la même destination qui est assignée à la Chambre électorale dans l'exercice du pouvoir législatif ; il le limite en le partageant. Députés et jurés, vous avez la même origine et vous êtes marqués du même sceau ; le même nœud vous rassemble, le même dépôt vous est confié ; députés, vous êtes le pays qui concourt aux lois ; jurés vous êtes le pays qui concourt aux jugements. C'est pourquoi le jugement par jurés s'appelle, en Angleterre, le *jugement du pays* ou *par le pays*.

« Puisque, dans nos institutions, le jury est la garantie constitutionnelle de la juste application des lois et de l'impartialité des jugements, il est donc parmi nous le principe fondamental de la justice criminelle, et en quelque sorte sa définition. D'où il suit, que l'attribution des délits qui sont une division de la matière criminelle, à des juges permanents, que cette attribution, dis-je, est une exception au principe et non un autre principe ; et qu'ainsi, dans la rigueur des termes, la police correctionnelle est une juridiction d'exception. Et l'exception ne dérive point de la nature des choses, qui est évidemment la même dans le crime que dans le délit ; on convient qu'elle est uniquement fondée sur la différence des peines et la moindre gravité de celles qui s'appliquent au délit. La sûreté est moins protégée, parce qu'elle est moins compromise. L'exception qui emporte la moindre protection, est donc une véritable imperfection, qu'il faut avouer quand on confesse, ou plutôt quand on professe le jury. Elle est excusable, je le sais, mais elle a besoin de se faire excuser, parce qu'elle est une dégénération de la justice.

« Maintenant, l'excuse de l'exception, qui est le moindre intérêt, s'applique-t-elle aux délits de la presse comme aux autres délits ? Oui, si l'écrivain seul est en jugement ; il n'a pas droit en cette qualité à un privilège. Non, si la liberté de la presse est jugée avec l'écrivain ; car il y a ici un intérêt suprême. Or, j'ai fait voir qu'il en est ainsi, et que, dans le délit comme dans le crime, l'écrivain représente la liberté de la presse. Refusez à l'écrivain, vous le pouvez, les garanties sacrées de la liberté individuelle, quand il n'est exposé qu'à l'amende ou à la prison ; mais les refuserez-vous, ces garanties, à la liberté de la presse, qui fait la sûreté de tous, quand il s'agit de son existence ?... C'est ainsi qu'en pressant le système de la classification, nous voyons les délits de la presse sortir des tribunaux d'exception qui ne peuvent les contenir ; le jury les appelle avec les crimes dont ils sont inséparables. »

Le jury, tel que le réclamait Royer-Collard, n'était pas un jury spécial, mais le jury ordinaire :

« Le jury dont je parle est celui de la loi, je n'en connais pas d'autre. Un jury spécial me semble une contradiction dans les termes. Des experts ne sont pas plus des jurés que des commissaires ne sont des juges. »

Et l'orateur concluait, toujours au sujet du jury :

« L'imperfection de l'institution judiciaire est largement compensée par les avantages de l'institution politique. Si la composition actuelle

est vicieuse, qu'on la réforme, que le jury constitutionnel soit enfin organisé, qu'il ait sa loi, comme les élections... Tel qu'il est, je le préfère, dans l'intérêt du Gouvernement aussi bien que de la liberté de la presse, aux tribunaux de police correctionnelle... Je dis dans l'intérêt du Gouvernement, car j'ai la ferme conviction que ces tribunaux sont hors d'état de le venger de la licence des écrits ; elle les accablait eux-mêmes... La licence des opinions particulières n'est efficacement réprimée que par l'énergie de l'opinion générale et de la raison publique, et des jurés seuls en sont les organes légitimes, et surtout les organes écoutés... »

« Persuadé que le système entier de nos institutions porte à faux, tant que la liberté de la presse n'est pas appuyée sur le jury, et que le Gouvernement n'a aucun intérêt à la priver de cette garantie qui deviendra la sienne, je propose par amendement à l'article 12 du projet de loi, que les délits de la presse soient renvoyés, de même que les crimes, devant les Cours d'assises. » (1)

La nécessité de la juridiction du jury fut encore éloquemment démontrée par de nombreux orateurs : Boin, Benoist, M. de Corbières, M. de la Boullaye, etc... Pour ce dernier, « les Chambres, le jury et la liberté de la presse sont trois institutions connexes, dérivées d'un même principe, émanées d'un même esprit, et tellement inhérentes au régime constitutionnel, qu'elles en sont l'âme et la vie » (2).

M. de Bonald protesta avec une vive énergie contre cette prétention de vouloir traduire les délits de presse devant les tribunaux correctionnels :

« C'était donc à la police correctionnelle, dit-il, que devaient aboutir les progrès de l'esprit humain, sa perfectibilité indéfinie, les encouragements donnés aux lettres, les faveurs accordées à ceux qui les cultivent ! Toujours dans les extrêmes, dans un temps, nous voulions placer la philosophie sur le trône, et dans un autre, nous envoyons les philosophes devant la justice des filous et des prostituées...

« ...Ainsi, un membre d'une société littéraire, que dis-je ! l'Académie elle-même, en corps, pour un article mal sonnant de son dictionnaire, pourrait être traduite à la police correctionnelle...

« Les délits de la presse sont les plus graves de tous les délits, parce qu'ils attaquent ce qu'il y a de plus noble dans l'homme, sa raison, et de plus respectable dans la société, ses doctrines. Ils doivent donc tous être portés devant les tribunaux qui connaissent des plus grandes violations de l'ordre public. Et si je réclame comme une faveur que l'écrivain prévenu de délit soit jugé par les cours d'assises,... c'est uniquement parce qu'il y a plus de dignité dans le jugement, plus de sévérité dans la peine et plus de solennité dans l'exemple. Et le gouvernement prouvera bien mieux l'importance qu'il

(1) *Moniteur*, 18 décembre 1817, p. 1403-1404.

(2) *Moniteur*, 20 décembre 1817, p. 1411.

attache à la culture des lettres, par la dignité du tribunal et la solennité de la condamnation qu'il prononcera sur ceux qui les profanent, que par les faveurs qu'il répand sur ceux qui les honorent.

La juridiction proposée par M. de Bonald était celle d'un jury spécial :

« La loi renvoie la connaissance des crimes sur cette manière au jury ordinaire ; je propose un jury spécial. Tout, en France, est jugé spécialement, et c'est même le plus antique privilège des Français d'être jugés par leurs pairs...

« Or, on vous l'a dit, il n'y a rien de plus spécial que les lettres, et la profession du petit nombre d'hommes qui consacrent leurs veilles à l'instruction de leurs semblables.

« Les pairs de ceux qui écrivent sont ceux qui lisent ; ceux à qui leur fortune, leur éducation, une existence indépendante, donnent le loisir, le goût et les moyens de cultiver les lettres ; et sans doute, qu'il serait facile de trouver dans les provinces un nombre d'hommes qui ont cultivé leur esprit, suffisant pour former partout un jury spécial, et propres à juger la tendance nuisible ou salutaire d'un écrit. » (1)

Le ministère ne voyait pas sans inquiétude se prolonger la discussion, car les pouvoirs de censure qui lui avaient été accordés expiraient le 1^{er} janvier 1818. Aussi, fit-il distraire de la loi générale, pour en faire une disposition distincte, l'article spécial qui soumettait les journaux à la nécessité de l'autorisation préalable. Il acceptait en même temps l'amendement de la commission limitant la durée de ses pouvoirs à la fin de la session de 1818. Ce projet restreint, adopté par les deux Chambres, aboutit à la *loi du 30 décembre 1817* (2).

Quant au reste du projet de loi adopté par la Chambre des députés, il fut rejeté par la Chambre des pairs, après que Chateaubriand (3) et Boissy d'Anglas (4) eurent déclaré qu'à leurs yeux la liberté de la presse ne pouvait être garantie que par le jugement des jurés.

La servitude des journaux n'était pas encore abolie, bien qu'elle fût condamnée par tous. Un grand pas néanmoins avait été fait : la grave question de l'attribution au jury des délits de la presse avait été posée et débattue.

(1) *Moniteur*, 21 décembre 1817, p. 1416.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1817, p. 337.

(3) *Moniteur*, 26 janvier 1818, p. 108.

(4) *Moniteur*, 26 janvier 1818, p. 110.

En dehors des Assemblées, le jury trouva des partisans déclarés parmi les publicistes.

Benjamin Constant écrivait dans ses *Annales de la session de 1817* :

« Ne nous laissons pas de redire que, tant que le jury n'existera pas, il n'y aura pas de liberté de la presse ; que le jury seul est juge compétent de la tendance, de l'effet et de l'intention d'un ouvrage.

« Le sens d'un livre dépend d'une foule de nuances ; mille circonstances aggravent ou atténuent ce qu'il peut y avoir de répréhensible. La loi écrite ne saurait prévoir toutes ces circonstances, se glisser à travers ces nuances diverses. Les jurés décident d'après leur conscience, d'après le bon sens naturel à tous les hommes. Ils sont les représentants de l'opinion publique, parce qu'ils la connaissent ; ils évaluent ce qui peut agir sur elle. Ils sont les organes de la raison commune, parce que cette raison commune les dirige, affranchie qu'elle est des formes qui ne sont imposées qu'aux juges, et qui, ne devant avoir lieu que pour assurer l'application de la loi, ne peuvent embrasser ce qui tient à la conscience, à l'intention, à l'effet moral. Vous n'aurez jamais de liberté de la presse tant que les jurés ne décideront pas de toutes les causes de cette nature.

« Dans les autres causes, les jurés déclarent le fait ; or, le sens d'un livre est un fait ; c'est donc aux jurés à le déclarer. Les jurés déclarent, de plus, si le fait a été le résultat de la préméditation ; or, le délit d'un écrivain consiste à avoir prémédité l'effet du sens contenu, directement ou indirectement, dans son livre ; s'il est dangereux, c'est aux jurés à prononcer sur cette préméditation de l'écrivain.

« Les jurés sont plus nécessaires peut-être dans cette sorte de cause que dans toutes les autres, si toutefois, dans ce qui est indispensable pour la sûreté de l'innocence et pour la justice, il pouvait y avoir des degrés.

« Il y a cette différence entre les délits de la presse et les autres délits, que les premiers compromettent toujours plus ou moins l'amour-propre de l'autorité.

« Quand il s'agit d'un vol ou d'un meurtre, l'autorité n'est nullement compromise par l'absolution du prévenu, car elle a simplement requis d'office l'investigation d'un fait ; mais, dans la poursuite des écrits, l'autorité paraît avoir voulu faire condamner une opinion, et l'absolution de l'écrivain ressemble au triomphe de l'opinion d'un particulier sur celle de l'autorité. Les tribunaux ne sauraient alors juger impartialement : institués par l'autorité, ils en font partie, ils ont un intérêt de corps avec elle ; ils pencheront toujours pour l'autorité contre l'opinion. Les jurés tiennent, au contraire, un juste milieu, comme individus ; et pouvant, à leur tour, se trouver dans la position d'un écrivain accusé, ils ont intérêt à ce qu'une accusation mal fondée ne soit pas admise. Comme membres du corps social, amis du repos, propriétaires, ils ont intérêt à l'ordre public, et leur bon sens jugera facilement si la répression est juste, et jusqu'à quel degré de sévérité il faut la porter.

« Il est même de l'intérêt du gouvernement d'introduire, pour juger les questions de liberté de la presse, la procédure par jurés. Les juge-

ments des tribunaux contre les écrivains que le pouvoir dénonce n'ont point sur l'opinion la même autorité. Cette opinion ombrageuse soupçonne toujours les tribunaux d'être dévoués au pouvoir qui les nomme ; elle respecte dans les jurés l'indépendance de la condition privée, de laquelle ils ne sortent que momentanément et dans laquelle ils rentrent. Si les tribunaux acquittent les écrivains accusés par l'autorité, il s'établit entre eux et le gouvernement une hostilité au moins apparente, et qui est toujours fâcheuse quand elle se place dans des corps inamovibles. Rien de pareil n'est à craindre de la part des jurés, simples citoyens, redevenant tels après le jugement, et ne formant point un corps. »

Dans son *Histoire de la session de 1817*, Fiévée, autre ardent défenseur du jury, écrivait :

« Ce n'est pas, comme on l'a dit, pour punir les crimes que le jury a été institué, mais parce qu'une société émancipée ne peut raisonnablement confier qu'à elle-même le soin de conserver les bienfaits qu'elle a reçus du Créateur ; et quand une nation a élevé ses idées jusqu'à faire un principe de droit public de la liberté de la presse, le jury n'est pas moins nécessaire pour maintenir la faculté générale de penser, que pour maintenir le droit général de vivre. Nous montrerons que le jury n'est autre chose que la société veillant elle-même à la conservation des droits qu'elle ne confie pas même à ses représentants, à plus forte raison à des tribunaux... »

« Toutes les objections contre le jury sont des injures à la nation ; car le jury, ainsi que nous l'avons dit, est la nation elle-même défendant ses libertés contre les erreurs des tribunaux, comme elle fait défendre ses intérêts par des députés contre les faux calculs du ministère. On a affirmé que le jury est fort mal organisé ; je n'en sais rien, si cela est, il faut d'abord lui rendre ce qui lui appartient, et lui donner ensuite une organisation conforme à sa destination... Pour éviter ce qui est juste et nécessaire, il est inconséquent de s'autoriser de ce qui est mal, surtout dans un gouvernement représentatif où les moyens d'amélioration sont toujours en activité... »

Les journaux n'acceptèrent pas le régime d'asservissement qui leur était imposé. La nécessité rendant ingénieux, ils parvinrent à se soustraire à la censure, en adoptant la forme d'une sorte de revue, composée de plus de vingt feuilles. Certains écrivains firent aussi paraître de petites feuilles qui, publiées à des époques indéterminées, restaient ainsi hors de l'atteinte du fisc et de la censure.

Les assauts continuels que cette presse semi-périodique livrait au ministère, entraînent de nombreuses poursuites et les procès succédèrent aux procès. Mais les journaux soutinrent courageusement le choc, avec l'appui de l'opinion publique et

les secours matériels de la *Société des amis de la presse*. Cette association, composée des membres les plus influents du parti libéral, avait été fondée en vue d'obtenir l'abrogation des lois d'exception sur la presse et de venir en aide, par les souscriptions qu'elle recevrait, aux écrivains victimes de condamnations pécuniaires.

Depuis plusieurs années déjà, un large mouvement d'opinion s'était formé en faveur de l'application à la presse de dispositions libérales. Doctrinaires et libéraux s'étaient mis d'un commun accord à la tête de ce mouvement et réclamaient la réalisation de la promesse formulée dans l'article 8 de la Charte. La garantie de la liberté de la presse était pour eux l'attribution au jury du jugement de tous les délits de presse. Ces idées n'étaient pas seulement soutenues par des hommes de premier plan comme Benjamin Constant, Guizot, Suard, Etienne, etc..., elles étaient partagées par un grand nombre de membres du Conseil d'Etat. Après quatre années de lutte, la liberté l'emporta. Le gouvernement se décida à donner à la liberté de la presse une consécration définitive et fit mettre la question à l'étude. Telle fut l'origine des lois de 1819.

§ II. — LE RÉGIME LIBÉRAL DES LOIS DE SERRE DE 1819

ET LE TRIOMPHE DU JURY

Les lois de 1819, dites *lois de Serre* — du nom du garde des sceaux qui les présenta aux Chambres — constituent le régime de la presse le plus libéral que la France ait connu avant la loi de 1881. Elles forment une législation complète, conçue d'ensemble, conformément à certains principes généraux, et destinée à fonder et à garantir la liberté de la presse, aussi bien qu'à défendre de ses écarts, l'ordre et le pouvoir. « Ce sont de grandes lois, disait Dufaure, et toutes les fois que, sous nos divers gouvernements, on a voulu revenir à des idées modérées, libérales, en matière de presse, on a dû se borner à une respectueuse imitation des lois de cette époque ». Elles présentent une importance d'autant plus grande, qu'elles consacrèrent le jury comme juridiction naturelle de la presse et inspirèrent la législation de 1881.

Le 22 mars 1819, trois projets de loi étaient simultanément présentés aux Chambres par le garde des sceaux, M. de Serre.

Le premier, qui devint la *loi du 17 mai 1819* assurait la répression des abus de la presse par l'établissement d'un ensemble de délits d'opinion bien définis, auxquels s'appliquaient les pénalités de droit commun (1).

Les garanties réclamées par l'ordre social une fois instituées, il fallait donner aux citoyens les gages de sécurité nécessaires. Ce fut l'œuvre du second projet, plus tard *loi du 26 mai 1819*, qui réglemente la procédure à suivre dans la poursuite et pose le principe général de la compétence du jury en matière de délits de presse. Seuls les délits de diffamation et d'injure envers les particuliers sont déférés aux tribunaux correctionnels (2).

Le troisième projet, d'où sortit la *loi du 9 juin 1819*, était relatif à la publication des journaux. La censure et l'autorisation préalable étaient supprimées. La presse périodique n'était soumise qu'à des formalités du caractère le plus libéral : le versement d'un cautionnement et l'envoi à l'autorité, lors de la création du journal, d'une déclaration portant le nom au moins d'un propriétaire ou éditeur responsable et l'indication de l'imprimerie (3).

Les bases sur lesquelles reposaient ces projets et les principes développés dans les exposés des motifs attestaient des vues larges et généreuses. Aussi, après d'éloquents débats, les trois lois furent-elles adoptées à une très grosse majorité. La discussion du second projet, posant la question de la juridiction, fut l'occasion de paroles mémorables.

Dans l'exposé des motifs, M. de Serre écrivait :

« La question de savoir par qui seront jugés les délits dont vous allez régler la poursuite est bien plus grave encore ; mais elle est aussi, nous le croyons du moins, de toutes la plus éclaircie. Tout a été dit, et bien dit, pour et contre à cette tribune. Le ministère en vous proposant le jury, ne cède pas moins à sa propre conviction qu'à l'opinion publique, et croit servir la liberté de la presse autant que favoriser la répression de ses abus. Il est convaincu que le jury est désormais le seul protecteur efficace des intérêts que pourraient me-

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1819, p. 205.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1819, p. 212.

(3) Duvergier : *Lois et décrets*, 1819, p. 221.

nacer la licence des publications. Il va plus loin : il a la confiance que le jury rassurera les plus timides par la juste sévérité de ses décisions. » (1)

Le 22 avril, la discussion s'engagea devant la Chambre des députés. Le premier orateur inscrit, M. Le Graverend, poussa ce cri de satisfaction :

« Enfin, triomphent les vrais principes : l'institution du jury ne sera plus étrangère aux délits de presse. » (2)

Dupont, de l'Eure, manifesta pareillement son entière approbation :

« On l'a dit souvent, et il est peu de bons esprits qui contestent cette vérité, sans l'institution du jury, il n'y a point de liberté de la presse, parce que sans le jury, elle manque de la seule garantie qui puisse la défendre des entreprises du pouvoir et du danger de ses propres écarts. » (3)

Des objections ayant été élevées sur la compétence du jury, le rapporteur, Cassaignolles, exprima sa surprise de se voir obligé de défendre, au nom de la commission, le principe de l'application du jury aux délits de presse.

Dans un long et remarquable discours, le garde des sceaux, M. de Serre, répondit aux objections des adversaires de l'institution du jury :

« On conteste au jury les lumières et les connaissances nécessaires pour statuer sur les délits que le projet soumet à leur examen... N'est-ce pas parmi les citoyens les plus recommandables du département que sont choisis les jurés ?... En outre on soumet aujourd'hui aux jurés des matières qui ne sont pas moins difficiles, qui sont plus épineuses peut-être que celles dont il s'agit. Le jury prononce aujourd'hui sur les délits de faux, par exemple, qui certes sont les points les plus délicats et les plus embarrassants qui puissent être proposés au jugement des hommes, il prononce sur des délits de banqueroute, de concussion et beaucoup d'autres encore qui ne supposent pas moins de connaissances que l'appréciation des délits politiques, commis par voie de publication. Et quelles sont, en effet, les connaissances nécessaires dans ces sortes de jugements. Ce sont précisément celles qu'ont naturellement les jurés. A qui s'adressent, en effet, les écrivains punissables, sur quels esprits veulent-ils faire impression ? N'est-ce pas sur le public qu'ils se proposent d'agir ? Qui donc mieux que ce public, c'est-à-dire que le jury qui est tiré de son sein, pourra

(1) *Moniteur*, 25 mars 1819, p. 342.

(2) *Moniteur*, 24 avril 1819, p. 497.

(3) *Moniteur*, 27 avril 1819, p. 521.

juger si cette impression qui constituerait le crime a été cherchée ou produite, et jusqu'à quel point elle a pu l'être ? Qui mieux que ce public, c'est-à-dire, mieux que le jury, décidera d'après cette impression, si la publication déferée à la justice a réellement le caractère de la provocation ou de la diffamation ? Croyez-le, Messieurs, les connaissances des jurés en cette matière seront peut-être préférables à celles des hommes qui font leur étude spéciale du texte et de l'application des lois, parce que ces hommes vivent plus séparés des hommes ; faisant de leur cabinet ou du Palais un espèce de monde particulier, moins mêlés, en un mot, à ce public, et plus étrangers à sa manière de sentir et de prendre les choses, ils sont moins à portée d'apprécier des publications dont le crime ou l'innocence consiste dans les impressions qu'elles ont produites ou qu'elles ont eu dessein de produire sur le public.

« Mais, ce qu'il faut surtout chercher dans le jugement des délits politiques, c'est une impartialité et une indépendance telles que chacun les demanderait pour soi-même, s'il devait être accusé et jugé sur une accusation portée contre lui par le pouvoir. Sur ce point, le Gouvernement peut se rendre justice à lui-même et doit la rendre à la magistrature française ; mais la conviction du Gouvernement n'est pas tout en pareil cas, il faut que le public la partage. Or, le public est-il pleinement convaincu qu'un juge du tribunal correctionnel, qu'un conseiller même de Cour royale, malgré son inamovibilité, n'ait rien à espérer du Gouvernement, ni par conséquent rien à craindre ? Et s'il conserve des doutes à cet égard..., quelque peu fondés que soient ces soupçons, lorsqu'il s'agira d'une cause où le pouvoir sera intéressé, n'altéreront-ils pas cette confiance dans la parfaite indépendance et la parfaite impartialité du juge, confiance qui doit être inaccessible à la plus légère atteinte ? Et cela d'autant plus que les corps de magistrature sont eux-mêmes des pouvoirs, et qu'en prononçant sur les attaques portées contre le pouvoir, ils sont, à un certain point, juges dans leur propre cause...

« Et ne croyez pas, Messieurs, à l'indulgence excessive des jurés. J'oppose à ce qu'on dit de cette prétendue indulgence le tableau de toutes les décisions que rendent en France, depuis l'introduction du jury parmi nous et les juges et les jurés, et je déclare, peut-être contre l'opinion de beaucoup de personnes, mais avec la certitude des faits, que c'est dans les décisions des jurés qu'on trouve le plus de sévérité. J'invite les personnes qui ont des doutes sur ce point, à consulter les magistrats qui ont comparé le plus assidûment les décisions des juges et les décisions des jurés.

« Quant à l'esprit de parti, malheureusement personne n'est à l'abri de son action, et si vous ne pouvez y soustraire absolument les jurés, ce privilège qui leur est refusé ne sera pas davantage accordé aux magistrats. Mais dans le jury du moins, le choix et la récusation permettent d'écarter les hommes que l'esprit de parti pourrait rendre dangereux pour la société et pour la liberté.

« Enfin, si malgré cette double garantie, on n'évite pas toujours un jury partial, il n'en résulte nécessairement que le malheur d'un mauvais jugement. Au contraire, si l'esprit de parti s'est introduit dans une compagnie, dans un tribunal, on ne peut l'en bannir ; ces juges inamovibles sont des juges nécessaires, la règle du jugement se trouve

alors faussée, elle est faussée pour toujours et pour toutes les affaires. Considération immense, Messieurs, considération décisive en faveur du jury. » (1)

Il est vrai que le jury, tel qu'il était constitué à cette époque, offrait de sérieuses garanties à l'ordre social. D'après l'article 381 du code d'instruction criminelle, les jurés devaient être pris parmi les membres des collèges électoraux — c'est-à-dire des collèges formés des contribuables payant trois cents francs de contributions directes — les fonctionnaires nommés par le roi et exerçant des fonctions gratuites, les officiers retraités ayant une pension d'au moins douze cents francs, les docteurs et licenciés des Facultés, les membres et correspondants de l'Institut, les membres des sociétés savantes reconnues par le roi, les notaires après trois ans d'exercice de leurs fonctions. Des conditions de résidence dans le département étaient, en outre, exigées de certaines de ces personnes.

En dépit des critiques que souleva un tel mode de recrutement du jury, les lois de 1819 n'y apportèrent aucune modification. C'étaient les préfets qui composaient la liste annuelle des jurés, d'après la liste générale des citoyens remplissant les conditions requises. Menace d'arbitraire qui arracha à Benjamin Constant cette protestation :

« Cependant il leur reste un pas, un grand pas à faire : soit pour la presse, soit pour les autres délits, le jury peut-il demeurer tel qu'il est ? Les préfets le composent. Les préfets dans aucun temps n'ont-ils été, ne peuvent-ils être les instruments d'aucune passion ! Si nous n'obtenons pas une composition du jury indépendante, nous n'aurons point un jury véritable : le bienfait de la loi sera illusoire.

« Que le ministère se donne le mérite de compléter un ouvrage qui jusqu'alors ne sera qu'ébauché. Un jury nommé par les préfets ne fera point cesser l'état d'arbitraire et de vexation sous lequel la presse s'agite, inquiète et sans garantie, et par là même d'autant plus licencieuse qu'elle se sent toujours menacée. » (2)

M. de Serre n'eut pas le temps de réaliser la réforme du jury qu'il projetait, car il quitta le ministère en 1821.

Le jury comptait encore un ardent défenseur dans Béranger,

(1) *Moniteur*, 28 avril 1819, p. 525.

(2) *Moniteur*, 15 avril 1819, p. 452.

de la Drôme, qui écrivait en 1819, dans son livre *De la justice criminelle en France* :

« Les seuls juges impartiaux, pour les délits de la presse comme pour tous les autres, sont donc les jurés. Voilà le seul tribunal qui offre une véritable garantie.

« Placé par son indépendance entre l'accusé et l'accusateur, entre le prévenu et l'offensé, à l'abri de l'influence de l'un et de l'obsession de l'autre, le jury sera sévère ou indulgent à propos, et ne cessera jamais d'être juste ; bien mieux que des juges soumis et gagés, il appréciera les alarmes d'un gouvernement soupçonneux et les intentions d'un écrivain qui aura pu n'être qu'imprudent.

« L'institution du jury n'existât-elle pas du tout dans notre législation, eût-elle été abolie en entier, il faudrait la faire revivre pour les délits de la presse ; appliquée à ce seul cas, elle exercerait encore son influence sur tous les autres, parce que, en protégeant la liberté de la presse, elle protégerait par contre-coup toutes les libertés, et, quelques juges que l'on donnât aux autres crimes, même à ceux dont le Gouvernement pourrait le plus désirer la répression, la presse, mise sous la protection tutélaire du jury, parviendrait encore à prévenir les jugements iniques, les actes arbitraires et les abus d'autorité. »

Lorsque les jurés furent appelés à statuer, ils surent, malgré leur mode de recrutement arbitraire, montrer par des acquittements retentissants, leur entière indépendance à l'égard du pouvoir. La première application des lois nouvelles eut lieu avant la fin de la session de 1819, avec l'affaire dite des « Suisses ». Lefèvre, éditeur de la *Bibliothèque historique*, et Cuignet de Montarlot, rédacteur de l'*Homme Gris*, furent poursuivis devant le jury, l'un pour avoir soi-disant offensé le roi en traitant les Suisses de satellites et de janissaires ; l'autre pour avoir, par un jeu de mots, provoqué à un attentat criminel contre les mêmes Suisses. Les deux accusés furent acquittés. Peu après, M. Bavoux, professeur à la Faculté de droit, poursuivi pour avoir parlé un peu trop librement dans son cours de la Chambre de 1815 et de la Déclaration des droits de l'homme, fut encore acquitté par le jury (1).

Mais ces acquittements ne furent pas systématiques et le jury ne laissa pas de prononcer également des condamnations. C'est ainsi que Paul-Louis Courier fut condamné en 1821 à deux mois de prison et trois cents francs d'amende pour un pamphlet intitulé : « *Simple discours de Paul-Louis, vigneron de la Cha-*

(1) G. Giraud : *Observations sur la juridiction en matière de presse*, p. 54-55.

vonnière, aux membres du Conseil de la commune de Véretz ». La même année le jury condamnait à trois mois de prison et cinq cents francs d'amende le chansonnier Béranger, pour outrages aux bonnes mœurs, à la morale publique et religieuse, offense envers la personne du roi et provocation au port public d'un signe extérieur de ralliement.

§ III. — LE RETOUR A LA CENSURE

Le régime libéral des *lois de Serre* fut de courte durée. Un événement imprévu allait être le signal d'une ardente réaction. Le 13 février 1820, Louvel poignardait le duc de Berry. Ce meurtre souleva une vive émotion et ramena les Ultras au pouvoir. Ceux-ci n'aimaient pas la presse et considéraient l'imprimerie comme « un fléau à redouter, la seule plaie dont Moïse eût oublié de frapper l'Égypte ». Le duc de Berry assassiné, l'occasion était bonne pour supprimer la liberté de la presse. « Le poignard qui l'a frappé est une idée libérale ! » s'écria l'extrême-droite. La liberté de la presse, accusée de complicité, fut offerte en holocauste aux mânes du prince.

La *loi du 31 mars 1820* suspendit jusqu'à la fin de la session de 1820 la libre publication des journaux et écrits périodiques. Aucun journal ne pouvait être fondé sans avoir obtenu l'autorisation royale. La censure était rétablie. Les manuscrits devaient être soumis, avant la publication, à l'examen des censeurs. Le gouvernement pouvait suspendre le journal jusqu'au prononcé du jugement. En cas de condamnation, il pouvait encore prolonger de six mois cette suspension, et en cas de récidive, prononcer définitivement la suppression du journal (1). Cette loi fut complétée par une *Ordonnance du 1^{er} avril*, créant auprès du ministère de l'intérieur une commission de douze censeurs chargée de l'examen des journaux et écrits périodiques.

La *loi du 26 juillet 1821* prorogea les pouvoirs de censure du gouvernement jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suivrait l'ouverture de la session de 1821 (2).

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1820, p. 519.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1821, p. 401.

Le 3 décembre 1821, le garde des sceaux apporta à la Chambre deux nouveaux projets de loi sur la presse. Mais le ministre Richelieu tomba avant qu'ils eussent pu venir à discussion. La présentation de ces projets allait permettre à M. de Serre de faire sur l'efficacité de la juridiction du jury cette déclaration rassurante :

« Nous avons depuis 1819 traversé des moments plus difficiles sans doute que ne l'est le moment actuel, et depuis cette époque la répression des délits de la presse par les arrêts rendus sur la déclaration du jury, a été proportionnellement égale à la répression dans le même temps de tous les autres crimes ou délits. Elle est même devenue beaucoup plus efficace depuis la loi de 1819. Mais voici ce qui doit être surtout remarqué : c'est que cette nouvelle attribution donnée au jury a plutôt accru qu'affaibli son autorité morale. Cette autorité s'accroîtra dans la même mesure que s'amélioreront notre esprit et nos mœurs publics. » (1)

Dès son arrivée au pouvoir, le ministère Villèle annonça sa résolution d'abroger la loi de censure et d'y substituer une loi portant une réglementation plus sévère de la presse périodique.

Le 2 janvier 1822, le nouveau garde des sceaux, M. de Peyronnet, présentait aux Chambres le projet de loi annoncé, qui devint la *loi du 17 mars 1822*, connue sous le nom de *loi de tendance*. Aucun journal ou écrit périodique ne pourrait désormais être fondé sans l'autorisation royale. La loi introduisait — innovation majeure — un élément de criminalité inconnu jusqu'alors. Dans le cas où *l'esprit* d'un journal ou écrit périodique *résultant d'une succession d'articles* serait de nature à porter atteinte à la paix publique, au respect dû à la religion, à l'autorité du roi et à la stabilité des institutions constitutionnelles, à l'inviolabilité des ventes des domaines nationaux et à la tranquille possession de ces biens, ce serait, non le journaliste, mais exclusivement le journal qui serait frappé. Les Cours royales pourraient prononcer la suspension du journal ou écrit périodique, pour un temps n'excédant pas un mois la première fois, et trois mois la seconde fois. Après ces deux suspensions et en cas de nouvelle récidive, la suppression définitive pourrait être ordonnée. Enfin le droit était laissé au gouvernement de rétablir temporairement la censure. Si dans l'intervalle des ses-

(1) *Moniteur*, 4 décembre 1821, p. 1633.

sions des Chambres, des circonstances graves rendaient momentanément insuffisantes les mesures de garantie et de répression établies, les lois de 1820 et 1821 pourraient être remises immédiatement en vigueur, en vertu d'une Ordonnance du roi délibérée en Conseil et contresignée de trois ministres. Cette disposition devrait cesser de plein droit d'avoir effet, un mois après l'ouverture de la session des Chambres si elle n'était pas convertie en loi, ou en cas de dissolution de la Chambre des députés. C'est ce qu'on appelait la *censure facultative* (1).

Au cours de la discussion, l'opposition reprocha au projet de créer un privilège au profit de ceux que le gouvernement voulait favoriser, d'investir la Cour royale de l'autorité la plus redoutable en lui donnant la direction de l'esprit public et enfin, d'achever de mettre aux mains des ministres toutes les ressources de l'arbitraire.

La discussion de cette loi avait été précédée de celle du projet sur les délits de presse, qui ne fut voté que plus tard et devint la *loi du 25 mars 1822*. Le jugement des délits de presse était retiré au jury pour être rendu aux tribunaux correctionnels. La loi contenait une innovation quant à l'appel des jugements rendus par le tribunal correctionnel qui, désormais, serait porté directement devant la première chambre civile et la chambre correctionnelle réunies de la Cour royale. Les Assemblées se voyaient attribuer le droit de juger elles-mêmes les offenses dirigées contre elles, ainsi que les comptes rendus de leurs séances rédigés de mauvaise foi ou de manière infidèle. C'est en vertu de ce texte qu'en 1823, l'éditeur du *Drapeau blanc* fut cité devant la Chambre des pairs, et qu'en 1826, l'éditeur du *Journal du Commerce* comparut devant la Chambre des députés. Les cours et tribunaux recevaient pareillement le droit de connaître eux-mêmes des délits d'infidélité ou de mauvaise foi dans le compte rendu de leurs audiences. Les pénalités étaient aggravées, de nouveaux délits étaient créés (2).

La loi donna lieu à une longue et brillante discussion. La juridiction du jury fut éloquemment défendue par de nombreux orateurs. On entendit un magistral discours d'Etienne :

« Quel est donc, demanda-t-il, le juge impartial et nécessaire des débats

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1822, p. 610.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1822, p. 612.

politiques, des conflits qui s'élèvent entre le pouvoir et la liberté ? C'est la société ou plutôt c'est le jury qui en est l'organe, la société qui a l'instinct de sa conservation, qui a intérêt à ce que le pouvoir soit assez fort pour la défendre contre les excès de la licence, à ce que la liberté soit assez protégée pour qu'elle devienne un rempart contre les invasions de l'arbitraire. Elle seule distingue ce qui n'est qu'amour du scandale ou du trouble dans la défense des droits du peuple, ce qui n'est que vanité ou passion dans les plaintes des dépositaires de l'autorité. Le jury absout trop souvent, dit M. le rapporteur. Oh ! c'est qu'alors la société ne regarde plus comme crime tout ce qui déplaît au gouvernement ; c'est qu'elle n'accepte pas le joug de toutes ses passions, l'exigence de tous ses caprices. Ne vous laissez pas imposer, Messieurs, par ce dédain pour les lumières du jury, par cette facilité qu'on lui oppose de céder à d'éloquents paroliers, et comme on l'a dit, à de captieux raisonnements...

« Si le jury n'est autre que l'expression de la pensée publique, le ministère, le jour où il en réclame la destruction, fait donc le plus terrible aveu qui puisse échapper au pouvoir, il reconnaît que la société lui est hostile, ou plutôt qu'il est hostile à la société...

« C'est donc la compétence de la raison publique que le ministère décline, et il manifeste ainsi qu'il ne gouverne pas dans les intérêts réels de la société. Il a le sentiment intime qu'elle est mécontente... C'est ainsi qu'un gouvernement qui a su mal étudier le pays est conduit de la fausseté à l'arbitraire, de l'arbitraire à la violence et à la tyrannie. » (1)

Humann montra que le jury était inséparable de la liberté de la presse :

« Otez le jury, Messieurs, la liberté de la presse n'est plus qu'une illusion ; et je ne crains pas de le dire, avec le nouveau code représentatif du projet de loi, la liberté de la presse sans le jury est plus qu'un mensonge, c'est un piège perfide. Elle place les écrivains non seulement sous le joug, mais sous le glaive... Or le glaive nous savons à quelles mains il serait remis, aux mains de la vanité, de l'ambition, du faux zèle et de la vengeance... » (2)

Bignon confirma le point de vue de son collègue :

« S'il est, Messieurs, une vérité qui semblait devoir être désormais hors de toute contestation, c'est cette proposition fondamentale qu'il n'y a point de liberté de la presse sans le jugement par jurés. » (3)

A la Chambre des pairs, le jury trouva des défenseurs non moins fervents : le comte de Bastard, le marquis de Lilly, le duc de Broglie, le duc de la Rochefoucauld, etc...

« Dans tous les pays soumis au régime constitutionnel, déclarait M.

(1) *Moniteur*, 20 janvier 1822, p. 83.

(2) *Moniteur*, 25 janvier 1822, p. 105.

(3) *Moniteur*, 26 janvier 1822, p. 107.

de Bastard, il est aujourd'hui reconnu que la liberté de la presse est essentielle au gouvernement représentatif, et que le jugement par jurés est inséparable de cette liberté ! » (1)

Le gouvernement n'allait pas tarder à user des nouvelles armes qu'il avait obtenues. Bientôt, les tribunaux ne retentirent plus que de procès de presse. Quand on ne pouvait reprocher à un journal aucun délit caractérisé, on en détachait avec soin tous les articles suspects. Aucun de ces passages, pris isolément, n'aurait pu donner lieu à des poursuites, mais avec le temps, on arrivait à réunir un certain nombre de réflexions ou de critiques dont l'ensemble pouvait, à la rigueur, constituer une « tendance » à déconsidérer le pouvoir ou la religion. Le Parquet demandait alors à la Cour de prononcer la suspension du journal, et en cas de récidive, la suppression. Mais le résultat de ces actions judiciaires fut loin de répondre aux attentes du gouvernement qui avait compté sans l'esprit libéral de la magistrature.

Le ministère se résolut alors, faute de mieux, à acheter les journaux. En même temps que l'autorisation de fonder de nouvelles feuilles était systématiquement refusée, la majorité des parts des journaux fut acquise par le gouvernement au moyen des fonds secrets et placée en mains sûres. Mais la résistance du dernier journal qui subsistait, la *Quotidienne*, fit obstacle à la réussite du projet.

Irrité par ces échecs successifs, en butte chaque jour à de nouvelles attaques, le ministère, exaspéré, rétablit la censure (2). Une *Ordonnance du 15 août 1824*, invoquant la faiblesse des tribunaux et la nécessité de pourvoir jusqu'à la prochaine réunion des Chambres au maintien de l'ordre public, remit en vigueur les lois de 1820 et 1821. Le lendemain, une nouvelle *Ordonnance* déclarait que « tout article de journal ou écrit périodique devrait, avant d'être imprimé, avoir été revêtu d'un visa constatant l'examen et l'approbation préalables (3).

L'avènement du roi Charles X fit naître de nouvelles espérances au sein du parti libéral. Un des premiers actes du nou-

(1) *Moniteur*, 20 mars, 1822, p. 426.

(2) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 207.

(3) Duvergier : *Lois et décrets*, 1824, p. 576.

veau souverain fut, en effet, de supprimer la censure. L'*Ordonnance du 29 septembre* 1824 abrogea celle du 15 août 1824 (1).

Mais les querelles religieuses vinrent encore surexciter les esprits. Ne pouvant rétablir la censure, dont la suppression était trop récente, le gouvernement décida d'avoir recours une nouvelle fois aux tribunaux. Un double procès de tendance, fondé cette fois sur des motifs exclusivement religieux, fut intenté aux deux principaux organes de l'opposition libérale : le *Courrier français* et le *Constitutionnel*. Ce dernier avait mené une violente campagne contre l'ordre des Jésuites. La manœuvre échoua encore : la Cour royale, n'estimant pas que les articles poursuivis fussent de nature à porter atteinte au respect dû à la religion de l'Etat, acquitta les deux journaux. Le ministère redoubla alors de sévérité envers la presse, mais, ni les amendes, ni la prison, ni les suppressions, ne parvinrent à la réduire au silence. Soutenue par l'opinion publique, elle poursuivait avec courage sa lutte pour la liberté (2).

Aussi le ministère, harcelé de tous côtés et poussé par le parti du clergé, décida-t-il de faire un pas de plus dans la voie de la rigueur. Le 29 décembre 1826, M. de Peyronnet, déposait à la Chambre des députés le texte de cette loi fameuse, qu'une ironie vengeresse de l'opinion publique surnomma *loi de justice et d'amour*, en raison de l'éloge burlesque qui en avait été fait par le gouvernement. D'après ce projet, tout écrit de vingt feuilles et au-dessous ne pouvait être mis en vente, publié ou distribué, que cinq jours après le dépôt fait à la Direction de la librairie. Le délai était porté à dix jours pour les écrits supérieurs à vingt feuilles. En cas de contravention, l'imprimeur était puni d'une amende de trois mille francs et l'édition entière était supprimée et détruite. D'autre part, tout écrit de cinq feuilles et au-dessous était assujéti à un timbre fixe de un franc pour la première feuille et de dix centimes pour les suivantes (3).

C'était la mort de la presse périodique. Un cri réprobateur s'éleva de partout contre cette « loi vandale », selon le mot de Chateaubriand. Les épithètes les plus désobligeantes lui furent

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1824, p. 613.

(2) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 208-209.

(3) *Moniteur*, 30 décembre 1826, p. 1750.

appliquées : loi impertinente, loi stupide et révoltante, forgée dans les catacombes de Montrouge, loi infâme, loi sotte, loi d'ignorance, loi de sévérité, d'abrutissement, d'esclavage, de persécution, de proscription, de fraude, de corruption, de vol !... Les plus sages amis du régime constitutionnel s'alarmèrent, l'Académie française elle-même s'émut.

Après une longue discussion et de brillants débats, le projet fut adopté le 12 mars 1827 par la Chambre des députés. La cause de la liberté fut défendue par Royer-Collard, dans un admirable discours qui est demeuré comme une des plus magnifiques inspirations de l'éloquence parlementaire.

« Plus d'écrivains, plus d'imprimeurs, plus de journaux, dit-il, ce sera le régime de la presse...

« Cette loi, déclara-t-il en terminant, je la rejette purement et simplement, par respect pour l'humanité qu'elle dégrade et pour la justice qu'elle outrage. Je la rejette encore par fidélité à la monarchie légitime, qu'elle ébranle peut-être, qu'elle compromet au moins, et qu'elle ternit dans l'opinion des peuples comme infidèle à ses promesses. » (1)

La loi fut transmise quelques jours après à la Chambre des pairs. Mais celle-ci s'y montra si ouvertement hostile, que le ministère redoutant un échec, prit le parti de la retirer. Cette victoire remportée par l'opinion fut saluée avec enthousiasme par tous les journaux de l'opposition. Paris entier illumina. Des colonnes d'ouvriers imprimeurs parcoururent les rues aux cris de : « Vive le roi ! Vive la Chambre des pairs ! Vive la liberté de la presse ! »

M. de Villèle demeura sourd à cette explosion de l'opinion publique et continua la lutte. La dissolution de la Chambre des députés fut aussitôt suivie du rétablissement de la censure, qui s'exerça avec la dernière sévérité. Mais le pays, poussé à bout, élut une Chambre libérale, devant laquelle M. de Villèle dut enfin se retirer (2).

Dans l'intervalle, une loi du 2 mai 1827 vint régler la question de l'organisation du jury. C'étaient toujours les préfets qui étaient chargés de dresser les listes des jurés, mais au lieu d'établir, comme sous l'Empire, une liste spéciale pour chaque session, ils avaient mission de composer une liste générale pour

(1) *Moniteur*, 15 février 1827, p. 232.

(2) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 214-215.

l'année entière. Cette liste comprenait les membres des collèges électoraux du département ; les fonctionnaires nommés par le roi, exerçant des fonctions gratuites ; les docteurs et licenciés des Facultés ; les membres et correspondants de l'Institut, les membres des autres sociétés savantes reconnues par le roi ; les notaires après trois ans d'exercice de leurs fonctions. Les préfets, sous leur responsabilité, faisaient alors choix parmi les noms relevés, d'un certain nombre de personnes qui formaient la liste pour le service annuel du jury. Enfin, trente-six noms, tirés au sort sur cette dernière par le premier président de la Cour royale composaient la liste de session (1).

§ IV. — LA TENTATIVE LIBÉRALE DU MINISTÈRE DE MARTIGNAC

Après la période de réaction des lois de Villèle, une tentative libérale allait être l'œuvre du nouveau ministère de M. de Martignac. A l'oppression succède inévitablement la liberté, c'est la loi de l'histoire. La longue époque de domination conservatrice de M. de Villèle devait provoquer un sursaut libéral.

Dès le 10 mars 1828, Benjamin Constant demanda l'abrogation de la censure facultative, proposition qui fut prise en considération à une immense majorité. La discussion n'en fut suspendue que devant la promesse du gouvernement de présenter incessamment un projet de loi dans ce sens.

Le 14 avril 1828, le garde des sceaux, Portalis, déposait à la Chambre des députés le projet de loi qui devint la *loi du 18 juillet 1828*. Un notable progrès était réalisé. La presse périodique était affranchie des entraves de l'autorisation et de la censure. La faculté de fonder un journal était reconnue à tout Français majeur jouissant de ses droits civils, sous les seules conditions du versement d'un cautionnement et de la production d'une déclaration préalable à l'autorité. En revanche, les mesures répressives restaient très rigoureuses. Les tribunaux pouvaient, dans certains cas, s'il y avait récidive, suspendre le journal pour deux mois. Les tribunaux correctionnels continuaient, comme par le passé, à connaître des délits de presse (2).

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1827, p. 112.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1828, p. 249.

Au cours de la discussion à la Chambre des députés, le rétablissement du jury fut demandé par MM. Devaux, Méchin, de Cormenin et de Corcelles, sous forme d'un article additionnel. La nécessité de rendre au jury la connaissance des délits de presse fut brillamment démontrée par M. de Cormenin :

« Les délits de presse sont des choses impalpables qui ne se mesurent point au compas du juge. Le juré seul, semble propre à bien apprécier le sens intime et la portée spéciale d'une parole, d'un écrit, d'un acte intellectuel. Le juge vient ensuite, qui applique au délit retenu et constaté, non une règle de droit, mais une peine.

« Le lieu, le temps, les circonstances, la moralité de l'acte, les effets généraux de son impression, l'état paisible ou agité du pays, voilà ce qui se sent rapidement, plus que ce qui se peut nettement définir. Or le juré, qui vit beaucoup plus que les légistes au milieu de toutes ces scènes émouvantes et de ces luttes animées, le juré, qui vient d'en être, comme malgré lui, le témoin et l'observateur, les recueille dans sa pensée et les réfléchit dans sa déclaration ; il exprime, au vrai et au présent, l'état et les besoins de l'opinion publique.

« Nous avons donc raison de dire que le jugement par jurés est ici plus sincère que celui de tout autre juge, parce qu'il est ici plus conforme à la nature des choses.

« Le jury et la liberté de la presse se confondent tellement par leur origine, par leur nature, par leurs besoins et par leurs effets, que si le jury n'existait pas pour le jugement des crimes ordinaires, il faudrait l'inventer pour le jugement des délits de la presse. »

M. Devaux soutint l'amendement qu'il avait déposé en prononçant un long et remarquable discours. Quatre raisons militent, d'après lui, en faveur de l'attribution au jury de la connaissance des infractions de la presse. En premier lieu, les délits de presse sont, par nature, indéfinissables :

« Dans les délits ordinaires, la criminalité du fait n'est jamais contestée ; le dissentiment s'établit toujours sur les preuves qui désignent le coupable ou marquent son intention. Dans les délits intellectuels, le fait matériel, c'est l'écrit ; la preuve du délit, c'est l'écrit ; la preuve du coupable, c'est encore l'écrit, qui dépose contre le signataire.

« Tout devrait être terminé, rien n'est commencé pour la conviction de la culpabilité. Pourquoi cela ?

« Vous entendez cette phrase dans un sens, l'auteur l'écrivait dans un autre sens. Vous donnez à un mot telle signification, l'écrivain l'employait dans une autre acception. Vous apercevez une allusion là où la pensée n'avait placé qu'un trait direct. Vous incriminez ce passage en l'isolant, il s'excuse par la liaison avec ce qui suit ou ce qui précède. Vous consultez la couleur politique de l'écrivain pour discerner la couleur de sa pensée ; mais il craint à son tour que la couleur politique du juge ne devienne celle de son jugement. Où la puissance de la raison humaine s'arrête dans la définition et la démonstration des délits,

commence le règne de la conscience exerçant son pouvoir arbitraire.

« Qu'est-ce que la magistrature ? Une puissance de raisonnement assujettie à des règles, limitée par des principes, à laquelle, dit très bien M. le garde des sceaux, il ne faut jamais proposer des questions vagues.

« Qu'est-ce que le jury ? L'arbitraire de la conscience...

« Le magistrat est obligé de raisonner pour motiver ses jugements. Le jury n'a rien à dire, sinon qu'un tel est ou n'est pas coupable.

« En demandant au magistrat de motiver son jugement, vous exigez de lui une démonstration précise de la culpabilité qu'il déclare ; et cette démonstration est impossible. En vous confiant au jury, vous livrez la conscience de l'écrivain avec tous ses mystères à la profondeur de la conscience du jury, qui ne rend compte de rien...

« Il n'y a donc que la nature du jury qui corresponde à la nature des délits de la presse. »

Développant un second argument, l'orateur montra que la répression n'est pas dans la condamnation : mais dans « l'opinion qu'on a de la justice de la condamnation ». Et les décisions des tribunaux correctionnels seront toujours suspectes au pays. De plus, — et ce fut le troisième point — la magistrature ne peut juger des délits politiques sans devenir elle-même un pouvoir conservateur de principes et de doctrines politiques. Le magistrat est exposé à se trouver en opposition à la fois avec l'écrivain condamné et avec le gouvernement :

« Les partis politiques se succèdent au pouvoir, pendant que le magistrat restant le même, ne peut manquer de rencontrer dans le pouvoir un parti qui n'est pas le sien.

« Le magistrat politique tombe donc nécessairement dans l'opposition en restant immuable, quand tout change autour de lui.

« Le pouvoir lui dénoncera vainement, sous le titre d'offenses ou de délits, les atteintes des écrivains à son système politique : le magistrat jugera le système politique du pouvoir en prononçant l'absolution ou la condamnation de l'écrivain dénoncé... »

Le jury, au contraire, ne présente aucun de ces inconvénients. Il n'a, ni doctrine politique, ni précédents, ni influence sur les autres pouvoirs de la société. Il ne peut jamais que se tromper sur un fait et non sur un principe ou sur une doctrine, et ce fait est sans conséquence pour l'avenir. Enfin, M. Devaux fit valoir un suprême argument : la nature du gouvernement représentatif implique la juridiction du jury.

Malgré la puissante dialectique de l'orateur et la valeur des raisons invoquées, l'amendement fut rejeté par la Chambre (1).

(1) *Moniteur*, 20 juin 1828, p. 894-895.

§ V. — LA SUPPRESSION DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE
ET LA RÉVOLUTION DE JUILLET

L'avènement du ministère Polignac marqua le début d'une phase nouvelle, mais brève, de restriction de la liberté. Une lutte terrible s'engagea entre la presse et le gouvernement. Pour s'assurer la victoire, le ministère recourut à la manière forte et écrasa d'un seul coup ses adversaires.

Ce fut l'œuvre des fameuses *Ordonnances du 25 juillet 1830*. La première d'entre elles suspendait la liberté de la presse. Aucun journal ou écrit périodique ne pourrait désormais paraître qu'en vertu d'une autorisation royale, qui devrait être renouvelée tous les trois mois et pourrait être révoquée. Nul écrit au-dessous de vingt feuilles d'impression ne pouvait être publié qu'avec l'autorisation du ministre de l'intérieur à Paris et celle des préfets dans les départements. Tout écrit de plus de vingt feuilles d'impression qui ne constituait pas un corps d'ouvrage était également soumis à la nécessité de l'autorisation. Les journaux et écrits publiés sans autorisation devaient être immédiatement saisis ; les presses et caractères ayant servi à leur impression, placés dans un dépôt public, sous scellés, ou mis hors de service (1).

Un long rapport au roi, précédant l'Ordonnance, tentait d'expliquer cette régression, en dressant contre la presse le plus violent des réquisitoires :

« ...A toutes les époques, la presse périodique n'a été, et il est dans sa nature de n'être, qu'un instrument de désordre et de sédition...

« ...La presse s'applique, par des efforts soutenus, persévérants, répétés chaque jour, à relâcher tous les liens d'obéissance et de subordination, à user les ressorts de l'autorité publique, à la rabaisser, à l'avilir dans l'opinion des peuples, et à lui créer partout des embarras et des résistances...

« La presse a jeté ainsi le désordre dans les intelligences les plus droites, ébranlé les convictions les plus fermes, et produit au milieu de la société une confusion de principes qui se prête aux tentatives les plus funestes. C'est par l'anarchie dans les doctrines qu'elle prélude à l'anarchie dans l'Etat...

« Ce n'est pas tout. La presse ne tend pas moins qu'à subjuguer la souveraineté et à envahir les pouvoirs de l'Etat...

(1) *Moniteur*, 26 juillet 1830, p. 813.

« Contre tant de maux enfantés par la presse périodique, la loi et la justice sont également réduites à confesser leur impuissance... Les mœurs judiciaires se prêtent difficilement à une répression efficace... Pour satisfaire aux besoins qui l'on fait instituer, la répression aurait dû être prompte et forte, elle est restée lente, faible et à peu près nulle. Lorsqu'elle intervient, le dommage est commis ; loin de le réparer, la punition ajoute au scandale du début. »

La sûreté publique étant compromise par la liberté de la presse, le droit et le devoir, pour le roi, d'assurer le maintien de la Constitution, justifiaient les mesures prises.

Mais cette opinion des ministres ne fut partagée ni par les écrivains ni même par les tribunaux. Une énergique protestation des journalistes fut répandue à un nombre considérable d'exemplaires. Aux imprimeurs qui, craignant de voir leurs presses détruites, se refusèrent à continuer le tirage, s'opposèrent les journaux qui n'hésitèrent pas à invoquer l'arbitraire de l'Ordonnance et à en appeler à la justice. On vit alors le Tribunal de commerce condamner, avec les attendus suivants, l'imprimeur du *Courrier français* à faire paraître cette feuille dans les vingt-quatre heures :

« Que cette Ordonnance, contraire à la Charte, ne saurait être obligatoire, ni pour la personne sacrée et inviolable du roi, ni pour les citoyens aux droits desquels elle porte atteinte.

« Qu'aux termes mêmes de la Charte, les Ordonnances ne peuvent être faites que pour l'exécution et la conservation des lois, et que l'Ordonnance précitée aurait, au contraire, pour effet la violation des dispositions de la loi du 18 juillet 1828. » (1)

Ce fut le signal de l'insurrection qui entraîna la chute de Charles X.

SECTION IV

La Monarchie de Juillet et le déclin de la liberté

La Monarchie de Juillet, née d'une révolution faite en faveur de la presse, ne pouvait que se montrer très libérale envers celle-ci.

La nouvelle *Charte* du 14 août 1830 proclamait, une fois de

(1) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 232-233,

plus, le droit pour les Français de « publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois ». Elle promettait solennellement que « la censure ne pourrait jamais être rétablie ». Elle estimait enfin qu'il était nécessaire de pourvoir, par des lois prises dans le plus court délai possible, à l'application du jury aux délits de presse et aux délits politiques (1).

La *loi du 8 octobre 1830* réalisa cet engagement et consacra le rétablissement de la juridiction du jury en matière de presse. Mais la compétence des tribunaux correctionnels fut maintenue pour les diffamations et injures dirigées contre les particuliers. Les Chambres, ainsi que les cours et tribunaux, continuaient à connaître des comptes rendus de leurs séances ou audiences, rédigés de mauvaise foi ou de façon infidèle. Les Assemblées avaient encore compétence pour juger des offenses qui leur étaient adressées (2).

C'est sur le rapport de M. de Martignac, qui l'avait combattu en 1828, que le jury fut rétabli :

« Les délits de presse sont, tout le monde en convient, dit-il, d'une autre nature que les délits ordinaires ; ils ne consistent pas dans un fait positif et absolu comme la violation d'un texte formel d'une loi, comme le dommage causé à un individu dans sa personne ou sa propriété. Pour apprécier le préjudice occasionné par des écrits ou par des discours, et par conséquent leur culpabilité, il faut considérer l'état des esprits, les besoins de la société, les dangers qui la menacent. les circonstances où elle se trouve ; il faut juger de l'influence que peuvent exercer sur la paix publique les actes dénoncés.

« C'est par la société elle-même, par ceux qui en sortent pour remplir une mission temporaire et qui y rentreront, après l'avoir remplie, que cette appréciation peut être faite avec le plus de certitude. Appelés par nos institutions actuelles à intervenir dans toutes les affaires du pays, du département, de la commune, chargés comme milice volontaire et protectrice du double dépôt de la liberté et de l'ordre, les citoyens paraissent aujourd'hui les juges naturels et nécessaires des actes qui intéressent l'une ou l'autre. » (3)

La compétence du jury fut étendue, par une *loi du 10 décembre 1830*, aux délits relatifs à l'affichage dans les lieux publics d'écrits contenant des nouvelles politiques et à la vente ou distribution de faux extraits de journaux, jugements et actes de l'autorité publique (4).

(1) *Moniteur*, 10 août 1830, p. 877.

(2) *Moniteur*, 10 octobre 1830, p. 1277.

(3) *Moniteur*, 2 octobre 1830, p. 1207.

(4) *Moniteur*, 12 décembre 1830, p. 1681.

Enfin, une *loi du 8 avril 1831* simplifia quelques-unes des règles de procédure devant le jury et permit la citation directe devant cette juridiction (1).

Les partis hostiles n'allèrent pas tarder à abuser de cette grande liberté ainsi laissée à la presse. Les attaques contre le pouvoir devinrent aussi fréquentes qu'audacieuses. Elles ne se bornèrent plus à la critique de la politique générale et des actes du gouvernement, elles mirent en question l'existence même de celui-ci et les bases fondamentales de la société.

Devant l'urgence du péril, le ministère pour se défendre, s'engagea dans la voie des poursuites judiciaires. D'après un tableau dressé en 1833, le nombre des procès de presse intenté jusque là par la Monarchie de Juillet aurait été de 411 — dont il serait résulté 143 condamnations, cumulant 65 ans de prison et 350.000 francs d'amende (2). Pour sa part, la *Tribune* fit l'objet, pendant quatre années, de 111 poursuites, qui aboutirent à 20 condamnations, formant un total de 49 années de prison et 157.630 francs d'amende. Ayant un jour osé traiter la Chambre des députés de « prostituée », elle fut impitoyablement condamnée par cette Assemblée (3). Les journaux étaient d'ailleurs encouragés, dans leur lutte contre le pouvoir, par le public qui les soutenait de maintes souscriptions bénévoles. Une association qui prit bientôt une considérable extension fut même fondée, sous le nom de *Société pour la défense de la presse patriote*, en vue d'apporter un concours plus efficace à certains journaux. Aussi les provocations directes à l'insurrection, les calomnies et injures dirigées contre le roi et les autorités, abondaient-elles dans la presse. Et les acquittements répétés portèrent jusqu'au désarroi l'émoi du gouvernement. Il faut reconnaître que le bon roi Louis-Philippe fut l'un des hommes d'Etat les plus injuriés et les plus diffamés de l'histoire. Pourtant, comme le dit M. Léon Bérard, il aurait dû être exempt, à bien des titres, des outrages continus et torrentiels dont il était accablé. Ces titres, l'éminent sénateur les énumère, non sans humour : « père de famille nombreuse, ancien combattant républicain, pacifiste militant,

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1831, p. 294.

(2) Sarrans : *Louis-Philippe et la contre-révolution de 1830*, t. I, p. 306.

(3) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 239.

monarque des classes moyennes, modèle des parents d'élèves de lycée... » (1). Hélas ! à cette époque déjà, on ne respectait plus rien ! Les attaques de la presse portaient d'autant plus que Louis-Philippe était très sensible au ridicule. L'acquittement de Carrel, poursuivi en août 1834 pour avoir tourné en dérision l'embonpoint et la lourdeur du roi, exaspéra ce dernier. La caricature, dont l'époque de la Monarchie de Juillet fut l'âge d'or, mit le comble à son irritation.

Un homme allait briller particulièrement dans cet art difficile, Charles Philipon, directeur de la *Caricature politique* et du *Charivari*. Secondé par une remarquable équipe de dessinateurs et d'écrivains, il flagella cruellement, tant par le crayon que par la plume, le roi et son entourage, les ministres, les pairs, les députés, etc... C'est Philipon, surnommé le « Juvénal de la caricature », qui inventa la « Poire », ce cauchemar du roi. Poursuivi devant le jury pour avoir publié un dessin de Louis-Philippe tenant en laisse le coq gaulois et mendiant : « Pour un pauvre aveugle, s'il vous plaît ? », il se défendit d'avoir voulu représenter le roi. « Vous poursuivez une ressemblance, déclara-t-il, à l'appui de son affirmation. Eh bien ! voici quatre dessins qui se ressemblent entre eux : le premier croquis ressemble à Louis-Philippe, vous condamnez donc ; alors il vous faudra condamner le second qui ressemble au premier, puis le troisième qui ressemble au second, et enfin, si vous êtes conséquents, vous ne sauriez absoudre cette poire qui ressemble au croquis précédent. » Et par une légère modification des traits, de croquis en croquis, le visage du roi, son toupet, ses favoris, disparaissaient graduellement pour faire place à une superbe poire. Comment condamner le dessin d'une poire qui ressemblait au roi ? Philipon fut acquitté à l'unanimité par le jury. Mais désormais, la « Poire » devint l'emblème de la Royauté (2).

Les attaques au moyen de la presse paraissant inefficaces pour avoir raison de la monarchie, le parti extrémiste s'efforça de provoquer de vastes soulèvements populaires : telles furent à Paris et à Lyon, les journées révolutionnaires d'avril 1834. En désespoir de cause, il recourut à un moyen plus énergique, aux attaques directes à la personne même du roi. Mais l'attentat

(1) Sénat, S. du 27 mai 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 494.

(2) Galtier-Boissière et Lefebvre : *Histoire de la presse*, t. II, p. 25-26.

dirigé contre Louis-Philippe souleva la réprobation générale. Le résultat fut celui qu'on pouvait attendre. C'était Louis-Philippe que Fieschi voulait abattre, ce fut la liberté qu'il tua.

Le 4 août 1835, le duc de Broglie, président du Conseil, déposait les projets demeurés tristement célèbres sous le nom de *lois de Septembre*. A la période libérale, allait succéder une nouvelle période de répression excessive. La Monarchie de Juillet fondée sur la liberté, allait être obligée par les circonstances de combattre cette même liberté.

C'est donc en vue de mettre un frein aux attaques contre la personne du roi et le principe de son gouvernement, que fut votée la *loi du 9 septembre 1835*. Celle-ci contenait quatre ordres de mesures. Elle aggravait d'abord les règles du cautionnement, lequel était doublé et devait être versé en numéraire. En second lieu, elle multipliait les délits d'opinion et les frappait de pénalités plus lourdes. Constituaient des délits : la publication d'écrits faisant remonter au roi le blâme ou la responsabilité des actes du ministère ; l'adhésion publique à toute autre forme de gouvernement, le fait de prendre toute étiquette politique incompatible avec la Charte de 1830 et notamment de se dire républicain ; d'appeler de ses vœux la destruction de l'ordre monarchique constitutionnel ou la restauration de la dynastie déchue, etc... D'autre part, étaient considérés comme crimes et qualifiés d'attentats à la sûreté de l'Etat : l'offense au roi ayant pour objet d'exciter à la haine et au mépris de sa personne ou de son autorité constitutionnelle ; les incitations à la destruction ou au changement du gouvernement, et enfin certaines excitations aux crimes, en particulier les provocations à l'attentat contre la vie ou la personne du roi, et les appels adressés aux citoyens pour les engager à s'armer contre l'autorité royale, etc... Les auteurs de ces attentats à la sûreté de l'Etat étaient passibles de la détention, c'est-à-dire d'une peine de cinq ans à vingt ans, et d'une amende de dix à cinquante mille francs. En cas de récidive dans la même année, les cours et tribunaux pouvaient, en outre, prononcer la suspension du journal. La durée de cette interdiction était limitée à une période de deux ou quatre mois, selon qu'il s'agissait d'une condamnation pour délit ou pour crime. La disposition la plus grave de la loi était celle qui modifiait les règles de compétence et de procédure.

Elle spécifiait que les poursuites contre les délits qualifiés d'attentats à la sûreté de l'Etat *pourraient* être retirés au jury pour être portés devant la Chambre des pairs. La dernière mesure prise était la censure des dessins, qui ne pourraient plus désormais être publiés, exposés ou mis en vente, sans l'autorisation préalable du ministre de l'intérieur, à Paris, et des préfets, dans les départements (1).

La procédure devant le jury était modifiée par une autre loi du même jour. La répression était rendue plus prompte et plus certaine. Le nombre de voix requis pour la condamnation par le jury était réduit à sept, c'est-à-dire à la simple majorité.

Une immense réprobation s'éleva contre la loi. La discussion devant les Chambres donna lieu à des débats orageux. Une vive offensive fut menée notamment contre les dispositions dessaisissant le jury, estimées contraires à l'esprit de la Charte qui attribuait à cette juridiction la connaissance des délits politiques et des délits de presse. Le gouvernement répondit que ces mesures étaient bien conformes à la Charte, puisque celle-ci attribuait à la Chambre des pairs le droit de juger les attentats à la sûreté de l'Etat. Au surplus, le jury restait compétent, en principe. En effet, suivant une circulaire du garde des sceaux :

« Le jury n'était pas dépouillé, par là, de la connaissance de ces crimes, et les procureurs généraux devaient continuer à l'en saisir, à moins qu'ils ne reçussent d'autres instructions, ou que, d'après les circonstances, l'obstination des prévenus, la gravité du crime et les dangers de ses effets, ils ne jugeassent utile de proposer de porter l'accusation devant la Chambre des pairs. »

Mais une telle option n'en était que plus critiquable. M. Dufaure ne manqua pas de le montrer :

« Jamais, dans aucune législation, dit-il, on n'a vu la faculté attribuée à un accusateur de traduire l'accusé devant un tribunal ou devant un autre, de choisir à son gré, comme il lui plaira, le tribunal dont il espère la répression la plus sûre. Voilà qui est contraire aux principes les plus constants, les plus élémentaires de notre droit criminel. » (2)

La discussion s'ouvrit le 18 août à la Chambre des députés. Dans un discours enflammé et rententissant, Lamartine stigma-

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1835, p. 255.

(2) *Moniteur*, 29 août 1835, p. 2006.

tisa le projet de loi et revendiqua éloquentement la liberté pour la presse :

« Oui, c'est le silence que la loi de la commission lui impose, s'écriait-il. C'est une loi de fer, c'est le règne de la terreur pour les idées, que le rapporteur de la commission vous propose de sanctionner par votre vote ! Oh ! je l'avouerai, Messieurs, quelles que fussent nos appréhensions de l'emportement d'une réaction contre la presse, elles n'allaient pas jusque-là...

« Elle tue la presse tout entière ; elle ferme toute discussion, elle impose à un pays libre, où le Gouvernement doit être de conviction, la loi des pays de despotisme. Elle est un attentat à l'indépendance des opinions...

« Mais vous nous demandez la seule dictature sans contrôle et sans responsabilité ; la dictature masquée, honteuse, indirecte, la dictature du silence...

« Et comme si ce n'était pas assez de ressemblance avec le despotisme, vous rentrez dans ces juridictions exceptionnelles qui sont le premier acheminement et le dernier complément de toute tyrannie ! Un prince qui nomme le Sénat, un ministre qui accuse devant le Sénat, un Sénat qui juge en tribunal de lèse-majesté ; voilà donc quel serait désormais tout le mécanisme de votre système de liberté et de l'égalité à l'égard de la presse ! » (1)

M. Havin protesta violemment contre le dessaisissement du jury :

« A qui M. le rapporteur compte-t-il persuader qu'en attribuant à la cour des pairs et aux tribunaux correctionnels les délits que l'article 69 de la Charte déférait au jury, il n'y ait pas atteinte à l'ordre des juridictions, il n'y ait pas violation, non seulement du texte, mais encore de l'esprit de la Charte...

« Mais vous avez donné satisfaction au pouvoir, poursuivait M. Havin, vous l'avez servi dans ses ressentiments contre le jury, en restreignant ou plutôt en annulant sa juridiction en matière de presse...

« Il faut que vous ayez cédé à de bien grandes préoccupations pour avoir consenti à sacrifier la plus belle des conquêtes de la Révolution, l'application du jury aux délits de presse, pour avoir déshérité le jury de la plus grande, de la plus utile de ses prérogatives, celle, comme on l'a dit, d'intervenir dans la marche de l'opinion.

« Ne vous faites pas d'illusion ; avec l'élasticité de vos définitions, il n'y a plus d'offense ou d'attaque qui ne puisse, suivant le bon plaisir ministériel, devenir un attentat, et la répression sera livrée à un corps politique dont la majorité est toujours à la discrétion du pouvoir... D'après votre projet, c'est à une majorité d'adversaires, sinon d'ennemis, que vous allez livrer les accusés, et la cour des pairs vengera, souvent à son insu sans doute, au nom du Roi et de la Charte outragés, ses propres injures ou les injures faites au ministère. » (2)

(1) *Moniteur*, 22 août 1835, p. 1928.

(2) *Moniteur*, 23 août 1835, p. 1940.

Une voix plus éloquente encore allait, à la séance du 25 août, réclamer le maintien du jury. Ce fut celle de Royer-Collard qui, dans un remarquable discours, produisit l'argumentation la plus convaincante et la plus décisive en faveur du jury.

« Il y a sur la presse, déclara-t-il, des vérités acquises qui sont sorties victorieuses de nos longues discussions, qui ont pénétré peu à peu dans les esprits, et qui forment aujourd'hui la raison publique ; celle-ci par exemple, le bien et le mal de la presse sont inséparables ; il n'y a pas de liberté sans quelque licence ; le délit échappe à la définition, l'interprétation reste arbitraire. Le délit lui-même est inconstant ; ce qui est délit dans un temps ne l'est pas dans un autre. Ces inépuisables vérités ont été élevées à la démonstration, et c'est par elles que nous sommes arrivés à la grande conquête, à la conquête nationale de l'attribution de la presse au jury.

« En effet, si les jugements de la presse sont arbitraires, ils ne doivent pas être confiés à un tribunal permanent ; ce serait une tyrannie constituée. Si les délits de presse sont mobiles, ils réclament un tribunal également mobile, qui, se renouvelant perpétuellement, exprime sans cesse les divers états des esprits et les besoins changeants de la société.

« Autant vous attribuerez d'efficacité à la presse, plus vous exagérerez sa puissance, et mieux vous établirez que la société a dû se réserver dans le jury une participation directe aux jugements de la presse. C'est à cette condition seulement qu'elle jouit de la liberté politique et qu'elle s'appartient à elle-même.

« Je viens à la loi. Elle n'est pas franche, cette loi ; ce qu'elle ose faire, elle n'ose pas le dire. Par un subterfuge peu digne de la gravité du Gouvernement, en appelant tout à coup attentat ce qui est délit selon la loi et selon la raison, les délits les plus importants de la presse transformés sortent du jury, et s'en vont clandestinement à la Chambre des pairs... Par le délit érigé en attentat, le jury est spolié de ses attributions constitutionnelles...

« Le jury, ce n'est pas une de ces juridictions vulgaires dont la plume du légiste se joue, et qu'elle élève ou abaisse à son gré. Ce n'est pas même une juridiction, c'est une institution politique, c'est comme vous, et au même degré de souveraineté, le pays lui-même... Ne vous reviendra-t-il pas en mémoire que les jurés sont vos électeurs, marqués du même sceau que vous, et, comme vous, dépositaires de la souveraineté ? Si vous vous défiez d'eux aujourd'hui ne pourront-ils pas un jour aussi se défier de vous ? Et ce serait à bon droit, car je déclare, moi, que je me défie profondément d'un pouvoir, quel qu'il soit, qui se défie de la justice, même ordinaire, à plus forte raison de la justice du pays...

« Il est avéré que le Gouvernement veut une autre justice de la presse que la justice du pays dont il se défie, qu'il veut une justice spéciale. N'osant la proposer, car il n'oserait, que fait-il ? Il a recours à une nouvelle transformation. C'est la Chambre des pairs qui sera la cour spéciale, sa cour prévôtale. Oui, Messieurs, la Chambre des pairs, déjà cour spéciale de l'émeute, on la fait encore cour spéciale de la presse. Messieurs, la Chambre des pairs n'a pas mérité ce trai-

tement... C'est ce pouvoir si élevé qu'on fait descendre à l'humiliante condition de cour spéciale, de cour prévôtale, assise sur les ruines de la justice du pays violée dans son sanctuaire... Un tribunal permanent juge de la presse, perpétuellement battu par les flots irrités des partis, s'abîmera bientôt dans l'impuissance. Alors, Messieurs, alors la Chambre des pairs, décriée, avilie, frappée de mort politique ne pourra plus revivre que par l'élection. La Chambre des pairs élective, voilà, Messieurs, la dernière et inévitable conséquence de la loi. Et si nous y arrivons en effet, une Chambre des pairs élus ne s'enrichira pas, soyez-en sûrs, de la dépouille du jury. » (1)

Le jury trouva toujours de nombreux défenseurs : Pagès, Odilon-Barrot, bien d'autres encore. M. Dufaure résuma le débat en déclarant au gouvernement :

« Ne voyez-vous pas que vos lois, que toutes vos lois actuelles sont des lois qui se méfient du jury, et comment pouvez-vous venir à cette tribune, à la face de la France, soutenir que vous avez confiance dans le pays, quand en tête de vos lois, il faudrait inscrire : Lois de défiance envers le pays. » (2)

A la Chambre des pairs, la discussion fut plus brève. Elle n'occupa que deux séances : celles des 8 et 9 septembre. Le marquis de Brézé parla le premier contre cette loi « meurtrière ». Après lui, Montalembert combattit avec vigueur ce projet, qu'il considérait comme « un attentat à l'intelligence et à la conscience publique ». La juridiction du jury fut encore soutenue par le vicomte Dubouchage, par M. Villemain et différents pairs. Malgré l'éloquence dont faisaient preuve les auteurs de toutes ces interventions, le projet de loi fut adopté par les deux Assemblées.

Les *lois de Septembre* suscitèrent une multiplication des procès de presse. On estime que pendant tout le règne de Louis-Philippe, les cours et tribunaux distribuèrent 250 années de prison et un million de francs d'amende (3). La rigueur de la répression n'arrêtait pas l'ardeur des écrivains. « Il y a des moments, disait Proudhon, où je brûle d'écrire, serait-ce à six mois de prison par ligne ». Il ne faut pas oublier que le peuple étant exclu du pays légal par le cens électoral, la presse était le seul moyen qui lui restât pour donner l'essor à ses revendications.

(1) *Moniteur*, 26 août 1835, p. 1960.

(2) *Moniteur*, 29 août 1835, p. 2007.

(3) J. Barthélemy : *Précis de droit public*, p. 159.

CHAPITRE IV

LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE ET LE MAINTIEN DU JURY

La Révolution de Février allait rendre à la presse sa liberté. Un des premiers actes du Gouvernement provisoire fut, en effet, d'abolir d'un trait de plume les *lois de Septembre*. Ce fut l'œuvre du *décret du 6 mars 1848*, que précédait cet exposé des motifs :

« Considérant que les lois de septembre, violation flagrante de la constitution jurée, ont excité, dès leur présentation, la réprobation unanime des citoyens ;

« Considérant que la loi du 9 septembre 1835 sur les crimes, délits, contraventions de la presse et autres moyens de publication, est un attentat contre la liberté de la presse ; qu'elle a inconstitutionnellement changé l'ordre des juridictions, enlevé au jury la connaissance des crimes et des délits de la presse, appliqué, contre les principes du droit, à des faits appelés contraventions, les peines qui ne doivent frapper que des délits ;

« Considérant que, dans la loi du même jour sur les cours d'assises, plusieurs dispositions sont à la fois contraires à la liberté ou à la sûreté de la défense et à tous les principes du droit public ; que la condamnation par le jury à la simple majorité est une disposition que réprouvent à la fois la philosophie et l'humanité, et qui est en opposition complète avec tous les principes proclamés par nos diverses assemblées nationales. »

Le décret remettait en vigueur les dispositions des lois antérieures sur la presse, auxquelles il n'avait pas été dérogé par des décrets du Gouvernement provisoire. C'était donc rendre au jury la connaissance des délits de presse déférés par les *lois de Septembre* à la Chambre des pairs, diminuer les pénalités et supprimer certains délits d'opinion. Quant au nombre de voix nécessaire à la condamnation par le jury, il était élevé à neuf. La décision du jury devait porter ces mots, sous peine

de nullité : « oui, l'accusé est coupable à la majorité de plus de huit voix » (1).

La compétence du jury fut encore étendue par un nouveau *décret du 22 mars 1848*. Les tribunaux civils étaient déclarés incompétents pour connaître de l'action civile en matière de diffamation ou d'injure dirigée par la voie de la presse, contre les fonctionnaires ou les citoyens revêtus d'un caractère public. L'action civile ne pouvait, en aucun cas, être intentée indépendamment des poursuites pénales (2).

Animé des plus généreuses intentions, le Gouvernement provisoire s'avança trop loin dans la voie libérale. Une période de transition eût été nécessaire, comme le montrèrent les « journées de Juin ». Là encore, devant la violence et la gravité du soulèvement, il fallut revenir en arrière. Les mesures les plus arbitraires furent prises contre la presse par le général Cavaignac. Onze journaux furent, selon l'expression du *Peuple constituant*, « passés au fil du sabre africain », c'est-à-dire supprimés. Le rédacteur en chef de la *Presse* fut écroué, sans formalités, à la Conciergerie et tenu pendant huit jours au secret le plus absolu.

Mais ces dispositions, que motivaient alors la nécessité politique et le salut public, furent de courte durée. Le gouvernement mit rapidement fin aux « vacances de la légalité ». Le 11 juillet, il présentait un projet de loi sur les crimes et délits de presse, en vue d'adapter les lois antérieures à la situation nouvelle. La République avait abrogé trop tôt les *lois de Septembre*. Effrayée, à son tour, elle allait leur demander un refuge momentané en édictant des dispositions analogues.

Le *décret du 11 août 1848* portait, en effet, une sérieuse atteinte à la liberté de la presse, en allongeant démesurément la liste des délits d'opinion. Il punissait sévèrement les attaques contre les droits et l'autorité de l'Assemblée nationale et des membres du pouvoir exécutif, contre les institutions républicaines et la Constitution, contre le principe de la souveraineté du peuple et du suffrage universel, contre la liberté des cultes, le principe de la propriété et les droits de la famille ; les offenses

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1848, p. 74.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1848, p. 123.

envers l'Assemblée nationale ; les excitations à la haine et au mépris du gouvernement, etc... (1).

Quelques jours auparavant, un *décret du 7 août 1848*, rendu par l'Assemblée constituante, avait modifié l'organisation du jury. Tous les Français âgés de trente ans, jouissant de leurs droits civils et politiques, devaient être portés sur la liste générale du jury. La liste des jurés se confondait donc, comme en 1791, avec la liste électorale. Mais un grand nombre d'électeurs étaient dépourvus de l'instruction élémentaire indispensable pour comprendre et apprécier une affaire. Aussi dut-on instituer des commissions spéciales, chargées de choisir les jurés parmi les citoyens possédant une aptitude suffisante à exercer ces fonctions. Ceux qui ne savaient ni lire ni écrire ne pouvaient être désignés. On retirait aux préfets le pouvoir de composer à leur gré la liste des jurés. Dans chaque canton, les jurés devaient être choisis par une commission, présidée par le conseiller général du canton et comprenant le juge de paix et des conseillers municipaux de chaque commune. De la liste annuelle du département, groupant les jurés de chaque canton, le président de la cour d'appel tirait au sort trente-six noms pour former la liste de session

Dans le rapport qu'il rédigea sur le projet, Emile Leroux déclarait :

« Le gouvernement a jugé nécessaire d'appeler votre attention sur l'institution du jury, qui est la sauvegarde de l'ordre public et de nos libertés.

« L'institution du jury n'a jamais été attaquée que sous le rapport de la formation des listes, et le plus grand reproche qu'on pouvait lui adresser portait sur l'influence exercée par le gouvernement, qui voulait de cette institution faire un instrument politique. Il a été généralement reconnu que la composition des listes était vicieuse : la nécessité, l'urgence même des améliorations que réclame cet état de choses, est sentie par la nation qui l'appelle de tous ses vœux...

« Le jury ne peut exprimer la véritable opinion du pays qu'autant qu'il sera pris au sein même de la nation ; le pouvoir souverain qu'il exerce ne peut être confié qu'à des hommes dont les lumières et le caractère puissent répondre qu'ils en useront avec sagesse, qu'à des hommes assez éclairés pour discerner l'innocent d'avec le coupable, assez fermes pour ne pas se laisser dominer par les impressions du dehors ou par les préjugés de l'esprit de parti, et pour résister à la séduction et à la pitié. Ces conditions tiennent à l'essence même du jury ; elles sont de tous les temps et de tous les régimes...

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1848, p. 435.

« Dans le système du projet, les plus chers intérêts de la société seraient trop souvent livrés à des hommes peu sensibles au danger du désordre et à la nécessité de le réprimer. On ne peut nier que, dans tous les rangs de la société, il n'y ait des hommes qui, sans être frappés d'incapacité légale, ne soient ni moraux, ni capables de juger certaines affaires soumises au jury. Admettre de tels hommes à l'honneur d'être jurés, c'est s'exposer à sacrifier l'intérêt de l'accusé et l'intérêt social ; c'est faire perdre à la justice l'autorité et la puissance dont elle a tant besoin pour l'accomplissement de sa sainte mission... » (1)

Quant au nombre de voix nécessaire à la condamnation par le jury, un *décret du 18 octobre 1848*, faisant retour au régime antérieur à celui qu'avait établi la loi de 1835, le portait à une majorité de huit voix (2).

La *Constitution du 4 novembre 1848* proclama la liberté de la presse, en des termes sensiblement analogues à ceux de la Charte de 1830. Elle reconnaissait aux citoyens : « le droit de manifester leurs pensées par la voie de la presse ou autrement ». L'exercice de ce droit n'avait pour limites que les droits ou la liberté d'autrui et la sécurité publique. La presse, en aucun cas, ne pouvait être soumise à la censure. D'autre part, la connaissance de tous les délits politiques et de tous les délits commis par la voie de la presse, appartenait exclusivement au jury. Toutefois, la compétence en matière de délits d'injure et de diffamation contre les particuliers était réservée ; la Constitution laissait à des lois organiques le soin de la déterminer. Enfin, le jury devait statuer seul sur les dommages-intérêts réclamés pour faits ou délits de presse (3).

Le 11 décembre 1848, la loi sur la presse fut placée parmi les lois organiques que l'Assemblée constituante devait voter avant sa séparation. Mais le temps manqua à l'Assemblée pour la préparation d'un texte aussi important.

Les partis politiques, un instant contenus, reprirent bientôt leurs attaques contre le président de la République et la nouvelle Assemblée qui venait de se réunir. Les appels aux armes et les provocations à la violence remplacèrent la discussion. Au début du mois de juin 1849, les journaux donnèrent le signal

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1848, p. 426.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1848, p. 536.

(3) Duvergier : *Lois et décrets*, 1848, p. 560.

de la révolte. Le 13 juin, Paris était mis en état de siège et le même jour six journaux étaient suspendus (1).

Une nouvelle période de réaction allait commencer. L'Assemblée législative, élue sous l'émotion des journées de Juin, était elle-même réactionnaire. On devait donc s'attendre à la voir prendre des mesures restrictives de la liberté de la presse. Celles-ci ne se firent pas attendre. Elles furent édictées par la *loi du 27 juillet* 1849, qualifiée de « nouvelle loi de Septembre ». A quelques-uns, elle apparaissait sur certains points moins libérale que la loi de 1835. De nouveaux délits d'opinion étaient ajoutés aux délits déjà prévus. C'étaient notamment les attaques contre les droits et l'autorité que le président de la République tenait de la Constitution, les offenses envers sa personne ; les provocations adressées à des militaires dans le but de les détourner de leurs devoirs ; les attaques contre le respect dû aux lois, les apologies de faits qualifiés crimes ou délits par la loi pénale ; la publication ou la reproduction, faite de mauvaise foi, de nouvelles fausses de nature à troubler la paix publique. Parmi les dispositions relatives aux journaux, on relevait l'interdiction faite à tout représentant du peuple d'être gérant responsable. La Cour d'assises recevait le droit de prononcer la suspension du journal, en cas de condamnation pour provocation à certains crimes, ou en cas de nouvelle condamnation encourue, dans la même année, par le même gérant ou le même journal. Enfin de nouvelles règles de procédure étaient établies, quant à la poursuite devant le jury (2).

Malgré tout, une importante garantie de justice était laissée à la presse : la juridiction du jury. L'introduction de ces délits d'opinion, sans le maintien du jugement par le jury, aurait, en effet, livré à l'appréciation des tribunaux la conscience même des citoyens. Aux orateurs de l'opposition qui demandaient quelle serait la limite entre l'attaque permise et l'outrage ou l'offense défendues, le gouvernement se bornait à répondre : « c'est le jury qui décidera ».

« Qu'il nous suffise de dire, Messieurs, déclarait le ministre de l'intérieur de l'époque, M. Dufaure, que nous avons eu confiance dans le jury, que nous nous en sommes rapportés à lui, que nous avons

(1) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 272.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1849, p. 245.

pleine confiance dans le bon sens public, et que le bon sens public saura bien discerner ce qui est coupable de ce qui est inoffensif. C'est là le principe du jury, on ne le contestera pas...

« C'est là le caractère de la loi et elle suffira parce que nous avons laissé au jury le soin de l'appliquer, et que lui, dans son bon sens, dans son patriotisme, dans son intelligence supérieure et naturelle, il saura très bien distinguer ce qui est inspiré par des passions perverses de ce qui est inspiré par le sentiment légitime et naturel du droit de discussion. » (1)

Ces explications provoquèrent une intervention de M. Charamaule, qui protesta contre cette omnipotence du jury établie par la loi. Ainsi, disait-il, en matière de presse il n'y aurait plus de loi écrite, on s'en remettrait d'une façon absolue à l'appréciation souveraine du jury seul.

C'est alors que le président du Conseil, Odilon-Barrot, répliqua :

« ...Et c'est ici que j'ai été vraiment étonné d'entendre l'honorable M. Charamaule me contester l'influence inévitable et nécessaire du jury. C'est précisément toutes les fois qu'un fait peut varier selon sa portée, selon son intention, que cette intervention du jury, dans son appréciation consciencieuse et souveraine, non seulement est utile, mais inévitable ; vous ne pouvez pas faire des lois sur la presse sans que cette intervention du jury, cette appréciation souveraine ne soit une nécessité impérieuse. Et c'est pour cela que, dans toutes les circonstances et toutes les fois que des lois sur la presse ont été discutées, tous les amis de la liberté ont toujours mis au premier rang la conservation de cette juridiction du jury, de cette appréciation souveraine du jury, parce que là sont toutes les garanties, et au profit de la société et au profit de la liberté. » (2)

Pour compléter ces mesures, le gouvernement fit voter une *loi du 16 juillet 1850*, qui rétablissait le droit de timbre et augmentait notablement le taux du cautionnement. Une disposition de la même loi prévoyait que devrait être obligatoirement signé par son auteur, tout article de discussion politique, philosophique ou religieuse, ou tout écrit dans lequel seraient discutés des actes ou opinions des citoyens, et des intérêts individuels ou collectifs (3).

(1) *Moniteur*, 26 juillet 1849, p. 2473.

(2) *Moniteur*, 26 juillet 1849, p. 2476.

(3) Duvergier : *Lois et décrets*, 1850, p. 312.

CHAPITRE V

LE SECOND EMPIRE ET LE RETOUR A L'ARBITRAIRE ADMINISTRATIF

SECTION I

La période autoritaire

Après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, l'Empire — bien qu'il ne dût être juridiquement rétabli qu'une année après — succédait en fait à la République. Le nouveau pouvoir proclama aussitôt sa volonté de rétablir l'ordre et de faire respecter l'autorité. A cette fin, il commença par mettre la presse en tutelle et crut trouver une justification de cette mesure dans une subtile distinction entre la liberté de la presse, qui continuerait à exister, et l'exercice de cette liberté par les journaux :

« Le droit d'exposer et de publier ses opinions qui appartient à tous les Français, déclarait le ministre de l'intérieur, est une conquête de 1789 qui ne saurait être ravie à un peuple aussi éclairé que la France ; mais ce droit ne doit pas être confondu avec l'exercice de la liberté de la presse par la voie des journaux périodiques.

« Les journaux sont des forces collectives organisées dans l'Etat, et, sous tous les régimes, ils ont été soumis à des règles particulières. L'Etat a donc des droits et des devoirs de précaution et de surveillance exceptionnelle sur les journaux, et quand il se réserve de réprimer directement leurs excès par la voie administrative, il n'entrave pas la liberté de la pensée, il exerce seulement un mode de protection de l'intérêt social. » (1)

Après s'être ainsi donné à lui-même l'absolution, le nouveau gouvernement allait prendre toutes les mesures utiles pour

(1) Circulaire du ministre de l'intérieur du 18 septembre 1859.

s'assurer le contrôle de la presse et soumettre celle-ci, comme sous le premier Empire, à la juridiction disciplinaire de l'Administration.

Un décret du 31 décembre 1851, alléguant la multiplication des délits de presse et « considérant que l'attribution à la Cour d'assises de la connaissance de ces délits rend la répression moins rapide et moins efficace », retirait au jury la connaissance de tous les délits prévus par les lois sur la presse, pour l'attribuer aux tribunaux correctionnels (1).

La Constitution du 14 janvier 1852 resta muette sur la liberté de la presse. Elle se bornait à reconnaître, confirmer et garantir les grands principes proclamés en 1789, base du droit public des Français (2).

L'idéal demeurait donc la liberté. Aussi en se stabilisant, le régime allait-il s'orienter dans cette voie et l'Empire autoritaire faire place peu à peu à l'Empire libéral. C'est ce que confirmait, en une remarquable formule, le commentaire officiel de la Constitution : « La liberté ne fonde pas les institutions, elle les couronne lorsqu'elles sont consolidées ».

La réglementation de la presse allait être établie par le décret organique du 17 février 1852, « chef-d'œuvre d'habileté oppressive », selon le mot de M. Joseph-Barthélemy. Toutes les dispositions antilibérales s'y trouvent en effet réunies, sauf une : la censure, d'ailleurs remplacée par un système plus perfectionné et plus efficace. Aucune feuille périodique ne pouvait être créée sans l'autorisation préalable du gouvernement. Les journaux étaient soumis au droit de timbre et devaient verser un cautionnement en numéraire très élevé. Tous les délits de presse attribués à la compétence du jury par des lois antérieures, étaient déférés aux tribunaux correctionnels. La répression en était extrêmement rigoureuse. Les comptes rendus non officiels des séances du Corps législatif et du Sénat étaient interdits. Il était également défendu de rendre compte des séances non publiques du Conseil d'Etat et des procès de presse. La publication ou reproduction de nouvelles fausses, même faite de bonne foi, était réprimée. Enfin, les gérants étaient tenus d'insérer en tête de leurs journaux et sans commentaires, tout com-

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1851, p. 533.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1852, p. 17.

muniqué du gouvernement, c'est-à-dire tout document officiel, relation authentique, renseignement, réponse ou rectification, qu'un dépositaire quelconque de l'autorité publique jugeait bon de leur adresser. C'est ainsi qu'en 1868, Henri Rochefort se vit obligé d'insérer dans la *Lanterne* un communiqué occupant plus de la moitié d'un numéro, en réponse à un entrefilet de trente lignes paru à la quarantième page de son pamphlet qui en contenait soixante. Mais la flamme de la *Lanterne* était trop vivace pour ne pas continuer d'éclairer malgré cette tentative d'étouffement.

Tout cet arsenal d'armes conçues en vue de l'oppression de la pensée fut complété par l'institution d'un régime administratif de la presse. La grande innovation du décret était le *système des avertissements*. Le journal, une fois autorisé, paraissait librement, mais si un article ou une nouvelle déplaisait, pour un motif quelconque, au gouvernement, un premier, puis s'il y avait lieu, un second avertissement lui était adressé. Après deux avertissements motivés, une décision ministérielle pouvait suspendre pour deux mois le journal, alors même que celui-ci n'avait fait l'objet d'aucune condamnation. Bien mieux, le journal pouvait être supprimé, soit après une suspension soit tout simplement par mesure de sûreté générale, en vertu d'un décret spécial du président de la République, plus tard de l'Empereur. La même disposition jouait en cas de suspension prononcée judiciairement. De plus, le gouvernement pouvait, dans les deux mois suivant une condamnation pour contravention ou délit de presse, prononcer, soit la suspension temporaire, soit la suppression du journal. Une condamnation pour crime, deux condamnations pour délit ou contravention commis dans l'espace de deux années, entraînaient de plein droit la suppression du journal (1).

Ce régime d'étouffement de la presse dura pendant près de quinze ans. Il a été lui aussi apprécié avec sévérité :

« Il assimila la presse à un établissement insalubre, la soumit à un régime de tolérance, la fit administrer sous l'œil de la police. Il dishonora la pensée en l'obligeant à recevoir un permis de circulation et détruisit le goût de l'étude en interdisant la discussion. D'entraves, il n'y en avait aucune en apparence ; mais le moindre agent avait

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1852, p. 104.

le droit d'interpréter le sens de tel ou tel article et d'en dénoncer les doctrines prétendues subversives. Une seule voie à l'apologie était ouverte, celle de l'éloge. » (1)

Quelques jours après, un nouveau *décret du 25 février 1852* attribuait aux tribunaux correctionnels la connaissance des quelques délits de presse que les décrets du 31 décembre 1851 et 17 février 1852 avaient laissés aux Cours d'assises (2).

Avec un tel système, il est bien évident que la presse était tout entière aux mains de l'Administration. Les avertissements étaient généreusement distribués, sans qu'il y eût souvent le moindre délit. Une opinion sur la reconnaissance du royaume d'Italie, sur la brutalité de la police ou sur la liberté en Angleterre, suffisait pour attirer les foudres gouvernementales. Le *Temps* reçut un avertissement pour avoir qualifié les parlementaires de « satisfaits silencieux » (3). D'après M. Hatin, il aurait été prononcé administrativement de 1852 à 1866 : 10 suppressions, 115 suspensions et plus de 270 avertissements (4).

La composition du jury fut réglée par la *loi du 4 juin 1853* qui confiait à une commission cantonale, présidée par le juge de paix et formée des maires de toutes les communes, le soin de dresser pour chaque canton une liste préparatoire. Une seconde commission, présidée par le préfet ou le sous-préfet et composée de tous les juges de paix de l'arrondissement, choisissait sur les listes préparatoires le nombre de jurés nécessaire pour former la liste d'arrondissement. Le préfet dressait alors la liste annuelle du département d'après les listes d'arrondissement. La liste annuelle permettait enfin au premier président de la Cour impériale d'établir la liste de session, par le tirage au sort des noms de trente-six jurés (5).

(1) *Larousse du XIX^e siècle*, mot Presse.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1852, p. 120.

(3) J. Barthélemy : *Précis de droit public*, p. 161.

(4) E. Hatin, *op. cit.*, t. II, p. 7.

(5) Duvergier : *Lois et décrets*, 1853, p. 171.

SECTION II

La tendance libérale

A partir de 1860, le gouvernement manifesta des intentions plus libérales.

Un *décret du 24 novembre 1860* décida que le Sénat et le Corps législatif voteraient tous les ans une adresse en réponse au discours du trône. Un *sénatus-consulte du 2 février 1861* stipula que les journaux pourraient reproduire, soit les débats des séances des deux Assemblées qui seraient insérés *in extenso* dans le *Journal Officiel* du lendemain, soit le compte rendu rédigé sous le contrôle du Président de chaque Assemblée et mis chaque soir à la disposition des journalistes.

Les rigueurs du système des suppressions et des suspensions, instauré par le décret du 17 février 1852, furent quelque peu adoucies par la *loi du 2 juillet 1861*. La suppression de plein droit pour délit et contravention était abrogée, et maintenue seulement en cas de crime. Il n'y avait plus suspension ou suppression facultative après une condamnation. Enfin tout avertissement administratif était considéré comme périmé deux ans après sa date. Mais la disposition permettant la suppression du journal par décret impérial était maintenue (1). C'est au cours de la discussion de la loi devant le Corps législatif que Jules Favre intervint : « Nous vous demandons de rendre à la presse ce que les honorables ministres qui sont aujourd'hui mes adversaires ont pendant longtemps appelé son juge naturel, c'est-à-dire le jury » (2).

La tribune ayant retrouvé son éclat, les duels oratoires entre champions et adversaires de la liberté de la presse vont se renouveler chaque année. Lors de la discussion de l'adresse de 1866, M. Martel déposa un amendement spécial :

« Nous émettons le vœu que, dans la législation sur la presse, la juridiction des tribunaux ordinaires soit substituée au régime administratif. »

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1861, p. 379.

(2) *Moniteur*, 19 juin 1861, p. 922.

Ce texte fut combattu par le ministre d'Etat Rouher, qui défendit l'arbitraire administratif. Le gouvernement n'était pas, pour lui, une partie intéressée au procès, mais le représentant des intérêts généraux. D'ailleurs, n'était-il pas placé, dans l'exercice de ses pouvoirs, sous le contrôle de l'opinion publique ? Et Rouher ajoutait :

« C'est aujourd'hui un aphorisme politique, que les moyens représentés employés contre la presse par l'autorité judiciaire et le jury sont des moyens souverainement impuissants pour sauvegarder le principe du gouvernement, le principe de la dynastie et les institutions du pays. » (1)

Soixante députés se prononcèrent pour l'adoption de l'amendement Martel.

Mais quelques mois après, intervenait le *sénatus-consulte du 18 juillet 1866* qui proclamait que la Constitution ne pouvait être discutée par aucun pouvoir public autre que le Sénat. Était interdite toute discussion ayant pour objet la critique ou la modification de la Constitution et publiée ou reproduite, soit par la presse périodique, soit par des affiches, soit par des écrits non périodiques assujettis au droit de timbre (2).

L'Empereur allait bientôt faire preuve de ses tardives dispositions libérales. Dans un *manifeste du 19 janvier 1867*, il annonçait solennellement son intention de donner aux libertés publiques une extension nouvelle. Une loi serait proposée pour attribuer exclusivement aux tribunaux correctionnels l'appréciation des délits de presse et supprimer ainsi le pouvoir discrétionnaire du gouvernement.

Cette loi, si impatiemment attendue, fut votée le 11 mai 1868. Elle constituait un notable progrès sur le régime existant. La nécessité de l'autorisation préalable lors de la fondation du journal était supprimée et remplacée par la formalité de la déclaration à la préfecture. Aucun membre du Sénat ou du Corps législatif ne pouvait être gérant responsable d'un journal. Le jugement des abus de la presse était attribué à l'autorité judiciaire, les délits aux tribunaux correctionnels et les crimes à la Cour d'assises. C'était également aux tribunaux correctionnels que revenait le droit de prononcer la suspension ou la

(1) E. Hatin, *op. cit.*, t. I, p. 327.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1866, p. 325.

suppression d'un journal. Une condamnation pour crime entraînait de plein droit la suppression. En cas de provocation à certains crimes ou d'offense envers la personne de l'Empereur, le jugement de condamnation pouvait prononcer une suspension de deux à six mois. Quant aux délits de presse autres que ceux commis contre les particuliers, s'il y avait récidive dans les deux ans, le tribunal pouvait, en réprimant le second délit, prononcer une suspension de quinze jours à deux mois. Celle-ci pouvait être de deux à six mois, s'il s'agissait d'un troisième délit (1).

La discussion donna lieu à des débats extrêmement longs devant le Corps législatif. La question de juridiction fut soulevée par un amendement déposé par Jules Favre, Ernest Picard, Jules Simon, Eugène Pelletan, Garnier-Pagès, Lanjuinais, Carnot, Magnin, Marie, Henon, Bethmont et Glais-Bizoin.

« Les crimes et délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication seront renvoyés par la Chambre des mises en accusation devant la Cour d'assises pour être jugés à la plus prochaine session. »

L'amendement fut repoussé par la Commission.

La discussion s'ouvrit le 29 janvier 1868 par un discours d'Eugène Pelletan, député de la Seine, qui combattit très vivement le projet de loi.

« Nous allons discuter enfin, commença-t-il, le trentième ou quarantième essai de réglementation de la presse que la France ait eu à expérimenter depuis sa première révolution.

« Il y a eu, sans doute, dans l'intervalle, bien des régimes divers, bien des gouvernements de passage ; tous ont eu la prétention de régler la liberté de la presse, et ils ont si bien résolu la question qu'elle est encore aujourd'hui à résoudre. »

Après ce préambule, toujours d'actualité, l'orateur passait à la critique de la loi et abordait la question périlleuse de juridiction :

« En matière pénale, c'est le jury qui est le droit commun ; c'est la police correctionnelle qui est l'exception... Toutes les fois qu'on augmente les attributions du jury, on rentre donc véritablement dans le droit commun.

« Mais en dehors de la question de droit commun, il y en a une autre qui domine tout le débat ; cette question la voici : quelle est pour la

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1868, p. 125 à 170.

presse la meilleure juridiction, la plus juste, la plus équitable, la seule qui puisse juger la presse avec indépendance et avec impartialité ? C'est en vertu de ce principe que nos prédécesseurs ont dit : quel est le meilleur juge pour le commerce ? c'est le commerçant. Quel est le meilleur juge pour le marin ? c'est le marin. Quel est le meilleur juge pour le soldat ? c'est le militaire.

« Eh bien, à mon tour, reprenant la tradition du droit français, je demande quel est le meilleur juge pour la presse, et la liberté me répond : c'est la nation.

« C'est ainsi que tous les nobles esprits, que tous les profonds publicistes de la Restauration, comme du régime suivant, ont tous conclu pour le jury, tous, sans exception. Le jury, en effet, est tellement l'essence des choses, qu'un magistrat lui-même a déclaré que sans le jury la liberté de la presse n'était qu'un mensonge. »

Cette juridiction du jury, Eugène Pelletan la réclamait encore dans l'intérêt même de la magistrature :

« Le jury est un tribunal temporaire, puisé au hasard dans la nation ; c'est la nation elle-même en substance ; sorti de la foule il y rentre aussitôt... La magistrature, au contraire, est un des trois grands pouvoirs de l'Etat. Quand vous lui donnez à juger un délit commis contre le gouvernement et poursuivi à la requête du gouvernement, vous en faites nécessairement un tribunal politique appelé à prononcer entre le pouvoir plaignant et le journal accusé. Si le tribunal acquitte, je ne dirai pas qu'il condamne le gouvernement, car je ne veux rien exagérer, mais il condamne au moins la poursuite. L'acquittement prend nécessairement la proportion d'un conflit. Rappelez-vous, Messieurs, le jour où la magistrature acquitta le *Constitutionnel* sous la Restauration. Ce jour là, l'opinion publique vit dans l'arrêt de la Cour royale une leçon donnée à la royauté, et une partie de Paris, si je ne me trompe, illumina pour célébrer cette victoire...

« Nous n'avons pas aujourd'hui à craindre les dangers d'une pareille illumination... Je suis bien rassuré sur les conflits possibles entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, je sais que tout article poursuivi sera un article condamné. »

Et lorsque la tempête de murmures et de réclamations soulevée par ces paroles se fut calmée, Eugène Pelletan poursuivit :

« Depuis seize ans, nous avons vu défiler sur les bancs de la police correctionnelle bien des procès de presse intentés à qui donc ? A des aventuriers de la parole ? Non, Messieurs, à des hommes considérables, illustres même, académiciens, anciens députés, anciens pairs de France. En connaissez-vous un seul qui ait échappé à la condamnation ? »

Et il termina en constatant :

« Les gouvernements, depuis soixante ans, ont tous plus ou moins réagi contre la liberté de la presse. A leurs heures d'irritation, c'est-à-dire de faiblesse, ils ont cherché à rejeter sur elle les mécomptes de

leur politique. Quel bénéfice en ont-ils retiré ? En est-il aucun d'eux qui ait pris dans la persécution un abonnement à la durée !... » (1)

Avant d'intervenir dans le débat, M. Thiers fit entendre quelques vérités élémentaires de la politique. Selon lui, les conditions indispensables d'un bon gouvernement étaient celles qu'exigeait le gouvernement de la nation par elle-même. Parmi ces conditions, que l'orateur qualifiait de « libertés nécessaires », figurait la liberté de la presse. Pour lui, celle-ci :

« est théoriquement et pratiquement, la plus nécessaire de toutes, parce qu'elle est corrélative à la liberté de penser, qui est inattaquable, inaliénable, et qu'on ne saurait essayer de détruire sans se créer les dangers les plus graves et les plus immédiats...

« Maintenant, poursuivit-il, j'arrive à la constitution du tribunal. Eh bien, plus la loi est obscure, plus il faut être assuré de l'impartialité du tribunal. Dieu me garde d'élever aucun doute sur la parfaite loyauté de notre magistrature !... Mais, quand le moment sera venu, je vous prouverai que le tribunal est entre vos mains... »

Et M. Thiers insista, en terminant, sur la nécessité pour le ministère de donner une liberté réelle à la presse (2).

Jules Favre rappela que les hommes des précédents gouvernements avaient reconnu et proclamé la nécessité de la juridiction du jury :

« Ils ont, dit-il, avec l'autorité qui s'attache à leur talent, à leur parole, à leur pensée, à leur vie tout entière, soutenu que la liberté de la presse n'était qu'un nom dans les pays où le jury n'était pas le juge des infractions qu'elle pouvait commettre. » (3)

Emile Ollivier mit en relief le principe du jugement par jurés :

« L'origine de la théorie vient de ce qu'on a laissé s'introduire dans la loi des délits arbitraires, échappant à toutes les définitions légales, des délits contraires à toutes les règles et que jamais on n'aurait dû accepter. Et alors, le jury a été introduit comme le remède à un mal que l'on n'avait pas eu le courage d'extirper complètement, comme le palliatif à la violation d'un droit. »

Mais, pour lui, le jury n'étant que le remède à l'arbitraire, une fois l'arbitraire détruit, le mal disparu, le jury devenait inutile (4).

(1) *Moniteur*, 30 janvier 1868, p. 144.

(2) *Moniteur*, 31 janvier 1868, p. 151.

(3) *Moniteur*, 1^{er} février 1868, p. 160.

(4) *Moniteur*, 4 février 1868, p. 171.

De nombreux amendements furent déposés sur l'article 10 du projet de loi, attribuant les délits et contraventions de la presse aux tribunaux correctionnels.

Un premier amendement renvoyait devant la Cour d'assises tous les crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publicité. Il était présenté par Jules Favre, Carnot, Ernest Picard, Jules Simon, Eugène Pelletan, Lanjuinais, Garnier-Pagès, etc... (1). Ce texte fut soutenu par Ernest Picard à la tribune. La question de juridiction était, à son avis, la plus importante.

« Que le gouvernement, dit-il, nous présente et fasse adopter le projet qu'il voudra, pourvu qu'il nous donne comme juge des jurés ; nous ne contesterons pas et nous croirons, dans une certaine mesure, être en possession de la liberté de la presse. »

Il ne suffit pas de proclamer des droits — tout le monde proclame des droits, surtout ceux qui les oublient — il faut donner des garanties à ces droits. Aussi l'orateur ajoutait-il :

« En matière de délits de presse, quelle est la garantie ? C'est la juridiction. Cette garantie où doit-elle être ? Dans le jury d'abord et dans le recours suprême à l'opinion publique...

« L'intervention des citoyens dans la justice est également nécessaire : il faut que le pouvoir de juger leur appartienne, qu'ils en disposent, qu'ils l'exercent. Autrement, un corps permanent peut être choisi par le pouvoir exécutif, et devenir le détenteur de toutes ces libertés solennellement proclamées et qui ne seront plus dès lors que des illusions, que de tristes chimères...

« Indéfinissables, les délits de presse sont en même temps variables, comme le temps et les circonstances...

« ...Ecoutez la voix des magistrats, ils vous demanderont pour leurs audiences, la paix et le calme, ils vous demanderont d'être affranchis de ces jugements politiques qu'ils ne peuvent rendre qu'en tremblant, tant ils sont étrangers eux-mêmes aux questions qui sont ainsi portées devant eux.

« Et pourquoi ne sont-ils pas compétents ?... Parce que la plénitude de juridiction, ce n'est pas aux tribunaux correctionnels qu'elle appartient, c'est au jury. Pour l'expédition des affaires, il est possible que les questions correctionnelles d'une moindre importance soient déferées aux tribunaux ; mais le véritable tribunal qui a le droit de prononcer sur l'honneur des citoyens et de rendre des sentences, c'est le jury, et quand vous voulez vous reporter aux principes, remonter aux sources, c'est au jury qu'il faut revenir.

« La seconde raison, Messieurs, c'est que les tribunaux correctionnels sont dans votre main : c'est vous qui les choisissez, c'est vous qui

(1) *Moniteur*, 8 février 1868, p. 202.

les composez, c'est vous qui, malgré vous-mêmes, les inspirez,... de telle sorte que par un renversement des règles et de la raison, alors que vous devriez demander à l'opinion publique dont, en définitive, la presse est l'organe appréciable, des enseignements, c'est vous qui vous chargez de corriger cette opinion publique ; et lorsque vous devriez désirer être avertis par elle, c'est vous qui l'avertissez... »

Le premier soin des régimes de liberté, constatait Ernest Picard, a toujours été de déférer les délits de presse au jury :

« tant il était évident pour tous que la liberté de la presse était attachée nécessairement à la juridiction du jury ; que sans le jury, il pouvait y avoir une situation plus ou moins complexe, qui permettrait aux opinions de se produire plus ou moins parfaitement ; mais que, pour établir le cours calme et pacifique de la liberté de la presse, il fallait le jury ; il fallait appeler le pays à traiter et à résoudre ces questions...

« Vous avez voulu faire disparaître le pouvoir discrétionnaire, mais il est encore tout entier entre vos mains, si vous conservez la compétence du tribunal correctionnel... Les juges étant choisis par vous et le tribunal étant dans votre main, vous ferez que les jugements ne seront que l'écho de votre politique, et vous n'aurez pas de la part d'un pouvoir indépendant ces avertissements qui se produisent quand la sentence du jury est rendue.

Et il concluait :

« Nous vous dirons avec franchise qu'une loi sur la presse, sans le jury, est une loi boiteuse, et c'est peu dire. » (1)

Jules Favre vint encore éloquemment démontrer la nécessité de la juridiction du jury. Il commença par rappeler que tous les hommes illustres, les grands génies, les penseurs profonds, avaient posé comme axiôme du droit public cette vérité : « que la liberté de la presse qui garantit toutes les autres est essentiellement liée à la juridiction du jury ».

« La presse, Messieurs, continuait l'orateur, mais elle réclame le droit commun, et le jury en est l'expression...

« La juridiction du jury est donc indispensable pour la liberté de la presse, pour le respect de la pensée... Tout le monde sait que le jury, précisément parce qu'il est impressionnable, peut être, dans une certaine mesure, plus sévère que la magistrature. Et comme le délit est flexible et élastique, comme il change avec le temps et les lieux, nous cherchons un juge qui change comme lui, qui puisse le saisir, l'apprécier, qui montant sur son siège soit imprégné de l'opinion publique au lieu de l'être exclusivement de l'esprit de la loi.

(1) *Moniteur*, 8 février 1868, p. 202.

« Voilà, Messieurs, la raison et la raison suivant moi victorieuse de la préférence qui doit être accordée au jury.

« Mais il y en a une dernière qui n'est pas moins considérable. Cette raison, c'est l'intérêt de la stabilité et de la dignité de la magistrature... »

Et Jules Favre concluait :

« C'est parce que nous la voulons grande et honorée, c'est parce que, en même temps, nous voulons que les délits de la pensée obtiennent dans la juridiction toutes les garanties que les lois antérieures leur ont assurées, que nous vous demandons de conserver la juridiction du jury... Nous ne comprenons pas une loi politique sans cette garantie ; et, si elle lui était enlevée, soyez sûrs que la loi, qui doit être une loi d'expansion et d'apaisement, deviendrait au contraire une loi d'irritation et de guerre, et qu'elle contiendrait dans son sein des germes de division funestes que nous devons désirer étouffer. » (1)

Baroche, garde des sceaux, et le ministre de l'intérieur Pinard combattirent cette thèse à la tribune, en invoquant le passé et montrant le danger de faire en faveur de la presse une exception au droit commun (2).

L'amendement fut rejeté par 199 voix contre 35 et l'article 10 adopté. Finalement l'ensemble du projet de loi fut voté par 240 voix contre 1.

Mais avant l'émission de ce vote, Berryer appela l'attention des membres du Corps législatif sur l'importance que présentait la question de la constitution des chambres correctionnelles.

« Le règlement pour la formation des chambres de police correctionnelle est véritablement intolérable, dit-il ; il est contraire au principe fondamental de la séparation des pouvoirs, il est contraire à tout esprit de respect pour l'autorité judiciaire elle-même, pour les magistrats dont la dignité ne doit jamais être compromise... »

« Le procureur général est la partie publique, et c'est la partie publique qui choisit le juge. Je dis que c'est là un état de choses qui est intolérable !... On est en droit de penser que c'est de tel ou tel sentiment intime qu'à dépendu le choix qu'on a fait de tel ou tel magistrat pour le faire siéger au tribunal de police correctionnelle... »

Aussi proposait-il que le roulement pour la composition des diverses chambres se fît chaque année, au jour de la rentrée des cours et tribunaux, par la voie de tirage au sort des noms des juges.

Une allusion aux récompenses qui auraient été données à

(1) *Moniteur*, 8 février 1868, p. 203.

(2) *Moniteur*, 9 février 1868, p. 206-208.

certain magistral, pour services rendus au gouvernement, allait soulever un incident d'une extrême violence. Mis en demeure par le garde des sceaux de s'expliquer, Berryer fit cette révélation :

« Il y a, à Paris, trois chambres de police correctionnelle, mais la 6^e est celle à laquelle sont déférés exclusivement les délits politiques.

« Eh bien, le magistrat qui présidait la 6^e chambre en 1859 a été nommé conseiller au commencement de 1860 ; celui qui présidait la 6^e chambre en 1860 a été nommé conseiller en 1861 ; celui qui la présidait en 1861 a été nommé conseiller en 1862 ; celui qui la présidait en 1862 a été nommé conseiller en 1863, celui qui la présidait en 1863 a été nommé conseiller en 1864, celui qui la présidait en 1864 a été nommé conseiller à la fin de 1865 ; celui qui la présidait en 1866 a été nommé conseiller au commencement de 1867. Nous attendons le sort de celui qui la préside en ce moment. »

Ces paroles courageuses soulevèrent une tempête de murmures et de réclamations sur un grand nombre de bancs et quelques applaudissements de la gauche. Au milieu d'un tumulte indescriptible, le garde des sceaux essaya de démentir l'orateur, déclarant que tous ces magistrats avaient mérité leur avancement par des services anciens et lui reprochant de laisser planer sur eux un odieux soupçon, alors qu'il ne pouvait prouver son accusation.

Il fut interrompu par Jules Favre qui s'écria : « Et le procès des Treize ! Le président a été nommé conseiller trois mois après ! »

Une nouvelle protestation du garde des sceaux contre les paroles de Berryer fut accueillie par de très nombreuses et très vives marques d'approbation. Et l'Assemblée, ne voulant pas en entendre davantage, prononça la clôture de la discussion et le rejet de l'amendement Berryer, par 175 voix contre 48 (1).

Le régime de la loi de 1868 n'était pas encore celui de la liberté. L'ardeur des Parquets à poursuivre la presse d'opposition fut telle, qu'elle lui valut au total, dans les six premiers mois de la promulgation de la loi, 121.919 francs d'amende et 7 ans, 6 mois et 21 jours de prison (2).

Au mois de janvier 1870, Emile Ollivier présenta au Corps législatif un projet tendant à rétablir la compétence du jury, mais il ne réussit pas à lui faire donner force de loi.

(1) *Moniteur*, 15 février 1868, p. 240.

(2) *Larousse du XIX^e siècle*, mot Presse.

CHAPITRE VI

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE ET LA PERMANENCE DU JURY

SECTION I

La charte de 1881 et les lois antérieures

Les atteintes portées à la liberté de la presse, sous le Second Empire, avaient soulevé, de la part des républicains, de véhémentes protestations auxquelles le nouveau gouvernement ne pouvait rester sourd. Aussi par des décrets pris d'urgence quelques jours après sa constitution, le Gouvernement de la Défense nationale prit-il l'initiative de supprimer les entraves les plus lourdes qui pesaient sur la presse.

Dès septembre 1870, les journaux furent affranchis de l'obligation du timbre. Les professions d'imprimeur et de libraire furent déclarées libres, aucun brevet ne fut plus nécessaire. Le 10 octobre 1870, un troisième décret abolissait le cautionnement (1).

L'organisation du jury fut modifiée par le *décret du 14 octobre 1870*. Considérant que la loi du 4 juin 1853 n'était plus en harmonie avec les principes du gouvernement républicain, celui-ci remettait provisoirement en vigueur — jusqu'à ce que l'Assemblée nationale eût définitivement organisé le jury — le décret du 7 août 1848, en le modifiant par quelques dispositions transitoires (2).

Un *décret du 27 octobre 1870* vint compléter cette œuvre

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1870, p. 346.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1870, p. 348.

libératrice, en rétablissant la compétence du jury pour les délits de presse et les délits politiques.

« Considérant, déclarait-il, que le jury est le juge naturel des délits politiques et des délits de la presse...

« La connaissance de tous les délits politiques et de tous les délits commis par la voie de la presse appartient exclusivement au jury.

« Néanmoins les délits d'injure et de diffamation envers les particuliers continueront provisoirement à être jugés par les tribunaux correctionnels.

« Le jury statue seul sur les dommages-intérêts réclamés pour faits et délits de presse. » (1)

De nouveaux remaniements à la législation de la presse devaient être apportés par l'Assemblée nationale.

La loi du 15 avril 1871 ratifia le décret du gouvernement de Gambetta et consacra définitivement la compétence du jury en matière de presse. Son unique objet, dans la pensée du ministère, était de rendre au jury la connaissance des délits de la presse que lui avait attribuée la loi de 1849 et que lui avaient retirée le décret du 17 février 1852 et la loi du 11 mai 1868.

L'exposé des motifs était très bref, car aux yeux du gouvernement, l'attribution au jury ne paraissait pas pouvoir être contestée. Le duc de Broglie, rapporteur du projet de loi et président de la commission chargée d'en faire l'examen, le considéra, non comme une innovation, mais comme un retour aux vrais principes.

« Deux considérations principales, écrivait-il, ont déterminé de tout temps les plus sages amis de la liberté politique à considérer le jury comme la seule juridiction qui soit appropriée à la connaissance des délits de presse.

« En premier lieu, l'expérience a prouvé que les infractions à la loi, commises par la voie de la presse, sont d'une nature essentiellement mobile qui ne permet ni au législateur de les définir avec précision, ni au juge de les reconnaître à des caractères parfaitement certains. L'intention de l'écrivain, les circonstances au milieu desquelles son écrit paraît, doivent être prises en considération, avant de le déclarer punissable, presque autant que le fait lui-même. Il y a là une appréciation très délicate, sur laquelle les règles de la jurisprudence seront toujours muettes, tandis que l'opinion du public éclairé se trompe rarement. C'est donc de l'opinion que la presse est vraiment justiciable, et le jury, pris dans la masse des citoyens, est l'organe naturel de cette opinion commune.

« De plus, les poursuites dirigées contre les délits de la presse ont presque toujours un caractère ou du moins une apparence politique.

(1) *Dalloz périodique*, 1871-4-9,

L'esprit de parti s'en empare et semble trop souvent, soit avoir dicté l'accusation, soit animer la défense. Soumettre de pareils délits au jugement de la magistrature, c'est donc inévitablement la faire descendre dans l'arène de la politique : c'est enlever à la justice ce caractère d'impartialité qui lui assure seul le respect de la société. La seule idée qu'en prononçant des condamnations contre des écrits ou des journaux, des juges se font l'instrument de l'intérêt ou de la passion politique du Gouvernement, jette sur toute la magistrature un vernis de déconsidération qui infirme la valeur morale de ses arrêts, non seulement en matière de presse, mais en toute autre. » (1)

L'idée d'attribuer la connaissance des délits de presse à un jury spécial fut étudiée par la commission, mais celle-ci n'estima pas qu'il lui appartînt de résoudre la question. Le duc de Broglie pensa qu'une telle discussion retarderait trop le vote du projet de loi et qu'au surplus, le jury ordinaire saurait réprimer les délits de presse, avec une compétence suffisante. Ce ne serait que plus tard, dans des jours plus tranquilles, au sein d'une organisation politique définitive, qu'un jury spécial pourrait être, sans doute, institué.

Les délits de presse n'étaient pas, cependant, tous attribués aux Cours d'assises. « L'esprit de la loi, déclarait M. Giraud au cours de la discussion, c'est de soumettre au jury seulement les délits de presse ayant un caractère politique ». Aussi les tribunaux correctionnels continuaient-ils à connaître des délits de diffamation et d'injure envers les particuliers et des délits d'outrage aux bonnes mœurs. La preuve en matière de faits diffamatoires était admise devant le jury (2).

La presse était donc soumise à un régime très libéral. A partir de ce moment, comme le fait remarquer M. Maurice Garçon, sans oser revenir sur une conquête si laborieusement acquise, les gouvernements démocratiques qui se sont succédé, ont fréquemment tenté, par un retour de tyrannie, de revenir à la « correctionnalisation » des délits de presse. Ils n'y sont parvenus que partiellement. Ici encore, la réaction n'allait pas tarder à se produire. Tout en se montrant libérale, peut-être plus par raison que par sentiment, l'Assemblée nationale était avant tout conservatrice et royaliste. La liberté de la presse l'effrayait un peu. Craignant d'être allée trop avant, l'Assemblée voulut

(1) *Dalloz périodique*, 1871-4-45.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1871, p. 79.

faire un pas en arrière : la *loi du 6 juillet 1871* vint rétablir le cautionnement ; la *loi du 29 décembre 1875* apporta de nouvelles restrictions à la compétence du jury.

Dans l'intervalle, la question de l'organisation du jury vint en discussion. Elle fut réglée par la *loi du 21 novembre 1872*, qui modifia le régime instauré en 1848, alors en vigueur.

On écarta la théorie révolutionnaire qui faisait du droit d'être juré, une conséquence et un complément du droit de vote. « Le juré, déclarait le rapporteur de la loi, M. Desjardins, n'exerce pas un droit, il remplit une fonction publique. » On voulut que les jurés choisis fussent à la fois des hommes indépendants et instruits. Aussi, dans la composition des commissions chargées de les désigner, fut-il introduit deux éléments distincts : l'élément électif et l'élément judiciaire. « Le premier, disait le rapporteur, doit communiquer au jury son indépendance et son autorité. Mais si lui-même se laisse entraîner à des caprices injustes, à des entraînements passionnés, il sera arrêté par le second. »

D'après le système établi par la loi, la liste annuelle du jury, pour chaque département, comprend un certain nombre de jurés choisis parmi les citoyens domiciliés dans le département, âgés de trente ans accomplis, jouissant de leurs droits politiques, civils et de famille, et ne se trouvant pas dans un cas d'incapacité ou d'incompatibilité. L'élaboration de cette liste nécessite l'intervention de deux commissions. Une liste préparatoire, contenant un nombre de noms double du nombre légal, est dressée dans chaque canton, par une commission présidée par le juge de paix et composée des suppléants du juge de paix et des maires de toutes les communes du canton. La liste annuelle est établie, pour chaque arrondissement, par une seconde commission, présidée par le président du tribunal civil et composée des juges de paix et des conseillers généraux. Une certaine liberté d'action est laissée à cette dernière. Elle peut porter sur la liste les noms de personnes qui ne figuraient pas sur les listes préparatoires, sans toutefois que le nombre de ces noms puisse excéder le quart de ceux qui sont portés pour le canton. On espérait ainsi, que par l'adjonction de noms nouveaux à la liste primitive, la seconde commission apporterait dans le jury « des éléments d'aptitude plus variés et plus hauts ». Les listes an-

nuelles d'arrondissement sont ensuite réunies par le président de la Cour d'appel ou du tribunal chef-lieu d'assises. Ce dernier magistrat dresse la liste de session, par tirage au sort sur la liste annuelle générale, des noms de trente-six jurés (1).

Pour atteindre la presse, le gouvernement de « l'Ordre Moral » crut habile de chercher un prétexte. Il le trouva dans la levée de l'état de siège. Celui-ci subsistait encore dans un grand nombre de départements et le ministère pensa qu'il serait dangereux, à la veille des élections générales, de résister plus longtemps au mouvement qui en demandait la suppression. Aussi déposa-t-il le 12 novembre 1875, un projet de loi liant la question du régime de la presse à celle de la levée de l'état de siège. Il invoqua l'action salutaire qu'exerçaient sur la presse les pouvoirs exceptionnels qu'il détenait en vertu de l'état de siège et déclara que leur brusque suppression risquait d'incliner les journaux aux excès les plus regrettables, surtout en période électorale.

Ce projet, soi-disant provisoire et présenté comme ayant un caractère d'urgence, devint la *loi du 29 décembre 1875*. Tout en maintenant le principe de la compétence du jury, il lui retirait la connaissance d'un grand nombre de délits de presse. Les diffamations, outrages ou injures envers les fonctionnaires publics et les corps constitués ; les offenses envers le président de la République, les Chambres, les souverains ou chefs de gouvernements étrangers ; la publication ou reproduction de fausses nouvelles ; les provocations aux crimes ou délits ou l'apologie de tels faits, étaient déférés aux tribunaux correctionnels. La preuve des faits diffamatoires pouvait être rapportée, dans les cas autorisés, devant le tribunal correctionnel. Enfin, toute attaque contre les lois constitutionnelles ou contre les droits et pouvoirs du gouvernement était très sévèrement réprimée. Une innovation intéressante était apportée en vue d'obtenir une répression plus prompte devant le jury. Lorsque la session de la Cour d'assises du département où devait avoir lieu le jugement n'était pas ouverte, l'affaire devait venir devant la Cour d'assises du ressort de la Cour d'appel qui serait ouverte ou qui s'ouvrirait le plus prochainement (2).

(1) Duvergier : *Lois et décrets*, 1872, p. 411.

(2) Duvergier : *Lois et décrets*, 1875, p. 546.

Pour justifier le projet, le gouvernement déclara dans l'exposé des motifs :

« La loi du 15 avril 1871 a restitué au jury la connaissance des délits de presse. Vous avez pensé que le jury, organe de l'opinion publique, pouvait seul porter le poids des condamnations ayant un caractère, ou du moins une apparence politique. Nous ne toucherons pas à ce principe. Si, dans la critique qu'il fait des actes du gouvernement ou dans une discussion d'idées ou de principes, l'écrivain dépasse les limites d'un débat consciencieux et honnête, c'est au jury qu'il appartiendra de l'arrêter.

« Mais à côté de ces attaques purement politiques, dont l'appréciation varie suivant les circonstances, qui sont parfois très dangereuses et parfois inoffensives, qui tantôt appellent une répression énergique et tantôt ne méritent que le dédain, il y en a d'autres qui, n'ayant pas le même caractère politique, peuvent et doivent être soumises à une autre juridiction... »

La Commission n'accepta pas ce *distinguo*. Elle déclara qu'à son avis, la loi supprimait réellement le principe de la compétence du jury, tout en paraissant le maintenir.

« Il eût mieux valu, dit le rapporteur Albert Grévy, demander nettement la suppression du jury, que d'en proclamer le principe pour le reprendre aussitôt par voie d'exception.

« On peut, ajouta-t-il, résumer d'un mot les dispositions principales de ce projet. C'est la substitution de la police correctionnelle au jury dans toutes ou presque toutes les poursuites pour délits de presse que peut provoquer la lutte électorale ; c'est la répudiation des principes que l'Assemblée nationale a rétablis par la loi du 15 avril 1871 ; c'est le retour à la législation de l'Empire, avec aggravation...

« L'élasticité, l'arbitraire des qualifications pénales, permettra de tout lui déléguer... » (1)

Et il concluait à la disjonction des deux projets dont se composait le texte gouvernemental, à l'adoption du premier portant levée de l'état de siège et au rejet du second relatif à la presse.

Les républicains s'accommodèrent mal d'une telle violation de la liberté de la presse. Ils réclamèrent vigoureusement l'établissement d'une loi mieux appropriée à un régime de démocratie. Une autre raison militait en faveur de la présentation d'un nouveau texte : c'était la nécessité de codifier les lois sur la presse, de mettre un peu d'ordre dans ce chaos, « ce dédale, ce fouillis de dispositions qui s'abrogeaient ou se maintenaient

(1) *Dalloz périodique*, 1876-4-30.

successivement, sans dédaigner parfois de se contredire » (1). Le régime de la presse en vigueur résultait en effet, d'un « pêle-mêle de lois éparses à côté les unes des autres, diverses d'origine, contradictoires entre elles, les unes inspirées de l'esprit de liberté, les autres de l'esprit de réaction ; les unes définitives en apparence et qui n'étaient que temporaires, les autres provisoires, au contraire, et qui étaient définitives en réalité, puisqu'elles avaient survécu aux gouvernements de passage qu'elles avaient la prétention de sauver » (2).

En 1876, M. Alfred Naquet présenta une proposition, en un seul article, abrogeant toutes les lois, tous les décrets et dispositions légales restreignant ou réglementant la liberté de la presse. La Chambre des députés refusa de s'engager aussi loin et repoussa la prise en considération. Mais sur la proposition de M. Lisbonne, elle décida qu'il y avait lieu de réviser dans un sens libéral et de codifier la législation sur la presse. Une commission spéciale, composée de vingt-deux membres et présidée par Albert Grévy, fut nommée à cet effet.

En attendant que la commission eût terminé un travail aussi considérable, la Chambre vota, sur la proposition de M. Madier de Montjau, l'abolition du décret du 17 février 1852, et sur celle de M. Cunéo d'Ornano, l'abrogation de la loi du 29 décembre 1875.

La dissolution de la Chambre des députés allait interrompre la poursuite de ces travaux et rendre caducs les deux votes émis.

Ce fut précisément le projet d'extension de la compétence du jury en matière de presse, qui provoqua les événements du *Seize Mai*, c'est-à-dire la crise ouverte, ce jour-là, par la protestation du Maréchal de Mac-Mahon.

Le 16 mai 1877, le Maréchal de Mac-Mahon, président de la République, mettait le président du Conseil, Jules Simon, dans l'obligation de donner sa démission. Dans une lettre publiée au *Journal Officiel*, il reprochait au chef du gouvernement de ne s'être pas opposé avec une énergie suffisante à la volonté expri-

(1) Rapport Lisbonne du 5 juillet 1880. Celliez et Le Senne : *Loi de 1881 sur la presse*, p. 2.

(2) Rapport Pelletan du 18 juin 1881, Celliez et Le Senne, *op. cit.*, p. 19.

mée par la Chambre de restituer au jury la connaissance des délits de presse.

« J'ai vu avec surprise, écrivait-il, que ni vous ni le garde des sceaux, n'aviez fait valoir à la tribune toutes les graves raisons qui auraient pu prévenir l'abrogation d'une loi sur la presse, votée, il y a moins de deux ans, sur la proposition de M. Dufaure et dont vous demandiez vous-même l'application aux tribunaux, et cependant, dans plusieurs délibérations du Conseil et dans celle d'hier matin même, il avait été décidé que le président du Conseil, ainsi que le garde des sceaux, se chargeraient de la combattre...

« Cette attitude du chef du Cabinet me fait demander s'il a conservé sur la Chambre l'influence nécessaire pour faire prévaloir ses vues.

« Une explication à cet égard est indispensable, car si je ne suis pas responsable comme vous envers le Parlement, j'ai une responsabilité envers la France dont aujourd'hui plus que jamais je dois me préoccuper. »

Dans sa lettre de démission, Jules Simon riposta qu'il y avait eu méprise de la part du président de la République. Il avait bien fait, à la séance du Conseil, quelques réserves sans importance sur des points particuliers, mais « pour le reste de la loi », il s'était déclaré « d'accord avec la commission ». Au surplus, il avait renouvelé ses réserves devant la Chambre (1).

La crise ouverte le « Seize Mai » devait avoir de graves conséquences. Au ministère Jules Simon, mis ainsi dans l'obligation de se retirer, malgré l'appui de la majorité républicaine, succéda le cabinet de Broglie, lequel n'eut qu'une existence éphémère. Le 19 juin 1877, il était renversé par la Chambre à une grosse majorité. Le président de la République décida alors de poursuivre la lutte. Ayant obtenu l'assentiment du Sénat, en majorité monarchiste, il prononça la dissolution de la Chambre des députés, le 25 juin 1877.

Au cours de la bataille politique, ardente et passionnée, qui s'engagea dans tout le pays, pendant la période électorale, le Maréchal sonna lui-même le ralliement des « hommes d'ordre et de tous les partis », déclarant qu'il « irait jusqu'au bout », et que s'il le fallait, la nouvelle Chambre serait dissoute.

C'est à ces paroles que Gambetta, dans un vigoureux discours prononcé à Lille, le 15 août 1877, riposta par ce dilemme devenu célèbre : « Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, croyez-le bien, il faudra se soumettre ou se démet-

(1) A. Israel : *La liberté de la presse*, p. 46-47.

tre ». Dans le même discours, Gambetta se prononçait avec éloquence en faveur du jury :

« En face et au lendemain de cette dissolution qui a été prononcée sans prétexte, sans motifs, sans raison, ...on ne dit plus que c'est parce que la Chambre était prête à voter une loi sur la presse qui rendait la compétence au jury en matière de délits et de crimes commis par la voie de la presse. Et pourquoi ne le dit-on plus ? C'est parce qu'il n'y a pas moyen d'argumenter de cette façon alors que le jury, qui fonctionne dans tous les pays libres, a fonctionné en France pendant un demi-siècle en matière de presse... » (1)

Gambetta n'avait pas tort de défendre le jury et son indépendance. Le gouvernement ne tarda pas à le lui prouver, apportant ainsi imprudemment la plus éclatante confirmation à la thèse du grand tribun. Fort de la loi du 29 décembre 1875 attribuant la compétence au tribunal correctionnel, le Conseil des ministres décida que des poursuites seraient engagées contre l'administrateur-gérant du journal la *République française*, qui avait reproduit le discours de Lille, et contre Gambetta, considéré comme complice. Les délits relevés étaient ceux d'offense au président de la République et d'outrage aux ministres. Gambetta et le gérant furent condamnés par le tribunal correctionnel de la Seine, chacun à trois mois d'emprisonnement et deux mille francs d'amende. Il est vrai que le jugement ne fut pas exécuté. Appel avait été interjeté et, les élections ayant donné la victoire aux républicains, le ministère Dufaure abandonna la poursuite (2).

Tous ces incidents une fois réglés, la préparation de la nouvelle loi sur la presse allait se poursuivre. Au régime de « l'Ordre Moral » succédait celui de « la République aux républicains », dont l'avènement allait marquer le rétablissement du principe de la compétence du jury. Deux propositions tendant à l'abrogation de la loi du 29 décembre 1875 furent déposées, l'une par Boissy d'Anglas et M. Seignobos, l'autre par M. Cunéo d'Ornano. Le 5 novembre 1878, M. Alfred Naquet déposait une nouvelle proposition, se bornant cette fois à demander l'abrogation des dispositions les plus tyranniques restreignant la liberté de la presse. Sur le rapport de M. Lisbonne, la proposition fut renvoyée à une commission spéciale de vingt-deux

(1) A. Israel, *op. cit.*, p. 49.

(2) A. Israel, *op. cit.*, p. 44.

membres, à laquelle devraient être également soumis les divers projets de réforme relatifs à la liberté de la presse et de la parole, émanant du gouvernement ou de l'initiative parlementaire. Une quatrième proposition déposée peu après par M. Cunéo d'Ornano, réclamait la juridiction du jury pour le jugement des délits de presse.

Le rapport de la commission et le texte qu'elle proposait furent présentés à la Chambre, le 5 juillet 1880, par M. Lisbonne. Celle-ci l'adopta le 17 février 1881 et l'envoya au Sénat. La loi fut définitivement votée le 29 *juillet* 1881.

Cette loi, le législateur voulut qu'elle fût l'application sincère des grands principes républicains et, selon l'expression du rapporteur, « une loi d'affranchissement et de liberté ». « Nous ne proclamons pas la liberté, déclarait ce dernier, nous faisons mieux, nous la réalisons. » Les cinq chapitres de la loi contiennent, en effet, les dispositions les plus libérales. Dans les trois premiers, relatifs à la police de la presse, la loi écarte toutes les mesures préventives de l'ancienne législation, pour ne retenir que certaines formalités destinées surtout à assurer la répression en cas d'abus. — Le chapitre premier proclame la liberté des professions d'imprimeur et de libraire. — Le second, relatif à la presse périodique, déclare que tout journal pourra être publié sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement. Une simple déclaration au Parquet sera suffisante. — Le chapitre III règle les questions d'affichage, de colportage et de vente sur la voie publique. — Le chapitre IV traite des crimes et délits commis par la voie de la presse, et ne retient comme tels, que les infractions présentant les caractères de délits de droit commun. Il n'y a plus de délits d'opinion : nul ne peut être puni que pour un délit prévu, défini et précisé par la loi. — Enfin, le chapitre V s'occupe des poursuites et de la répression, détermine quelles sont les personnes responsables des délits commis et tranche les questions de procédure. Il est prévu que pour les délits de diffamation portés devant le jury, l'action civile ne pourra être poursuivie en dehors de l'action publique, sauf dans le cas de décès de l'auteur du fait incriminé ou en cas d'amnistie.

La disposition essentielle de la loi est celle de l'article 45 qui pose le principe de la Cour d'assises, juridiction de droit com-

mun en matière de délits de presse. Les exceptions à la règle sont énumérées limitativement. Il en résulte que le jury doit connaître : des délits de provocation aux crimes ou délits ; de provocation adressée à des militaires dans le but de les détourner de leurs devoirs ; d'offense au président de la République ; de publication ou reproduction de nouvelles fausses ; d'outrage aux bonnes mœurs ; d'offense envers les chefs d'Etat étrangers ; d'outrage envers les ambassadeurs et agents diplomatiques étrangers ; de diffamation et d'injure envers les corps constitués, et à raison de leurs fonctions, envers les personnes revêtues d'un caractère public. — Le tribunal correctionnel est, au contraire, compétent pour les délits d'injure et de diffamation envers les particuliers ; de distribution, exposition, mise en vente de dessins ou images obscènes ; de publication d'actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant l'audience publique ; de compte rendu de procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas admise, etc...

La question de l'attribution au jury des délits de presse ne souleva pas une grande discussion. M. Lisbonne déclarait dans son rapport :

« Désertant ici le droit commun, pour être plus favorables à la liberté, nous appelons le jury à connaître de toute une série d'infractions qui nous ont paru s'adapter davantage au caractère spécial de cette institution. » (1)

Le projet primitif de la commission, adopté par la Chambre, attribuait, en effet, par une sorte de nomenclature nominale, certains délits à la Cour d'assises, d'autres au tribunal correctionnel ; mais en seconde lecture, le rapporteur proposa d'adopter « comme juridiction de règle générale » : la Cour d'assises et de spécialiser les exceptions. Texte qui, en définitive, fut adopté.

Au cours de la discussion à la Chambre, M. Cunéo d'Ornano déposa un contre-projet qui fut d'ailleurs rejeté :

« Supprimer les 70 articles du projet et les remplacer par cet article unique : La loi du 29 décembre 1875 est et demeure abrogée. La loi du 15 avril 1871 est remise en vigueur... »

« Je propose ainsi, dit-il, de revenir immédiatement au système de la loi du 15 avril 1871 qui, au contraire, avait étendu la juridiction

(1) Celliez et Le Senne, *op. cit.*, p. 549.

du jury à presque tous les délits de presse. Cette loi de 1871 me paraît meilleure et plus facile à reprendre, en temps utile, que le vaste projet de loi en 70 articles que la commission vous demande d'examiner.

« Aussi bien, j'estime qu'en matière de liberté de la presse tout est dans le juge ; le délit de presse est un délit d'opinion, délit essentiellement mobile comme elle, délit qui peut avoir sa gravité aujourd'hui, et qui demain peut ne présenter aucun péril.

« Il faut donc, pour frapper ces délits essentiellement mobiles de la plume ou de la parole, une juridiction mobile comme l'opinion elle-même, une juridiction qui sorte incessamment du peuple et qui y rentre, reflétant ainsi les impressions diverses de l'opinion publique...

« Mais pourquoi, pensant ainsi, donnez-vous, par votre projet, à la juridiction du jury moins d'étendue que ne lui en donnait le législateur de 1871 ?

« Ah ! c'est que l'honorable rapporteur, dans le système de la commission, objecte et répond que le projet de loi actuel ne relève aucun délit d'opinion, aucun délit politique ; dès lors le jury n'a désormais plus rien à faire en matière de presse, ou peu s'en faut. »

Et l'orateur de montrer qu'il existait encore des délits politiques punis de peines correctionnelles, alors que la législation de 1871 en attribuait la connaissance au jury (1).

M. Madier de Montjau prit encore l'initiative de demander l'attribution au jury de la totalité des délits et des infractions de la presse :

« Est-ce bien possible, déclara-t-il, après tout ce qui s'est passé, que vous avez vu ; après tout ce qui a été dit, écrit, que vous avez entendu, que vous avez lu, vous ne teniez pas encore pour certain qu'il n'est de juge honnêtement, politiquement, invariablement possible pour la presse, pour tout ce qui vient d'elle, pour tout ce qui se rattache à elle, que le jury, c'est-à-dire l'opinion publique, le sentiment public, et pour tout dire en un mot : le pays ?

« Vous voulez qu'aux juges que nous connaissons, appartienne encore le soin de déclarer la presse coupable ou non coupable, de mesurer entre le minimum et le maximum de la pénalité légale, le quantum du châtimement qui lui revient ?

« Faut-il vous répéter tout ce qui a été dit tant de fois sur les tentatives fatales de ces magistrats, par situation, par instinct, par tradition, ennemis plus ou moins de la presse ? Faut-il vous redire que mettre son sort entre leurs mains, c'est la vouer à la persécution et à la mort, c'est la frapper au cœur...

« Que l'écrivain puisse dire à ses concitoyens, à ses pairs de la veille, devant ses juges du lendemain : A ma place, n'auriez-vous pas parlé comme moi ? Ne sentez-vous pas à présent même comme moi ? N'avez-vous pas été indignés, ne l'êtes-vous pas encore, et ne comprenez-vous pas que ma plume ait lancé des flammes au risque de brûler ma main ?

« Voilà ce que veut le législateur, quand il défère les délits de presse

(1) Celliez et Le Senne, *op. cit.*, p. 33-34.

au jury : que ce tribunal civique juge tout, non seulement le fait accusé, poursuivi lui-même, mais tout son entourage, et qu'il le juge avec l'esprit du moment, les impressions du moment.

« Et vous, vous confiez la tâche délicate, essentiellement politique de ce jugement, peut-être de cette répression, à la magistrature que nous avons, que vous connaissez, rigoureuse, sans miséricorde, quand il s'agit de nous ; malléable, flexible et sans bornes indulgente quand elle tient sous la main nos ennemis, ceux de la République !

« Oui, voilà les juges que vous voulez donner à la presse, et les juges contre lesquels je proteste de toutes mes forces ! » (1)

Ribot soutint que le jury aurait seul le pouvoir de modérer les ardeurs d'un gouvernement enclin à tenter de trop nombreuses poursuites pour délits de presse :

« Si vous portez des procès devant les tribunaux correctionnels, dit-il, vous pouvez céder à la tentation de faire trop de procès, parce que les tribunaux correctionnels condamnent, en général, plus que les Cours d'assises ; mais là où vous avez le jury, est-ce que vous croyez que le ministre de la justice, un fonctionnaire quelconque, peut porter facilement des accusations ?

« Si un garde des sceaux voulait faire beaucoup de procès, afin de démontrer qu'il connaît bien le droit pénal, qu'il sait y trouver toutes les définitions, est-ce que vous croyez que le pays ne lui donnerait pas bien vite une sévère et efficace leçon ?

« Si on portait devant le jury une de ces poursuites pour provocation dont on parlait tout à l'heure, et dont la risée publique suffit à faire justice, est-ce que vous croyez que ces douze hommes, qu'on aura convoqués pour juger une affaire de ce genre, seront, par le seul fait qu'ils se seront assis sur leurs bancs de jurés, devenus graves à ce point qu'ils auront perdu le sens du ridicule ? Leur sentiment, ils l'expriment alors par les verdicts que vous connaissez.

« Toutes les fois qu'un gouvernement a essayé de multiplier les procès de presse, il a échoué. Il ne peut pas faire du jury le serviteur fidèle de ses impatiences ; il ne peut le saisir que dans des cas extrêmement graves, lorsque l'opinion publique est tout à fait d'accord avec le gouvernement et le justifie dix fois, vingt fois, d'avance, dans le cas où il peut dire : « La sécurité publique était fortement menacée, l'émeute grondait, les excitations criminelles se produisaient ; oui, j'ai alors fait arrêter les perturbateurs, déchirer les placards, saisir les distributeurs ; maintenant, jugez-moi en citoyens, en hommes honnêtes, qui apprécient les nécessités du gouvernement, qui savent les concilier avec la liberté ; dites, dans votre conscience d'honnêtes gens, si, oui ou non, j'ai fait mon devoir de ministre ». Alors le jury répond. » (2)

Au Sénat, la discussion fut plus brève encore. La Haute As-

(1) Celliez et Le Senne, *op. cit.*, p. 573-575.

(2) Celliez et Le Senne, *op. cit.*, p. 261.

semblée se rangea à l'avis de sa commission, exprimé par Eugène Pelletan, dont le rapport constate :

« Il était temps enfin de reconnaître qu'en fait d'opinions particulières, il n'y a qu'un tribunal possible, le bon sens public : c'est devant lui que toutes viennent comparaître, que toutes viennent plaider, parce que tous reconnaissent qu'il a seul compétence en pareille matière. Et pourquoi donc a-t-on confié au jury le soin de juger les délits de parole, si ce n'est parce que le juré est précisément le juge le plus près de l'opinion publique, et qu'il peut en être le meilleur interprète. » (1)

SECTION II

Les tentatives de restriction de la compétence du jury (1882-1893)

La grande charte de la liberté de la presse était ainsi établie. « Depuis 1881, constate M. Joseph-Barthélemy, aucun progrès dans le sens de la liberté n'a été réalisé en ce qui concerne les délits d'opinion. Au contraire, nous pouvons enregistrer quelques mouvements en direction contraire. Ils sont dûs peut-être à un affaiblissement du sens et du goût de la liberté assez fréquent chez les gouvernements faibles. Ils sont dûs certainement aussi à un affaiblissement de la discipline volontaire de la démocratie, sans laquelle il n'est pas de liberté possible » (2).

Les événements n'allaient pas tarder à provoquer de nouvelles modifications à la législation sur la presse, mais cette fois dans un sens antilibéral.

La loi du 2 août 1882 lui porta une première atteinte. Elle avait pour but de mettre fin au débordement de publications obscènes à bon marché qui avait suivi la promulgation de la loi de 1881. Elle déférait aux tribunaux correctionnels les délits d'outrage aux bonnes mœurs commis à l'aide des journaux, affiches et écrits de toute nature. Seuls les outrages aux bonnes mœurs commis par la voie du livre ou par des discours ou cris obscènes restaient de la compétence du jury.

(1) Celliez et Le Senne, *op. cit.*, p. 20.

(2) J. Barthélemy : *Précis de droit public*, p. 183.

Le 20 *janvier* 1883, un nouveau projet de loi était présenté à la Chambre par le gouvernement. Il créait un nouveau délit : celui d'outrage au gouvernement de la République et le déférait au tribunal correctionnel. Il attribuait, en outre, à la même juridiction, les délits de cris séditieux, qui étaient ainsi sous-traités à la compétence du jury. Dans les deux cas, les garanties spéciales accordées par la loi de 1881 étaient supprimées, les poursuites devant avoir lieu conformément au droit commun. Le projet n'aboutit pas (1).

Quelques années après, une nouvelle restriction à la compétence du jury, adoptée par le Sénat, allait être rejetée par la Chambre. Le 13 *décembre* 1888, M. Lisbonne déposait au Sénat une proposition de loi, tendant à attribuer aux tribunaux correctionnels la connaissance des délits d'injure envers les corps constitués, les fonctionnaires et autres personnes publiques (2).

Le 5 février 1889, M. Lisbonne, désigné comme rapporteur de cette proposition de loi, donnait au nom de la commission, lecture de son rapport à la tribune du Sénat. Il invoqua la nécessité de faire cesser la complication de juridiction, n'admettant pas que la compétence passât de la Cour d'assises au tribunal correctionnel selon que le fonctionnaire était injurié à l'occasion ou en dehors de l'exercice de ses fonctions. En matière d'injure, ajoutait-il, il n'y a pas de preuve à faire, il ne s'agit que de constater l'existence matérielle du délit, ce qui est le rôle du tribunal correctionnel. M. Lisbonne voulait enfin mettre un terme au débordement d'injures et d'outrages qui sévissait sur le pays, en accordant aux fonctionnaires la même protection qu'aux particuliers (3).

La discussion s'ouvrit le 11 février, devant la Haute Assemblée. Elle fut très brève. Biré combattit la proposition et rappela qu'en 1819, Royer-Collard et M. de Serre avaient démontré la nécessité d'appliquer à ce genre de délit la juridiction du jury, qui admettait toutes les preuves de l'attaque et de la défense, et présentait des garanties plus grandes d'impartialité et d'indépendance politique. M. Lisbonne répondit que sa proposition de loi était inspirée, non par une pensée de défiance à l'endroit du

(1) Projet de loi, n° 1627, Ch. des dép., S. du 20 janv. 1883. *J. O. A.*, p. 133.

(2) Proposition de loi, n° 119, Sénat, S. du 13 déc. 1888. *J. O. A.*, p. 291.

(3) Sénat, S. du 5 février 1889. *J. O. Déb. parl.*, p. 93.

jury, mais par les nécessités juridiques d'une répression prompte et efficace. « Il n'est pas possible, ajouta-t-il, de laisser continuer ce qui n'est pas la liberté, pas même la licence, ce qui est l'orgie. Il s'agit d'assainir la voie publique. »

M. Halgan montra la contradiction qui existait entre les affirmations de M. Lisbonne, rapporteur au Sénat en 1889, et de M. Lisbonne, rapporteur à la Chambre en 1881, époque à laquelle il défendait vigoureusement la compétence du jury pour le délit d'injure envers les fonctionnaires. Et M. Halgan ajouta que si l'on ne saisisait pas plus souvent les Cours d'assises des injures dirigées contre les fonctionnaires, c'est que ceux-ci avaient manqué à leur devoir et étaient dignes du mépris public. D'autre part, s'il avait eu autrefois une pleine et entière confiance dans la juridiction des tribunaux correctionnels, il l'avait perdue depuis que le gouvernement avait porté une main sacrilège sur la magistrature (1).

M. Le Guen, parlant sur l'ensemble de la proposition de loi, déclara repousser une mesure qui ne lui paraissait être qu'« une arme hâtivement forgée dans l'intérêt d'un parti ». Néanmoins, la proposition fut adoptée par la Haute Assemblée, le 18 février 1889, par 207 voix contre 62.

La proposition, adoptée par le Sénat, fut transmise à la Chambre le 21 février. La discussion s'engagea le 30 mars. A la tribune, le rapporteur, M. Labussière, favorable à la réforme, voulut faire la critique de la juridiction de la Cour d'assises. Il fut violemment interrompu par les partisans de celle-ci :

« *M. Cunéo d'Ornano.* — « Elle est trop honnête ! »

« *M. Paul Sevaistre.* — « Elle est trop impartiale à vos yeux. »

« *M. Cunéo d'Ornano.* — « Vous avez peur d'être jugés par le peuple, vous voulez nous faire juger par les fonctionnaires que vous payez. »

« *M. Paul de Cassagnac.* — « Si vous aviez la conscience tranquille, vous ne demanderiez pas à aller devant la police correctionnelle. »

Et M. de Cassagnac, en quelques phrases éloquentes, dénonça ce qu'il croyait être le but secret des partisans du nouveau texte et montra la nécessité de la compétence du jury :

« Vous cherchez, dit-il, le moyen de vous soustraire au jugement de vos concitoyens.

(1) Sénat, S. du 11 février 1889, *J. O. Déb. parl.*, p. 112 à 115.

« Vous voulez placer la lumière sous l'éteignoir. Vous voulez, à la veille des élections générales prochaines, qu'il soit impossible de dévoiler, d'une manière claire et nette, tout ce que vous avez fait de mal, et de révéler au pays le peu que vous valez au point de vue politique !

« Un des vôtres..., Michelet, disait qu'il fallait que le peuple fût jugé par le peuple. C'est dans cet axiome que le législateur de la précédente législature a trouvé le principe de l'injure, de la diffamation, en un mot de tous les délits de presse, déferés au jury.

« Or, qu'est-ce que le jury ? C'est le peuple, le peuple lui-même, tenant ses assises souveraines.

« Mais vous n'avez plus confiance dans le peuple ; vous en avez peur ; vous n'avez plus qu'une préoccupation, celle de chercher le moyen d'échapper à la sévérité, à la justice du peuple, soit dans le suffrage universel que vous allez bâillonner par une loi sur les candidatures multiples, soit dans la libre expression de la pensée, par cette loi sur les délits de presse qui transférera les délits du jury à la police correctionnelle, c'est-à-dire du peuple, qui est indépendant, à une magistrature sur laquelle vous pouvez compter.

« Qu'est-ce donc que la police correctionnelle en matière politique ? Ce sont des juges choisis par vous, payés par vous, des fonctionnaires qui vous obéissent ; et c'est ces gens-là... En matière politique, j'ai le droit de dire et de répéter ce que tous les républicains ont toujours dit et répété si souvent sous la royauté et sous l'empire, que chaque fois que l'on introduit la politique dans les tribunaux correctionnels, que chaque fois qu'on porte nos dissensions civiles devant des juges, on avilit la justice et on s'expose à la déshonorer, en l'invitant à descendre de sa sérénité professionnelle pour satisfaire les haines et les passions d'un parti momentanément au pouvoir. » (1)

La discussion se poursuivit, le 2 avril, à la Chambre, par une intervention de René Goblet en faveur du jury. Dans un éloquent plaidoyer M. Millerand vint combattre la réforme proposée et dire qu'il ne pensait pas que le délit d'injure fût un péril pour la République. Et il ajouta que ceux qui pensaient autrement n'avaient qu'à user de leur initiative en vue de faire instituer un jury correctionnel composé de six ou huit membres, qui serait chargé de connaître des délits d'importance secondaire, au nombre desquels les délits d'injure. Ce jury devrait motiver sa décision et on ne pourrait pas lui reprocher ainsi des acquittements qui seraient parfaitement justifiés.

Mais la Chambre ne se montra pas convaincue de l'utilité ou de l'opportunité de la réforme proposée par M. Lisbonne et par 306 voix contre 236, elle refusa de passer à la discussion des articles (2).

(1) Ch. des dép., S. du 30 mars 1889. *J. O. Déb. parl.*, p. 772-774.

(2) Ch. des dép., S. du 2 avril 1889. *J. O. Déb. parl.* p. 808-817.

Peu de temps après, le 3 décembre 1889, M. Marcel Barthe déposait au Sénat une proposition de loi tendant à dessaisir le jury de la connaissance de la presque totalité des délits de presse. Elle déférait aux tribunaux correctionnels : l'offense au président de la République, l'outrage aux bonnes mœurs commis par la voie du livre, la diffamation et l'injure envers les corps constitués, fonctionnaires et autres personnes publiques, l'offense envers les chefs d'Etat étrangers et enfin l'outrage envers les ambassadeurs et agents diplomatiques étrangers. La preuve du fait diffamatoire, dans les cas où elle était autorisée, restait possible devant le tribunal correctionnel (1).

Le rapport présenté, au nom de la commission sénatoriale, par M. Cordelet, fut favorable à cette réforme (2).

La discussion s'engagea le 14 février 1890 devant la Haute Assemblée. M. Trarieux soutint le contre-projet qu'il avait présenté avec M. Bozérian. Son texte proposait de déférer aux tribunaux correctionnels tous les délits d'injure. Les délits de diffamation pour lesquels la preuve était admise restaient de la compétence du jury.

« Ce que je constate, dit M. Trarieux, c'est que tous ceux qui ont eu le désir sincère de fonder la liberté dans notre pays, ont voulu une presse libre et ont réclamé le jury pour les procès politiques. »

Reconnaissant que la procédure devant le jury présentait quelques inconvénients, M. Trarieux essayait d'y remédier, en proposant que préalablement à la question de culpabilité, il fût posé au jury la question suivante : « Le fait imputé au plaignant est-il vrai ? ». Si le jury répondait oui, c'était l'acquittement du prévenu. Sinon, les jurés devaient statuer sur la question de culpabilité. Mais dans ce dernier cas, même après acquittement, la Cour pouvait allouer au plaignant des dommages-intérêts. Ainsi toute clarté était faite sur l'issue du procès et le plaignant pouvait être lavé de l'accusation portée contre lui, même en cas d'acquittement. En revanche, M. Trarieux admettait que l'action civile fût séparée de l'action publique et que les fonctionnaires diffamés pussent poursuivre le coupable devant les tribunaux civils (3).

(1) Proposition de loi n° 24, Sénat, S. du 3 déc. 1889. *J. O. A.*, p. 30.

(2) Rapport n° 11, Sénat, S. du 7 février 1890. *J. O. A.*, p. 41.

(3) Sénat, S. du 14 fév. 1890. *J. O. Déb. parl.*, p. 129.

M. Baragnon combattit la proposition de loi et demanda que même les délits d'injure fussent laissés à l'appréciation du jury, juge naturel et normal des questions politiques (1).

La juridiction du jury fut encore éloquemment défendue par M. Bernard : « Le jury, dit-il, a été de tout temps réclamé par l'opinion libérale dans ce pays ; le jury a été une véritable conquête de la liberté. Ne laissons pas croire, ne laissons pas dire à nos adversaires, que nous avons peur de la liberté » (2).

M. Lisbonne se déclara aussi partisan du jury. Après lui, M. Biré vint soutenir la nécessité de l'attribution de toutes les affaires de diffamation et d'injure à cette juridiction (3).

Finalement, après une seconde délibération, la proposition de loi fut adoptée par la Haute Assemblée, le 28 février 1890, par 176 voix contre 95 (4).

La proposition de loi adoptée par le Sénat, fut transmise à la Chambre des députés, le 3 mars 1890. Dans le rapport qu'il présenta au nom de la commission, Camille Pelletan se prononça avec force pour le maintien de la compétence du jury. Après avoir montré que depuis soixante-quinze ans, le jury apparaissait avec le triomphe de l'esprit de progrès et disparaissait dès que l'esprit de recul prenait le dessus, il ajoutait :

« Y aurait-il rien de plus chimérique que de compter effacer de l'esprit public les impressions profondes qu'y a imprimées toute l'histoire de notre siècle. Il s'agit là d'une des positions autour desquelles la démocratie a livré le plus de combats ; prise, perdue et reprise à chacun des conflits engagés pour nos libertés. Le parti républicain tout entier s'était fait un honneur de la reconquérir ; que pourrait-on penser de lui s'il la livrait ?... »

« Mais toute la question est de savoir si une juridiction dépendant du pouvoir ne risque pas d'avoir une certaine partialité quand il s'agira de dire s'il y a injure ou diffamation. Or, le second délit consistant dans l'affirmation de faits matériels inexacts, et le premier dans l'appréciation d'expressions vagues, la latitude du juge est évidemment plus grande dans le cas d'injure. L'expérience confirme et le bon sens indique. Le jugement resté le plus connu comme exemple de partialité politique était précisément une condamnation de ce genre. C'est en vertu des droits de la police correctionnelle à connaître des procès d'injure qu'un illustre homme d'Etat républicain a été condamné pour avoir dit au chef du Pouvoir exécutif : « Quand le pays aura prononcé, il faudra se démettre ou se soumettre. »

(1) Sénat, S. du 20 fév. 1890. *J. O. Déb. parl.*, p. 146.

(2) Sénat, S. du 20 fév. 1890. *J. O. Déb. parl.*, p. 152.

(3) Sénat, S. du 27 fév. 1890. *J. O. Déb. parl.*, p. 172.

(4) Sénat, S. du 28 fév. 1890. *J. O. Déb. parl.*, p. 191.

Aussi Camille Pelletan repoussait-il le compromis proposé par le gouvernement, consistant à laisser les procès de diffamation au jury et à renvoyer les délits d'injure aux tribunaux correctionnels (1).

La discussion s'ouvrit, le 20 mai 1890, à la Chambre, par un remarquable discours de Paul Deschanel. Après avoir déclaré que si le ministère n'avait pas pris l'initiative de cette proposition, s'il ne la soutenait qu'à moitié, c'est qu'apparemment, elle n'était pas absolument indispensable à l'exercice du pouvoir, Paul Deschanel entreprit de réfuter un à un les reproches adressés à la juridiction de la Cour d'assises :

« Mais on nous pousse, et l'on nous dit : « Le jury est passionné ». Eh oui ! le jury est faillible, puisqu'il est composé d'hommes, il subit les entraînements, il partage la passion de l'opinion publique, dont il est l'organe.

« Mais c'est ici que de deux maux il faut choisir le moindre, et peser en de justes balances les avantages et les inconvénients de chacune de ces deux juridictions. Oui ! le jury dépend de l'opinion. Mais le tribunal correctionnel, lui, de qui dépend-il donc ?

« D'abord, est-ce qu'il ne subit pas, lui aussi — dans une mesure moindre, je l'accorde — mais enfin est-ce qu'il ne subit pas, lui aussi, la pression, le choc de l'opinion publique ? Est-ce qu'il ne vit pas, lui aussi, dans la cité ? Cette influence, pour être atténuée, n'en existe pas moins.

« Mais il en subit une autre, et c'est ici que nous nous trouvons en présence de l'argument capital de ce débat ; et cet argument s'impose à mon esprit avec une si irrésistible évidence, qu'il suffit, pour moi, à renverser toute l'argumentation contraire, et à ruiner la proposition qu'on nous apporte.

« Cet argument est celui-ci : Entre le Gouvernement, ou ses agents, et l'écrivain qui l'attaque, vous ne pouvez pas prendre pour arbitres des juges nommés par le Gouvernement, placés dans sa main, qui attendent de lui leur avancement, la récompense de leurs services.

« Il va sans dire que je ne parle pas ici des personnes ; je suis plein d'un profond respect pour notre ordre judiciaire.

« Mais il ne suffit pas d'être irréprochable, il faut encore ne pas être suspect ; or, en cette matière, ces juges le sont, à raison même de leur origine et de leur investiture. Réformez d'abord notre organisation judiciaire, faites-nous une magistrature de pays libre, nous pourrions ensuite discuter votre loi !...

« Regardez la magistrature fédérale des Etats-Unis, regardez la magistrature anglaise ! Est-ce que vous pensez qu'il n'y a pas de modifications à apporter au mode de nomination et d'avancement de nos magistrats ?

« Qu'est-ce à dire, sinon que tout citoyen a le droit de critiquer, de

(1) Rapport n° 503, Ch. des dép., S. du 27 mars 1890. *J. O. A.*, p. 613.

censurer les actes d'un homme public ? Et comme, pour apprécier si la critique a dépassé la mesure, il faut tenir compte autant de la nature de l'acte incriminé que du caractère et du ton même de la critique, en un mot, de toutes les circonstances de la discussion ; comme il y a là une appréciation des plus délicates ; comme on ne peut s'en rapporter sur ce point à une nomenclature, à un texte précis ; comme par conséquent, le droit de discussion et de contrôle est ici engagé, il s'ensuit qu'il n'y a qu'un arbitre possible : c'est l'opinion publique, c'est le jury...

« ...L'on comprendrait déjà moins la correctionnelle pour les petits fonctionnaires, parce qu'on se figure mal le Gouvernement faisant juge de l'honneur d'un de ses fonctionnaires, trois autres fonctionnaires nommés également par lui ; cela est au moins très discutable.

« Mais où l'on ne comprend plus du tout la correctionnelle, où votre système devient absolument inadmissible, c'est lorsqu'il s'agit des membres du Gouvernement, des ministres ou des membres du Parlement.

« Se figure-t-on un ministre allant demander justice aux magistrats qu'il a lui-même nommés, qu'il décorera le 14 juillet, dont il tient la carrière, la fortune, l'avenir dans sa main ? Se figure-t-on davantage un sénateur ou un député obligé de porter son différend devant la correctionnelle, et croyez-vous que ce tribunal sera un arbitre impartial entre le journaliste ami ou adversaire du Gouvernement, et l'homme politique adversaire ou ami de ce même Gouvernement ? Cela est inadmissible...

« Et voilà pourquoi, même en 1822, lorsque tous les délits de presse furent renvoyés à la correctionnelle, il fut décidé que le Parlement connaîtrait des offenses dirigées contre lui. Tous les orateurs, ceux de droite, comme ceux de gauche, reconnurent qu'il y avait là une question de dignité et qu'il y aurait confusion des pouvoirs à rendre la correctionnelle compétente à l'égard des Chambres.

« Et voilà pourquoi aussi, depuis l'établissement du régime parlementaire en France, toute l'école libérale a toujours identifié la cause de la liberté de la presse avec l'institution du jury...

« Et maintenant si, en regard de cette noble tradition libérale, nous mettons l'histoire de la police correctionnelle, que voyons-nous ? Partout l'arbitraire, partout l'abus de la répression, partout la négation de la liberté, et en même temps, une absolue impuissance à réprimer les écarts de la presse.

« En effet, de deux choses l'une : Ou bien le tribunal correctionnel acquitte, et alors quel affront, quelle humiliation pour le pouvoir... Ou bien, au contraire, le tribunal correctionnel condamne, et comment cette condamnation ne serait-elle pas suspecte ?

« Il est évident que les condamnations par le jury ont un bien autre effet sur l'opinion, parce que le jury ne fait qu'un avec elle ; parce que, mobile, variable, souple comme elle, il en suit, il en accompagne tous les mouvements, et qu'alors c'est la société elle-même qui punit.

« Et si parfois le jury s'est montré trop indulgent, est-ce que vous ne préférez pas, comme moi, à un jugement trop sévère, un acquittement même immérité, mais qui peut être aussi parfois un avertissement salutaire donné au Gouvernement ?

« Et ce n'est pas seulement le pouvoir que vous risquez de compromettre, de diminuer : c'est la magistrature elle-même... Il y a une con-

fusion plus dangereuse et plus mortelle encore (que l'invasion graduelle du législatif dans l'exécutif), c'est l'invasion de la politique dans la justice.

« Il n'est rien de pire au monde qu'une magistrature politique ; c'est la marque certaine du despotisme. C'est à l'indépendance de ses juges que se mesure la liberté d'un peuple.

« Mais rappelez-vous, Messieurs, rappelez-vous donc l'abominable histoire de la correctionnelle sous le second Empire et au Seize Mai ! Rappelez-vous l'apostrophe indignée de Berryer sur l'avancement scandaleux des présidents de la 6^e Chambre ! Rappelez-vous les innombrables procès de presse du Seize Mai — 87 condamnations sur 88 affaires, en cinq mois — qui ont amené, par représailles, la suspension de l'iamovibilité et l'épuration de la magistrature en 1883 ! Rappelez-vous, vous les amis, vous les disciples de Gambetta, la condamnation de votre maître pour son dilemme célèbre, que l'événement a doublement réalisé...

« Et voyez-vous, Messieurs, ce qui arriverait dans la pratique si la distinction adoptée par le Gouvernement était admise. Un fonctionnaire diffamé et peut-être accusé à juste titre, craignant qu'on fournit contre lui devant le jury la preuve du fait diffamatoire, préférerait ne relever que l'injure dans l'article ou dans les propos diffamatoires, et aller demander aux juges de police correctionnelle une réparation à laquelle il aurait plus ou moins droit... Et comme le tribunal aura toute latitude d'appréciation, il lui sera aisé de relever à son gré une injure, une offense, dans l'article incriminé...

« Eh quoi ! pendant trois quarts de siècle, un parti a lutté pour une idée, les esprits les plus éminents, les hommes les plus illustres de ce parti, tous ses orateurs, tous ses publicistes, tous ses penseurs, tous ses héros, s'en sont faits les apôtres, à la tribune et dans la presse ; cette idée, l'éclat dont ils l'ont revêtue, est devenue un des titres de noblesse, une des traditions glorieuses de ce parti ; et vous croyez vraiment qu'il peut l'abandonner, qu'il peut rompre avec toute sa tradition, désavouer, renier tout ce grand mouvement d'opinion, cette lutte séculaire d'où il est né, sans risquer d'amoindrir la confiance qu'on avait mise en lui, et sans porter le doute et le scepticisme dans l'esprit public !

« Demander aujourd'hui un changement de juridiction, c'est dire que vous vous déliez de celle que vous aviez toujours défendue ; c'est dire que, pendant soixante-quinze ans, vous vous étiez trompés ou que votre doctrine n'était qu'une doctrine de combat, et que c'étaient vos adversaires qui avaient raison ! » (1)

M. Henri de Lacretelle, dans une brève intervention, combattit aussi la réforme proposée :

« Messieurs, dit-il, si j'avais l'honneur d'être juge dans une chambre correctionnelle, je considérerais ma dignité comme profondément atteinte par le projet de loi qui nous est présenté.

« En effet, on ne compte pas sur une délibération, on compte sur une

(1) Ch. des dép., S. du 20 mai 1890. *J. O. Déb. parl.*, p. 857-863.

condamnation absolue, et c'est contre cela, je crois, que doit protester la dignité de la magistrature française... » (1)

Le 22 mai, M. Maxime Lecomte présenta une solution intermédiaire, consistant à maintenir à la juridiction de la Cour d'assises la connaissance des diffamations et à renvoyer les délits d'injure aux tribunaux correctionnels. Cette proposition fut appuyée au nom du Gouvernement par le garde des sceaux, Armand Fallières. Elle fut combattue par M. Jullien, qui soutint que la distinction entre la diffamation et l'injure soulevait souvent des difficultés inextricables. Les plus naïfs, ajoutait-il, iront en police correctionnelle, alors que les plus habiles iront toujours devant le jury. Mais la Chambre, à la majorité de 347 voix contre 189 se rallia à l'avis de sa commission et refusa de passer à la discussion des articles (2).

Quelque temps après, la *loi du 3 février 1893* vint créer un nouveau délit : celui de provocation ou de tentative de provocation, par des faits faux ou calomnieux, au retrait des fonds des caisses publiques. Le délit fut encore attribué aux tribunaux correctionnels.

SECTION III

La période anarchiste et les « lois scélérates »

De plus graves atteintes allaient être portées à la charte de 1881 par les lois de 1893-1894, votées sous l'influence du mouvement anarchiste et flétries par les partis de gauche du nom de *lois scélérates*. La doctrine anarchiste avait pris vers cette époque une extension considérable, à la suite du malaise général et du trouble provoqué dans les consciences par les scandales financiers.

Déjà en 1891, les manifestations du 1^{er} mai avaient été marquées par de violents incidents. Le sang coula à Fourmies, où parmi les morts on releva plusieurs enfants. Des bagarres éclatèrent à Lyon et à Clichy. Deux manifestants arrêtés dans cette

(1) Ch. des dép., S. du 20 mai 1890. *J. O. Déb. parl.*, p. 869.

(2) Ch. des dép., S. du 22 mai 1890. *J. O. Déb. parl.*, p. 872.

dernière ville, après avoir été copieusement « passés à tabac » — l'expression est de ce temps, mais la chose de toujours — furent condamnés, l'un à cinq ans, l'autre à trois ans de prison. Verdict qui causa une vive effervescence dans les milieux anarchistes où l'on ne parlait plus que de venger les « martyrs de Clichy ». Mais on se satisfaisait encore de violences verbales. Cela ne parut pas suffisant aux yeux d'un compagnon : « Parlez moins, dit-il aux discoureurs, et agissez ». Cet homme ne reculait pas en effet devant l'action. A la fois contrebandier, faux-monnaieur et assassin, il n'était connu que sous le nom de sa mère, celui de Ravachol.

Plusieurs mois s'étaient écoulés depuis l'affaire de Clichy, lorsque, le 11 mars 1892, une violente explosion ébranla la maison habitée, boulevard Saint-Germain, par le conseiller Benoît, qui avait présidé aux assises les débats d'un procès anarchiste. Le 27, ce fut le tour, rue de Clichy, de la demeure de l'avocat général Bulot, qui avait requis dans la même affaire. Entre temps, on découvrit une bombe sur une fenêtre de la caserne Lobau. Une vive émotion s'empara alors de Paris. Tous ceux qui pouvaient se croire visés peu ou prou par les bravi de l'anarchie, ne vécurent plus que dans l'angoisse. L'arrestation de Ravachol, au restaurant Véry, provoqua un soulagement général, qui ne devait pas être de longue durée.

Le 25 avril 1892, veille de la comparution de l'anarchiste aux assises, Meunier, pour venger Ravachol, faisait sauter le restaurant Véry :

« Il est difficile, écrit M. Jacques Prolo, de narrer l'effroi du public. Le lendemain, lorsque Ravachol comparait devant les jurés, on sent planer au-dessus des assistants quelque menace formidable. Le Palais de Justice, gardé militairement, le prétoire envahi par la police, les gardes municipaux nombreux placés entre les stalles réservées aux jurés et aux juges, et le banc où se profile la silhouette maigre de l'accusé, ce déploiement des forces militaires et policières, l'attitude hautaine, parfois railleuse, de Ravachol, le masque du procureur Quesnay de Beaurepaire, perlé de sueur froide, sa voix mélodramatique au moment du réquisitoire et les interruptions sifflantes de son antagoniste, tout contribue à donner au procès une sensation de grandeur tragique. » (1)

Aussi, le verdict apparut-il comme une image de la terreur

(1) Jacques Prolo : *Les Anarchistes*, p. 44.

générale : Ravachol, défendu par M^e Lagasse, bénéficia des circonstances atténuantes et ne fut condamné qu'aux travaux forcés. Ce n'est que quelques mois plus tard, qu'il sera condamné à mort et exécuté, non pour ses attentats terroristes, mais pour des crimes de droit commun. Il devint alors figure de légende et, dans les milieux avancés, passa pour le « Christ de l'anarchie ».

On put croire l'ouragan apaisé et six mois s'écoulèrent dans le calme. Mais, le 15 août 1892, une grève éclata aux mines de Carmaux et se prolongea pendant plusieurs mois. Le 8 novembre 1892, une bombe était déposée au siège de la Société, avenue de l'Opéra, à Paris. Transportée au commissariat de police de la rue des Bons-Enfants, elle y explosait, tuant le secrétaire du commissariat et plusieurs personnes. L'auteur de l'attentat ne fut point découvert (1).

Ce fut alors dans Paris un redoublement de stupeur angoissée et la « marmite à renversement » devint un sujet d'épouvante. M. Reinach demanda alors au gouvernement « de donner au pays des assurances de fermeté et d'énergie ». Le président du Conseil répondit en annonçant le dépôt d'un projet de loi sur la presse, qu'il présenta le 10 novembre 1892. Mais la discussion de ce projet traîna en longueur, l'accord ne se faisant pas entre les deux Assemblées.

Un autre projet sur une matière toute différente fut cependant adopté. Il devint la *loi du 16 mars 1893*, qui retirait au jury pour l'attribuer aux tribunaux correctionnels, la connaissance des délits d'offense envers les chefs d'Etat étrangers et d'outrage envers les ambassadeurs et agents diplomatiques étrangers. Le gouvernement invoquait des raisons de convenances diplomatiques qui exigeaient une répression plus prompte et plus sûre de ces délits. Le projet fut d'abord adopté au Sénat, sur le rapport de M. Trarieux, nettement favorable :

« La juridiction de la Cour d'assises, organe naturel de l'opinion, peut convenir entre Français, à la connaissance de faits et d'actes liés à notre politique intérieure, mais l'évidence démontre qu'elle ne présente pas la certitude de décision qui doit être recherchée dans une matière où sont engagés nos rapports internationaux. » (2)

(1) Henri Rollin : *Au temps de Ravachol*, le Temps, 16 septembre 1937.

(2) Sénat, S. du 17 janv. 1893. *J. O. Déb. parl.*, p. 42.

Pour être mieux assuré d'une condamnation, le gouvernement préférait donc s'adresser aux tribunaux correctionnels. Mais ce n'était pas tout : l'arrestation préventive des coupables et la saisie des écrits incriminés, étaient en outre autorisées.

A la Chambre, le projet fut vivement combattu par Camille Pelletan, Lucien Millevoye et M. Alexandre Millerand. Ce dernier déclara :

« Les dispositions proposées ne sont pas de nature à prévenir les complications diplomatiques, bien au contraire. Dans le cas d'acquittement d'un individu accusé d'outrage envers un souverain ou un de ses représentants, il serait plus facile au gouvernement de se retrancher derrière le verdict du jury, que derrière la décision des tribunaux placés dans une certaine mesure sous sa dépendance. »

Cependant, de nouveaux attentats étaient commis. Le 13 août 1893, un nommé Moore, cocher et poète, tirait deux coups de revolver sur Edouard Lockroy. Le 13 novembre, un cordonnier anarchiste, Léauthier, âgé de dix-neuf ans, assassinait M. Georgevitch, ministre de Serbie à Paris. La folie du crime s'étendit même à l'étranger. Le 8 novembre, deux bombes lancées dans un théâtre de Barcelone faisaient quarante victimes.

Le 9 décembre 1893, Auguste Vaillant jetait une bombe dans l'hémicycle du Palais-Bourbon — « l'Aquarium », comme l'appelait le journal anarchiste le *Père Peinard*. L'engin, chargé de clous inoffensifs, ne fit pas de victimes ; seul l'abbé Lemire fut légèrement blessé. « La séance continue », déclara tranquillement le président de la Chambre, Charles Dupuy, lorsqu'après une courte interruption, les députés, leur émotion une fois apaisée, eurent regagné leurs places. Un mois après, le 10 janvier 1894, Vaillant comparut devant la Cour d'assises de la Seine. Son avocat, M^e Labori, ne put sauver sa tête et il mourut courageusement en criant : « Vive l'anarchie ! ». La peine était bien sévère, puisqu'il n'y avait pas eu de victimes. Elle l'était d'autant plus que, d'après un bruit qui courut, — le fait n'est d'ailleurs nullement établi — la police aurait prêté son concours à Vaillant pour la confection de cette bombe épouvantail, afin de décider les députés à voter les lois sur la répression des menées anarchistes.

La seule victime de la bombe de Vaillant fut la liberté de la presse. La violence se traduit toujours par la restriction de la

liberté. Le président du Conseil, Casimir Périer, saisissant l'occasion, soumit à la Chambre, dès le surlendemain 11 décembre, un ensemble de mesures répressives destinées à sauvegarder à la fois « la cause de l'ordre et celle des libertés publiques ». Quatre projets de loi furent déposés. Le gouvernement demanda à la Chambre de commencer par le plus urgent : celui qui concernait la liberté de la presse.

Ce projet, qui devint la *loi du 12 décembre 1893*, créait un nouveau délit : la provocation directe au vol et aux crimes punis par l'article 435 du code pénal, c'est-à-dire la tentative ou le fait de détruire volontairement, à l'aide de substances explosibles, tout objet mobilier ou immobilier. En outre, alors que la loi de 1881 ne punissait que la provocation directe aux faits qualifiés crimes, le nouveau texte frappait la provocation indirecte au vol et aux crimes. D'autre part, les pénalités étaient sensiblement élevées. Enfin, certaines garanties étroitement liées à la liberté de la presse étaient supprimées : le juge pouvait ordonner la saisie et l'arrestation préventive sauf s'il s'agissait d'un délit contre la sûreté intérieure de l'Etat. La Chambre n'opposa pas une grande résistance au projet et la discussion n'en fut pas longue. Le texte n'avait été, ni imprimé, ni distribué, mais à peine lu du haut de la tribune. L'ignorance générale où l'on était des dispositions ainsi présentées arrêta les objections. La discussion immédiate fut combattue par René Goblet, Camille Pelletan, MM. de Ramel et Jullien. Ce fut en vain que ce dernier implora une suspension d'une demi-heure « pour donner la possibilité de lire le texte de loi proposé », le gouvernement l'emporta en posant la question de confiance. En moins de trente minutes, la loi était votée par 413 voix contre 63. Le lendemain, 12 décembre, sur le rapport de M. Trarieux, le Sénat l'adoptait immédiatement, à l'unanimité des votants, sans que personne eût pris la parole pour la combattre (1).

Le second projet, origine de la *loi du 18 décembre 1893*, assimilait les groupements anarchistes aux associations de malfaiteurs. Aux termes de ce nouveau texte, toute association, toute « entente », établies dans le but de préparer ou de commettre

(1) Léon Blum : *Les lois scélérates* dans les *Cahiers de la Ligue des droits de l'homme*, 20-25 décembre 1927.

des crimes, devenaient elles-mêmes un crime contre la sûreté publique. Toute affiliation à une telle association, toute « participation » à une telle entente, étaient punies des travaux forcés et de la relégation.

Les deux autres projets, qui devinrent aussi des *lois du 18 décembre 1893*, avaient pour but, l'un d'aggraver les dispositions de la loi du 19 juin 1871 sur la fabrication et la détention des explosifs, l'autre d'augmenter les crédits affectés aux commissariats de police.

Toutes ces mesures furent vaines. Les attentats continuèrent et même se multiplièrent au lendemain de la promulgation de ces lois. Le 12 février 1894, une bombe était jetée par Emile Henry au café de l'Hôtel Terminus. Le fait que l'auteur de l'attentat, admissible à l'Ecole Polytechnique, provenait des milieux intellectuels, permettra plus tard au Parquet de conclure que la bombe n'était que la suite de l'idée, et d'englober dans les mêmes poursuites les théoriciens de l'anarchie et les compagnons, propagandistes par le fait (1). Huit jours après, le 19 février, deux nouvelles explosions se produisaient, l'une rue Saint-Jacques, l'autre rue du faubourg Saint-Martin. Le 4 avril, c'était la devanture du restaurant Foyot qui sautait. Enfin, le 24 juin 1894, un mois après l'exécution d'Emile Henry, le président de la République, M. Sadi Carnot, était assassiné à Lyon par l'anarchiste italien Caserio, pour s'être refusé à accorder la grâce de Vaillant.

De vengeance en vengeance, les choses risquaient de continuer ainsi pendant longtemps, si de nouvelles mesures n'étaient prises. Le ministère Dupuy crut trouver la planche de salut dans de nouvelles restrictions apportées à la liberté de la presse. Le 9 juillet 1894, le garde des sceaux déposait un nouveau projet de loi « ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes ». Après une assez longue discussion, ce projet devint la *loi du 28 juillet 1894*.

Celle-ci retirait au jury pour les déférer aux tribunaux correctionnels, toutes les provocations aux attentats anarchistes qui pouvaient se produire par la voie de la presse, c'est-à-dire : les délits de provocation de militaires à la désobéissance, d'apologie

(1) Voir *infra*, p. 311. Le procès des Trente.

ou d'incitation aux crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, ou de vol, etc... lorsque ces infractions avaient pour but un acte de propagande anarchiste. L'article 2 réprimait les mêmes faits, même s'ils s'étaient produits en dehors de toute publicité. La manifestation la plus discrète et la plus intime de la pensée : une simple conversation, devenait punissable. La provocation pouvait être d'ailleurs directe ou indirecte. Les sanctions prévues étaient un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de cent francs à deux mille francs. La peine accessoire de la relégation pouvait, en outre, être prononcée dans certains cas. Enfin, il était prévu que les cours et tribunaux pouvaient interdire la reproduction des débats.

La discussion de la loi à la Chambre ne fut pas sans ampleur. Le rapporteur, M. Lasserre, d'accord avec le gouvernement, soutint le projet en invoquant le droit et le devoir de défendre la société menacée par un véritable parti organisé, par l'« armée du crime ». En pareille matière, pensait l'honorable député, le châtiment devait être immédiat. Il fallait, disait-il, pouvoir répondre à la brutalité de l'attaque par la rapidité de la répression. Les lenteurs de la Cour d'assises nuisaient à l'efficacité, et, selon son expression, à l'« exemplarité » de la condamnation. Mais ce n'était pas l'argument décisif, et le rapporteur le vit si bien qu'il s'en expliqua au cours de la discussion :

« Si la juridiction de la Cour d'assises était maintenue, il ne serait pas impossible d'imaginer une procédure pour abréger les délais, M. Dumas l'a déclaré, et je ne fais aucune difficulté de le reconnaître. »

La raison dominante qui militait en faveur de la juridiction correctionnelle était que les délits anarchistes constituaient, non des délits d'opinion, mais des délits de droit commun. Dès lors, il était logique de les déférer aux tribunaux correctionnels, juges ordinaires de tous les délits, sans s'arrêter à rechercher à l'aide de quels moyens l'infraction à la loi avait été commise. Au surplus, les anarchistes ne méritaient pas le traitement de faveur d'une législation privilégiée.

Ce ne fut d'ailleurs qu'après avoir fait l'éloge de la juridiction du jury que l'on proposa de la dessaisir.

« Les adversaires de la loi, déclarait M. Lasserre, ne manqueront pas de dire que c'est là un acte de défiance à l'endroit du jury. Nous pro-

testons immédiatement avec la plus grande énergie contre semblable interprétation de nos décisions.

« Non, nous ne faisons pas aux honnêtes citoyens qui siègent aux assises en qualité de jurés, l'injure gratuite de les supposer capables de se montrer trop faibles ou de céder à des menaces. Nous rendons, au contraire, un public hommage à leur courage et à leur fermeté dans toutes les circonstances où l'action publique a fait appel à eux contre l'anarchie.

« Nous restons convaincus que, gardiens des droits de la société, ils sauraient continuer à la protéger et à la défendre. Et c'est pourquoi on n'a jamais songé à leur retirer la connaissance des crimes, même commis par les anarchistes. » (1)

Au cours de la discussion, le garde des sceaux, M. Guérin, s'associa à cet hommage rendu au jury :

« On a voulu voir dans cette modification de procédure, dit-il, une mesure de défiance à l'égard du jury, et on me disait tout à l'heure : Citez-nous des articles qui n'aient pas été condamnés par le jury !

« Après l'honorable M. Lasserre, je tiens à déclarer ici que notre projet n'implique aucune défiance à l'encontre du jury. Le jury a fait son devoir en toutes circonstances ; toutes les fois que l'action publique l'a saisi d'attentats anarchistes ou de provocations à ces attentats, il a prononcé des condamnations. » (2)

La loi allait être vivement attaquée. Résumant toutes les critiques, Henri Brisson, s'adressant à la majorité, formula ainsi son grief :

« Voyons votre loi ; elle est intitulée : « Loi pour réprimer les menées anarchistes ». Ah ! oui, je l'ai compris, ce titre ; vous voudriez bien faire croire au public que les adversaires de la loi pactisent avec l'anarchie. Voilà le sens de votre titre ! Heureusement qu'il en a été assez dit ici pour montrer que ce titre est trompeur, que votre véritable projet c'est d'abolir le jury, d'atteindre des ennemis et de les reléguer, si vous pouviez. » (3)

Avec Henri Brisson, qui mena l'offensive contre le projet, MM. Fernand de Ramel et Pourquery de Boisserin affirmèrent que la loi était inutile et dangereuse. Fut-ce de peur de s'attirer la visite des anarchistes, fut-ce par crainte de se rendre impopulaire en diminuant la compétence du jury, personne n'osa soutenir ce texte d'exception. Et Viviani devant cette carence, s'écria : « Nommez un avocat d'office, Monsieur le Président ».

Le lendemain 18 juillet, René Goblet, une des têtes du parti

(1) Rapport, n° 821. Ch. des dép. S. du 12 juil. 1894 J. O. A., p. 1029.

(2) H. Coulon : *De la liberté de la presse*, p. 98-99.

(3) H. Coulon, *op. cit.*, p. 54.

radical, ancien président du Conseil, fit à son tour la critique de la loi qu'il jugeait « inutile, antijuridique et pleine de périls ». Il supplia la Chambre de ne pas la voter, « non pas seulement pour l'honneur, mais pour la sécurité de la République ». Au cours de son intervention, il défendit avec énergie le principe de la compétence du jury :

« Vous poursuivrez, dit-il, suivant les nécessités politiques tel article et vous ne poursuivrez pas tel autre. Soit ! mais à une condition, c'est que le correctif de cet arbitraire gouvernemental, ce soit le jury. Pourquoi ? Parce que le jury est libre et indépendant, qu'il est le représentant et la voix de l'opinion, parce qu'il traduit son sentiment et ne punit que quand il est nécessaire de punir ; tandis que la magistrature que nous entourons tous ici de notre respect, la magistrature, quoi que vous fassiez, nommée par le pouvoir, dépendant du pouvoir dans une certaine mesure, sera toujours soupçonnée, comme on vous le disait hier, en pareille matière, et qu'elle deviendra d'autant plus suspecte que vous lui aurez permis d'interdire elle-même, en tout ou en partie, la publication des débats, et de se soustraire ainsi, par sa propre volonté, au contrôle de l'opinion.

« J'accepte l'arbitraire de la poursuite en ces matières, pourvu que le jury soit là pour le corriger. »

L'arbitraire n'existait pas seulement dans la poursuite, mais aussi dans le délit insuffisamment défini et précisé. Qui donc, demandait René Goblet, pourrait mieux apprécier le fait, l'intention et les circonstances, ces éléments essentiels du délit, sinon le juge de l'opinion, c'est-à-dire le jury ?

« Ce n'est pas à la magistrature, poursuivait-il que vous pouvez livrer arbitrairement l'appréciation arbitraire d'un délit, qui lui-même est insuffisamment défini. C'est cependant ce que vous voulez faire.

« Messieurs, je vous demande de ne pas le faire dans l'intérêt de la magistrature d'abord, que l'on a toujours compromise quand on l'a mêlée à nos luttes et à nos conflits politiques et que vous risqueriez de déconsidérer si vous lui donniez à juger cette sorte de délit, en lui permettant par surcroît de se soustraire à la publicité.

« Je le demande aussi, dans l'intérêt de la justice. Le jury n'est-il pas le meilleur des juges ? En effet, il n'y a pas de juge qui soit plus sûr. Vous l'avez éprouvé vous-mêmes. N'est-ce pas vous, M. le garde des sceaux, qui rappeliez dernièrement à cette tribune la poursuite dirigée contre Breton et la condamnation qui s'en est suivie ? Est-ce que jamais vous avez manqué d'obtenir une condamnation du jury ? Quand vous avez poursuivi Breton, il a été condamné. Et quand il s'agit d'atteintes à la discipline de l'armée, est-ce que Jean Grave n'a pas été frappé et Allemane l'autre jour encore ?

« Je réclame le jury, disais-je, dans l'intérêt de la justice et de la magistrature, mais c'est aussi dans l'intérêt du Gouvernement lui-même. Le jury est la protection des gouvernements, il est leur garantie

et les protège contre leurs propres excès et contre l'abus des poursuites. » (1)

Au nom d'un certain nombre de ses collègues, M. de la Porte fit à la tribune la déclaration suivante :

« L'article 1^{er} transfère aux tribunaux correctionnels la connaissance de délits que la Restauration en 1819 et l'Assemblée nationale de 1871, au milieu des horreurs de la guerre civile, avaient considérés comme rentrant dans la compétence naturelle et nécessaire du jury et que le jury n'a pas cessé, jusqu'à ce jour, de réprimer avec une indiscutable énergie.

« Un tel changement dans nos lois ne saurait se justifier par le motif unique et d'ailleurs inexact d'une plus grande rapidité dans la répression. Il est en contradiction flagrante avec les éloges que la commission elle-même ne peut se dispenser de décerner à la juridiction dont elle vous propose de restreindre la compétence en substituant trois juges nommés par le pouvoir exécutif, à une magistrature issue de la nation, en constante communication avec elle par des renouvellements périodiques et animée comme elle des sentiments unanimes de répression que soulèvent partout les crimes dont il s'agit.

« On ne rend pas la répression plus sûre et plus sévère ; on ne réussit qu'à diminuer l'autorité morale de la justice, au moment où il importe le plus de rendre, par le concours de tous, son action efficace et décisive. » (2)

Un contre-projet fut déposé par M. Dumas, aux fins de renforcer la législation pénale existante et de maintenir la compétence du jury, même pour les infractions nouvelles.

« Il est absolument évident et démontré par l'histoire, par la logique même qu'elle met en lumière, assurait M. Dumas, que chaque fois qu'il s'est agi d'une période libérale, chaque fois que les principes de la liberté étaient appliqués et revendiqués, c'est le jury, juge d'opinion, émanation du suffrage universel, qui répond au principe même sur lequel tous nous sommes appuyés, c'est le jury, dis-je, qui doit juger des délits qui, par leur subtilité, leur difficulté d'analyse, leur mobilité, appartiennent véritablement à une juridiction d'opinion et d'impression.

« Que répond le Gouvernement ? Il proteste de son respect pour le jury. Mais s'il est conséquent avec lui-même, s'il est libéral, il doit s'inspirer des régimes libéraux, et puisque le jury a son admiration et ses sympathies, lui donner sa confiance. Mais c'est un singulier respect que celui qui consiste à repousser justement celui auquel on rend hommage.

« Vous admettez le jury, vous protestez de votre admiration pour sa fermeté, vous savez qu'il n'a faibli, ni pour Vaillant, ni pour Henry, ni pour Allemane, ni pour Jahn. Ce sont justement les tribunaux

(1) H. Coulon, *op. cit.*, p. 91-93.

(2) H. Coulon, *op. cit.*, p. 107.

correctionnels auxquels vous aviez déferé ces criminels et ces coupables qui, devant la fermeté du jury, se sont montrés pusillanimes.

« Soyez donc logiques avec vous-mêmes, et si vous êtes, encore une fois, des libéraux, si vous reconnaissez que le jury est une juridiction ferme dans l'application des lois, prouvez-lui votre confiance et laissez-lui le droit de juger...

« Il faudrait, pour nous prouver quelque chose, que vous précisiez des délits ou des crimes que vous auriez soumis à sa compétence et qui auraient échappé à sa fermeté...

« Le seul argument qui reste au gouvernement dans la circonstance, c'est la question de rapidité... Je me demande si vous conseillerez à vos magistrats correctionnels d'aller chercher des exemples de rapidité auprès de ce procureur général qui, à force de réfléchir à la prescription, en a laissé écouler le terme ou auprès de ceux que vous aviez chargés d'exercer des poursuites contre Arton et Cornélius Herz ! »

Après avoir démontré le peu de valeur de ce reproche adressé au jury, M. Dumas appela l'attention de la Chambre sur le danger que présentait à ses yeux la juridiction correctionnelle, à côté du huis clos et de la relégation perpétuelle :

« Voilà, en ramassant la loi sur elle-même, dit-il, les conséquences fatales auxquelles vous vous trouvez exposés : une infraction de presse jugée dans l'ombre par des juges nommés, choisis, envoyés par le gouvernement et pouvant prononcer une peine perpétuelle.

Messieurs, l'opinion publique serait le contrepoids de votre sévérité. Si vous accordez le jury aux délits de presse, alors vous pouvez frapper plus fort, parce que l'opinion publique sera tranquille, parce qu'alors elle ne se demandera pas ce qui s'est passé derrière les murs de cette salle où vos magistrats auront appliqué votre loi. Mais lorsque vous mêlez tous ces éléments ensemble, vous faites une chose qui ne peut même pas se discuter...

« Mais, Messieurs, ces magistrats que vous instituez, que vous dirigez il faut bien le dire, est-ce qu'ils ne sont pas pour la plupart trop souvent préoccupés de cette question de l'avancement qui fait que, dès lors qu'ils occupent une place, leurs calculs s'orientent vers des situations nouvelles ?... Si de telles préoccupations les assiègent, ne les placent-elles pas, en effet, à la discrétion du Gouvernement ?...

« Je répète et je prétends, Messieurs, avec la logique même, que vous ne pouvez pas envoyer des délits de presse, des délits d'opinion, des délits de pensée, des délits subtils, qui sont une impression et dans lesquels le mobile est si difficile à pénétrer, devant des juges qui, par leur profession quotidienne sont enclins à frapper sévèrement... et font tomber, ainsi que le marteau-pilon tombe automatiquement dans une usine, les condamnations sur la tête de ceux qui leur sont déférés. » (1)

Un amendement de Viviani, tendant à l'établissement d'un

(1) H. Coulon, *op. cit.*, p. 129-135.

jury correctionnel, auquel seraient déférés les délits en question, n'eût pas plus de succès.

« Je dis, et je vais prouver, déclara Viviani, que si vous voulez obtenir devant la justice une répression rapide, vous ne le pouvez qu'à la condition de réorganiser les assises correctionnelles. Je dis et je vais prouver que, si vous voulez retourner sous une forme honorable vers le droit commun, vous ne le pouvez qu'à la condition de reprendre l'œuvre de la Constituante et de réorganiser le jury correctionnel... »

Une pareille loi, poursuivait l'orateur, portait atteinte, non seulement aux droits des accusés, mais encore aux droits du jury, c'est-à-dire aux droits du peuple :

« Lorsqu'un citoyen, si humble qu'il soit, sort du peuple pour devenir ce juge passager et souverain, pour devenir juré,... il vient exercer un droit, qui est devenu sous le régime républicain le droit de la nation elle-même, le droit le plus élevé, le plus imprescriptible de tous et qui s'appelle le droit de rendre la justice.

« Ce citoyen, appartenant à cette nation qui a le droit d'appeler devant elle ceux qui portent le trouble dans l'ordre social, qui veulent détruire les institutions dont elle est la première et la plus vigilante gardienne, ce citoyen, dis-je, vient, au nom du peuple tout entier, rendre la justice. Voilà le principe proclamé par la Révolution, le principe que les régimes despotiques et autoritaires qui se sont succédés ont essayé de nier,... c'est le principe auquel tous les républicains, à travers les épreuves, sont restés fidèles, qu'ils ont toujours proclamé, toujours revendiqué, à savoir qu'il n'y a pas de véritable justice que celle qui émane de lui.

« C'est donc le peuple tout entier qu'en la personne de son représentant vous dépoussédez.

« Et quel moment choisissez-vous pour dépouiller le jury ?... Vous proclamez que la société est en péril, que des menaces se dressent en face d'elle, que jamais l'heure n'a été plus tragique, et c'est à ce moment que vous désarmez le jury, c'est-à-dire la société tout entière, et que vous la privez du droit de juger et de se défendre !

« Et au profit de qui voulez-vous que la nation abdique ses droits souverains, ses droits imprescriptibles ? C'est entre les mains de ces magistrats correctionnels qui n'ont jamais été les représentants de la nation, qui sont tout au plus les commis du pouvoir, et souvent les instruments de ses haines et de ses passions.

« Messieurs, vous allez émettre un vote ; mais il est bien certain que ce vote aura devant le pays une claire signification. Il est bien entendu que si vous émettez un vote contre le jury correctionnel, vous aurez voté contre le jury, vous aurez voté contre le peuple. » (1)

M. Alexandre Millerand, à son tour, protesta vigoureusement contre la loi :

« Le trait essentiel de l'article 2, comme de la loi tout entière, dit-il,

(1) H. Coulon, *op. cit.*, p. 158-160.

celui qui la caractérise et qui la juge, c'est l'hypocrisie ; hypocrisie qui apparaissait hier sous ces deux prétextes, reconnus successivement inexacts, du retour au droit commun et d'une rapidité plus grande, qu'on invoquait pour vous demander d'enlever au jury pour les déférer aux tribunaux correctionnels, c'est-à-dire à des juges non pas plus courageux, ni plus sûrs, mais plus souples et plus dociles, la connaissance des délits d'opinion, qui sont visés dans cette loi... ; quand cette loi vise et atteint, non seulement, comme on l'a dit jusqu'ici d'une manière un peu trop exclusive, la liberté de la presse, mais plutôt et plus exactement la liberté individuelle de tous les citoyens. » (1)

Pour l'orateur, les mesures présentées par le gouvernement, sous prétexte de réprimer les menées anarchistes, ne visaient qu'à frapper la liberté de la presse et à étouffer les scandales financiers :

« Et puis, s'écria-t-il, un jour est venu où ce compagnonnage de la politique et de la finance, où ces relations scandaleuses du pouvoir et de la Bourse ont transpiré, où la presse a mis à nu toutes ces hontes. Ils ont senti passer sur eux le vent des catastrophes ; ils sont à peine remis d'une alarme si chaude et ils en ont gardé la volonté implacable de faire payer cher à celle qui leur avait fait subir les affres de l'angoisse par lesquelles ils étaient passés ; celle-là, c'est la liberté de la presse. C'est celle que, dans son immortel pamphlet du *Vieux Cordelier*, Camille Desmoulins appelait, il y a cent ans, la « terreur des fripons » ».

Dans un magnifique discours, Camille Pelletan supplia la Chambre « de ne pas imprimer cette honte suprême au front de la République » et aborda la question de juridiction :

« Si vous voulez donner une garantie au pays, elle est dans le juge, elle ne peut être que dans le juge et dans un juge indépendant...

« Je vous répète, c'est dans la juridiction qu'il fallait donner des garanties, parce qu'elles ne pouvaient être que là.

« On a bien senti que c'était là la grosse question, et vous avez tenu absolument à la police correctionnelle, sans même indiquer aucun motif à la Chambre ; car je ne considère pas comme un motif sérieux cette étrange raison que vous ne vouliez pas trop souvent déranger les jurés.

« Vous aviez d'un côté, une juridiction dont l'indignation contre les anarchistes était certaine, mais qui ne rendait pas des services au Gouvernement. Vous aviez d'un autre côté, la police correctionnelle que vous sentiez dans votre main ; vous avez choisi celle-ci ; par un surcroît presque incroyable de précautions, vous voulez encore abriter sous le secret, les procès qui s'engageront devant elle, et vous

(1) H. Coulon, *op. cit.*, p. 230.

voulez que nous croyions au prétexte de votre loi contre l'évidence des faits actuels et contre les précédents de tout un siècle ?

« Vous suivez la tradition de toutes les réactions, la tradition qu'on a suivie au lendemain des attentats contre le duc de Berry, de la machine infernale de Fieschi, de l'attentat d'Orsini. A toutes ces époques, c'est contre le crime qu'on a prétendu sévir. Et c'est en réalité contre des adversaires politiques qu'on a demandé des armes. Vous faites de même... » (1)

La Chambre rejeta encore deux amendements, déposés par Viviani et Balsan, qui proposaient que chaque fois que le prévenu serait passible de la peine de la relégation, il fût déféré au jury.

« La loi de 1885, déclara Viviani, vous dit qu'on commet une véritable exception au droit commun, quand on permet à un tribunal de prononcer une peine perpétuelle ; il n'y a que le jury qui ait ce droit. »

Le projet fut encore combattu, non seulement par Jaurès, Jules Guesde, Marcel Sembat, Lockroy, etc..., mais par des hommes de la droite, comme Denys Cochin. Finalement, la loi fut adoptée par la Chambre à une majorité de 269 voix contre 163.

Quant au Sénat, après avoir entendu d'éloquentes, mais courtes protestations de Charles Floquet et d'Emmanuel Arago, il vota la loi par 205 voix contre 34.

Telles sont les *lois scélérates*. En résumé, elles punissent d'une façon particulièrement sévère tous les délits anarchistes et enlèvent ceux-ci à la compétence du jury.

La première application de ces dispositions fut faite, quelques semaines après le vote de la loi du 12 décembre 1893, non pas à un anarchiste, mais à un socialiste, M. Jules-Louis Breton qui par la suite devint sénateur, ministre et membre de l'Institut. Il était poursuivi pour un article paru dans le journal hebdomadaire, le *Parti Socialiste*, organe du Comité révolutionnaire central du parti blanquiste (2). La loi du 28 juillet 1894 reçut sa première application avec le *procès des Trente* (3).

Les *lois scélérates* sont encore actuellement en vigueur. Pourtant leur abrogation a été maintes fois réclamée (4). L'anarchie

(1) H. Coulon, *op. cit.*, p. 329-330.

(2) V. *infra*, p. 309.

(3) V. *infra*, p. 311.

(4) V. *infra*, p. 206.

proprement dite a disparu aujourd'hui, mais les tendances profondes auxquelles elle correspond, existent encore : M. Loubet a échappé à une bombe lors de la visite du roi d'Espagne ; M. Paul Doumer a été assassiné comme M. Carnot ; le roi de Yougoslavie et M. Louis Barthou n'ont pas échappé à un geste criminel du même ordre.

Maintenant, les *lois scélérates* menacent le parti communiste. C'est ce que reconnaissait récemment M. Charles Lussy à la tribune de la Chambre :

« Les tribunaux correctionnels ont été utilisés, à l'abri des lois de 1893 et 1894, pour poursuivre, non pas la propagande par le fait qui n'existe plus, mais uniquement le délit d'opinion. On a fait comparaître devant les tribunaux correctionnels des hommes qui n'étaient pas des anarchistes, mais des socialistes, des communistes, des syndicalistes. » (1)

M. Vaillant-Couturier confirmait pareillement cette opinion en déclarant que les lois de 1893 et 1894 visaient « le prolétariat » :

« Il reste, dit-il, qu'il faut bien constater que, jusqu'à présent, c'est uniquement ou presque uniquement contre les partis avancés qu'ont joué les lois sur la presse et spécialement contre le parti communiste. Elles ont valu à ses militants des centaines d'années de prison et des centaines de mille francs d'amende. » (2)

Et M. Plard de rappeler un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, du 9 février 1924, ainsi conçu :

« Si la cessation concertée du travail dans une industrie privée peut être l'exercice d'un droit, la grève générale, c'est-à-dire l'interruption totale des relations essentielles au fonctionnement de la société, livrerait celle-ci aux violences anarchistes.

« Toute propagande en vue de la grève générale a donc un caractère anarchiste. »

C'est ce qui permettait à M. Plard de conclure :

« Vous voyez, Messieurs, comment la Cour de cassation elle-même s'est servie des lois de 1893 et 1894 contre la classe ouvrière, même dans ses manifestations ou dans ses préparations de grève générale. » (3)

(1) Ch. des dép., S. du 3 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3273.

(2) Ch. des dép., S. du 3 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3267.

(3) Ch. des dép., S. du 3 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3263.

La jurisprudence assimile d'ailleurs, avec facilité, le communisme à l'anarchisme. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris, du 27 mars 1935, décide :

« Que le but de propagande anarchiste visé par l'article premier de la loi de 1894 est suffisamment caractérisé quand la propagande tend à exciter les citoyens les uns contre les autres, à détruire l'autorité, à désorganiser la vie sociale et à amoindrir la force de résistance du pays contre un ennemi toujours menaçant ; qu'on ne saurait à cet égard distinguer entre l'anarchisme et le communisme, cette dernière doctrine visant, en l'état actuel, à l'instauration par la violence ou tout autre moyen d'un nouveau régime social sur les ruines de l'ancien. » (1)

SECTION IV

La tendance à la « correctionnalisation » (1895-1938)

Depuis l'adoption des *lois scélérates*, les archives des deux Assemblées se sont enrichies d'un certain nombre de propositions de loi tendant à modifier le régime de la presse. Mais c'est en pure perte que, pendant longtemps, sénateurs et députés s'évertuèrent à suggérer des réformes. Entreprises vouées invariablement à sommeiller dans les cartons des commissions. Et, comme le dit La Fontaine, « le sommeil est chose invincible ».

Une fois seulement, le Sénat donna tort à La Fontaine, et raison à un de ses membres. Déjà depuis 1881, deux tentatives, dues à l'initiative parlementaire, avaient été faites pour restreindre la compétence du jury en matière de presse. Ces deux propositions présentées, l'une en 1888 par M. Lisbonne, l'autre en 1889 par M. Barthe, avaient reçu la consécration du Sénat, mais n'avaient pas été adoptées par la Chambre. Le 9 juin 1899, M. Joseph Fabre déposait, devant la Haute Assemblée, une nouvelle proposition de loi tendant à déférer aux tribunaux correctionnels la connaissance des offenses au président de la République, ainsi que les diffamations et injures envers les corps

(1) *Moniteur de la Presse*, novembre 1937, p. 17.

constitués et personnes publiques. La preuve des faits diffamatoires, dans les cas où elle était autorisée par la loi de 1881, restait admise devant le tribunal correctionnel. Dans l'exposé des motifs, M. Fabre invoquait le parti pris d'acquittement du jury, qui faisait renoncer aux plus justes poursuites et constituait un encouragement pour les diffamateurs.

« De là, disait-il, une exaspération croissante des passions mauvaises, un parti pris de haine contre les hommes publics « tous abjects », un grand relâchement de zèle chez les fonctionnaires terrorisés, un discrédit fatal de nos institutions ; une habitude de tout conspuer, qui désagrège ces forces morales dont est faite la vie d'un peuple. »

« Oui, il faut que le journaliste puisse dogmatiser sur tout ce qui lui plaît, attaquer lois ou hommes publics avec la plus passionnée véhémence, avec la plus extrême injustice, avec la plus entière liberté. Oui, il faut que les fonctionnaires, les mandataires puissent être discutés, contrôlés et, toutes les fois qu'il y a lieu, hautement incriminés ; mais encore faut-il ne pas faire d'eux des parias, selon un mot d'Eugène Pelletan, en les mettant hors la loi... »

Aussi M. Fabre réclamait-il pour les hommes publics le même droit de venger leur honneur que celui accordé aux particuliers, c'est-à-dire de porter leur plainte devant le tribunal correctionnel. Il ne niait pas que les juges fussent suspectés de recevoir servilement le mot d'ordre du Gouvernement. Le remède, il fallait, selon lui, le chercher dans une indépendance plus grande de la magistrature (1).

Les mêmes considérations étaient développées dans les rapports qu'il présenta successivement au nom de la commission (2).

Après réflexion, la commission sénatoriale modifia la proposition de loi et augmenta l'étendue de la réforme. M. Joseph Fabre, qui avait la plume facile, rédigea un rapport supplémentaire. La compétence du jury était maintenue pour le délit de diffamation envers les corps constitués, fonctionnaires et autres personnes publiques. En revanche, étaient attribués au tribunal correctionnel les délits d'injure, les cris séditieux et les offenses envers le président de la République. D'autre part, l'action civile résultant des délits de diffamation et d'injure pouvait être poursuivie indépendamment de l'action publique. Si le plai-

(1) Proposition de loi, n° 155. Sénat, S. du 9 juin 1899. *J. O. A.*, p. 386.

(2) Rapport sommaire, n° 167. Sénat, S. du 15 juin 1899. *J. O. A.*, p. 407. Rapport, n° 205. Sénat, S. du 3 juillet 1899, *J. O. A.*, p. 427.

gnant se bornait à demander des dommages-intérêts, il pouvait saisir de son action la juridiction civile. La preuve de la vérité des faits diffamatoires, dans les cas où elle était autorisée par la loi de 1881, restait admise devant le tribunal civil. Si elle était produite, aucune indemnité ne pouvait être accordée (1).

La réforme parut à M. Joseph Fabre trop complexe pour que la discussion pût aboutir à un résultat positif avant la clôture de la session. Aussi en détacha-t-il deux articles et déposa-t-il, le 12 juin 1900, une seconde proposition de loi. Le nouveau texte déférait seulement aux tribunaux correctionnels la connaissance des offenses envers le président de la République et, tout en conservant la compétence du jury pour les autres délits, permettait la séparation de l'action publique et de l'action civile, avec possibilité d'effectuer la preuve des faits imputés devant le tribunal civil (2). Le 14 juin, M. Joseph Fabre déposa, au nom de la commission, un nouveau rapport (3).

La discussion s'ouvrit le 19 juin devant la Haute Assemblée. MM. le Provost de Launay et Ponthier de Chamaillard se livrèrent à une acerbe critique de la réforme proposée (4). Dans l'amendement qu'il déposa, M. Alfred Rambaud acceptait de déférer aux tribunaux correctionnels l'offense au président de la République ainsi que les délits de diffamation et d'injure envers l'armée, mais il se refusait à admettre toute autre exception à la règle de la compétence du jury :

« Comment voulez-vous, dit-il, qu'un sénateur, un député, un ministre surtout, puissent obtenir le droit de décliner une juridiction nationale, populaire, qui est, en matière de presse, le droit commun ? Comment voulez-vous que ces mandataires de l'opinion publique puissent se dérober précisément à un tribunal d'opinion publique ? Autrement, M. Joseph Fabre considérait le jury comme « l'émanation de la conscience nationale », et je vois, dans un des rapports qui précèdent le texte de loi, que c'est pour les délits de presse « une inerte juridiction de privilège à laquelle il faut substituer ce qu'il appelle la juridiction de droit commun ! » Comment expliquer une telle divergence d'appréciation ?

« Sans doute, le texte de la commission n'ouvre pas à ces personnes le recours en police correctionnelle, elle leur ouvre seulement le recours devant le tribunal civil. Mais au fond, malgré d'apparentes

(1) Rapport supplém., n° 198. Sénat, S. du 7 juin 1900. *J. O. A.*, p. 590.

(2) Proposition de loi, n° 206, Sénat, S. du 12 juin 1900. *J. O. A.*, p. 598.

(3) Rapport, n° 210, Sénat, S. du 14 juin 1900.

(4) Sénat, S. du 19 juin 1900. *J. O. Déb. parl.*, p. 636.

différences, n'est-ce pas la même chose ? Ne s'agit-il pas, dans un cas comme dans l'autre, de juges nommés par le Gouvernement ? N'est-ce pas toujours se dérober à la discussion large et publique, dans la pleine lumière de la Cour d'assises, pour se réfugier dans l'ombre du prétoire ?

« Un tel expédient est si contraire à la tradition du parti républicain, que ni Gambetta ni Jules Ferry, qui ont cependant été violemment attaqués, n'ont jamais rien demandé de semblable pour eux-mêmes. Ils ont vécu sous le régime de la loi qu'ils avaient votée. Et en somme, en quoi les attaques dont furent l'objet ces deux grands hommes d'Etat de la République les ont-ils diminués ? En rien ! Leur réputation et leur mémoire n'ont cessé de grandir à mesure que le nom de leurs insulteurs s'enfonçait dans l'oubli. » (1)

La proposition de loi, adoptée après modifications, par le Sénat le 21 juin 1900, fut portée le 25 devant la Chambre, mais ne fut pas rapportée. Depuis, le président du Sénat la transmet régulièrement à la Chambre des députés, au début de chaque législature. Tant de persévérance méritait une récompense. La proposition de loi de M. Joseph Fabre, réunie au projet de loi de 1936, connu enfin, ainsi qu'on le verra plus loin, les honneurs d'une discussion publique au Palais-Bourbon.

Il faut arriver à une époque toute récente pour trouver quelques modifications au régime de la presse.

Une loi du 12 février 1924 réprimant les atteintes au crédit de l'Etat, vint remplacer la loi du 3 février 1893. Les tribunaux correctionnels conservaient la connaissance de ces délits, dont les pénalités étaient sensiblement élevées. Devenait punissable : quiconque aurait, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, opéré la baisse des devises nationales dans un but de spéculation ; ou encore provoqué la vente des titres de rente ou autres effets publics, ou enfin mis obstacle à l'achat ou à la souscription des dits fonds ou valeurs, dans un but de dépréciation. La tentative était punie comme le fait lui-même. Les peines prévues pouvaient, dans certains cas, aller jusqu'à cinq ans de prison et entraîner une amende de cent mille francs (2).

Cette loi fut appliquée à un rédacteur du journal *Vendémiaire*, M. Veyssié, qui fut condamné, le 9 novembre 1935, à cinq cents francs d'amende. On lui reprochait d'avoir publié

(1) Sénat, S. du 21 juin 1900. *J. O. Déb. parl.*, p. 650-658.

(2) *Dalloz périodique*, 1924-4-248.

un article sur la Caisse des dépôts et consignations dans lequel il signalait d'une part, une mise en difficulté possible de cet organisme en raison des spéculations téméraires auxquelles il se livrait et d'autre part, la mainmise de l'Etat, par des prélèvements clandestins, sur les fonds dont la Caisse était dépositaire. Le tribunal estima que cet article était de nature à inquiéter les porteurs d'effets publics et susceptible de les amener à réaliser des ventes importantes de valeurs d'Etat ; qu'il risquait aussi d'arrêter ou de ralentir les achats des mêmes valeurs ; qu'il pouvait encore inciter les déposants des caisses d'épargne à réclamer le remboursement de leurs fonds et mettre ainsi la Caisse des dépôts dans l'obligation de vendre des valeurs d'Etat (1). Cet exemple prouve mieux qu'une longue démonstration que chaque fois que le tribunal correctionnel devient compétent, la liberté de la presse n'est plus qu'un vain mot.

A partir de ce moment, les tentatives de désagrégation du grand édifice libéral de 1881 vont prendre une cadence accélérée. Le jury subit le 30 mars 1929, un nouvel assaut du gouvernement, sous forme d'un projet de loi sur la diffamation, présenté à la Chambre par M. Louis Barthou, garde des sceaux du ministère Poincaré. Ce projet stipulait que l'action civile résultant d'un délit de diffamation pouvait, dans tous les cas, être introduite séparément de l'action publique. Ainsi toute personne diffamée pouvait, si elle préférait ne pas courir les risques d'un procès devant le jury, s'adresser à la juridiction civile pour obtenir réparation du préjudice subi. L'affaire était inscrite et jugée comme en matière sommaire, mais par priorité et sans remise. Si la preuve du fait diffamatoire, dans les cas où elle était admise par la loi de 1881, était rapportée, le plaignant devait être débouté (2). Mais le projet ne fit l'objet d'aucun rapport. La commission le repoussa, dit-on, à l'unanimité.

M. Jacques Ditte, dans la *Revue Hebdomadaire* qualifiait ce projet d'« attentat contre la Justice et la Liberté ».

« Le projet, écrivait-il, contient une véritable pétition de principes qui bouleverse la base même du droit pénal, en permettant d'accorder des dommages-intérêts en raison d'un délit sur lequel la seule juridiction compétente, la juridiction répressive, n'aura pas été appelée à

(1) *Moniteur de la Presse*, 30 novembre 1935, p. 7.

(2) Projet de loi, n° 1624, Ch. des dép., S. du 30 mars 1929. *J. O. A.*, p. 658.

se prononcer. C'est la négation de l'adage : le criminel tient le civil en l'état...

« Or ici, le jury seul est qualifié, aux termes de la loi, pour dire si le délit existe. Et voilà pourtant qu'on propose de permettre à la juridiction civile d'allouer des dommages-intérêts en raison de ce délit qui doit être réputé inexistant, puisque le jury, qui a seul le droit de trancher la question, n'en aurait même pas été saisi.

« C'est tout simplement monstrueux.

« En réalité, on veut, sans l'avouer, faire jouer au tribunal civil le rôle inattendu de juridiction répressive à la place de la Cour d'assises. Sous couleur de réparation civile, c'est, en somme une peine pécuniaire écrasante qu'on demande au juge civil de prononcer contre le diffamateur, sans même laisser à celui-ci la liberté de se défendre. En effet, l'affaire doit être expédiée comme matière sommaire...

« Il faut donc dire la vérité telle qu'elle est : le nouveau projet n'intéresse que les hommes publics, et il n'a d'autre but que de les mettre à l'abri des trop justes critiques qu'ils redoutent.

« Il n'est dirigé que contre les journalistes indépendants et courageux qui ont entrepris une œuvre désintéressée d'épuration publique...

« Tout se passe comme si les auteurs du projet voulaient se soustraire au jury parce qu'ils n'ont pas assez de prise sur lui. Ils se défient de juges trop indépendants, et préféreraient des magistrats dont ils pourraient faire la carrière.

« Posons-leur donc ce dilemme qui montre bien les deux faces également fâcheuses de leur projet :

« Ou bien vous aurez des magistrats vraiment indépendants, et qui rendront, même contre vous, des arrêts impartiaux, mais alors prenez garde, car vous donnez à la Justice le pouvoir exorbitant de censurer les ministres ou de condamner les actes du gouvernement, et c'est une scandaleuse atteinte à la séparation des pouvoirs et à la dignité des gouvernants !

« Ou bien vous êtes sûrs d'avance de la docilité des magistrats auxquels vous vous adressez, mais alors c'est dire que vous avilissez la justice, en lui demandant des services au lieu de jugements, et vous discréditez les magistrats, qui ne pourront assouvir vos vengeances personnelles qu'en faisant douter de leur indépendance et de leur honorabilité ! » (1)

Deux années plus tard, une *loi du 2 juillet 1931*, dite *loi André Hesse*, du nom du député qui la proposa, vint interdire de publier, avant décision judiciaire, toute information relative à des constitutions de partie civile devant le juge d'instruction. Les infractions à cette disposition étaient déférées au tribunal correctionnel (2).

La *loi du 28 février 1933* créa un nouveau délit qui fut encore attribué aux tribunaux correctionnels. Elle punissait toute

(1) J. Ditte : *Le projet de loi sur la presse* ; dans *Revue Hebdomadaire*, 11 mai 1929, p. 155-169.

(2) *Dalloz périodique*, 1931-4-289.

personne qui, « par voies de fait, menaces ou manœuvres concertées, aurait organisé ou tenté d'organiser le refus collectif de l'impôt. » (1)

Un an après, une nouvelle offensive contre le jury fut encore menée par le gouvernement. Le 11 janvier 1934, le garde des sceaux, M. Raynaldy, déposait à la Chambre un nouveau projet de loi sur la diffamation. Étaient retirés au jury pour être déférés aux tribunaux correctionnels, les délits d'injure et de diffamation envers les corps constitués, les fonctionnaires et autres personnes publiques. Toutes les poursuites devaient avoir lieu d'office. La plainte de l'intéressé n'était plus indispensable que dans le cas où il s'agissait d'un parlementaire, d'un juré ou d'un témoin. D'autre part, la procédure était rendue plus rapide par la réduction des délais. Enfin, la législation sur les fausses nouvelles était singulièrement aggravée. Il n'était plus nécessaire qu'elles eussent troublé la paix publique. Il suffisait qu'elles fussent seulement *de nature* à troubler la paix ou l'esprit publics.

A la Chambre, devant la commission, M. Georges Pernot reprit le contre-projet que, d'accord avec MM. Marchandeu et Schuman, il avait déjà opposé au projet de loi de 1929. Il se déclara ferme partisan du maintien de la juridiction du jury :

« Les actes de la vie publique, écrivait M. Pernot dans son exposé des motifs, ont toujours été justement considérés comme relevant avant tout de l'opinion publique.

« Il est toujours apparu que le jury représentait seul l'opinion et était, dès lors, seul qualifié pour juger, avec le maximum de garanties, les imputations visant l'homme public ou le fonctionnaire dans les actes de leur vie publique. Ce principe, sans cesse défendu par les hommes d'Etat, les parlementaires, les journalistes ou écrivains républicains, doit donc être maintenu comme étant à la base de la loi sur la presse. »

En revanche, M. Pernot proposait toute une série de mesures destinées à renforcer les droits de la personne diffamée, à accélérer la marche de la procédure et rendre plus certaine l'exécution des condamnations prononcées contre les diffamateurs (2).

Mais le projet gouvernemental resta sans résultat pratique.

(1) *Dalloz périodique*, 1933-4-249.

(2) *Journal des Débats*, 16 janvier 1934.

La discussion, commencée devant la commission de législation de la Chambre, ne s'acheva pas et aucun rapport ne fut établi.

L'annonce d'une telle réforme souleva de nombreuses et véhémentes protestations. La presse, de son côté, fut unanime à condamner le projet.

Le *Figaro*, dans son éditorial, réclamait à grands cris le jury :

« La loi qui régit la diffamation n'est, certes, pas plus intangible qu'une autre, disait-il. Elle n'est pas parfaite, mais elle contient un principe auquel il serait criminel de laisser porter atteinte : le jury est compétent pour connaître de la diffamation envers les fonctionnaires, les membres des Chambres, etc...

« Pour juger des politiciens ou des fonctionnaires accusés d'avoir manqué aux devoirs de leur charge et à la probité, nous garderons des hommes qui jugeront tantôt bien, tantôt mal, mais en toute bonne foi : leur avenir ne dépendra pas de leur verdict. Qu'on abrège si l'on veut les délais de procédure, qu'on renforce les peines,... mais que le jury reste l'arbitre des procès de diffamation. C'est la seule chance que nous ayons de pouvoir, parfois, donner un démenti à cette parole d'un autre garde des sceaux : en politique il n'y a pas de justice. » (1)

Le *Quotidien* affichait ce placard :

« Un Gouvernement de gauche, une Chambre de gauche, supprimeraient la liberté de la presse... Quelle honte pour la démocratie !... » (2)

Le « cri d'alarme » le plus éloquent était poussé au *Populaire*, par le fameux directeur politique du journal : M. Léon Blum.

« Le but véritable du texte déposé par M. Rainaldy, écrivait M. Léon Blum, est de modifier le partage des compétences ou, pour parler plus clairement, d'attribuer aux tribunaux correctionnels les procès politiques de presse aujourd'hui portés devant la Cour d'assises...

« Toute la doctrine républicaine, depuis la Révolution française, s'inscrit contre une semblable innovation, car je ne veux pas me servir du mot de réforme. Le dix-neuvième siècle est rempli de ces débats. Toujours les républicains ont considéré que la compétence du jury en matière politique représentait l'une des conditions substantielles, l'un des éléments de la liberté de la presse. C'est de ce point de vue que Léon Bourgeois, Brisson, Pelletan et tant d'autres combattaient les lois scélérates. Le Parti socialiste a recueilli cette tradition, et j'espère, quant à moi, qu'il y restera fidèle.

« On me répondra par le tableau d'une grande partie de la presse

(1) Le *Figaro*, 15 janvier 1934.

(2) Le *Quotidien*, 15 janvier 1934.

actuelle... N'importe, liberté d'abord. J'aime encore mieux une presse perversie qu'une presse enchaînée. »

Et après avoir indiqué les réformes qui pourraient être utilement apportées à la juridiction du jury, M. Léon Blum concluait :

« Mais ce que je tiens pour inadmissible, en toute hypothèse, c'est l'entrée en scène du juge répressif, c'est-à-dire du juge dont le métier consiste à condamner au nom de l'autorité de l'Etat, dans les procès où cette même autorité est en cause. » (1)

Enfin, M. Vaillant-Couturier publiait dans l'*Humanité*, un article intitulé : « Le Gouvernement veut bâillonner la presse ». C'était le coup de massue pour le projet de loi.

« Moins que personne, disait-il, nous ne nous faisons d'illusion sur le caractère « populaire » du jury. Nous devons cependant constater que la publicité des débats de la Cour d'assises a fait souvent reculer, devant des poursuites, des gouvernements qui eussent préféré pour leurs adversaires l'étranglement dans l'ombre par les juges de métier.

« Les lois scélérates de 1893-1894 n'avaient pas d'autre signification, et l'on sait à quelles condamnations automatiques ces lois ont — sous couleur de réprimer les menées anarchistes — abouti, dans la lutte contre le communisme devant les juges correctionnels.

« Aujourd'hui le gouvernement... se propose d'ajouter une nouvelle loi scélérate à celles votées sous le ministère Dupuy.

« Le nouveau projet de loi ne vise que la presse révolutionnaire... On veut la bâillonner. On veut l'étouffer. Il faut empêcher la découverte de nouveaux scandales, limiter les dégâts aux victimes choisies dans la compétition des appétits, empêcher d'armer le mécontentement des masses... » (2)

Le Comité général des Associations de presse, reprenant l'ordre du jour qu'il avait voté à propos du projet de loi de 1929, se déclarait toujours hostile à toute mesure qui pourrait affaiblir les garanties de la charte du journalisme de 1881, répétant :

« Qu'il fallait se garder de toute loi de circonstance.

« Que ce n'était pas au moment où la presse faisait son devoir en aidant à une œuvre de moralité publique, qu'il fallait la priver de ses garanties d'indépendance et de liberté que, seul, le jury, représentant de l'opinion publique, était apte à lui donner. La soustraire aux jurés équivaldrait à la suppression de la liberté de la presse. » (3)

(1) Le *Populaire*, 15 janvier 1934.

(2) L'*Humanité*, 16 janvier 1934.

(3) *Bulletin quot. d'études et d'inf. écon.*, 16 janvier 1934.

Le 26 février 1935, un autre projet de loi était présenté au Sénat, par M. Georges Pernot, garde des sceaux du cabinet Flaudin. Un nouveau délit était créé : celui de publication ou de reproduction de nouvelles fausses *de nature* à ébranler la discipline ou le moral des armées. On visait à atteindre ainsi la propagation de fausses nouvelles rapportant de prétendus faits de nature à répandre le découragement et la désaffection, tels les décès attribués à la mauvaise nourriture, aux fatigues excessives ou au manque de soins ; ou encore de prétendus actes d'indiscipline demeurés impunis et proposés à titre d'exemples à suivre. Le projet apportait donc une double restriction à la liberté de la presse : d'abord par l'attribution du nouveau délit, non au jury, mais au tribunal correctionnel ; puis par l'emprunt au vocabulaire impérial de l'expression « de nature à ». Pour être punissable, il suffisait que la publication eût été faite de mauvaise foi, il n'était pas nécessaire d'établir qu'elle eût provoqué un trouble quelconque (1).

Au Sénat, le projet reçut un accueil pleinement favorable de la commission de l'armée (2). Dans son rapport, présenté au nom de la commission de législation civile et criminelle (3), M. Dauthy proposa de reprendre, avec quelques modifications, le texte plus ample sur les fausses nouvelles, contenu dans la proposition de loi dont M. Henry Chéron avait saisi le Sénat avant le dépôt du projet gouvernemental (4). Au lieu d'avoir deux délits de fausses nouvelles, l'un établi par la loi de 1881 et soumis à la juridiction de la Cour d'assises, l'autre créé par le projet et déféré au tribunal correctionnel, il n'y aurait plus qu'un seul délit toujours réservé à cette dernière juridiction. C'était aggraver doublement le projet gouvernemental, puisque non seulement la connaissance du délit prévu par la loi de 1881 était retirée au jury, mais il suffirait désormais, que ce dernier délit, pour être punissable, fût *de nature* à troubler la paix publique.

Le texte proposé par la commission fut adopté, par surprise, le 28 mars 1935, par la Haute Assemblée (5).

(1) Projet de loi, n° 140, Sénat, S. du 26 fév. 1935.

(2) Avis, n° 335, Sénat, S. du 26 mars 1935.

(3) Rapport, n° 312, Sénat, S. du 22 mars 1935.

(4) Proposition de loi, n° 577, Sénat, S. du 13 novembre 1934.

(5) Projet de loi, n° 113, in-8°, Sénat, S. du 28 mars 1935.

Le projet de loi, ainsi modifié, fut déposé le jour même à la Chambre. Mais il resta dans les cartons de la commission de législation et n'eut pas les honneurs d'une discussion publique.

Le Comité général des Associations de la Presse française tint une réunion exceptionnelle, le 22 mai 1935, en vue d'examiner le vote du Sénat sur le projet. La protestation suivante fut publiée à l'issue de la séance :

« Considérant que cette modification entraînerait la correctionnalisation de la plupart des délits de presse.

Le Comité,

Proteste à l'unanimité contre cette modification.

Réclame le maintien du texte actuel qui renvoie devant le jury tous les délits stipulés à l'article 27 (fausses nouvelles). » (1)

Cet ordre du jour fut approuvé à l'unanimité par le Syndicat national des journalistes.

Enfin, le Syndicat de la Presse parisienne, réuni en assemblée générale le 26 juin 1935, approuvait à l'unanimité le rapport suivant :

« Divers projets ou propositions ont été déposés sur le Bureau du Sénat et de la Chambre des députés, depuis quelques années ; d'une manière générale, ces projets et propositions tendent à soustraire certains délits réprimés par la loi du 29 juillet 1881 au jury, pour en attribuer la connaissance aux tribunaux correctionnels.

« Votre Comité s'est en toutes circonstances élevé contre ces tendances qui lui paraissent porter une atteinte dangereuse, à tous les points de vue, à la liberté de la Presse... » (2)

La procédure des décrets-lois allait permettre de réussir là où il n'avait pas été possible d'aboutir par voie législative. Relevant aux dispositions contenues dans le projet primitif du gouvernement, et s'autorisant de la loi du 8 juin 1935 qui lui permettait de prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc, le ministère Laval réalisa la pensée de son prédécesseur par le *décret-loi du 30 octobre 1935*. Sans rien changer au délit de fausses nouvelles de la loi de 1881, le nouveau texte déférait aux tribunaux correctionnels le délit de publication ou de reproduction faite sciemment et de mauvaise foi, de nouvelles fausses *de nature* à ébranler la discipline ou le moral des armées (3).

(1) *Moniteur de la Presse*, 30 mai 1935, p. 1.

(2) *Moniteur de la Presse*, 30 juin 1935, p. 3.

(3) *Bulletin législatif Dalloz*, 1935, p. 927.

Le jury restait donc compétent lorsque la paix publique avait été effectivement troublée — délit excessivement rare — et le tribunal correctionnel le devenait, dès que la fausse nouvelle était *de nature* à ébranler le moral des armées, c'est-à-dire seulement susceptible d'apporter certains troubles à la paix publique, — délit pouvant être poursuivi fréquemment. Le dessaisissement du jury était d'autant plus grave, que celui-ci n'étant plus là pour contre-balancer le silence de la loi touchant la définition de la notion abstraite de trouble hypothétique, toute latitude était laissée aux juges correctionnels pour prononcer les condamnations qu'ils estimeraient désirables. En écartant pratiquement ainsi la juridiction populaire de la connaissance des délits de fausses nouvelles, ce texte de circonstance créait en réalité des délits de tendance. Les journalistes se trouvaient placés sous la censure des juges correctionnels. On n'allait pas tarder à s'en apercevoir. La première application de ce décret-loi fut faite au mois d'avril 1936, au journal *l'Humanité*, accusé d'avoir relaté qu'un soldat était mort à Verdun à la suite d'une vaccination. La nouvelle était inexacte, le gérant de *l'Humanité* fut condamné par le tribunal correctionnel de la Seine à six mois de prison et cinq cents francs d'amende (1).

Un second *décret-loi du 30 octobre 1935* étendit encore la compétence du tribunal correctionnel, en lui attribuant la connaissance de deux nouveaux délits : l'offense envers les chefs de gouvernements étrangers et envers les ministres des affaires étrangères d'un gouvernement étranger (2). Cette réforme avait évidemment pour objet d'éviter les complications internationales, et semblait faite plus spécialement en vue de protéger le chef du gouvernement italien, M. Mussolini, dont le ministère Laval recherchait l'amitié. En attribuant ces délits aux tribunaux correctionnels, on voulait, sans doute, éviter que des débats de politique extérieure pussent se produire, devant le jury, en utilisant la Cour d'assises pour tribune.

La liberté de la presse allait bientôt subir de nouvelles atteintes. Le 6 décembre 1935, M. Léon Bérard, garde des sceaux du ministère Laval, déposait à la Chambre un projet de loi tendant à retirer au jury toutes les provocations, non suivies

(1) *Le Figaro*, 28 avril 1936.

(2) *Bulletin législatif Dalloz*, 1935, p. 1105.

d'effet, au crime de meurtre. Le tribunal correctionnel devenait compétent, non plus seulement lorsque l'infraction avait pour but un acte de propagande anarchiste, ainsi qu'en avait décidé la loi de 1894, mais dans tous les cas, quel que fût le but poursuivi par l'auteur de ces provocations (1). La portée du projet fut considérablement étendue au cours des débats devant les Assemblées.

La Chambre adopta le jour même le projet, approuvé à l'unanimité par la commission de législation civile et criminelle. Mais, sur la proposition du rapporteur, M. Georges Perrot, la compétence du tribunal correctionnel fut étendue, en plus des provocations non suivies d'effet au crime de meurtre, à toute semblable incitation au pillage et à l'incendie (2).

Le Sénat allait surenchérir et restreindre encore la compétence du jury. Le 24 décembre sur la proposition du rapporteur, M. Lisbonne, il adoptait un texte déférant au tribunal correctionnel, non seulement les provocations non suivies d'effet aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie ; mais encore les provocations aux crimes ou délits en général et les provocations aux coups et violences volontaires envers les personnes, que ces provocations aient été ou non suivies d'effet (3).

La Chambre à son tour amenda sensiblement le texte voté par le Sénat, dont elle restreignit la portée. Le 28 décembre, elle adoptait tel quel et sans discussion le texte que lui présentait sa commission. Le tribunal correctionnel ne devait plus connaître que des provocations, non suivies d'effet, soit aux crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, soit aux crimes et délits de violence envers les personnes. Les provocations, suivies d'effet, aux crimes et délits en général, restaient ainsi de la compétence du jury (4).

L'accord des deux Assemblées se fit sur ce texte (5) qui devint la *loi du 10 janvier 1936*. Étaient retirés au jury, pour être attribués aux tribunaux correctionnels, les délits de provocation, non suivie d'effet, aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie. En second lieu, un nouveau délit de presse était créé par la

(1) Projet de loi, n° 5778, Ch. des dép., S. du 6 déc. 1935.

(2) Ch. des dép., S. du 6 déc. 1935. *J. O. Déb. parl.*, p. 2411.

(3) Sénat, S. du 24 déc. 1935. *J. O. Déb. parl.*, p. 937.

(4) Ch. des dép., S. du 28 déc. 1935. *J. O. Déb. parl.*, p. 2880.

(5) Sénat, S. du 30 déc. 1935, *J. O. Déb. parl.*, p. 1065.

loi et déféré au tribunal correctionnel : celui de provocation, non suivie d'effet, aux crimes ou délits prévus par les articles 309 à 313 du code pénal, c'est-à-dire : aux coups, blessures, violences ou voies de fait volontaires envers les personnes (1). Cette loi est connue sous l'appellation de *loi Maurras*, du nom de l'écrivain qu'elle cherchait à atteindre et qui en connut le premier les rigueurs. « La cause et la raison » en fut un article publié en septembre 1935 par M. Charles Maurras dans l'*Action française*, qui avertissait les cent-quarante parlementaires signataires d'un manifeste contre l'expédition mussolinienne en Ethiopie, que si la paix succombait, ils succomberaient, à leur tour, un par un. La réédition de cet article, au lendemain de la promulgation de la loi, en entraînera aussitôt l'application au co-directeur de l'*Action française* (2).

Toutes ces atteintes à la liberté de la presse furent relevées dans le rapport présenté à l'Assemblée générale du Syndicat de la presse parisienne, le 7 mai 1936.

« Nous ne devons pas nous dissimuler, y lisait-on, que notre liberté est menacée ; les causes de ces menaces sont multiples ; elles tiennent à la rapidité de l'évolution des rapports sociaux, politiques et juridiques dans tous les domaines. L'Etat tend de plus en plus à envahir, pour imposer son contrôle, toutes les activités. Et pourtant il est de notre devoir de défendre notre indépendance...

« Notre doctrine est la suivante : la loi du 29 juillet 1881 ne saurait, certes, prétendre au privilège de l'intangibilité absolue, mais elle constitue pour la liberté de la presse qui est la base et le symbole de toutes les libertés, un bastion où il ne devrait être fait aucune brèche, tout au moins *ab irato*... » (3)

A mesure que les finances de l'Etat devenaient plus précaires, la moindre attaque risquait de porter un coup fatal à l'édifice chancelant maintenu avec peine par le gouvernement. La liberté de la presse allait une fois de plus faire les frais d'une telle situation. Une nouvelle *loi du 18 août 1936* réprimant les atteintes au crédit de l'Etat, vint abroger et remplacer, dans un sens répressif, la loi du 12 février 1924. C'était encore le tribunal correctionnel qui devait connaître des deux séries de délits qu'elle instituait. — Elle punissait d'abord quiconque aurait sciemment répandu dans le public des faits faux ou des

(1) *Bulletin législatif Dalloz*, 1936, p. 12.

(2) V. *infra*, p. 318.

(3) *Moniteur de la Presse*, mai-juin 1936, p. 2.

allégations mensongères de nature à ébranler directement ou indirectement la confiance de celui-ci dans la solidité de la monnaie, la valeur des fonds d'Etat, des départements, communes et établissements publics. — Elle réprimait aussi, même si la vérité n'était aucunement blessée, même s'il n'en était résulté aucune espèce de dommage pour le Trésor ou le crédit public, quiconque aurait incité le public à des retraits de fonds des caisses publiques, à la vente de titres de rente ou autres effets publics, ou l'aurait détourné de l'achat ou de la souscription de telles valeurs, que ces provocations aient été ou non suivies d'effet.

De telles dispositions portaient évidemment une grave atteinte à la liberté de la presse, car si les premières mesures tendaient à empêcher de tromper le public, les secondes interdisaient de l'éclairer. La mission normale de la presse était ainsi faussée et rendue impossible.

Depuis quelque temps déjà, une véritable croisade contre la diffamation avait été entreprise. Le regrettable incident qui marqua la fin de l'année 1936, allait la faire redoubler d'intensité.

Dans un discours prononcé à Narbonne le 25 octobre 1936, le président du Conseil, M. Léon Blum, annonçait le prochain dépôt à la Chambre d'un projet de loi sur la presse.

Répondant à l'interpellation de M. Becquart, sur l'affaire Salengro, M. Léon Blum déclarait à la tribune de la Chambre, le 13 novembre 1936 :

« Les hommes sont désarmés devant le mensonge et la calomnie...

« Vous me disiez, on poursuit.

« Messieurs, il y a deux façons de poursuivre. Si l'affaire est de la compétence du tribunal correctionnel, pas de preuve possible. La condamnation automatique ne signifiera rien et ne lavera personne. Si l'on va en Cour d'assises... nul ne peut être sûr que la partialité politique ne faussera pas le verdict ou, du moins, ou, surtout, personne ne peut plus répondre que l'opinion ne récusera pas la décision du jury, quelle qu'elle soit, en l'expliquant par la partialité politique. » (1)

L'ordre du jour Elbel clôturait ainsi le débat :

« La Chambre... fait confiance au gouvernement pour soumettre sans délai au Parlement un projet de loi qui, tout en sauvegardant la liberté

(1) Ch. des dép., S. du 13 nov. 1936, *J. O. Déb. parl.*, p. 3007.

de la presse, permette à tous les citoyens de défendre efficacement leur honneur contre la calomnie et la diffamation... » (1)

La fin tragique du ministre de l'intérieur, M. Roger Salengro, vivement attaqué par la presse d'opposition, allait précipiter les événements et hâter le dépôt du projet.

« La conclusion d'un tel drame, c'est vous, mes chers collègues, qui l'avez dégagée par votre vote : il nous faut une loi contre la calomnie, déclarait le 24 novembre, M. Edouard Herriot, président de la Chambre, en prononçant l'éloge funèbre du ministre. »

Comme plus d'un siècle auparavant, lors de l'assassinat du duc de Berry, la liberté de la presse, fut accusée d'homicide. On allait la frapper sans tarder.

Le 26 novembre, le gouvernement présentait à la Chambre un projet de loi sur la presse, en deux parties. La première « complétait » la loi du 29 juillet 1881 par l'addition de deux nouveaux articles, la seconde « modifiait » la même loi dans vingt-et-un de ses articles. Il s'agissait donc, en réalité, d'une refonte complète de la charte républicaine de 1881. A ce changement, la liberté de la presse n'avait rien à gagner, mais tout à perdre.

Le projet modifiait d'abord le statut des publications périodiques. Afin d'assurer une indépendance plus complète de la presse, il tendait à établir un contrôle de ses ressources. C'est dans ce but qu'il établissait toute une série de formalités que devaient remplir les journaux paraissant au moins trente fois par an : constitution en société anonyme, forme nominative des titres, publication du nom des administrateurs et gros actionnaires, du bilan de la société, du compte de profits et pertes, etc... Les agents de l'administration des finances et les officiers de police judiciaire étaient chargés d'effectuer toutes les vérifications nécessaires.

Les règles de responsabilité en matière de presse étaient également modifiées. Le gérant du journal devait être obligatoirement l'administrateur ou le mandataire ayant la signature sociale. Seraient désormais considérés comme auteurs principaux du délit : d'abord les auteurs, à leur défaut : soit les gérants ou éditeurs, soit les directeurs ou rédacteurs en chef,

(1) Ch. des dép., S. du 13 nov. 1936, *J O. Déb. parl.*, p. 3012,

à défaut de ceux-ci : les imprimeurs, et à défaut de ces derniers les vendeurs, distributeurs ou afficheurs. Le décret-loi du 30 octobre 1935 punissant l'offense envers les chefs de gouvernements étrangers et ministres des affaires étrangères de gouvernements étrangers était abrogé. Le délit de fausses nouvelles était sensiblement aggravé, quant à ses conditions d'existence. Partant de l'idée « qu'il vaut mieux prévenir les troubles que d'avoir à les réprimer », le gouvernement déclarait punissable la fausse nouvelle, lorsque sa publication ou reproduction serait *de nature* à troubler la paix publique ou les relations internationales et qu'elle aurait été faite en connaissance de cause. Enfin le projet s'inquiétait de réprimer plus efficacement la diffamation, par l'aggravation des peines et le changement de juridiction. La preuve des faits diffamatoires était autorisée à l'encontre de toute « personne publique », c'est-à-dire de toute personne exerçant une fonction ou un mandat publics, ou qui était susceptible d'exercer une influence directe ou indirecte sur l'opinion publique.

La disposition la plus grave était celle qui tendait à dessaisir le jury, non seulement de la connaissance des délits de fausses nouvelles, mais des délits de diffamation et d'injure visant les fonctionnaires et autres personnes publiques. Désormais, tous les délits de diffamation et d'injure envers les personnes étaient attribués aux tribunaux correctionnels.

« Il importe, disait l'exposé des motifs du projet, de permettre à l'ensemble des citoyens de s'adresser à la juridiction la plus accessible et la moins coûteuse : le tribunal correctionnel. La juridiction de la Cour d'assises était devenue une juridiction plus « théorique » que pratiquement utilisée. » (1)

Le jury n'avait donc plus désormais à connaître que des délits d'offense envers le président de la République, de diffamation et d'injure envers les corps constitués. D'autre part, il était prévu que l'action civile résultant des délits de diffamation pourrait être poursuivie séparément de l'action publique. C'est à cette restriction de l'étendue de la compétence du jury qu'il convient surtout de s'attacher.

Le projet gouvernemental n'était d'ailleurs pas le seul texte

(1) Projet de loi, n° 1352, p. 6. Ch. des dép., S. du 26 nov. 1936.

qui devait servir de base à la longue discussion qui allait s'engager devant les Chambres. On y avait joint la proposition de loi votée par le Sénat le 21 juin 1900 (1) et une proposition déposée le 5 novembre 1936 par M. Louis Deschizeaux et « tendant à assurer l'indépendance et la dignité de la presse française » (2).

Dès le dépôt du projet, la Commission de législation de la Chambre des députés se mit fiévreusement au travail, comme si un péril imminent et redoutable menaçait les institutions républicaines, danger que pouvait seul conjurer un remaniement complet et prompt de la loi de 1881. Le lendemain 27 novembre, le rapporteur, M. André Le Troquer, déposait son rapport. Celui-ci n'apportait pas grand chose de nouveau, mais le texte proposé au nom de la commission différail sur certains points de celui du projet gouvernemental. Quant à la « correctionnalisation » des délits de presse, M. Le Troquer affirmait qu'il n'y avait pas eu, à proprement parler, de protestation motivée et soutenue devant la commission. L'honorable rapporteur avait pourtant dû constater à ses dépens qu'il existait encore des hommes publics qui n'hésitaient pas à poursuivre leurs diffamateurs devant le jury, et que celui-ci savait, en cas d'attaques injustifiées, rapporter des verdicts de condamnation (3). Mais cela ne l'empêchait pas d'écrire :

« Quelles que fussent la violence et l'injustice des attaques dont les hommes publics pouvaient être les victimes de la part d'individus usurpant la qualité de journaliste, bien peu se risquaient à affronter la Cour d'assises. »

Et il constatait que :

« Le principe affirmé par la loi de 1881 que la Cour d'assises était la juridiction normale n'était plus exact depuis longtemps et l'on est fondé à soutenir que la presque totalité des procès en diffamation venait devant le tribunal correctionnel. » (4)

Aussi proposait-il un nouveau texte renversant le principe posé par l'article 45 de la loi de 1881, principe que conservait encore, tout en augmentant la liste des exceptions, le projet gou-

(1) V. *supra*, p. 150.

(2) Prop. de loi, n° 1243, Ch. des dép., S. du 5 nov. 1936.

(3) V. *infra*, p. 436.

(4) Rapport n° 1376, p. 20, Ch. des dép., S. du 27 nov. 1936.

vernemental. Il supprimait ces mots « les crimes et délits prévus par la présente loi sont déferés à la Cour d'assises ». C'était, au contraire, le principe de la compétence du tribunal correctionnel qui devenait la règle et c'était par exception à cette règle, que la Cour d'assises connaissait encore des deux délits qu'on n'avait pas osé — on se demande pourquoi — lui retirer : l'offense au président de la République et la diffamation envers les corps constitués. Le rapporteur était donc encore moins libéral que le ministère, puisqu'il enlevait au jury la connaissance des délits d'injure envers les corps constitués, que la bienveillance gouvernementale permettait à celui-ci de conserver.

Cinq jours francs après le dépôt du projet, le 2 décembre, date fatidique pour la liberté, la discussion commença à la Chambre et se poursuivit sans désespérer jour et nuit. Le 8 décembre, le projet fut adopté, avec modifications, par 359 voix contre 193 qui, après les rectifications de vote d'usage, se transformèrent en 371 voix contre 196. Les nombreux orateurs qui se succédèrent à la tribune pour combattre le projet et défendre la compétence du jury n'allaient pas manquer d'insister sur la contradiction qu'on découvrirait entre les mesures proposées par le président du Conseil et cette affirmation formulée en 1934 par le directeur politique du *Populaire* que : « la compétence du jury en matière politique représentait l'une des conditions substantielles, l'un des éléments de la liberté de la presse. » (1)

Aussi M. Fernand-Laurent, après avoir donné lecture de l'article de M. Léon Blum, proposait-il l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, considérant que le Chef du Gouvernement français ne saurait varier sur une question de principe essentielle, à deux années d'intervalle, prenant acte des déclarations de M. Léon Blum pour la défense de la liberté de la presse du 15 janvier 1934, repousse purement et simplement le projet d'enchaînement de la presse de M. Léon Blum du 2 décembre 1936 et passe à l'ordre du jour. » (2)

M. Pierre Colomb constata à son tour :

« Ce n'est pas sans ironie, que nous voyons la majorité du front populaire dessaisir aujourd'hui la justice populaire. »

« Et c'est au tribunal correctionnel, naguère considéré par les socia-

(1) Voir *infra*, p. 154.

(2) Ch. des dép., S. du 2 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3243.

listes comme l'organe de la justice de classe, de la justice bourgeoise, que le Gouvernement de M. Léon Blum remet la connaissance des délits de presse.

« Serait-ce que désormais, le Gouvernement aurait davantage le tribunal en main ? »

« Je sais que le garde des sceaux a pris déjà quelques précautions en supprimant la commission chargée de la présentation des magistrats, à la Cour de cassation, et en s'assurant une obéissance plus stricte du Parquet. » (1)

Avant de combattre le jury, le rapporteur, M. Le Troquer, lui rendit cet hommage :

« Il faut comme avocat, avoir pénétré dans la chambre du conseil, à côté du président et de l'avocat général, avoir entendu les jurés intéressés et passionnés par ce qui s'est dit à la barre, poser des questions, pour se rendre compte qu'ils ne méritent pas du tout une flétrissure, qu'il faut au contraire leur rendre cet hommage qu'ils cherchent la vérité...

« Sans doute, ajouta-t-il plus loin, la magistrature est quelquefois partielle et injuste... » (2)

Les divers reproches adressés au jury furent réfutés, un à un, par M. Jean Quenette, qui conclut que le jury était le seul arbitre possible en matière de presse et termina son éloquent discours en réclamant « non pas une juridiction qui condamne, mais une juridiction qui juge. » (3)

M. Vaillant-Couturier montra peu d'enthousiasme pour les tribunaux correctionnels :

« La correctionnelle ? Je n'ai pas confiance, et j'ai quelque raison de ne pas avoir confiance.

« Je ne puis tout de même pas oublier qu'en matière de presse nous avons cent fois plaidé son incompétence et que l'une des raisons essentielles de notre opposition aux lois scélérates, c'est qu'elles ont substitué le tribunal correctionnel au jury, en matière de délit de presse. » (4)

M. Louis Marin énonça cet axiome :

« J'estime que sous un régime républicain et démocratique, le jury est une nécessité. » (5)

(1) Ch. des dép., S. du 2 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3243-3244.

(2) Ch. des dép., S. du 2 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3247-3248.

(3) Ch. des dép., S. du 3 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3262.

(4) Ch. des dép., S. du 3 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3267.

(5) Ch. des dép., S. du 3 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3278.

Les juges correctionnels n'avaient décidément pas les sympathies communistes. M. Adrien Langumier ne le cacha pas :

« Les juges, nous les connaissons ; nous sommes quelques-uns, de ce côté-ci de l'hémicycle, qui les avons vus face à face rendre des jugements de passion et de haine politique. Nous ne croyons pas à leur indépendance.

« Nous savons que lorsqu'ils auront à appliquer les nouveaux articles de cette loi qui aggrave les pénalités en matière de diffamation, leurs jugements continueront à être impitoyables contre les rédacteurs ou vriers, modérés lorsqu'il s'agira des porte-plume des trusts. » (1)

Lorsque l'article 45 vint en discussion, MM. Georges Cousin et Louis Marin déposèrent un amendement tendant à renvoyer la totalité des crimes et délits de presse devant la Cour d'assises et à supprimer ainsi, en la matière, la juridiction du tribunal correctionnel. Cette proposition libérale fut soutenue à la tribune par M. Cousin :

« L'article 45 qui vient maintenant en discussion, dit-il, est la pièce maîtresse de la loi sur laquelle nous délibérons. Il vise surtout à restreindre la liberté de la presse, ne nous y trompons pas ; sans cela, à quoi bon changer de juridiction...

« Si jamais j'avais eu besoin, en mon âme et conscience, d'arguments pour défendre la compétence du jury dans les délits de presse, le texte du rapport suffirait pour me donner toute satisfaction. Jamais il n'a été donné de preuve plus formelle, plus évidente, de l'indépendance, de l'impartialité du jury.

« Et cependant, quitte à ne pas comprendre, toute la loi actuelle tend à enlever à ce jury, auquel on vient de rendre un hommage public, une compétence que lui avait donnée la loi de 1881 et qui lui avait été laissée depuis cette date...

« Il aurait fallu, à mon avis, un motif grave pour récuser le jury, seul capable d'indépendance devant des passions politiques inévitables. Ce motif, je ne l'ai trouvé ni dans l'exposé des motifs, ni dans le rapport ; je ne l'ai pas encore entendu évoquer à cette tribune. » (2)

L'amendement fut repoussé par 390 voix contre 204.

M. Drouot se montra pareillement l'ardent défenseur du jury :

« Vous avez fait, dit-il, ou on a fait ici le procès du jury, pour justifier son dessaisissement quant aux procès de presse. On a dit : « Le jury peut céder à la passion ». Mais alors, il faudrait, par identité de motifs, lui retirer le jugement de toutes ces causes qu'on appelle passionnelles...

(1) Ch. des dép., S. du 4 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3303.

(2) Ch. des dép., S. du 8 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3422-3423.

« Si vous voulez pousser votre raisonnement à l'extrême, c'est la suppression complète du jury qu'il faut décréter. » (1)

La Chambre des députés adopta le projet avec quelques modifications. Le texte proposé par la commission pour l'article 45 fut voté sans grands changements. Il ne restait plus au jury que la connaissance des délits d'offense envers le président de la République et de diffamation envers les corps constitués.

Le 10 décembre, le projet de loi adopté par la Chambre fut porté devant le Sénat. La Haute Assemblée n'avait pas les mêmes raisons que la Chambre de se hâter et elle le fit bien voir. Elle se borna à renvoyer le projet à la commission de législation, qui désigna M. Maulion pour rapporteur, et la session extraordinaire prit fin sans que le projet eût été seulement examiné. Le 11 février 1937, la Commission tint sa première réunion. Après avoir consacré dix séances à l'étude du projet, entendu le président du Conseil et les délégués des associations de presse, elle élaborait un nouveau texte. Dans son rapport, déposé le 19 mars, M. Maulion le fit connaître au Sénat (2).

Le texte de la commission sénatoriale différait considérablement de celui qui avait été voté par la Chambre. Les divergences étaient nombreuses et fondamentales. La commission voulut sauvegarder avant tout la liberté de la presse. Elle rejeta la première partie du projet relative au statut des publications périodiques. Elle modifia les règles de la responsabilité. Quant au délit de fausses nouvelles, la législation de 1881 était maintenue. Des dispositions concernant la répression de la diffamation, celles qui portaient aggravation des peines étaient seules conservées. La procédure était améliorée et accélérée.

La compétence du jury était rétablie par la commission sénatoriale :

« La liberté de la presse, écrivait M. Maulion, comporte le droit acquis par elle, après de dures batailles, d'être jugée par la juridiction populaire et seulement par la juridiction populaire, tellement qu'elle échappe à toute action civile, indépendante de l'action publique.

« Ce n'est pas respecter la liberté de la presse que de recourir aux tribunaux correctionnels ou aux tribunaux civils, c'est-à-dire à des juridictions dont les membres sont nommés par le Gouvernement, pour juger des délits qui auraient été commis à l'égard des corps constitués, des fonctionnaires, des citoyens chargés d'un service public. »

(1) Ch. des dép., S. du 8 déc. 1936. *J. O. Déb. parl.*, p. 3429.

(2) Rapport, n° 189, Sénat, S. du 19 mars 1937.

Aussi la commission rendait-elle au jury la connaissance de tous les délits de presse que tendaient à lui retirer le projet gouvernemental et le texte voté par la Chambre.

Enfin, l'action civile en matière de diffamation envers les corps constitués, fonctionnaires et autres personnes publiques, redevenait inséparable de l'action publique, comme sous l'empire de la loi de 1881.

La discussion s'engagea devant le Sénat, le 27 mai 1937. En développant son rapport, M. Maulion insista sur les raisons qui avaient amené la commission à repousser la « correctionnalisation ».

« La liberté de la presse, dit-il, comporte une troisième conséquence : c'est ce qu'on a appelé la garantie de juridiction. Que de batailles ont été livrées pour soustraire à l'appréciation des magistrats les écrits diffamatoires ou injurieux s'adressant à des personnes publiques et pour les déférer à la juridiction populaire qui, sur le plan judiciaire, est l'expression directe de la volonté nationale !... » (1)

Dans le remarquable discours qu'il prononça en faveur du jury, M. Léon Bérard montra la concomitance qui a existé, au cours des siècles, entre l'idée de liberté et la compétence du jury :

« Il se trouve qu'en cette affaire, la question de compétence prime toutes les autres...

« Coup d'Etat, dictature, Empire : les journalistes vont en police correctionnelle ; avènement de la liberté ou de la République : les délits de presse relèvent de la juridiction populaire. C'est, en style abrégatif, tout le sens du tableau synoptique où les divers régimes de la presse s'offrent à notre vue...

« Comment se fait-il que sur ce diagramme historique soit venu s'inscrire un phénomène aussi étrange que celui-ci ? En 1936, après des élections législatives qui marqueront peut-être, pour les historiens de l'avenir, l'avènement de la république sociale, un gouvernement et une majorité, qui se sont donné pour raison d'être et pour but la défense des libertés démocratiques, décident que les journalistes vont reprendre le chemin impérial de la police correctionnelle. C'est là, dans l'ordre des affaires intérieures, le fait politique le plus important, l'événement le plus curieux et le plus digne de remarque qui se soit produit en France depuis une soixantaine d'années...

« Parmi ceux qui ont décidé d'attribuer compétence au tribunal correctionnel quant aux affaires de presse, concluait M. Bérard, il en est qui ne se défient pas moins des magistrats de profession que des jurés ; mais ils espèrent bien que dans des temps proches une

(1) Sénat, S. du 27 mai 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 486-493.

magistrature renouvelée saura se montrer digne de leur confiance et mériter tous les éloges qu'ils refusent aux juges de maintenant.... » (1)

M. Mario Roustan déclara pareillement que :

« la compétence du jury, en matière de presse, avait été liée en tout temps au progrès de l'esprit républicain » (2).

Pour M. François Labrousse, la solution du problème était dans la réforme du jury :

« Donnez donc au jury, Messieurs, une compétence un peu plus juridique, régularisez-en le choix, et surtout, que le silence ne soit pas sa règle, qu'on puisse savoir pourquoi l'accusé est coupable, pourquoi il est innocent, que le jugement comporte des considérants !... Enfin donnez-nous un jury rapide. » (3)

Ce fut également l'avis de M. Lisbonne, qui suggérait de recourir :

« à une sorte de petit jury composé de trois magistrats, un conseiller à la Cour et les deux magistrats assesseurs du chef-lieu du département, assistés par exemple de six ou de neuf jurés. » (4)

Lorsque l'article 45, établissant la compétence, vint en discussion, M. Paul Fleurot, reprit par voie d'amendement le texte voté par la Chambre et se livra à une vive attaque de l'institution du jury. Le président du Conseil, M. Léon Blum, intervint alors pour appuyer l'amendement. Le rapporteur, M. Mauillon, prit la parole pour le combattre : « C'est sur la question de juridiction, répéta-t-il, que se pose le problème de la liberté de la presse ». Au reproche adressé au jury d'empêcher les poursuites, M. Mauillon répondit :

« Dès lors, je le demande si, en sortant du tribunal correctionnel avec un jugement de condamnation, ceux qui auront passé sa porte se trouvent en face des sarcasmes de l'opinion, ne croyez-vous pas que la crainte d'un tel accueil arrêtera leur action autant qu'elle est arrêtée devant le jury par la crainte de l'acquiescement possible ? »

Et l'orateur de montrer ensuite que la commission s'était efforcée, par des mesures appropriées, de remédier à chacun des inconvénients que présentait l'institution du jury. « Réfor-

(1) Sénat, S. du 27 mai 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 493-496.

(2) Sénat, S. du 28 mai 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 505-509.

(3) Sénat, S. du 28 mai 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 510.

(4) Sénat, S. du 28 mai 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 510-511.

mez l'institution du jury, concluait-il, mais n'amputez pas les droits des citoyens. » La réforme du jury qu'il reconnaissait nécessaire, comportait, à son avis, deux modifications : la première visant la constitution même du jury, la seconde établissant une collaboration entre le jury et les magistrats sur la question de culpabilité et l'application de la peine (1).

Enfin, M. Delthil, lui-même ancien magistrat, présenta, avec compétence, quelques observations judicieuses et intéressantes. S'adressant au garde des sceaux, il déclara :

« Les magistrats du parquet qui, pourtant, sont dans votre main, s'en rapportent toujours à la justice ou se bornent à demander l'application de la loi. Que voulez-vous alors que disent ces douze braves gens, ces petits paysans, ces ouvriers ? Je les connais, ... chaque fois que je leur ai demandé la vérité, je vous assure qu'ils m'ont suivi. Ils ont autant de courage que les juges professionnels. Comment voulez-vous qu'ils fassent quand l'homme à la robe rouge, le défenseur de la société, s'en rapporte à la justice ou demande simplement l'application de la loi ?...

« Comment ! Quand il s'agira d'un fait qui devrait venir devant la Cour d'assises, devant la Haute Cour, ce sera le tribunal correctionnel de ma petite ville qui décidera si un président du Conseil a forfait à l'honneur, si un garde des sceaux s'est laissé aller à des complaisances coupables...

« S'agissant des magistrats, moi qui les connais, je vous dis : Ce sont des braves gens, bien au-dessus, en matière d'honnêteté, de la moyenne. Mais M. le président du Conseil, ce sont des hommes. Dire autre chose serait pure hypocrisie.

« Il y a un autre argument. Avez-vous pensé à cette objection : pourquoi alors n'a-t-on pas voulu saisir les tribunaux correctionnels des grands crimes ?... Parce qu'on a voulu qu'il fût impossible de dire : Ces trois magistrats sont ceux qui ont condamné à mort telle personne, qui ont envoyé au bagne tel individu. Voilà pourquoi on a institué le jury, qui est indépendant parce que anonyme...

« Aujourd'hui, vous nous proposez quelque chose d'assez simple : non pas le jury, mais le tribunal correctionnel. Que dis-je ! le tribunal civil. Pourquoi pas le juge de paix ? » (2)

Le Sénat se rangea à l'avis du rapporteur et des orateurs qui avaient défendu le jury et, le 4 juin 1937, la Haute Assemblée adopta le texte que lui proposait sa Commission. Le jury, une fois de plus, était sauvé de l'offensive gouvernementale. Sa compétence en matière de presse était maintenue.

(1) Sénat, S. du 3 juin 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 542-545.

(2) Sénat, S. du 3 juin 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 546-547.

DEUXIÈME PARTIE

RÉALITÉS ET RÉFORMES

« Ne peut-on d'ailleurs chercher d'autres remèdes sans sortir du cadre de la liberté, c'est-à-dire de la tradition républicaine ?... Ne serait-ce pas l'occasion de changer la composition du jury, de modifier les règles surannées et suspectes qui président à sa sélection, de le rapprocher de la conscience populaire !... »

(Léon BLUM, le *Populaire*,
15 janvier 1934).

CHAPITRE PREMIER

L'EXEMPLE DE L'ANGLETERRE

L'institution du jury fonctionnait déjà en Angleterre lorsqu'elle fut introduite en France. Le caractère un peu mystique de cette juridiction enthousiasma les hommes de la Révolution. Dieu n'était plus alors que l'Etre Suprême, un nouveau dieu était né : le peuple. Le jury allait donc être le jugement du peuple et il n'en fallut pas moins pour le faire adopter d'emblée par le législateur français.

Mais en matière de presse le principe fut appliqué, en France, de façon différente. La comparaison des régimes anglais et français révèle, en effet, de sensibles divergences quant au jugement des délits de presse par le jury. La France a suivi en 1790 l'exemple de l'Angleterre. Ne trouverait-elle pas avantage à agir de même aujourd'hui et à s'inspirer de la législation anglaise pour apporter chez elle quelques réformes utiles ? Telle est la question que l'on pourra se poser après avoir examiné les grandes lignes du régime anglais.

SECTION I

Origines et organisation du jury en matière de presse

Les origines du jury, en Angleterre, sont assez obscures. Il semble, cependant, que celui-ci naquit de l'abolition des ordalies, forme cruelle du jugement de Dieu, condamnées par le quatrième concile de Latran de 1215. On pensait à cette époque que la décision divine devait se manifester par l'épreuve des éléments. L'innocence d'un accusé était reconnue s'il plongeait

sans dommage la main dans l'eau bouillante ou encore s'il triomphait en duel d'un adversaire de force inégale. Les ordales supprimées, il fallut imaginer une autre procédure pour constater le jugement de Dieu. Or, comme le raconte M. Toulemon, parmi l'ensemble de traditions qui exerçaient alors un grand empire sur les esprits, régnait la croyance, fortement établie dans la chrétienté, qu'en souvenir des douze apôtres, dont l'assemblée avait vu descendre sur elle le Saint-Esprit, lorsque douze hommes à la conscience pure étaient réunis, la vérité se trouvait infailliblement parmi eux. C'est de cette conviction que sortit l'institution du jury (1).

La coutume s'établit alors de réunir douze témoins, choisis parmi les voisins de l'accusé, et de considérer leur sentiment sur l'affaire comme l'équivalent du jugement de Dieu. Le shérif, magistrat du comté qui présidait l'assise, appelait devant lui quatre chevaliers et leur demandait de désigner douze de leurs pairs résidant aux environs. Si ces derniers n'étaient pas récusés par les parties et s'ils ne déclinaient pas eux-mêmes cette mission, en invoquant leur ignorance des faits à examiner, ils étaient interrogés sur la cause et faisaient connaître leur conviction par une déclaration qui devait être unanime. Lorsque cet accord n'était pas réalisé, on leur adjoignait de nouveaux chevaliers en nombre suffisant pour que l'unanimité de douze voix fût définitivement obtenue. Le shérif, seul compétent pour entendre les parties et les témoins, dirigeait toute l'instruction du procès et prononçait le jugement conformément à la déclaration rendue (2).

Peu à peu, on en vint à considérer les jurés comme formant une sorte d'unité. L'assise anglaise était née. Elle apparaissait, rapporte Glasson, comme « la réunion de douze personnes qui, sous la foi du serment étaient chargées de vérifier la vérité des faits allégués par les parties, à raison de la connaissance personnelle qu'elles avaient de l'affaire ». Ce système évolua dans la pratique vers la constitution en témoins officiels de certaines personnes que désignaient pour ce rôle, soit leurs fonctions, soit leur compétence spéciale. Appelées plus souvent à témoigner, elles deviennent des experts et leurs avis

(1) Toulemon : *La question du jury*, p. 20-21.

(2) Aignan : *Histoire du jury*, p. 151.

en acquièrent une autorité particulière. Le juge qui se conforme toujours à leurs décisions est alors progressivement tenté d'abandonner à ces témoins-experts la responsabilité de résoudre les questions de fait. Ceux-ci en arrivent à remplir auprès des magistrats le rôle d'appréciateurs souverains de l'exactitude des faits allégués.

Mais, à l'origine, les délits de presse ne furent pas soumis à une telle juridiction. La presse connut d'abord le régime préventif, la censure et l'autorisation préalable. Dès l'invention de l'imprimerie, la Couronne entreprit de contrôler cette nouvelle industrie en vertu de son droit de prérogative royale. C'est ainsi qu'une Proclamation de 1538 interdit d'imprimer tout livre dont le contenu n'aurait pas été examiné auparavant par le Conseil privé. Les délits de presse devinrent par la suite justiciables de la Chambre étoilée qui les réprima de la façon la plus arbitraire et la plus rigoureuse. Toute critique d'un acte quelconque du gouvernement était alors considérée comme écrit « séditieux ».

Après la chute de « l'odieuse juridiction » de la Chambre étoilée en 1641, le Long Parlement maintint l'imprimerie et la presse sous un régime aussi peu libéral. Par un Statut de 1662, Charles II rétablit la censure. De nouveau supprimée en 1679, elle fut encore remise en vigueur par Jacques II en 1685 et ne disparut qu'avec l'Act de 1694 qui soumit les délits de publication aux prescriptions du droit commun. C'est de cette époque que date la liberté de la presse.

Lorsque la Chambre étoilée eut disparu, les délits de presse furent portés devant le jury, mais les pouvoirs de celui-ci ne furent d'abord que très limités. A l'origine les jurés n'étant, en effet, que des témoins, les magistrats ne s'estimaient pas liés par leurs dépositions et continuaient à les tenir sous leur dépendance et leur direction. Des amendes étaient même infligées à ceux qui rapportaient des verdicts contraires aux instructions des juges. L'étendue des pouvoirs de la magistrature rendait ainsi presque illusoire la garantie du jury. D'autre part, l'intervention des jurés, en matière de presse, n'était admise que dans une mesure extrêmement étroite. On ne reconnaissait au jury que le droit de se livrer à une simple constatation des faits, c'est-à-dire de se prononcer sur la question de publicité de

l'écrit incriminé et de déclarer si le défendeur en était effectivement l'auteur. L'appréciation de la culpabilité de l'écrivain et la qualification pénale du fait incriminé étaient réservées aux magistrats (1).

Mais il n'en était ainsi qu'en matière de presse. Dans les procès ordinaires, le verdict rendu par le jury répondait à la fois à la question de fait et à la question d'intention. Cette restriction aux droits du jury, pour les délits de presse, était motivée par la crainte que les jurés ne rendissent leur verdict sous l'influence de leurs opinions politiques.

Cet état de fait finit par soulever les réclamations des jurisconsultes et des protestations de la part des jurés. On prétendit qu'un tel régime était inconstitutionnel. Enfin en 1792, une loi reconnut définitivement au jury le droit de rendre un verdict complet dans les procès de presse. Cette loi, qui fut votée à l'unanimité, est appelée *Fox libels bill*, du nom de son auteur, et elle constitue la base de toute la législation anglaise sur les attributions du jury en matière de presse (2).

À côté de ce premier jury, il s'en établit progressivement un second. Ses origines sont également très anciennes. Lorsque l'assise anglaise devint un véritable jury, les douze chevaliers qui la composaient avaient, outre leurs fonctions judiciaires, le droit de « présenter » aux juges les noms des personnes qui étaient soupçonnées de crimes. Par la suite, l'autorité des chevaliers s'accrut et vint un moment où ils purent décider seuls s'il y avait lieu de poursuivre. L'usage fit ensuite établir une commission supérieure chargée dans chaque comté de dénoncer les criminels. C'est de cette institution qui prit le nom de « Grande Enquête » que sortit le « grand jury » ou jury d'accusation, dont la mission consistait à mettre en accusation et à renvoyer le défendeur, chaque fois qu'il le jugeait nécessaire, devant le jury de jugement ou « petit jury » (3).

La procédure ordinaire se déroula de la manière suivante jusqu'en 1933 : L'accusé comparaissait d'abord devant une *police-court* ou *justice-court*, qui le renvoyait devant le jury, si elle estimait l'affaire sérieuse. Le greffier de la Cour dressait

(1) Salmon-Lagagneur, *op. cit.*, p. 6.

(2) Salmon-Lagagneur, *op. cit.*, p. 10.

(3) Giraud, *op. cit.*, p. 184.

alors l'acte d'accusation, qui n'était autre qu'un simple énoncé de la prévention.

Le « grand jury » ou jury d'accusation, composé de vingt-trois membres, se réunissait alors. Il n'ordonnait le renvoi devant le « petit jury » ou jury de jugement, que si douze membres se prononçaient dans ce sens. La procédure y était secrète. Les audiences avaient lieu à huis clos, le prévenu n'était assisté d'aucun conseil, avocat ou avoué. Le jury n'avait pas d'autres pièces pour former son opinion que l'acte d'accusation et la liste des témoins. Son rôle était de vérifier s'il existait contre l'inculpé une charge apparente suffisante pour justifier son renvoi devant le jury de jugement (1).

La procédure était différente s'il s'agissait non plus de l'auteur de l'écrit diffamatoire ou même de l'imprimeur, mais du propriétaire, éditeur, rédacteur en chef ou toute autre personne responsable de la publication d'un journal. Dans ce cas, aucune poursuite criminelle ne pouvait avoir lieu sans l'autorisation d'un magistrat, laquelle était accordée suivant une procédure spéciale. Cette exigence n'avait pour objet que de prévenir des poursuites injustifiées et vexatoires. Elle n'existait qu'en matière pénale où le jury ne pouvait, comme en matière civile, prononcer contre le plaignant qui avait introduit une action non fondée, une condamnation à des dommages-intérêts envers la personne injustement poursuivie.

La Cour de juridiction sommaire, saisie d'une plainte, examinait les moyens de défense soulevés par le défendeur et entendait les témoignages invoqués. Si la Cour estimait alors qu'il y avait de fortes présomptions pour que le jury acquittât le défendeur, elle pouvait rayer l'affaire. Si, au contraire, elle jugeait que la plainte était fondée, mais que le *libel* était de minime importance et que la pénalité encourue par le défendeur n'était pas supérieure à celle qu'elle pouvait elle-même prononcer, elle adressait alors à l'accusé la question suivante : « Tenez-vous à comparaître devant un jury ou consentez-vous à ce que votre affaire soit jugée sommairement ? » Si le prévenu acceptait d'être jugé par la Cour, celle-ci pouvait lui infliger une amende d'un maximum de cinquante livres (2).

(1) Giraud, *op. cit.*, p. 185.

(2) Durand : *Le régime de la presse en Angleterre*, p. 113-115.

Cette procédure par *indictment*, c'est-à-dire par voie d'accusation devant le « grand jury », était généralement usitée. Mais la loi reconnaissait dans les cas extrêmement graves un autre mode de poursuite : la voie de l'*information*. L'*attorney general*, ou procureur général, dirigeait alors les poursuites et l'affaire était portée directement devant le jury de jugement, sans que le « grand jury » eût à intervenir. Cette procédure finit par être étendue, en matière de *libel*, au particulier diffamé. Mais la Cour du Banc du roi, qui devait être saisie de la plainte, ne l'accordait que si les imputations contenues dans le *libel* étaient générales et vagues ou si le requérant affirmait sous serment la fausseté des allégations contenues dans l'écrit.

Diminué peu à peu dans ses attributions, le « grand jury » finit par disparaître entièrement. Sa suppression fut prononcée par l'*Administration of Justice Act* de 1933. Cette loi, qui avait pour but d'alléger l'appareil judiciaire et d'accélérer la marche des affaires, estima qu'une enquête étant toujours préalablement effectuée avec le plus grand soin par des magistrats, l'intervention du « grand jury » devenait inutile et n'était plus dès lors qu'une source de lenteurs et de frais supplémentaires.

Désormais, l'acte d'accusation, qui peut être présenté par toute personne, est examiné par le fonctionnaire compétent de la Cour de jugement, sous l'autorité du Président de cette Cour. Après enquête, ce fonctionnaire signe l'acte d'accusation s'il y a lieu et l'affaire est renvoyée devant la Cour (1).

Après le renvoi de l'accusé devant la juridiction compétente, une autre question se pose : sera-t-il jugé par le jury ordinaire ou par un jury spécial ?

Le *jury ordinaire* est composé de la manière suivante. Chaque année les marguilliers et les administrateurs des pauvres de la paroisse dressent une liste des personnes qu'ils jugent aptes à remplir les fonctions de juré et présentant en outre certaines garanties. Pour y figurer, il faut, en effet, être âgé de vingt-cinq à soixante ans, être de nationalité anglaise ou résider depuis dix ans en Angleterre, et de plus, payer la taxe des pauvres ou être taxé à l'impôt des maisons pour un certain chiffre. Les réclamations présentées au sujet des listes dressées

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1933, p. 330,

par les marguilliers et administrateurs des pauvres des paroisses sont examinées par les juges de paix réunis en « petite session ». La liste annuelle des jurés ou *jurer's book* est ensuite arrêtée par ces derniers. Un troisième personnage intervient enfin : le *shérif*, magistrat nommé par le Gouvernement, mais dont l'indépendance est assurée du fait qu'il ne reste en fonctions que pendant une année, étant obligatoirement remplacé ce temps écoulé. Son rôle consiste à extraire du *jurer's book* une liste de quarante-huit à soixante-douze noms qui permettra au juge de constituer le jury de la session.

A côté de ce jury ordinaire, il existe un *jury spécial*. La liste de ces jurés spéciaux, distincte de la liste ordinaire, est portée sur le *jurer's book* par le *shérif*. La composition du jury spécial, laissée à l'appréciation du *shérif*, donne les plus grandes garanties de compétence et d'intelligence. On n'y admet que des hommes ayant une certaine situation sociale, de gros négociants, des banquiers, des *squires*, etc... (1).

La raison d'être de ce dernier jury est de fournir une protection supplémentaire en faveur de l'accusé. Si celui-ci entretient quelque méfiance à l'égard des jurés ordinaires, il peut demander le jury spécial, sauf s'il s'est rendu coupable de crimes faisant courir un grave danger à l'Etat, tels que celui de trahison, qui commandent une répression énergique. C'est la Cour du Banc du Roi qui statue sur la requête présentée par l'accusé. En matière de presse, le jury spécial est généralement accordé.

SECTION II

Etendue de la compétence du jury

§ I. — EN MATIÈRE PÉNALE

En Angleterre, l'ensemble des délits de presse est soumis au jury, tant en matière pénale qu'en matière civile.

Une seule exception à ce principe est prévue en faveur du Parlement. Les deux Assemblées peuvent chacune juger et condamner tout écrit qui constituerait une violation de leurs pri-

(1) Soulas : *Le recrutement du jury*, p. 66-68.

vilèges ou qui porterait atteinte à leur considération ; délit appelé : *contempt of Parliament*.

Les comptes rendus des débats des Chambres ou des *Committees* sont « théoriquement » interdits, et toute publication qui en serait faite constituerait une violation du privilège de l'Assemblée. En fait, tant qu'ils sont rédigés de façon fidèle et de bonne foi, les Chambres laissent dire. En revanche s'il arrivait qu'ils fussent dénaturés ou inexacts, elles en tireraient argument pour traduire à leur barre et punir les responsables d'une telle publication. Les Chambres ont également le droit de juger sommairement les auteurs de toute réflexion injurieuse ou diffamatoire sur la dignité et l'autorité du Parlement ou qui serait de nature à le faire mépriser ou haïr du public. Chaque Chambre est également juge des diffamations visant ses propres membres, lorsqu'elles ont trait aux travaux parlementaires. Telle serait le cas, par exemple, de l'accusation de partialité dans l'exercice de ses fonctions portée contre le *Speaker* ou Président, ou encore d'une attaque dirigée contre un membre de l'Assemblée à l'occasion d'un discours prononcé au Parlement. La reproduction d'un rapport de *Committee* avant sa discussion publique serait aussi considérée comme une sérieuse violation de privilège.

La loi anglaise prévoit une répression pénale pour un certain nombre d'infractions de presse.

Un premier groupe de délits est constitué par les écrits séditionnels, blasphématoires et obscènes. Les *seditionous libels* ou écrits séditionnels comprennent tous écrits incitant à des désordres publics, à des rébellions, assassinats, insurrections ou violences, ou encore qui excitent à la haine, au mépris ou à la désaffection du Roi, de ses héritiers ou successeurs, du Gouvernement, de la Constitution, des Chambres, de la Justice, etc... ou enfin qui provoquent des sentiments ou de malveillance ou d'hostilité entre différentes classes de la population. Les incitations de militaires à la mutinerie sont encore réprimées de la façon la plus rigoureuse. C'est pour *seditionous libels* que, le 11 février 1898, des poursuites furent intentées contre une revue qui avait publié des articles provoquant au meurtre du tsar Nicolas II. L'éditeur-propriétaire et l'imprimeur, déclarés coupables par le jury, furent condamnés, l'un à dix-huit mois, l'autre à deux mois de travaux forcés.

Les *blasphemous libels* ou écrits blasphématoires sont ceux qui attaquent la religion et dans lesquels on peut relever une intention préméditée de pervertir, insulter et égarer autrui, au moyen d'injures licencieuses et insolentes dirigées contre les objets sacrés ou encore par des sophismes persistants ou de basses dénaturations des faits. Telle était la raison qui valait au journal *The Freethinker* d'être poursuivi, le 5 mai 1883, devant la Haute Cour de Justice. Il était accusé d'avoir publié une série d'articles où le Dieu de la Bible était présenté comme un être altéré de sang, pourvu de tous les vices et possédant à peine quelques-unes des vertus d'un « sauvage tatoué ». Selon le rédacteur, « les amis et les partisans d'un tel Dieu pourraient bouillir tous dans une marmite, sans qu'on pût extraire une once de vertu de la bande entière ». Reconnus coupables par le jury, les deux éditeurs du journal furent condamnés, le premier à un an, le second à neuf mois de prison avec travail forcé. L'imprimeur en fut quitte pour trois mois de prison.

Sont considérés comme étant des *obscene libels* ou écrits obscènes, les écrits tendant à dépraver ou à corrompre ceux dont l'esprit est ouvert à de telles influences immorales et entre les mains desquels des publications de la sorte peuvent tomber. Une exception est toutefois prévue en faveur des ouvrages scientifiques ou médicaux, s'ils ne sont pas imprimés à bon marché en vue d'être diffusés largement dans le public. C'est sous l'accusation d'*obscene libels* que la traduction anglaise des ouvrages de Zola fut poursuivie à la fin du siècle dernier devant la Cour centrale criminelle. Le *solicitor general* avait à peine donné lecture de quelques pages de *La Terre* que le chef du jury l'interrompit en s'écriant : « Epargnez à nos oreilles de pareilles ordures ! » Les éditeurs des livres incriminés ne bénéficièrent d'une condamnation légère à cent livres d'amende, qu'en avouant le caractère obscène des ouvrages publiés, en sollicitant l'indulgence de la Cour, en s'engageant à retirer les exemplaires en circulation et à ne plus éditer désormais de traductions de Zola.

Un autre délit, le *contempt of court*, consiste dans la publication de nouvelles ou commentaires de nature à faire mépriser un tribunal judiciaire ou à entraver l'administration de la justice.

Tant que le jugement n'est pas rendu, les journaux doivent s'abstenir de publier toute appréciation ou information relative à l'affaire, afin que la décision du juge puisse être prise impartialement et en égard seulement aux faits qui lui sont judiciairement soumis. Le commentaire le plus modéré serait punissable s'il pouvait exercer quelque influence sur l'issue du procès. En matière criminelle, la culpabilité de l'accusé doit être prononcée uniquement à raison des faits de l'espèce présente et non des condamnations antérieures du prévenu. Aussi, un journal reconnu coupable d'avoir révélé à ses lecteurs les antécédents judiciaires d'un individu poursuivi pour avoir tiré un coup de feu sur le roi Edouard VIII, a-t-il été condamné récemment à quinze cents livres d'amende pour *contempt of court*. La publication par un journal du résultat d'une enquête ouverte par des personnes à ses ordres, à l'occasion d'un crime non encore jugé, serait également punissable.

Le *contempt of court* peut encore être commis, après le prononcé du jugement, par la publication des débats dans le cas où le tribunal aurait prononcé le huis clos ou ordonné qu'aucun compte rendu ne serait autorisé. Le délit serait plus grave si l'article s'attaquait à la Cour qui avait rendu le jugement. En 1900, une critique injurieuse des actes d'un magistrat, valut à son auteur une condamnation à cent livres d'amende. Peine légère, due au fait que le coupable avait cru devoir présenter des excuses et confesser que « son langage avait été immodéré, inconvenant et indigne d'un homme bien élevé ».

Les comptes rendus de réunions publiques et de débats judiciaires, rédigés de bonne foi et de façon fidèle, ne contenant aucun passage obscène ou blasphématoire, constituent des publications dites « privilégiées », c'est-à-dire ne pouvant faire l'objet de poursuites judiciaires. Mais il y a « rupture de privilège » et par suite délit, dès que le compte rendu cesse d'être renfermé dans les limites prévues par la loi.

Pour être « privilégié », le compte rendu d'un *public meeting* doit, outre les conditions déjà indiquées, être relatif à des matières d'intérêt général et publié au profit du public. La réunion doit elle-même être tenue conformément à la loi et dans un but légitime, pour la discussion de toute matière concernant l'intérêt de tous, et le public doit y être admis. En 1889, l'édi-

teur d'un journal se vit condamner pour avoir reproduit certains propos de caractère diffamatoire tenus sur un des orateurs, au cours d'une réunion organisée pour discuter les primes sur le sucre. La seconde condition était bien remplie, mais la première ne l'était pas.

Le privilège s'étendra aux comptes rendus de débats judiciaires lorsque ceux-ci seront publiés à une époque contemporaine du jugement de l'affaire. Mais il cesserait d'exister si l'article contenait des renseignements qui n'auraient pas été « lus ou entendus à l'audience », ou si les débats n'étaient pas publics ou encore si la reproduction en était interdite par la loi. C'est ainsi que le *Judicial Proceedings Act* de 1926 défend de publier tous détails médicaux, chirurgicaux ou physiologiques, de nature à offenser la morale publique. Il prohibe aussi en matière de divorce, de nullité de mariage, de séparation judiciaire ou d'action en restitution de droits conjugaux, la publication de détails autres que ceux qui sont limitativement énumérés dans la loi. Le *Children and Young Persons Act* de 1933 prévoit également que la Cour pourra ordonner que les comptes rendus des débats publiés par les journaux ne devront pas révéler le nom des enfants ou jeunes filles poursuivis ou en faveur desquels est intentée la poursuite ou qui sont venus témoigner, ni même donner aucun détail qui permette de les identifier. Enfin dans un ordre d'idées un peu différent, la publication de photographie, portrait ou croquis, de tout juge, juré, témoin ou partie, dans une affaire civile ou criminelle, pris dans la salle d'audience ou dans l'enceinte du bâtiment où siège le tribunal, est interdite par le *Criminal Justice Act* de 1925.

Certains délits de diffamation peuvent être aussi l'objet de poursuites pénales s'ils sont commis par écrit et présentent un caractère de gravité tel, qu'il soit à craindre qu'un trouble dans la paix publique puisse en résulter. Le procès intenté le 1^{er} février 1911 à Mr. Edward Mylius devant la Haute Cour de justice offre un cas assez curieux de ce genre de poursuites. Mr. Mylius était accusé d'avoir mis à la poste des déclarations, que publia un journal à Paris, dans lesquelles il se faisait l'écho de certains bruits tendant à faire croire que le roi Georges V, alors qu'il était jeune officier de marine, ayant contracté à Malte un ma-

riage morganatique avec la fille d'un amiral, son union avec la reine constituait un acte de bigamie. Pour sa défense, l'accusé prétendit que ses allégations étaient vraies et produites dans l'intérêt public. L'honneur même du roi étant attaqué, l'*attorney general* insista sur la gravité de la diffamation dont il démontra le caractère mensonger. L'accusé, reconnu coupable, fut condamné à un an de prison (1).

En matière de diffamation, le seul moyen de défense est la *justification*, c'est-à-dire la preuve que les faits allégués sont vrais et publiés dans l'intérêt général. Mais si la diffamation est due à une personne placée sous l'autorité du défendeur, celui-ci pourra toutefois dégager sa responsabilité pénale, s'il réussit à établir que le *libel* a été publié en dehors de son ordre ou sans son consentement ou sa connaissance et qu'il n'y a pas eu négligence de sa part.

§ II. — EN MATIÈRE CIVILE

Les délits de diffamation donnent rarement lieu, en Angleterre, à des poursuites pénales. Leur répression est efficacement assurée par des actions civiles en dommages-intérêts qui seront encore portées devant un jury. Les deux actions peuvent d'ailleurs être dirigées en même temps, l'une devant la juridiction pénale, l'autre devant la juridiction civile. Les décisions rendues seront peut-être contradictoires, mais les Anglais ne se troublent pas pour si peu. Les principes qui régissent la diffamation sont un peu différents suivant qu'elle constitue un *slander*, commis par la parole, ou un *libel*, résultant de l'usage de manuscrits, d'imprimés, de caricatures ou de tout autre moyen de publication.

Le caractère éphémère du *slander* le rend moins grave aux yeux du législateur anglais que le *libel* ; aussi fait-il l'objet d'une répression moins sévère. En général, il n'est pas susceptible d'une action pénale, et ne peut entraîner l'allocation d'une indemnité que si le plaignant peut établir l'existence d'un préjudice subi, d'un *special damage*, à moins que la diffamation ne résulte d'expressions avilissantes atteignant le plaignant dans ses fonctions, sa profession ou son commerce ; ou encore de

(1) *Gazette des Tribunaux*, 2 février 1911.

paroles l'accusant d'être l'objet de poursuites pénales pour crime ou délit grave ; ou enfin d'insinuations tendant à faire croire qu'il est atteint de maladie contagieuse. A cette différence près, les principes qui régissent le *libel* sont applicables au *slander*.

Le *defamatory libel* consiste essentiellement en un écrit qui tend à porter atteinte à la réputation ou à la considération d'une personne ou qui l'expose au ridicule, à la haine ou au mépris de ses semblables.

Deux conditions sont nécessaires pour l'existence du délit. Il faut d'abord que le plaignant puisse établir que le défendeur a employé à son égard des expressions diffamatoires. Le résultat entre seul en ligne de compte. L'intention coupable étant présumée, la pensée de l'auteur ne jouera aucun rôle dans la défense. L'application de ce principe a entraîné de curieuses conséquences dans la pratique. A l'expiration de sa peine, un forçat du nom de Benson s'était établi à Genève, où il se livrait à des opérations commerciales frauduleuses. La police, qui le recherchait, publia son signalement dans une circulaire qui fut reproduite, dans les meilleures intentions, par le *Times* et le *Daily Telegraph*. Le forçat eut l'audace de poursuivre les deux journaux et la Cour dut reconnaître qu'il avait été, en effet, diffamé. La loi n'exige du plaignant la preuve de la *malice* ou intention de nuire, que si l'écrit poursuivi est une publication « privilégiée ».

Il n'est même pas nécessaire que le demandeur soit nommé désigné dans le *libel*. Il suffit que des gens raisonnables, connaissant le plaignant, puissent le reconnaître sous le voile de la fiction. C'est ainsi qu'en 1910, un journal fut condamné pour avoir ridiculisé le type de l'Anglais touriste, sous le nom, qu'il croyait imaginaire, d'Artemus Jones. Or, un homme portait ce nom. Il invoqua le témoignage de plusieurs de ses amis, qui vinrent à l'audience attester qu'ils avaient cru reconnaître le plaignant dans le personnage dépeint. Et le jury lui alloua mille sept cent cinquante livres de dommages-intérêts.

La publicité, second élément nécessaire du délit, présente, en droit anglais, une étendue plus restreinte que celle exigée par la législation française. Elle ne résulte pas seulement de l'impression et de la mise en vente de l'écrit incriminé, mais

du simple fait de communiquer, en connaissance de cause ou même par négligence, le *libel* à une tierce personne. Elle sera estimée suffisante dans les cas suivants. Avant d'être cachetée et mise à la poste, une lettre adressée directement au plaignant est lue par un ami de l'expéditeur ou est dictée à un employé chargé de la reproduire à la machine à écrire. La publicité résultera de la simple communication de la lettre à l'ami ou à l'employé. Dans un autre cas, le seul fait que la femme du plaignant eut connaissance de l'écrit diffamatoire permet de considérer la condition comme remplie (1).

En matière civile, les personnes responsables sont toutes celles qui ont pris part à la rédaction, à l'impression et à la publication du *libel* : le propriétaire du journal, l'éditeur ou directeur, le rédacteur, l'imprimeur et l'auteur. Mais ce dernier peut dégager sa responsabilité s'il réussit à prouver que la publication a été effectuée sans son consentement. Etant conjointement et solidairement responsables, toutes ces personnes peuvent être actionnées ensemble ou séparément. Le plaignant peut donc faire exécuter son jugement contre l'un quelconque des défendeurs. Mais quel qu'en soit le nombre, il ne peut obtenir qu'une seule indemnité (2).

Le fait de s'être rendu coupable d'une diffamation n'entraîne pas inévitablement une condamnation à des dommages-intérêts. Différents moyens de défense sont admis. Le meilleur et le plus décisif est la *justification* ou établissement de l'exactitude rigoureuse de toutes les assertions produites. A la différence de ce qui existe en France, la preuve est admise dans tous les cas, que le plaignant soit un homme public ou un particulier. Toute la lumière doit être faite, dût-elle éclairer de bien tristes spectacles. C'est l'obligation pour chacun de s'observer davantage dans la crainte de divulgations déshonorantes, mais c'est aussi un vaste champ ouvert à des scandales inutiles, à des révélations qui peuvent être la source de nombreux maux. En revanche, si la *justification* est le moyen qui garantit une complète absolution, c'est aussi le plus dangereux, car si le défendeur n'arrive pas à convaincre ses juges, elle sera considérée comme

(1) Helbronner, *op. cit.*, p. 27-29.

(2) Durand, *op. cit.*, p. 133.

une circonstance aggravante et le montant des dommages-intérêts alloués subira de ce fait une sensible augmentation (1).

Un second moyen de défense est le *fair comment* ou commentaire impartial et de bonne foi, sur une question d'intérêt général, c'est-à-dire sur tout ce qui peut retenir l'attention du public, depuis les affaires d'Etat jusqu'aux représentations théâtrales. Chacun doit être libre, en effet, d'exprimer sur ces matières une opinion personnelle si mal éclairée soit-elle. Ce sera au défendeur qu'incombera la charge de faire la preuve de la loyauté de sa critique. Question d'espèce à propos de laquelle le jury se prononcera en recherchant si un honnête homme, quelque exagérées ou obstinées que fussent ses opinions, aurait pu donner la même appréciation que le défendeur. Mais encore faudra-t-il que les faits énoncés soient exacts ou relatifs à une matière « privilégiée » et que le commentaire qui en est donné puisse s'en distinguer nettement (2).

Le défendeur pourra encore invoquer que sa cause est privilégiée. S'il y a *absolute privilege* ou « privilège absolu », le tribunal devra se dessaisir de l'affaire. Il en sera notamment ainsi si l'écrit incriminé consiste en une reproduction de discours, rapports ou documents publiés par ordre des Chambres, de documents officiels émanant du gouvernement ou de l'administration ; ou encore en un compte rendu judiciaire. S'il n'y a que *qualified privilege*, « privilège restreint », le demandeur pourra intenter le procès, mais les rôles seront renversés : il devra prouver l'intention de nuire, la *malice* du défendeur, et s'il n'y parvient pas, sa plainte sera considérée comme étant mal fondée.

Le *qualified privilege* s'étend à toute « communication de bonne foi, sur un sujet quelconque, dans lequel la partie a un intérêt à s'exprimer ou le devoir de le faire, si elle est faite à une personne ayant un intérêt ou un devoir correspondant ». Ce sont les réponses données à des questions confidentielles, tels les renseignements fournis sur un domestique. Rentrent dans la même catégorie : certaines communications volontaires faites par le défendeur dans l'intérêt d'autrui, par exemple, une lettre adressée par un régisseur au propriétaire, dénonçant l'au-

(1) Helbronner, *op. cit.*, p. 61-73.

(2) Durand, *op. cit.*, p. 129-134.

teur d'un acte de braconnage commis sur les terres dont il a la gestion, ou encore en vue de protéger ses propres intérêts : telle la réplique du braconnier pour se disculper, même s'il accuse l'intendant d'avoir de mauvaises dispositions à son égard ou de s'être rendu lui-même coupable de la faute dont il l'accuse. Le privilège englobe enfin toutes les communications échangées entre ceux qui auront un intérêt commun dans une même affaire : entre deux créanciers d'un même débiteur ou deux actionnaires d'une même société (1). Mais le « privilège » ne jouerait plus, si l'écrit incriminé était communiqué au public ou si son contenu allait au delà des limites permises.

Si l'accusé a échoué dans ses moyens de défense, il est condamné par le jury qui siège, en Angleterre, auprès de la juridiction civile. C'est le jury qui alloue ces fameux dommages-intérêts, douloureux, écrasants, ruineux, mortels, « dont les gens en place exaltent les chiffres astronomiques avec une allégresse qui rappelle la danse du scalp » (2). La réputation, considérée en France comme de peu de valeur, est estimée très haut en Angleterre. Question de tradition, de milieu, d'ambiance morale et de climat politique, comme le dit M. Joseph-Barthélemy. L'Anglais regarde, en effet, l'honneur privé et la considération sociale ou professionnelle de l'individu comme un bien aussi précieux et peut-être plus sacré que la propriété. Les dommages-intérêts accordés seront d'autant plus élevés que les poursuites pénales étant très rares, ils devront constituer pour le diffamateur une pénalité suffisamment sévère pour lui ôter toute envie de recommencer. En France, au contraire, la répression est exercée uniquement par le moyen de sanctions pénales : amende et emprisonnement ; les dommages-intérêts ne présentant que le caractère d'une réparation du dommage causé, qu'il est d'ailleurs fort difficile d'évaluer.

Quatre sortes de dommages-intérêts pourront être alloués par le jury. Les *contemptuous damages* ou dommages minima, qui se montent à un *farthing*, sont attribués au plaignant si le jury estime que le procès n'aurait pas dû être intenté. Il en est notamment ainsi lorsque la réputation du demandeur lui-même n'est pas sans reproche. Le plus souvent ce sont des *nominal*

(1) Helbronner, *op. cit.*, p. 84-110.

(2) J. Barthélemy : *Sauce anglaise*, dans le *Temps*, 1^{er} décembre 1936.

damages ou dommages de principe, qui sont octroyés à raison du *general damage* que le demandeur est toujours présumé avoir subi du fait de la diffamation. Les *substantial damages* ou dommages substantiels, viennent en réparation d'un *specific* ou *special damage*, préjudice matériel ou spécial, dont le plaignant aura pu établir l'existence. Enfin il est alloué des *vindictive* ou *exemplary damages*, dommages répressifs ou exemplaires, lorsque le jury entend blâmer la conduite du défendeur ou donner un exemple pour l'avenir.

Les pouvoirs du jury, quant à la fixation du montant des dommages-intérêts, sont souverains. Les éléments qu'il prendra en considération dans cette appréciation seront très divers : le degré de gravité du *libel*, les circonstances dans lesquelles il a été publié, la position sociale et la réputation du plaignant, le degré de *malice* montré par le défendeur, l'attitude de ce dernier depuis le dépôt de la plainte quant aux excuses ou à la *justification* qu'il aura pu présenter. Le mode de publication aura également son importance : la gravité du délit étant fonction de la diffusion donnée à l'écrit incriminé (1). Les circonstances aggravantes ou atténuantes joueront encore un rôle prépondérant dans l'établissement de l'indemnité.

La *mitigation*, ou circonstances atténuantes, dépendra avant tout de l'absence de *malice*, d'intention de nuire du défendeur. L'excuse de provocation que pourra invoquer ce dernier incitera le jury à la clémence, de même que son attitude, ses façons d'agir, les paroles qu'il aura prononcées à l'audience. Trois circonstances allégeront les réparations civiles à fournir. La première est le fait que le plaignant aurait déjà obtenu ou réclamé des dommages-intérêts d'une autre personne à raison de la même diffamation, ou qu'il se serait contenté d'une satisfaction d'un autre ordre qui lui aurait été proposée. — La mauvaise réputation du plaignant et le bon renom du défendeur qui, dans l'écrit incriminé, n'a fait qu'exprimer l'opinion générale, seraient encore une cause de réduction de l'indemnité. — Enfin, troisième circonstance atténuante, l'offre d'excuses ou *apology*, qui devra pour être effective réunir les trois conditions suivantes. Il faudra d'abord que le *libel* ait été publié sans intention de

(1) Durand, *op. cit.*, p. 137.

nuire et sans négligence inexcusable de la part du défendeur. En second lieu, avant l'ouverture des débats ou à la première opportunité, le défendeur devra avoir publié des excuses complètes, c'est-à-dire apportant à la fois ses regrets et l'affirmation de l'innocence de la personne diffamée. Enfin, dernière condition, il sera nécessaire que le défendeur ait offert au plaignant de lui remettre devant la Cour appelée à connaître de l'affaire, une certaine somme d'argent en réparation du tort causé par la publication du *libel*. C'est le *payment into Court*, moyen pratique d'amener une rétractation à l'amiable immédiatement après l'offense. En effet, si le plaignant ne se contente pas de l'indemnité offerte, et si le jury estime, au contraire, qu'elle était suffisante, il ne lui accordera qu'un montant de dommages-intérêts dérisoire (1).

L'*aggravation*, ou circonstances aggravantes, entraînera une majoration des dommages-intérêts alloués à la victime. Il en sera notamment ainsi lorsque le diffamateur se sera refusé à présenter des excuses ou qu'il aura adopté la *justification* comme moyen de défense, tout en n'apportant que des preuves jugées insuffisantes par le jury.

Le verdict fera connaître le montant des dommages-intérêts alloués, qui résultera de la moyenne des appréciations individuelles des jurés. Si l'affaire est de minime importance, le vote secret sera supprimé et l'accord se fera verbalement entre les jurés (2).

Les pouvoirs étendus du jury laissent au juge professionnel un rôle assez limité qui se borne à la direction du jury, au résumé de l'affaire et à la solution des questions de droit qui pourraient se présenter. Les magistrats de la Cour d'assises sont, en France, pourvus d'attributions plus larges, puisque ce sont eux qui fixent le total de l'indemnité à accorder au plaignant. Et cependant les juges français ne bénéficient pas des prérogatives, des garanties et de l'indépendance, — conditions essentielles d'une bonne justice — que confère la loi anglaise à leurs collègues d'Outre-Manche. Comme le fait remarquer M. Joseph-Barthélemy, la supériorité de la magistrature anglaise repose sur le fait qu'elle ignore ces deux fléaux : l'intervention

(1) Helbronner, *op. cit.*, p. 110-114.

(2) Helbronner, *op. cit.*, p. 125.

parlementaire et l'avancement. Les rares avancements existants ne font que répondre aux vœux des corps intéressés. L'organisation de la magistrature les rend, en effet, inutiles. En Angleterre, toute fonction judiciaire est considérée comme importante et par suite honorablement rétribuée. Les magistrats sont choisis parmi les avocats qui se sont distingués au Barreau et une fois nommés, ils restent en fonctions jusqu'au moment où ils estiment eux-mêmes devoir se retirer. Rien, pratiquement, ne peut les enlever à leur siège, pas même cette « douloureuse » limite d'âge, dont les gradations savamment variées, constituent, en France, un appât pour les magistrats (1).

Une telle organisation de la magistrature a permis au législateur anglais de soumettre les verdicts rapportés par le jury au contrôle d'une Cour d'appel composée exclusivement de magistrats, sans avoir à redouter de porter atteinte à la souveraineté de celui-ci. La Cour d'appel a le droit d'annuler la décision rendue et de renvoyer l'affaire au jugement d'un nouveau jury, si elle estime manifestement excessive ou nettement insuffisante l'indemnité accordée, ou encore si elle constate que le jury a commis une erreur grossière. C'est ainsi que le 23 juin 1934, le verdict d'un jury dans une affaire de diffamation, était porté devant la Cour d'appel. L'un des juges déclara « qu'en tenant compte de toutes les circonstances de l'affaire, la somme de cinq mille livres accordée par le jury était si exagérée que douze hommes ne pouvaient raisonnablement les adjuger, le plaignant n'ayant subi aucun dommage véritable à raison des diffamations qui avaient motivé la plainte » (2).

Le rappel de quelques affaires de diffamation, choisies parmi les plus caractéristiques, permettra de montrer quelles ont été, dans la pratique, les décisions rapportées par le jury anglais.

Le 20 mars 1882, devant la Cour du Banc de la Reine, le propriétaire du journal *The Referee* était poursuivi par M. Scott, critique musical du *Daily Telegraph* et propriétaire du journal *The Theatre*, pour avoir proféré contre ce dernier une véritable accusation de chantage. Un jury spécial accorda au plaignant quinze cents livres de dommages-intérêts (3).

(1) J. Barthélemy : *Sauce anglaise*, le *Temps*, 1^{er} décembre 1936 ; *Le Projet contre la Presse*, dans *Revue polit. et parlem.*, 10 janvier 1937, p. 19.

(2) *The Economist*, 30 juin 1934.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 14 avril 1882.

Une affaire qui figure parmi les causes célèbres d'Angleterre et qui occupa quarante-trois audiences de la Cour du Banc de la Reine, est le procès en diffamation intenté par un sculpteur en renom, Mr. Belt, à son ancien patron, Mr. Lawes. Le journal *Vanity Fair* avait publié des articles annonçant que toutes les œuvres présentées par Mr. Belt, de 1876 à 1881, étaient dues au talent de ses associés, lesquels affirmaient que Mr. Belt était incapable d'exécuter le moindre ouvrage artistique. « Mr. Belt, ajoutait le rédacteur, s'est rendu coupable d'une scandaleuse imposture et tous ceux qui l'ont admiré et patronné comme un génie doué du ciel ont été les victimes d'une monstrueuse déception. » Le 27 décembre 1882, le jury rendit un verdict en faveur du plaignant, fixant à cinq mille livres le montant des dommages-intérêts (1).

Le 28 février 1889, fut jugé le procès en diffamation suscité par la fameuse controverse des médecins allemands et anglais au sujet de la maladie de l'Empereur d'Allemagne Frédéric II. L'action était exercée par Sir Morel Mackenzie, médecin de Frédéric II, contre le correspondant berlinois du journal la *Saint James Gazette*, Mr. Steinkopff. Au mois de mai 1888, ce dernier, écrivant de Berlin à son journal, avait accusé Sir Morel Mackenzie d'avoir nié, à dessein, le caractère cancéreux et mortel de la maladie de Frédéric II, afin que celui-ci, alors kronprinz, ne fût pas écarté de la succession au trône. Aucun témoin à décharge n'avait été cité par le défendeur. Le jury rapporta un verdict condamnant le correspondant de la *Saint James Gazette* à quinze cents livres de dommages-intérêts (2).

La générosité dont le jury faisait preuve, à cette époque, dans l'allocation de dommages-intérêts s'est encore accrue avec le temps. De nos jours, la moindre diffamation, même commise oralement, entraîne au paiement d'une indemnité atteignant des chiffres astronomiques, ainsi que se proposent de le démontrer les deux exemples suivants.

En novembre 1936, M. Lambert, directeur du journal *The Listener*, poursuivait Sir Cecil Levita, ancien président du Conseil général de Londres, ce dernier l'ayant gravement diffamé au cours d'un entretien avec une tierce personne. Sir Cecil Le-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 6 janvier 1883.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 2 mars 1889,

vita aurait dit que M. Lambert ne jouissait pas de toutes ses facultés mentales parce qu'il croyait qu'une mangouste avait le don de la parole et qu'il lui était arrivé de déménager pour fuir le « mauvais œil » qui le poursuivait. L'avocat du plaignant exposa ainsi les faits : ce qui est grave, dit-il, c'est que Sir Cecil Levita disait de mon client : « Cet homme est cinglé. Il faut le chasser de la British Broadcasting », et il ajouta que si M. Lambert avait déménagé, c'était, non pour fuir le mauvais œil, mais pour habiter une maison plus vaste. Quant à l'histoire de la mangouste parlante, M. Lambert, interrogé, avoua n'avoir jamais eu la chance de l'entendre, mais cela ne l'empêcha pas d'écrire, en collaboration, un livre dans lequel était affirmé le don de la parole chez la mangouste. Sir Cecil Levita déclara que l'auteur semblant traiter la question avec le plus grand sérieux, il en conclut que celui-ci croyait à ce qu'il racontait. Opinion trop naïve qui lui attira cette réplique du juge : « Je croyais que tout humoriste devait rester imperturbablement sérieux. L'auteur ne déclare jamais : ce livre est idiot, il attend que le lecteur le paie six shillings pour s'en convaincre lui-même ». Faute d'avoir découvert à temps cette vérité, Sir Cecil Levita fut condamné à sept mille cinq cents livres de dommages-intérêts (1).

Au mois d'octobre 1937, un procès en diffamation donna encore lieu à des dommages-intérêts considérables. Mr. John Berkett, porte-parole, dans le journal *Action*, du parti fasciste anglais et de son chef Mr. Mosley, avait, en termes assez violents, attaqué Lord Camrose et le *Daily Telegraph*. Il accusait Lord Camrose d'être un financier international juif, sans scrupule, sans loyauté envers la Couronne et n'ayant pas le sens patriotique. Quant au *Daily Telegraph*, il se voyait qualifié de « journal subordonné aux intérêts égoïstes de son propriétaire ». Lord Camrose, Gallois pur sang, prit ombrage et porta plainte. Le journaliste eut beau se confondre en excuses, il fut condamné à verser, solidairement avec l'éditeur et l'imprimeur, une somme de vingt mille livres à titre de dommages-intérêts, dont douze mille cinq cents à Lord Camrose et sept mille cinq cents au *Daily Telegraph* (2).

(1) *Lu*, 20 novembre 1936.

(2) Le *Figaro*, 16 octobre 1937.

On comprend sans peine que l'énormité de ces indemnités laisse rêveurs les hommes publics français, victimes de diffamations. En France, le plus haut chiffre atteint n'a pas dépassé cinquante mille francs et encore est-il une exception, un monument de générosité. Mais en Angleterre, la fréquence de telles largesses de la part du jury a fait naître un mouvement d'opinion, opposé à celui qui se produit actuellement en France, et qui, trouvant ces indemnités exagérées, demande qu'il soit remédié à cet état de choses.

« La pure vérité, écrit l'*Economist*, c'est que juges et jurys avec leur attitude fantasque à l'égard de la diffamation, établissent une nouvelle censure qui, en se développant, tuera cette liberté de discussion qui est indispensable à toute démocratie » (1).

En effet, certaines condamnations, qui atteignent parfois plusieurs millions de francs, peuvent, sinon ruiner d'emblée le journal, du moins l'atteindre si profondément dans son état financier qu'il ne pourra pas s'en relever par la suite. Le *Times*, qui dut naguère verser cinquante mille livres au représentant irlandais Parnell, pour l'avoir accusé d'avoir pris part à un attentat contre le vice-roi à Dublin, ne put se rétablir que grâce à ses possibilités financières exceptionnelles.

La conséquence de cette menace qui pèse constamment sur la presse anglaise est qu'une véritable censure est exercée par les propriétaires et directeurs de journaux sur tous les articles qui sont proposés à l'insertion. Tout écrit qui risquerait d'être dangereux sera soigneusement écarté. Et c'est peut-être là une des raisons pour lesquelles les scandales sont si rares en Angleterre. Il n'est pas toujours facile, dès l'origine d'une affaire, alors que tous les éléments n'en sont pas encore connus, d'établir la vérité des turpitudes dénoncées. Zola et le journaliste qui attaqua Baïhaut en firent, en France, la triste expérience. Or, n'est-il pas du devoir de la presse de divulguer les faits qu'elle croit vrais, même si elle n'est pas en mesure d'en rapporter la preuve. « Frapper à la caisse » est le grand argument des gens qui ne sont pas sans reproche, car une fois celle-ci éventrée, ils pourront dormir tranquilles, le journal n'aura plus envie de recommencer. Il laissera passer, avec un flegme tout

(1) *The Economist*, 2 mai 1936,

britannique, les scandales les plus abominables sans se soucier, à l'avenir, d'en informer ses lecteurs. La mission de la presse ne pourra plus, ainsi, être remplie.

L'opinion anglaise est d'autant plus émue de la facilité avec laquelle le jury alloue des indemnités considérables, qu'il s'est formé une classe dangereuse de *damage-hunters*, de chasseurs de dommages-intérêts. Ces abus ne sont pas nouveaux, mais l'importance des sommes accordées aujourd'hui crée une tentation plus forte encore de tirer un avantage pécuniaire de la moindre diffamation.

Cette tendance est même reconnue par les magistrats. C'est ainsi que dans un jugement rendu au début de 1933, le juge Mc. Cardie, de la Cour du Banc du Roi, déclarait :

« Je reconnais le pouvoir de la Presse de porter atteinte à l'honorabilité et conviens que la loi doit être suffisamment ferme pour permettre de défendre les bonnes réputations et de punir les imputations sans fondement. Mais je sais très bien qu'un nombre considérable de fourbes et d'indésirables restent à l'abri de toute attaque par suite de la sévérité des dispositions de la loi concernant les défendeurs dans les affaires de diffamation. Le public perd ainsi trop souvent une sécurité si grandement nécessaire. Je suis aussi au courant de l'existence d'un vaste trafic, consistant à chercher à extorquer des dommages-intérêts, de propriétaires de journaux et autres, dans des circonstances qui ne sont guère mieux qu'un chantage déguisé. »

Et l'*Economist* qui cite ce jugement ajoute que « c'est une bonne chose que les dangereuses absurdités de la loi sur la diffamation soient exprimées de cette façon par le *Bench* ». Dans ses commentaires, le journal anglais constate que l'intérêt public est très étroitement intéressé dans une réforme de la loi sur la diffamation et il espère que le jugement du juge Mc. Cardie donnera une impulsion à un mouvement dont l'importance n'est pas suffisamment comprise en dehors du cercle des propriétaires de journaux et de leurs conseils juridiques.

Le journal anglais constate ensuite l'existence, au cours des récentes années, d'un débordement de poursuites pour diffamation. Et comme la tendance des juges a été non seulement d'interpréter de plus en plus sévèrement à l'égard des journaux le mot diffamation, mais d'évaluer les dommages-intérêts à des chiffres de plus en plus élevés, tout homme qui se trouve lui-même critiqué ou dont les actions ont été, à son avis, relatées

inexactement, est tenté de lancer une assignation dans l'espoir d'en tirer une indemnité, même s'il ne porte pas l'affaire jusque devant la Cour de justice. Dans cette louable entreprise, il n'aura même pas besoin de l'assistance d'un conseil juridique, car il existe un type d'homme d'affaires qui surveille quotidiennement la presse en vue de découvrir une apparence de diffamation et qui ne craint pas de la porter aussitôt à la connaissance de la partie lésée.

Ce penchant d'hommes peu scrupuleux à considérer toute allusion ou critique personnelle comme une source efficace d'enrichissement et ce singulier développement de la profession de diffamé ont été encouragés par deux faits. D'abord la difficulté de deviner quel sera le montant des dommages-intérêts alloué par le jury. Il varie, en effet, du simple *farthing* à des milliers de livres. Puis l'embarras dans lequel on se trouve de savoir où commence et où finit le *libel*. C'est une notion tellement élastique qu'elle peut arriver à couvrir pratiquement toute critique qu'un être humain peut diriger contre un autre (1).

La *Conférence de l'Union de la Presse d'Empire* qui s'est ouverte à Londres, le 8 juin 1936, se préoccupa de la question. Mr. Kenneth Henderson, avocat-conseil de l'*Associated News Papers Ltd*, montra la fréquence des cas où une personne intentait un procès en diffamation, non pour défendre son honneur, mais dans un but de lucre. N'importe qui, dit-il, peut, à propos d'une information diffamatoire qui ne lui a occasionné aucun préjudice, recevoir d'importantes sommes d'argent à titre de dommages-intérêts. Pour mettre fin à ces abus, il proposait un amendement à la loi, aux termes duquel, aucune plainte en diffamation ne serait recevable sans que soit administrée la preuve d'un préjudice réel causé au plaignant. Des exceptions étaient toutefois prévues dans les trois cas suivants : s'il y avait suggestion d'impudicité chez une femme ou chez une jeune fille ou suggestion d'adultère chez une femme ; de même s'il y avait suggestion que le plaignant ait commis un crime infamant ou soit atteint d'une maladie répugnante ou contagieuse ; de même encore si les allégations concernant le plaignant avaient pour but de lui nuire dans son emploi, profession ou commerce (2).

(1) *The Economist*, 28 janvier 1933, p. 171.

(2) *Moniteur de la Presse*, juillet 1936, p. 15.

Une réforme, en ce sens, de la loi sur la diffamation est d'ailleurs actuellement à l'étude au Parlement.

En résumé, la législation anglaise, en matière de presse, diffère sur un certain nombre de points de la législation française. Les divergences portent sur : l'organisation du jury, par son recrutement et l'existence d'un jury spécial ; — l'étendue de sa compétence : la totalité des délits de presse, à une réserve près, lui étant déférés, tant en matière pénale qu'en matière civile ; — l'étendue de ses pouvoirs : le jury fixant lui-même le montant des dommages-intérêts à attribuer ; — la procédure et les moyens de défense ; — le souci d'assurer, tant une justice impartiale, par le *contempt of Court* et l'existence d'une magistrature indépendante du pouvoir, qu'une répression efficace, par l'établissement d'une responsabilité effective des coupables et l'allocation de réparations civiles importantes se substituant le plus souvent aux sanctions pénales. L'application, en France, de certaines de ces dispositions, permettrait d'améliorer sensiblement le régime français en la matière, sans porter atteinte à son caractère libéral. L'utilité de l'introduction de semblables réformes sera examinée dans un quatrième chapitre.

CHAPITRE II

LE RÉGIME FRANÇAIS

SECTION I

Principe de la compétence du jury

§ I. — LE DROIT POSITIF

Après avoir posé le principe de la compétence du jury en matière de délits de presse, l'article 45 de la loi du 29 juillet 1881 en a prévu ensuite un certain nombre d'exceptions limitativement énumérées. Des lois postérieures ont encore allongé cette liste, mais jusqu'à présent la compétence du jury est demeurée la règle et celle du tribunal correctionnel l'exception.

A la tribune de la Chambre, le 15 février 1881, M. Lisbonne, rapporteur du projet de loi, déclarait nettement :

« Nous adoptons comme juridiction de règle générale la Cour d'assises, nous bornant à spécialiser les exceptions ; le jury devient donc, en quelque sorte, juge d'attribution en matière de délits commis par la presse ou par la parole » (1).

§ II. — LES PROPOSITIONS DE RÉFORME

Depuis la loi de 1881, de nombreux projets et propositions de loi ont été déposés au Parlement en vue de modifier le régime de la presse. Les divers projets soumis aux Assemblées ayant fait l'objet d'une analyse dans la première partie de cet ouvrage, on se bornera à examiner ici les principales propositions de réforme dues à l'initiative parlementaire.

(1) Celliez et le Senne, *op. cit.*, p. 558.

Le principe même de la compétence du jury a été attaqué par certains députés qui n'hésitèrent pas à préconiser « le retour au droit commun », c'est-à-dire l'application à la presse des seules dispositions du code pénal et de l'article 1382 du code civil ; la séparation de l'action civile et de l'action publique ; l'attribution des infractions de presse au jury ou au tribunal correctionnel, selon que celles-ci seraient qualifiées crimes ou délits.

L'idée n'est pas nouvelle. En 1819, M. de Serre la développait avec éloquence :

« La presse dont on peut se servir comme d'un instrument pour commettre un crime ou délit, ne donne lieu cependant à la création ou à la définition d'aucun crime particulier nouveau. De même que l'invention de la poudre a pu fournir aux hommes de nouveaux moyens pour commettre le meurtre sans créer, pour cela, un nouveau crime à inscrire dans les lois pénales, de même l'invention de l'imprimerie n'a rien fait de plus que de leur procurer un nouvel instrument de sédition, de diffamation, d'injure et d'autres délits de tous temps connus et réprimés par les lois... De ce fait, évident par lui-même, découle une conséquence évidente, c'est qu'il n'y a pas lieu d'instituer pour la presse une législation spéciale distincte » (1).

Lors de la discussion de la loi de 1881, Floquet, Clemenceau, Allain-Targé et Lockroy, partisans de ce régime, déposèrent un amendement ainsi conçu : « Il n'y a pas de délits spéciaux de la presse. Quiconque fait usage de la presse ou de tout autre moyen de publication est responsable selon le droit commun » (2).

Le 21 novembre 1889, M. Joseph Reinach reprit l'amendement à la Chambre, sous forme d'une proposition de loi (3).

C'est une réforme analogue, mais d'une portée moins étendue, que M. Delmas proposait à la Chambre, le 7 décembre 1889. Elle consistait à soumettre au droit commun les délits de diffamation et d'injure, ainsi que les offenses envers le président de la République, les chefs d'Etat et agents diplomatiques étrangers (4).

Mais aucune suite ne fut donnée à ces propositions, bien que les deux rapports présentés par M. Barthou conclusent à

(1) *Moniteur*, 25 mars 1819.

(2) Celliez et le Senne, *op. cit.*, p. 167.

(3) Prop. de loi n° 64. Ch. des dép. S. du 21 nov. 1889. *J.O.A.*, p. 130.

(4) Prop. de loi n° 155. Ch. des dép. S. du 7 déc. 1889. *J.O.A.*, p. 289.

la prise en considération. Elles se heurtaient à une même et grave objection : elles manquaient de logique. L'application des seules dispositions du code pénal aurait en effet entraîné ce résultat qu'une grande partie des délits de presse eût échappé à toute répression. Aussi, après avoir affirmé qu'il n'y avait pas de délits spéciaux de la presse, les auteurs de ces propositions devaient-ils reconnaître la nécessité de réprimer par une loi pénale spéciale les soi-disant délits de droit commun, commis par la voie de la presse et qui ne faisaient l'objet d'aucune disposition du code pénal. Or, édicter des dispositions nouvelles visant uniquement la presse, c'était la placer par là-même en dehors du droit commun.

SECTION II

Etendue de la compétence du jury

§ I. — LE DROIT POSITIF

La répartition des infractions de presse entre le jury et les tribunaux correctionnels a fait l'objet d'importantes modifications depuis la loi de 1881. Le régime actuellement en vigueur attribue compétence à la *Cour d'assises* pour connaître des délits suivants :

Parmi les provocations aux crimes et délits : la provocation directe à toute action qualifiée crime ou délit, lorsque la provocation a été suivie d'effet (article 23 de la loi de 1881) ; la provocation de militaires à la désobéissance, sauf si elle a pour but un acte de propagande anarchiste (article 25 de la loi de 1881, modifié par la loi du 28 juillet 1894).

Dans la catégorie des délits contre la chose publique : l'offense au président de la République (article 26 de la loi de 1881) ; la publication de fausses nouvelles (article 27 de la loi de 1881) ; l'outrage aux bonnes mœurs commis par la voie du livre, de discours ou de cris (article 28 de la loi de 1881, modifié par les lois du 2 août 1882 et du 16 mars 1898).

Au nombre des délits contre les personnes : la diffamation

envers les corps constitués (article 30 de la loi de 1881) ; la diffamation envers les personnes publiques (article 31 de la loi de 1881) ; l'injure envers les corps constitués et personnes publiques (article 33 de la loi de 1881).

Aucun délit contre les chefs d'Etat et agents diplomatiques étrangers ne relève de la compétence du jury depuis 1893.

Les autres délits sont déférés aux *tribunaux correctionnels*, qui connaissent donc :

Parmi les provocations aux crimes et délits : des *provocations directes* au vol, au meurtre, au pillage et à l'incendie, aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, aux crimes et délits de violences envers les personnes (article 24 de la loi de 1881, complété par les lois du 12 décembre 1893 et 10 janvier 1936) (1).

Au nombre des délits contre la chose publique : des nouvelles fausses de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées (décret-loi du 30 octobre 1935) ; des *outrages aux bonnes mœurs commis* par des dessins, gravures, peintures ou images ou encore *par chants ou écrits autres que le livre* (article 28 de la loi de 1881, modifié par les lois du 2 août 1882 et du 16 mars 1898).

Dans la catégorie des délits contre les personnes : de la diffamation et de l'injure envers les particuliers (article 32 et 33 § 2 de la loi de 1881).

Parmi les délits contre les chefs d'Etat et agents diplomatiques étrangers : de l'*offense envers les chefs d'Etat étrangers*, les chefs de gouvernement et ministres des affaires étrangères de pays étrangers (article 36 de la loi de 1881, complété par le décret-loi du 30 octobre 1935) ; de l'*outrage envers les agents diplomatiques accrédités auprès du gouvernement français* (article 37 de la loi de 1881).

Les tribunaux correctionnels connaissent enfin des délits de publication interdite (article 38 à 40 de la loi de 1881) et des délits nouvellement créés, tels que les atteintes au crédit de l'Etat (loi du 3 février 1893, modifiée par les lois du 12 février 1924 et du 18 août 1936).

(1) Les délits indiqués en italique étaient en 1881 de la compétence du jury.

§ II. — LES PROPOSITIONS DE RÉFORME

La question de l'étendue de la compétence du jury a maintes fois retenu l'attention des membres des deux Chambres. Outre les différents projets élaborés par le gouvernement et déjà analysés dans la première partie de cet ouvrage, de nombreuses propositions de loi ont été déposées à ce sujet. Les unes tendent à restreindre la compétence du jury, en lui ôtant plus particulièrement la connaissance des délits de diffamation et d'injure. Les autres visent, au contraire, à accroître cette compétence, notamment par la restitution au jury de la connaissance des provocations aux crimes et délits, qui lui avait été retirée par les « lois scélérates ».

A) *Propositions à tendance restrictive*

Parmi les propositions entraînant réduction de la compétence du jury, on peut citer en premier lieu la proposition de loi déposée, le 31 janvier 1889, à la Chambre, par M. Delmas. Elle tendait à dessaisir le jury de l'ensemble des délits de diffamation et d'injure, tant envers les corps constitués qu'envers les personnes publiques, et du délit d'offense envers le président de la République (1).

Le 22 décembre 1894, une nouvelle proposition de loi était déposée à la Chambre par M. Denoix. Elle avait pour objet de retirer au jury la connaissance des délits de diffamation et d'injure envers les corps constitués et personnes publiques, de même que les délits de fausses nouvelles (2).

L'année suivante, le 25 mars 1895, M. Marcel Barthe déposait au Sénat une proposition de loi tendant à enlever au jury pour les transférer à la Haute Cour de justice, les offenses et menaces dirigées contre la personne du président de la République, ainsi que les incitations à le renverser, commises par la voie de la presse. Ce changement de juridiction était motivé par le souci de défendre plus efficacement le chef de l'Etat contre les attaques extrêmement violentes des socialistes révolutionnaires, qui s'efforçaient alors, par tous les moyens, d'obtenir la suppres-

(1) Prop. de loi n° 3.506. Ch. des dép. S. du 31 janv. 1889. *J.O.A.*, p. 313.

(2) Prop. de loi n° 1.100. Ch. des dép. S. du 22 déc. 1894. *J.O. Déb. parl.*, p. 2282.

sion de la présidence de la République, laquelle personnifiait, à leurs yeux, la société capitaliste qu'ils s'évertuaient à détruire (1).

Le 13 novembre 1934, M. Henry Chéron déposait au Sénat plusieurs propositions de loi. La première, reprenant les idées de M. Poincaré et de M. Barthou, permettait de poursuivre l'action civile résultant des délits de diffamation et d'injure, en dehors de l'action pénale (2). La seconde, relative aux fausses nouvelles, en rendait la publication punissable dès que celle-ci apparaissait *de nature* à troubler la paix publique, et en confiait la répression au tribunal correctionnel (3). Le rapport de M. Dauthy, déposé le 22 mars 1935, se montra favorable à ces deux réformes (4).

Plus récemment encore, le 5 novembre 1936, une proposition de loi était déposée à la Chambre par M. Deschizeaux et plusieurs de ses collègues du groupe socialiste. Parmi les buts qu'elle se proposait d'atteindre, figurait la répression efficace de la diffamation. Le moyen de « réaliser cet objectif » n'était pas nouveau : il consistait, une fois de plus, à dessaisir le jury de la connaissance des délits de diffamation et d'injure envers les corps constitués et personnes publiques (5). Plus heureuse que les propositions précédentes, l'initiative de M. Deschizeaux, jointe au projet de loi présenté le 26 novembre 1936 par le gouvernement, allait faire l'objet d'une longue discussion devant les deux assemblées (6).

B) Propositions à tendance libérale

La loi de 1881 présentant un caractère très libéral, il était difficile d'aller plus loin dans ce sens ; aussi les propositions de loi ayant pour objet d'accroître la compétence du jury ont-elles été très rares.

On peut toutefois signaler la proposition de loi présentée à la Chambre, le 4 décembre 1899, puis le 27 octobre 1903, par

(1) Prop. de loi n° 47. Sénat. S. du 25 mars 1895. *J.O.A.*, p. 123.

(2) Prop. de loi n° 576. Sénat. S. du 13 nov. 1934.

(3) Prop. de loi n° 577. Sénat. S. du 13 nov. 1934.

(4) Rapport n° 312. Sénat. S. du 22 mars 1935.

(5) Prop. de loi n° 1.243. Ch. des dép. S. du 5 nov. 1936.

(6) V. *supra*, p. 162.

M. Devins. Elle consistait à étendre aux officiers ministériels : avoués, notaires, huissiers, etc... les dispositions applicables aux hommes publics désignés dans l'article 31 de la loi de 1881. C'était donner ainsi au jury la connaissance des délits d'injure et de diffamation dirigés contre ces personnes et autoriser la preuve des allégations qui les visaient. Les motifs invoqués étaient la nécessité de faire cesser un « illogisme choquant et injuste », les officiers ministériels ne pouvant être assimilés aux simples particuliers, à raison de leur mode de nomination, du monopole dont ils étaient investis, de la protection que le code pénal leur accordait, et d'autre part, il convenait de permettre que le public fût renseigné utilement sur les pratiques indélicates auxquelles ils pourraient se livrer dans l'exercice de leurs fonctions (1).

Une autre proposition de loi déposée à la Chambre, le 13 novembre 1902, par M. Berthoulat, tendait à joindre d'une façon expresse aux délits déferés à la Cour d'assises, celui de provocation à des attroupements, délit prévu par la loi du 7 juin 1848. Il s'agissait là, disait M. Berthoulat, d'un oubli matériel du législateur de 1881, qui avait omis d'abroger la disposition de la loi de 1848. Mais, les tribunaux étant tenus d'appliquer la loi, il s'était établi peu à peu une jurisprudence suivant laquelle ces délits relevaient de la compétence des tribunaux correctionnels. Or, une telle interprétation était en contradiction avec l'esprit général de la loi de 1881 (2).

Ces deux propositions demeurèrent sans résultat.

La cause de la liberté allait encore être servie, non plus par l'apport de propositions élargissant les attributions du jury, mais par le dépôt de propositions demandant le retour à la compétence du jury, telle qu'elle existait en 1881. L'abrogation des fameuses « lois scélérates » fut, en effet, maintes fois réclamée par des hommes de différents partis, intimement convaincus que, le danger passé, on pouvait revenir à un régime plus libéral. Mais toutes ces propositions sont demeurées vaines. Le gou-

(1) Prop. de loi n° 1.256. Ch. des dép. S. du 4 déc. 1899. *J.O.A.*, p. 254.

Prop. de loi n° 1.242. Ch. des dép. S. du 27 oct. 1903. *J.O.A.*, p. 97.

(2) Prop. de loi n° 443. Ch. des dép. S. du 13 nov 1902. *J.O.A. Déb. parl.*, p. 2572.

vernement ne crut pas devoir les appuyer, et lorsque les auteurs de ces mêmes propositions furent à leur tour parvenus au pouvoir, des raisons sans doute impérieuses leur firent oublier cette réforme dont ils avaient cependant ardemment souhaité la réalisation. Il est d'ailleurs à remarquer que toutes les propositions d'abrogation des « lois scélérates » émanent de membres de la Chambre des députés et qu'aucun sénateur n'a jamais pris une initiative de ce genre.

La première proposition de loi fut déposée le 20 mai 1895, moins d'un an après le vote de la loi du 28 juillet 1894, par Gérault-Richard et ses collègues socialistes. Elle réclamait l'abrogation de la loi du 12 décembre 1893 sur la presse, de celle du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs, et de la loi du 28 juillet 1894 sur la répression des menées anarchistes (1).

Le 14 novembre 1895, M. Julien Dumas interpellait à la Chambre Léon Bourgeois, président du Conseil, « sur les résolutions que le Gouvernement comptait prendre pour restituer au jury l'appréciation des délits d'opinion ». L'orateur résumait ainsi la loi du 28 juillet 1894, dont il demandait la suppression :

« Une simple conversation peut devenir l'objet d'une poursuite par une instruction préparatoire secrète, devant les juges correctionnels siégeant à huis clos et pouvant infliger une peine perpétuelle » (2).

Une seconde proposition de loi fut présentée, le 3 décembre 1896, par M. Renou. Elle avait pour objet l'abrogation de la loi du 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes.

« Loi inutile, disait l'exposé des motifs, car les articles des lois les plus sévères n'ont pas encore eu ce résultat d'arrêter le bras des meurtriers et des fous.

« Dangereuse, parce que cette loi est une menace à la liberté des citoyens et une arme mise entre les mains des partisans toujours prêts à frapper leurs adversaires, même de la façon la plus déloyale » (3).

Mais la commission estima qu'il n'y avait pas lieu de prendre en considération le texte qui lui était soumis (4).

Le 18 janvier 1898, M. Mirman déposait une troisième propo-

(1) Prop. de loi n° 1.326. Ch. des dép. S. du 20 mai 1895. *J.O.A.*, p. 516.

(2) Ch. des dép. S. du 14 nov. 1895. *J.O. Déb. parl.*, p. 2338.

(3) Prop. de loi n° 2149. Ch. des dép. S. du 3 déc. 1896. *J.O.A.*, p. 1536.

(4) Rapport n° 2.219. Ch. des dép. S. du 22 janv. 1897. *J.O.A.*, p. 173.

sition de loi, qui tendait à supprimer l'article 5 de la loi du 28 juillet 1894, c'est-à-dire la faculté donnée aux cours et tribunaux d'interdire la reproduction des débats, dans le cas d'un procès anarchiste (1). Mais M. Odilon-Barrot conclut dans son rapport qu'il n'y avait pas lieu de réviser la loi existante.

Une nouvelle tentative d'abrogation des lois du 12 et 18 décembre 1893 et de la loi du 28 juillet 1894, allait être effectuée, le 28 mars 1898, à la tribune de la Chambre, par Gérault-Richard. Dénonçant le péril que ces lois faisaient courir aux libertés publiques, l'orateur socialiste s'écria :

« Que ne ferait pas un gouvernement de coup d'Etat, armé des lois dont nous demandons l'abrogation ! Elles sont assez compliquées dans leur texte, assez obscures dans leur esprit, pour permettre tous les excès. Elles érigent en principe de droit ce qui est la négation même du droit, le huis clos et la délation. Elles assimilent aux criminels les hommes de parti...

« Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'elles protègent en quoi que ce soit la sécurité publique. Sous tous les régimes des attentats ont été commis, inspirés les uns par le fanatisme religieux, les autres par la colère, d'autres enfin par la misère... » (2).

La prise en considération fut encore rejetée par la commission, sur le rapport de M. Coudreuse (3).

Un autre essai en vue de l'abrogation des lois des 12 et 18 décembre 1893 et de la loi du 28 juillet 1894, fut l'œuvre de M. Jules-Louis Breton, le 14 novembre 1898.

« Ces lois, dit-il, constituent un audacieux défi à la liberté et sont une menace continue pour tous les citoyens français ; leur utilisation dans une période de réaction pourrait avoir les conséquences les plus terribles pour le régime républicain... » (4).

Le 23 novembre 1899, M. Charles Bernard déposait une proposition de loi demandant la suppression des lois des 12 et 18 décembre 1893, et de la loi du 28 juillet 1894 (5).

Le rapporteur de ces deux propositions, M. Odilon Barrot, concluait toujours au rejet de la prise en considération.

(1) Prop. de loi n° 2.967. Ch. des dép. S. du 18 janvier 1898.

(2) Prop. de loi n° 3.173. Ch. des dép. S. du 28 mars 1898. *J.O. Déb. parl.*, p. 1418.

(3) Rapport n° 3.239. Ch. des dép. S. du 6 avr. 1898. *J.O.A.*, p. 1106.

(4) Prop. de loi n° 360. Ch. des dép. S. du 14 nov. 1898. *J.O. Déb. parl.*, p. 2205.

(5) Prop. de loi n° 1.216. Ch. des dép. S. du 23 nov. 1899. *J.O. Déb. parl.*, p. 1903.

Une nouvelle proposition de loi tendant à l'abrogation des lois des 12 et 18 décembre 1893 et du 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes fut déposée, le 22 octobre 1901, par M. Dejeante et plusieurs de ses collègues socialistes (1).

Dans son rapport, déposé le 11 novembre 1901, M. Odilon Barrot expliquait ainsi le refus opposé par la commission à la prise en considération :

« Votre 21^e commission d'initiative parlementaire estime qu'il n'existe aucune raison valable de modifier des dispositions qui, en somme, ne visent que les auteurs d'assassinat et d'incendie, dissimulant leurs doctrines répréhensibles sous le masque d'une idée politique, qui est la négation des principes les plus essentiels de la liberté et de la démocratie (2).

Le 11 juillet 1902, M. Thivrier déposait encore une proposition de loi en vue d'obtenir l'abrogation des lois des 12 et 18 décembre 1893 et du 28 juillet 1894 (3). Cette fois enfin, le rapport déposé, le 7 novembre 1902, par M. Carpot, concluait à la prise en considération (4).

Ainsi encouragé, M. Thivrier, appuyé par plus de soixante-dix de ses collègues, reprit, le 6 décembre 1911, sa proposition de loi de 1902. Il exposait que les « lois scélérates » semblaient être tombées en désuétude, lorsque l'arrivée aux affaires de M. Clemenceau vint tout changer :

« Jamais aucun Gouvernement, affirmait M. Thivrier, n'a fait procéder à autant de poursuites et d'arrestations préventives. Les uns sont arrêtés pour la rédaction d'une affiche, les autres pour des propos plus ou moins inexactement rapportés ou interprétés, plus ou moins amplifiés par des fonctionnaires de police. Et c'est systématiquement qu'il est fait application de la loi de 1893, alors que les sanctions de la loi de 1881 seraient suffisantes et aussi efficaces... Ce sont les tribunes populaires mises de nouveau sous la surveillance active et toujours malveillante de la police, comme aux plus sombres jours... » (5).

La proposition de M. Thivrier eut un sort moins heureux que sa précédente initiative. Renvoyée à la commission de réforme judiciaire et de législation, elle ne fut même pas rapportée.

(1) Prop. de loi n° 2.267. Ch. des dép. S. du 22 oct. 1901. *J.O. Déb. parl.*, p. 1905.

(2) Rapport n° 2.736. Ch. des dép. S. du 11 nov. 1901. *J.O.A.*, p. 65.

(3) Prop. de loi n° 291. Ch. des dép. S. du 11 juill. 1902. *J. O. Déb. parl.*, p. 2292.

(4) Rapport n° 425. Ch. des dép. S. du 7 nov. 1902. *J.O.A.*, p. 266.

(5) Prop. de loi n° 1.428. Ch. des dép. S. du 6 déc. 1911. *J.O.A.*, p. 360.

Quelques années après, le 19 juin 1914, M. Charles Bernard, député de la Seine, demandait à son tour l'abrogation de la loi du 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes (1).

Le 7 décembre 1922, une autre proposition de loi était déposée à la Chambre par M. Bracke et ses collègues du groupe socialiste. Elle tendait à la suppression des lois du 12 décembre 1893 et du 28 juillet 1894, ainsi que des décrets des 19 octobre 1905 et 30 juillet 1894 (2).

Aucun rapport n'était toujours déposé.

Une nouvelle proposition visant à l'abrogation des lois des 16 mars 1893, 12 décembre 1893 et 28 juillet 1894, fut encore présentée à la Chambre, le 7 juin 1924, par M. Ernest Lafont.

« La pratique, déclarait son auteur, n'a que trop confirmé les craintes exprimées dans les discussions parlementaires par tous les adversaires de cette législation antilibérale. La jurisprudence a rapidement évolué et il est apparu bientôt, en ce qui concerne notamment la loi du 28 juillet 1894, que devaient être considérés comme anarchistes, au sens de la dite loi, tous ceux qui ne pensaient pas comme le gouvernement du jour et ne consentaient pas à admirer toutes ses paroles et tous ses gestes » (3).

Quelques mois après, le 15 novembre 1924, l'abrogation des lois du 12 décembre 1893 et du 28 juillet 1894, était encore réclamée à la Chambre par MM. Jules Uhry, Albert Paulin, Albert Sérol (4).

Le groupe radical-socialiste prit également part à ces tentatives libérales, et le 15 janvier 1925, il déposait à son tour à la Chambre, une proposition de loi en vue de l'abrogation des lois du 12 décembre 1893 et du 28 juillet 1894. Cette proposition, dont l'auteur était M. André Hesse, était appuyée de plus de cent-trente signatures (5).

Ces trois dernières propositions, de MM. Ernest Lafont, Jules Uhry et André Hesse, furent rapportées en bloc, le 3 avril 1925, par M. Albert Sérol qui se montra nettement favorable à leur adoption (6). A différentes reprises, le rapport de M. Sérol figu-

(1) Prop. de loi n° 115. Ch. des dép. S. du 19 juin 1914. *J.O.A.*, p. 1864.

(2) Prop. de loi n° 5.214. Ch. des dép. S. du 7 déc. 1922. *J.O.A.*, p. 430.

(3) Prop. de loi n° 86. Ch. des dép. S. du 7 juin 1924.

(4) Prop. de loi n° 684. Ch. des dép. S. du 15 nov. 1924. *J.O.A.*, p. 129.

(5) Prop. de loi n° 1.046. Ch. des dép. S. du 15 janv. 1925. *J.O.A.*, p. 14.

(6) Rapport n° 1.516. Ch. des dép. S. du 3 avril 1925. *J.O.A.*, p. 572.

ra à l'ordre du jour de la Chambre, mais tous les efforts des groupes de gauche demeurèrent vains, il ne fut jamais discuté.

A une nouvelle demande de discussion, le 16 mars 1928, le garde des sceaux, M. Louis Barthou, opposa la question préalable et posa la question de confiance. La Chambre le suivit par 326 voix contre 175.

Le rapport ne pouvait donc être repris. La difficulté allait être tournée par M. Albert Sérol qui, au début de la quatorzième législature, le 7 juin 1928, soumit à la Chambre au nom du groupe socialiste et sous la forme d'une proposition de loi, le texte intégral de son rapport de 1925 (1).

Renvoyée à la commission de législation civile et criminelle, cette proposition fit l'objet d'un rapport favorable de M. Camille Planche, déposé le 20 novembre 1930 (2).

Le rapport n'ayant pas été discuté avant la fin de la législature, dès l'ouverture de la suivante, le 21 juin 1932, M. Sérol, tenace, soumit de nouveau à la Chambre son rapport de 1925 sous la forme d'une nouvelle proposition de loi, appuyée de cent-trente signatures (3).

Le groupe communiste, particulièrement menacé par les « lois scélérates », avait aussi son mot à dire. Le 11 juin 1936, M. Vaillant-Couturier présentait à son tour une proposition de loi tendant à abroger les lois des 12 décembre 1893 et 28 juillet 1894, ainsi que les deux décrets-lois du 30 octobre 1935 et contenant ce reproche :

« Malgré les déclarations formelles du législateur précisant que la loi ne s'appliquerait qu'à ceux qui préconiseraient « la propagande par le fait », les différents Gouvernements qui se sont succédé depuis, ont poursuivi et fait condamner des militants de gauche, syndicalistes, socialistes, communistes ou autres qui sont les adversaires résolus de cette propagande par le fait » (4).

L'ouverture de la seizième législature venant rendre caduques les propositions antérieures, M. Albert Sérol, décidément inlassable, déposait encore le 9 juillet 1936 une proposition de loi demandant l'abrogation des lois des 16 mars et 12 dé-

(1) Prop. de loi n° 90. Ch. des dép. S. du 7 juin 1928. *J.O.A.*, p. 1935.

(2) Rapport n° 4.097. Ch. des dép. S. du 20 nov. 1930. *J.O.A.*, p. 154.

(3) Prop. de loi n° 193. Ch. des dép. S. du 21 juin 1932.

(4) Prop. de loi n° 236. Ch. des dép. S. du 11 juin 1936. *J.O.A.*, p. 864.

cembre 1893, de la loi du 28 juillet 1894, auxquelles s'ajoutait le décret-loi du 30 octobre 1935 sur la répression des fausses nouvelles (1).

On pouvait penser cette fois que tant de persévérance allait enfin avoir sa récompense. Les élections de 1936 avaient amené l'avènement d'un gouvernement composé exclusivement des trois partis qui réclamaient depuis si longtemps la suppression des lois de 1893-94. Le programme du Rassemblement populaire aux élections législatives contenait un article demandant « l'abrogation des *lois scélérates* et des décrets restreignant la liberté d'opinion ». La Ligue des droits de l'homme, elle-même, s'adressant le 31 mai 1936 aux élus du Front populaire, affirmait dans un tract : « Toute une législation d'arbitraire doit disparaître : vous abolirez les lois scélérates et les décrets-lois restrictifs de la liberté de la presse ».

La discussion du nouveau projet de loi sur la presse, allait donner l'occasion de porter la question à la tribune de la Chambre, le 8 décembre 1936. Sous la forme d'un amendement, M. Charles Lussy, d'une part ; MM. Langumier, Lévy, Nicod et Vaillant-Couturier, d'autre part ; proposèrent à la Chambre d'adopter le texte suivant : « Sont abrogées les lois des 12 et 18 décembre 1893 et du 28 juillet 1894 ». Mais le président de la commission de législation civile et criminelle, précisément M. Albert Sérol, fit remarquer qu'en abrogeant purement et simplement ces lois, les anciens textes de la loi de 1881 ne reviendraient pas, de ce fait, automatiquement en vigueur et qu'il en résulterait des lacunes considérables dans la législation. Aussi, tout en ne s'opposant pas à la prise en considération des deux amendements, jugeait-il préférable d'attendre le dépôt du rapport qui serait fait sur sa propre proposition de loi, rapport qui permettrait à l'Assemblée d'en discuter dans de meilleures conditions. En réalité, les deux amendements étaient renvoyés, moins à la commission, qu'aux calendes grecques. Et le garde des sceaux, M. Rucart apporta à M. Lussy ces paroles de consolation :

« Le Gouvernement s'associe aux déclarations de M. le président de la Commission et demande à la Chambre de prendre en considération l'amendement de M. Lussy.

(1) Prop. de loi n° 634. Ch. des dép. S. du 9 juillet 1936. *J.O.A.*, p. 1265.

« Je crois inutile d'ajouter que le Gouvernement est pleinement d'accord, sur le fond, avec M. Lussy » (1).

Une satisfaction, toute platonique d'ailleurs, devait être donnée aux adversaires des « lois scélérates ». Le 25 février 1937, M. Georges Lévy déposait à la Chambre son rapport sur la proposition de loi de M. Albert Sérol et concluait à la nécessité d'abroger les lois de 1893-94 (2).

Depuis, aucune initiative nouvelle n'a été prise.

Etre dans l'opposition est une chose, détenir le pouvoir en est une autre. Il est de la nature de l'homme de demander la suppression de dispositions qui menacent de l'atteindre, comme de s'évertuer à défendre celles dont il peut se faire une arme contre ses adversaires.

(1) Ch. des dép. S. du 8 déc. 1936. *J.O. Déb. parl.*, p. 3380.

(2) Rapport n° 1.977. Ch. des dép. S. du 25 fév. 1937.

CHAPITRE III

ÉTUDE CRITIQUE

SECTION I

Le principe de la compétence du jury

Le principe de la compétence du jury en matière de presse a fait l'objet, depuis la Révolution, d'une controverse passionnée et continuelle. La première partie de cet ouvrage a permis de rappeler quelques-unes des plus éloquentes interventions en faveur du jury. Chaque fois qu'une loi sur la presse est venue en discussion, partisans et adversaires du jury ont repris les mêmes arguments, sans jamais arriver à convaincre leurs contradicteurs. La querelle se poursuit encore aujourd'hui. Les débats qui s'engagèrent au Parlement lors de la discussion du projet de loi de 1936, l'ont une fois de plus prouvé. Il ne paraît donc pas inutile de reprendre ici les objections adressées au principe de la compétence du jury et d'en examiner la valeur.

Une première série d'arguments vise plus particulièrement la Cour d'assises, considérée en elle-même et la procédure devant cette juridiction.

Déférer les délits de presse à la Cour d'assises, dit-on en premier lieu, équivaut à créer en faveur de la presse un *véritable privilège*. Le tribunal correctionnel étant la juridiction des délits et la Cour d'assises celle des crimes, déférer au jury les délits que constituent les infractions de presse, est créer une exception au « droit commun ».

En réalité, la division tripartite des faits punissables en crimes, délits et contraventions, est purement arbitraire et ne

correspond à rien de rationnel. En France, la Cour d'assises est en matière pénale, le juge naturel et ordinaire. « Le jury, disait Royer-Collard, est la garantie constitutionnelle de la juste application des lois. Aussi le tribunal correctionnel est-il une juridiction d'exception ». Si l'on a institué un autre juge pour connaître des délits, c'est uniquement parce que l'on a pensé qu'une juridiction plus simple, plus sommaire, serait suffisante, en raison du caractère de moindre gravité de ces infractions. C'est donc l'importance du fait punissable qui doit décider de l'attribution des infractions commises, soit au jury, soit au tribunal correctionnel. Si le législateur considère les affaires de presse comme suffisamment importantes pour être déferées au jury, on ne peut lui reprocher de troubler l'ordre des juridictions, il se borne à opérer une distribution plus équitable des causes.

La procédure devant la Cour d'assises n'a pas manqué de soulever également des critiques. Elle est *lente*, assure-t-on, et pour que la répression, en matière de presse, soit efficace, il importe qu'elle soit *prompte*.

Doit-on estimer que l'avantage de célérité existe bien en matière correctionnelle ? La procédure devant cette juridiction offre à dire vrai des ressources dont le prévenu, qui souhaite de retarder sa condamnation, ne manquera pas de profiter. Il déposera d'abord des conclusions d'incompétence. Si celles-ci sont rejetées, il portera le jugement devant la Cour d'appel. Là, il fera défaut, puis opposition à l'arrêt rendu par défaut. L'arrêt contradictoire qui interviendra sera porté ensuite devant la Cour de cassation. Tant et si bien que sur cette seule question de forme et de compétence, trois mois auront déjà pu s'écouler. Ce n'est pas tout ! Lorsque la Cour de cassation aura rejeté le pourvoi et reconnu la compétence du tribunal correctionnel, on reviendra devant celui-ci. Le prévenu ne se présentera pas et sera condamné par défaut. Il fera opposition et portera derechef le jugement contradictoire devant la Cour d'appel. Là encore, il fera défaut, puis opposition à l'arrêt rendu par défaut. Le pourvoi en cassation couronnera le tout. De telles manœuvres sont nécessairement très longues et à moins de supprimer toutes les garanties de l'instruction criminelle, on conçoit mal comment on est fondé à prétendre

que la procédure puisse être plus rapide devant le tribunal correctionnel que devant le jury (1).

La procédure devant la Cour d'assises n'est pas nécessairement longue. A Paris où se plaident la plupart des grands procès de presse, le jury se réunit tous les quinze jours. En province, les sessions sont moins fréquentes, mais l'article 59 de la loi de 1881 prévoit que si au moment où l'action est exercée, la session de la Cour d'assises est close et qu'il ne doive pas s'en ouvrir d'autre à une époque rapprochée, il pourra être formé une Cour d'assises extraordinaire, par ordonnance motivée du premier Président.

D'ailleurs, il ne faut pas exagérer l'inconvénient provenant de la lenteur de la procédure, qui n'est pas sans présenter quelque avantage en donnant aux passions le temps de s'apaiser et en permettant aux jurés de juger avec plus de calme.

On reproche encore à la procédure devant la Cour d'assises d'être *coûteuse*. Lorsqu'il s'agit de diffamation ou d'injure, les sommes élevées qu'il est indispensable d'engager, comme partie civile, effraient maintes personnes et les empêchent de poursuivre. Celles-ci hésiteront d'autant plus à déclencher l'action de la justice, qu'elles courent le risque, en cas d'acquittement du prévenu, d'avoir à verser elles-mêmes la totalité des frais. Il serait difficile de contester la valeur de l'argument, mais sa portée est restreinte : il ne vaut que pour une faible partie des procès de presse. Il soulève d'ailleurs la question de l'abaissement des frais de justice et une réforme sur ce point ne serait pas impossible à réaliser.

Une nouvelle critique adressée à la procédure devant la Cour d'assises est tirée du fait que *le jury n'a pas à motiver son verdict*. Or, dit-on, toute juridiction doit au justiciable cette garantie, la plus élémentaire, de fournir les raisons de sa décision. La recherche du motif éclaire le juge. Le délibéré, souvent angoissant, est nécessaire et fécond : les juges étant ainsi obligés de réfléchir et de peser tous les arguments au poids de leur jugement. Deux conséquences découlent de cette absence d'obligation pour le jury de justifier sa conviction. La première est d'enlever aux arrêts rendus une partie de leur autorité ; si

(1) J. Barthélemy : *Cours de droit public*, 1933-34.

le jury faisait connaître les considérations qui ont dicté sa sentence, le public comprendrait, discuterait peut-être, mais ne blâmerait pas sans cause. La seconde est de laisser planer une incertitude sur l'issue du débat ; on ignorera les raisons qui ont entraîné l'acquittement de l'accusé : était-il de bonne foi, a-t-il fait la preuve des faits diffamatoires, était-il accusé à tort ? Nul ne le saura.

En réalité, il n'est pas dans le rôle du jury de donner les motifs de son sentiment. Il ne faut pas oublier que le jugement des délits de presse repose, non sur des raisons de droit, mais sur l'appréciation d'un fait, sur une impression qu'il serait difficile de formuler. Les considérants de la sentence du jury risqueraient d'ailleurs d'affecter l'apparence, toujours regrettable, d'un manifeste pour ou contre la politique du gouvernement. Plus mérité est le reproche d'incertitude sur l'issue du débat. Une réforme sur ce point paraît indispensable. Elle sera indiquée au chapitre suivant.

Un autre défaut de la Cour d'assises serait de présenter un *caractère spectaculaire*. L'accusé comparaît avec une solennité un peu théâtrale devant un public nombreux. « Un procès en Cour d'assises, écrit M. Joseph-Barthélemy, c'est la grande vedette, c'est la publicité, c'est l'avenir ouvert, c'est parfois la députation » (1). Gérault-Richard et le docteur Lafargue ont été, en effet, envoyés à la Chambre à la suite de leur condamnation. La Cour d'assises a été pour les anarchistes et les antimilitaristes, une retentissante tribune, un centre incomparable de propagande. Peu soucieux de se défendre, ils s'attachèrent avant tout, à promouvoir leurs doctrines en des harangues passionnées, sachant bien que leurs moindres paroles seraient rapportées, avec surabondance de détails, le lendemain par tous les journaux.

L'argument porte juste. Mais pour être logique il faudrait pareillement retirer au jury la connaissance de tous les crimes, car les journaux, par l'importance qu'ils leur attribuent, font jouer également aux assassins un rôle scandaleux de vedette.

Le plus grave reproche adressé au jury est de faire preuve de trop d'*indulgence*. Il ne condamne pas assez, répète-t-on.

(1) J. Barthélemy : *Précis de droit public*, p. 185.

Il est d'abord possible de faire remarquer qu'il existe un domaine où les acquittements constituent presque une tradition : celui des crimes passionnels. Cependant, personne ne songe à retirer au jury la connaissance de tels actes, qui sont en somme d'une tout autre gravité que les délits de presse.

Il est d'ailleurs inexact de dire que le jury acquitte toujours. La troisième partie de cet ouvrage le démontrera de la façon la plus éclatante. Un magistrat qui fut pourtant l'objet de vives attaques de la part de la presse, l'avocat général Quesnay de Beaurepaire, fit justice de ce reproche immérité dans le dernier réquisitoire qu'il prononça en 1889 devant la Cour d'assises de la Seine :

« Je dois au jury de la Seine, dit-il, et je lui rends publiquement, sans artifice de langage, croyez-le bien, un témoignage mérité ; *jamais* depuis bientôt une année que j'ai l'honneur de porter la parole aux assises, le jury de la Seine n'a failli à sa haute mission ! Les citoyens outragés dans l'exercice de fonctions publiques ont obtenu de lui protection et justice. C'est un spectacle réconfortant. C'est un gage pour l'avenir. »

Un autre magistrat, qui exerça les fonctions de président des assises, M. Bérard des Glajeux, n'hésite pas à déclarer que lorsque les poursuites en diffamation apparaissent nécessaires, « il faut aborder le jury sans crainte ». Et son expérience lui permet d'ajouter, non sans finesse, en parlant du jury : « On l'a appelé quelquefois une garde nationale judiciaire ; la garde nationale n'était pas toujours très brave pour aller au feu, mais elle aimait ceux qui y allaient résolument. Le jury a la même sympathie pour le courage » (1).

Certes, il y a eu des acquittements. Mais pouvait-il en être autrement ? En matière de diffamation, des poursuites furent souvent intentées un peu à la légère et la preuve des allégations put être rapportée par l'accusé. Tous les diffamés ne sont pas toujours sans reproches. M. Fresnau rappelait en 1890 qu'un de ses collègues lui ayant dit : « Ce ne sont pas seulement vos rois qui s'en sont allés, c'est aussi le respect qui s'en va », Charles de Rémusat, qui avait entendu, s'approcha d'eux et répondit : « Non ! ce n'est pas le respect qui s'en va, mes chers collègues, ce qui s'en va, c'est le respectable ». Le jury acquitte aussi parce

(1) Bérard des Glajeux : *Souvenirs d'un Président d'assises*, p. 124.

qu'il considère que le journaliste traduit devant lui a été de bonne foi, ou que le délit n'a pu avoir de graves répercussions sur la société, etc... Dans bien des cas le verdict ne sera pas aussi injuste qu'on veut bien le dire. D'ailleurs, en semblable matière, l'excès d'indulgence est encore bien préférable à l'excès de rigueur.

Une autre critique est tirée de ce qu'on appelle l'*omnipotence* du jury. Les jurés se considèrent volontiers comme souverains, et dès lors comme investis d'un pouvoir supérieur à toutes les lois, qui les autorise à « faire la leçon au pouvoir ». Que la peine leur paraisse trop sévère ou que le délit prévu par la loi leur semble chose inoffensive, ils n'hésiteront pas à acquitter le prévenu. En définitive, à l'opposé des jurés anglais qui estiment que leur unique devoir est d'assurer la complète application de la loi, ils ne se regarderont pas comme des juges chargés de faire observer la loi, ils s'érigeront en juges de cette loi.

Cette argumentation méconnaît entièrement la nature même de l'infraction de presse. Les délits de presse sont en effet des délits de nature essentiellement variable. Empreints d'un caractère politique, leur gravité se modifie suivant les circonstances politiques. Telle provocation considérée comme dangereuse lorsque quelque germe d'agitation fermente, devient vaine et inoffensive, une fois le calme rétabli. La sévérité dont s'est armée la loi au moment du danger s'avère alors inutile, mais la législation ne pouvant se modifier au jour le jour suivant les phases changeantes de l'opinion, il appartiendra au juge de suppléer au devoir du législateur. S'il est convaincu du peu d'influence exercée par l'écrit incriminé et de l'excessive sévérité de la pénalité prévue, le jury restera toujours le maître, même en face de faits établis, de rapporter un verdict d'acquittalment, un verdict de justice. Or, ce que le jury peut faire n'est pas permis au juge correctionnel. Le magistrat est placé devant les articles du code et son devoir est, non de rendre la sentence qu'il estimera juste, mais d'appliquer strictement les dispositions prévues. Dans sa conscience d'honnête homme, il est lié par le texte étroit de la loi. Ainsi le soi-disant défaut d'omnipotence du jury n'est-il au fond que la condition même d'une justice équitable.

« Avec le verdict souverain du jury en perspective, écrivait Prévost-

Paradol, aucune loi répressive sur la presse n'est mauvaise, car les inévitables défauts de la loi sont corrigés par l'absolue liberté du juge ; sans le jury, au contraire, il n'est point de bonne loi sur la presse, car l'application littérale de ces lois fait bientôt paraître absurdes et intolérables les définitions qu'on a crues les plus sages. »

Il est vrai que le jury s'est laissé parfois entraîner à rendre un véritable « ordre du jour », plutôt qu'un verdict proprement dit. Ces cas, très rares dans la pratique, ne sont d'ailleurs pas sans profit. Ils sont, en effet, le signe salubre de l'existence de quelque malentendu entre l'opinion et le pouvoir et ils avertissent celui-ci, en temps opportun, de mettre un terme à ce désaccord. Le jury n'est que le représentant de l'opinion et l'opinion est le juge suprême de la politique du gouvernement. Les sentences du jury auront donc le caractère d'avertissements adressés par l'opinion au pouvoir et elles présenteront plus d'utilité que des jugements de tribunaux correctionnels qui ne seront, au fond, que l'écho de la politique du gouvernement.

D'autres objections visent plus particulièrement les jurés, pris individuellement.

On fait tout d'abord valoir l'*opposition des jurés eux-mêmes* à juger les délits de presse. Le juré, dit-on, est peu disposé à juger les faits correctionnels. Pénétré de la grandeur de sa mission, il consentira à sacrifier avec abnégation, à certains intervalles, ses affaires et son temps, mais il tient à ce que ce sacrifice ait lieu pour des affaires vraiment graves. Il sent que son rôle n'est pas d'entrer dans les détails et d'intervenir trop souvent.

Il est facile de répondre à cette argumentation que les délits de presse poursuivis devant le jury ne sont pas tellement fréquents qu'ils encombrant à eux seuls les rôles des Cours d'assises. D'autre part, comment peut-on soutenir que l'honneur d'un ministre, d'un sénateur, d'un député, d'un haut fonctionnaire, soit une affaire de médiocre importance, comme si le scandale qui les atteignait ne devait pas rejaillir sur le pays tout entier ?

Un argument plus sérieux serait celui de l'*inaptitude des jurés* à apprécier sainement les délits de presse. Le jury, dit-on, n'est vraiment l'arbitre éclairé voulu par la loi, que lorsqu'il

statue sur des crimes. En semblable matière, il lui suffira de juger si le fait a été ou non commis, il pourra discuter sur la preuve, mais il n'hésitera jamais sur l'immoralité de l'acte. Il n'en sera plus de même lorsqu'il se trouvera placé en face des délits de presse. Aura-t-il toujours l'aptitude véritable et la culture intellectuelle nécessaires pour reconnaître l'existence du délit ? La distinction entre le droit de libre discussion et l'abus de ce droit est formée de nuances si délicates que le juré pourra fort bien ne pas les saisir. Saura-t-il discerner, sous le voile de convention qui la recouvre, la perfidie de l'attaque et dégager le sens caché d'un article ? Est-on sûr que l'intention de nuire de l'auteur et le dommage causé ne lui échapperont pas ?

Seuls, ajoute-t-on, des hommes ayant des connaissances étendues, comme les magistrats, seront à même de porter un jugement éclairé en pareille matière. Le magistrat est habitué par la pratique quotidienne à séparer la vérité de l'erreur, à juger des faits, à juger des hommes. Il est donc plus en mesure que le juré d'apprécier toutes les subtilités d'un écrit. Les nuances les plus légères ne lui échapperont pas : il saura découvrir l'intention coupable et, avec toute la justesse voulue, peser le préjudice causé.

Cette argumentation méconnaît le caractère véritable du délit de presse, lequel consiste, moins dans l'intention de l'écrivain, que dans l'effet produit sur le public. C'est ici que se trouve en défaut l'aptitude du juge le plus éclairé. Vivant dans l'isolement de l'étude, tenu par ses fonctions à distance de la foule, le magistrat devrait, s'il voulait juger équitablement, se transporter au milieu de la société et interroger le sentiment du public, c'est-à-dire, en somme, se substituer au jury. Un conventionnel, ancien magistrat, rapporte M. Toulemon, parlant de cet isolement du juge de métier, émettait bravement cette opinion qui a du moins le mérite de la netteté : « Le magistrat, c'est l'iniquité en permanence » (1).

Le sens droit et la logique sans art du juré seront, en la matière, plus utiles que la science et l'expérience du magistrat. Qui pourrait mieux juger de l'impression produite sur le public, du danger couru par la société, que le juré, conscience vivante de

(1) Toulemon, *op. cit.*, p. 182.

cette même société, parmi laquelle il a été choisi. Il n'aura qu'à écouter son sentiment intime, s'interroger lui-même, pour peser l'influence exercée sur la classe sociale dont il fait partie, par l'excitation au crime ou par l'attaque diffamatoire à laquelle l'accusé s'est livré.

Le soi-disant manque de lumières des jurés entraîne inévitablement le reproche de *partialité*. Ne pouvant apprécier le délit d'après des connaissances qu'ils ne possèdent pas, les jurés se laisseront guider par leurs passions politiques, par leurs craintes, par les opinions du jour. Sur le terrain moral, les hommes d'opinions les plus opposées se trouvent d'accord pour flétrir le vol et l'assassinat, mais ils diffèrent d'avis lorsqu'il s'agit de juger un délit politique. Chacun retrouve ses doctrines et se laisse inconsciemment incliner à la sévérité à l'égard de ses adversaires et à l'indulgence vis-à-vis de ses amis politiques.

La passion risque donc d'égarer l'esprit des jurés et de fausser leur verdict. Est-ce à dire que les magistrats en seront complètement exempts ? Ce serait oublier que les juges sont aussi des hommes et qu'ils sont par là accessibles à l'esprit de parti.

Le danger qui en résulte pour l'accusé est d'ailleurs moindre en Cour d'assises que devant le tribunal correctionnel. Le prévenu a la faculté de récuser un juré incapable de dominer ses passions politiques, mais il ne peut exercer le même droit vis-à-vis d'un juge correctionnel qu'il est obligé de subir.

La peur, dit-on encore, pourra entraîner le juré à manquer à son devoir d'impartialité. Cet homme, au caractère pacifique, redoutera la puissance de la publicité dont disposent les amis de l'accusé. Il risque d'être pris à partie par les journaux, son nom sera divulgué, la fermeté dont il aura fait preuve pourra être vengée par des allusions compromettantes. Il aura même à redouter, surtout dans les époques troublées, de se voir la victime de représailles pouvant aller jusqu'à l'attentat criminel. Et l'on rappelle le mouvement anarchiste de 1892-94.

Il est certain qu'à cette époque les jurés, comme tant d'autres, n'échappèrent pas au frisson de crainte qui faisait trembler les plus braves. Mais peut-on penser que les magistrats en furent exempts ? N'est-ce pas d'eux plutôt que les anarchistes cherchèrent à se venger ? Si des explosions se produisirent, ce ne fut pas dans les demeures des jurés, mais dans les maisons

habitées par un président d'assises et un avocat général (1). Pareilles époques sont heureusement exceptionnelles. D'ailleurs en semblables cas, ce n'est pas à l'institution du jury qu'il faut s'en prendre, mais à la police dont le devoir est d'assurer aux jurés une protection suffisante et de les garantir de toute vengeance ou intimidation personnelle.

Il faut rendre cette justice aux jurés, que le sentiment du devoir l'emporta chez eux sur une naturelle pusillanimité. Peut-être ne surent-ils réprimer un premier mouvement d'émoi devant le déchaînement de violence qui sévissait, mais ils se ressaisirent et n'hésitèrent pas à rapporter les verdicts de condamnation qui s'imposaient.

Le jury, poursuit-on, n'échappe pas à l'influence de l'opinion publique. Or il est néfaste que ceux qui rendent la justice soient le reflet trop fidèle des mouvements éphémères des esprits et se montrent trop sensibles aux contingences locales et passagères. Il n'est pas souhaitable que le vent d'une opinion superficielle, préconçue, franchisse la porte de l'enceinte de la justice.

Il est certain que le sentiment populaire exerce une indéniable influence sur les jurés. Mais comment pourrait-il en être autrement, alors que le juré était encore la veille confondu dans le public ? D'ailleurs n'est-ce pas là précisément ce que l'on recherche ? Ne demande-t-on pas au jury d'être le jugement du pays, l'émanation de la conscience générale, l'expression de l'opinion publique ?

Au surplus, l'influence de l'opinion publique est encore préférable à la pression que le gouvernement ne manquerait pas d'exercer sur les juges correctionnels, dans les affaires où il serait lui-même intéressé.

Enfin, dernière objection, les jurés ne resteront pas indifférents à des considérations étrangères à la cause. Ils ne sauront pas déjouer les procédés habiles et résister à l'éloquence persuasive des grands avocats, qui s'efforceront de démontrer que leur client est de bonne foi et digne d'indulgence ou qu'un acquittement s'impose afin d'assurer la liberté de l'expression des opinions et ne pas entraver le rôle de la presse. Les jurés pour-

(1) V. *supra*, p. 133.

ront aussi ne pas demeurer insensibles à certaines allusions flatteuses à leur haute compétence, insinuées à propos et avec adresse par le défenseur du prévenu. Le magistrat professionnel, au contraire, cuirassé par une pratique quotidienne, demeurera insensible à ces manœuvres. On aura beau faire brillamment valoir la confiance que l'on a dans son esprit d'équité, il acceptera le compliment avec flegme, pensera que celui-ci n'a rien d'exagéré, mais n'en tiendra nul compte dans la rédaction de son jugement.

L'argument contient une part de vérité qu'il est difficile de contester, mais il convient de ne lui attacher qu'une valeur très relative.

En réalité, quelles que soient ses lacunes, la juridiction du jury est infiniment préférable à celle du tribunal correctionnel, qui présente en matière de presse les plus graves inconvénients.

Une objection de principe peut être d'abord adressée au jugement des délits de presse par les tribunaux correctionnels. Rien n'est plus dangereux, en effet, tant pour la société que pour le gouvernement, que de faire juger de telles infractions par un corps permanent et inamovible. La liberté de la presse étant la garantie de toutes les libertés, confier au pouvoir judiciaire le droit d'en connaître les abus, c'est lui donner une influence prépondérante sur l'opinion, sur les élections, sur les Chambres, sur le gouvernement, c'est encore lui subordonner toutes les libertés. Il sera ainsi permis au tribunal correctionnel de s'ériger en juge de la politique du gouvernement. Qu'il acquitte un journaliste coupable de s'être livré à une violente attaque contre le ministère, quel affront, quelle humiliation pour celui-ci ! L'acquittallement du *Constitutionnel* et du *Journal des Débats*, sous la Restauration, a marqué une date capitale de ce long conflit entre la magistrature et le gouvernement, qui a finalement abouti au renversement de la nouvelle monarchie.

Combien plus logique et préférable apparaît, au contraire, la compétence du jury ! Le pays exerçant par la presse son contrôle sur les affaires publiques, il est juste qu'en retour la presse soit soumise au contrôle du pays. C'est donc au représentant de l'opinion, au jury sorti du sein du peuple, interprète sans cesse renouvelé de la conscience publique, qu'il appartient de proté-

ger la société du danger que présentent pour elle les abus de la presse, en exerçant lui-même la répression.

Un premier reproche, inverse de celui qu'on adresse au jury, est que le tribunal correctionnel *condamne trop souvent*. Il faut reconnaître qu'un certain antagonisme n'est pas sans exister entre la presse et les juges. On a même dit que magistrats et journalistes étaient ennemis héréditaires : les premiers jugeant les journalistes au nom de la loi, les seconds jugeant les magistrats au nom de l'opinion.

Un ministre s'était vanté, un jour, de pouvoir faire pendre un homme avec quatre lignes de son écriture. Ce serait faire injure aux magistrats, rompus par une pratique quotidienne à toutes les arguties, de croire qu'ils n'aient pas l'esprit aussi subtil que l'homme d'Etat en question. N'est-il pas à craindre que leur œil, exercé à découvrir le délit ou le crime sous les voiles qui le cachent, n'incline à reconnaître dans tout écrit politique, des éléments de culpabilité, dont la découverte attesterait leur sagacité de grands criminalistes, mais qui, trop souvent, révélerait à un écrivain, bien innocent de tant de profondeur, une finesse d'intention perfide dont lui-même ne se serait guère douté ?

On ne peut s'empêcher de penser à ce magistrat d'un tribunal correctionnel qui demandait, un jour, à un journaliste : « Vous n'avez jamais été condamné ? » — « Non, répondit le prévenu, mais je le serai avant la fin de cette audience. »

Cette sévérité naturelle des juges professionnels a été maintes fois mise en lumière. Au sein de la commission du Conseil d'Etat chargée de la rédaction du projet de Code criminel, Bertin déclarait :

« Le jury évite surtout l'établissement d'une corporation d'hommes exclusivement chargés de prononcer sur la vie et l'honneur des citoyens et toujours enclins à une certaine sévérité par l'endurcissement qui naît de l'habitude. Quand on est appelé à faire toute sa vie la même chose, on se prescrit des règles et on les suit étroitement ; mais celui qui statue accidentellement n'est gêné par aucun système. Il suit naturellement l'impulsion de sa conscience et n'a qu'elle pour guide. »

Or, c'est là précisément ce que recherchent les partisans du tribunal correctionnel, uniquement préoccupés d'instituer une juridiction qui condamne et non une juridiction qui juge. Ils

désirent le retour à l'époque du second Empire où toute poursuite correctionnelle était suivie d'une sévère condamnation.

Un autre inconvénient du tribunal correctionnel est la *hâte* qu'il apporte à l'examen des affaires qui lui sont déférées. Le magistrat, même le plus consciencieux, n'a qu'un souci : rendre vite son jugement afin d'appeler la cause suivante. Le nombre des affaires inscrites au rôle d'audience, et qui atteint parfois la centaine, ne laisse au juge que quelques minutes à consacrer à chacune. Selon le mot de M. Donnedieu de Vabres, « la peine devient l'application d'un prix-courant après vérification sommaire de la marchandise ». La difficulté d'apprécier les délits de presse donne à penser quelles iniquités entraîneraient leur soumission à semblable régime.

D'autre part, les magistrats correctionnels sont enclins à *juger, non seulement l'acte incriminé, mais l'homme en lui-même*. En matière de presse, le tribunal ne se bornera pas à examiner uniquement le délit commis, il recherchera dans la vie entière du journaliste, ses opinions passées et son attitude antérieure à l'égard du pouvoir. Le procès intenté sera celui d'un adversaire et nullement celui de l'article poursuivi. Le « délit de tendance » sera ainsi rétabli sous une forme déguisée.

Le jury présentait le grand avantage de l'*indépendance*. En sera-t-il de même du tribunal correctionnel ? Il s'agit ici de procès politiques, dans lesquels l'intérêt du gouvernement sera souvent directement engagé. Or, celui-ci a des moyens d'action et de pression sur la magistrature. Il nomme les juges, leur donne de l'avancement et leur confère des distinctions. « Qu'importe, a dit Tocqueville, que l'on ne puisse contraindre le magistrat si on peut le séduire. » Un juge, après tout, n'est qu'un homme, légitimement soucieux de son avenir et de l'intérêt de sa famille. Si sa carrière dépend des ministres ou des parlementaires, fermera-t-il obstinément l'oreille aux commandements ou aux sollicitations que ceux-ci pourraient lui adresser ? (1). Cette situation cornélienne dans laquelle les magistrats se trouvent placés, a été traduite par M. Joseph-Barthélemy dans ces lignes si pénétrantes :

« Pour comprendre réellement le problème, écrit-il, il faut le con-

(1) Payen : *La Justice en danger*, p. 37,

crétiser. Il faut imaginer au fond de quelque causse, dans quelque vallée alpine, au milieu des terres, un petit tribunal de trois membres. Ces magistrats sont récemment sortis de l'Ecole de Droit. Ils ont fait leurs études dans quelque capitale provinciale, ou même à Paris. Dans la lointaine sous-préfecture où la bienveillance ministérielle les a envoyés, ils se considèrent quelque peu dans une sorte d'exil dont ils ont hâte de sortir. Un procès vient devant eux, auquel s'intéresse le gouvernement. A la barre, il y a peut-être, d'un côté, un homme politique puissant, garde des sceaux d'hier, peut-être de demain. Le gouvernement a décidé de mettre à mort un journal d'opinion, en le privant de tous ses moyens d'existence, en le ruinant. La décision est entre les mains de ces trois jeunes gens, qui sont peut-être au début de leur carrière. On n'a pas le droit de demander à des fonctionnaires d'être des héros.

« Il y a bien l'inamovibilité. Mais pour un jeune docteur en droit, la perspective d'être pour toute sa vie à Barcelonnette ou à Forcalquier n'est pas d'une irrésistible séduction » (1).

Le problème a encore été nettement posé par M. Léon Blum, qui déclarait en 1936 :

« Nul ne peut être sûr que la partialité ne faussera pas le jugement des magistrats nommés, promus, décorés par le gouvernement ou, du moins, et surtout, on peut être persuadé que l'opinion récusera ce jugement. »

Certes, on pourrait citer de nombreux exemples qui constitueraient le plus bel hommage à la magistrature française. Ces derniers temps encore, elle a su nettement prouver son indépendance et son absence de servilité en condamnant des journaux gouvernementaux, sur la plainte d'adversaires politiques du ministère. En se bornant à l'*Humanité* et au *Populaire*, on peut relever les condamnations suivantes. En février 1937, la 12^e chambre du tribunal de la Seine condamnait le *Populaire* à cinquante francs d'amende et deux mille francs de dommages-intérêts, sur plainte en diffamation du colonel de la Rocque (2). En avril, le même journal se voyait infliger vingt-cinq francs d'amende et cent francs de dommages-intérêts, sur plainte en diffamation de M. de Nadaillac, ancien député de la Nièvre (3). En juin, la 12^e chambre condamnait l'*Humanité* pour injure et diffamation envers M. Jacques Doriot, une première fois à cent francs d'amende et mille francs de dommages-intérêts, et quel-

(1) J. Barthélemy : *Le Projet contre la Presse*, dans *Revue polit. et parlem.*, 10 janv. 1937, p. 19.

(2) *Le Temps*, 19 février 1937.

(3) *Le Temps*, 28 avril 1937.

ques jours plus tard, à cent francs d'amende et deux mille francs de dommages-intérêts (1). En juillet, c'était au tour de M. de Kérillis de faire condamner pour diffamation l'*Humanité*, à deux cents francs d'amende et trois mille francs de dommages-intérêts par le même tribunal (2). En décembre, la 12^e chambre prononçait encore contre l'*Humanité* deux condamnations à deux cents francs d'amende et deux mille francs de dommages-intérêts chacune, pour diffamation envers M. Jacques Doriot et M. René Richard (3). En janvier 1938, à la suite de la série de procès en diffamation engagés par le colonel de la Rocque, elle infligeait à l'*Humanité* deux cents francs d'amende et deux mille francs de dommages-intérêts et au *Populaire*, cinquante francs d'amende et cent francs de dommages-intérêts (4). Enfin le 28 mars 1938, elle condamnait de nouveau l'*Humanité* à cinquante francs d'amende et cinquante francs de dommages-intérêts, pour diffamation envers MM. Léon Daudet et Maurice Pujo (5).

Par leur bel esprit d'indépendance, de tels jugements prononcés contre les amis déclarés de ceux qui détenaient le pouvoir, font honneur à la magistrature. Malheureusement toutes les décisions rendues dans le passé n'ont pas toujours été animées d'un si noble sentiment. Faut-il rappeler, à titre d'exemple, la condamnation à quinze jours de prison, sans sursis, prononcée en juillet 1936, par le tribunal correctionnel de la Seine contre un homme arrêté aux Champs-Élysées, pour avoir chanté la *Marseillaise* ? Le motif invoqué était que le prévenu avait été trouvé porteur d'une arme redoutable, en l'espèce, la laisse de son chien !

La magistrature du Second Empire a fait l'objet de très justes critiques. On ne peut oublier le discours enflammé de Berryer dénonçant au Corps législatif, en 1868, l'avancement systématique accordé chaque année au président de la chambre correctionnelle qui était chargée de réprimer les écarts de la

(1) Le *Temps*, 16 et 20 juin 1937.

(2) Le *Temps*, 8 juillet 1937.

(3) Le *Temps*, 16 décembre 1937.

(4) Le *Temps*, 4 janvier 1938.

(5) Le *Figaro*, 29 mars 1938 ; le *Temps*, 30 mars 1938,

presse (1). Au début de la Troisième République, la magistrature n'était pas non plus sans reproche :

« Le regretté Jean Bernard, écrit encore M. Joseph-Barthélemy, aimait à raconter qu'il avait comparu, à Toulouse, aux temps du Seize Mai, devant un président bien connu pour la joie sadique qu'il manifestait chaque fois qu'il lui tombait un républicain sous la dent et pour le zèle insolent avec lequel il se montrait décidé à lui infliger le maximum avant même de l'avoir entendu. Mais lorsque les 363 eurent triomphé, le même président alla se pendre à la sonnette de ses victimes, promettant à l'avenir la même sévérité à l'égard des conservateurs » (2).

Il faut donc reconnaître que si la magistrature française possède d'incontestables qualités, il est nécessaire, dans l'intérêt d'une justice impartiale, que celles-ci ne soient pas incessamment soumises à des épreuves trop rudes. Au fond, tout le problème se ramène à la question du statut de la magistrature. Si cette dernière était entièrement indépendante à l'égard du gouvernement, comme elle l'est en Angleterre, toutes ces questions ne se poseraient pas. « C'est à l'indépendance des juges, a-t-on dit, que se mesure la liberté d'un peuple ».

Il y a deux manières de concevoir la magistrature. Elle peut être une sorte de corporation, indépendante à l'égard de tous, ne décidant que d'après les seules règles de sa conscience et de la loi : c'est la conception anglaise. Elle peut aussi être un instrument de lutte au profit de la classe ou du parti au pouvoir : c'est la conception des Soviets. La France oscille entre ces deux pôles opposés et extrêmes (3).

En février 1934, sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement prit un décret décidant qu'à l'avenir aucun magistrat ne serait nommé ou promu, s'il ne figurait sur une liste de trois candidats qui serait dressée par une commission composée exclusivement de magistrats. Le gouvernement se réservait seulement le droit de choisir entre les trois noms proposés par la commission. C'était là, comme le constate le bâtonnier Payen, un excellent moyen de rendre à l'avenir inefficace, aux yeux des juges, toute promesse ou menace venue d'un parlementaire et d'obtenir, par surcroît, ce résultat plus important

(1) V. *supra*, p. 109.

(2) J. Barthélemy : *Sauce anglaise*, dans le *Temps*, 1^{er} décembre 1936.

(3) J. Barthélemy : *Le Projet contre la Presse*, dans *Revue polit. et parl.*, 10 janv. 1937, p. 20.

encore : le garde des sceaux se voyait désormais empêché de subordonner la nomination des juges à des influences politiques (1).

Malheureusement, ces garanties n'eurent qu'une durée éphémère et des mesures inquiétantes et opposées allaient être prises. L'idée d'« épurer » la magistrature, qui n'avait pas encore senti le « souffle républicain » séparer le « bon grain de l'ivraie », ne fut peut-être pas étrangère à ces réformes. La limite d'âge des magistrats fut abaissée, la commission de présentation aux sièges supprimée, les garanties du ministère public réduites à néant. Le choix et le sort des magistrats furent remis à la seule volonté du ministre de la Justice.

La juridiction correctionnelle présentera d'autant moins de garanties à l'égard de la presse, que la plupart des délits de presse se commettant dans les grandes villes, il sera possible au gouvernement, en veillant avec soin à la composition des chambres correctionnelles spécialisées dans ce genre d'infractions, de faire comparaître les journalistes devant un tribunal à sa dévotion.

Aussi l'idée de faire juger les délits politiques par une magistrature soumise à un régime aussi déplorable, est-elle tout à fait inadmissible. « Il ne suffit pas, disait Royer-Collard, qu'il y ait des juges pour qu'il y ait des jugements, et l'arbitraire ne change pas de nature pour être couché dans une sentence ». Aux procès politiques, où le pouvoir est mis en cause, il faut des juges absolument indépendants. En semblable matière, il est nécessaire que le prévenu, tout comme le public, reconnaisse qu'il va être jugé par le pays, et non, d'une manière même indirecte, sous l'influence du gouvernement. Les procès d'opinion ne peuvent être jugés que par l'opinion. Or, les magistrats correctionnels n'ont jamais été les représentants de la nation. « Ils sont, tout au plus, disait Viviani, les commis du pouvoir et souvent les instruments de ses haines et de ses passions. »

Sans aller aussi loin, il faut reconnaître que la magistrature sort de son rôle chaque fois qu'on la fait intervenir dans les procès politiques. On a pu dire très justement que lorsque la Politique entrait dans le prétoire, c'était à la Justice d'en sor-

(1) Payen, *op. cit.*, p. 32.

tir. Même si les tribunaux correctionnels prononçaient les jugements les plus justes, les plus impartiaux, les plus indépendants, on les soupçonnerait toujours de rendre « des services et non pas des arrêts ». Or, les juges, comme la femme de César, ne doivent pas être soupçonnés. La magistrature n'a rien à gagner, mais tout à perdre, à se voir attribuer la connaissance des délits de presse. En la mêlant aux luttes et aux conflits politiques, on ne peut que la compromettre ou risquer de la déconsidérer aux yeux de l'opinion.

Seules les décisions rendues par le jury, juridiction indépendante du pouvoir, inspireront au public la sécurité politique indispensable. Et c'est là une raison décisive qui, à elle seule, suffit à faire écarter la compétence des tribunaux correctionnels.

« N'y eût-il dans le jugement par le jury, reconnaissait M. de Serre, alors garde des sceaux, que la sécurité politique que cette institution inspire à tous, cette sécurité seule serait un motif suffisant pour lui donner la préférence. Que serait-ce si la magistrature avait dans ses attributions les délits politiques et ceux de la presse ? Elle aurait beau rendre les décisions les plus éclairées, les plus libérales et les plus justes, elle passerait toujours pour n'être qu'un instrument de domination. »

Au contraire, les jugements des tribunaux correctionnels ne seront pas, en général, ratifiés par l'opinion. Si le tribunal correctionnel ne subit aucune pression, pourquoi offrir des prétextes à la malveillance et préparer des excuses aux coupables ? Pourquoi s'exposer à la témérité des jugements du public ? Chaque fois que celui-ci se refusera à sanctionner les décisions rendues par les tribunaux, il accusera les juges d'avoir manqué de lumières ou failli à leurs devoirs et les ministres d'avoir tenté de les corrompre. A quoi serviraient alors des jugements qui prêteraient à contestation, sinon à jeter un trouble de plus dans la société ?

Tout autres seront les sentences prononcées par le jury qui rassureront pleinement les citoyens et s'imposeront à leur respect. Un seul arrêt rendu avec le concours du jury sera plus efficace que vingt décisions de tribunaux privés de son assistance.

Une autre considération, non moins impérieuse que la précédente, désigne le jury comme le seul juge possible des abus

de la presse : *la nature même des délits de presse*. On l'a dit et redit maintes fois, les délits de presse sont impalpables, indéfinissables, et ne peuvent entrer dans le cadre précis d'un texte de loi. En 1868, M. Granier de Cassagnac déclarait avec beaucoup de raison, devant le Corps législatif :

« Il est évident que les délits de presse sont indéfinissables dans toutes les langues et surtout dans une langue comme la nôtre, où l'on peut tout dire à demi-mot et avec des lecteurs qui entendent tout à quart de mot. Il est aussi impossible d'enfermer les délits de presse dans une définition que d'enfermer de l'eau dans une écumoire. »

Le délit de presse échappant à la définition, deviendra une question d'interprétation, donc d'arbitraire. Attribuer la connaissance de tels délits aux tribunaux correctionnels, c'est s'en remettre à l'arbitraire des magistrats. Eventualité qu'il convient absolument d'éviter. Seule, une juridiction présentant l'indépendance du jury, peut donner, en l'espèce, les garanties de justice que les citoyens sont en droit d'exiger.

En matière de presse, le juge doit rendre un arbitrage plutôt qu'un jugement. Par les nuances qu'il présente, par sa mobilité, sa subtilité, la difficulté qu'il oppose à l'analyse, le délit de presse n'est qu'une question de plus ou de moins, une question d'appréciation. La décision à prendre est nécessairement un jugement d'impression et de conscience, qui ne peut appartenir qu'à une juridiction d'opinion et d'impression telle que le jury.

Il ne saurait être question d'appliquer ici d'une façon mécanique des textes précis et inflexibles, de se livrer à une opération de logique. L'esprit de géométrie doit faire place à l'esprit de finesse. Or, les magistrats ne sont-ils pas victimes d'une inévitable tendance ? Faute de pouvoir se départir de la rigidité et de l'impersonnalité de leurs raisonnements juridiques, ils ne sauraient tenir compte de cette foule d'éléments, enchevêtrés les uns dans les autres, et différents selon les espèces : le lieu, le temps, la moralité de l'acte, les répercussions sur la société, l'état paisible ou agité du pays, etc... « Les délits de presse sont quelque chose d'impalpable qui ne se mesure point au compas du juge », disait M. de Cormenin.

L'état momentané des esprits et des circonstances, qui atténue ou aggrave considérablement les infractions de la presse, en fait des délits essentiellement mobiles. Leur appréciation

exige donc, comme le disait Royer-Collard, « un tribunal également mobile, qui, se renouvelant perpétuellement, exprime sans cesse les divers états des esprits et les besoins changeants de la société ». Condition qui ne peut être remplie que par le jury.

Un jury n'aura pas les mêmes défauts que celui qui l'a précédé. Les erreurs, les mauvais vouloirs d'un jury ne se transmettent pas à celui qui lui succède. N'ayant pas à craindre de contredire une jurisprudence instaurée par lui, il jugera sans idée préconçue, sans chercher à se conformer à telle ou telle doctrine qu'il aurait antérieurement adoptée.

Au contraire, dans une compagnie permanente les erreurs font jurisprudence. Les magistrats ont tendance à juger toujours dans le même sens. Par la continuité de leurs décisions, ils établissent une jurisprudence, qu'ils s'efforceront de respecter par la suite. Certaines de leurs idées qui, à l'origine, répondaient aux nécessités du moment, risquent, en subsistant trop longtemps, de prendre le caractère de survivances injustifiées. Leur esprit traditionaliste est encore aggravé par l'esprit de corps, qui les incite à se conformer aux décisions rendues par leurs collègues dans des espèces qu'ils estiment analogues et qui, en matière de presse, diffèrent toujours par certains éléments. Cette continuité de décisions qu'il convient de rechercher en d'autres matières constituerait, pour les délits de presse, une grave erreur et la parfaite conformité des jugements serait alors la parfaite injustice.

En résumé, le jury se présente comme étant, en matière de presse, la juridiction qu'impose l'intérêt de tous : *l'intérêt du pays*, car lui seul permet à la presse de remplir sans crainte sa mission et évite de donner à un corps permanent, outre le contrôle de toutes les libertés, une influence prépondérante sur les autres pouvoirs ; — *l'intérêt du gouvernement*, car le jury l'empêche d'intenter des poursuites abusives, le protège contre ses propres excès en lui donnant de temps à autre des avertissements salutaires, prévient enfin la confusion des pouvoirs qui risquerait de se produire si les magistrats pouvaient s'ériger en juges de la politique du ministère ; — *l'intérêt de la magistrature*, qui serait suspectée et abaissée si elle devenait juge en matière politique ; — et enfin *l'intérêt de la justice*, le jury

étant rendu nécessaire par l'imperfection de la loi pénale en la matière, par l'impossibilité de définir d'une façon précise les délits de presse, par leur caractère politique et leur mobilité, par l'excessive rapidité d'appréciation et l'entrée en ligne de compte d'éléments étrangers au délit de la part des juges correctionnels ; tant dans l'intérêt du prévenu, en épargnant à celui-ci des condamnations automatiques, que dans l'intérêt du plaignant, car seule la décision du jury pourra laver le dif-famé des imputations portées contre lui. Chacun restera ainsi dans son rôle : la loi établira la sanction, l'autorité dénoncera le délit, le jury en constatera l'existence et la Cour appliquera la pénalité prévue.

SECTION II

L'étendue de la compétence du jury

Le principe de la compétence du jury une fois admis, on est conduit à se demander quelle sera l'étendue d'une telle compétence ? Le jury devra-t-il connaître de la totalité des délits de presse, à l'instar du régime établi en Angleterre, ou seulement de certaines de ces infractions, comme le décide la législation française ? Telle est la question qu'il convient maintenant d'examiner.

La règle adoptée par le législateur en 1881 a été clairement exposée par M. Lisbonne dans son rapport :

« Nous déférons au jury, disait-il, la généralité des délits commis par la voie de la presse et de la parole, indifféremment, qui impliquent l'appréciation plus spéciale des intentions des prévenus ou que la politique a plus ou moins occasionnés » (1).

Il semble qu'il faille rechercher la solution du problème dans les différents éléments qui ont permis de conclure que le jury était la seule juridiction équitable en la matière. Le caractère politique du délit, l'imperfection de la loi pénale due à l'impossibilité de définir l'infraction de façon précise, la subti-

(1) Celliez et le Senne, *op. cit.*, p. 549.

lité de l'écrit inhérente à la difficulté d'interpréter l'intention réelle de son auteur, sa mobilité consécutive à la variation de ses répercussions sur la société, autant de raisons qui impliquent la juridiction du jury, autant d'étendue à attribuer à sa compétence.

On en vient ainsi, tout naturellement, à cette conclusion que le jury doit connaître de l'ensemble des délits de presse véritables, c'est-à-dire de ceux qui présentent les caractéristiques venant d'être énumérées, et qu'il faut réserver à une autre juridiction, plus simple et plus expéditive, les infractions proprement dites, c'est-à-dire celles qui impliquent la constatation d'un fait matériel n'offrant aucune difficulté d'appréciation et aucun danger d'arbitraire.

Mais toute règle ayant ses exceptions, il convient, par un rapide examen des principaux délits de presse, de rechercher si des considérations spéciales ne justifient pas qu'il y soit porté quelques atteintes.

Les *provocations aux crimes et délits* présentant tous les caractères des délits de presse, leur attribution au jury apparaît comme étant difficilement contestable. Elles constituent des délits politiques au premier chef : ce sont, en effet, des incitations à la guerre civile sorties de la bouche enflammée d'un orateur ou des appels directs au renversement violent des institutions existantes, qui entraînent les révolutions. Aujourd'hui encore, la violence constitue le principal moyen d'action d'un important parti politique. D'autre part, le législateur étant impuissant à faire entrer ces provocations dans le cadre étroit d'une définition, une grande place sera laissée à l'arbitraire du juge ; l'intention profonde du prévenu ne sera pas toujours facile à découvrir ; enfin si la provocation peut, à certains moments, paraître dangereuse pour la société, elle n'exercera, à d'autres époques, aucune action sur le public.

Tout comme les précédents, les *délits dirigés contre la chose publique* requièrent le jugement par le jury.

L'offense au président de la République, a-t-on dit, doit être déférée aux tribunaux correctionnels. Et l'on invoque à l'appui de cette assertion, l'irresponsabilité du chef de l'Etat, l'inadmissi-

bilité de la preuve des imputations outrageantes et enfin une raison de convenance : l'opportunité de préserver des outrages l'homme d'Etat qui personnifie la République.

Arguments de peu de valeur, car si le chef de l'Etat est irresponsable, il n'en possède pas moins certaines prérogatives d'une portée politique considérable. C'est lui qui désigne le chef du gouvernement, qui a le droit de dissoudre la Chambre avec l'assentiment du Sénat, de gracier les condamnés, etc... Certains présidents ont même tenté d'exercer un pouvoir personnel. De tels actes, susceptibles d'entraîner de graves conséquences peuvent-ils rester en dehors de toute discussion ? Ce serait créer en faveur du président de la République un privilège que rien ne justifierait. Ses initiatives doivent donc être soumises au contrôle de l'opinion, puissance souveraine du pays, par le moyen de la presse et seul le jury, représentant de cette même opinion, demeure qualifié pour apprécier si la critique du journaliste n'a pas outrepassé les limites permises. Si des outrages sont restés impunis, il faut s'en prendre au Parquet, lequel n'a pas cru devoir relever le délit, et non au jury qui, en l'espèce, a toujours rapporté un verdict de condamnation, ainsi qu'on le démontrera plus loin. La question délicate de décider où finit la critique permise et où commence l'outrage, de même que la difficulté d'apprécier l'intention du prévenu, sont autant de raisons qui imposent la compétence du jury.

La publication de fausses nouvelles doit, pour être punissable, avoir été faite de mauvaise foi et avoir troublé la paix publique. Or, ce sont là deux questions d'appréciation qui relèvent essentiellement du jury. Il est d'autre part malaisé de nier le caractère politique du délit. Un gouvernement sans scrupules, assuré de l'automatisme de la répression, peut faire de cette disposition un puissant instrument de domination. Toute nouvelle vraie, de nature à gêner le ministère, serait alors immédiatement démentie et deviendrait officiellement fausse. Des poursuites seraient aussitôt déclenchées contre le journal qui l'aurait publiée et les juges correctionnels, à moins d'infliger à leur tour un éclatant désaveu au pouvoir, devraient appliquer la loi et condamner le rédacteur, lequel n'aurait fait, cependant, qu'accomplir son devoir. Tel fut le sort du journaliste qui, en 1936, annonça une dévaluation imminente, laquelle, malgré le

démenti survenu entre temps, fut réalisée quelques jours plus tard.

L'appréciation de l'*outrage aux bonnes mœurs* ne soulève pas de question d'ordre politique ; mais la difficulté de découvrir l'intention réelle de l'auteur, l'imprécision du délit et surtout son caractère de mobilité, exigent la compétence du jury. Les mœurs étant en perpétuelle évolution, un livre qu'on estimera condamnable à telle époque, apparaîtra inoffensif à telle autre. Aussi le jury, qui représente l'état moral du moment, est-il autrement qualifié pour connaître de ces outrages, que les juges correctionnels qui ne sauraient décemment, en la matière, se tenir à l'avant du progrès.

La détermination de la juridiction compétente en matière de *délits contre les personnes* a soulevé de plus sérieuses difficultés.

Il faut tout d'abord admettre qu'il appartient à l'opinion publique de contrôler, par le moyen de la presse, les actes des corps constitués et ceux de la vie publique des fonctionnaires et des hommes publics. Si la presse outrepassé ses droits, ce ne peut être qu'au jury, représentant de cette opinion, de constater et de réprimer les abus commis. L'appréciation de l'intention du prévenu, le caractère politique de l'infraction, rendent encore sa juridiction nécessaire. Le danger que présenterait l'attribution de tels délits aux tribunaux correctionnels a été spirituellement dénoncé par M. Joseph-Barthélemy :

« La diffamation est, en définitive, écrit-il, une notion assez floue. Dire d'un ministre qu'il mène le pays à la ruine c'est en définitive le diffamer. Sans doute, la preuve est admise. Le tribunal de Barcelonnette, de Forcalquier ou de Lombez décidera que le ministre ne conduit pas l'Etat à la faillite et que, dans ces conditions, le journal doit être condamné à de lourdes amendes et à de douloureux dommages-intérêts qui compromettront son existence. Avec un maniement habile du délit de diffamation, on pourrait ainsi paralyser la liberté de la presse. N'oublions pas que la liberté de l'opposition est difficilement tolérée dans certains milieux » (1).

On a quelquefois prétendu que l'injure dirigée contre les mêmes personnes n'étant l'imputation d'aucun fait précis, au-

(1) J. Barthélemy : *Le Projet contre la Presse*, dans *Revue polit. et parlem.*, 10 janvier 1937, p. 12.

cune preuve n'était possible et que dès lors, la constatation purement matérielle de l'infraction pouvait être laissée sans crainte au tribunal correctionnel. Il n'en est pas moins vrai que l'injure présente toutes les caractéristiques du délit de presse : élément intentionnel, imprécision, action sur la société. Il est parfois difficile de fixer une limite précise entre la discussion véhémence, le propos ardent et l'injure ; de même qu'entre l'injure et la diffamation qui sont souvent confondues dans le même délit. La diffamation relevant du jury, une telle dualité de juridiction ne manquerait pas d'entraîner des incidents sur la compétence. Comme il est rare qu'un article diffamatoire ne puisse, en même temps, être qualifié d'injurieux, le plaignant se bornerait à ne relever que le délit d'injure, afin de pouvoir porter son action devant le tribunal correctionnel. Le juge ayant, dans l'appréciation de cette dernière infraction, une latitude plus grande encore qu'en matière de diffamation, l'absence de jury serait d'autant plus à redouter. Le terme vague et élastique d'injure peut, en effet, tout comprendre. Il s'appliquera à tout article un peu vif dirigé contre les actes de certains personnages officiels. Le jugement le plus connu comme exemple de partialité politique, celui qui a condamné Gambetta, était un cas d'outrage, c'est-à-dire d'injure. L'attribution de tels délits au tribunal correctionnel aboutirait à la suppression de la discussion sur les personnes, aussi indispensable, dans un pays libre, que la discussion sur les idées.

La diffamation et l'injure envers les hommes publics, lorsqu'elles sont relatives à leurs fonctions, doivent donc relever du jury. Mais dans les cas où elles les atteignent dans leur vie privée, la loi de 1881 a cru devoir les déférer au tribunal correctionnel, devant lequel aucune preuve n'est admise. Une telle restriction paraît difficilement justifiable. Comme le démontre éloquemment M. Joseph-Barthélemy, il est en effet souvent malaisé de distinguer entre la vie privée et la vie publique de l'homme public :

« Je crois, écrit-il, qu'il n'y a pas de vie privée pour les hommes publics. Qu'un simple particulier ait le droit absolu d'être laissé tranquille, c'est incontestable. Mais, dans la démocratie, quand on s'offre à ses concitoyens en affirmant qu'on est digne de les gouverner, je ne crois pas qu'on ait le droit de faire des tranches dans son existence, de dessiner des territoires interdits dans sa personnalité. On

s'offre tout entier. Si on a des choses à cacher, on n'a qu'à rester tranquille ou à accepter le risque. C'était une des forces de Robespierre que sa cuirasse d'incorruptible ne présentait pas de défaut. Ce qui nous persuade, a dit le vieux poète Ménandre, c'est le caractère de celui qui nous parle. Comment se désintéresser du caractère des hommes publics ? Le gouvernant doit d'abord être bon citoyen. Or, a dit la Convention, dans la Constitution du 5 fructidor an III, « nul n'est bon citoyen, s'il n'est fidèle observateur des lois, bon père, bon fils, bon ami, bon époux » (1).

La compétence du jury doit-elle s'étendre aux diffamations et injures envers les particuliers ? La question prête à une plus vive discussion.

Le grand argument invoqué, en la matière, en faveur du tribunal correctionnel est le « mur de la vie privée », la sainte muraille du « père Guilloutet ». Il importe, dit-on, non sans raison, que la vie privée des individus ne puisse être fouillée dans ses plus intimes profondeurs et dévoilée par n'importe qui. Le rappel d'actes, depuis longtemps oubliés, de fautes effacées par une conduite exemplaire, peut déterminer l'écroulement d'une considération justement méritée et constituer une arme de chantage pour certains publicistes peu scrupuleux. La divulgation des petits scandales journaliers, ajoute-t-on, rendrait toute vie sociale impossible ; il convient de ne pas ôter aux hommes les quelques illusions qu'ils peuvent encore conserver sur leurs semblables. Aussi, le législateur de 1881 a-t-il cru devoir interdire la preuve des allégations incriminées. La condamnation étant rendue automatique, le jury fut estimé dès lors inutile et les délits d'injure et de diffamation envers les particuliers furent attribués aux tribunaux correctionnels.

Quelle que soit la valeur de ce raisonnement il n'est pas sans réplique. Il existe un pays où la diffamation est considérée comme très sévèrement réprimée, c'est l'Angleterre. Or, ainsi qu'on l'a déjà exposé, l'établissement de la preuve des faits imputés, même contre les particuliers, permet au journaliste d'Outre-Manche d'éviter toute condamnation à des dommages-intérêts. Peut-être les Anglais ont-ils pensé qu'entourer d'une ombre propice des faits peu honorables était encourager les coupables à persévérer dans leurs errements. La crainte de voir divulguer

(1) J. Barthélemy : *Le Projet contre la Presse*, dans *Revue polit. et parl.*, 10 janv. 1937, p. 8.

leurs actes serait le commencement de la sagesse. Les hommes s'observeraient avec plus de circonspection et la moralité publique y gagnerait.

Il ne semble pas, cependant, qu'une telle législation puisse être appliquée en France, où elle donnerait lieu à de trop graves abus. Mais il n'est pas impossible de trouver un moyen terme entre les législations en vigueur dans les deux pays.

Il faut tout d'abord reconnaître que le jugement par le tribunal correctionnel, avec interdiction de rapporter la preuve, est contraire aux intérêts du diffamé lui-même. Jules Simon comparait l'action devant le tribunal correctionnel au duel : « Quand on m'a insulté, disait-il, et que je réponds par un soufflet et un coup d'épée, je prouve que je suis un brave, mais non pas que je suis honnête. J'arrête la parole pour un temps, je n'agis pas sur les convictions. Le plus misérable des coquins, après trois ou quatre duels, obtient le repos, mais non le respect ». Il importe, en effet, de permettre à la victime de la diffamation de confondre son accusateur et d'obtenir un jugement qui établisse clairement le caractère mensonger des allégations dirigées contre elle. Or, une condamnation automatique prononcée par le tribunal correctionnel, sur simple constatation de l'existence de la diffamation, ne produira aucun effet moral. Comme le disait justement M. Léon Blum : « Si l'affaire est de la compétence du tribunal correctionnel, pas de preuve possible. La condamnation automatique ne signifiera rien et ne lavera personne. » (1)

D'autre part, on ne peut nier que ce ne soit rendre un véritable service à la société que de dévoiler, dans différents cas, les dangers que pourraient lui faire courir certains individus, tels un candidat aux élections, un banquier, un officier ministériel, un agent d'affaires, etc... qui se cachent sous un masque d'honorabilité.

La solution découle tout naturellement de ces deux propositions. Elle consiste à déférer au jury toutes les poursuites pour diffamation et injure, même envers les particuliers. En revanche, il ne sera permis au diffamateur de bénéficier d'un acquittement, que s'il réussit à prouver non seulement le bien-

(1) Ch. des dép. S. du 13 nov, 1936, *J.O., Déb. parl.*, p. 3007.

fondé de ses accusations, mais encore que l'intérêt public exigeait impérieusement la dénonciation de tels faits. Solution adoptée par l'Angleterre, mais seulement lorsqu'il s'agit de poursuites pénales.

Certains parlementaires ont d'ailleurs proposé d'augmenter le nombre des personnes considérées comme des hommes publics et dont les diffamateurs deviendraient, par suite, justiciables de la Cour d'assises. A différentes reprises, MM. Trarieux et Bozérian s'efforcèrent d'y faire comprendre les candidats aux élections. En 1899, M. Devins déposa à la Chambre une proposition de loi tendant à y joindre les officiers ministériels.

Il existe d'ailleurs un mouvement visant à accroître le nombre des personnes à l'encontre desquelles la preuve serait recevable devant le tribunal correctionnel. Le législateur l'a déjà admise contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière, faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit. En 1936, le texte du projet de loi adopté par la Chambre contenait un article admettant la preuve à l'encontre de toute personne publique, c'est-à-dire de « quiconque exerce une fonction ou un mandat publics, ou qui, par son action, par ses écrits, ses discours ou les moyens qu'il met en œuvre, est susceptible d'exercer une influence directe ou indirecte sur l'opinion publique ». Certains n'ont pas hésité à aller plus loin encore. M. Léon Blum et quelques membres des partis d'extrême-gauche, qui ne redoutent, disent-ils, aucune lumière, préconisent d'étendre à tous les cas la preuve des faits diffamatoires, même s'il s'agit de simples particuliers.

L'attribution au jury des *délits d'offense ou d'outrage envers les chefs d'Etat et agents diplomatiques de pays étrangers* a également soulevé de sérieuses objections.

Des raisons de convenances diplomatiques, des considérations politiques impérieuses exigent, dit-on, que de tels délits soient déférés aux tribunaux correctionnels. Le souci d'entretenir de bonnes relations avec les puissances étrangères commanderait d'assurer une répression prompte et efficace des outrages dirigés contre leurs représentants. D'autre part, la preuve étant admise, le procès qui s'engagerait devant le jury serait, en réalité, non celui du journaliste, mais celui de la personnalité étran-

gère visée. S'il s'agissait d'un agent diplomatique, celui-ci pourrait seulement faire valoir qu'il a agi au mieux des intérêts de son pays. Or, ces intérêts pouvant être en contradiction absolue avec ceux de la France, il serait à craindre que le jury, appréciant avec sévérité les actes du diplomate, n'acquittât le journaliste.

Il est tout d'abord facile de faire justice de ce dernier argument, en spécifiant que la preuve sera déclarée irrecevable à l'égard de telles personnes, ainsi qu'il est prévu pour le cas d'offense au président de la République. En second lieu, si le gouvernement français peut, en cas d'acquittement, se retrancher derrière la décision souveraine du jury, il ne pourra éviter les récriminations énergiques des pays intéressés, si un jugement semblable était prononcé par un tribunal correctionnel sur lequel le gouvernement français est censé exercer quelque influence. On répondra qu'il n'y a pas à craindre de tels acquittements de la part du tribunal correctionnel. C'est bien, en effet, ce qui est à redouter. D'ailleurs pour être logique, il faudrait, pour les mêmes raisons politiques et diplomatiques, soustraire à la juridiction du jury les crimes dont les mêmes personnes pourraient être les victimes en territoire français. Ces délits d'offense ou d'outrage constituent, en réalité, des délits politiques au premier chef. Les retirer au jury, serait courir le risque de supprimer toute discussion, toute critique même légitime des actes de ces personnes. La grande somme d'arbitraire qui entre dans l'appréciation de ces délits qui n'ont pas de limites précises, la difficulté d'apprécier l'intention du prévenu, rendent nécessaire la juridiction du jury.

Tous les délits de presse proprement dits étant déférés au jury, il ne restera au tribunal correctionnel que la connaissance des infractions purement matérielles, telles les délits de publication interdite, dont le jugement se borne à la simple constatation d'un fait.

SECTION III

Les autres juridictions possibles

§ I. — LE SYSTÈME DE L'IMPUNITÉ

La meilleure juridiction, en matière de presse, serait au gré de quelques-uns, l'absence même de toute juridiction. Il est, en effet, une école qui réclame pour les journalistes la liberté la plus complète. Tous les écarts seraient admis, la licence la plus absolue serait tolérée, l'impunité la plus totale serait assurée. Aucun délit n'existant, toute juridiction deviendrait dès lors inutile.

Trois arguments ont été invoqués à l'appui de cette théorie. Il est, de la nature même de la presse, dit-on tout d'abord, d'être entièrement libre ; sans l'impunité il ne saurait exister de liberté de la presse. La mission du journaliste est en effet difficile. Son devoir de renseigner le public, l'entraîne à publier des informations dont il ne peut toujours contrôler l'exactitude. Il faut donc renoncer aux avantages de la presse, si l'on veut imposer au journaliste une responsabilité qui ne peut qu'entraver l'accomplissement de sa mission.

Dès le temps de la Révolution, cette théorie était soutenue par Mirabeau :

« Le vrai remède à tous les maux, disait-il, c'est la liberté de la presse... Qu'on ne vienne pas objecter la licence qui peut en résulter ; les restrictions en ce genre ne gênent que les honnêtes gens, comme la contrebande ne sert que les fripons. Il en est de cette précieuse liberté comme de la lance célèbre, qui, seule, pouvait guérir les blessures qu'elle avait faites. »

Et, sous la Restauration, Royer-Collard ne cessa de répéter :

« Le bien et le mal de la presse sont inséparables. Il n'y a pas de liberté sans quelque licence. La loi n'atteint la licence qu'en frappant la liberté. »

En 1876, M. Naquet demanda l'abrogation de toutes les lois sur la presse. « En fait de presse, disait-il, la meilleure des lois est l'absence de loi. »

Devant la commission qu'il présidait en 1878, Emile de

Girardin déclarait : « La presse sans l'impunité, ce n'est pas la presse libre, c'est la presse tolérée, c'est la presse ayant pour juges, l'arbitraire, l'ignorance et l'intolérance ». L'arbitraire et l'intolérance, il les redoutait du tribunal correctionnel et l'ignorance, du jury.

C'est encore la même idée que défendit plus tard Jules Simon :

« Je suis journaliste depuis bien longtemps, écrivait-il, je connais par expérience les lois sur la presse, et je crois qu'il n'y a à choisir qu'entre deux régimes : l'asservissement absolu et l'affranchissement total. Ils ne sont bons ni l'un ni l'autre ; mais les régimes intermédiaires auraient tous les dangers de la liberté et toutes les hontes de l'asservissement » (1).

D'ailleurs, ajoute-t-on, — et c'est là un second argument — la presse ne peut faire aucun mal. « On ne peut, disait d'Holbach après Hobbes, faire aucun mal aux hommes, en leur proposant des idées ». Au surplus, comme en matière de presse il n'y a pas d'acte dans le sens juridique du mot, il ne saurait y avoir de délit. En admettant même que l'émission d'idées pernicieuses puisse engendrer et provoquer des actions elles-mêmes néfastes, le problème est tout autre. La seule chose à envisager est l'action de ces idées sur le public. Si la société suffit à elle seule à éliminer les tendances néfastes, il ne peut y avoir de violation positive de l'ordre social. Aucun mal n'étant commis, aucune sanction n'est utile. Si au contraire, elle est impuissante à rejeter le poison idéologique, il faut en conclure que les hommes n'étant pas capables de se diriger eux-mêmes, un régime d'autorité devient nécessaire, ce qui entraîne par là-même la suppression de la liberté de la presse (2). Enfin, ajoute-t-on, si le mal existe, il n'est pas très grand. De nos jours le prestige de la chose imprimée tend à diminuer ; on ne se borne plus à la lecture d'un seul journal et l'on n'est pas toujours dupe des doctrines qu'il soutient. La presse est d'ailleurs elle-même le remède à ses propres excès : les divers journaux se font contrepoids, le mal que l'un peut faire, l'autre le répare, et en définitive, la somme du bien finit par l'emporter sur la somme du mal.

(1) *Le Temps*, 27 mai 1890.

(2) G. Veyssièrre : *Etude sur l'application du droit commun à la presse*, p. 72.

« Vous devez la liberté à la presse, disait Anatole France, parce qu'il est indispensable qu'elle dise tout ce qui se croit ou se pense confusément autour de nous, en sorte que le vrai et le faux se trouvent amenés à la lumière dans la même proportion où ils sont au fond des esprits ; — parce que, tant bien que mal, elle pense, et que la pensée, à la longue, s'ordonne d'elle-même selon des lois supérieures qu'on ne peut transgresser et produit la conciliation des contraires ; — parce qu'elle apporte des faits et donne des raisons, et que si les faits qu'elle apporte sont faux, elle les anéantit dès qu'elle les expose, et que ses raisons fussent-elles les pires de toutes, impliquent la reconnaissance de la raison souveraine ; — parce qu'elle ne peut ni se tromper ni mentir, sans mettre à découvert le mensonge et l'erreur et qu'ainsi, de gré ou de force, elle travaille, en définitive, à l'établissement de la vérité ; — parce que ses discussions ardentes, partiales et même injurieuses ou ineptes, se substituant à la violence matérielle, annoncent l'adoucissement des mœurs et y contribuent ; — parce que, étant l'idée, elle doit rester indépendante du fait, étant la pensée, elle doit dominer tout acte, étant la force morale, elle doit être soustraite à la force matérielle. »

Cette théorie s'applique à l'ensemble des infractions qui peuvent être commises par la voie de la presse, même en matière de diffamation et d'injure. La destinée de l'homme public est d'être discuté, attaqué, critiqué, vilipendé. Le régime représentatif, observait Royer-Collard, n'est pas une tente pour le repos. « Il faut bien que les hommes publics, remarque M. Joseph-Barthélemy, payent, par quelque côté, les plaisirs divins de gouverner les hommes. Que penseriez-vous d'un boxeur professionnel qui pleurerait de recevoir des coups sur la figure ? Quand on se jette dans la lutte, il faut « encaisser » » (1). Au surplus, il n'est nullement établi que la diffamation nuise à l'avenir de l'homme politique. Les attaques violentes dont M. Aristide Briand a été constamment l'objet n'ont en rien entravé sa carrière, peut-être même ont-elles servi son ascension. Comme le constate encore M. Joseph-Barthélemy, en une petite phrase qui résume toute une époque : « Dans le monde politique, il vaut mieux avoir une mauvaise réputation que n'en avoir pas du tout. » (2) Il ne semble pas d'ailleurs que les intéressés se soient autrement émus de la calomnie :

« Constans, vainqueur du boulangisme, écrit non sans humour le même auteur, était couramment accusé d'avoir volé la ceinture, enrichie de diamants et de pierreries, du roi Norodom. « Ouest-ceintu-

(1) *Le Temps*, 15 mars 1938.

(2) J. Barthélemy : *Le Projet contre la Presse*, dans *Revue polit. et parlem.*, 10 janv. 1937, p. 10.

re ! », criait-on sur son passage comme si on annonçait une gare parisienne ! Péché véniel : il aurait fait encore plus fort. Il aurait amené en haut d'une falaise son associé Puyg y Puyg, et de là l'aurait volontairement précipité dans les flots pour rester le seul maître de leur entreprise commune. Constans laissait aboyer et passait son chemin, qui l'amena finalement à l'ambassade près d'Abdul Hamid. Une seule insinuation lui était pénible : celle de son incompétence dans la confection du cassoulet. Mais il ne demanda pas un texte contre les auteurs de cette perfide calomnie » (1).

« Le meilleur parti qu'on puisse prendre contre la calomnie, c'est de l'oublier », écrivait Voltaire à l'évêque d'Annecy en 1768. Les hommes publics doivent trouver dans leur conscience et dans le sentiment du devoir accompli, la force d'âme nécessaire pour rester insensibles à de telles attaques, qui ne rencontrent que l'indifférence du public. « En face de la calomnie, disait Emile de Girardin, il n'y a qu'à opposer le dédain aux ivrognes de la presse et à mettre toute la vérité pour soi, car il n'y a qu'elle qui ait la puissance de nuire quand elle nous est contraire ». Bien mieux, la diffamation aura son utilité. L'homme public sera d'autant plus porté à surveiller sa conduite qu'il aura à redouter que le moindre écart ne soit l'occasion d'une regrettable publicité.

Enfin, les partisans de l'impunité trouvent un dernier argument dans le fait que le bon sens public suffit à faire justice des attaques de presse injustifiées. C'est ce que constatait en 1881, M. Alain-Targé, à la tribune de la Chambre :

« La France, disait-il, s'habitue à la licence de la presse, et ce que la répression judiciaire ne vous donnera jamais : la sécurité, la tranquillité, l'ordre ; l'opinion publique vous les assure...

« Il est bien heureux que l'opinion publique se charge de défendre la société, de défendre les grands intérêts de l'Etat, et aussi la réputation des particuliers, des hommes politiques, de tout le monde, enfin le patrimoine commun des partis politiques ; il est bien heureux que l'opinion publique se charge de ce soin, parce que la répression judiciaire y échouerait...

« A ceux qui dans la presse méritent l'autorité et la confiance, le public donne autorité et confiance. La démocratie les accepte, les écoute et tient compte de leurs avis. Ceux qui méritent moins de confiance, la démocratie peut les lire ou ne pas les lire, elle ne leur accorde pas de crédit, elle ne les suit pas, elle n'accepte pas leurs avis. Chacun est jugé pour ce qu'il vaut » (2).

(1) J. Barthélemy : *Sauce anglaise*, dans le *Temps*, 1^{er} décembre 1936.

(2) Celliez et le Senne, *op. cit.*, p. 201 et 203.

D'ailleurs, comme le répétait Emile de Girardin, « pourquoi réprimer, quand on peut réfuter ? » Le droit de réponse protège suffisamment les personnes des attaques dirigées contre elles. La meilleure justification consiste encore en une solide réfutation des faits allégués. En présence de l'accusation et de la défense, le public jugera.

Que faut-il penser de cette théorie de l'irresponsabilité de la presse ? Il faut avant tout reconnaître qu'il ne saurait y avoir de droit ou de pouvoir sans condition, ni de liberté sans limite. La presse constitue, dit-on, un quatrième pouvoir. Il est donc nécessaire que ce pouvoir, comme les autres, reste contenu dans certaines limites, au-delà desquelles il dégénérerait en abus et en tyrannie.

En second lieu, il est difficile d'admettre que la presse ne puisse causer aucun mal. L'influence des idées sur les actions n'est pas niable. L'idée, c'est le fait en puissance. « Il suffit, disait Pascal, de jeter un coup d'œil sur l'histoire pour voir combien de crimes ont été provoqués par des théories fausses ». Des attaques abusives dirigées contre les fonctionnaires finiraient par affaiblir leur autorité, des calomnies ou injures répétées envers les ministres, sénateurs et députés, aboutiraient à jeter le discrédit sur les fonctions parlementaires. L'Etat et le régime même seraient atteints en leurs personnes. Or l'Etat a le devoir de veiller à sa conservation et de se défendre contre de semblables agressions.

L'impunité de la presse serait plus défendable, si celle-ci remplissait avec modération son rôle d'information, de discussion et de contrôle. Mais de nos jours, le journal n'est plus qu'une entreprise commerciale. La recherche des scandales, les discussions ardentes, les polémiques passionnées qui n'hésitent devant aucun moyen pour attaquer et pour détruire, n'ont souvent d'autre objet que de recruter de nouveaux lecteurs. Parfois même, elles sont inspirées par des motifs moins avouables encore. Aussi, loin de se faire entre eux contrepoids et d'éclairer l'opinion publique par des discussions contradictoires, les journaux tendent-ils malheureusement trop souvent à l'égarer.

Le bon sens de la foule, a-t-on dit, sera le meilleur juge. Certes, il est possible que l'opinion publique sache faire jus-

tice elle-même des abus de la presse, sans qu'il soit nécessaire de faire appel aux tribunaux. Mais, en poussant cette théorie à l'extrême, on en arriverait à supprimer toute action répressive contre toute espèce de crime :

« L'assassinat, le vol, disait Duvergier, sont des faits universellement réprouvés ; ils inspirent une horreur profonde. L'opinion les condamne avec une complète unanimité. Faudra-t-il pour cela les laisser sans châtiment ? Devra-t-on se contenter de la flétrissure que leur imprime la conscience publique ? Personne ne le pense. Pourquoi ne sévirait-on pas contre celui qui dirait, assassinez, volez, comme on sévit contre celui qui vole et assassine ? »

Il existe d'ailleurs une matière sur laquelle l'opinion publique pourra facilement être égarée : la diffamation. Qu'on se rappelle la fameuse tirade de don Bazile dans le *Barbier de Séville*.

Le droit de réponse sera rarement considéré par les victimes comme une arme suffisamment efficace pour se défendre ou se venger de la calomnie. En l'absence de loi ou en cas d'insuffisance de celle-ci pour assurer une répression convenable, ne peut-on prévoir quel sera l'ordre logique des événements qui s'ensuivront ? La personne attaquée, lasse de l'obsession de ce cauchemar, sera conduite au suicide, ou bien, le revolver ou le couteau à la main, elle ira s'expliquer avec son diffamateur. Le passé a montré que ce n'étaient pas là de vaines hypothèses. Il faut donc, pour éviter ce retour à la sauvagerie primitive, permettre au diffamé de trouver dans la loi le moyen de se faire rendre justice.

Certes, il est des esprits fortement trempés qui mépriseront de telles attaques. C'est ainsi que Guizot déclarait à la Chambre des députés : « Quant aux injures, aux calomnies, aux colères extérieures, on peut les multiplier, les entasser tant qu'on voudra, on ne les élèvera jamais au-dessus de mon dédain ». Et M. Thiers disait, un jour, à quelqu'un qui l'engageait à répondre à une calomnie : « Je suis un vieux parapluie sur lequel il pleut depuis quarante ans, qu'est-ce que me font quelques gouttes de plus ou de moins ? » De tels hommes, capables de rester insensibles aux plus infâmes calomnies, ne sont malheureusement que l'exception et les lois ne sont pas faites pour quelques esprits élevés au-dessus de l'humanité, mais pour l'ensemble des citoyens.

C'est d'ailleurs l'impunité dont jouit trop souvent la calomnie, qui éloigne bien des hommes éminents de la vie publique. Ils ne veulent pas que le premier venu, un jaloux ou quelque imbécile, s'empare d'un long passé d'irréprochable honorabilité, de toute une vie de labeur et de dévouement, pour les traîner dans la boue.

L'Etat a le devoir d'assurer la justice, de faire respecter les droits et les libertés de chacun : il manquerait à cette mission s'il ne protégeait pas de façon efficace l'honneur des citoyens.

La nécessité d'assurer la répression des délits de la presse une fois reconnue, quelle sera la juridiction chargée de l'exercer ? La question de l'attribution de ces infractions au jury ou au tribunal correctionnel ayant été déjà étudiée, on se bornera à examiner les possibilités d'instituer d'autres juridictions.

§ II. — LES JURIDICTIONS EXCEPTIONNELLES

Une première solution consisterait à soumettre les délits de presse à des juridictions exceptionnelles. La France en a connu l'usage à diverses époques de son histoire. Ces juridictions se présentent sous l'aspect, soit de juridictions exceptionnelles proprement dites, soit de juridictions administratives, soit de juridictions politiques.

Ce n'est qu'assez rarement que l'on a eu recours aux *juridictions exceptionnelles proprement dites*. On peut en citer comme exemple, les *Cours prévôtales*, créées par la loi du 20 décembre 1815, en vue de juger les auteurs et distributeurs d'écrits condamnables. Une procédure spéciale était instituée devant elles, l'arrêt qui pouvait aller jusqu'au prononcé de la peine de mort était rendu en dernier ressort et il était exécutoire dans les vingt-quatre heures (1). Il est bien évident qu'avec de semblables juridictions tout espoir de justice doit être complètement abandonné.

Un second type de juridictions exceptionnelles est constitué par la *juridiction administrative*. C'est le système pratiqué sous les régimes dictatoriaux. Il a fonctionné en France durant la période impériale. Sous le Consulat et l'Empire cette juridiction

(1) V. *supra*, p. 54.

était exercée par le ministre de la police, dont les pouvoirs s'étendaient de la suppression des journaux à l'arrestation ou la déportation des journalistes. Un régime analogue fut en vigueur sous le Second Empire. Mais les pouvoirs du gouvernement furent cette fois limités à la suppression des journaux, les rédacteurs demeurant justiciables des tribunaux ordinaires. La soumission des journaux au contrôle de l'autorité administrative entraîne pareillement la disparition totale de la liberté de la presse.

On peut encore faire appel pour juger les délits de presse, aux *juridictions politiques*.

Elles ont existé à plusieurs reprises dans la législation française. La loi du 25 mars 1822 conférait aux Chambres le droit de traduire à leur barre l'auteur de tout écrit contenant des offenses envers ces Assemblées ou rendant compte de leurs séances avec infidélité et mauvaise foi. Sous la Monarchie de Juillet, la loi du 9 septembre 1835 attribua au gouvernement la faculté de traduire devant la Chambre des pairs les auteurs de certains délits de presse.

La nécessité de sauvegarder les droits de souveraineté des Assemblées imposait, a-t-on dit, pareille mesure. Rendre les tribunaux ordinaires juges des offenses qui pourraient être adressées aux Chambres, c'était leur conférer le droit d'apprécier si de telles attaques étaient justifiées et leur accorder, par suite, un droit de regard sur les actes de ces Assemblées. En 1835, on invoqua le fait que certains délits de presse constituaient des attentats à la sûreté de l'Etat et qu'il importait de les soumettre, en raison de leur gravité, à la Chambre des pairs, juge normal de ce genre de crimes. C'est un argument analogue que fit valoir M. Marcel Barthe dans la proposition qu'il déposa à la Chambre en 1895. Les offenses et menaces dirigées contre le président de la République présentaient, à cette époque, un tel caractère de gravité, que l'honorable député estima qu'elles devaient être jugées par le Sénat réuni en Haute Cour de justice.

En réalité, de telles juridictions sont incompatibles avec la liberté de la presse. L'expérience a toujours démontré que la politique était inconciliable avec toute idée d'équité. Les invalidations de nouveaux élus, parfois prononcées par les Chambres sans motifs sérieux, en sont la meilleure preuve. On ne

peut pas demander à des hommes politiques de se métamorphoser soudain en juges et de répudier leur doctrine pour condamner un ami ou absoudre un adversaire politique. S'il s'agit d'offenses dirigées contre la Chambre elle-même, c'est la faire juge dans sa propre cause. Si c'est le gouvernement qui est partie intéressée au procès, par le fait même qu'il est au pouvoir, il est assuré de l'appui de la majorité de l'Assemblée. Et la condamnation de l'accusé prendra le sens d'un vote de confiance pour le ministère.

En revanche, il n'est pas tout à fait inexact de prétendre qu'attribuer aux tribunaux ordinaires la connaissance des attaques dirigées contre les Chambres est, dans une certaine mesure, donner à ces juridictions un droit de regard sur les actes des Assemblées et commettre ainsi une confusion des pouvoirs. Mais c'est là un argument de plus en faveur de l'attribution des délits de presse au jury. Toute intrusion du pouvoir judiciaire serait ainsi évitée. Les Chambres ne pourraient redouter l'appréciation de certains de leurs actes par le jury, car, étant élues par le pays, elles sont soumises au contrôle de l'opinion, dont le jury est le représentant.

§ III. — LA JURIDICTION DISCIPLINAIRE

On peut encore envisager la création d'une juridiction disciplinaire professionnelle, qui serait chargée d'assurer d'une façon efficace la répression des abus de la presse.

Une telle institution ne serait d'ailleurs pas une nouveauté, puisqu'elle procéderait du principe qui a entraîné la fondation de certaines Chambres corporatives, ayant un pouvoir disciplinaire sur leurs membres, et notamment de l'Ordre des avocats.

L'idée d'un Ordre des journalistes séduit, en effet, au premier abord. Une pareille organisation semblerait devoir assurer une « moralisation » de la profession. Elle permettrait d'éliminer les libellistes qui vivent de scandales et de chantage et qui sont cause d'un discrédit qui rejaillit inévitablement sur toute la corporation. Elle aurait encore l'avantage de suppléer à l'insuffisance de la législation, car tout en restant dans les limites pré-

vues par la loi, le journaliste peut commettre une faute plus ou moins grave contre l'honneur professionnel.

Il est un principe, dit-on, qui veut que l'accusé soit jugé par ses pairs. Avec une telle juridiction, le coupable sera traduit devant des journalistes comme lui, au courant des difficultés qu'il peut rencontrer dans l'exercice de sa profession. Cette juridiction aura ainsi le double avantage de présenter une grande souplesse d'action et d'offrir à l'accusé de sérieuses garanties de compétence et d'impartialité. La répression sera à la fois ferme, car l'intérêt de la corporation l'exigera, et libérale, car les juges n'oublieront pas que les circonstances pourraient les placer eux-mêmes dans une situation analogue à celle du journaliste poursuivi. L'action disciplinaire présentera encore le très grand avantage d'éviter la publicité qui entoure toujours des poursuites judiciaires, surtout en matière de presse. En effet, il est à craindre qu'en apprenant les condamnations prononcées contre les journalistes, le public n'en arrive à des conclusions défavorables qui seront loin d'améliorer la considération dont jouit la corporation tout entière.

Les difficultés commencent lorsqu'il s'agit d'organiser la juridiction disciplinaire.

Lors de la discussion à la Chambre du projet de loi sur la presse de 1936, M. Deschizeaux soutint la proposition de loi qu'il avait déposée le 5 novembre de la même année (1). Il préconisait la création d'un Conseil de l'Ordre de la presse française, composé de sept membres élus annuellement par les journalistes titulaires de la carte d'identité professionnelle. Ce Conseil serait appelé à connaître de toute atteinte portée, par un journaliste, professionnel ou non, à la dignité ou à la moralité de la presse française. Le premier Conseil ainsi nommé serait chargé d'élaborer un Code de la profession de journaliste obligatoire pour tous les titulaires de la carte d'identité professionnelle.

Le Conseil pourrait prononcer contre le journaliste reconnu coupable, des sanctions allant même jusqu'à l'interdiction d'exercer la profession, c'est-à-dire de publier tout article, et au retrait de la carte d'identité.

(1) Prop. de loi n° 1.243. Ch. des dép. S. du 5 nov. 1936.

Les décisions rendues par le Conseil seraient susceptibles d'appel devant une Commission supérieure, composée du premier président de la Cour d'appel de Paris, de deux magistrats du siège de la dite Cour, d'un directeur de journal désigné par l'organisation la plus représentative des directeurs de journaux et d'un journaliste professionnel désigné par l'organisation la plus représentative des journalistes.

Enfin, un recours en cassation serait recevable contre les décisions de la Commission supérieure et devrait être jugé définitivement par la Chambre des requêtes (1).

Mais après une intervention de M. Charles Lussy, député de Vaucluse, le renvoi à la commission de législation civile et criminelle fut ordonné et celle-ci se prononça, à l'unanimité, contre le principe même d'un Ordre des journalistes.

Il faut reconnaître, en effet, que la création d'un Conseil de l'Ordre de la presse ayant un pouvoir disciplinaire sur ses membres, soulève de très graves objections qui demeurent sans réponse.

La première, suffisante à elle seule à faire écarter définitivement cette institution, est qu'une telle juridiction se montre tout à fait incompatible avec la liberté de la presse. En revanche, elle est une idée naturelle et logique dans les régimes de dictature où la presse est soumise au contrôle de l'Etat et où le droit d'écrire dans les journaux est strictement réglementé.

En effet, comme le déclarait M. Léon Blum :

« Pour que la police de la profession soit remise à l'ordre, il faut qu'il y ait un ordre, un ordre fermé, un ordre clos, où l'adhésion soit obligatoire pour tous les journalistes et où un directeur et un rédacteur en chef devront obligatoirement aller chercher leurs collaborateurs. C'est le syndicat forcé, avec le monopole exclusif de l'embauche... » (2).

Or, en France, le droit de parler, d'écrire et d'imprimer librement, est reconnu à tout individu. L'obligation de devenir membre de l'Ordre et de se conformer au règlement, la possibilité de se voir interdire par le Conseil de l'Ordre le droit de publier tout article à l'avenir, sont autant d'entraves inconciliables avec la liberté de la presse. Accorder à une juridiction

(1) Ch. des dép. S. du 8 déc. 1936, *J.O. Déb. parl.*, p. 3427.

(2) Sénat. S. du 3 juin 1937, *J.O. Déb. parl.*, p. 540.

disciplinaire ce droit exorbitant d'interdire à quiconque d'écrire — droit qu'aucune législation n'a jamais reconnu, même au jury — serait faire retour aux heures les plus sombres de l'Empire. La difficulté de définir la faute professionnelle donnerait, au surplus, à une telle juridiction tous les pouvoirs de l'arbitraire.

L'idée initiale de l'institution de la juridiction disciplinaire, en matière de presse, est d'ailleurs inexacte. On ne saurait comparer un Ordre des journalistes à l'Ordre des avocats. Ce dernier repose, en effet, sur le fait que certaines conditions de capacité étant exigées de ses membres, ceux-ci bénéficient, en retour, d'un véritable privilège qu'il est nécessaire de réglementer. Dans l'intérêt de la corporation, c'est au Conseil de l'Ordre qu'a été confié le soin d'exercer ce contrôle. Mais en matière de presse, on ne voit rien d'analogue. Aucune condition d'aptitude n'est exigée : l'accès de la profession est ouvert à tous, dût la syntaxe en souffrir. La création d'un Ordre des journalistes ne peut donc se justifier par les mêmes raisons que celles qui ont conduit à la création de l'Ordre des avocats.

Au surplus, celui-ci n'a pas manqué de soulever, dans la pratique, d'inévitables critiques. Certains même se hasardent à dire que la manière dont il a fonctionné n'est pas de nature à encourager les journalistes à créer, pour leur profession, un organisme semblable. En réalité, les questions professionnelles ne soulèvent guère, en général, d'agitation chez les avocats et le Conseil de l'Ordre peut les apprécier en toute sérénité. Mais en sera-t-il ainsi en matière de presse ? Ne sera-t-il pas à craindre, au contraire, que les questions politiques viennent diviser les juges et déchaîner les passions ?

« L'Ordre des journalistes, hélas ! n'échapperait pas à l'emprise des passions humaines, écrit M. Charles Lussy. Un journaliste digne de ce nom vit quotidiennement dans le désir fiévreux de défendre ses idées et les doctrines qui lui sont chères, en même temps que le bien public. Pourra-t-il dépouiller soudain le vieil homme pour devenir un juge objectif, impartial, étranger au bruit du dehors, totalement insoucieux de la personne et de l'opinion du confrère dont le cas lui sera soumis ?

« Qui, connaissant bien la profession avec ses grandeurs et ses servitudes, le croira vraiment et le soutiendra sérieusement ? » (1).

(1) Ch. Lussy : *Est-il nécessaire de créer un ordre des journalistes*, dans *Paris-Soir*, 25 juin 1937.

Enfin, il n'est pas toujours exact de dire qu'il faille moraliser la presse en frappant les journalistes. La liberté de la presse existe peut-être en droit, mais les conditions de la vie économique l'ont rendue toute relative. Un journaliste n'est pas toujours le maître de sa plume. Au-dessus de lui se trouve le directeur, qui exerce non seulement la direction financière, mais celle de l'esprit du journal.

« D'ailleurs comment cette juridiction s'exercerait-elle ? demandait encore M. Léon Blum. Qui frapperait-on ? Serait-on sûr d'atteindre le vrai coupable ?... Croyez-vous que, dans certains cas, le plus coupable soit l'homme qui a écrit un article et l'a signé ? Dans l'hypothèse de l'ordre, vous ne touchez que l'auteur de l'article... vous laissez de côté précisément le directeur, le rédacteur en chef ou bien le commanditaire omnipotent... Il peut arriver à un honnête homme, placé entre l'ordre qu'il reçoit et le cri de sa conscience, d'exécuter cependant l'ordre, parce qu'il a besoin de son métier pour vivre, parce que tous les honnêtes gens ne sont pas des héros et que vous n'avez pas le droit d'exiger de tous les honnêtes gens l'héroïsme et l'abnégation poussés jusqu'au sacrifice ! » (1).

En fait, lorsque des scandales ont éclaté, ce ne sont pas des journalistes, mais des directeurs de journaux, qui ont comparu devant les commissions d'enquête. Ce qui incline à penser que la création d'un Ordre des directeurs de journaux serait infiniment plus profitable que l'institution d'un Ordre des journalistes proprement dits. Une juridiction disciplinaire est bien inutile pour ceux-ci ; elle est en général toute trouvée : c'est celle même du directeur du journal, qui saura, le cas échéant, donner à une faute professionnelle la sanction qu'elle mérite, par le renvoi du coupable.

En dehors des difficultés matérielles, touchant la constitution à donner au Conseil de l'Ordre de la presse, les attributions et les sanctions à lui conférer, une telle institution soulèverait, par la fermeté dont elle aurait à faire preuve de vigoureuses protestations dans le monde de la presse. Que de résistances obtenues à vaincre, avant que tous les journaux consentissent à s'y soumettre ! Croit-on que les éditeurs de publications pornographiques accepteraient que leurs graves confrères vinssent mettre fin à leur trafic lucratif ? Croit-on qu'un journal d'extrême-gauche consentirait à être soumis à une juridiction où

(1) Sénat. S. du 3 juin 1937. *J.O. Déb. parl.*, p. 540.

siégeraient des représentants d'organes ayant des doctrines diamétralement opposées aux siennes ?

La question de l'appel soulève également de graves objections. Le porter, comme le propose M. Deschizeaux devant une commission composée en majorité de magistrats, serait revenir, en fin de compte, à la juridiction de la Cour d'appel. Ce serait confier, en définitive, la répression des abus de la presse à la magistrature et c'est ce qu'il convient absolument d'éviter.

En un mot, la juridiction disciplinaire présente trop d'inconvénients dans un pays qui prétend respecter la liberté de la presse, pour qu'on puisse en envisager sérieusement l'établissement.

§ IV. — LA JURIDICTION SPÉCIALE

On a encore estimé qu'il serait plus équitable de déférer les délits de presse à une juridiction spéciale, qui présenterait les avantages du tribunal correctionnel, sans en avoir tous les inconvénients. Cette juridiction serait composée de magistrats du tribunal correctionnel, auxquels seraient adjoints des professionnels du journalisme.

Une proposition de ce genre fut soutenue récemment à la Chambre par M. Brachard. Lors de la discussion du projet de loi sur la presse de 1936, il suggéra, sous forme d'un amendement à l'article 45 de la loi de 1881, de déférer les délits de diffamation et d'injure envers les hommes publics à une juridiction spéciale. Celle-ci serait composée, outre les juges du tribunal correctionnel, de deux assesseurs, ayant voix délibérative, l'un d'eux étant propriétaire, l'autre rédacteur de journal. Pour le jugement de chaque affaire, les assesseurs devaient être tirés au sort sur une liste, établie dans chaque département par le préfet, soit d'office, soit après accord avec les organisations professionnelles de propriétaires et de rédacteurs de journaux.

Le même principe était appliqué au deuxième degré de juridiction. Les appels des jugements de première instance étaient interjetés devant une Cour, composée de trois magistrats de la Cour d'appel et de deux professionnels de la presse, l'un repré-

sentant les propriétaires, l'autre les rédacteurs de journaux, tous deux désignés comme précédemment.

Enfin le pourvoi en cassation était recevable dans les conditions habituelles (1).

Aux yeux de M. Brachard, une telle juridiction présentait l'avantage d'accroître la capacité des magistrats professionnels quant à l'appréciation des délits de presse, matière qui leur est peu familière. Mais la Chambre n'adopta pas cette réforme qui fut d'ailleurs combattue par le rapporteur du projet de loi en discussion : « Il faudra donc, quand on jugera des délits de chasse, déclara celui-ci, adjoindre un braconnier au tribunal ».

Une telle proposition est, en effet, à écarter, car elle aboutit, en définitive, à faire juger les délits de presse par les magistrats, qui ont la majorité des voix. Tout autre sera la solution trouvée dans l'adjonction de représentants de la presse, non plus au tribunal correctionnel, mais au jury. La question posée par le jury spécial, se ramenant, au fond, à celle de la composition du jury, sera étudiée, en même temps que les réformes proposées, dans le chapitre qui suit.

(1) Ch. des dép. S. du 8 déc. 1936. *J.O. Déb. parl.*, p. 3424.

CHAPITRE IV

RÉFORMES PROPOSÉES

D'impérieuses considérations ont permis de conclure que le jury est indubitablement la juridiction naturelle de la presse. Mais il ne s'ensuit pas qu'il ne présente aucun défaut. Les fonctions judiciaires sont des plus malaisées et des plus délicates à remplir. « Quel juste est assez Dieu pour rendre la justice ? » demandait Jean Richepin. Les jurés ne sont que des hommes et leur juridiction sera nécessairement imparfaite. Faut-il donc renoncer à atténuer les défauts de l'institution du jury ? « A tous les maux, il est deux remèdes : le temps et le silence », prétendait Alexandre Dumas père. C'est la solution à laquelle s'est arrêté jusqu'à présent le législateur, en la matière. Mais il existe un troisième moyen, qui consiste à tenter d'améliorer par d'incessantes réformes les institutions existantes et à s'efforcer d'atteindre cette perfection que l'homme n'entrevoit qu'à travers une sorte de mirage et dont il est le plus éloigné quand il la croit le plus accessible.

Déjà en 1817, Camille Jordan, parlant des imperfections inhérentes au jury, demandait :

« Ces vices sont-ils essentiels à l'institution ? Ne peut-on les en détacher ? Qui de nous, en votant pour le jury, en repousse la réforme ? Qui de nous ne la médite au contraire ? » (1).

Plus d'un siècle s'est écoulé et la réforme est toujours à réaliser. Dernièrement encore, une voix non moins autorisée, celle de M. Léon Blum, s'élevait avec éloquence pour réclamer l'amélioration de la juridiction du jury.

« Ne peut-on, disait-il, chercher d'autres remèdes sans sortir du cadre de la liberté, c'est-à-dire de la tradition républicaine ? Bien des hommes aujourd'hui hésitent à remettre au jury, en matière politique, une décision d'où peut dépendre leur honneur. Mais ne

(1) *Moniteur*, 15 décembre 1817, p. 1390.

serait-ce pas l'occasion de changer la composition du jury, de modifier les règles surannées et suspectes qui président à sa sélection, de le rapprocher de la conscience populaire ?... (1).

C'est dans la voie tracée par de si hautes autorités, qu'il convient maintenant de s'engager.

SECTION I

La procédure devant le jury

L'un des principaux reproches adressés à la juridiction du jury est de laisser impunis de nombreux délits de presse. Mais la première condition pour qu'ils soient réprimés n'est-elle pas de les déferer au jury ? Or il est un fait incontestable, c'est qu'en matière de presse, les poursuites ne sont pas très fréquentes. La première réforme à réaliser est donc d'en accroître le nombre, notamment par l'adoption d'un ensemble de mesures propres à encourager les plaintes et les citations directes.

Les faits qui mettent obstacle à la fréquence des procès de presse sont de deux ordres. S'il s'agit de délits poursuivis par le ministère public, c'est l'inaction du Parquet qu'il faut rendre responsable de cette rareté des affaires, et des circulaires énergiques du garde des sceaux pourront facilement y mettre fin. Si, au contraire, le procès ne peut être intenté sans une plainte préalable de la victime, comme dans le cas de diffamation, c'est l'indécision du plaignant qui en est la cause. Les hésitations de celui-ci, qui rappellent celles de Panurge sur le mariage, tiennent à différentes raisons qu'il conviendra d'examiner successivement, en essayant de proposer quelques moyens de nature à les faire disparaître.

La première considération envisagée par le plaignant est l'énormité des frais qu'entraînera le procès. Défendre son honneur n'est pas à la portée de toutes les bourses ! Une somme importante est exigée lors de la constitution de partie civile. Si le procès est engagé par voie de citation directe, le plaignant

(1) Léon Blum : *La liberté de la presse d'abord*, dans le *Populaire*, 15 janvier 1934.

devra acquitter tous les frais. S'il réussit dans son action et que la Cour mette les dépens à la charge de l'accusé, il sera encore tenu personnellement de leur paiement vis-à-vis du Trésor, sauf à les récupérer sur le condamné, perspective souvent illusoire, car ce dernier est généralement insolvable. Que le prévenu soit acquitté, il sera renvoyé des fins de la plainte sans dépens ni dommages-intérêts au profit du plaignant. Il incombera alors à ce dernier de solder la note des frais qui sera particulièrement « douloureuse ». Certaines victoires coûtent plus cher que des défaites !

Quels remèdes peut-on proposer ? Un abaissement des frais de justice est la réforme la plus urgente à réaliser. En second lieu, il conviendrait d'instituer un système de responsabilité qui permît au plaignant de se trouver en présence d'une personne solvable. Le diffamé pourrait ainsi, de façon certaine, récupérer les dépens ou percevoir les dommages-intérêts qui lui auraient été alloués par la Cour. Le délit étant généralement commis par la voie d'un journal, il suffirait de rendre effective la responsabilité civile du propriétaire du journal, en imposant, à l'exemple de l'Angleterre, que le nom de celui-ci figurât obligatoirement sur la déclaration qui doit être souscrite au Parquet préalablement à la publication de tout organe de presse.

D'autre part, sans tomber dans l'exagération qui se produit actuellement Outre-Manche, toute personne qui a réussi à faire condamner son diffamateur, devrait pouvoir obtenir des dommages-intérêts qui ne soient pas dérisoires. S'il serait légitime que le procès ne fût pas pour elle la source d'un bénéfice, il ne serait pas moins équitable qu'elle ne fût pas entraînée dans de lourdes dépenses pour avoir défendu son honneur. Non seulement le plaignant doit être exonéré de tous frais de justice et ceux-ci être mis automatiquement à la charge du prévenu, mais la générosité de la Cour devrait s'étendre jusqu'à lui allouer une indemnité qui lui permît au moins de récupérer tous les frais accessoires du procès : honoraires d'avocat, d'avoué, etc...

La durée de la procédure peut encore faire hésiter le plaignant. En matière de presse tout retard est néfaste. La condamnation ne se montre efficace que si elle intervient aussitôt le délit commis, sinon le procès ne pourra que rappeler et parfois

amplifier une diffamation que le public a peut-être déjà oubliée. Il est donc indispensable de rendre la procédure plus rapide en supprimant les possibilités de renvoi injustifié et en abrégeant les délais. En province, où la Cour d'assises ne tient que des sessions trimestrielles, il serait préférable de porter le procès devant le jury, alors réuni, d'un département voisin, plutôt que d'ouvrir une session extraordinaire de la Cour d'assises, ainsi que le prévoit l'article 59 de la loi de 1881. Mais il ne suffit pas de stipuler des délais très courts, il faut encore que ceux-ci soient observés par les magistrats. Or, il n'en est pas toujours ainsi. M^e André Berthon en faisait l'amère constatation le 7 décembre 1936, devant la Cour d'assises de la Seine :

« En matière de diffamation, disait-il, la Cour de cassation, saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la Chambre des mises en accusation, renvoyant le diffamateur devant les assises, doit statuer dans les dix jours. Ici, elle a mis deux mois, les vacances étant proches, l'affaire a été remise en octobre, et le 11 août une loi d'amnistie était votée. Voilà pourquoi je ne puis aujourd'hui obtenir justice » (1).

Le Parquet est lui-même en mesure de rendre plus fréquents les procès de presse. On pourrait lui demander, non seulement d'exercer des actions plus nombreuses, mais de montrer plus de régularité dans les poursuites. Lorsque le prévenu est notamment accusé de provocation aux crimes et délits ou d'outrage aux bonnes mœurs, il n'est pas rare de voir son défenseur tirer de sa serviette maints ouvrages ou articles encore plus répréhensibles et qui n'ont nullement fait l'objet des rigueurs du Parquet. Il est même arrivé à l'accusé d'invoquer des paroles analogues à celles incriminées, prononcées par des personnages devenus depuis ministres, quelquefois même gardes des sceaux. Que pouvaient en conclure les jurés ? La loi n'étant pas égale pour tous, le prévenu prenait à leurs yeux l'aspect, non d'un coupable, mais d'un malchanceux ou d'une victime, et le verdict d'acquittement qu'ils rapportaient ne faisait que traduire leur esprit de justice.

En matière de diffamation, l'attitude du ministère public à l'audience n'a pu qu'encourager les jurés à la clémence. Au lieu de se joindre à la partie civile et de réclamer une condamnation exemplaire, bien souvent l'avocat général déclarait s'en

(1) *Le Figaro*, 8 décembre 1936.

rapporter à la sagesse du jury ou se bornait à demander l'application de la loi. Cet état de choses fut reconnu, en novembre 1936, par le garde des sceaux, M. Marc Rucart. Animé du souci, fort louable d'ailleurs, de mettre fin à « la dictature de la calomnie », il adressa aux procureurs généraux une circulaire, dont voici les passages essentiels :

« Le législateur a entendu réserver en principe, aux intéressés, le soin d'apprécier l'opportunité des poursuites pénales en matière de diffamation.

« Mais cette garantie établie par le législateur en faveur de la personne ou du corps diffamé, ne saurait être interprétée comme devant impliquer de la part du ministère public, dans les affaires de cette nature; une attitude d'indifférence et d'inaction..

« Bien au contraire, j'estime que les magistrats du parquet doivent prêter aux plaignants leur concours le plus complet, en vue de leur permettre d'obtenir la répression pénale des faits délictueux dont ils ont été victimes et la réparation civile du préjudice que ces faits leur a causé.

« Ils ne doivent jamais perdre de vue au surplus, que l'intérêt de la partie lésée n'est pas seul en cause et qu'ils ont en l'espèce comme en toute autre matière pénale, la charge d'assurer la sauvegarde de l'ordre public.

« Dans les circonstances actuelles, le maintien de l'ordre appelle et nécessite une particulière fermeté.

« L'intervention du ministère public dans les affaires de diffamation doit donc être active et efficace.

« Elle s'exercera en premier lieu, dans le contrôle de la marche des procédures : en cette matière, en effet, plus qu'en toute autre, les pénalités et les réparations ne peuvent constituer des sanctions utiles et exemplaires que si elles interviennent à bref délai. Il importe, en conséquence, que le parquet veille à ce que les procédures soient conduites avec toute la diligence désirable et s'oppose, devant les juridictions de jugement, à toute remise injustifiée...

« A l'audience, le magistrat du ministère public ne devra pas manquer, toutes les fois que le délit lui apparaîtra caractérisé, de requérir avec rigueur la condamnation des prévenus aux peines portées par la loi.

« Les antécédents du prévenu, ses procédés habituels, ses moyens d'existence, ne devront pas échapper au magistrat. Celui-ci s'efforcera de déterminer s'il s'agit d'un écrivain, d'un journaliste, d'un artiste probe et sincère, ou d'un homme qui fait métier de calomnier, qui retire de ses écrits des profits illégitimes, ou qui s'est créé une autorité, un pouvoir, une action dans les affaires publiques, financières ou privées, par la crainte qu'inspire sa faculté de travestir la vérité, de répandre de fausses imputations, d'attribuer à des tiers des propos ou des actes mensongers...

« En outre, en considération du caractère même de l'infraction et de l'intérêt tout spécial qui s'attache à la réparation du préjudice matériel ou moral qui en est résulté, le ministère public prendra

pour règle d'appuyer de tout le poids de son autorité les demandes justifiées des parties lésées... (1).

Une autre réforme souhaitable serait l'extension du droit de citation directe. On conçoit mal les raisons qui ont incité le législateur à refuser aux parlementaires le droit de citation directe accordé aux autres élus, aux fonctionnaires, aux jurés et aux témoins. Il serait d'autant plus logique de leur permettre de n'avoir pas à attendre le bon plaisir du ministère public, qu'ils sont constamment victimes de diffamations et d'injures.

L'indifférence du ministère public, la nécessité pour le plaignant de prendre l'initiative des poursuites, permettent de considérer les procès en diffamation comme étant « entre parties ». Dès lors, il convient de donner aux adversaires des droits égaux. Or, le droit de récusation des jurés n'appartient qu'au prévenu et au ministère public. Il serait donc équitable de reconnaître ce droit à la partie civile, sauf à le retirer à l'avocat général. La réforme serait d'autant plus utile que la loi interdisant au Parquet de prendre tout renseignement sur les jurés, le ministère public ne peut exercer ses récusations, comme le prévenu, en connaissance de cause.

Il faudrait encore que le plaignant eût plus de certitude dans la condamnation du prévenu. Résultat qui ne peut être atteint qu'en supprimant toutes les raisons qui incitent le jury à une clémence injustifiée. Celles-ci tiennent surtout au système défectueux institué en matière de responsabilité. En France, c'est le gérant qui est considéré comme auteur principal du délit et l'auteur ne joue que le rôle effacé de complice. Les jurés ont peine à comprendre comment il se fait que le gérant, cet homme de paille, qui n'a ni lu, ni souvent même vu le manuscrit de l'article incriminé, puisse être le coupable.

« Avant de médire de l'indulgence des jurés en matière de presse, écrit M. Cruppi, qu'on veuille bien songer à l'impression produite sur leurs consciences par l'apparition incompréhensible de cet innocent substitué aux coupables ! Comment ne ressentiraient-ils pas une grande surprise, suivie d'un peu d'indignation ? Quoi l'auteur de l'article poursuivi, le directeur du journal sont absents et c'est sur un pauvre homme, inconscient du délit commis, qu'on leur demande de frapper ? Pour leurs esprits simples, la fiction de la gérance se réduit à ces termes, et c'est miracle si en pareil cas le jury n'acquitte pas toujours... »

(1) *Le Temps*, 22 novembre 1936.

« Le juré ne peut échapper au dilemme qui se pose. Il faut qu'il condamne le gérant fictif, ou bien, s'il acquitte, il faut que par là même, et par le seul fait de l'acquittement, il condamne et flétrisse le fonctionnaire contre lequel on n'a produit aucune preuve : *entre deux innocents la loi lui donne à choisir*. Il faut qu'il frappe l'un ou qu'il frappe l'autre. Soyez donc étonné si la décision du jury, quelle qu'elle soit, déplaît à tout le monde ! Que feraient à sa place douze hommes de génie ? » (1).

La solution, les jurés croiront parfois la trouver dans un biais qui leur permettra de se faire comprendre : ils condamneront le prévenu, mais avec circonstances atténuantes. Il est donc nécessaire de mettre le jury en présence des vrais coupables. N'ayant plus alors la crainte de commettre une injustice, il prononcera les condamnations qui s'imposent. Quel que soit le système de responsabilité adopté, responsabilité solidaire qui s'étend à tous ceux qui ont pris part à la publication de l'écrit incriminé ; responsabilité dite « par cascades », où la loi établit un ordre successif de responsabilité isolée ; ou autres systèmes encore, le coupable réel doit pouvoir être frappé. Or, le délit de presse étant avant tout un délit d'intention, les vrais coupables ne peuvent être que l'auteur, responsable de la rédaction de l'article, et le directeur du journal, responsable de sa publication.

La dernière et peut-être la plus importante des raisons qui feront hésiter le plaignant à intenter les poursuites, tient au caractère équivoque que présente un verdict d'acquittement rendu par le jury. En effet, ce dernier doit répondre à une question que l'on peut résumer ainsi : le prévenu est-il coupable d'avoir publié tel article ? S'il se prononce affirmativement, aucun doute ne peut s'élever sur le sens du verdict : le plaignant a été diffamé à tort. La décision du jury est-elle, au contraire, négative ? Différentes interprétations sont alors possibles. Le jury a-t-il estimé que la diffamation ne présentait pas un caractère suffisant de gravité, que la preuve des faits imputés avait été rapportée, que le journaliste n'avait pas eu d'intention de nuire, que le gérant poursuivi ne devait pas jouer le rôle de bouc émissaire ? Nul ne le saura. Mais le public en déduira aussitôt que si le jury a acquitté le prévenu, c'est que celui-ci avait dit la vérité.

(1) J. Cruppi, *op. cit.*, p. 188 et 196.

Le principe de la réforme à adopter est cependant facile à concevoir. Il suffirait que plusieurs questions embrassant les différentes hypothèses possibles fussent adressées au jury, qui répondrait par « oui » ou par « non ». L'arrêt de la Cour ferait ensuite connaître au public les décisions du jury sur ces points. Toute obscurité dans le verdict disparaîtrait ainsi. Il deviendrait alors possible au jury d'acquitter un accusé qu'il n'estimerait pas coupable, tout en apportant au plaignant l'attestation d'honorabilité attendue et désirée par ce dernier.

La solution la plus simple et peut-être la meilleure consisterait, en cas de réponse négative à la question de culpabilité, à poser au jury cette seconde question : « Le prévenu a-t-il rapporté la preuve des faits diffamatoires relevés dans la plainte ? » Si le jury se prononçait affirmativement, on saurait que le journaliste a été acquitté pour avoir révélé la vérité. Une réponse négative du jury signifierait que d'autres considérations ont entraîné l'acquittement. Les faits allégués par le journaliste seraient ainsi reconnus faux et le plaignant sortirait des débats lavé dans son honneur.

On a proposé d'aller plus loin dans cette voie en demandant au jury des précisions nouvelles sur son appréciation. Il serait interrogé sur autant de points qu'il y a d'éléments constitutifs du délit de presse. La question de culpabilité serait supprimée, comme étant sans objet, puisque cette culpabilité du prévenu résulterait automatiquement des réponses données aux précédentes questions. L'essentiel du débat étant de savoir si le prévenu a rapporté la preuve des faits diffamatoires, la nécessité de ne pas retomber dans l'équivoque et d'empêcher que le jury puisse se soustraire à l'obligation de trancher la difficulté, — notamment en répondant négativement sur le fait de l'existence de la diffamation — justifierait cette première question : « La preuve de la vérité des imputations poursuivies a-t-elle été produite ? » Si le jury répondait affirmativement, ce serait l'acquittement ; sinon cette seconde question lui serait adressée : « L'imputation poursuivie porte-t-elle atteinte à l'honneur ou à la considération du plaignant ? » Une décision négative entraînerait encore l'acquittement, un avis affirmatif obligerait le jury à se prononcer sur ce point : « Le prévenu a-t-il fait la preuve de sa bonne foi ? » L'acquittement suivrait la réponse affirmative,

mais une appréciation négative entraînerait cette quatrième question portant sur le dernier élément du délit : « L'écrit poursuivi remplit-il les conditions de publicité exigées par la loi ? » Une décision négative entraînerait une fois de plus l'acquittement ; une réponse affirmative vaudrait, au contraire, verdict de culpabilité. Telle est d'ailleurs la solution qui a été adoptée par le Sénat, lors de la discussion du projet de la loi sur la presse de 1936 (1). Toutefois, les auteurs de cette proposition, MM. Pernot et Roustan, ne crurent pas devoir y faire figurer la quatrième question. C'était, en réalité, manquer de logique, car s'il est vrai que cette dernière condition est généralement remplie, on peut aisément concevoir qu'elle ne le soit pas et en ce cas, la condamnation alors inévitable serait injustement prononcée.

A dire vrai, une telle réforme est difficilement acceptable, car elle méconnaît entièrement la nature même du délit de presse. Est-il nécessaire de répéter, une nouvelle fois, que le délit de presse n'est qu'une question de plus ou de moins, une question d'impression et de conscience, et que le juge, chargé de son appréciation, doit rendre un arbitrage plutôt qu'un jugement ? Le jury n'a pas à faire connaître les raisons qui ont motivé son verdict et, en matière de presse, moins qu'en toute autre. Outre les éléments juridiquement constitutifs du délit, maintes considérations pourront influencer sa décision : le lieu, le temps, l'action sur la société, l'état paisible ou agité du pays, la valeur morale du plaignant et celle de l'accusé, le degré de responsabilité du prévenu dans le fait de la publication de l'écrit incriminé, etc... Il est impossible au jury de préciser tous les éléments dont il aura tenu compte souvent inconsciemment. La réponse à telle considération peut être parfois incertaine et douteuse, et ne consister, ni dans un « oui », ni dans un « non ».

Contraires au principe du jury, opposées à la nature même du délit de presse, les dispositions adoptées par le Sénat ne paraissent pas devoir être retenues. Il semble donc qu'il faille s'en tenir au premier système indiqué, qui permet de juger le délit de presse de la manière ordinaire et de donner ensuite

(1) Sénat, S. du 4 juin 1937. *J. O. Déb. parl.*, p. 562-566.

au plaignant, si celui-ci le mérite, la satisfaction qu'il demande.

Les réformes apportées dans la procédure devant le jury ayant permis de rendre les poursuites plus fréquentes, il conviendra ensuite de tenter d'améliorer la juridiction elle-même, tant dans sa composition, que dans son organisation et son fonctionnement. Tel sera l'objet des deux sections suivantes.

SECTION II

La formation du jury

§ I. — LES PERSONNES APTES A ÊTRE JURÉS

« Ayez de bons jurés, a-t-on dit, vous aurez de bonne justice ». Rien de plus évident. Les difficultés ne surviennent que lorsqu'il s'agit de préciser parmi quelles personnes et de quelle façon seront désignés les jurés. La question de la composition du jury et de son recrutement est, en effet, l'une des plus malaisées à résoudre.

« Depuis cent ans, constate M. Cruppi, à travers les révolutions, à travers les empires, les républiques et les monarchies, nos lois s'acharnent vainement à la poursuite du juré idéal. Que cette poursuite soit dirigée par un préfet ou par un juge, par un groupe plus ou moins savamment assorti de magistrats, de maires et de conseillers généraux, le phénix des jurés, plus adroit qu'Atalante, se dérobe toujours » (1).

Il semble que dans la désignation des personnes parmi lesquelles seront choisis les jurés, il faille s'inspirer du triple souci de n'admettre que des hommes d'une moralité éprouvée, d'un caractère indépendant et d'une capacité intellectuelle suffisante pour apprécier sainement les délits de presse.

Trois solutions pourront être successivement examinées : admettre aux fonctions de jurés tous les membres du corps électoral pris indistinctement ; tempérer ce régime au moyen de restrictions motivées par l'obligation d'exiger des jurés les garanties précédemment indiquées ; ne choisir les jurés que parmi certaines catégories de citoyens.

(1) J. Cruppi, *op. cit.*, p. 253.

Le premier système, appliqué en France en 1791 et en 1848, consiste à déclarer tous les individus portés sur les listes électorales comme étant aptes à remplir les fonctions de juré. L'idée, *a priori* très séduisante, est conforme au principe démocratique le plus large. Pour que le jury puisse exprimer véritablement le jugement du pays, il est indispensable que ses racines s'étendent à tous les citoyens qui concourent à la vie nationale.

La conclusion logique d'un tel raisonnement serait que le jugement du pays ne pourrait s'exprimer qu'au moyen de jurés pris indistinctement parmi tous les citoyens, qu'ils soient ou non électeurs. Si l'on a estimé que le droit de vote ne devait être accordé qu'aux personnes remplissant certaines conditions, il n'y a aucune raison valable pour qu'on n'exige pas également des garanties des jurés, sans que, pour cela, ils cessent de représenter l'opinion. La participation à l'élection est un droit reposant sur la contribution de l'électeur aux charges publiques, la mission du juré n'est que l'exercice d'une fonction judiciaire, dont l'accomplissement exige des conditions de capacité, d'honorabilité et d'indépendance, que le fait d'être inscrit sur une liste électorale ne saurait présumer.

Un tel système étant à rejeter, on est conduit à rechercher les bases d'un second régime, moins absolu, qui consisterait à faire juger les délits de presse par une juridiction représentant le peuple au moyen des plus qualifiés de ses membres. Ne seraient alors admis aux fonctions de jurés, que les citoyens satisfaisant aux trois conditions déjà énumérées.

La première qualité à exiger d'un juré est une parfaite honnêteté. On ne saurait prendre en effet pour arbitres de l'honneur et de la liberté des citoyens, des hommes d'une moralité douteuse. Les délits de presse n'entachant pas la considération dont jouit le prévenu, on s'exposerait ainsi à faire juger les journalistes par des hommes d'une valeur morale inférieure à la leur. Il convient donc d'éliminer à jamais des listes des jurés tous les individus ayant fait l'objet d'une condamnation quelconque, fut-ce même pour crime ou délit politique, sans tenir compte si celle-ci a bénéficié ou non de mesures d'amnistie. Ces dernières, devenues de nos jours de plus en plus fréquentes, permettent de blanchir, dans une vaste proportion, les ca-

siers judiciaires de personnes peu qualifiées par la suite pour remplir des fonctions judiciaires. On a vu naguère, raconte M. Maurice Garçon, un individu, qui avait été condamné pour vol quelques années auparavant par la Cour d'assises de la Seine, passer dans la même salle, du banc des accusés au banc des jurés, grâce à une bienfaisante amnistie (1).

On assurera facilement la garantie nécessaire d'indépendance, seconde condition à exiger des jurés, en excluant des listes tous ceux dont les liens ou les relations manifestes avec le pouvoir, ne manqueraient pas de rendre les décisions suspectes. Tel sera le cas des ministres, des membres des deux Chambres, des magistrats, des fonctionnaires, des militaires, etc...

La difficulté la plus sérieuse est soulevée par la nécessité d'exiger du juré une capacité intellectuelle suffisante pour apprécier sainement les délits de presse. En posant des conditions de compétence trop strictes, on court le risque de restreindre considérablement la base sur laquelle repose le jury et de lui retirer ce caractère de jugement par le pays, qui est la raison profonde de son existence. D'ailleurs, l'aptitude à bien remplir les fonctions de juré ne découle pas nécessairement de la situation sociale à laquelle on est arrivé. Elle se mesure encore moins au nombre et à l'importance des diplômes obtenus. L'instruction est une chose, le bon sens en est une autre. Comme l'a remarqué très justement M. Cruppi « les plus humbles parmi les citoyens ont souvent un sens très net et très pratique des affaires, avec des vues morales fort arrêtées et même fort rigoureuses... »

La difficulté est évidemment d'établir une règle générale qui permette d'écarter tous les individus qui ne présentent pas une capacité suffisante. Quel critérium adopter ? La possession du certificat d'études est une caution bien fragile. L'institution d'un examen spécial auquel seraient soumis les futurs jurés, permettrait seule d'atteindre le but proposé, mais elle se révèle peu réalisable. Il serait en effet à craindre que les candidats jurés y trouvassent, par des réponses appropriées, un excellent moyen de se dégager à jamais d'une mission qui ne leur sourit guère. A quels examinateurs, suffisamment indépendants du

(1) M. Garçon : *La Justice contemporaine*, p. 576.

pouvoir et dégagés de toute préoccupation politique, pourrait-on confier une mission aussi délicate ? Autant de considérations qui conduisent à faire écarter une telle réforme. Faute de pouvoir préciser dans la loi les conditions de capacité à exiger des futurs jurés, on en sera réduit à n'en poser aucune. On devra donc s'en remettre au sens de discernement de ceux qui seront chargés de choisir les jurés parmi les personnes portées sur les listes préparatoires.

La compétence des jurés est d'ailleurs diminuée par les abus auxquels donnent lieu la pratique des récusations. En premier lieu, tout juré instruit ou en ayant les apparences est généralement récusé par l'avocat de la défense. « Je récusé tous les gens intelligents, disait Lachaud, je ne veux m'adresser qu'à des esprits simples ». On pourrait remédier à une tendance aussi fâcheuse, non par la suppression de cette garantie essentielle de justice, mais par l'exigence d'un motif de récusation tant soit peu raisonnable. De leur côté, de nombreux jurés déploient des prodiges d'ingéniosité, afin d'obtenir de la défense ou du ministère public une récusation qui les dispenserait d'avoir à remplir ce qu'ils considèrent comme une charge importune. On pourrait envisager un double moyen d'obvier à cet état d'esprit. D'abord par l'édiction de peines suffisamment sévères frappant les citoyens qui tenteraient de se dérober. La fonction de juré est pour celui qui remplit les conditions requises, un devoir comme un autre et la société peut en exiger l'accomplissement. Puis, en contre-partie d'une telle charge, par l'attribution aux jurés d'une indemnité qui ne soit pas dérisoire. Tous les vœux et réclamations présentés dans ce sens par les intéressés eux-mêmes sont restés sans résultat. Tout dernièrement encore, en avril 1938, les jurés de Moulins adressaient au garde des sceaux une requête demandant que leur indemnité de séjour et de fonction leur permit de payer les frais qu'entraînait pour eux l'accomplissement d'un service public auquel « ils ne pouvaient ni ne désiraient se soustraire. » (1)

Un troisième système, dit des catégories, consiste à présumer l'aptitude aux fonctions de jurés et à en réserver l'exercice,

(1) *Le Temps*, 19 avril 1938.

soit d'une façon générale, soit seulement en matière de délits de presse, aux membres de certaines classes de la société.

La première modalité d'application s'attache à la capacité censitaire : seuls les citoyens payant un certain chiffre d'impôt pourront être jurés. Cette proposition d'un autre âge, contraire au principe démocratique, est à écarter délibérément.

Un second procédé prend pour critérium la position sociale ou les fonctions exercées par l'individu. C'est ainsi que dans la proposition qu'il déposa au Sénat, le 28 juillet 1890, M. Marcel Barthe préconisait notamment d'inscrire sur la liste des jurés chargés de connaître des délits de presse : les banquiers, agents de change, commerçants et industriels ; les notaires et avoués ; les magistrats, fonctionnaires et officiers retraités ; les juges et anciens juges des tribunaux de commerce ; les membres des conseils généraux et d'arrondissement ; les maires et adjoints des communes ; les présidents et secrétaires élus des associations de secours mutuels, des sociétés d'agriculture et comices agricoles, etc... (1).

La capacité littéraire ou intellectuelle sera à l'origine d'un troisième mode de désignation des jurés : ne seront admis à exercer ces fonctions, que les personnes possédant certains titres, tels les membres de l'Institut et les membres de sociétés savantes, les docteurs et licenciés des Facultés, etc...

Enfin un dernier procédé, qui semble être en faveur aujourd'hui, consiste à instituer pour juger les délits de presse, des jurés spéciaux, choisis parmi les pairs de l'accusé, c'est-à-dire dans le monde de la presse et des lettres.

De telles conditions à exiger des jurés pour connaître des crimes ordinaires, apparaissant, non seulement inutiles, mais contraires au principe même du jury, on se bornera à rechercher s'il convient d'instituer, en matière de presse, un jury spécial, composé de membres présentant des garanties de capacité supérieures à celles des jurés ordinaires.

L'idée de former une telle juridiction n'est pas nouvelle. De tout temps, on a pensé qu'étant donné la difficulté d'apprécier de telles infractions, leur jugement ne pouvait être confié qu'à des

(1) Prop. de loi n° 173. Sénat, S. du 28 juillet 1890. *J. O. A.*, p. 286.

hommes pourvus de lumières et d'un sens de discernement que ne possède pas la moyenne des jurés.

Dès le 20 janvier 1790, Sieyès proposait à l'Assemblée constituante de confier la répression des abus de la presse à un jury spécial, composé de dix jurés choisis parmi les « auteurs ».

La loi des 16-29 septembre 1791 admit le principe de jurés spéciaux, en créant une liste distincte de jurés, comprenant des notaires, des hommes de loi, des banquiers, des négociants, etc..., qui seraient appelés, en raison de leur compétence professionnelle, à s'occuper des affaires exigeant des connaissances techniques, tels que les crimes de faux, les banqueroutes frauduleuses, les détournements de deniers publics.

Le code des délits et des peines du 3 brumaire an IV confia à un jury spécial le jugement des crimes les plus graves et de toute affaire ayant pour objet un écrit imprimé. Ces jurés étaient choisis par l'autorité, entre les citoyens ayant les qualités et le savoir nécessaires pour prononcer sainement sur le genre du délit.

La même idée fut reprise, à la fin du Second Empire, par Prévoist-Paradol dans son livre *La France Nouvelle*. Il proposait de composer la liste du jury spécial, « soit avec les noms de tous les conseillers généraux, soit en joignant à ces noms ceux des conseillers à la Cour d'appel ». A Paris on aurait « agrandi et relevé » cette liste par l'addition des noms des membres de l'Institut.

En 1817, Beugnot proposa l'institution d'un jury spécial, dont les membres devraient être choisis parmi les hommes de loi du ressort de la Cour royale, à l'exception des magistrats et administrateurs en fonctions ; les hommes de lettres âgés de plus de trente ans et payant une contribution directe de cent-cinquante francs et les cent personnes les plus imposées du ressort (1).

La question de l'attribution des délits de presse à un jury spécial fut étudiée par la commission chargée de l'examen du projet qui devint la loi du 15 avril 1871. Le rapporteur, le duc de Broglie, se montra favorable au principe de cette juridiction nouvelle, mais, pour des raisons d'opportunité, il proposa d'en

(1) *Moniteur*, 14 décembre 1817, p. 1576.

ajourner l'institution « à des jours plus tranquilles, au sein d'une organisation politique définitive » (1).

Dans ses *Vues sur le gouvernement de la France*, le duc de Broglie prévoyait d'ailleurs la formation d'une liste spéciale de jurés, distincte de la liste ordinaire, sur laquelle figuraient les propriétaires payant un certain cens, les personnes exerçant des professions libérales, les membres de sociétés savantes, les titulaires de fonctions électives. Ce jury, facultatif en principe, ne devenait obligatoire que lorsqu'il s'agissait de juger des affaires difficiles et notamment les procès de presse.

Que faut-il penser du principe de l'institution d'un jury spécial en matière de presse ? La solution de la question dépend nécessairement de la composition du jury ordinaire. Si celui-ci est formé d'hommes suffisamment capables, le jury spécial devient une institution inutile. Si, au contraire, la moyenne des jurés n'atteint pas un niveau intellectuel suffisant et qu'on ne puisse y obvier en améliorant leur mode de recrutement, l'idée d'un jury spécial vient alors tout naturellement à l'esprit.

Le principe même d'une telle institution soulève de nombreuses et de sérieuses objections. Faustin-Hélie repoussait une telle innovation « parce qu'elle serait, disait-il, contraire aux mœurs publiques, parce qu'elle ne remplirait pas l'objet qu'on veut atteindre, parce qu'en définitive, elle serait plus dangereuse qu'utile. » (2)

Le législateur a pour devoir de se conformer aux vues générales des peuples. Or, s'il est une idée qui a pénétré dans les mœurs de la France, c'est bien l'aversion pour les juridictions extraordinaires et d'exception. Quels que soient les éléments qui formeront le jury spécial, du seul fait qu'il sera recruté différemment du jury ordinaire, l'opinion publique le verra avec défiance et le flétrira du nom de commission judiciaire.

Les décisions qu'il rendra seront encore plus tenues pour suspectes par les catégories sociales qui en seront exclues et leur autorité diminuée d'autant. Un jury exclusivement composé de membres de certaines classes de la société, ne sera plus que le représentant de ces dernières ; il cessera d'être le jugement du pays. Plus on restreint le nombre des citoyens parmi

(1) *Dalloz Périodique*, 1871-4-45.

(2) Faustin-Hélie : *Du jury appliqué aux délits de la presse*, p. 31.

lesquels sont recrutés les jurés, plus on affaiblit les garanties de sécurité politique qui constituent l'essence même du jury.

Pourquoi, en effet, demander aux jurés des qualités supérieures d'intelligence ? Qu'importe qu'ils ne pénètrent pas le sens caché d'un écrit, si le public lui-même ne l'a pas davantage compris. Un ouvrage n'est pas un danger pour la société, s'il reste sans influence sur l'opinion. Or, le juré ordinaire, tiré du sein du peuple, connaîtra mieux qu'un juré spécial quelle a été l'action de l'écrit incriminé sur la société. Les jurés spéciaux, savants ou lettrés, sont en effet moins mêlés au public et tout comme les magistrats, ils demeurent plus étrangers à sa manière de sentir.

Invoquer l'exemple de l'Angleterre serait commettre une erreur, car le jury spécial qui existe Outre-Manche n'est pas imposé aux accusés. Ce sont, au contraire, ces derniers qui le réclament comme une garantie nouvelle. En France, les prévenus de délits de presse n'ont pas lieu de demander un jury spécial. Ils trouvent dans le jury ordinaire toutes les garanties de justice désirables. Le véritable but de l'institution serait donc de protéger l'ordre social contre les verdicts arrachés à l'ignorance ou à la faiblesse, et c'est précisément à ce point de vue qu'elle revêtirait le caractère odieux d'une juridiction exceptionnelle.

Un autre argument peut encore être invoqué contre la création d'un jury spécial. Ne serait-il pas à craindre qu'une telle juridiction, recrutée parmi des fonctionnaires ou des magistrats retraités, des membres de l'Institut, etc... n'ait tendance à sacrifier l'individu à la société ? Tout article contraire aux principes sociaux intangibles dont ces personnes seraient imbues courrait le risque d'être condamné à l'avance.

Enfin, composer exclusivement le jury de membres de la presse, serait ajouter aux inconvénients précédemment énumérés, une partie des défauts que comportent les juridictions disciplinaires et politiques. C'est alors qu'un tel jury serait une institution plus dangereuse qu'utile ! Formé uniquement de personnes souvent acharnées à faire triompher leurs doctrines, il érigerait en juges la passion et la politique, éléments que le souci le plus élémentaire d'équité doit faire absolument exclure, en matière de presse plus qu'en toute autre.

Il semble donc que l'institution d'un jury spécial ne répondrait nullement au but que l'on se propose d'atteindre et que l'idée en doit être écartée. Bien préférable est le second système, consistant à appeler aux fonctions de jurés tous les électeurs remplissant les conditions nécessitées par le souci de rendre une bonne justice. Cependant, l'idée d'un jury spécial pourrait toutefois permettre d'y introduire une innovation qui constituerait peut-être une certaine amélioration du système. Cette réforme consisterait, non plus à composer le jury exclusivement de jurés spéciaux, mais de jurés ordinaires, en admettant seulement parmi eux deux jurés spéciaux, pris en dehors de la liste ordinaire, qui viendraient apporter au délibéré un élément technique et juridique. L'un, qui pourrait être désigné sur une liste de journalistes, renseignerait avec compétence le jury sur les difficultés de la profession. L'autre serait un juriste, choisi sur une liste comprenant des docteurs et licenciés en droit, des avocats, etc... qui aurait pour rôle d'éclairer le jury sur les éléments constitutifs du délit et lui permettre de comprendre les questions de droit qui pourraient lui échapper. La décision serait laissée finalement aux jurés ordinaires, au jugement du pays, qu'on ne pourrait plus accuser alors d'être prononcé de façon insuffisamment éclairée. Il serait d'ailleurs facile, si on redoutait que les votes des deux experts fussent de nature à enlever au verdict ce caractère primordial, de ne leur donner seulement que voix consultative. Telle est, en définitive, la solution à laquelle on pourrait s'arrêter.

§ II. — LE MODE DE SÉLECTION DES JURÉS

Le mode de sélection des jurés ne présente pas une moindre importance. Le choix qui sera exercé entre les personnes remplissant les conditions requises, pourra, s'il est heureux, améliorer encore la composition du jury. « La question, disait Napoléon au Conseil d'Etat, n'est pas de savoir, si le jury est bon ou mauvais ; elle est de bien choisir les jurés ». Comme précédemment, il faudra s'inspirer du triple souci de réunir des jurés à la fois honorables, capables et indépendants. C'est à la lumière de ce critérium qu'il convient d'examiner briève-

ment les différents procédés qui permettront de désigner les jurés.

Le moyen le plus simple consiste à tirer au sort les noms des jurés parmi les personnes reconnues aptes à remplir ces fonctions. Un tel jury présenterait l'avantage de l'indépendance : la désignation par le sort ne pouvant être entachée de suspicion. La garantie d'honorabilité serait obtenue en écartant d'office des listes préparatoires les personnes indignes ; mais les conditions de capacité, n'étant pas susceptibles d'être fixées d'une façon générale, un choix reste nécessaire et en le rendant impossible, un pareil système se condamne de lui-même.

Le mode de recrutement administratif est encore plus défectueux. Il retire, en effet, au jury ce caractère d'indépendance qui est la raison même de son existence. Les jurés n'étant plus que des agents du pouvoir, leur jugement devient assimilable à celui de commissions judiciaires, de si funeste mémoire. Le passé a d'ailleurs permis de constater les résultats qu'on pouvait en attendre : en 1793, les membres du fameux Tribunal extraordinaire étaient nommés par la Convention ; sous l'Empire et la Restauration les préfets choisissaient eux-mêmes les jurés de la manière la plus conforme aux vues du gouvernement. « Nous aurons de bons jurés, disait Napoléon, car ce sont mes préfets qui les nommeront ». On ne peut se méprendre sur le sens que de semblables paroles pouvaient avoir dans la bouche de l'Empereur.

Un troisième procédé consiste à confier exclusivement aux magistrats la mission de procéder à la sélection des jurés. On est en droit de penser que les magistrats apporteraient un soin tout particulier dans l'appréciation des qualités de compétence et de moralité à exiger des jurés. Mais en réalité, ne connaissant pas individuellement tous leurs justiciables, ils auraient peine à discerner les individus ayant la compétence requise pour faire de bons juges. Il serait surtout à redouter que l'indépendance du juré n'en souffrit, la magistrature ne jouissant en France d'aucun statut qui la rende elle-même indépendante du pouvoir.

Un autre système, est celui qui, à l'inverse du précédent, fait intervenir l'élection à la base du recrutement des jurés. C'est l'application intégrale de la théorie « du peuple-juge ». De mê-

me que le peuple exerce le pouvoir législatif par l'intermédiaire de délégués élus, de même il devra exercer le pouvoir judiciaire au moyen de représentants élus.

On peut tout d'abord concevoir que les jurés soient choisis directement par les citoyens. On procéderait à des élections pour désigner les jurés, comme s'il s'agissait de nommer des députés ou des conseillers généraux, ou encore des membres des conseils de prud'hommes ou des magistrats consulaires. Un jury, pareillement constitué, représenterait plus parfaitement encore le pays. Mais si l'indépendance de ce jury serait assurée, on pourrait craindre, comme dans le cas de désignation par le sort, que la condition de capacité ne fût pas remplie.

Les jurés pourraient être encore désignés par l'intermédiaire de représentants du peuple. Ce fut le procédé auquel on eut recours pendant la période révolutionnaire. C'est ainsi qu'en 1791, les jurés étaient choisis, sur la liste des électeurs, par le procureur-syndic, élu du peuple, et la liste des jurés était définitivement arrêtée par le directoire, également d'origine électorale. Les résultats s'avérèrent désastreux. Les jurés, désignés uniquement en raison de leurs opinions politiques, ne purent rendre, en matière de délits de presse, que des verdicts d'une équité très discutable. Si la première modalité du procédé de l'élection mérite d'être retenue, la seconde doit être écartée résolument.

Il semble plutôt qu'il faille rechercher la solution du problème dans un système mixte, qui combinerait les avantages des deux modes de sélection précédents. C'est dans cette voie que s'est orientée la loi du 21 novembre 1872 qui régit encore la matière (1). Les commissions chargées de désigner les jurés contiennent deux éléments distincts : un élément électif, qui assure aux jurés les qualités d'indépendance voulues, et un élément judiciaire, dont le rôle est d'écarter les jurés notoirement incapables.

La participation des élus politiques à une telle mission s'avère d'autant plus utile, qu'étant en contact direct avec leurs électeurs, ils sont plus indiqués que quiconque pour choisir ceux qui leur paraissent les plus aptes à remplir les fonctions de jurés.

(1) V. *supra*, p. 113.

Le principe est excellent, mais son application a révélé dans la pratique de graves lacunes. On a souvent constaté la présence dans ces jurys de personnes indésirables, ignorantes ou faibles d'esprit. C'est ainsi qu'une session de la Cour d'assises de la Seine dut être récemment interrompue, parce qu'on s'aperçut que le président du jury était pourvu d'un conseil judiciaire. Parfois, il arrive aussi que des individus condamnés de droit commun soient désignés comme jurés (1).

Les satisfactions que les élus n'osent pas refuser à leurs électeurs sont souvent la cause de l'admission de tels personnages. Le peu d'attention apporté par les commissions est encore la cause d'un choix aussi regrettable. D'autre part, certaines personnes ayant toutes les qualités requises pour faire de bons jurés réussissent à éviter d'être inscrites sur les listes, grâce à leurs démarches auprès des mêmes élus.

La responsabilité d'un tel état de choses incombe à tous ceux qui sont chargés de l'établissement des listes et qui comprennent mal la gravité du devoir qu'ils ont à remplir. Aux élus, maires et conseillers généraux, qui ne s'intéressent à la préparation des listes que dans la mesure nécessaire pour donner satisfaction à leurs électeurs. Aux juges de paix, à qui certains criminalistes reprochent de se prêter à des manœuvres inspirées par l'esprit de coterie et de mesquine politique locale. Dans la pratique, la liste est d'abord dressée par le maire ou plus exactement par le secrétaire de mairie, elle est ensuite revue par le juge de paix, auquel se substitue en fait le greffier ou même le commis-greffier. La commission cantonale, réunissant les maires sous la présidence du juge de paix, se borne à reproduire, avec quelques rares modifications, la liste de l'année précédente et la commission d'arrondissement, composée des juges de paix et des conseillers généraux et présidée par le président du tribunal civil, se contente, la plupart du temps, de manifester une approbation sans réserves, n'usant que bien rarement de la faculté, que lui donne la loi, de porter de nouveaux noms sur les listes qui lui sont soumises.

Les remèdes ne sont pas aisés à trouver. Il faudrait tout d'abord réformer cette regrettable tendance des hommes à re-

(1) J. Barthélemy : *Le Projet contre la Presse*, dans *Revue polit. et parl.*, 10 janvier 1937, p. 20.

chercher les honneurs ou les fonctions sans en vouloir remplir les charges et à se désintéresser de tout ce qui ne les touche pas directement. Un premier choix des jurés ne pouvant être exercé que par des personnes en contact direct et quotidien avec eux, le maire est tout qualifié à cet effet. Mais ne serait-il pas encore préférable de faire désigner les jurés par le conseil municipal, en comité secret, comme l'on procède pour les délégués sénatoriaux, les répartiteurs, etc... ? On éviterait ainsi de laisser au maire des pouvoirs trop étendus dont il pourrait abuser et on n'aurait plus à redouter son peu d'empressement à remplir des obligations qui peuvent le mettre dans l'embarras.

La présidence de la commission cantonale serait plus utilement confiée au président ou à l'un des juges du tribunal civil, plus dégagé de la politique locale que le juge de paix et ayant plus d'autorité pour rappeler les maires défaillants à une plus saine conception de leur devoir.

La commission d'arrondissement devrait se livrer à un contrôle sérieux des listes qui lui sont soumises en écartant les noms de tous les individus indésirables et en y ajoutant ceux d'un certain nombre de personnes d'une compétence notoire. On a même proposé de modifier la composition de cette commission par l'adjonction de nouveaux membres qui manifesteraient un peu plus d'empressement et d'intérêt dans l'accomplissement de leur mission.

« Pourquoi, demandait M. Cruppi, diverses catégories sociales, dont la représentation dans le jury est indispensable n'auraient-elles pas des délégués spéciaux dans la deuxième commission ?

« Pourquoi, par exemple, n'y ferait-on pas entrer un membre de l'Université qui présenterait une liste de professeurs, les présidents du Tribunal et de la Chambre de commerce qui présenteraient des noms de commerçants ? Pourquoi enfin n'y pas admettre le président et le vice-président du Conseil des prud'hommes, l'un patron et l'autre ouvrier, qui désigneraient quelques-uns de leurs pairs ?

« Parmi les noms proposés par ces diverses personnes, dont la variété apporterait à la commission un élément d'intérêt et de vie, on pourrait facilement faire des choix brillants et solides, qui, s'ajoutant dans la proportion d'un quart à la liste de présentation, viendraient élever le niveau de la liste définitive » (1).

Une telle réforme ne serait peut-être pas sans intérêt, car en fournissant à la commission d'arrondissement des éléments d'in-

(1) J. Cruppi, *op. cit.*, p. 266-273.

formation qu'elle ne possède pas actuellement, celle-ci n'aurait plus aucune excuse à ne pas exercer son initiative et assurer son contrôle de façon efficace. Il ne serait d'ailleurs pas nécessaire de modifier la composition de la commission en y admettant les représentants des diverses catégories sociales, il suffirait que les propositions de ces derniers lui soient transmises.

On a cherché encore à améliorer la liste du jury par l'institution d'une troisième commission qui exercerait un dernier contrôle. Le professeur Bernard Perreau préconisait la création, au chef-lieu du département, d'une commission supérieure à laquelle serait soumise la liste du jury, avec dossiers à l'appui. Cette commission serait composée en majeure partie de magistrats et comprendrait, en outre, quelques représentants de l'Administration, du ministère public et du Barreau (1). En matière de délits de presse, une telle proposition serait difficilement acceptable, car elle risquerait de porter atteinte à l'indépendance du jury. En effet, tant que l'indépendance de la magistrature elle-même n'aura pas été assurée, confier à des juges, aux représentants du ministère public et de l'Administration, le droit d'exercer un dernier contrôle sur la liste du jury serait, en définitive, accorder indirectement ce droit au gouvernement. Or les délits de presse mettant souvent en cause le pouvoir, il est indispensable que la juridiction chargée de les apprécier soit entièrement indépendante.

Il apparaît préférable de rechercher la solution du problème, non dans une multiplication des organismes chargés d'exercer le contrôle, mais dans une amélioration du fonctionnement des institutions déjà existantes. Le régime adopté, en France, découle d'un excellent principe. Quelques réformes apportées dans son organisation, le désir des membres des commissions de bien remplir leur tâche, permettraient d'arriver en la matière à des résultats appréciables.

(1) Germain : *Le Jury*, p. 43-44.

SECTION III

L'organisation et le fonctionnement de la Cour d'assises

Une meilleure composition du jury étant obtenue, le double souci d'assurer un verdict à la fois éclairé et indépendant justifie la proposition de quelques réformes touchant l'organisation et le fonctionnement de la Cour d'assises.

Peut-être pourrait-on tout d'abord suggérer de réduire le nombre des membres du jury ? Le chiffre douze repose sur une tradition que les croyances actuelles ne justifient plus. Une telle diminution présenterait l'avantage d'appeler les citoyens portés sur les listes à siéger moins souvent et, par suite, de leur faire paraître moins lourde la charge de juré.

Une autre innovation intéressante consisterait à supprimer les deux assesseurs du Président des assises, magistrats de grande valeur, auxquels leur rôle passif fait perdre un temps précieux et qui, rendus disponibles, seraient en mesure d'exercer ailleurs d'autres fonctions plus utiles. Les garanties d'impartialité qu'entraîne la présence de ces deux magistrats pourraient être facilement compensées par l'attribution au Président des assises d'une plus haute indépendance, grâce à un changement complet de son mode de nomination.

Le verdict du jury ne peut demeurer impartial que si l'on s'efforce d'éliminer toutes les causes susceptibles de l'influencer. La première résulte de l'ascendant exercé sur l'esprit des jurés par le magistrat qui préside la Cour. Or, au lieu de tenir la balance égale entre la défense d'une part, l'accusation ou la partie civile d'autre part, le Président incline à considérer *a priori* le prévenu comme coupable et à seconder le ministère public dans son action. Les conséquences d'une telle tendance sont d'autant plus dangereuses que ce magistrat est investi de pouvoirs très étendus : c'est à lui qu'incombe la direction des débats et son pouvoir discrétionnaire lui confère une très grande liberté d'action. Dans l'interrogatoire qui, depuis la loi du 19 juin 1881, remplace le résumé de l'affaire, le Président pourra poser au prévenu des questions n'ayant que de lointains rap-

ports avec son identité et auxquelles toute réponse donnée par ce dernier ne manquera pas de produire une impression fâcheuse sur le jury. Le Président laissera parfois le public se livrer à certaines manifestations déplacées dans une enceinte de justice. Il se refusera encore — ce qui est plus grave, mais heureusement plus rare — de poser aux témoins les questions jugées indispensables par la défense, sous le prétexte invoqué que celles-ci portent sur des faits étrangers aux débats. S'il estime que la réponse du témoin dévoilerait certains faits qu'il serait préférable de ne pas divulguer, il prononcera bien vite : « La question ne sera pas posée ».

Ces abus ont leur origine dans le mode de désignation du Président. Celui-ci n'est en général qu'un criminaliste par occasion. Il est choisi parmi les conseillers à la Cour d'appel, vient le plus souvent « du civil » et n'aspire qu'à retourner « au civil », où il saura donner, dans des discussions parfois très subtiles, toute l'étendue de sa science juridique. Son manque de pratique du droit criminel ne pourra se réformer par l'exercice de ses nouvelles fonctions. Dès qu'il commencera, en effet, à acquérir une connaissance suffisante de la Cour d'assises, il devra revenir aux affaires civiles. Son trimestre de présidence des assises ne sera qu'un accident de sa carrière, qui lui permettra peut-être, s'il se fait remarquer en haut lieu par des mérites qui, en matière de procès de presse, ne sont certainement pas des qualités d'indépendance, d'obtenir un avancement plus rapide.

L'indépendance du Président des assises est d'autant plus précaire que le ministère public exerce une influence considérable sur la désignation de ce haut magistrat. C'est le premier président de la Cour d'appel qui devrait, en principe, procéder à cette nomination, mais celle-ci est faite, en réalité, par le garde des sceaux, sur l'avis du procureur général. Le Parquet peut encore, par les appréciations qu'il transmet au ministère de la justice, contribuer ou nuire à l'avancement du Président. Aussi n'est-ce pas entièrement à tort que l'accusé voit deux alliés dans le Président et le ministère public ; tous deux portent la même robe rouge, tous deux sont au-dessus des parties, tous deux sont nommés par le pouvoir.

En effet, et c'est là un grief d'ordre général, tant que les magistrats seront nommés par le gouvernement, tant qu'un sta-

tut spécial ne leur aura pas conféré une indépendance absolue, leur impartialité, surtout en matière de délits de presse où le pouvoir est souvent intéressé, ne pourra pas être assurée. La liberté est la première qualité à exiger d'un juge.

« Mais qu'est-ce donc qu'un juge libre ? demande M. Cruppi. C'est un juge qui tient sa liberté, non pas seulement de son caractère et de sa vertu propre, mais de la loi, d'un ensemble de règles fixes qui organisent son recrutement et sa vie judiciaire de telle sorte qu'on ne puisse jamais le soupçonner d'être l'homme d'un parti, ou l'homme des ministres, ou l'homme du Parquet. Si cette conception primordiale de la fonction du juge se trouvait faussée, il n'y aurait point de réformes utiles. A tous les degrés, en effet, tant vaut le juge, tant vaut la juridiction, et le juge ne vaut que par sa liberté » (1).

En attendant la réalisation de cette réforme essentielle, on pourrait, en premier lieu, faire désigner le Président des assises par la Cour d'appel tout entière, ce qui serait déjà un progrès appréciable. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que c'est à la suite des objections qui s'élevèrent contre ce mode de nomination, que le choix en fut dévolu au premier président. Bien mieux, c'est afin de prévenir les désignations dangereuses que ce magistrat pourrait faire, que la loi du 20 avril 1810 décida qu'un tel droit appartiendrait au ministre de la Justice.

La liste des personnes parmi lesquelles sera choisi le Président des assises appelle aussi des modifications. On a souvent proposé de le faire désigner parmi les magistrats n'ayant plus rien à attendre du pouvoir. C'est oublier que de tels hommes ne peuvent pas exister avec le système actuel, la mise à la retraite étant pour le gouvernement une arme aussi efficace que l'avancement. L'idée de la création d'un poste nouveau de président des assises qui serait placé à l'un des plus hauts degrés de l'échelle judiciaire ne serait pas sans intérêt. C'est ainsi que lors de la discussion du Code d'instruction criminelle le premier Consul eut un moment l'idée d'instituer des « préteurs », chargés de présider les assises dans toute la France, qui seraient désignés parmi les membres de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat.

Le choix du Président des assises parmi les membres de la Cour de Cassation constituerait un progrès certain sur le système actuel. En effet, ces magistrats, étant presque arrivés au

(1) Cruppi, *op. cit.*, p. 116.

sommet de la hiérarchie judiciaire, seraient susceptibles de mieux résister aux tentatives de séduction du gouvernement. Choisis parmi les membres de la Chambre criminelle, ils présenteraient, en outre, l'avantage d'être spécialisés dans le droit criminel. Leur désignation, effectuée par cette Chambre même, leur assurerait encore plus d'indépendance. Afin de ne pas désorganiser la Cour de Cassation, on pourrait décider que ces magistrats ne présideraient la Cour d'assises que lorsque celle-ci aurait à connaître de procès politiques ou d'affaires de presse. Ainsi affectés d'une manière durable à la présidence des assises, ils acquerraient rapidement une grande expérience des procès de presse et leur indépendance accrue à l'égard du pouvoir et surtout du Parquet, leur conférerait une plus haute autorité, tant sur le ministère public que sur les avocats et le public.

Les vertus d'indépendance et d'impartialité du jury seront encore soumises à de rudes épreuves. Il devra résister à de nouvelles influences provenant, soit de l'intérieur, soit de l'extérieur. Certaines mesures pourraient utilement l'en préserver.

Le juré doit tout d'abord être protégé contre les influences intérieures. La diversité des affaires qu'il aura à juger, au cours d'une même session, et l'ordre dans lequel elles se présenteront, pourront faire naître en lui des impressions confuses qui l'empêcheront d'apprécier justement l'importance réelle de certaines de ces causes. Après avoir jugé un crime parfois odieux, le délit de presse dont il aura à connaître lui paraîtra sans gravité. Il pensera qu'on le dérange vraiment pour une chose bien futile et sera, de ce fait, enclin à la clémence.

Il est facile d'obvier, dans une certaine mesure, à cet inconvénient en plaçant toutes les affaires de presse en tête du rôle de la session. La fraîcheur d'impression, condition de l'impartialité du juré, serait ainsi sauvegardée.

Le juré pourra être encore ému par les murmures ou les applaudissements du public assistant à l'audience, ou encore par les procédés habiles et l'éloquence persuasive des grands avocats, qui ne craindront pas de tenter de le séduire par des louanges hyperboliques. En général le Président pourra aisément, s'il le désire, mettre fin aux manifestations de l'auditoire ; mais le don de la parole que possèdent les membres du Barreau

n'étant pas prêt de s'éteindre, il est à craindre que le second inconvénient demeure sans remède.

Les influences extérieures qui pourront agir sur le jury seront encore plus dangereuses.

« En règle générale, écrit M. Maurice Garçon, un procès est bien jugé par le jury, lorsque ses membres, tirés au sort à midi, statuent dans la journée, sans désespérer et sans communiquer avec le dehors sur une affaire dont ils n'avaient jamais entendu parler auparavant. Ils assistent aux débats avec un esprit frais, n'ont à lutter contre aucune impression déjà formée et n'obéissent à aucune préoccupation extérieure.

« Les discussions familières qui ont précédé l'affaire, la lecture des journaux, l'avis d'un ami, d'une femme, le vague reflet d'une opinion générale imprudente, sont autant de raisons qui risquent grandement de compromettre la liberté d'appréciation d'un juré » (1).

Dans les procès de presse, la pression exercée sur les jurés est encore plus grande qu'en toute autre affaire. A peine la liste de session sera-t-elle connue, que les jurés recevront à leur domicile des numéros de journaux rédigés spécialement à leur intention et contenant des commentaires plus ou moins tendancieux sur la cause qu'ils auront à juger. Les jurés viendront ainsi à l'audience avec une première impression, souvent fausse, de l'affaire. L'action entreprise sur eux pourra encore aller jusqu'à tenter de corrompre les uns, d'intimider ou de menacer les autres. Les grands journaux eux-mêmes feront également connaître leurs opinions, forcément divergentes, ce qui contribuera à augmenter encore l'embarras du juré.

Comment protéger les jurés contre de semblables atteintes à leur impartialité ?

La mesure la plus urgente à réaliser serait l'interdiction de la publication par les journaux des noms et adresses des jurés. Il ne faut pas, il est vrai, se leurrer sur l'efficacité d'une telle réforme. En effet, à moins de rendre la liste de session secrète et de supprimer les récusations, on n'empêchera jamais les avocats des parties de connaître les noms des jurés figurant sur cette liste et, par suite, leurs clients de procéder à leurs savantes manœuvres.

Faute de pouvoir remédier à un si fâcheux état de choses par des moyens préventifs, on est donc conduit à proposer des

(1) M. Garçon : *La Justice contemporaine*, p. 651-652.

mesures d'ordre répressif. Celles-ci seront de deux sortes. La première consistera à édicter des peines très sévères contre les auteurs de toutes offres alléchantes ou de toutes intimidations. La seconde aura pour objet d'interdire la publication de tout écrit contenant des commentaires sur l'affaire, avant la lecture du verdict. Il existe, comme on l'a indiqué précédemment, une disposition de ce genre en Angleterre, qui permet l'exercice d'une justice tout à fait impartiale (1). La France aurait avantage à suivre un tel exemple, car il est profondément injuste de laisser impunie la publication, avant le prononcé de la sentence, d'articles fantaisistes ou mensongers, injuriant ou flétrissant l'accusé, discutant son innocence, faisant des hypothèses sur le verdict et allant même jusqu'à indiquer aux jurés la décision qu'ils devraient prendre.

Lorsque l'affaire occupe plusieurs audiences, il serait désirable de rendre effectif le serment des jurés de ne communiquer avec qui que ce soit avant la lecture du verdict. Cette obligation est strictement observée en Angleterre. En France, elle est totalement méconnue. Le juré français n'aimerait guère être enfermé le soir dans un local de justice et se voir placé sous la surveillance de la police. L'audience levée, il tient à rentrer chez lui et une telle mise en cellule risquerait de l'inciter, encore plus, à se dérober à l'exercice de fonctions qu'il remplit déjà sans enthousiasme. Quels que soient les avantages qu'il présente, le régime anglais paraît donc être difficilement applicable sur ce point et il semble que le mal soit, en France, sans remède.

L'indépendance du verdict une fois assurée, on peut se demander s'il ne serait pas possible de permettre au jury de rendre une telle sentence de façon plus éclairée. On a souvent cru en trouver le moyen dans une collaboration plus étroite entre magistrats et jurés.

Le rôle du juré doit se borner, d'après la législation actuelle, à décider « si l'accusé est oui, ou non, coupable du crime qu'on lui impute » ; la question de droit, c'est-à-dire l'application de la peine étant réservée aux magistrats. Mais, le juré ne peut s'empêcher de rechercher, en lui-même, quelles seront les con-

(1) V. *supra*, p. 183.

séquences de son verdict. Il se demande, non sans anxiété, quelle peine entraînera pour le prévenu un « oui » sur la question de culpabilité et quelle sera la conséquence d'une réponse analogue sur la question relative aux circonstances atténuantes. De crainte de punir trop sévèrement l'accusé par une affirmation de culpabilité dont il ignore les suites, il préférera répondre par la négative. Une telle appréhension est la source de bien des acquittements.

La sentence que prononcera la Cour d'assises peut résulter de l'application de différents systèmes.

Le premier consiste à maintenir deux délibérations distinctes, l'une portant sur la question de fait, c'est-à-dire sur la culpabilité, et l'autre sur la question de droit, en l'espèce, sur l'application de la peine.

L'appréciation de la culpabilité peut d'abord être confiée au jury seul. C'est la pratique actuellement en vigueur. Elle assure à celui-ci son véritable rôle, mais elle ne permet pas aux jurés de se prononcer en connaissance de cause. Inconvénient que l'on pourrait aisément corriger en admettant parmi les jurés, soit avec voix délibérative, soit seulement avec voix consultative, deux experts, dont l'un, choisi parmi des juristes, éclairerait le jury sur les conséquences de son verdict (1). Le Président des assises, dont on peut redouter l'influence sur l'esprit des jurés, n'aurait plus ainsi à intervenir pour leur laisser entrevoir la peine qu'entraînerait telle réponse.

On a parfois proposé d'associer la Cour au jury pour statuer sur la question de culpabilité. Une telle suggestion doit être écartée délibérément, étant contraire au principe même de l'institution du jury. Comme l'écrivait au *Temps*, en 1929, M. Robert Mazoyer, alors conseiller à la Cour d'appel de Colmar, « ce serait enlever au jury ce qui constitue sa raison d'être : l'indépendance entière envers les juges professionnels. En particulier, dans les procès de caractère politique, les verdicts populaires ne perdraient-ils pas une large part de leur autorité, si un magistrat avait dirigé la discussion des jurés ? » (2). Non seulement l'influence du Président et de ses assesseurs serait à

(1) V. *supra*, p. 275.

(2) Le *Temps*, 25 août 1929.

redouter sur l'esprit des jurés, mais les voix de ces trois magistrats auraient toutes chances de fausser le verdict.

La question de culpabilité une fois résolue, l'application de la peine peut être confiée, soit à la Cour séparément, soit à la Cour réunie au jury, soit uniquement au jury.

C'est actuellement la Cour qui est seule chargée de fixer la peine, selon le verdict rendu par le jury. Il en résulte un grave inconvénient : la peine qui sera infligée par la Cour pourra ne répondre nullement à l'intention du jury.

Associer le jury à la Cour pour la détermination de la peine serait réaliser une notable amélioration. On n'aurait plus alors à redouter des divergences de vues entre la Cour et le jury. Le principe peut d'ailleurs recevoir dans la pratique une portée plus ou moins étendue. Cette collaboration pourrait d'abord revêtir une forme rudimentaire, la participation du jury se bornant à la transmission à la Cour d'un vœu qui exprimerait son sentiment sur la peine à infliger. — Elle deviendrait plus effective en autorisant le jury à déléguer deux de ses membres pour délibérer avec la Cour. La majorité resterait aux juges professionnels et les jurés auraient ainsi toutes facilités pour expliquer clairement leur point de vue à la Cour. — Enfin la coopération serait encore plus étroite, si le jury était réuni en totalité avec la Cour, en une délibération commune, ainsi que l'a prévu la loi du 5 mars 1932 modifiant l'article 365 du code d'instruction criminelle. L'extension de cette disposition aux procès de presse a été proposée lors de la discussion du projet de loi sur la presse de 1936, mais elle n'a pas reçu l'approbation des Assemblées.

Il serait encore possible de concevoir que le jury statue seul sur l'application de la peine, ainsi qu'il le fait sur la question de culpabilité. Les délits de presse motivant, à proprement parler, un véritable arbitrage, il faut, dit-on, attribuer au jury des pouvoirs d'arbitre. La Cour ferait connaître au jury le maximum et le minimum de la peine applicable et le jury déciderait dans ces limites. Permettre au jury, comme cela se pratique en Angleterre, de fixer lui-même le montant des dommages-intérêts à allouer à la victime d'une diffamation, est exposer le justiciable à un grave danger, car aucune limite légale n'étant prévue pour la détermination des dommages-intérêts, ceux-ci

atteignent trop souvent des chiffres que l'on peut qualifier d'astronomiques. L'intervention des magistrats est donc nécessaire afin d'éviter de semblables excès de la part du jury. Le système laissant à ce dernier le droit de fixer seul la peine dans les limites prévues par la loi est plus soutenable, il est vrai, car le jury pourrait estimer, mieux encore que ne le ferait la Cour, la gravité du préjudice causé à la société et doser la peine de manière à donner au journaliste un simple avertissement ou lui infliger une leçon exemplaire. Le rôle modérateur des magistrats deviendrait inutile si le jury, composé d'hommes expérimentés, se montrait lui-même suffisamment évolué.

On pourrait encore proposer d'abolir la distinction entre le fait et le droit, et d'admettre par suite une délibération commune du jury et de la Cour, non seulement sur la question de culpabilité, mais encore sur la fixation de la peine. Un tel système, appelé « échevinat », ne semble pas jouir en France d'une grande faveur, ainsi que l'a démontré l'enquête menée à la fin du siècle dernier par la Société générale des prisons. On ne saurait trop répéter que tant que la magistrature ne jouira pas d'un statut lui assurant une parfaite indépendance à l'égard du pouvoir, les magistrats ne sauraient être admis à trancher la question de culpabilité et l'échevinage devra être écarté, en matière de presse plus qu'en toutes autres. Telle est d'ailleurs la conclusion à laquelle s'était rallié M. Cruppi.

« A nos yeux, disait-il, l'institution de l'échevinage est inséparable de la constitution d'une magistrature si évidemment indépendante que nul soupçon ne puisse l'effleurer » (1).

Aussi longtemps que le législateur n'aura pas réalisé cette condition, une sentence équitable en matière de délits de presse devra résulter de deux délibérations distinctes : la première sur la question de culpabilité, réservée au jury seul ; la seconde sur l'application de la peine, où l'absence d'un jury suffisamment évolué entraînera la participation des magistrats et, par suite, la réunion de la Cour et du jury.

Telles sont les principales réformes qu'appelle un jugement équitable des délits de presse par le jury. Elles s'étendent non seulement à la procédure devant la Cour d'assises, mais à

(1) Cruppi, *op. cit.*, p. 327.

la formation, à l'organisation et au fonctionnement du jury. Le cadre de cette étude n'a malheureusement permis que d'en indiquer les grandes lignes. Bien d'autres améliorations sont encore possibles. Celles qui ont été proposées dans ce chapitre figurent parmi les plus nécessaires et leur réalisation ne paraît pas devoir soulever de grandes difficultés. Elles pourraient être le prélude d'une réforme générale du jury, qui s'avère de plus en plus indispensable.

TROISIÈME PARTIE

LES PROCÈS DE PRESSE DEVANT LE JURY

« Ne croyez pas à l'indulgence excessive des jurés. J'oppose à ce qu'on dit de cette prétendue indulgence le tableau de toutes les décisions que rendent en France et les juges et les jurés, et je déclare, peut-être contre l'opinion de beaucoup de personnes, mais avec la certitude des faits, que c'est dans les décisions des jurés qu'on trouve le plus de sévérité. »

(DE SERRE,

Discours du 26 avril 1819.)

TROISIÈME PARTIE

LES PROCÈS DE PRESSE DEVANT LE JURY

Le grand reproche adressé au jury est de ne pas prononcer assez de condamnations. Proférer le mot de jury, c'est déjà s'exposer à une audition nouvelle de cet éternel refrain : « Le jury acquitte toujours ! ». Se déclarer partisan de l'attribution à cette même juridiction de la connaissance des délits de presse, c'est faire reprendre, sur une musique de Wagner, la précédente antienne. Et ceux-là même qui ont bénéficié de l'indulgence des douze juges populaires sont les plus acharnés à en clamer, de toute la force de leur ingratitude, le manque de rigueur. Ces bruyantes démonstrations sont-elles un critérium de vérité ? Cette soi-disant faiblesse naturelle et coutumière du jury est-elle prouvée ? Il ne le semble pas. La croyance à une telle absence de fermeté paraît être plutôt le résultat d'un parti pris sans fondement, d'un de ces préjugés qui, selon le mot de Voltaire, sont la raison des sots.

Le jury acquitte toujours ! Voilà le grand mot lâché ! « C'est là, écrit M. Joseph-Barthélemy, une affirmation qui mériterait d'être examinée de près en matière d'infraction de presse. Il est faux que le jury acquitte systématiquement. L'histoire de la Troisième République abonde en condamnations de journalistes ou d'écrivains par le jury ».

Quelle démonstration plus éclatante et plus irréfutable pourrait-on apporter à cette déclaration que celle qui consisterait à relater les verdicts du jury dans les plus importantes des affaires dont il a été saisi. Les pages qui vont suivre apporteront la

preuve formelle que cette juridiction a octroyé, sans parcimonie, amendes et mois de prison aux écrivains et journalistes. Voici groupés par nature de délits, les cas de poursuites les plus caractéristiques portés, en matière de presse, devant la Cour d'assises, depuis la grande loi de 1881.

CHAPITRE PREMIER

PROVOCATIONS AUX CRIMES ET DÉLITS

SECTION I

Les provocations aux crimes et délits

Les provocations aux crimes et délits ont été considérées par le législateur comme ne devant pas demeurer impunies. Mais une distinction a été faite par la loi, selon que semblables incitations ont été ou non suivies d'effet.

L'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 réprime la *provocation suivie d'effet* :

« Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches, exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet.

« Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du Code pénal. »

Cet article définit les conditions générales de publicité nécessaires pour que les délits de presse soient punissables. Il ne suffit pas que la provocation ait reçu une publicité quelconque, il est indispensable qu'elle ait été rendue publique par l'emploi de l'un des moyens limitativement énumérés par ce texte.

D'autre part, la provocation doit être directe, c'est-à-dire avoir pour objectif un fait spécial, nettement déterminé, et présenter en outre un lien étroit avec le crime ou délit commis. Il incombera à l'accusation d'établir de façon précise et positive,

la preuve de la relation de cause à effet entre la provocation et ce crime ou délit. Car il faut, bien entendu, que l'incitation soit suivie d'un crime ou d'un délit consommé. Toutefois, quand le fait principal sera un crime, il suffira pour que le promoteur soit puni comme complice, qu'il y ait eu « tentative », dans le sens légal du mot.

L'intention coupable sera d'ailleurs présumée, dès que la provocation sera suffisamment claire et qu'elle se dégagera de façon évidente des termes mêmes du discours ou de l'écrit. Pour se disculper, l'auteur devra établir sa bonne foi et faire tomber cette présomption par la preuve du contraire.

La *provocation non suivie d'effet* est punie par l'article 24 de la loi de 1881 :

« Ceux qui, par les moyens énoncés en l'article précédent, auront directement provoqué à commettre les crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, ou l'un des crimes contre la sûreté de l'Etat prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 101 du code pénal, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 100 francs à 3.000 francs d'amende. »

Cette législation sera appliquée de 1881 à 1893. Elle sera modifiée par la loi du 12 décembre 1893, qui en complétera et en aggravera les dispositions : les provocations à la destruction, à l'aide de substances explosives, d'objets mobiliers ou immobiliers, crime prévu par l'article 435 du code pénal, y seront expressément ajoutées :

« Ceux qui, par l'un des moyens énoncés en l'article précédent, auront directement provoqué soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit à l'un des crimes punis par l'article 435 du Code pénal, soit à l'un des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat, prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 85 du même Code, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de 100 à 3.000 francs d'amende.

« Ceux qui, par les mêmes moyens, auront directement provoqué à l'un des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat prévus par les articles 86 et suivants, jusques et y compris l'article 101 du Code pénal, seront punis des mêmes peines.

« Seront punis de la même peine ceux qui, par l'un des moyens énoncés en l'article 23, auront fait l'apologie des crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, ou de vol, ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal. »

Là encore, la publicité, élément essentiel du délit, doit né-

cessairement résulter de l'un des moyens de publication déterminés par l'article 23. Pour être punissable, il faut que la provocation soit « directe », c'est-à-dire manifeste, patente, flagrante, et que, non seulement par son esprit, mais par ses termes mêmes, elle excite à commettre un fait déterminé, constituant l'un des crimes prévus par l'article 24. L'attaque la plus violente, tant qu'elle n'est pas accompagnée d'un appel à la force, tant qu'elle n'excite pas formellement à l'acte matériel constitutif du crime ou du délit, ne revêt évidemment pas le caractère d'une provocation directe.

L'apologie de certains actes criminels est également punissable. Le législateur a entendu réprimer les écrits ou discours glorifiant ces pratiques ou tendant au moins à les justifier ; ce qui confère à de telles manifestations de la pensée les caractères d'une provocation indirecte au renouvellement d'initiatives du même ordre. C'est ainsi que de nombreux anarchistes furent condamnés par différentes Cours d'assises pour avoir prononcé publiquement des déclarations approuvant l'assassinat du Président Carnot. Le fait de pousser le cri de : « Vive l'anarchie ! », en l'associant à ceux de : « Vive Ravachol ! » ou « Vive Vailant ! », constitue le délit d'apologie.

Quant à l'intention coupable, il suffit que le promoteur ait eu conscience du trouble profond que pouvaient causer ses incitations ou du caractère des actes dont il faisait l'apologie (1).

Mais les atteintes successivement portées à la compétence du jury retirèrent peu à peu à cette juridiction la connaissance d'une partie, puis de la totalité des provocations non suivies d'effet. Le jury fut d'abord dessaisi par la loi du 28 juillet 1894, dans les cas où l'infraction avait pour but un acte de propagande anarchiste. La loi du 10 janvier 1936 compléta cette œuvre antilibérale en déférant aux tribunaux correctionnels l'ensemble de ces incitations, quel que fût le but poursuivi par leur auteur. Ainsi, aujourd'hui, seules les provocations suivies d'effet aux crimes et délits restent de la compétence du jury.

Dans la pratique, la plupart des infractions de ce genre que les Cours d'assises eurent à connaître, furent l'œuvre d'anar-

(1) G. Barbier : *Code expliqué de la presse*, t. I, p. 284 à 300.

chistes, qui ne virent dans les poursuites qu'une occasion inespérée de donner une grande diffusion à leurs théories, moins soucieux de leur propre défense que de développer longuement leur doctrine devant les jurés. Ils acceptèrent d'ailleurs stoïquement les condamnations, que leurs amis assistant à l'audience saluèrent inéluctablement du cri de : « Vive l'anarchie ! ». D'autres personnes furent également poursuivies pour le même délit : des socialistes et même des représentants de la Confédération Générale du Travail.

Le jury, expression de la société, se montra un énergique défenseur de l'ordre social. Les écrits ou discours provoquant aux crimes ne trouvèrent pas grâce devant sa juste fermeté. Aussi, lors de la discussion de la loi sur les menées anarchistes, le garde des sceaux de l'époque, M. Guérin, crut-il de son devoir de rendre au jury ce bel hommage :

« Le jury a fait son devoir en toutes circonstances ; toutes les fois que l'action publique l'a saisi d'attentats anarchistes ou de provocations à ces attentats, il a prononcé des condamnations » (1).

Affirmation qu'il convient maintenant d'illustrer par l'exemple des cas les plus marquants de poursuites pour provocations, suivies ou non d'effet, à des crimes ou délits. La relation de ces causes établira sans conteste que les verdicts de culpabilité rapportés, en l'espèce, par le jury, ont permis d'exercer, dans les limites fixées par la loi, une répression effective de ces incitations et que rien ne peut justifier le dessaisissement de la Cour d'assises prononcé par la loi du 10 janvier 1936.

En septembre 1882, au cours de plusieurs réunions publiques, des discours provoquant au meurtre et à la guerre civile, furent prononcés par Jules Guesde, le docteur Lafargue, gendre de l'écrivain socialiste Karl Marx, et un troisième individu nommé Chapoulie. Le docteur Lafargue tint aux ouvriers cette harangue :

« Pour augmenter vos salaires vous devez vous emparer des mines, des machines et des capitaux des gros actionnaires ; et de vos actionnaires, qui ne sont bons qu'à toucher des dividendes, vous en fumez vos terres...

« Le patron est votre véritable ennemi, celui qu'il faut abattre avant

(1) V. *supra*, p. 139.

d'abattre qui que ce soit... Ce ne sont pas les patrons qui ont gagné leur fortune, ils l'ont volée aux ouvriers... »

L'affaire fut appelée devant la Cour d'assises de l'Allier, le 26 avril 1883. Trois députés vinrent témoigner en faveur des prévenus : MM. Giard, Talandier et Tony Révillon. Après le réquisitoire du procureur de la République Sevaux, les accusés présentèrent eux-mêmes leur défense, ou plus exactement entreprirent de véritables conférences sur les théories socialistes.

Jules Guesde et le docteur Lafargue furent condamnés à six mois de prison. Chapoulie fut acquitté.

Le lendemain, une proclamation aux travailleurs de Moulins annonçait la constitution d'un « groupe d'études sociales » pour répandre les idées condamnées par la justice bourgeoise (1).

La Cour d'assises de la Seine allait connaître en 1887 d'une singulière affaire. L'année précédente, Louis Rigondeau, dit Peyramont, dans l'espoir de réveiller chez les Français les sentiments patriotiques qu'il estimait trop relâchés, avait fondé le journal *La Revanche*. Au mois de février 1887, des élections eurent lieu au Reichstag, et l'Alsace-Lorraine vota, en grande majorité, pour les candidats protestataires. Dès qu'il eut connaissance des résultats du scrutin, Peyramont fit confectionner un transparent lumineux, haut d'un mètre, long de trois et l'entoura de drapeaux russes et français. Au milieu, il fit peindre en lettres géantes cette inscription :

ÉLECTIONS D'ALSACE-LORRAINE

Candidats français : 72.680 voix.

Candidats allemands : 16.022 voix.

Tous les protestataires élus.

Vive la France !

L'enseigne ainsi rédigée, fut exposée place de l'Opéra, à une heure de l'après-midi. C'était le jour du mardi gras, aussi une foule considérable se pressa-t-elle bientôt devant l'écriteau. Les badauds commençaient à s'émouvoir, lorsque le commissaire de police survint et fit retirer le panneau. L'initiative de Peyramont n'avait donc eu aucune conséquence. Néanmoins, comme il existait alors avec l'Allemagne une assez grave tension

(1) *Gazette des Tribunaux*, 17 mars et 30 avril 1883.

diplomatique, le Parquet y découvrit une provocation au crime contre la sûreté extérieure de l'Etat. L'article 84 du code pénal punissait en effet « quiconque aurait, par des actions hostiles, non approuvées par le Gouvernement, exposé l'Etat à une déclaration de guerre ». Le recours à ce texte était infiniment rare : il n'avait été invoqué qu'une fois, en 1834, au moment de l'agitation carliste, et encore la Chambre d'accusation de la Cour royale s'était-elle refusée à suivre le procureur général dans une telle voie.

Peyramont comparut, le 12 mars 1887, devant la Cour d'assises de la Seine, présidée par le conseiller Bérard des Glajeux. L'avocat général Reynaud réclama un verdict de condamnation. M^e Cartier présenta la défense de l'accusé. « C'est la première fois, dit-il, qu'un homme est traduit devant la justice de son pays pour excès de patriotisme ». En placardant le résultat des élections d'Alsace-Lorraine, poursuivit-il, Peyramont n'a fait qu'afficher ce que criaient dans tout Paris les vendeurs de journaux.

Après quelques minutes de délibération, le jury rapporta le verdict d'acquittement sollicité par M^e Cartier et que tout le monde attendait (1). Un tribunal correctionnel aurait-il rendu la même sentence ? Il est permis d'en douter, car le gouvernement se serait peut-être cru tenu d'offrir à l'Allemagne, à titre de compensation, la condamnation de Peyramont. Le jury, dégageant sa responsabilité, lui évitait de commettre une telle injustice.

Vers la fin de la même année, le journal *l'Eveil bordelais* publiait cette violente diatribe :

« Si justice n'est pas rendue, les vrais républicains n'auront plus qu'à prendre le fusil, à marcher sur l'Elysée, le Palais-Bourbon, le Luxembourg, les hôtels des ministères et à occuper tout cela sans s'inquiéter du sang qui pourra être versé pour purifier la France, la rendre libre, amener sur son sol le règne de la justice et de l'égalité absolue... »

Le jury de la Gironde rapporta, le 11 février 1888, un verdict affirmatif sans circonstances atténuantes. L'auteur de ces écrits, Paul Boutin, fut condamné à un an de prison et trois mille francs d'amende (2).

(1) Bérard des Glajeux : *Souvenirs d'un Président d'Assises*, p. 111 à 119 ; *Gazette des Tribunaux*, 13 mars 1887.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 16 février 1888.

Le 14 décembre 1888, comparaissait devant la Cour d'assises de la Seine, un sieur Rieffel, gérant du journal *Terre et Liberté*. Plusieurs articles incitant au meurtre étaient relevés par l'accusation. Voici quelques extraits de ces originales productions de l'esprit anarchiste :

« Debout, travailleurs, sachez oser, mettez la main sur la sacro-sainte et crapuleuse propriété et ses souteneurs, et vous verrez bientôt les baveux et les lâches insulteurs de la presse bourgeoise omnicolore se retirer comme des reptiles qui sentent le moindre danger. Seulement si vous ne voulez pas en être infestés de nouveau, vous devrez anéantir leurs titres et leurs repaires, et surtout ne pas vous nommer de nouveaux maîtres... »

Dans un autre numéro, le rédacteur faisait appel à ses souvenirs littéraires :

« Il nous plaît de rappeler ce mot : Du pain ! Je ne le mendie pas, je le gagne. Et celui qui m'empêche d'en gagner, je le tue. »

Quelques jours après, le même journal conseillait :

« Que faut-il faire, ouvrier ? Puisque tu es obligé de signer, signe ; mais si, le jour de la paye, le prix est dérisoire, paye toi sur la peau du patron ! Casse lui la g..., n... de D... ! »

Interrogé par le Président, l'accusé déclara qu'il ne s'agissait là que d'un procès de tendance. On le poursuivait, parce qu'il était anarchiste, parce qu'il affirmait le droit à l'insurrection. Mais ce droit n'avait-il pas été proclamé avant lui par la bourgeoisie ? N'était-ce pas à l'insurrection du Quatre-Septembre, faite par les bourgeois, que l'on devait la République ? Après le réquisitoire de l'avocat général Cruppi, M^e Albert Crémieux présenta la défense.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, avec admission de circonstances atténuantes, la Cour condamna le gérant de *Terre et Liberté* à huit mois de prison et trois mille francs d'amende (1).

Dans son numéro du 1^{er} avril 1890, le journal *l'Egalité* avait publié deux articles qui furent aussitôt l'objet des rigueurs du Parquet. Le premier signé Michel Zévaco et intitulé : « A toi Constans ! », interpellait ainsi le ministre de l'intérieur, qui s'ef-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 15 décembre 1888.

forçait de prouver aux socialistes que sa réputation d' « homme à poigne » n'était pas surfaite :

« Penses-tu que ta bedaine, toute ceinturonnée qu'elle soit, ait la dureté du fer ?

« Crois-tu que ta caboche, pour matoise qu'elle puisse être, soit à jamais fixée sur tes épaules de mastodonte ?...

« Tu veux donc nous assassiner.

« Eh bien, je vais te donner l'occasion de prouver que j'ai menti en t'appelant lâche. Si le culte de ta vieille carcasse de peau ne t'absorbe pas tout entier, si l'immonde peur qui blémit ta face te laisse une minute de répit, trouve-toi, le 1^{er} mai, à deux heures, place de la Concorde. »

Dans un second article intitulé « Fainéants », Emile Couret prenait à partie les députés :

« Nos députés ne rêvent-ils donc qu'une chose : s'enrichir par la concussion et par d'ignobles tripotages, sans que jamais une seule pensée leur vienne de faire une bonne action...

« Cette Chambre a-t-elle l'intention de prouver qu'elle est plus vile et plus corrompue que toutes celles qui ont précédé ?...

« Voyons leurs actes :

« Ils ont créé, par leurs exactions, par leur incurie, par leur paresse, une armée innombrable de mécontents... Ces mécontents, un jour qui n'est pas loin, au moindre froissement violent, se lèveront contre eux et la Révolution sera terrible...

« Le 1^{er} mai, révolutionnaires, n'oubliez pas que tout député est un traître, que tout député est un instrument de votre ruine, que tout député ne peut rien pour vous et agissez en conséquence...

« Moins il y aura de dirigeants, moins il y aura d'obstacles à ton bonheur, ô peuple.

« La mort des oppresseurs est un acte utile.

« S'ils ne consentent pas à se suicider : Suicide-les, toi-même ! »

Le gérant du journal et les auteurs de ces écrits incendiaires furent cités devant la Cour d'assises de la Seine, le 8 avril 1890 ; mais Couret ne comparut pas.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes, le gérant fut condamné à trois mois de prison, Zévaco à quatre mois de la même peine et chacun, en outre, à mille francs d'amende. La Cour, statuant ensuite sans l'assistance du jury, infligea, par défaut, à Couret une peine de quinze mois de prison et trois mille francs d'amende (1).

Un journal anarchiste, le *Père Peinard* ou *reflecs hebdoma-*

(1) *Gazette des Tribunaux*, 9 avril 1890.

daïres d'un gniaff, allait devenir, si l'on peut dire, un des meilleurs clients de la Cour d'assises. Les provocations au meurtre ne furent d'ailleurs pas sa seule spécialité, il occupa une place éminente, comme on le verra d'autre part, au nombre des journaux incitant les militaires à la désobéissance ou proférant des injures envers l'armée.

Le 18 avril 1890, l'article poursuivi devant le jury parisien était intitulé : « La manifestation du 1^{er} mai » :

« ... Et s'il n'y a pas moyen, y était-il dit, de donner le coup d'épaule définitif, de f... la bicoque bourgeoise en bas, du moins qu'on ne rate pas le coche pour se frusquer à l'œil et prendre un léger acompte chez tous les voleurs de la haute... »

La provocation au meurtre et au pillage se compliquant d'une provocation de militaires à la désobéissance, Viel, le gérant du journal, fut condamné à quinze mois de prison et deux mille francs d'amende. Le jury avait rapporté un verdict affirmatif, muet sur les circonstances atténuantes (1).

Le *Père Peinard* n'allait pas tarder à faire mieux. Le 9 novembre 1890, il publiait l'article suivant :

SUS AUX RATICHONS !

« Faut pas croire qu'on mettra jamais la cléricaille à la raison ; ils veulent tout ou rien ! C'est pas avec des lois qu'on les mate. Y a qu'un moyen de les faire taire : leur tordre le cou !

« On a fait trop de lois contre eux, n... de D... ! Le populo s'est reposé là-dessus, et n'a pas vu que c'était une roublardise des jean-f... du gouvernement.

« Oui, on a fait trop de lois contre eux, et on ne leur a pas assez coupé le cou.

« De là vient que nous les subissons encore, f... !

« Mille millions de pétards, nous laisserons-nous tanner la peau à perpète ? Je ne le pense pas, n... de D... ! C'est pourquoi il faut se préparer, et être à l'œil pour ne pas les rater à la prochaine occase. S'agit de les escoffier pour de bon !... »

D'autres écrits furent encore compris dans les poursuites qui furent engagées à l'occasion de cet article. Le Parquet releva dans le numéro du 30 novembre, ce passage intitulé « Chouette exécution d'un roussin russe » :

« Vous pensez si ça les touche, les policiers ! C'est un des leurs qui a reçu le coup du lapin.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 19 avril 1890.

« Voyez-vous que les zigues d'attaque, se f... à tirer à la cible sur leurs caboches ? »

« Pardine, ce ne serait pas le massacre des innocents, le dernier des roussins mérite qu'on le crève dix fois pour une !... »

Accusé de provocation au meurtre et au pillage, ainsi que d'incitation de militaires à la désobéissance, Faugour, le nouveau gérant du *Père Peinard*, ayant pour défenseur Sébastien Faure, comparut, le 8 décembre 1890, devant les assises de la Seine.

Le jury étant revenu avec un verdict affirmatif sur toutes les questions, muet sur les circonstances atténuantes, le gérant fut condamné à deux ans de prison et trois mille francs d'amende (1).

Il serait trop long de rappeler ici toutes les condamnations que collectionna le *Père Peinard*, ou plus exactement ses gérants successifs, sous les doubles ou triples chefs d'accusation, de provocation au meurtre, d'incitation à la désobéissance adressée à des militaires et d'injure à l'armée. Quelques extraits de ce palmarès judiciaire suffiront à démontrer que le jury apprécia toujours avec sévérité la prose saisissante du fameux journal anarchiste.

Le 12 octobre 1891, la Cour d'assises de la Seine, sur verdict affirmatif, sans circonstances atténuantes, condamnait Sicard, le nouveau gérant, à deux ans de prison et trois mille francs d'amende.

Le 4 juin 1892, c'était encore une condamnation du gérant Habert à six mois de prison, par défaut.

Le 13 juin de la même année, deux rédacteurs du *Père Peinard* étaient condamnés par défaut à deux ans de prison et deux mille francs d'amende chacun.

Le 28 juillet, le gérant Duret était également puni d'un an de prison et mille francs d'amende.

Le 5 novembre c'était au tour du gérant Gardrat d'être condamné à deux ans de prison et trois mille francs d'amende.

La publication, par le journal *l'Attaque*, d'un article intitulé « La Lutte » allait déclencher l'action du Parquet. Les anarchis-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 8-9 décembre 1890.

tes, en l'occurrence devenus poètes, prédisaient en vers héroïques le sort qu'ils réserveraient aux bourgeois :

« Il ne s'agira plus de brûler trois bicoques
Pour défendre tout un quartier :
Plus d'hésitations louches ! plus d'équivoques !
Bourgeois, tu mourras tout entier ! »

Pour plus de détails, le lecteur était renvoyé à une brochure imprimée à Londres : *L'Indicateur Anarchiste*, qui apprenait au « compagnon » encore novice, comment on devenait un maître dans l'art de faire sauter les maisons, les quartiers, etc...

Devant la Cour d'assises de la Seine, le 28 avril 1890, Malato, auteur de l'écrit et le gérant de *l'Attaque*, présentèrent eux-mêmes leur défense. Sur verdict affirmatif, muet sur les circonstances atténuantes, ils furent condamnés chacun à quinze mois de prison et trois mille francs d'amende (1).

Les manifestations du 1^{er} mai 1891 firent naître de sanglantes bagarres. A Fourmies, petite ville industrielle du Nord, une violente fusillade fut ouverte sur la foule. Des enfants furent relevés parmi les victimes de cette tuerie, qui souleva la réprobation et l'indignation générales. Pour dégager sa responsabilité, le ministère, interpellé à la Chambre, s'efforça de désigner des coupables à la vindicte publique. Il songea aussitôt aux militants socialistes, à Hippolyte Culine, représentant de commerce qui avait préparé sur place la manifestation du 1^{er} mai et au gendre de l'écrivain Karl Marx, le docteur Paul Lafargue, délégué du Conseil national du Parti ouvrier français, qui avait donné, au mois d'avril, une série de conférences de propagande socialiste. Aussi ces derniers furent-ils traduits, les 4 et 5 juillet 1891, devant la Cour d'assises du Nord.

Culine était accusé d'avoir, par la parole, provoqué directement à un attroupement armé, lequel ne s'était dispersé qu'après avoir fait usage de ses armes, crime prévu par la loi du 7 juin 1848.

Le docteur Lafargue était poursuivi pour excitation au meurtre commise au moyen de discours prononcés dans des réunions

(1) *Gazette des Tribunaux*, 28-29 avril 1890.

publiques. Voici un aperçu de l'énergique éloquence de l'orateur :

« Vous ne voyez jamais les patrons, à peine si vous les connaissez, car tout marche et se fait sans eux. Ils passent leur vie à ne rien faire, à se saouler... Ces gens-là sont donc inutiles. Eh bien ! que fait-on des bêtes inutiles ? On les tue...

« Vous avez entendu parler des poux et des puces, animaux nuisibles pour lesquels on a inventé de la poudre insecticide. Eh bien ! les patrons sont de cette race-là, et en cherchant bien on trouvera une poudre insecticide qui nous en débarrassera...

« Ces gens-là ont des maladies affreuses. Ils ont d'abord la goutte, des maladies d'estomac, etc... parce qu'ils ne travaillent pas. Puis, je dois vous le dire et je le sais étant médecin, ils sont pourris. Il ne faudrait donc pas les tuer, avec leur peau on ne saurait même pas en faire des gants. Mais il y a du crottin à ramasser sur les routes, voilà ce qui leur sera dévolu... »

Le procureur général Maulion requit une application sévère de la loi. M^e Tardif présenta la défense de Culine et M^e Millebrand celle du docteur Lafargue. Après avoir fait l'historique des événements de Fourmies, M^e Millerand rechercha les responsabilités administratives encourues et termina en s'écriant :

« Vous accusez Lafargue et Culine, j'accuse, moi, le commissaire de police de Fourmies, M. Ruche, qui n'a pas fait son devoir ; j'accuse M. le sous-préfet d'Avesnes qui aurait dû être sur la place ; j'accuse M. le procureur de la République qui m'entend, qui devait prendre les mesures propres à empêcher la collision ; j'accuse les fonctionnaires civils et M. le maire de Fourmies ; je les appelle devant cette barre pour répondre de leurs actes et ce ne sera pas votre verdict, quel qu'il soit, qui les innocentera devant l'opinion publique. »

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, sans circonstances atténuantes, Culine fut condamné à six ans de réclusion et dix ans d'interdiction de séjour ; le docteur Lafargue s'en tira avec un an de prison et cent francs d'amende.

Mais, pendant que ce dernier purgeait sa peine à Sainte-Pélagie, un siège de député devint vacant dans le département du Nord. En manière de protestation contre les événements de Fourmies et contre le verdict de la Cour d'assises de Douai, le Parti ouvrier décida de présenter la candidature de l'intrépide militant socialiste qui, élu à une grosse majorité, fut aussitôt libéré (1).

(1) A. Zévaès : *Histoire de la Troisième République*, p. 343-344 ; *Gazette des Tribunaux*, 6-7 juillet 1891,

Le 23 mai 1891, l'anarchiste Martinet, directeur des journaux *l'Arme* et le *Moniteur des Arts et de l'Industrie*, prononçait une harangue enflammée devant douze cents personnes :

« Aujourd'hui, proclamait-il, il faut tuer le sergent de ville qui a poursuivi un ouvrier armé de son revolver, tordre le cou au sous-préfet et brûler l'hôtel-de-ville. Nous ne pouvons le faire ce soir, car nous n'avons pas la force voulue. En ce moment, dans le Midi, tous les députés, sénateurs, membres du clergé et autres vont s'agenouiller et s'aplatir devant Carnot, cette bête, et devant Constans ; que quelqu'un pénètre au milieu de ces punaises et lance une matière explosive qui puisse donner la mort au plus grand nombre possible, et plus on en fauchera et plus on rira, et à celui qui l'aura fait, je dirai : « Viens, je te salue ». Et mort, en même temps, aux capitalistes ; plus on en tuera, mieux ça vaudra. Vous malheureux, vous ne serez jamais assez inexorables, et vous, riches, vous ne serez jamais assez frappés. »

Ces flots de brûlante éloquence valurent à Martinet d'être traduit, le 12 mai 1892, devant les assises de l'Aisne. Le procureur de la République Fourquier réclama une sévère condamnation. Le prévenu présenta lui-même sa défense. Il soutint qu'il s'était contenté de déplorer et de flétrir les odieux massacres de Fourmies et de réciter ces vers de *Germinal* où il est dit : « Plus on en fauchera, mieux ça vaudra ».

Le jury rapporta un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes. Martinet fut condamné par la Cour à un an d'emprisonnement (1).

Dans son numéro du 12 juin 1892, le journal *l'En dehors* avait fait paraître un article intitulé « Aux femmes », dénonçant en termes virulents le sort réservé par la société aux filles du peuple :

« L'ouvrière et la fille, y lisait-on, commencent elles aussi à trouver longue l'injustice de leur sort. Elles se le confient même parfois, en faisant un bout de causerie, en amies. Et pour parler de choses de ma connaissance, si je ne me trompe pas, ce qu'elles ont soupé de vous tous, bourgeois !, ce n'est rien de le noter ici.

« Jadis durant les guerres de la succession d'Espagne, les courtisanes de Madrid, une nuit, attirèrent la garnison autrichienne, et au matin chacune avait égorgé son compagnon. Qu'en dites-vous, Parisiennes ? Seulement, cette fois l'ennemi, c'est le bourgeois. Et, en attendant ce jour que je souhaite proche, vous le savez les mômes, il y a déjà, à l'occasion, le couteau, le vitriol et le dégringolage. C'est de la révolte, ça, j'en réponds, et de la bonne... »

(1) *Gazette des Tribunaux*, 15 mai 1892.

L'auteur de cette diatribe, l'anarchiste Chaulin, fut poursuivi, le 5 juillet 1892, devant le jury de la Seine, pour provocation au meurtre. Martha et Galland dit Zo d'Axa, cités en même temps, à l'occasion d'un autre article paru dans l'*En dehors*, ne répondirent pas à l'appel de leurs noms.

Le jury rapporta un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes. Chaulin se vit infliger une peine d'un mois de prison et cent francs d'amende. La Cour condamna ensuite par défaut, Martha et Galland, chacun à deux ans de prison et deux mille francs d'amende (1).

Mais Galland allait faire opposition à cet arrêt et l'affaire revint le 29 mars 1893, devant le jury parisien. L'article incriminé dont il était l'auteur avait pour titre : « Lhérot de Beau-repaire », et contenait ces prévisions peu rassurantes :

« Provocation au meurtre !

« On la jette bien bénévolement cette accusation. Et que bégayera-t-on alors, quand elle sera là vraiment l'excitation aux représailles, la provocation directe et sanglante, celle qui mettra le couteau dans la main de l'homme ?

« Car enfin les temps viendront. Le loup acculé fait face aux chiens vils. On comprendra. La vie avec du pain mendié, c'est l'insulte suprême ; et le suicide banal, c'est la mort lâche. »

Malgré l'éloquente plaidoirie de M^e Lagasse, Zo d'Axa, reconnu coupable avec circonstances atténuantes, fut condamné à six mois de prison (2).

Le 15 novembre 1892, la Cour d'assises de la Seine avait à juger l'anarchiste Michel Zévaco, accusé d'avoir prononcé dans un discours ces paroles incendiaires :

« Les bourgeois, les exploiters nous tuent par la fain, volons, tuons, dynamitons ; tous les moyens sont bons pour nous débarrasser de cette pourriture...

« Mort aux gouvernants ! mort à la bourgeoisie ! »

Sur verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes, Zévaco fut condamné à six mois de prison et quinze cents francs d'amende (3).

Devant le jury des Bouches-du-Rhône, Vincent Sinoncelli

(1) *Gazette des Tribunaux*, 6 juillet 1892.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 30 mars 1893.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 16 novembre 1892.

était poursuivi, le 7 février 1894, pour avoir publié dans son journal *La Corse*, une série d'articles provoquant à la guerre civile.

Dans ces pages particulièrement violentes, Sinoncelli représentait la France comme étant dans l'impuissance de se gouverner. Il incitait ses compatriotes de Corse à s'armer pour reconquérir leur indépendance, en se mettant, s'il le fallait, sous la protection d'une puissance étrangère.

Après un très énergique réquisitoire de l'avocat général du Cluzeau, l'accusé présenta lui-même sa défense et invoqua sa bonne foi de patriote insulaire.

Devant la gravité du délit, le jury se montra impitoyable. Il rapporta un verdict affirmatif sur toutes les questions, muet sur les circonstances atténuantes. Le prévenu fut condamné à trois ans de prison et cent francs d'amende (1).

Dans son numéro du 28 janvier 1894, le journal le *Parti Socialiste* avait publié une audacieuse provocation à l'assassinat du président de la République, dans l'hypothèse où celui-ci n'userait pas de son droit de grâce en faveur de Vaillant.

« Au moment de mettre sous presse, y lisait-on, nous apprenons que la Cour de Cassation vient de rejeter le pourvoi de l'auteur de l'explosion de la Chambre ; maintenant notre infâme société met dans la main d'un homme la vie d'un autre homme. Elle permet à Carnot d'être assassin ou homme, quel rôle préférera-t-il ? Nous ne savons, mais s'il se prononce froidement pour la mort, il n'y aura plus en France un seul homme pour le plaindre, s'il lui arrive un jour le petit désagrément de voir sa carcasse de bois disloquée par une bombe. »

L'auteur de l'article, M. J.-L. Breton, et le gérant du *Parti Socialiste*, comparurent, le 10 février 1894, devant la Cour d'assises de la Seine, pour répondre de leur diatribe. Après le réquisitoire de l'avocat général Bulot, M^e Viviani présenta la défense des deux accusés.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, avec admission de circonstances atténuantes, en ce qui concernait M. J.-L. Breton, celui-ci fut condamné à deux ans de prison et mille francs d'amende. Quant au gérant, bénéficiant d'un verdict négatif, il fut acquitté (2).

(1) *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} mars 1894.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 11 février 1894.

Une réédition du livre de Jean Grave : *La Société mourante et l'Anarchie*, augmentée d'une préface d'Octave Mirbeau allait conduire, le 24 février 1894, l'auteur de l'ouvrage devant le jury de la Seine.

Bien avant la publication de sa brochure, Jean Grave s'était fait connaître par ses idées avancées et avait collaboré à plusieurs feuilles anarchistes. Gérant du journal *La Révolte*, il avait été condamné, à ce titre, pour provocation de militaires à la désobéissance, à six mois de prison et cent francs d'amende par la Cour d'assises de la Seine, le 5 juin 1891 (1).

D'après l'acte d'accusation, l'esprit de l'ouvrage considéré dans son ensemble était la destruction de l'ordre social et la glorification de l'anarchie. L'intention de l'auteur se manifestait nettement dans de nombreux passages de nature à provoquer les soldats à la désobéissance ; à exciter au meurtre, au pillage, à l'incendie ; à tenter de justifier et de légitimer les actes qualifiés crimes par la loi.

À l'audience, plusieurs écrivains, parmi lesquels : Elisée Reclus, Octave Mirbeau et Paul Adam, vinrent apporter à l'accusé l'expression de leur estime pour sa personne, de leur sympathie pour ses idées et de leur admiration pour son talent.

Mais le jury vit le danger que pouvait présenter le livre incriminé pour les esprits faibles et, malgré l'éloquente plaidoirie de M^e de Saint-Auban, il rapporta un verdict de culpabilité. Jean Grave fut condamné à deux ans de prison et mille francs d'amende (2).

Le 21 mai 1894, la Cour d'assises du Rhône avait à statuer sur le cas de Paul Bernard et d'Octave Jahn, accusés d'avoir, par des discours tenus en public, provoqué directement à tous les crimes imaginables. Jahn avait été particulièrement violent. Qu'on en juge :

« Pour moi le pivot de la Révolution, c'est le revolver pour la police, la corde pour les patrons et la guillotine pour les bourgeois.

« Les patrons, il faut les pendre, les propriétaires, les jeter à l'eau ; les gouvernements, les démolir...

« Au 1^{er} mai 1891, tuons ! tuons ! tuons ! Ils nous ont embastillés, ils nous ont donné la mort... la mort pour eux ! Quand on les aura tués, on les pillera... »

(1) V. *infra*, p. 330.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 25 février 1894.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, sans circonstances atténuantes, la Cour condamna chacun des deux prévenus à deux ans de prison et mille francs d'amende.

A la lecture de cet arrêt, Bernard s'écria : « Messieurs, vous venez de sauver la Société ! » (1).

Un procès retentissant allait marquer le milieu de l'année 1894. Le gouvernement venait de faire adopter les lois sur la répression des menées anarchistes. Décidé à en finir avec ces dernières il voulut frapper un grand coup pour écraser ses adversaires. Une rafle générale permit d'arrêter plusieurs centaines de personnes. Le ministère décida d'englober alors dans une même et vaste poursuite, en vertu de la loi du 18 décembre 1893, tous ceux qui, à un titre quelconque, se réclamaient de l'anarchie, qu'ils fussent écrivains ou malfaiteurs de droit commun.

Ce procès, connu sous le nom de *procès des Trente* eut lieu du 6 au 12 août 1894, devant la Cour d'assises de la Seine, présidée par le conseiller Dayras. Des trente membres de cette « association de malfaiteurs » traduits devant le jury, cinq étaient en fuite. Parmi les vingt-cinq comparants, on relevait les noms de Jean Grave, rédacteur de *La Révolte* ; Chatel, fondateur de la *Revue Anarchiste*, ancien gérant de l'*En dehors* et collaborateur de la *Revue libertaire* ; Matha, gérant de l'*En Dehors* ; Félix Fénéon, critique d'art et collaborateur de divers journaux anarchistes ; Sébastien Faure, conférencier libertaire et fondateur du journal l'*Agitateur* ; Paul Reclus, ingénieur des arts et manufactures ; Pouget, créateur du *Père Peinard* ; etc... A côté d'eux, sur les mêmes bancs, étaient assis de vulgaires bandits : Ortiz et Chericotti, accusés de vol à main armée.

L'acte d'accusation affirmait l'existence d'une redoutable association tendant au bouleversement de l'ordre social par des procédés révolutionnaires aussi violents que criminels. Pour établir comment une telle association de malfaiteurs pouvait exister entre gens qui ne se connaissaient pas, on eut recours à une argumentation des plus subtiles.

« Les accusés, y lisait-on, appartiennent à une secte qui établit entre tous ses adeptes des liens de compagnonnage, qui a pour but la destruction de toute société, et pour moyens d'action le vol, le pillage, l'incendie et l'assassinat.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 23 mai 1894.

« Dans cette secte, chacun concourt au but suivant son tempérament et ses facultés, les uns en commettant le crime, les autres en amenant à le commettre par l'excitation et par l'assistance ; le criminel trouve l'une et l'autre chez des compagnons qui, en relations habituelles les uns avec les autres, forment des groupes agissant sous l'influence d'une inspiration commune. Ces groupes constituent des centres de propagande, des refuges pour les compagnons étrangers, des appuis pour l'individu apte ou déterminé au crime. Conférences, prédications, publications, moyens matériels d'action, cet individu y rencontre toutes les excitations et toutes les ressources qui le mettront en état de réaliser par un crime individuel le but auquel tend l'effort commun. »

Nombre des griefs invoqués étaient téméraires. La plupart des écrivains poursuivis n'avaient jamais songé à s'affilier à une association de malfaiteurs. L'interrogatoire des accusés devait le prouver. Lorsque vint le tour de Félix Fénéon, l'accusation sombra dans le ridicule. Commis principal au ministère de la guerre, bien noté par ses chefs, Fénéon s'était mêlé au mouvement symboliste. Au Président qui lui demandait : « Vous avez collaboré au journal *l'En Dehors* ? » Fénéon répondit : « J'ai publié dans *l'En Dehors* plusieurs articles sur une représentation d'ombres chinoises au Chat Noir et sur une exposition de tableaux et c'est tout. »

Dans son réquisitoire l'avocat général Bulot s'efforça de montrer qu'il existait un lien entre tous les accusés, auteurs de crimes de droit commun et écrivains ou conférenciers anarchistes. Il accabla surtout ces derniers, s'élevant on ne sait trop pourquoi, contre l'oncle de Paul Reclus, Elisée Reclus, qu'il appela le « Gorenflot de l'anarchie ». Propagandistes par le fait, propagandistes par la plume, lui paraissaient également condamnables, et il termina en s'écriant : « Vous êtes tous des misérables et je demande contre vous toutes les sévérités de la loi ! »

M^e de Saint-Auban prit le premier la parole pour défendre Jean Grave. M^e Desplas termina sa plaidoirie pour Sébastien Faure en déclarant aux jurés : « Prenez garde, ce procès restera peut-être un procès historique. N'attachez pas votre nom à une décision qui serait une honte, un mensonge judiciaire ». Sébastien Faure, autorisé par le Président à ajouter quelques mots pour sa défense, justifia son surnom « d'orateur de l'anarchie » en entreprenant une véritable conférence. M^e Demange défendit Fénéon. On entendit encore les autres avo-

cats des accusés M^{es} Lagasse, Aubin, Bougnereau, Lévy-Alvarez, Albert Crémieux, Gauthier-Rougeville, etc...

A mesure que les débats s'avançaient, interrogatoire des accusés, dépositions des témoins, plaidoiries des avocats, l'accusation apparaissait de plus en plus chancelante. Le jury le vit bien, et sut faire la discrimination qui s'imposait entre les écrivains et les malfaiteurs de droit commun. Après deux heures et demie de délibération, il rapporta un verdict négatif qui permit d'acquitter tous les « intellectuels de l'anarchie ». Quant aux virtuoses du couteau et du revolver, un verdict affirmatif leur réserva la juste punition de leurs méfaits : Ortiz fut condamné à quinze ans de travaux forcés et Chericotti à huit ans de la même peine. Bertani, un comparse, se vit infliger six mois de prison pour port d'armes prohibées (1).

L'assassinat du Président Carnot, le 24 juin 1894, amena un certain nombre d'anarchistes à faire publiquement des déclarations pour approuver l'acte de Caserio. Ils seront poursuivis devant le jury, pour apologie du crime de meurtre et condamnés, en général, à des peines variant entre trois et six mois d'emprisonnement.

C'est ainsi que les 20 et 21 août 1894, la Cour d'assises de la Seine réprima ce délit, par deux peines de six mois de prison et cinquante francs d'amende chacune. Des verdicts affirmatifs, avec circonstances atténuantes, avaient été rapportés par le jury. L'un des accusés avait déclaré : « On a bien fait de tuer Carnot, on l'a crevé, nous en crèverons bien d'autres. »

Pour semblable apologie, la Cour d'assises des Hautes-Alpes prononça le 18 septembre 1894 une condamnation à trois mois et un jour de prison. Celle de l'Oise, le 24 septembre, quatre mois de la même peine ; celle du Loiret, le 22 octobre, six mois ; celle de l'Ain, le 23 octobre, une fois six mois et une autre fois huit mois ; celle de la Somme, le 23 octobre, cinq mois, etc...

La plupart du temps, les prévenus, pour tenter de faire excuser leurs coupables propos, prétendaient n'avoir pu parler de la sorte que sous l'influence de la boisson. Aussi les verdicts

(1) M. Garçon : *La Justice contemporaine*, p. 241 à 244 ; A. Zévaès : *Histoire de la Troisième République*, p. 365 à 367 ; *Gazette des Tribunaux*, 6-7, 8, 9, 10, 11, 12, 13-14 août 1894 ; *Les Procès célèbres*, 1895, p. 53 à 174.

du jury comportaient-ils fréquemment, l'admission de circonstances atténuantes.

La Cour d'assises de la Seine consacra ses audiences des 5, 6 et 7 juin 1907 à l'appréciation de discours prononcés le 25 avril de la même année, au cours d'une réunion tenue à la Bourse du Travail, à l'occasion de l'approche du 1^{er} mai. Une grande affiche rouge de la Confédération Générale du Travail invitait de nombreux employés à assister à la séance.

Le trésorier de la C.G.T., nommé Lévy, emporté par sa ferveur, avait donné aux auditeurs ce pernicieux conseil :

« Rien n'empêche que vous coupiez cinquante centimètres de plus que ce que l'on vous demande sur une pièce d'étoffe, que vous mettiez la main sur un objet ou un jouet de choix. Vous ne volerez personne, vous ne ruinerez que la caisse de votre patron. Pour l'employé limonadier, le sabotage ne doit pas consister à verser deux absinthes, mais quoi de plus simple que de laisser tranquillement un robinet ouvert. Vive l'action directe ! Vive le sabotage ! Vive la grève générale ! »

Un autre orateur, Bousquet, ouvrier boulanger, s'était livré à des excitations du même ordre :

« Hier nous étions deux mille mitrons qui avons tenu tête aux agents place de la Concorde ; aujourd'hui trois mille mitrons ont été maîtres des boulevards. Il ne tient qu'à vous d'en faire autant... Vive l'action directe ! Vive le sabotage ! Vive la grève générale ! »

Semblables harangues n'auraient sans doute pas attiré les rigueurs du Parquet, si les choses ne s'étaient pas gâtées par la suite. Dans la nuit, des pierres furent lancées sur des devantures de boulangeries et du pétrole fut projeté sur la viande dans des boucheries. Le Parquet ayant établi une corrélation entre ces faits et les discours prononcés, décida de poursuivre Lévy et Bousquet.

À l'audience, parmi les témoins qui vinrent attester la modération de langage des accusés, on remarquait plusieurs députés : Jaurès, le docteur Meslier, Marcel Sembat, Déjeante, etc... Après un sévère réquisitoire de l'avocat général Trouard-Riolle, M^e Lafont présenta la défense de Lévy et M^e Wilm celle de Bousquet.

Au bout de deux heures de délibération, le jury rapporta un verdict affirmatif, muet sur les circonstances atténuantes,

écartant la complicité des faits de sabotage, mais reconnaissant Lévy coupable de provocation au vol non suivie d'effet, et Bousquet, de provocation, non suivie d'effet, à l'incendie, au meurtre et au pillage. En conséquence, la Cour infligea à Lévy et Bousquet deux ans de prison et cent francs d'amende (1).

La C.G.T. n'était qu'au début de ses démêlés judiciaires. A la suite de la grève des dockers de Nantes, deux de ses délégués comparurent les 12, 13, 14 et 15 juin 1907, devant les assises de la Loire-Inférieure, sous l'accusation de provocation au vol, au meurtre, au pillage et à l'incendie. Une longue série d'incitations à commettre des violences à l'égard de ceux qui ne suivraient pas ou entraveraient le mouvement gréviste, était relevée contre eux.

Au cours de conférences prononcées en mars et avril 1907, Marck, l'un des prévenus, exprima un peu brutalement ses désirs d'action :

« Il faut casser la g... ou les pattes à toutes les v... patronales ou policières, il ne faut se laisser arrêter par rien ; si on ne peut pas en avoir raison par groupe, il faut les prendre isolément et les suriner... »

De son côté, Yvetot, également poursuivi, ne demeura pas en reste :

« Dans les châteaux, il faut mettre le feu, prendre tout ce qui existe et même coucher sur place. Si on y est mal logé, si les bourgeois crient, eh bien, on les crève. Quand on trouve les bourgeois à portée, qu'on est en nombre et qu'on ne craint pas d'être vu, on les jette dans la patouille (l'eau) et l'affaire est faite... »

Après avoir engagé les grévistes à dévaliser les campagnes et à faire dérailler les trains, il aurait ajouté :

« Si les bourgeois qui sont dedans sont tués, tant mieux ! Il y en a toujours assez. S'ils ne sont tués qu'à demi, on les achèvera à coups de trique. »

Les deux inculpés nièrent avec fermeté avoir tenu les propos qui leur étaient reprochés. Le Président Charpentier fit remarquer à Yvetot qu'il était poursuivi pour la huitième fois et déclara que les délégués de la C.G.T. avaient l'habitude de faire du « bluff ». L'audition des témoins à charge suscita chez

(1) *Gazette des Tribunaux*, 6, 7 et 8 juin 1907.

les prévenus des protestations d'une énergie farouche. Les témoins à décharge vantèrent « le calme des accusés et la sagesse de leurs paroles ». Différents incidents d'audience se produisirent. Enfin M^e Gustave Hervé, devenu avocat, présenta la défense des deux représentants de la C.G.T.

Après deux heures de délibération, le jury rapporta un verdict affirmatif, admettant des circonstances atténuantes en faveur de Marck, qui fut condamné à deux ans de prison. Yvetot se vit infliger quatre ans de la même peine et cent francs d'amende (1).

Le jury de la Seine avait à juger, les 22 et 23 février 1910, le journal la *Guerre Sociale* et son directeur M. Gustave Hervé, deux habitués de la Cour d'assises.

Un malfaiteur du nom de Liabeuf venait d'assassiner un gardien de la paix. Condamné en dernier lieu comme souteneur, Liabeuf affirmait son innocence et se prétendait victime d'une erreur judiciaire. C'était pour se venger de cette injustice qu'il avait tué un représentant de l'ordre.

M. Gustave Hervé, qui depuis un an avait quitté la prison de la Santé où l'avaient envoyé ses articles sur le Maroc, (2) ne manqua pas l'occasion de tirer, à sa manière, la moralité de l'incident. Sous le titre : « L'affaire Liabeuf », il publia dans le numéro des 12-18 janvier 1910 de la *Guerre Sociale* cette chronique :

« Je vais encore scandaliser les honnêtes gens et les imbéciles...

« Savez-vous que cet apache qui vient de tuer l'agent Deray ne manque pas d'une certaine beauté, d'une certaine grandeur ?...

« Un beau jour, des bourriques des « mœurs » l'ont arrêté, sous l'inculpation de vagabondage spécial et l'ont fait condamner à trois mois de prison et à cinq ans d'interdiction de séjour.

« Or, l'apache était tout ce qu'on voudra, excepté un souteneur...

« L'apache fit sa prison... Une fois libre, il n'eut plus qu'une idée, la vengeance... On sait le reste.

« Je ne demande pas pour cet apache le prix Montyon. Mais je trouve que dans notre siècle d'aveulis et d'avachis il a donné une belle leçon d'énergie, de persévérance et de courage, à la foule des honnêtes gens ; à nous-mêmes, révolutionnaires, il a donné un bel exemple...

« Ohé ! les honnêtes gens ! passez donc à cet apache la moitié de votre vertu et demandez-lui en échange le quart de son énergie et de son courage ! »

(1) *Gazette des Tribunaux*, 13, 14, 15, 16, 17-18 juin 1907.

(2) V. *infra*, p. 375.

Soixante-neuf témoins étaient cités par la défense. Ils allaient attester, Henri Rochefort en tête, l'excessive et révoltante brutalité de tradition dans la police. M. Devaux, conseiller municipal de Paris, affirma avoir été violemment frappé, dans une réunion populaire, par un garde républicain auquel il montrait sa médaille. Marcel Sembat, député, relata les violences dont il avait été victime de la part des agents, au cours de manifestations politiques. Vaillant et Jaurès déposèrent encore dans le même sens. Le procès de la police des mœurs commencé par M^{me} Maria Vérone fut repris par Yves Guyot, qui déclara qu'une telle police constituait une abominable et illégale institution. La même opinion fut soutenue par M^{es} Alcide Delmont et de Moro-Giafferi, avocats à la Cour, ainsi que par divers autres témoins. Et le long défilé des victimes des brutalités de la police se poursuivit... Le Président Planteau dut faire expulser Yvetot, secrétaire de la C.G.T., qui déclara que la police était « ignoble partout et toujours » et rappeler à l'ordre Sébastien Faure qui traita les agents de « fauves dont la face respirait la bestialité ».

L'avocat général Trouard-Riolle mit en garde le jury contre les idées émises par « l'état-major de l'anarchie » qui avait défilé devant lui et il réclama l'application de la loi. M. Gustave Hervé, qui était assisté de M^e Bonzon, entreprit lui aussi le procès des agents des mœurs qu'il accusa d'être au-dessous du niveau moral de ceux qu'ils étaient chargés de surveiller.

Le jury ayant rapporté un verdict de culpabilité, M. Gustave Hervé fut condamné à quatre ans de prison et mille francs d'amende. Quant au gérant de la *Guerre Sociale*, également poursuivi, il bénéficia d'un verdict négatif qui entraîna son acquittement (1).

Les exploits sanglants de la bande Bonnot et C^{ie} — assassinats et vols à main armée — qui se renouvelèrent en 1912 avec une fréquence inquiétante, allaient soulever une émotion considérable. A dire vrai, les crimes de la bande Bonnot n'empruntaient à l'anarchie que l'étiquette, car accomplis dans un

(1) *Gazette des Tribunaux*, 23 et 24 février 1910 ; M. Garçon : *La Justice contemporaine*, p. 251-252 ; G. Hervé : *Mes crimes*, p. 229-232.

intérêt purement personnel, ils ne présentaient que des rapports bien illusoires avec les théories anarchistes.

Quoi qu'il en soit, certains journaux anarchistes ne pouvaient manquer d'exalter les hauts faits des Bonnot et des Garnier. Les jurés ne partagèrent pas, heureusement, ces sentiments d'admiration sans réserves.

Le 5 juillet 1912, le journal l'*Anarchie* était poursuivi devant les assises de la Seine pour avoir publié, à la suite de la mort de Bonnot, un article dithyrambique intitulé « Des hommes ». Le malfaiteur et ses semblables y étaient comparés à des Spartiates et proposés comme modèles pour avoir atteint « les cimes de la beauté morale ».

Cet éloge valut au gérant de l'*Anarchie* une condamnation à un an de prison. L'auteur de l'article, n'ayant pas comparu, recueillit, par défaut, cinq ans de prison et trois mille francs d'amende (1).

La loi Maurras du 10 janvier 1936 défère aux tribunaux correctionnels les délits de provocation non suivie d'effet aux crimes et délits. Quels ont été dans l'ordre des faits, les résultats de ce changement de juridiction ? Il n'est pas sans intérêt de le rechercher.

Le 13 janvier, trois jours après la promulgation de la loi, M. Charles Maurras, co-directeur de l'*Action française*, défiant les nouvelles dispositions, déclarait « courir gaîment » le risque de prison et rééditait ce qui en avait été « la cause et la raison », c'est-à-dire un article du 22 septembre 1935 dans lequel il exprimait son indignation contre les cent-quarante parlementaires, signataires d'un manifeste contre l'expédition mussolinienne en Ethiopie. Après avoir rappelé que l'*Action française* avait publié la liste des 140, M. Charles Maurras ajoutait :

« Et avons prié les bons Français de prendre note des 140 assassins de la paix, assassins de la France, d'en découper la liste, de la mettre dans un coin de leur portefeuille, au besoin de l'apprendre par cœur, afin de savoir où frapper, où frapper ferme et fort, le jour où des folies criminelles aboutiraient à déterminer le massacre.

Et l'article concluait :

« Répétons-leur que, sur leur tête, sur leur tête — qu'ils m'entendent

(1) *Gazette des Tribunaux*, 6 juillet 1912.

bien — les misérables nous répondent de la paix. Que la paix dure, ils garderont sur les épaules l'appareil cervical qui leur rend peu de services. Mais, si la paix succombe, ils succomberont un par un. »

Cet écrit valut à M. Charles Maurras une condamnation à quatre mois de prison, et au gérant de l'*Action française* une peine de cent francs d'amende, que prononça, le 21 mars 1936, la 10^e chambre correctionnelle du tribunal de la Seine (1).

Les 14 et 15 mai, poursuivant dans l'*Action française* sa campagne contre l'application des « sanctions » à l'Italie, M. Charles Maurras s'en prenait en termes énergiques, à M. Léon Blum :

« M. Léon Blum tient aux sanctions... écrivait-il. Il va être le maître du pouvoir ? C'est possible. Il ne sera pas maître d'envoyer le peuple français à l'abattoir. S'il le fait, il sera le premier abattu...

« Mais il n'y a pas de désarmement qui tienne ! le jour de l'agression et de l'invasion, il restera toujours en France quelques bons couteaux de cuisine et M. Léon Blum en sera le ressortissant numéro un...

« C'est en tant que Juif qu'il faut voir, concevoir, entendre, combattre et abattre le Blum. Ce dernier verbe paraîtra un peu fort de café : je me hâte d'ajouter qu'il ne faudra abattre physiquement M. Blum que le jour où sa politique nous aura amené la guerre impie, qu'il rêve contre nos compagnons d'armes italiens. Ce jour-là, il est vrai, il ne faudra pas le manquer. »

Les magistrats de la 10^e chambre apprécièrent avec sévérité cette invitation à livrer M. Léon Blum au couteau de cuisine et, le 23 mai 1936, ils prononcèrent contre M. Charles Maurras une peine de huit mois de prison et deux cents francs d'amende. Le gérant, M. Delest, s'en tira avec huit jours d'emprisonnement et deux cents francs d'amende (2).

Le 4 novembre 1936, M. Jean Renaud était poursuivi pour provocation au meurtre devant le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc. Dans une affiche signée du chef de la *Solidarité Française*, le Parquet avait relevé cette phrase : « Si la guerre éclate, les responsables seront livrés à la justice du peuple qui est celle immanente de Dieu » Il n'y avait pas là de quoi rassurer le gouvernement. Aussi le procureur de la République réclama-t-il une peine exemplaire et sans sursis. Après avoir rappelé le passé, l'activité militaire et patriotique du commandant Jean Renaud et donné lecture de lettres du maréchal Lyautey féli-

(1) L'*Action française*, 13 janvier et 22 mars 1936.

(2) L'*Action française*, 14, 15 et 24 mai 1936.

citant l'inculpé, M^e Hurel, sollicita l'acquittement de son client. Mais le tribunal ne l'entendit pas ainsi et il infligea à M. Jean Renaud une peine de deux mois de prison sans sursis (1).

Poursuivi pour menaces de mort, sur la plainte de M. Clément Vautel, un rédacteur du journal le *Libertaire*, M. Duvicquet, dit Maurice Doutreau, fut condamné à Paris par la douzième chambre correctionnelle, le 25 janvier 1937, à un mois de prison avec sursis, cinquante francs d'amende et cinq cents francs de dommages-intérêts (2).

A la même audience, le tribunal avait également à juger M. Marcel Bucard, chef du parti franchiste, qui au mois d'août 1936 avait publié dans le journal de son groupement un article dans lequel le Parquet releva les délits de provocation au meurtre, à l'insoumission et à la rébellion. M. Bucard fut condamné à six mois de prison et cent francs d'amende, mais « étant donné ses magnifiques et exceptionnels services de guerre et ses trois enfants en bas âge », le tribunal lui accorda le bénéfice du sursis (3).

Au cours d'une réunion organisée le 14 novembre 1936 à Kériadou, dans le département du Morbihan, M. Marceau Pivert, souverain directeur de la Radio diffusion, avait prononcé un violent discours :

« A Barcelone, ce fut le contraire, déclarait-il. Les ouvriers, qui avaient su se procurer des armes, se débarrassèrent en quelques heures, des officiers fascistes et des suspects.

« Il faut qu'on fasse de même en France ! Il faut qu'au signal donné, dans les usines, dans les grosses exploitations agricoles, dans l'armée, dans la marine, dont les officiers ont une effroyable mentalité, les révolutionnaires fassent disparaître tous leurs ennemis. » (4)

Et il ajoutait, paroles qui furent relevées contre lui :

« Les Doriot, à Saint-Denis ; les Sabiani, à Marseille ; les Le Nabec, à Lorient, sont des traîtres à la classe ouvrière, des renégats du parti, des provocateurs. On ne discute pas avec ces hommes-là, on les abat. »

A la suite de ces propos agressifs M. Doriot député-maire de Saint-Denis et Sabiani, ancien député de Marseille, citèrent directement, le 18 janvier 1937, M. Marceau Pivert, pour pro-

(1) Le *Figaro*, 5 novembre 1936.

(2) Le *Temps*, 19 janvier 1937 ; le *Figaro*, 26 janvier 1937.

(3) Le *Temps*, 27 janvier 1937 ; le *Figaro*, 26 janvier 1937.

(4) Le *Nouvelliste du Morbihan*, 17 novembre 1936.

vocation au meurtre et injures publiques, devant le tribunal correctionnel de Lorient. Les témoins entendus confirmèrent, dans leur ensemble, mais avec quelques variantes, l'authenticité des paroles de l'orateur socialiste. Pour sa défense, M. Marceau Souverain Pivert, — telle est son identité exacte — après avoir reconnu qu'il avait pu dire en parlant de ses adversaires « on les abat », s'empessa d'ajouter qu'il sous-entendait par des moyens politiques et non par les armes. Le procureur de la République Maurice se borna à demander l'application de la loi, laissant au tribunal le soin d'apprécier les faits. M^e André le Troquer député de Paris, présenta la défense de M. Pivert, dont il sollicita l'acquiescement (1).

Le tribunal rendit son jugement le 1^{er} février. Ecartant la provocation au meurtre, il reconnut le délit d'injure, en raison surtout du mot « renégat » prononcé par M. Pivert à l'adresse de MM. Doriot et Sabiani. L'inculpé ne fut condamné qu'à cinquante francs d'amende et un franc de dommages-intérêts envers la partie civile (2).

M. Marceau-Souverain Pivert était le leader de la fraction avancée du parti socialiste.

Sous les auspices du Parti national populaire, M^{me} Suzanne Bertillon fit, le 11 février 1936 à Nice, une conférence contenant des propos particulièrement menaçants contre MM. Edouard Herriot et Paul-Boncour. Poursuivie pour provocation au meurtre, elle fut condamnée, le 12 avril 1937, par la quatrième chambre correctionnelle du tribunal de Nice à un mois de prison avec sursis et cent francs d'amende (3).

En janvier 1938, M. Jean Boissel, directeur d'un journal bimensuel, se vit infliger par la quatorzième chambre correctionnelle du tribunal de la Seine, une peine de quatre mois de prison et vingt-cinq francs d'amende. Poursuivi pour menaces de mort, il avait publié contre M. Léon Blum un article des plus violents (4).

Ces quelques exemples suffisent à démontrer indubitable-

(1) *Le Figaro*, 19 janvier 1937.

(2) *Le Temps*, 2 février 1937.

(3) *Le Temps*, 13 avril 1937 ; *le Figaro*, 6 et 13 avril 1937.

(4) *Le Temps*, 12 janvier 1938.

ment, que le transfert des provocations aux crimes et délits, de la compétence du jury à celle du tribunal correctionnel ne paraît pas, au point de vue de la répression, avoir constitué une amélioration. Qu'on ne dise plus que le jury se montre plus indulgent que les tribunaux correctionnels ! Une rapide comparaison des peines prononcées établit péremptoirement que les condamnations infligées par les Cours d'assises s'évaluent le plus souvent, en années de prison, alors que celles qu'appliquent les tribunaux correctionnels se chiffrent seulement par mois et encore avec sursis !

Peut-on croire que les sentences rendues présentent une plus grande autorité morale, parce qu'elles sont désormais l'œuvre des magistrats professionnels ? Mais l'opinion les tient pour suspectes et les exemples précédents semblent prouver qu'elle n'a pas tout à fait tort. Elle estime que si tel inculpé n'a pas été condamné à une peine de prison, mais seulement à une légère amende, c'est qu'il compte parmi les amis du gouvernement, et, que si tel autre a été frappé sévèrement d'un long emprisonnement, sans sursis, c'est qu'il appartient à l'opposition. « *Væ victis !* », « Malheur aux vaincus ! » s'écriait un chef Gaulois en jetant son épée dans la balance où se pesait la rançon de Rome. Le glaive des vainqueurs, en matière politique, risquera toujours de faire pencher du côté de la « majorité » la balance de la justice. Seul un contrepoids peut rétablir l'équilibre. Ce contrepoids c'est le jury, et le jury a été supprimé en la matière.

Un autre élément est d'ailleurs à considérer. Les poursuites sont décidées, non par un jury d'accusation, mais par le Parquet, et le ministère public, représentant du gouvernement devant les tribunaux, ne poursuivra que qui bon lui semblera. Combien d'articles de journaux remplis de violentes provocations aux crimes sont demeurés impunis, non à cause de l'indulgence de la juridiction répressive, mais par suite de l'inaction du Parquet ! En voici un échantillon. Il est extrait du *Cri du Jour* du 21 novembre 1936 et met en cause MM. et MM^{mes} Chiappe et de Carbuccia :

« Indiquer à ces quatre sagouins que leur départ de Paris s'impose. Au besoin détruire leur mobilier. S'il le faut, les défenestrer. Est-ce là

un travail que le peuple de Paris n'estimera pas être un châtiment nécessaire ?...

« Les Editions de France et *Gringoire* gitent au 20 de l'avenue Rapp. Nous espérons bien que l'on saccagera ce repaire où triomphe la calomnie et où bave Henri Béraud, serviteur de plume des Chiappe et des Carbuccia...

« Trêve aux discours ! Place aux gestes nécessaires ! »

Le rappel de semblables articles devant lesquels le Parquet est demeuré inactif remplirait plusieurs volumes. La même attitude a été observée par le ministère public à l'égard de certains chants qui ont connu, pendant un temps, des faveurs quasi-officielles. Cependant les provocations qu'ils renferment sont du même ordre que celles contenues dans les écrits condamnés par le jury. « Tous les bourgeois, on les pendra ! » affirme la *Carmagnole* et l'*Internationale* ne cache pas que :

« S'ils s'obstinent, ces cannibales
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux. »

Un autre délit d'un intérêt moindre est prévu par le même article 24 de la loi de 1881. Il s'agit des *cris ou chants séditieux* proférés dans les lieux ou réunions publics. Ils sont punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à cinq cents francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Historiquement et juridiquement, le cri séditieux est « le cri inspiré par l'esprit politique et tendant à provoquer au renversement du gouvernement, par des attaques dirigées contre sa forme, son principe, ou contre la personne de celui ou de ceux qui en sont la plus haute expression » (1). Ainsi, sont considérés comme séditieux, sous le régime actuel, les cris suivants : « A bas la République ! », « A bas les députés ! », « Vive le roi ! », « Vive l'empereur ! », « Vive l'anarchie ! », etc...

Sont également séditieux, les chants qui constituent des diatribes contre le gouvernement ou qui malgré la banalité de leurs paroles sont notoirement connus comme étant les chants de combat d'un parti politique ennemi du pouvoir. Tel était le cas de la *Marseillaise* sous le Second Empire.

En revanche ne sont pas considérés comme séditieux, les cris

(1) G. Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 305.

ou chants qui ne s'attaquent pas au gouvernement lui-même ou ne visent pas à provoquer le renversement de celui-ci, même s'ils sont de nature à troubler profondément la paix publique ou encore s'ils renferment des attaques violentes contre certains corps constitués ou des exhortations à résister aux agents de l'autorité. Ainsi les cris « A bas l'armée ! », « A bas la police ! », « A bas les agents ! », etc... seront réprimés non comme cris séditionnels, mais comme injures envers des corps constitués ou comme outrages envers des dépositaires de l'autorité publique (1).

Les cris séditionnels ne constituant pas *stricto sensu* des délits commis par le moyen de la presse, il n'apparaît pas utile d'en donner ici des exemples, car le rappel des poursuites portées, en la matière, devant le jury, déborderait le cadre de cette étude et ne présenterait, au surplus, qu'un intérêt très relatif.

SECTION II

Les provocations de militaires à la désobéissance

Les provocations ayant pour objet d'affaiblir l'esprit de discipline et le sentiment du devoir d'obéissance des militaires envers leurs supérieurs, ont été estimées répréhensibles par la loi de 1881. A la suite du mouvement anarchiste, une nouvelle loi du 12 décembre 1893 vint renforcer les pénalités qui étaient alors un emprisonnement de un à six mois et une amende de seize à cent francs.

D'après la loi de 1893 :

« Toute provocation par l'un des moyens énoncés en l'article 23, adressée à des militaires des armées de terre ou de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires, sera punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 3.000 francs. »

Les sanctions édictées atteignent la provocation, qu'elle soit

(1) G. Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 305,

directe ou indirecte, qu'elle soit ou non suivie d'effet. Pour que l'incitation soit punissable, il suffit qu'elle ait été rendue publique par le moyen de cris ou discours, d'écrits ou d'imprimés, de placards ou affiches, à l'exclusion de dessins ou images.

L'apologie d'actes de désobéissance commis par des militaires peut présenter également le caractère d'une excitation à commettre des actes semblables. Elle sera alors réprimée de la même façon.

C'est au jury que la loi de 1881 attribua l'appréciation de ces provocations. Mais au lendemain de l'assassinat du Président Carnot, la loi du 28 juillet 1894 transféra aux tribunaux correctionnels la connaissance de tous les délits ayant pour but un acte de propagande anarchiste. Restèrent seules de la compétence du jury, les incitations ne présentant pas ce caractère. Depuis lors, aucune modification n'a été apportée à ce régime.

Le délit de provocation de militaires à la désobéissance a été commis fréquemment. Certaines feuilles anarchistes, tel le *Père Peinard*, s'en firent même une spécialité. En dehors des journaux, la propagande antimilitariste s'exerça par voie d'affiches, de tracts, de discours. Mais la grève militaire ne fut pas seulement préconisée par des anarchistes ou des révolutionnaires, elle le fut aussi par des hommes de lettres, certains même d'un talent incontesté et d'une certaine notoriété. La thèse antimilitariste « de la crosse en l'air » a été développée avec éclat par l'écrivain russe, le comte Tolstoï, dans son ouvrage *Le Salut est en nous*. L'auteur y prêche le refus du service militaire, comme le seul moyen sérieux d'abolir la guerre. L'idée maîtresse du livre qu'il soutient âprement peut se résumer ainsi :

« Le jeune homme, appelé au service répond : Avant d'être citoyen, je suis homme, je suis libre, maître de mon corps, le premier de mes biens ; je ne veux pas vous le donner. Il appartient à ma famille, à ma femme, à mes enfants, qui ont besoin de mes bras pour subsister, pour les protéger. Je suis déjà exposé à des maux innombrables par la loi de la nature ; je ne veux pas devenir de la chair à canon par la loi de votre bon plaisir. Si l'empereur d'Autriche, le président de la République française et la reine d'Angleterre ont à vider quelque querelle, qu'ils se battent, puisque telle leur paraît être la meilleure solution, mais je n'entends pas me battre pour eux. D'autant plus qu'on ne me consulte pas, sur la légitimité des revendications de chacun, la théorie des « baïonnettes intelligentes » n'étant pas admise (1).

(1) Fabreguettes, *op. cit.*, t. II, p. 271.

En France, ce fut surtout à l'occasion de grèves que ces théories furent exposées et propagées. Le soldat était invité à ne pas tirer sur les grévistes ou les insurgés, ses frères de misère, ses amis, ses parents peut-être, et à garder les balles de son fusil pour les officiers qui lui commanderaient : feu ! Certains publicistes, tels : M. Gustave Hervé, Jean Grave, Urbain Gohier, Arnold Bontemps et d'autres encore, soutinrent ces idées avec foi et acceptèrent stoïquement, comme les militants, les mois de prison distribués avec prodigalité par les Cours d'assises.

Le jury condamna presque toujours. Bien rares furent les acquittements ! En fait, les jurés goûtaient peu les théories antimilitaristes que, sur les bancs de la Cour d'assises, tribune idéale pour de tels discours, les accusés s'évertuaient à développer. Leur solide bon sens leur fit discerner sans peine le danger que présenterait la diffusion de telles doctrines et le mal qui pourrait en résulter pour la défense du pays. Tout au plus, condescendirent-ils parfois à faire bénéficier les accusés des circonstances atténuantes.

La provocation adressée à des militaires peut aussi outrepasser la simple excitation à l'indiscipline et renfermer d'autres éléments plus graves. Si elle présente tous les caractères d'une provocation directe à commettre des crimes ou délits, elle sera réprimée par l'article prévu à cet effet par la loi de 1881. De même, si elle est constitutive de crimes ou délits punis par le code de justice militaire, tels l'embauchage, la provocation à l'insoumission ou à la désertion, elle tombera sous le coup des articles spéciaux de ce code. C'est ainsi qu'après la Commune, le nommé Maroteau qui, pendant l'insurrection avait excité les soldats de l'armée régulière à se réunir aux fédérés, fut condamné à mort, par le Conseil de guerre de la Seine, pour tentative d'embauchage commise par la voie de la presse (1).

Il est d'ailleurs fréquent que plusieurs chefs d'accusation soient retenus en même temps dans de semblables causes. La provocation de militaires à la désobéissance s'accompagne souvent d'injures à l'armée ou d'incitation au meurtre, parfois des deux. C'est sous la rubrique de l'accusation la plus grave que

(1) Fabreguettes, *op. cit.*, t. II, p. 283.

figureront ces affaires. Voici les cas de poursuites les plus intéressants à rappeler lorsque l'excitation de militaires à l'indiscipline a constitué le caractère dominant du délit.

L'une des premières applications de la loi fut faite, en l'espèce, à la revue socialiste, la *Révolution cosmopolite*, qui avait publié, le 24 mars 1887, un article signé E. Odin, intitulé « Souvenez-vous ! » dans lequel on lisait :

« ...Une sourde colère gronde dans les mansardes et les taudis, l'explosion est prochaine ! D'ici peu, à une dernière infamie du pouvoir, ... les gueux, les loqueteux, les misérables de tout âge et de tout sexe iront à la bataille : la révolution, l'enfantement suprême commencera.

« Frères de l'armée que ferez-vous ?...

« Vos maîtres vous diront : Soldats, en avant contre les insurgés !

« Tirerez-vous ?... Serez-vous parricides et fratricides pour assurer la sécurité de vos maîtres et perpétuer votre esclavage jusqu'au jour où vos enfants feront comme vous ?...

« Quand vos officiers commanderont feu sur les insurgés, dites-vous que vos chefs eux-mêmes sont issus de la classe ennemie et si vous êtes conscients, votre première balle sera pour celui qui vous commandera de tirer sur le peuple ; votre baïonnette s'enfoncera jusqu'à la poignée dans le ventre du gredin qui vous dira de tuer vos frères de misère.

« Enfants du peuple, puisqu'on vous a armés, que vos armes servent à affranchir votre classe ! Quand viendra l'heure des révoltes suprêmes : « Souvenez-vous !!! »

Devant le jury de la Seine, le 24 mai 1887, Odin présenta lui-même sa défense et celle du gérant du journal, également poursuivi. Il rappela que d'autres avaient proclamé avant lui, par la parole et par les actes, le droit à l'insurrection.

« N'est-ce pas, le droit et le devoir du peuple, s'écria-t-il, de s'insurger contre les politiciens et les exploiters ?

« Est-ce que ceux qui nous gouvernent ne sont pas sortis de l'insurrection ?

« Est-ce que M. Grévy n'a pas fait le coup de feu sur les barricades contre les soldats du roi Charles X ?...

« Je me rappelle qu'en 1851, Hugo et ses amis haranguaient l'armée et l'excitaient à désobéir à ses chefs.

« Je me rappelle que Labordère a été élu député et sénateur pour avoir dit qu'il refuserait d'obéir si on lui commandait de marcher contre le peuple... »

Le jury ne se laissa pas convaincre par ces arguments historiques et rapporta un verdict affirmatif, mitigé par des circonstances atténuantes. Les deux accusés furent condamnés

chacun à trois mois de prison. La saisie et la destruction de tous les exemplaires de l'écrit incriminé furent, en outre, ordonnées (1).

Dans son numéro du 14 octobre 1888, le journal la *Loire Socialiste* avait publié une pièce de vers du poète pacifiste Souêtre, intitulée le « Socialiste soldat ». En voici le refrain :

« Mais si le vent dresse des barricades,
Si les pavés ont des lueurs d'éclair,
Devant le peuple, camarades,
La crosse en l'air ! La crosse en l'air ! »

Le gérant du journal et le rédacteur de l'article comparurent, le 20 mars 1889, devant les assises de la Loire. Pour leur défense, les prévenus déclarèrent n'avoir fait que reproduire une chanson déjà publiée par le journal l'*Attaque*, cinq ans auparavant, sans qu'aucune poursuite en fût résultée.

Mais le principe de la « crosse en l'air » ne laissa pas d'inquiéter le patriotisme des jurés, et si le gérant fut acquitté, l'auteur de l'article, Delmorès, fut condamné à un mois de prison et cinquante francs d'amende (2).

Un journal anarchiste, rédigé dans le style de l'ex-Père Duchesne et intitulé : le *Père Peinard* ou *Réflexes hebdomadaires d'un gniaff*, allait se distinguer, si l'on peut dire, dans ce genre de provocation. Ses gérants successifs occupèrent le meilleur de leur temps à purger les peines que le jury leur infligea, sans ménagement aucun. Le palmarès des mois de prison et des amendes encourus par eux, étant trop long pour être rapporté en entier, il faudra se borner à en citer quelques extraits. Le champ d'activité du *Père Peinard* ne se limitait d'ailleurs pas à la provocation de militaires à la désobéissance, il s'étendait le plus souvent à l'excitation au meurtre et au pillage.

C'est à ce double titre que le gérant de la feuille anarchiste fut condamné par la Cour d'assises de la Seine, le 18 avril 1890, à quinze jours de prison et deux mille francs d'amende. L'article poursuivi, rédigé dans un style imagé, déclarait notamment :

« Le 1^{er} mai est une occase qui peut tourner à bien. Il suffirait pour

(1) *Gazette des Tribunaux*, 25 mai 1887.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 29 mars 1889.

cela que nos frangins les troubades lèvent la crosse en l'air, comme en février 48, comme le 18 mars 71, et ça ne serait pas long du coup !... « Qu'ils y songent, N... de D... ! et quand on leur commandera : feu ! qu'ils essayent les fusils Lebel sur leurs chefs et qu'ils fassent merveille » (1).

Les deux mêmes chefs d'accusation valurent, le 8 décembre 1890, à un nouveau gérant, une condamnation à deux ans de prison et trois mille francs d'amende, prononcée par la même Cour.

Sous le titre « Babillarde de Troubade », on pouvait lire ce passage :

« Arrive le coup final, et les copains pourront croire que les gahonnés danseront un quadrille où les flingots serviront de pistons... »

Dans un autre numéro, un entrefilet intitulé : « Les victimes de la caserne » demandait :

« Quand donc, f... de f..., au lieu de se saigner comme des veaux les troubades se mettront-ils à démolir leurs gahonnés ? » (2)

Un nouvel écrit de même nature et de pareille qualité, entraîna pour le gérant, le 23 mars 1891, sur verdict affirmatif sans circonstances atténuantes, rapporté par le jury parisien, une peine de six mois de prison et cent francs d'amende (3).

Un semblable délit amenait encore le gérant du *Père Peillard*, le 3 mars 1892, devant les assises de la Seine. Sur verdict affirmatif et toujours sans circonstances atténuantes, il se vit infliger six mois de prison (4).

Dans une autre occurrence et encore dans le même journal, un article intitulé « Réflecs d'un Camisard », parut pour inviter « les Bleus » à se rendre à la caserne afin d'y préparer « la grève de la chair à canon ». Cet écrit valut au gérant une condamnation à six mois de prison et à mille francs d'amende, prononcée le 8 juin 1893, par la Cour d'assises de la Seine (5).

Le 5 juin 1891, le jury de la Seine avait à apprécier cette opinion émise par le journal *La Révolte* :

« Déserter ! Mais c'est un acte de courage et d'énergie dont sont

(1) *Gazette des Tribunaux*, 19 avril 1890.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 8-9 décembre 1890.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 23-24 mars 1891.

(4) *Gazette des Tribunaux*, 4 mars 1892.

(5) *Gazette des Tribunaux*, 9 juin 1893.

incapables les lâches qui, sur l'ordre d'un alcoolique galonné, ont consenti à tirer sur des femmes et des enfants... »

Le prévenu, l'écrivain Jean Grave, gérant du journal, déclara que ne reconnaissant pas la loi, il n'avait pas à se défendre devant elle. Le jury ne partagea pas cette manière de voir et rapporta un verdict de culpabilité, muet sur les circonstances atténuantes. Jean Grave fut condamné à six mois de prison et à cent francs d'amende (1).

En décembre 1893, un certain nombre de journaux reçurent, pour en rendre compte, une petite brochure intitulée : *Catéchisme du soldat*. L'auteur, Maurice Charnay, ancien conseiller de préfecture, lieutenant de réserve, était rédacteur à la *Petite République française* et au *Parti ouvrier*.

La brochure, tirée à quatre mille exemplaires, affirmait que l'idée de la patrie était « une idée fausse et un mensonge ». Et l'auteur, s'adressant au soldat, écrivait :

« ...Ecoute encore. Peut-être qu'au moment où tu tires sur les grévistes, qui ont des fils et des frères parmi tes camarades de l'armée, les gens de ton pays, tes amis, tes parents, en lutte avec leurs maîtres voleurs, tombent sous les balles d'autres soldats, peut-être que ton père est au nombre des victimes... Que ferais-tu soldat, si ton chef te commandait de fusiller ton père ? »

Maurice Charnay fut condamné à six mois de prison et cent francs d'amende (2).

Le 26 décembre 1905, allaient s'ouvrir devant la Cour d'assises de la Seine, les débats d'un procès qui eut un certain retentissement.

Au mois d'octobre 1905, à l'occasion du départ des jeunes conscrits, l'Association internationale antimilitariste des travailleurs, éphémère organisation révolutionnaire qui s'était assigné la tâche de donner un coup de fouet à la propagande antimilitariste, avait fait placarder dans plusieurs rues de Paris, dans diverses communes du département de la Seine et dans un certain nombre de villes de province, l'affiche suivante :

« Conscrits,

« Voici l'instant venu de payer votre dette à la Patrie. Dans quelques

(1) *Gazette des Tribunaux*, 6 juin 1891.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 28 janvier 1894.

jours vous allez abandonner tout ce qui vous est cher, famille, amis, amante, pour revêtir l'infâme livrée militaire. Vous allez délaisser vos intérêts et votre travail pour vous embrigader dans le troupeau de brutes qui enseigne l'art de tuer.

« Travailleurs, vous vous devez avant tout à la classe ouvrière. La Patrie bourgeoise qui vous réclame des années de servitude et qui exige au besoin le sacrifice de votre existence n'a jamais été pour vous qu'une marâtre, vous ne lui devez ni dévouement ni obéissance.

« Quand on vous commandera de décharger vos fusils sur vos frères de misère, travailleurs, soldats de demain, vous n'hésitez pas : vous obéirez. Vous tirerez, mais non sur vos camarades. Vous tirerez sur les soudards galonnés qui oseront vous donner de pareils ordres.

« Quand on vous enverra à la frontière défendre le coffre-fort des capitalistes contre d'autres travailleurs abusés comme vous l'êtes vous-mêmes, vous ne marcherez pas. Toute guerre est criminelle. A l'ordre de mobilisation vous répondrez par la grève immédiate et par l'insurrection.

« Au Premier Mai 1906, ceux d'entre vos camarades qui luttent contre l'oppression patronale affirmeront leur volonté de ne travailler que huit heures par jour. En cette circonstance, on vous demandera de noyer dans le sang cet élan d'indépendance et de dignité ouvrière. Mais là encore, Conscrits, vous refuserez d'assumer ce rôle de basse police en proclamant l'étroite solidarité qui vous unit aux manifestants...

« Songez bien que vous avez contracté des devoirs envers la classe à laquelle vous appartenez. Songez bien que votre intérêt est intimement lié à celui de tous les travailleurs.

« Manquer à ces devoirs, oublier ces intérêts, ce serait plus qu'une faiblesse, ce serait une trahison.

« Jeunes camarades, Conscrits, vous ne mentirez pas aux espérances des travailleurs. Vous n'abandonnerez pas le peuple dont vous êtes. Vous ne trahirez pas la cause des exploités : la vôtre. »

Parmi les signataires de cette proclamation, on relevait le nom de M. Gustave Hervé, qui avait acquis une certaine réputation, à la suite d'écrits antimilitaristes parus dans le *Pioupiau de l'Yonne*, articles qui lui avaient valu, à plusieurs reprises, des poursuites devant la Cour d'assises de ce département.

Les vingt-huit responsables du manifeste furent traduits devant le jury, sous la double accusation de provocation au meurtre et à la désobéissance adressée à des militaires.

Au début de l'audience, les accusés prononcèrent de courtes déclarations qui démontrèrent leurs opinions antimilitaristes et parfois même antipatriotiques. Les nombreux témoins, cités par la défense se firent les apôtres de la même doctrine. Certains d'entre eux essayèrent de mettre en évidence les « injustices » et les « abominations » commises par des officiers, lesquelles

justifieraient, d'après eux, la haine dont l'armée était l'objet. Jaurès déplora le procès. Le devoir du soldat, dit-il, n'est pas de tirer sur les officiers, mais de ne pas faire feu sur les grévistes. Il fallait déclarer la guerre à la guerre. Et il termina sa déposition par ces mots : « Je ne retiens de l'affiche que la protestation générale qui l'anime, et à cette protestation, dans la plénitude de ma conscience, je m'associe ». Le secrétaire de la Confédération Générale du Travail, Victor Griffüehle, manifesta son adhésion aux termes du placard :

« L'affiche, dit-il, exprime des idées approuvées par les congrès ouvriers depuis longtemps déjà. Les guerres ont pour victimes les ouvriers. Nous faisons de la propagande antimilitariste sous toutes les formes. »

Un autre témoin, Sébastien Faure, déclara : « Le syndicalisme ne peut aller sans l'antimilitarisme ». M. Gustave Téry annonça qu'il enseignait aux enfants à garder, lorsqu'ils seraient soldats, leur première balle pour l'officier qui leur commanderait de tirer sur leurs parents.

Après le réquisitoire de l'avocat général Séligman, la parole fut donnée aux accusés. Urbain Gohier, puis M. Gustave Hervé prononcèrent de longs discours.

Ancien professeur agrégé d'histoire au lycée de Sens, M. Gustave Hervé s'était vu révoquer par le ministre de l'instruction publique, à la suite des premières poursuites dont il avait été l'objet en 1901, devant les assises de l'Yonne, pour un délit semblable. Sous le pseudonyme de « Un Sans-Patrie », il avait publié dans le *Pioupiau de l'Yonne* et le *Travailleur Socialiste* de violentes diatribes révolutionnaires et antimilitaristes. La théorie particulière du socialisme dont il se faisait l'apôtre était surtout dirigée contre la guerre qu'il sentait venir. Plus tard, dans son livre, *Mes Crimes*, il la définira ainsi :

« Ce qu'on appelle l'hervéisme n'est que la protestation brutale, violente, volontairement blessante, contre les criminels qui, au nom du patriotisme, allaient le cœur léger décréter cet égorgement (la guerre du Maroc), et contre l'organisation sociale, contre la patrie capitaliste qui rendait possible une pareille horreur, une si monstrueuse imbécillité ! Et ainsi l'hervéisme, malgré son inspiration socialiste, ses cris de révolte et ses conclusions révolutionnaires, n'est au fond que du pacifisme exaspéré.

« Ah ! Vous voulez abuser des pauvres gens ignorants, par votre subtil distinguo entre les guerres offensives et les guerres défensives, afin

de les faire marcher en tous les cas, au doigt et à l'œil, sûrs que vous êtes de leur faire prouver, par votre grande presse, que c'est le voisin qui est l'agresseur ? Nous leur démontrerons, nous, aux déshérités, que, quand une guerre éclate entre deux grandes puissances européennes, on ne sait jamais au moment où il faudrait le savoir qui est l'agresseur véritable, et que leur devoir, leur intérêt, est de s'opposer à toutes les guerres de nation à nation, quel qu'en soit le prétexte.

« Tel est, en substance, tout l'hervéisme. » (1)

On lui fit pendant longtemps grief du fameux propos du « drapeau dans le fumier », tenu en juillet 1901, dans le *Tra-vailleux Socialiste de l'Yonne*. Cet écrit ne fut jamais poursuivi, mais il ne fut pas sans contribuer, par la suite, à la sévérité des condamnations prononcées contre son auteur. L'article était intitulé : « L'Anniversaire de Wagram ». Indigné d'avoir vu célébrer, par divers régiments, l'anniversaire de cette « journée de honte et de deuil », M. Gustave Hervé avait fait connaître, sans ménagement, son sentiment :

« Je ne vois, écrivait-il, qu'une façon vraiment digne et symbolique de célébrer un pareil anniversaire.

« Tant qu'il y aura des casernes pour l'édification et la moralisation des soldats de notre démocratie, pour déshonorer à leur yeux le militarisme et les guerres de conquête, je voudrais qu'on rassemblât dans la principale cour du quartier toutes les ordures et tout le fumier de la caserne et que, solennellement, en présence de toutes les troupes en tenue n° 1, au son de la musique militaire, le colonel, en grand plumet, vint y planter le drapeau du régiment. » (2)

M. Gustave Hervé allait profiter de la tribune que lui offrait la Cour d'assises de la Seine, pour entreprendre une véritable conférence et développer en détail ses idées, sans se soucier de l'effet de son discours sur le jury.

« On a dit dans toute la presse, déclara-t-il, que depuis cinq ans je plante le drapeau français dans le fumier. C'est un mensonge !...

« La liberté de la presse est une plaisanterie ; dans le jury qui m'écoute, il n'y a que des patrons, pas un seul de ces pauvres hères qui auraient vibré aux paroles de Bousquet ou d'Urbain Gohier...

« Pour vous, bourgeois, la patrie est une bonne mère, elle assure votre existence et vous avez raison d'être patriotes... Nous comprenons votre patriotisme bourgeois, mais souffrez que nous considérions la patrie comme une mégère et comme une marâtre, comme un attrape-nigauds servant à maintenir notre servitude économique.

« Quant à nous... nous sommes décidés à conformer nos actes avec nos opinions, et lorsque vous nous demanderez le seul bien qui nous appartienne, notre vie, nous ne vous la donnerons pas ! On nous fu-

(1) G. Hervé : *Mes crimes*, p. 13 à 15.

(2) G. Hervé, *op. cit.*, p. 23 à 29.

sillera ! eh bien ! nous ne nous laisserons pas égorger. Si un ordre de mobilisation arrive nous répondrons par l'insurrection...

« Nous pensons à nos fils et à nos petits-fils ; nous voulons les préserver de l'abattoir. »

Après M. Gustave Hervé, Yvetot déclara que « l'idée de patrie est une fumisterie » et que « la caserne, c'est le tombeau du patriotisme ». Pour Goulais, « le drapeau est un fantoche pour faire marcher les foules. L'honneur national est un mot vide de sens inventé par trois millions d'individus pour en berner onze millions d'autres ».

Après les déclarations des accusés, on entendit les plaidoiries de M^{es} Lagasse, Charles Philippe, Lafont, Chaisné, Uhry, Lévy-Oulmann, Wilm, etc... et du docteur Meslier, député de la Seine, autorisé par le Président à prendre place parmi les défenseurs.

Après deux heures et vingt minutes de délibération, le jury rapporta un verdict affirmatif, sauf en ce qui concernait deux des accusés, Cipriani et M^{re} Teutscher, qui furent acquittés. Les autres prévenus furent condamnés à cent francs d'amende et à un emprisonnement variant entre six mois et quatre ans. M. Gustave Hervé fut puni de quatre ans ; Yvetot, Cibot et Vigo dit Almereyda, de trois ans ; Grandidier, de deux ans ; Bousquet, Goulais et Garnéry, de quinze mois ; Perceau, de six mois et tous les autres accusés : Gohier, Desplanques, Arnold Bon-temps, Merlo, etc... d'un an. Comme le constate l'auteur de *Mes Crimes*, les vingt-huit signataires de l'affiche « récoltèrent ensemble trente-six ans de prison ».

Mais l'amnistie du 14 juillet 1906 vint libérer tous les condamnés, au bout de six mois de détention (1).

L'apposition, rue de l'Hôtel-de-Ville, de grandes affiches rouges provoquant à l'insoumission et à la désertion allait occasionner de nouvelles poursuites. Voici le texte de la proclamation qu'elles renfermaient :

MANIFESTE DE JEUNES CONSCRITS

« A nos Camarades,

« La patrie va bientôt, de force, vous incorporer parmi ses défenseurs.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 27 au 31 décembre 1905. ; M. Garçon ; *La Justice contemporaine*, p. 247 à 251 ; G. Hervé, *op. cit.*, p. 45 à 48.

« Si, contraints, il en est qui se laissent embrigader, ils ne veulent pas le faire sans exhaler leur dégoût, sans affirmer leur pensée.

« De nous, qui avons l'amour de la Liberté, on veut faire des machines à obéir ; on veut courber notre volonté sous le poids de l'imbécile discipline.

« Nous avons la haine des lois et des autorités qui abaissent l'homme.

« Le faste, l'opulence des uns, la misère et les douleurs des autres nous révoltent.

« Le mensonge de l'honneur national sert à cacher le véritable rôle de ceux qui défendent ces iniquités. Mais l'amour de la patrie, le respect du drapeau n'existent plus pour nous.

« Nous connaissons les hypocrisies cachées sous les sonores déclarations patriotardes ; nous n'en sommes pas les dupes. Nous ne sommes pas de ceux que l'on dresse pour les futures tueries.

« Jamais nous ne serons des soumis, des disciplinés, la révolte est en nous et elle est contre vous, dirigeants !

« Dans nos mains vous allez mettre un fusil, vous allez nous compter comme des défenseurs de vos privilèges.

« Détrompez-vous : c'est avec la haine au cœur que vous nous aurez. Et si un jour vous nous ordonnez de tirer sur le peuple révolté, c'est avec joie que nous retournerions nos armes contre vous et tous vos défenseurs.

« Nous sommes et nous resterons toujours et quand même vos ennemis. Votre discipline, vos codes et vos Biribi ne nous empêcheront pas d'être des révoltés et d'agir comme tels, lorsqu'il le faudra.

« D'autres parmi nous désertent.

« Ceux-là ont trop de fierté, trop d'amour de l'indépendance pour supporter les ordres ineptes, les insolences des galonnés.

« Jeunes gens qui n'êtes pas patriotes et qui ne voulez accepter aucune parcelle d'autorité, faites comme eux :

DÉSERTEZ !

« Il vaut mieux vivre libre à l'étranger qu'esclave à la caserne.

« La désertion, en cette époque d'abaissement et de veulerie générale, est un bel acte de révolte, une superbe affirmation de libération morale. »

Suivaient quinze signatures émanant de jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-et-un ans.

Signataires et afficheurs du placard comparurent devant le jury de la Seine, les 30 et 31 décembre 1907. L'avocat général Peyssonnié requit une condamnation sévère. La défense fut présentée par M^{re} Moro-Giafferi, Lafont, Hervé, Urbain Gohier, Dreyfus, Falk, Besançon, Jean Brack et Maria Vêrone.

Sur verdict affirmatif, la Cour condamna chacun des signataires du manifeste à cent francs d'amende et à une peine d'emprisonnement de dix mois pour les uns et d'un an pour

les autres. Seuls, les deux individus qui avaient apposé les affiches, ainsi que la fille Roussel furent acquittés (1).

La Cour d'assises de la Seine eut encore à juger, le 31 mars 1913, un anarchiste du nom de Lecoin, poursuivi pour avoir répandu un tract et une affiche, tirés l'un à cent mille, l'autre à deux mille exemplaires. Sous ce titre expressif : « Aujourd'hui insoumis, demain réfractaire, plus tard déserteur ! », ces écrits contenaient les pires provocations de militaires à la désobéissance. Le tout était publié sous les auspices de la Fédération communiste anarchiste.

Sur verdict affirmatif du jury, Lecoin fut condamné à quatre ans de prison et deux mille francs d'amende (2).

(1) *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} janvier 1908.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 31 mars-1^{er} avril 1913.

CHAPITRE II

DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

SECTION I

Les offenses au président de la République

Le devoir de protéger la dignité du chef de l'Etat a, de tout temps, motivé l'existence de dispositions législatives punissant les offenses dirigées contre sa personne. La loi de 1881 n'a pas manqué à cet usage :

« L'offense au président de la République, déclare l'article 26, par l'un des moyens énoncés dans l'article 23 et dans l'article 28 est punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 francs à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Ce texte ne vise donc que l'offense commise par voie de discours, d'écrits ou d'imprimés, de dessins ou gravures. Les outrages envers le chef de l'Etat accomplis par les mêmes moyens, mais non rendus publics, ainsi que les outrages effectués par gestes, sont réprimés par les articles 222 et 223 du code pénal et déférés à la juridiction correctionnelle.

Le délit d'offense envers le président de la République n'a d'ailleurs pas été défini avec précision par la loi de 1881. Le droit de critiquer les actes du chef de l'Etat reste toutefois entier et chacun peut en user librement s'il consent à ne pas s'écarter des formes courtoises du respect, même le plus limité, dû au premier magistrat de la République. Les pouvoirs personnels du chef de l'Etat rendent en effet ce droit nécessaire. Il doit être permis à chacun d'écrire, s'il le pense, qu'en faisant

suite et condamna l'auteur du libelle à trois mois de prison et quinze cents francs d'amende (1).

L'*Anti-Radical* de la Mayenne, ayant reproduit la partie principale de l'article du *Clairon*, était également cité à la même audience. Son gérant n'ayant pas comparu, fut condamné par défaut à deux mois de prison et mille francs d'amende. L'affaire revint sur opposition, devant le jury parisien, le 10 février 1882. Après plaidoirie de M^e Robinet de Cléry et sur verdict affirmatif du jury, le gérant de l'*Anti-Radical* fut condamné à trois mois de prison et cinq cents francs d'amende (2).

L'affaire du *Clairon* fut un cas isolé d'attaque contre le Président de la République. Un second allait suivre quelques années plus tard.

Un vieux blanquiste, Albert Goullé, indigné des fréquentes perquisitions ordonnées par le gouvernement chez les socialistes et de la confusion que l'on tentait d'établir entre eux et les militants anarchistes, fit paraître en première page, première colonne, du journal la *Petite République* du 22 août 1894, une violente diatribe intitulée : « Chaise percée ». Après quelques allusions à la maladie d'entrailles dont on disait atteint le président du Conseil Dupuy, l'article poursuivait :

« Le constipé Casimir, seul homme de France qui ne soit pas à la merci des flux du ventre et tempêtes de boyau c...ier du relâché de Vernet, doit, là-bas, à Pont-sur-Seine, trouver ça très drôle. Même vis-à-vis des mineurs d'Anzin, il n'osa pas pareille farce de foire. Jamais il ne vit, certes, si vaste territoire embrenné.

« L'un de ses prédécesseurs, célèbre par ses traits d'esprit, disait devant une inondation : « Que d'eau ! Que d'eau ! » En présence de ce débordement d'autre sorte, que va donc s'écrier Casimir ?

« En vérité, ces individus se sauvent de la haine par le grotesque. Ce sont des fantoches échappés d'une parade. Grimpés à l'estrade du Pouvoir, ils s'y comportent comme sur des tréteaux, et le public, ébahi, éprouvant une honte hésite entre s'indigner ou éclater de rire.

« Comment ! c'est ce bateleur en habit, patron de ce pitre en bonnet de coton et en flanquet de chemise, derrière qui jappent des Barthous savants, qui représente la République Française !...

« Dupuy est l'exacte incarnation de la caste boutiquière, comme Périer est celle du haut négoce et de la puissante industrie. Jusque dans sa maladie, malpropre, indécente, puante, que l'on eût dû cacher, il la personifie...

(1) *Gazette des Tribunaux*, 11 décembre 1881.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 11 février 1882.

« A force de parler d'anarchie, il s'est cru lui-même menacé et a gagné la courante...

« Quand le romantique Lion Populaire voudra comme en 1830, en 1848, en 1870, débayer la place, il lui faudra s'accompagner d'une équipe de vidangeurs. »

Cette diatribe conduisit, le 22 septembre 1894, devant la Cour d'assises de la Seine, à la fois son auteur et le gérant de la *Petite République*. Interrogé par le Président, Albert Goullé déclara qu'il n'avait voulu maltraiter que le président du Conseil, M. Dupuy, mais qu'il n'avait jamais songé à offenser en quoi que ce soit le chef de l'Etat.

M^e Viviani, qui assumait la défense des deux accusés, s'efforça de démontrer que tout l'article visait M. Charles Dupuy et qu'il ne contenait rien qui puisse atteindre M. Casimir Périer.

« Alors, que reste-t-il contre le président de la République ?, s'écria-t-il. Le mot constipé ! Je reconnais que c'est un mot désagréable mais pas une offense, un mot de nature à froisser son amour-propre, mais c'est tout.

« Le mot bateleur ? Il peut être encore désagréable, mais ce n'est pas une injure : n'est pas bateleur qui veut. C'est une profession honorable que celle de faire des tours de passe-passe sur les places publiques et pour l'exercice de laquelle il faut l'autorisation du Préfet, et l'absence de toute mention fâcheuse sur son casier judiciaire, ce qui n'est pas donné à tout le monde...

« Et l'on voit là des offenses ! Ce n'est tout au plus que l'appréciation sévère du régime actuel. Constipé ! Mais à l'heure où je parle le tiers des Français est peut-être dans un état semblable. Si c'est une offense, ce ne peut être qu'à la fraîcheur du teint du président de la République, mais non à sa personne. Un jeune fiancé sur le point de se marier pourrait s'en fâcher, mais Casimir !... »

Le jury rapporta un verdict affirmatif, avec admission des circonstances atténuantes en faveur des deux prévenus. La Cour condamna Albert Goullé à deux mois de prison, le gérant du journal à quinze jours de la même peine, et chacun en outre à mille francs d'amende (1).

Les attaques contre le chef de l'Etat allaient aussi constituer, pour certains partis, un moyen d'action politique. L'année 1894 marque le début d'une véritable campagne de calomnies et d'injures allant même jusqu'à la provocation à l'assassinat,

(1) *Gazette des Tribunaux*, 23 septembre 1894.

dirigée contre le président de la République par les socialistes révolutionnaires. D'après ceux-ci, tout chef d'Etat étant un mal-facteur qui abuse contre le peuple de son autorité, le supprimer serait accomplir un acte de justice.

Les incitations au meurtre qui se succédèrent dans les journaux du parti aboutirent à l'assassinat du Président Carnot, le 24 juin 1894. Déjà très violentes, lors de la condamnation de Vaillant, ces provocations avaient redoublé d'intensité après l'exécution d'Emile Henry. Un mois avant le meurtre du Président, un journal révolutionnaire publiait un article où la menace se dissimulait à peine sous la prophétie :

« Carnot et le gouvernement qu'il représente n'échapperont pas à cette loi immuable : la force appelle la force, la violence appelle la violence, l'assassinat appelle l'assassinat. »

Les anarchistes avaient deux armes pour mettre leurs desseins à exécution : le poignard et la calomnie. Après avoir employé le premier, ils allaient utiliser le second. Le Président Casimir Périer était à peine élu, que les attaques commencèrent contre lui, d'autant plus violentes, qu'il avait droit à double titre à la haine des révolutionnaires. Il était en effet non seulement chef de l'Etat, mais descendant d'une famille de grands bourgeois, patrons d'usine et chefs d'industrie. Et ces derniers étaient, aux yeux des anarchistes, des despotes qu'il fallait abattre.

L'épisode le plus caractéristique de cette lutte acharnée et sans trêve entre l'Elysée et les socialistes se manifesta à l'occasion du procès intenté à Gérault-Richard.

Le 20 septembre 1894, paraissait dans le journal le *Chambard*, un article de Gérault-Richard, dirigé contre le Président Casimir Périer et dépassant toute borne dans la voie de l'insulte et de l'outrage. Cet article, dont voici quelques passages, était intitulé :

A BAS CASIMIR !

« Casimir Périer a raison de haïr le peuple. Rarement il aura fait un placement aussi avantageux, car sa haine lui est rendue au centuple...

« Depuis Guizot, nul homme politique n'assume pareille antipathie. Il a même sur l'outrancier de l'enrichissement, l'avantage de la rapi-

dité. A peine élu président, il ressentit ce qu'un psychologue de l'amour appellerait le coup de foudre... inverse.

« Oh ! le vilain moineau ! » s'écriaient les passants raccrochés par ses photographies outrageusement copieuses, qui battaient le quart au coin des rues.

« Sale tête ! » disaient entre deux coups de sifflet, les gavroches, à la grande colère des policiers...

« Et le peuple se taisait toujours.

« Il s'est décidé à parler dimanche dernier, cependant. Cinq mille voix ont conspué le faux patriote, le faux républicain, le faux philanthrope.

« Casimir a-t-il entendu ? Et s'il a entendu, comprend-il ?

« En ce cas, sa haine va redoubler. Il se rappellera l'exemple de son aïeul, celui qui trafiquait de la France, édifant une fortune colossale sur de colossales trahisons.

« Les crimes du grand-père profitent au petit-fils, puisqu'ils lui assurent la supériorité dans le royaume des exploitants. Pourquoi ne pas les revendiquer hautement ? Ces millions, Casimir en connaît la déshonorante origine ; il les garde, et son ambition politique n'a d'autre but que de s'en garantir la perpétuelle jouissance.

« D'ailleurs, il ne tardera point à le déclarer. Lorsqu'il jugera inutile ses comédies de sentimentalisme et ses accès de sensiblerie, sa nature, sa belle nature de dévorant, reprendra le dessus. Il nous en voudra d'avoir deviné, sous des apparences maladroites, l'homme qu'il est dans sa détestable réalité ; avec son arrogance brutale d'exploiteur, sans pitié ni noblesse, sans entrailles et sans âme, image fidèle et repoussante d'une caste sanguinaire dont la prospérité a pour étiage la mortalité des travailleurs...

« Aujourd'hui, les citoyens se taisent sur son passage. Demain le cri populaire retentira : « A bas Casimir ! », c'est-à-dire « Vive la République des Travailleurs ! »

Le 5 novembre, Gérault-Richard, auteur de cette diatribe et gérant du *Chambard*, comparait, à ce double titre, devant les assises de la Seine.

Interrogé par le Président, le prévenu rappelle ces paroles de M. Casimir Périer lors de son entrée à l'Elysée : « Je vous appartiens maintenant, vous pouvez me discuter ». Il s'est borné à disposer de cette autorisation.

Après le réquisitoire de l'avocat général Mérillon, Jaurès présente la défense de Gérault-Richard. L'homme politique ne pouvait qu'ouvrir un débat politique. Contre le président de la République et la famille Périer, le député de Carmaux prononce le plus violent des réquisitoires. Il s'élève avec véhémence contre les procédés par lesquels se sont enrichis depuis un siècle les membres de la famille des Périer, « éternels traitants, ambitieux et avarés ». C'est par des opérations usuraires que le

domaine de Pont-sur-Seine, lieu de villégiature du Président, est devenu leur propriété. Et Jaurès de s'écrier :

« Oui, messieurs les jurés, c'est la loi souveraine de l'histoire : il faut que tout régime ait son symbole et son signe visible par où se traduit et éclate son âme. On a voulu faire la République des grands manieurs d'argent et des grands usuriers. Eh bien ! le domaine où réside le président de la République, où il convoque les ministres et signe les décrets, le domaine d'où il promulgue les lois et où il reçoit, au nom de la France, les représentants des peuples, c'est une terre d'usure, et lorsque la République française touche ce sol, c'est un esprit d'usure qui monte en elle.

« Je vous l'avoue, j'aimais mieux pour notre pays les maisons de débauche où agonisait la vieille monarchie de l'ancien régime, que la maison louche de banque et d'usure où agonise l'honneur de la République bourgeoise... »

Mais le Président Golliet, mal à l'aise, arrête l'orateur dans sa philippique plus outrageante encore pour le président de la République que ne l'était l'article incriminé :

« — M. Jaurès, vous allez trop loin. Vous avez fait jusqu'à présent le procès de la famille Périer et vos dernières comparaisons dépassent toutes les bornes. Vous comparez la maison du président de la République à une maison de débauche... »

« — Je ne la compare pas, coupe Jaurès, je la mets au-dessous.

« — Permettez..., réplique le Président, vous ne tenez pas l'engagement que vous avez pris au début de l'audience.

« — J'ai pris, M. le Président, l'engagement de dire toute la vérité, déclare Jaurès, et je le tiens. »

Et l'intrépide défenseur termine sa plaidoirie en demandant au jury de rendre un verdict d'acquiescement, un verdict de liberté.

Après un quart d'heure de délibération, le jury ayant rapporté un verdict de culpabilité, sans circonstances atténuantes, la Cour condamna Gérault-Richard à un an de prison et trois mille francs d'amende.

Le retentissement du discours de Jaurès fut immense. Publié sous forme de brochure, il fut répandu dans tout le pays à des milliers d'exemplaires. Deux mois après, le 6 janvier 1895, une élection partielle dans le 13^e arrondissement de Paris, envoyait Gérault-Richard au Palais-Bourbon (1).

(1) *Gazette des Tribunaux*, 5, 6 novembre 1894 ; A. Zévaès : *Histoire de la Troisième République*, p. 368 ; M. Garçon : *La Justice contemporaine*, p. 213.

Quelques jours après la publication de l'écrit de Gérault-Richard, paraissait, le 7 octobre 1894, dans le journal le *Peuple*, un article intitulé « Message » dont il faut extraire ce passage :

« Condamné par le suffrage universel, Périer n'est plus après tout qu'une épave, un vagabond de la politique que ne protège efficacement aucune vaine immunité.

« Son prestige est maculé de crachats.

« Président, vous ne l'êtes plus que par une fiction constitutionnelle. Vous n'avez pas l'ombre d'autorité. Vous occupez la première magistrature de l'Etat par une sorte d'usurpation légale, puisque vous n'avez plus la confiance du souverain : le suffrage universel. »

A la suite de cet entrefilet, le gérant du *Peuple* et Laurent Crozier, dit Dutreuil, auteur de l'article, comparurent, le 22 novembre 1894, devant les assises du Rhône. Leur défenseur, M^e Marietton, s'efforça de démontrer dans sa plaidoirie, que ce n'était pas la personne du chef de l'Etat, mais seulement la politique présidentielle qui faisait l'objet des attaques du polémiste.

Le jury ayant rendu un verdict affirmatif, avec admission de circonstances atténuantes en faveur du gérant, la Cour condamna celui-ci à huit jours d'emprisonnement et cinquante francs d'amende. Crozier, l'auteur de l'article, se vit infliger quatre mois de prison et cent francs d'amende (1).

Les attaques se poursuivirent contre le Président Casimir Périer sous toutes les formes et à n'importe quel propos. Elles devinrent si nombreuses que le Parquet dut renoncer à exercer des poursuites dans chaque cas.

Le 8 novembre 1894, on pouvait lire dans la *Petite République* cet article du rédacteur en chef, M. Millerand :

L'ENNEMI

« M. Casimir Périer est l'incarnation vivante, le rejeton orgueilleux des grands bandits légaux qui ont détroussé vos ancêtres par l'usure, par le monopole, par la savante mise en œuvre de tous les procédés que la loi faite par eux et pour eux, leur mit en main. Qu'il garde l'argent, soit. Mais demander par surcroît l'estime et l'amour de ceux qu'il a dépouillés, c'est se moquer.

« Que les courtisans de l'Elysée poursuivent donc l'œuvre qu'ils ont assumée, de construire avec tant de misères accumulées et de haines justifiées, une popularité à leur maître.

« La démocratie leur répondra que les intrigues ont bien pu imposer à la République française un Président éphémère, mais qu'elle subisse et n'acclame pas l'homme qui, par ses relations personnelles comme

(1) *Gazette des Tribunaux*, 23 et 24 novembre 1894.

par ses traditions de famille, par les espérances qu'il suggère comme par les souvenirs qu'il réveille, est, à ses yeux, non pas le chef, mais l'ennemi. »

En 1895, la *Petite République* saisit l'occasion du 1^{er} janvier pour offrir au Président Casimir Périer des vœux dépourvus de toute aménité :

« Mauvaise année, Casimir, puisque vous êtes le grand complice et le haut représentant des féodaux modernes.

« ... Nous sommes absents de chez vous, vous ne nous verrez pas, mais tout de même vous penserez à nous, Casimir ; vous penserez que malgré les compliments officiels et les réceptions, les harangues, les courbettes, nos vœux implacables sont là et vont à vous et que toute cette parade qui vous environne ne vous protégera pas... »

Le Parquet persistait dans son inaction, mais quelques jours après, Casimir Périer était démissionnaire. Le 15 janvier 1895, le chef de l'Etat adressait aux Chambres ce message dans lequel il ne dissimulait pas son amertume :

« On a réussi à égarer l'opinion publique...

« Depuis six mois se poursuit une campagne de diffamation et d'injures contre l'armée, la magistrature, le Parlement, le chef irresponsable de l'Etat, et cette liberté de souffler les haines sociales continue à être appelée la liberté de penser. Le respect et l'ambition que j'ai pour mon pays ne me permettent pas d'admettre qu'on puisse insulter, chaque jour, les meilleurs serviteurs de la patrie et celui qui la représente aux yeux de l'étranger. Je ne me résigne pas à comparer le poids des responsabilités morales qui pèsent sur moi et l'impuissance à laquelle je suis condamné. Peut-être me comprendra-t-on si j'affirme que les fictions constitutionnelles ne peuvent faire taire les exigences de la conscience politique ; peut-être, en me démettant de mes fonctions, aurai-je tracé leur devoir à ceux qui ont le souci de la dignité du pouvoir et du bon renom de la France dans le monde... » (1).

C'était un succès pour les partis de gauche, mais cette victoire fut de courte durée. L'élection de Félix Faure à la présidence de la République, et l'échec de Brisson, candidat des socialistes, allait soulever une nouvelle fois « les justes colères de la démocratie républicaine ».

Dans son numéro du 18 janvier 1895, le *Parti ouvrier* annonçait en ces termes les résultats du vote :

« Après deux scrutins, les votes se sont ainsi répartis :

MM. Félix Faure	430 voix (élu)
Brisson	380 —

M. Félix Faure devient le locataire de l'Elysée.

A lui les trognons de pommes ! »

(1) *Gazette des Tribunaux*, 17 janvier 1895.

Les premiers trognons furent lancés par l'*Intransigeant*, qui qualifia le Président Félix Faure de « Président des non-lieu, ami des flibustiers, excellemment compétent dans les brigandages coloniaux, Président de la République des chéquards ». Et l'auteur de l'article concluait : « Il ne nous reste plus qu'à serrer nos couverts ».

Le lendemain de l'élection du nouveau Président, un meeting de protestation fut organisé à la salle des Mille-Colonnes. Au cours de cette réunion, Félix Faure fut couvert d'injures.

Un rédacteur de la *Petite République* se fit remarquer par ses violentes attaques contre le nouveau chef de l'Etat, qu'il traita de « mannequin grotesque qui ne fera peur qu'aux moineaux des jardins de l'Elysée ».

Le Parquet observait toujours une attitude de prudente inertie.

Mais après le ministère Ribot, ce furent les radicaux que Félix Faure appela au pouvoir. Et le nouveau ministère, présidé par Léon Bourgeois, ne put se maintenir qu'avec l'appui des socialistes. Aussi, le 24 novembre 1895, Jules Guesde déclarait-il à Lille que l'heure était venue de déposer le fusil et de se remettre tout entier à la charrue (1).

Ce fut la fin des attaques dirigées contre le Président de la République.

SECTION II

Les fausses nouvelles

Sans aller jusqu'à dire comme Barbey d'Aurevilly que les journaux sont « les chemins de fer du mensonge », il faut reconnaître qu'ils prennent parfois quelque liberté avec l'exactitude. La presse moderne s'ingénie à découvrir partout des nouvelles à sensation. Quand il y en a, elle les grossit ; quand il n'y en a pas, elle en invente. Ces nouvelles, œuvre de pure imagination, sont le plus souvent inoffensives, mais elles peuvent

(1) A. Zévaès : *Histoire de la Troisième République*, p. 372.

aussi présenter un certain caractère de gravité. D'importantes nouvelles lancées dans la circulation peuvent à certains moments, pendant un temps si court soit-il, donner le change au public, provoquer une panique, alarmer l'opinion ou tout au moins la déconcerter. Le législateur n'a pas estimé devoir laisser impunie la publication de faits de cette nature lorsque le journaliste en connaissait le caractère mensonger et qu'un trouble dans l'ordre public en était résulté.

Le délit de fausses nouvelles a été réprimé par l'article 27 de la loi de 1881, ainsi conçu :

« La publication ou reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 1.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, lorsque la publication ou la reproduction aura troublé la paix publique et qu'elle aura été faite de mauvaise foi. »

Ainsi pour qu'il y ait délit de fausses nouvelles, quatre conditions sont exigées :

Il faut d'abord qu'il s'agisse de nouvelles fausses, c'est-à-dire de l'annonce ou de la narration d'un fait inexact, présenté comme venant de se produire, ou de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers.

Le second élément du délit est la publicité, réalisée par un moyen quelconque, même non compris dans l'énumération des articles 23 et 28.

Il est encore nécessaire que la fausse nouvelle ait troublé la paix publique d'une manière effective. Il ne suffira pas qu'elle soit seulement de nature à l'affecter. Le trouble peut être soit matériel, comme une émeute ou des désordres, soit moral, mais dans ce cas il doit être suffisamment profond pour impressionner gravement l'esprit public et se traduire par des signes extérieurs. L'appréciation de l'existence d'un trouble réel est laissée au juge du fait dans chaque espèce particulière. Et c'est à raison de cette grande latitude qui lui est reconnue, que celui-ci ne peut être que le représentant de l'opinion publique, c'est-à-dire le jury.

Enfin, dernière condition, il faut que la publication ou reproduction ait été faite de mauvaise foi, par des personnes qui savaient que la nouvelle était fausse, et avec intention de nuire,

c'est-à-dire en vue d'apporter un trouble réel à la paix publique. Pour que le prévenu puisse établir sa bonne foi, il ne lui suffira pas de prouver que l'effet produit par la fausse nouvelle a dépassé ses prévisions, il devra établir qu'en publiant la nouvelle qu'il savait fausse, il lui était impossible de prévoir, à raison du peu d'importance de son contenu, qu'elle fût susceptible de troubler la paix publique.

Le délit de fausses nouvelles, ainsi défini, est de la compétence de la Cour d'assises. Toutefois, les tribunaux correctionnels ont à connaître de certains délits spéciaux de fausses nouvelles, édictés par les lois séparées. Il en est ainsi de l'émission de fausses nouvelles en matière électorale, réprimée par l'article 40 du décret du 2 février 1852 ; de la diffusion de faits faux ou calomnieux tendant à opérer la hausse ou la baisse artificielle du prix des denrées ou marchandises, ou des effets publics ou privés, réprimée par l'article 419 du code pénal ; de la publication ou reproduction de nouvelles fausses de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées, qui tombe sous le coup du décret-loi du 30 octobre 1935 ; et enfin de la propagation de faits faux ou d'allégations mensongères de nature à porter atteinte au crédit de l'Etat, punie suivant les dispositions de la loi du 18 août 1936, modifiant celle du 12 février 1924.

C'est ainsi qu'un certain nombre de poursuites pour fausses nouvelles ont pu être portées devant les tribunaux correctionnels. En avril 1936, *l'Humanité* ayant relaté la mort d'un soldat à la suite d'une vaccination, fut condamnée pour publication de fausses nouvelles de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées. Une application de la loi du 12 février 1924, visant les atteintes au crédit de l'Etat, fut faite en 1935 à un rédacteur du journal *Vendémiaire*, à la suite de la publication d'un article dans lequel il exprimait ses inquiétudes sur la situation financière de la Caisse des dépôts et consignations (1). Ce fut encore pour atteinte au crédit de l'Etat qu'en 1936 un professeur de philosophie se vit condamner pour avoir annoncé la dévaluation qui était sur le point d'avoir lieu. La nouvelle était vraie, comme les événements ne tardèrent pas à le prouver, mais elle était, à ce moment, *officiellement* fausse.

(1) V. *supra*, p. 150,

Il est d'ailleurs à remarquer que seuls les intérêts de l'Etat sont protégés par ces lois et que ceux des individus ne le sont pas. C'est ainsi qu'un ministre peut, en toute quiétude, déclarer qu'aucune dévaluation n'aura lieu et la faire le lendemain, dépouillant ainsi les épargnants. Il aura réalisé une opération discutable au point de vue moral, mais en droit, non punissable. Ce sera à ses électeurs de s'expliquer avec lui, le moment venu, et de lui appliquer, s'ils le jugent utile, la sanction dont ils disposent.

Quant aux poursuites intentées devant le jury, en vertu de la loi de 1881, il semble qu'elles n'aient pas dépassé le stade de l'information. « Je ne crois pas, disait récemment M. Léon Blum, alors président du Conseil, qu'il y ait un exemple, depuis 1881, d'une condamnation prononcée par application de l'article 27... Il y a eu dans certains cas des informations ouvertes. Jamais l'article n'a joué en tant que moyen de répression... » (1).

Il faut reconnaître qu'avec les moyens d'information modernes, il est rare qu'une fausse nouvelle puisse exercer une action durable sur l'opinion. Elle serait à l'instant même démentie et le public s'apercevrait vite qu'il a été abusé.

SECTION III

Les outrages aux bonnes mœurs

L'outrage aux bonnes mœurs consiste dans l'atteinte à la pudeur publique commise par la voie de la publication. Le législateur n'a pas cru devoir laisser un tel écart impuni et il inséra dans la loi du 29 juillet 1881 un article 28 ainsi conçu :

« L'outrage aux bonnes mœurs, commis par l'un des moyens énoncés en l'article 23, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 16 à 2.000 francs. »

La répression devait être assurée par le jury. Mais la promulgation de la loi entraîna un véritable débordement de publications obscènes à bon marché, que le Parquet ne put enrayer,

(1) Ch. des dép., S. du 8 déc. 1936 ; *J. O. Déb. Parl.*, p. 3394,

faute d'armes efficaces. Aussi, une loi du 2 août 1882 vint-elle remédier à l'insuffisance de ces dispositions. Laissant de côté les outrages aux bonnes mœurs commis, soit par la voie du livre, soit par discours, chants ou cris obscènes, elle fit rentrer dans le droit commun et attribua à la compétence des tribunaux correctionnels les outrages commis grâce à tout autre moyen de publication, c'est-à-dire à l'aide d'écrits, d'imprimés autres que le livre, d'affiches, de journaux, etc... Enfin, une loi du 16 mars 1898 retira au jury la connaissance des chants proférés publiquement. Elle créait en même temps, un délit nouveau : la vente, la mise en vente ou l'annonce de livres déjà condamnés par la Cour d'assises. Ce délit était puni des peines prévues dans la nouvelle loi et la répression en était confiée au tribunal correctionnel.

Quant aux délits commis à l'aide de dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes, ils furent dès la loi de 1881 de la compétence du tribunal correctionnel.

Ce sont donc exclusivement les délits commis par la voie du livre, par cris ou discours, qui relèvent de la juridiction du jury et restent soumis aux règles de procédure et aux pénalités édictées par la loi sur la presse, qu'il conviendra d'étudier.

Mais que faut-il entendre par outrage aux bonnes mœurs ? Le terme est bien vague. La difficulté est de fixer une limite au délit.

Richepin écrivait, après la condamnation de la *Chanson des Gueux* : « Je proteste de toutes mes forces contre cette absurdité : la justice contrôlant l'art. L'art est une chose, la morale en est une autre, et ces deux choses n'ont rien à voir ensemble ».

Voir, sentir, exprimer, tout l'art est dans ces trois termes, mais ils sont infinis comme les conceptions mêmes de l'esprit, rapporte M. Fabreguettes (1). Vouloir apporter des entraves à l'expression de la pensée ; prétendre, au nom de la pudeur, assigner à l'écrivain des bornes qu'il ne doit pas franchir, c'est supprimer toute poésie, toute hardiesse, toute aspiration vers l'idéal. Toute œuvre littéraire serait impossible, si l'écrivain, pour ne blesser personne, n'avait pas le droit d'aborder librement l'étude des passions. Dans ce vaste domaine du cœur, il

(1) Fabreguettes, *op. cit.*, t. II, p. 339.

ne doit avoir d'autres limites que celles de son talent. Il doit pouvoir descendre jusqu'aux plus lamentables réalités, décrire, avec brutalité, les instincts grossiers, les misères, les perversions, tout « le fond désolé du gouffre intérieur » ; les genres les plus divers lui sont permis, pourvu qu'il soit sincère et qu'il ne cherche pas seulement à exciter une curiosité malsaine par l'immoralité de ses peintures ou la crudité de son style. L'indécence du sujet et la hardiesse de la forme ne sont pas interdites lorsqu'elles ne sont pas le résultat d'un système, qu'il n'y a pas un parti pris d'obscénité, qu'il s'agit d'une étude de mœurs, de l'analyse d'un milieu social, de l'observation d'un caractère.

L'obscénité existe, au contraire, là où l'art n'intervient pas pour relever l'idéal. L'obscène, c'est ce qui offense la pudeur, qui s'étale brutalement, qui ne se dissimule pas sous les voiles de l'art ; « c'est le licencieux aggravé par la grossièreté de la forme, ou par la recherche voulue de sujets, de descriptions, de situations visant directement à éveiller dans l'imagination des idées malsaines et dénotant, chez l'auteur, l'intention perverse de s'adresser principalement à l'esprit de luxure et de débauche » (1). « Il y aura outrage, selon M. Fabreguettes, dès que l'on constatera la recherche, l'analyse, la description, la peinture, soigneusement détaillées, de scènes impudiques et lascives, destinées par la nature même des choses à séduire, à pervertir l'imagination. Le dialogue licencieux, la brutalité écœurante qui, voulus, donnent satisfaction aux passions sexuelles, à l'esprit de débauche, tomberont sous le coup de la loi. L'auteur aura nécessairement cherché à éveiller des idées obscènes » (2).

En fait, la distinction entre l'art délicat mais licencieux et l'obscénité voulue et grossière sera parfois difficile à établir. C'est une question d'espèce, une affaire de tact, de mesure et souvent même de circonstances. Comme le fait remarquer M. Le Poittevin, il faudra toujours dans cette appréciation considérer l'ensemble de l'ouvrage et rechercher l'intention de l'auteur, le but poursuivi par lui. C'est un examen de l'œuvre tout entière et non de tel ou tel passage plus ou moins scabreux, de tel ou tel détail graveleux, qui permettra de porter avec sûreté un jugement sur le véritable caractère de toute création de l'esprit. Si

(1) G. Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 365.

(2) Fabreguettes, *op. cit.*, t. II, p. 351.

l'auteur s'est proposé de faire une étude sérieuse, une œuvre vraiment artistique ou littéraire, peu important certains détails que le sujet même a pu rendre nécessaires. Tout autre sera la solution, si des peintures impudiques ou lascives prodiguées à plaisir, ne paraissent inspirées que par le désir d'exciter des passions malsaines (1).

Le jury a apporté une certaine sévérité dans cette appréciation. Les jurés se souviennent qu'ils ont des devoirs à l'égard de leurs propres enfants et se montrent sans indulgence pour les livres dont l'obscénité serait un danger pour ceux-ci, au cas où ces ouvrages viendraient à tomber entre leurs mains. Ils redoutent l'influence dépravatrice que peuvent exercer, à cet âge, les suggestions d'un écrit trop libertin.

C'est d'ailleurs ce que reconnaissait, lors de la discussion de la loi de 1882, le garde des sceaux de l'époque, M. Humbert, qui écrivait dans l'exposé des motifs de son projet de loi sur les outrages aux bonnes mœurs : « Le jury se montre justement sévère quand des faits de ce genre lui sont déférés » (2).

Les ouvrages poursuivis par le Parquet pour outrage aux bonnes mœurs et déférés au jury, peuvent se grouper en deux catégories.

Dans la première, il faut ranger les œuvres littéraires dont les peintures trop réalistes et le style imagé causèrent, à l'époque, un trouble indiscutable. Surpris par la nouveauté du délit, le Parquet estima devoir poursuivre et le jury condamner. Il s'agissait du roman naturaliste qui, ainsi que l'écrit fort justement M. Zévaès :

« ... représente des individus dépourvus de leur libre arbitre, dominés par leurs nerfs et leur sang, entraînés à chaque acte de leur vie par le travail sourd des passions, les poussées de l'instinct, les détraquements cérébraux, les fatalités de la chair.

« Il décrit sans réserve ni fausse honte les milieux sociaux caractérisés par les pires déchéances, les plus empestés, les plus corrompus, les plus navrants.

« Il analyse, à la manière d'un médecin dans un amphithéâtre, ce que, dans la préface de *Thérèse Raquin*, Zola appelle « la pourriture humaine ».

« Et si, dans cette conception du roman, l'auteur estime que, comme le feu, l'étude sincère purifie tout, il n'en arrive pas moins que cette

(1) Le Poittevin : *Traité de la presse*, t. II, p. 164.

(2) Projet de loi n° 765, Ch. des dép., S. du 2 mai 1882 ; *J. O. Déb. parl.*, p. 476.

littérature heurte parfois les conventions admises, les préjugés reçus dont l'ensemble constitue essentiellement la morale courante, la morale officielle, la morale administrative à l'usage des parquets et des tribunaux » (1).

C'est ainsi que plusieurs romanciers furent appelés à répondre devant le jury de la « crudité et de la hardiesse de certaines de leurs peintures ». Dans leur enthousiasme, ils crurent devoir outrepasser les hardiesses de leur chef d'Ecole : Emile Zola. Nombre de livres poursuivis étaient des œuvres de jeunesse, leurs auteurs n'ayant pas atteint l'âge de trente ans : Henry Fèvre était encore mineur, Desprez et Paul Adam n'avaient que vingt-trois ans, Bonnetain vingt-quatre, M. Lucien Descaves vingt-neuf. Mais ni leur jeune âge, ni la tenue littéraire des ouvrages poursuivis, n'eurent raison de la sévérité du jury qui, sauf quelques très rares exceptions, rapporta toujours un verdict de culpabilité.

L'autre série d'ouvrages qui fut soumise à l'appréciation de la Cour d'assises est d'un genre nettement différent. Il s'agit de productions dont le caractère obscène ne peut faire aucun doute. Leurs auteurs, souvent inconnus, se livrent à la description aussi détaillée que possible de scènes impudiques ou lascives, visant à éveiller chez le lecteur des idées malsaines ou à provoquer en lui un état d'excitation anormal. M. Fabreguettes rapporte qu'un grand médecin a dit que « l'éréthisme des sens est la conséquence de la vue, de l'exemple, des lectures » (2). Mais il va plus loin en rappelant cette phrase : « se représenter une action, c'est déjà commencer à l'accomplir ; se la représenter avec une vivacité très grande, c'est presque la réaliser ». S'il en était ainsi les auteurs de ces livres auraient une lourde part de responsabilité dans les conséquences matérielles de ces excitations.

En tout cas, il n'en reste pas moins vrai qu'une telle littérature qui essaye d'insinuer un virus pernicieux, peut, dans une certaine mesure, constituer un danger social. Il faut reconnaître que le tirage de tels livres est heureusement assez restreint et leur prix de vente suffisamment élevé pour n'atteindre qu'une clientèle assez limitée. Tant que de telles productions ne seront répandues qu'entre un petit nombre d'amateurs spéciaux, de

(1) Zévaès : *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*, p. 223 et 224,

(2) Fabreguettes, *op. cit.*, t. II, p. 335,

maniaques ou de détraqués, le mal ne sera pas trop grand, mais leur large diffusion risquerait d'entraîner à brève échéance la décadence du corps social tout entier. Si des mesures trop rigoureuses paraîtraient injustifiables, il importe cependant de tenir en observation les progrès du mal et de veiller à ce que les auteurs de tels ouvrages ne dépassent pas les limites de la liberté d'expression de la pensée, même entendue dans le sens le plus large. Ce sera au Parquet, puis au jury de se livrer à cette appréciation, en tenant compte des circonstances et des répercussions effectives. Là encore, chaque fois que le premier a poursuivi, le second a rapporté un verdict de culpabilité. Il convient maintenant de le démontrer, par le rappel de quelques-unes de ces deux sortes d'affaires.

Le 10 septembre 1884, la Cour d'assises de la Seine avait à juger deux libraires poursuivis pour outrage aux bonnes mœurs. Un certain nombre de publications à caractère purement obscène avaient été saisies dans leurs magasins. Elles étaient annoncées sous les titres plus ou moins prometteurs de : *Joyeusetés Galantes*, *Gamiani* ou *deux nuits d'excès*, *Examen subi par Mademoiselle Flora*, *Le Portier des Chartreux*, etc...

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, avec admission de circonstances atténuantes, les deux libraires se virent infliger, l'un deux mois, l'autre un mois d'emprisonnement et, en outre, cinquante francs d'amende chacun (1).

Une affaire moins banale, qui marqua le début de toute une série de poursuites visant des œuvres à caractère nettement littéraire, allait bientôt retenir l'attention du jury parisien.

Louis Desprez et Henry Fèvre venaient de faire paraître sous la forme d'un roman intitulé *Autour d'un clocher*, un tableau très tendancieux des mœurs rurales de la France. Tous les personnages étaient présentés comme ayant les instincts les plus vils : pas une figure n'attirait la sympathie dans cette réunion de brutes privées de toute dignité humaine. Dans la lettre qu'ils adressèrent à l'éditeur belge Henry Kistemaekers pour lui pré-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 11 septembre 1884,

senter leur ouvrage, les auteurs déclaraient n'avoir fait que dépeindre, tels quels, les êtres qui s'agitaient autour de leur clocher de campagne. Pour eux, le paysan « est brute, travaillé par une passion unique : le gain, qui le pousse journellement à de petits larcins hypocrites et lui fait jeter dans le hangar, comme des cognées vermoulues, ses vieux parents propres à rien ». Le prêtre de campagne, vu de près, est « rustre, bougon, sournois » et l'instituteur moderne — demi-soutané — est « pédant et niais ». L'ouvrage racontait les intrigues du village ameuté contre son curé, lequel finalement, devait déguerpir comme un pestiféré.

Kistemaeckers, qui s'était constitué le champion du naturalisme, accepta d'éditer le volume qui, d'ailleurs, n'attira pas autrement l'attention du public. « Que pouvait faire un pauvre diable de bouquin d'essai entre *Sapho* et les *Blasphèmes* ? », écrira plus tard l'éditeur dans ses *Souvenirs*. Cependant la pudeur du Parquet de la Seine fut choquée par les crudités inutiles que contenait l'ouvrage et par certains passages d'une ironie rabelaisienne parfois un peu grosse. Le livre fut saisi chez les libraires et des poursuites furent annoncées.

Henry Fèvre, alors mineur et demeuré étranger aux négociations en vue d'assurer la publication du roman, fut laissé en dehors de l'accusation et le 20 décembre 1884, seul, Desprez, qui était âgé de vingt-trois ans lorsqu'il écrivit le livre, comparut devant le jury.

Les débats eurent lieu à huis clos. Après le réquisitoire de l'avocat général Bernard, Louis Desprez se leva pour présenter lui-même la défense, non d'*Autour d'un clocher*, mais du roman naturaliste en général.

« Le roman naturaliste, dit-il, serre de près la vie ondoyante et tourmentée ; il nous captive en réfléchissant nos passions. Notre grand crime, du reste, n'est pas d'étudier et de faire vivant, mais bien de ne pas choisir dans la réalité, de croire que tout détail caractéristique doit être reproduit, si l'on ne veut défigurer le vrai par un éclectisme arbitraire et anti-scientifique. »

Il s'efforça ensuite, avec une âpre ironie, de faire entendre aux jurés les raisons pour lesquelles ils étaient incompétents pour juger en matière artistique. « Un seul jury pourrait pro-

noncer, affirma-t-il, un jury composé des Maîtres de notre littérature contemporaine ».

Mais les jurés n'aiment pas à recevoir de leçons, même de littérature. Aussi, malgré une spirituelle plaidoirie de M^e Laguerre, le jury revint-il avec un verdict affirmatif, avec admission de circonstances atténuantes. Desprez s'entendit condamner à un mois de prison et mille francs d'amende. Peut-être aurait-il pu échapper à cette peine, s'il avait su s'imposer à l'audience une attitude plus déferente à l'égard des jurés. « C'était non pas leurs bonnes mœurs, expliquera M. Lucien Descaves, mais leur incompétence qu'il avait outragée, en leur reprochant de se mêler de ce qui leur était étranger. »

L'affaire se termina tragiquement. Ce fut à Sainte-Pélagie, soumis au régime de droit commun que l'auteur d'*Autour d'un clocher* purgea sa peine. L'Administration étant restée sourde aux appels de nombreux écrivains, en vue de faire adoucir le régime pénitentiaire du jeune condamné, l'état de santé de celui-ci s'aggrava et il mourut peu de temps après sa sortie de prison. C'était lui avoir fait payer bien cher quelques exagérations de jeunesse !

Quant à l'éditeur Kistemaeckers, la Cour le condamnait, par défaut, à la même audience, également à un mois de prison et mille francs d'amende. L'affaire revint, sur opposition, le 21 mars 1885. Sur verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes, la Cour réduisit la peine prononcée contre lui à mille francs d'amende (1).

La publication par le même éditeur du roman de Paul Bonnetain intitulé *Charlot s'amuse*, entraîna un nouveau procès littéraire.

L'auteur, engagé très jeune dans l'armée, avait vu de près les hôpitaux militaires et observé les ravages produits par certaines maladies dans l'organisme. Atteint lui-même d'un de ces troubles pathologiques sans remède, il entreprit de le décrire, pensant qu'il pourrait y avoir profit à donner de ce mal une peinture exacte, avec sa genèse, ses diverses évolutions et sa

(1) A. Zévaès : *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*, p. 227 à 235 ; *Toute l'Édition*, 29 février et 7 mars 1936.

fin toujours lugubre. Comme le déclara son défenseur, il ne s'était pas contenté d'un essai superficiel, qu'il aurait pu intituler : « Etude sur l'onanisme », il avait voulu que son sujet devînt un sujet d'horreur pour les malheureux hantés de ce vice et un objet d'éloignement pour tous ceux qui pouvaient succomber aux séductions de ce mal.

Le livre raconte la longue et douloureuse histoire d'un dégénéré, Charlot, victime d'une trop lourde hérédité : « Sa mère, hystérique par nature, devenue alcoolique, écrit M. Zévaès, a déposé en lui les germes d'une névrose dont le pauvre enfant sera la victime. Et toute sa vie, il sera la proie de la souffrance physique et du vice... » La névrose, plusieurs fois combattue fut par moments guérie. Mais chaque fois, la rechute avait lieu. A la fin, abandonné par une fille, remède d'un instant, exaspéré de cette séparation, impuissant à renouer d'autres liens, épuisé par la misère, aigri par l'exclusion sociale dont il était la victime, ressaisi par l'implacable maladie, la névrose héréditaire, il glissa peu à peu sur la pente du suicide, qu'il se décida un jour à accomplir. Telle est l'histoire de Charlot, elle n'est pas gaie...

Dans la préface qu'il écrivit pour la première édition de l'ouvrage, Henry Céard déclarait faire bon marché des égoûts qui empestaient le début du livre pour ne retenir du roman que son « air de thèse pathologique » et cette « effroyable analyse de la condition de l'homme tout en besoins, courant Paris sans le sou, rêvant au vice sans espoir de satisfaire son rêve... »

De son côté, Alphonse Daudet écrivait à l'auteur :

« Votre livre est beau, sinistrement, féroce ment beau... J'admire la vérité de vos tableaux et l'osé de leur éloquence. Si loin que vous alliez, vous dites ce qui est, ce que vous avez vu dans vos cinq ans de caserne et de colonies, et je comprends que vous ayez été tenté d'écrire ce nouveau chapitre de la *passion dans le désert*. Vous l'avez fait avec une puissance et une crânerie dont je vous félicite. »

Le 27 décembre 1884, Paul Bonnetain comparut devant le jury parisien. Pour toute explication, il se borna à répondre et à répéter : « J'ai fait œuvre scientifique ». Cette prétention, chez un écrivain de vingt-quatre ans, parut bien audacieuse à l'avocat général Bernard, qui ne lui ménagea pas ses sarcasmes.

Dans une adroite plaidoirie, M^e Léon Cléry, défenseur du prévenu, s'efforça de démontrer l'inanité de la poursuite :

« Comment le livre de Bonnetain, dit-il, pourrait-il constituer un mauvais livre ? J'entends que la peinture séduisante d'un vice peut faire aimer ce vice. Mais ici ? Charlot est un malade ; son vice est répugnant. Il traverse une longue crise, signalée d'étape en étape par d'intolérables souffrances physiques et morales et il aboutit au suicide. Est-ce là un livre dangereux ? Est-ce là que l'on trouvera un exemple contagieux, un entraînement quelconque ? Vers quoi ? Vers la maladie, ce n'est pas sérieux ! Tout au contraire y est combiné pour inspirer la crainte de ce mal et l'horreur de ce vice. »

Aussi, poursuivit M^e Léon Cléry, faute de pouvoir requérir contre l'ensemble du livre, le ministère public s'attaque-t-il au détail et à grands renforts de bésicles, comme le dit Rabelais, il découvre dans ces 348 pages, dix-huit passages dangereux ! C'est d'abord à la page 18, une scène incriminée : Charlot est le fils d'un ouvrier mort dans la crue subite d'un égout qu'il curait avec ses camarades. L'un d'eux ramène à la maison l'enfant qui attendait son père. La femme hystérique et alcoolique est ivre d'eau de vie. Elle s'en prend au camarade de son mari et, en proie au double délire des sens et de la raison, que n'expliquent que trop son mal et son ivresse, elle se donne à lui ou plutôt elle le force de la prendre devant l'enfant qui sommeille sur son grabat. Et M^e Léon Cléry de montrer que les scènes relevées dans l'accusation ne sont que la peinture de la réalité, qu'une telle description ne saurait être condamnable et que telle est d'ailleurs la mission que se propose de remplir l'Ecole naturaliste.

Le jury se rendit à la force des arguments présentés par M^e Léon Cléry et rapporta un verdict négatif qui permit l'acquittement de Bonnetain (1).

Le 19 mars 1885, la Cour d'assises de la Seine avait à se prononcer sur le cas d'un courtier en librairie spécialisé dans la vente des livres obscènes, chez qui l'on avait saisi une vingtaine de productions de cet ordre, parmi lesquelles : *l'Erotika* Biblion de Mirabeau, *La Fleur lascive orientale*, *Les Cousines de*

(1) Zévaès : *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*, p. 236 ; *Revue des Grands Procès contemporains*, 1885, p. 77 à 95.

la Colonelle, Les Confessions galantes d'une femme du monde, La Philosophie dans le boudoir, etc...

Après une longue délibération, le jury rapporta un verdict affirmatif, muet sur les circonstances atténuantes, en vertu duquel la Cour condamna le prévenu à six mois de prison et mille francs d'amende. La destruction des ouvrages incriminés était en outre ordonnée (1).

Un livre de René Maizeroy publié par la maison Havard et ayant pour titre *Deux Amies*, allait conduire auteur et éditeur, le 27 avril 1885, devant les assises de la Seine.

Les romans de René Maizeroy, tels *Le Mal d'aimer, L'Adorée, Les Amours défendues, etc...*, ont toujours, écrit M. Zévaès, « un incontestable caractère de laisser aller sensuel et de lascivité. C'est à la description des scènes de volupté et de luxure, que d'une touche légère, sa plume se complait. Les héroïnes sont de préférence de jeunes et jolies filles, aux cheveux en or, à la peau rayonnante, à la nuque ronde et grasse, au corps svelte, aux yeux toujours mouillés par quelque jouissance, à la bouche désirable, pareille à un piment rouge où l'on piquerait des graines de riz. »

Malgré le caractère littéraire de l'œuvre, le jury rapporta un verdict affirmatif, mitigé par des circonstances atténuantes, qui entraîna pour René Maizeroy une condamnation à mille francs d'amende. Quant à l'éditeur, bénéficiant d'un verdict négatif, il fut acquitté (2).

Peu de temps après, Paul Adam, alors âgé de vingt-trois ans, était traduit devant la Cour d'assises de la Seine, pour son premier livre : *Chair Molle*.

Cet ouvrage, qui portait en sous-titre *roman naturaliste*, était conçu selon l'esthétique la plus orthodoxe de l'Ecole :

« Ce qui m'a conquis dans *Chair Molle*, écrivait Paul Alexis dans la préface, ce que j'ai trouvé solide et sain et rassérénant, ce sont les dessous de vérité que j'ai cru reconnaître derrière chaque page. Comme aurait dit Duranty, « ce livre a le son de la réalité ».

(1) *Gazette des Tribunaux*, 20 mars 1885.

(2) A. Zévaès : *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*, p. 238-239 ; *Gazette des Tribunaux*, 27-28 avril 1885.

Chair Molle, écrit M. Zévaès, qui a retracé de façon si vivante et si pittoresque quelques-unes de ces poursuites pour outrage aux bonnes mœurs, « est l'histoire des tribulations et des déchéances lamentables d'une fille du peuple, Lucie Thirache, comme hélas ! la vie en révèle tant : bonne fille, à l'intelligence crépusculaire, généralement inoffensive, elle rit, elle pleure, insouciant ; elle commence dans une maison close et elle finit à l'hôpital ».

Paul Adam comparut, le 10 août 1885, devant le jury parisien. Malgré une éloquente plaidoirie du bâtonnier Albert Danet, il fut reconnu coupable, avec circonstances atténuantes, et condamné à quinze jours de prison et mille francs d'amende. Il parvint d'ailleurs à bénéficier pour l'emprisonnement d'une remise gracieuse de la peine (1).

Le 15 septembre 1885, Ernest d'Orllanges, poursuivi devant les assises de la Seine, à raison de son livre *L'Homme à passions*, était reconnu coupable par le jury. Bénéficiant des circonstances atténuantes, il fut condamné à mille francs d'amende (2).

Le 15 mars de l'année suivante, c'était un livre intitulé : *Le Gaga ou mœurs parisiennes*, qui était déféré au jury de la Seine.

L'auteur, Dubut de Laforest, connu pendant quelque temps une certaine renommée pour ses romans de mœurs, dans lesquels il exposait avec complaisance, les passions, les amours, et surtout les tares et les vices de certains de ses contemporains.

Le *Gaga*, écrit encore M. Zévaès, « c'est l'histoire assez peu glorieuse d'un marquis qui sombre dans la débauche ; qui, le soir, court les établissements les plus somptueux pour se retrouver à la fin de la nuit, dans les bouges les plus abjects, s'offrant ainsi tour à tour le spectacle des luxures raffinées et des orgies crapuleuses, s'enfermant dans les chambres obscures et silencieuses et là, les yeux collés aux ouvertures pratiquées dans les murailles s'exaltant au tableau des couples qui se succèdent... »

(1) A. Zévaès : *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*, p. 239 à 243 ; *Gazette des Tribunaux*, 10-11 août 1885.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 16 septembre 1885.

Dans ses *Souvenirs*, le Conseiller Bérard des Glajeux, qui présidait alors les assises, commente ainsi l'affaire :

« C'était cependant, ainsi que l'auteur l'écrivait au Président des assises, « une étude pathologique » qui ne devait pas être prise isolément, mais rentrait dans un certain cadre, entre le *Faiseur d'hommes* et *Mademoiselle Tantale*, du même auteur. Seulement, ce côté pathologique, que l'écrivain faisait ressortir, est indifférent à des jurés qui ne sont ni des confesseurs, ni des médecins ; quel que fût le talent du livre, ils y trouvèrent trop de choses selon la nature, et surtout contre la nature : les ombres et les voiles manquaient... » (1).

Aussi, malgré tout le talent dont M^e Léon Cléry fit preuve dans la défense, le jury revint-il avec le verdict de condamnation réclamé par l'avocat général Roullier contre l'auteur du *Gaga*. Dubut de Laforest fut condamné à deux mois de prison et mille francs d'amende. Mais il fit l'objet, par la suite, d'une mesure de clémence : ses droits civiques furent maintenus et sa peine d'emprisonnement commuée en une forte amende. L'éditeur de l'ouvrage — en l'espèce, le directeur de la maison d'édition Dentu, M. Edmond Hippeau, — également poursuivi, allait bénéficier de plus d'indulgence. Défendu par M^e Lachaud, un verdict négatif rapporté en sa faveur entraîna son acquittement. La saisie de l'ouvrage était également ordonnée par la Cour (2).

Le 12 octobre 1886, un libraire, reconnu coupable par le jury parisien d'avoir mis en vente des ouvrages obscènes, se voyait infliger six mois de prison et mille francs d'amende. Les titres des publications saisies laissaient à entendre ce que pouvait être leur contenu : *Le Dictionnaire érotique moderne*, par un professeur de langue verte ; *La Fleur lascive orientale*, contes libres ; *Les jolis péchés des Nymphes du Palais-Royal* ; *L'Ecole des Biches* ou *mœurs des Petites Dames de ce temps*, etc... (3).

La mise en vente d'un livre intitulé *Les Fellatores* ou *mœurs de la décadence*, du docteur Luiz, allait entraîner de nouvelles poursuites. Le nom véritable de l'auteur étant inconnu, seul l'éditeur, M. Devaux, comparut devant la Cour d'assises de la

(1) Bérard des Glajeux, *op. cit.*, p. 127-128.

(2) A. Zéavès : *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*, p. 244-246.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 13 octobre 1886.

Seine, le 14 décembre 1888. Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, sans circonstances atténuantes, la Cour condamna le prévenu à un an de prison et deux mille francs d'amende (1).

La Cour d'assises de la Seine était saisie, le 15 mars 1890, d'une affaire qui connut un grand retentissement. Il s'agissait du livre de M. Lucien Descaves, intitulé : *Sous-Offs*, poursuivi à la fois pour outrage aux bonnes mœurs et injure à l'armée. Ce dernier chef d'accusation étant de beaucoup le plus important, c'est sous cette rubrique que seront retracées plus loin les grandes lignes du procès (2).

L'auteur s'était proposé de décrire les abus dont il avait été le témoin pendant les années qu'il avait passées à la caserne. Dans ses *Souvenirs*, M. Bérard des Glajeux, qui présidait alors la Cour d'assises, commente ainsi les débats : « M. Descaves disait pour se défendre... si j'avais employé des tons moins crus, le tableau n'eût produit aucun effet. Le général Trochu fut éloquent et correct dans sa brochure de 1868 sur l'*Armée française*, personne ne l'écouta ; avec une mise en relief comme la mienne, on eût peut-être sauvé la France des désastres militaires de l'Empire. Les fautes contre la morale disparaissent devant cette patriotique considération et, dans tous les cas, ces pages incriminées comme licencieuses méritent le prix d'innocence, en comparaison de certaines productions que le Parquet n'a pas poursuivies ».

« Pour faire la lumière sur ce deuxième chef de poursuites, M^e Tezenas, avocat de Descaves, avait apporté une bibliothèque de puissantes autorités, et en tête *Germinal* de Zola ; il fut interrompu par le Président à la troisième citation : la pudeur publique ne supportait pas une pareille lecture, même à la Cour d'assises ; il restait à l'avocat sept passages à lire, et les meilleurs ! Le Président lui donna le choix de s'en tenir aux citations déjà faites, ou de les continuer, mais à huis clos ; M^e Tezenas mit le signet de très bonne grâce, et son client n'en fut pas moins acquitté ».

La raison de cet acquittement fut, selon M. Bérard des Glajeux, la suivante : « Au point de vue de la morale, le jury eût

(1) *Gazette des Tribunaux*, 15 décembre 1888.

(2) V. *infra*, p. 371.

volontiers condamné le livre, où certaines peintures étaient d'une crudité repoussante ; les jurés ne détestent pas une certaine paillardise, mais ils n'aiment pas ce qui est obscène et surtout d'une obscénité dangereuse : s'ils ont des fils, ils ont aussi des filles ; seulement ils craignirent que, si une condamnation pour outrages à la morale était jointe à l'acquittement pour outrages à l'armée, la leçon qu'ils voulaient donner à l'administration militaire ne fût perdue, et ils répondirent que, sur aucun des deux chefs incriminés, l'auteur de *Sous-Offs* n'était coupable (1).

Les 27 et 28 mars 1890, cinq livres intitulés : *Le Boieu, Odile, Fausta, Daphné et Viviane*, étaient soumis à l'appréciation du jury de la Seine. Sur verdict affirmatif, les auteurs Larocque et Maurice de Souillac furent condamnés, l'un à trois mois, l'autre à un mois de prison et chacun, en outre, à cent francs d'amende. L'éditeur Félix Brossier, bénéficiant de circonstances atténuantes, s'en tira avec quinze jours d'emprisonnement et mille francs d'amende (2).

Le lendemain, 29 mars, M. Larocque se retrouvait sur les bancs de la même Cour d'assises, poursuivi en qualité d'auteur du livre *Les Naïades*. Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, il fut condamné à un mois de prison et cent francs d'amende. L'éditeur du livre, M. Ferréol, se vit infliger huit jours d'emprisonnement et cinq cents francs d'amende (3).

Des poursuites dirigées contre plusieurs libraires furent encore portées devant les assises de la Seine, les 27 et 28 juin 1892. Ils avaient à répondre de la mise en vente d'un certain nombre d'ouvrages obscènes tels que : *Mémoires d'une procureuse anglaise, Gentlemen et Fillettes*, etc...

Deux des accusés furent condamnés, l'un à trois mois, l'autre à un mois d'emprisonnement (4).

(1) Bérard des Glajeux, *op. cit.*, p. 128 à 131.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 29 mars 1890.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 30 mars 1890.

(4) *Gazette des Tribunaux*, 29 juin 1892.

Une vague de pudeur ayant déferlé sur le Parquet en 1913 et 1914, celui-ci entreprit de faire prononcer au jury parisien, des condamnations en bloc contre un grand nombre d'ouvrages obscènes.

Le 11 octobre 1913, la Cour d'assises de la Seine condamnait deux libraires, l'un à trois mois, l'autre à quatre mois de prison et chacun, en outre, à mille francs d'amende.

Ils étaient accusés d'avoir mis en vente maintes productions, tant anglaises que françaises, de l'esprit pornographique. Les titres suffirent à eux seuls à donner une idée de leur contenu. Parmi les livres rédigés en anglais, on peut relever ces noms : *Histoires de virginité, Plaisirs réalistes, Le Fouettage est un bel art, Curiosités de la flagellation, Châtiments fantastiques*, etc... Les ouvrages en français ne demeuraient pas en reste : *Les Paradis charnels, Fleurs de chair, Jouissance, L'Art de jouir*, etc...

Le 21 décembre de l'année suivante, la Cour d'assises de la Seine était appelée à se prononcer sur le cas d'une libraire du Palais-Royal, également accusée d'avoir mis en vente des livres licencieux dont certains, tels que *Gamiani* ou *deux nuits d'excès*, avaient été déjà plusieurs fois condamnés. Le texte des ouvrages poursuivis surpassait les espérances que donnaient les titres de : *Lèvres de velours, Jupes troussées, Les folies de la chair, La Discipline au couvent, Le mari philosophe ou un ménage à trois, Une séance au club des flagellants, Le nouveau chatouilleur des Dames*, etc...

L'accusée, reconnue coupable par le jury, s'entendit condamner à deux mois de prison.

Deux jours après, le 23 décembre, plus d'une centaine d'ouvrages obscènes, certains déjà plusieurs fois condamnés, étaient encore soumis à l'appréciation du jury parisien. C'étaient : *Le Club des flagellants, Diaboliques jouissances au pensionnat ou la défloration d'Emma, L'Enfant du plaisir ou les Délices de la jouissance, Fouet et martinet, Gentlemen et Fillettes ou les Délices du Sexe, Histoires de pucelage, La luxure au couvent, Les modernes aphrodites, Scènes lubriques, Sous la cravache féminine, Les vices de Suzette*, etc...

Les poursuites étaient dirigées contre une libraire qui avait mis en vente les ouvrages incriminés. Sa culpabilité ayant été reconnue par le jury, elle se vit infliger une peine de deux mois d'emprisonnement. La destruction des ouvrages saisis était en outre ordonnée.

Dans ces trois derniers cas de poursuites, la lecture des passages relevés par l'accusation dépasse en horreur tout ce que l'esprit peut imaginer. Les auteurs de telles productions sont passés maîtres dans l'art d'appeler chaque chose par son nom et d'utiliser de la façon la plus brutale un vocabulaire spécial, dont les termes, d'ailleurs toujours les mêmes, manquent un peu trop de cette finesse qui constitue l'un des charmes de la langue française. La périphrase y est bannie et la cruidité du style n'a d'égale que l'obscénité de l'image. Les scènes les plus osées, les pratiques contre nature y sont décrites avec un raffinement dans le détail qui ne laisse rien ignorer. De telles publications méritent-elles le nom d'œuvres littéraires ou scientifiques ? Il est permis d'en douter.

On peut dire, affirme M. Maurice Garçon, que *Sous-Offs* est la dernière œuvre véritablement littéraire qui ait été poursuivie devant la Cour d'assises (1). Depuis, le Parquet a exercé son rôle de censeur des mœurs avec plus de compréhension artistique. Les ouvrages dont la hardiesse ne fait pas obstacle à l'aspect nettement littéraire du livre, échappent à toute action judiciaire. *La Garçonne* de Victor Marguerite, *L'Entremetteuse* de Léon Daudet, *Sur le fleuve Amour* de Joseph Delteil et combien d'autres encore, renferment des passages assez osés. Mais ces lignes audacieuses n'attirent pas autrement l'attention. Elles sont noyées dans l'ensemble de l'ouvrage et ne s'y trouvent qu'accessoirement, pour mieux illustrer la pensée de l'auteur. Le talent de l'écrivain, le but qu'il s'efforce d'atteindre, le caractère incontestablement artistique de l'œuvre, font excuser la légèreté de quelques pages.

En fait, le ministère public n'a intenté aucune poursuite depuis la fin de l'année 1914. Mais, si une telle inaction est entièrement justifiée à l'égard d'œuvres littéraires, elle peut au con-

(1) M. Garçon : *La Justice contemporaine*, p. 543.

traire prêter à la critique, lorsqu'il s'agit de publications à caractère nettement obscène. La littérature française gagne-t-elle à s'enrichir de productions semblables à celles poursuivies en 1913 et 1914 ? Il serait difficile de l'affirmer. Nul n'ignore, cependant, l'existence de petites librairies spécialisées dans la vente de livres libertins. Et l'on trouve actuellement, si l'on en juge par les titres, une multitude d'ouvrages de ce genre : *Chairs ardentes*, *Etreintes charnelles*, *Libertinage du retroussé*, *Maîtresses de quinze ans*, *Sans Pudeur*, *Les Plaisirs défendus*, *Infernales caresses*, *La Fille aux voluptés défendues*, *Dresseuses d'hommes*, *Les Amants féminins*, *Vices*, *Le Jardin des voluptés savantes*, etc... Il est vrai que le contenu de ces ouvrages est souvent moins obscène que leurs titres ne pourraient le laisser à entendre.

On peut donc se demander quelles sont les raisons qui peuvent inciter le Parquet à observer une pareille réserve, alors que de nombreuses circulaires de gardes des sceaux recommandent au contraire aux procureurs généraux, de rechercher activement et de poursuivre énergiquement ce genre d'infraction.

Serait-ce, comme se le demande M. Eyquem, que depuis quelques années on vit dans un milieu tel, que l'esprit n'est plus capable de percevoir l'immoral ? (1). Ce serait aller un peu loin. A dire vrai, il semble que de telles poursuites importunent le Parquet général. D'ailleurs les livres obscènes étant souvent agrémentés d'illustrations, les magistrats du ministère public ont tourné la difficulté en se bornant à ne poursuivre que les images qu'ils contiennent, ce qui entraîne la compétence du tribunal correctionnel pour l'ensemble de l'ouvrage.

De telles productions doivent-elles être traduites devant le jury ? Il est probable, comme le dit M. Arnaud, que la pornographie n'est pas la cause de mauvaises mœurs. Elle en est la conséquence, le témoignage, peut-être aussi le remède. Découvrir le vice n'est pas l'encourager ; la pudeur se confondrait avec l'hypocrisie : elle serait semblable à un pansement qui masquerait une plaie épouvantable sans cependant la cicatriser (2).

(1) A. Eyquem : *De la répression des outrages à la morale publique et aux bonnes mœurs*, p. 187.

(2) Arnaud : *Réforme de la législation relative à l'outrage aux bonnes mœurs*, p. 46.

Le jour où les amateurs en quête de révélations érotiques auront disparu, le commerce des livres licencieux cessera d'exister. « Lorsque l'on veut changer les mœurs et les manières, écrivait Montesquieu, il ne faut pas les changer par les lois. » Les mesures les plus sévères n'empêcheront jamais les hommes d'écrire des ouvrages obscènes tant que ceux-ci trouveront des lecteurs. Or, comme le disait Descartes, « les plus grandes âmes sont capables des plus grands vices aussi bien que des plus grandes vertus ».

Les œuvres déjà condamnées, qui se trouvent encore en circulation, font également l'objet d'une certaine tolérance. En fait, on en arrive à penser que « le temps met sur certains livres une patine qui fait fonction de feuille de vigne ».

CHAPITRE III

DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

SECTION I

Les diffamations et injures envers les corps constitués

Les délits de presse envers les personnes comprennent la diffamation et l'injure. La même affaire réunissant fréquemment ce double chef d'accusation, pour simplifier, on groupera dans une première section les diffamations et injures à l'égard des corps constitués et dans une seconde section, celles qui sont dirigées contre les fonctionnaires et les hommes publics.

La distinction entre la diffamation et l'injure a été établie, en droit, par la loi de 1881, dans son article 29 :

« Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation.

« Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure. »

Le délit de diffamation doit, pour être punissable, comporter trois éléments. On devra d'abord y trouver l'allégation ou l'imputation d'un fait déterminé de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne attaquée. Sans fait précis de cet ordre, il n'y aurait plus que délit d'injure. L'intention de nuire, c'est-à-dire la volonté de causer un préjudice matériel ou moral à un tiers ou même simplement d'avoir eu conscience du mal qu'on pouvait lui faire, doit ensuite être manifestée. Les imputations diffamatoires sont d'ailleurs réputées,

de droit, faites avec intention de nuire, mais le prévenu pourra réduire à néant cette présomption en rapportant la preuve de faits justificatifs suffisants pour établir sa bonne foi. Enfin la publicité est le troisième caractère constitutif du délit. Il faut que la diffamation ait été rendue publique par l'un des moyens de publication déterminés par les articles 23 et 28 de la loi de 1881.

Le délit d'injure sera reconnu dans des conditions semblables. Toutefois, l'imputation d'un fait nettement déterminé ne sera pas nécessaire, comme en matière de diffamation. Il suffira qu'il y ait emploi d'une expression outrageante, invective ou terme de mépris.

En ce qui concerne les corps constitués, la diffamation et l'injure ont été réprimées par les articles 30 et 33 de la loi de 1881. L'article 30 prévoit que :

« La diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28, envers les cours, les tribunaux, les armées de terre ou de mer, les corps constitués et les administrations publiques, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

D'une façon plus explicite, les dispositions de cet article visent à protéger : l'ensemble des cours et tribunaux, du Conseil d'Etat aux conseils de prud'hommes ; l'armée ; le Sénat et la Chambre des députés ; les conseils généraux, d'arrondissement et municipaux ; les conseils de révision ; le conseil supérieur de l'instruction publique ; les conseils académiques ; les Chambres de commerce ; le conseil des ministres ; les Facultés de l'Etat, etc... et les différentes administrations publiques.

Quant à l'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ainsi désignés, elle est punie, par l'article 33 de la loi de 1881, « d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Il est à remarquer qu'en matière de diffamation et d'injure envers les corps constitués, la poursuite ne peut avoir lieu d'office par le ministère public. Une délibération requérant les poursuites, prise en assemblée générale sera nécessaire. Si le corps n'a pas d'assemblée générale, il faudra une plainte éma-

nant du chef du corps ou du ministre duquel ce corps relève. En aucun cas, le corps diffamé n'a le droit de citation directe devant la Cour d'assises, les poursuites devant être obligatoirement exercées par le ministère public.

Le corps diffamé peut-il se constituer partie civile ? Sans aucun doute, s'il est considéré comme ayant la personnalité civile et capable d'ester en justice. Dans le cas contraire, il ne semble pas que des êtres collectifs, ne possédant pas de patrimoine propre et ne pouvant, par suite, en cas d'acquittement de l'accusé, faire face aux frais du procès et aux dommages-intérêts accordés au prévenu, puissent avoir cette faculté. Ce sera aux individus qui composent le corps à se porter ensemble partie civile, mais chacun à titre individuel.

Enfin, la loi a admis que si la preuve de la vérité des faits diffamatoires, lorsque ceux-ci étaient relatifs aux fonctions, était rapportée, le prévenu devrait être renvoyé des fins de la plainte.

Dans la pratique, la preuve a été rarement produite. L'armée a été le corps le plus vivement attaqué et sa défense a motivé les plus nombreuses poursuites. Voici pour les différents corps, les affaires les plus typiques que la Cour d'assise eut à connaître.

§ I. — L'ARMÉE

L'un des premiers cas de poursuites pour injure à l'armée connut un grand retentissement. Vers la fin de l'année 1889, M. Lucien Descaves, alors âgé de vingt-neuf ans, publiait un gros volume, à couverture sang de bœuf foncé, intitulé *Sous-Offs*. Dans cet ouvrage, l'auteur prétendait donner un tableau exact de ce qui se passait dans les casernes, en même temps qu'une peinture fidèle du sous-officier de l'armée française, qu'il appelait en termes saisissants : « le sous-officier libidineux ».

Quel est le sujet de *Sous-Offs*, demande M. Alexandre Zévraès ? « Descaves y décrit deux choses : d'une part, les petites exactions que commettent certains sous-officiers et qui rendent très malheureuse l'existence du soldat à la caserne ; d'autre part, les compromissions en quelque sorte fatales entre la fille

et le soldat. Le livre est une étude plutôt triste, amère et émouvante, nullement grivoise ».

« Ce n'était point en date, poursuit M. Zévaès, le premier roman à tendances antimilitaristes. Déjà avaient paru *L'Homme qui tue* d'Hector France en 1878, *Le Cavalier Miserey* d'Abel Hermant et *Au port d'armes* d'Henri Fèvre en 1887. Ils n'avaient point donné lieu à des poursuites. » (1)

Les choses se seraient probablement passées ainsi pour M. Descaves, si M. Alfred Laisant, député boulangiste de Paris, n'avait écrit dans la *Presse* un article particulièrement violent contre *Sous-Offs*. Quelques jours après, le même journal publiait une lettre du général Boulanger, félicitant M. Laisant de l'énergie avec laquelle il avait défendu l'honneur des sous-officiers. « Ils vous en seront reconnaissants, ajoutait le général, et votre article leur montrera où sont leurs amis ».

La publication de cette lettre piqua au vif le gouvernement. Il ne pouvait décemment laisser à un parti qui lui était hostile le soin et le mérite de défendre seul la cause des sous-officiers. Qu'en penserait l'armée et surtout l'opinion publique ? Aussi quatre jours après, le 16 décembre, le ministre de la guerre, M. de Freycinet déposait-il une plainte entre les mains du garde des sceaux.

Dès que la nouvelle fut connue, une vive émotion se manifesta dans les milieux littéraires. Le 24 décembre, le *Figaro* publiait en première page cette protestation suivie de cinquante-quatre signatures, les plus éclatantes du monde des lettres :

« Depuis vingt ans, nous avons pris l'habitude de la liberté.

« Au nom de l'indépendance de l'écrivain nous nous élevons énergiquement contre toutes poursuites attentatoires à la libre expression de la pensée écrite.

« Solidaires lorsque l'art est en cause, nous prions le gouvernement de réfléchir. »

Tout fut inutile et le 15 mars 1890, M. Lucien Descaves, ainsi que ses éditeurs, M. Stock et M^{me} Tresse, furent traduits devant la Cour d'assises de la Seine, présidée par le conseiller Bérard des Glajeux, sous la double accusation d'outrage aux bonnes mœurs et d'injure publique à l'armée.

Parmi les passages incriminés relatifs au second chef d'ac-

(1) A. Zévaès : *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*, p. 252.

cusation, les suivants donneront une idée du ton général de l'ouvrage :

« ... C'est la voix du capitaine Chapelin, commandant la première, un inculte voyou en qui alternent l'arrogance du cocher de maître et la familiarité du palefrenier. Arrivé à l'ancienneté, d'une ânerie re-plète, Chapelin d'ailleurs avouait volontiers qu'il se servait des théories pour éteindre sa bougie, allumer ses pipes, etc... Son vocabulaire, crottin de trente ans d'écurie, son facile tutoiement, leurrant le soldat d'une fausse camaraderie, eussent fait la joie des chambrées, si cette inégale rondeur ne se fût doublée d'une roserie de serre-fesses, qu'une observation ou la simple appréhension d'une critique incitaient à d'absurdes exigences, à des tracasseries sans nom... »

« ... Ils (les réservistes) pouvaient être tranquilles à la condition de tout acheter, depuis le brosseur jusqu'au caporal distribuant les corvées ; depuis le droit de sortir du quartier, jusqu'à l'échange de leur paillasse contre la fourniture complète d'un ancien... »

« Chez le réserviste, le civil montre trop le bout de l'oreille pour que les soldats de l'active, sentant la chair fraîche ne se précipitent pas dessus, prompts à lui poser les ventouses humides de leurs convoitises, et à le rebuter lorsqu'ils en ont exprimé le généreux jus... »

A l'audience, l'éditeur Stock révéla qu'il avait vendu trente-quatre mille exemplaires de *Sous-Offs*.

Dans son réquisitoire, l'avocat général Rau flétrit Descaves du titre de « décadent » et déclara : « Si le jury acquittait, on ne trouverait plus de sous-officiers, et le volume continuant à circuler de main en main, finirait par gangrener nos soldats ». C'était déjà s'avancer beaucoup. Et il ne craignit pas d'aller plus loin encore en insistant sur l'impression produite par l'ouvrage en Allemagne.

M^e Tézenas, avocat de M. Lucien Descaves, protesta énergiquement contre ces dernières paroles et déclara ne pas comprendre qu'un magistrat français pût se servir de pareilles raisons pour arracher au jury une condamnation. Quoi ! c'était à Berlin qu'on allait chercher des arguments ! Il retraça ensuite le passé de son client, lui-même autrefois excellent sous-officier et rappela que certains romans naturalistes comme *La Terre* ou antimilitaristes comme *Au port d'armes*, contenaient des passages autrement condamnables que *Sous-Offs* et n'avaient pas cependant entraîné de poursuites. L'idée génératrice du livre n'était pas une attaque contre l'armée, mais la peinture de trop réels abus que M. Descaves avait cru devoir dénoncer dans l'intérêt général. Loin d'avoir eu l'intention d'ou-

trager l'institution militaire, il avait voulu, au contraire, la sauver en étalant la plaie hideuse qu'il fallait nettoyer au fer rouge. L'ouvrage était une œuvre éminemment utile qui avait déjà donné des résultats pratiques considérables. Et le défenseur d'énumérer les différentes réformes de détail qui avaient été réalisées dans les derniers temps :

« Tout cela, conclut M^e Tézenas, il faut un homme courageux pour le dire. Et la plainte n'étant pas permise dans l'armée, étant impossible avec la hiérarchie militaire, les faits ne peuvent être portés à la connaissance du public que par les deux grandes voies de la presse et du roman. »

M^e Millerand s'attacha ensuite à établir la bonne foi des éditeurs.

Le jury comprit tout cela à merveille. Comme l'écrivit le Président Bérard des Glajeux : « Plusieurs jurés dont les fils avaient eu à se plaindre au régiment des procédés des sous-officiers à leur égard avaient annoncé d'avance leur intention d'acquitter *Sous-Offs*, pour obliger l'administration militaire à réformer des habitudes dégradantes et à réprimer la tyrannie la plus odieuse, celle des subalternes et des inférieurs exerçant le pouvoir. »

La leçon que le jury voulait donner à l'administration militaire, se manifesta, en l'occurrence, par un verdict négatif sur toutes les questions. Les accusés furent acquittés, au milieu des applaudissements (1).

Le 7 septembre 1903, Georges Yvetot, secrétaire du Comité Fédéral des Bourses du Travail, comparaissait devant la Cour d'assises de la Loire-Inférieure. Il était accusé d'avoir tenu les propos suivants, au cours d'une réunion publique organisée le 1^{er} mars 1903 par la Bourse du Travail de Saint-Nazaire :

« Quand mon fils revient de l'école, si sur ses cahiers il y a des phrases que vous connaissez tous et qui sont faites pour abrutir les intelligences, je les efface et les remplace par celles-ci : « L'armée est l'école du crime » ou « l'armée est l'école du vice !... »

« Et quand pendant les fêtes du Carnaval, mon fils rencontre un de ses petits camarades déguisé en artilleur ou en cuirassier, il se retourne vers moi en disant : « Tiens papa, encore un déguisé en assassin. »

(1) Bérard des Glajeux, *op. cit.*, p. 130 ; A. Zévaès : *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*, p. 251 à 258 ; *Gazette des Tribunaux*, 16 mars 1890.

Le jury ayant rendu un verdict de culpabilité, avec admission de circonstances atténuantes. Yvetot fut condamné à un mois de prison, avec sursis, et cent francs d'amende (1).

Le journal la *Guerre Sociale* avait publié en 1907, sous les signatures de Gustave Hervé, Merlo et Vigo dit Almereyda, une série d'articles dans lesquels le Parquet releva les délits de diffamation, d'injure à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance.

Dans le numéro du 7-13 août 1907, sous le titre de « Vivent les Marocains ! » M. Gustave Hervé écrivait :

« Hardi ! les pioupious de France, qui êtes appelés à la caserne pour défendre le sol sacré de la patrie, volez, assassinez ! Si vous opérez sur les boulevards extérieurs de Paris, on vous enverrait au bagne. Au Maroc, ça vous vaudra la croix et des galons, comme aux cuirassiers de Narbonne ! Profitez ! Il faut que jeunesse se passe ! Allez-y ! »

Un autre article, paru les 14-20 août 1907 et intitulé « La grande victoire de Casablanca », se terminait par ces mots :

« J'adresse aux familles des Arabes, des Maures et des Juifs que les bandits en uniforme français viennent de massacrer à Casablanca, l'expression de notre fraternelle sympathie. »

Les autres libelles intitulés « Les bandits français au Maroc », « Ceux d'Etampes et ceux du Maroc » prodiguaient aux soldats les épithètes de « cambrioleurs », « détrousseurs », « bandits », etc...

M. Gustave Hervé, Almereyda et Merlo, le gérant de la *Guerre Sociale*, furent poursuivis, les 23 et 24 décembre 1907, devant les assises de la Seine. M. Gustave Hervé comparut seul. M. Frémont, substitut du procureur général, réclama une peine sévère. Le directeur de la *Guerre Sociale* présenta lui-même sa défense. Il soutint que la campagne du Maroc avait été faite au profit des grandes sociétés industrielles et notamment de celle du Creusot dirigée par M. Schneider, lequel tenait à obtenir des commandes de canons et de caissons. Il fit la critique amère des opérations suivies et raconta des scènes déplorables de carnage et de sauvagerie qui se seraient produites à Casablanca.

M. Gustave Hervé fut condamné à un an de prison et trois

(1) *Gazette des Tribunaux*, 10 septembre 1903.

mille francs d'amende. La Cour infligea ensuite, par défaut, à Merlo et Almereyda cinq ans d'emprisonnement et trois mille francs d'amende chacun. Toutefois, sur opposition, la peine de ces derniers fut réduite, le 24 février 1908, à deux ans de prison et cinq cents francs d'amende (1).

Le 14 janvier 1908, le nommé Vigneau, gérant du journal la *Voix du Peuple* et le dessinateur Grandjouan comparurent devant le jury parisien. Le premier avait à répondre d'un entre-filet anonyme intitulé « Jeune soldat », dans lequel le Parquet avait relevé le double délit d'injure à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance. Le second était accusé d'avoir publié dans le même numéro trois dessins illustrant l'article et considérés comme injurieux pour l'armée.

Le premier dessin représentait un dragon agenouillé dans une posture humiliante. Son père, un robuste ouvrier en bras de chemise, lui allongeait un coup de pied ; sa mère lui crachait à la figure. Le tout était intitulé : « Le retour du soldat de Narbonne chez ses parents », avec une légende ainsi conçue : « Ah, Jean-F... ! Tu as tiré sur le peuple ! »

A la page suivante, on voyait une usine et à une fenêtre, un patron repu fumant sa pipe. Le lock-out avait été déclaré ; des baïonnettes protégeaient l'usine contre la foule menaçante des sans travail : c'était l'armée « chien de garde des patrons. »

Le troisième dessin évoquait un épisode d'Afrique. Un malheureux noir étendait ses bras suppliants pour protéger ses enfants qu'une troupe de tirailleurs chargeait à la baïonnette : c'était l'armée « chien de garde des financiers ».

Après plaidoirie de M^e Lafont, la Cour condamna Vigneau à quinze jours de prison et à mille francs d'amende. Grandjouan fut acquitté (2).

Au mois d'avril 1908, une feuille illustrée hebdomadaire : les *Hommes du jour*, publiait en première page un dessin, signé Delannoy, représentant en grand uniforme le général d'Amade armé, en guise d'épée, de deux couteaux de boucher dans

(1) G. Hervé, *op. cit.* p. 97-156 ; *Gazette des Tribunaux*, 23-24, 25 décembre 1907, 24-25 février 1908.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 15 janvier 1908.

leurs étuis et, les manches relevées, s'essuyant les mains rouges de sang à un tablier noué sur son dolman. Au fond, sous la lueur d'un incendie, on apercevait des cadavres amoncelés de Marocains.

Trois pages de texte, qui accompagnaient et commentaient cette image, sous la signature de « Flax », pseudonyme de Victor Méric, gérant des *Hommes du jour* et fils du sénateur du Var, étaient de la plus extrême violence :

« Après les forbans de la finance, voici les apaches de l'armée...

« Voilà plusieurs mois que le général d'Amade conduit son troupeau d'inconscients à l'assassinat...

« A bien considérer la question, il est même extraordinaire que pas un patriote... n'ait manifesté son dégoût à voir l'armée de son pays se vautrer à plaisir dans le crime et la honte...

« Alors les massacres commencèrent. On n'attendit même pas les ordres du gouvernement. Les assassins militaires s'en donnèrent à cœur joie...

« ... Et, derrière, les brutes civilisées, sabre au poing, les traquant sans merci, tuant, éventrant, pillant...

« Dites-moi, comment faut-il qualifier ces sauvages voués au meurtre ? Bandits en uniforme, assassins galonnés ?

« Si nos gouvernants avaient la moindre pudeur, ils auraient, dès le début de la campagne, rappelé en France les bandes d'apaches lâchés sur le Maroc... »

Le 26 septembre 1908, devant le jury de la Seine, comparurent Delannoy et Méric, assistés de M^e Lafont et de Marcel Sembat, député de la Seine, autorisé par le Président à prendre place au banc de la défense. Les témoins, au nombre desquels il faut citer Maurice Allard, député du Var, Vaillant, député de la Seine, Urbain Gohier, Grandjouan, Francis Jourdain et M. Georges Lhermitte, vinrent déclarer que de nombreux dessins et articles identiques n'avaient pas été poursuivis ou attester la véracité des affirmations de Méric au sujet des crimes commis par les troupes au Maroc. Avant les plaidoiries, Victor Méric présenta quelques observations personnelles : « Si je suis devenu antimilitariste, dit-il, c'est après avoir lu dans l'*Aurore* un article de M. Clemenceau et c'est ensuite que je suis entré au *Journal du Peuple*. » Et il ajouta : « M. Aristide Briand, notre garde des sceaux actuel, compléta mon éducation révolutionnaire ».

Le jury ne se laissa pas influencer par d'aussi hautes autorités. Delannoy et Méric furent condamnés chacun à un an de prison et à trois mille francs d'amende (1).

(1) *Gazette des Tribunaux*, 27 septembre 1908.

Dans le numéro du 14-20 décembre 1910 de la *Guerre Sociale*, sous le pseudonyme de « Un Sans-Patrie », M. Gustave Hervé faisait paraître ce libelle portant pour titre : « Oraison funèbre du colonel Moll ».

« Il est mort, votre colonel Moll !

« En quoi voulez-vous que les travailleurs de France s'intéressent à ce massacreur de Soudanais ?...

« Il a choisi délibérément le métier qui consiste à voler aux indigènes d'Afrique et d'Asie leur patrie, pour les mettre sous la coupe des négriers européens...

« Sa glorieuse carrière vient d'être interrompue un peu brutalement. Eh bien quoi ! C'est un accident du travail. S'il y a quelqu'un d'intéressant dans toute cette affaire, ce sont les Soudanais !

« S'ils pouvaient m'entendre, je leur crierais : « C'est comme cela qu'il faut traiter les bandits qui viennent vous détrousser !... »

Les brutalités de la police à l'égard des manifestants, lors des bagarres qui eurent lieu le 1^{er} mai 1911, provoquèrent la publication d'un nouvel article du même auteur, intitulé : « La Conquête de la rue » et glorifiant les attentats dirigés ce jour-là contre deux agents de police.

« La classe ouvrière parisienne, y lisait-on, apprendra sans aucune tristesse qu'à défaut de l'Empereur des Bourriques, deux de ses grands chefs ont eu la peau entamée...

« Le soir autour du manège Saint-Paul, après une scène plus révoltante que toutes les autres, deux cosaques ont payé pour les autres. Un bon bougre, parti sans laisser d'adresse, leur a planté dans le dos, un stylet ou un poignard qui fera peut-être réfléchir leurs congénères. »

Le dernier article poursuivi : « Attila au Maroc », traitait les soldats français de « bandits en uniforme » et d'« assassins. »

Dans le même numéro un dessin représentait une école arabe avec cette légende :

Le maître d'école. — « Qu'est-ce qu'un Français ? »

L'élève Ali. — « Un homme qui vole tout, brûle les villages, tue les femmes et les petits enfants. »

M. Gustave Hervé, le gérant de la *Guerre Sociale*, nommé Auroy, et le dessinateur Lay furent poursuivis le 6 septembre 1911 devant les assises de la Seine. Le second comparut seul et revendiqua la responsabilité de l'article sur le colonel Moll.

Après plaidoirie de M^e Boucheron, Auroy se vit infliger quatre mois de prison et mille francs d'amende. Pour l'article « La Conquête de la rue », M. Gustave Hervé fut condamné,

par défaut, à deux ans de prison et mille francs d'amende, le gérant Auroy à huit mois et mille francs d'amende. Le troisième article et le dessin valurent à M. Gustave Hervé et à Auroy, trois mois de prison et cinq cents francs d'amende, et au dessinateur Lay, deux mois et cinq cents francs d'amende.

Les accusés allaient faire opposition à ces deux séries de condamnations.

Le 10 novembre 1911, la Cour d'assises de la Seine ayant accepté de prononcer la disjonction des poursuites relatives à chaque article, s'occupa de nouveau du passage intitulé « La Conquête de la rue ». Le Président Brégeault en compléta la lecture par celle d'une chanson parue dans le même journal, au sujet des coups de couteau donnés aux agents et se terminant ainsi :

« Vous pouvez crever, tas de v...

On ne pleure pas les brutes et les v... »

Après le réquisitoire de M. Matter, substitut du procureur général, la plaidoirie de M^e Boucheron et une longue déclaration de M. Hervé, le jury rapporta un verdict de culpabilité. M. Gustave Hervé fut condamné à deux ans de prison et mille francs d'amende ; Auroy, à six mois et cinq cents francs d'amende.

Quant au troisième article, intitulé « Attila au Maroc », le jury parisien allait en connaître, une nouvelle fois, le 12 janvier 1912. Après la plaidoirie de son défenseur, M^e Boucheron, M. Gustave Hervé entreprit une véritable conférence sur les manœuvres des puissances européennes au Maroc depuis une dizaine d'années et il conclut que les expressions dont il s'était servi n'étaient pas trop fortes pour qualifier les faits qui s'étaient passés. Résultat : trois mois de prison et cinq cents francs d'amende pour M. Hervé ; deux mois et trois cents francs d'amende pour le gérant Auroy ; deux cents francs d'amende pour le dessinateur Lay (1).

Au mois de mars 1911, parurent dans le journal la *Voix du Peuple* un dessin et plusieurs articles, dans lesquels le Parquet releva le double délit d'injure à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance.

(1) G. Hervé, *op. cit.*, p. 279 à 340 ; *Gazette des Tribunaux*, 6 septembre et 11 novembre 1911 ; 12 janvier 1912.

Dans le numéro du 14-20 décembre 1910 de la *Guerre Sociale*, sous le pseudonyme de « Un Sans-Patrie », M. Gustave Hervé faisait paraître ce libelle portant pour titre : « Oraison funèbre du colonel Moll ».

« Il est mort, votre colonel Moll !

« En quoi voulez-vous que les travailleurs de France s'intéressent à ce massacreur de Soudanais ?...

« Il a choisi délibérément le métier qui consiste à voler aux indigènes d'Afrique et d'Asie leur patrie, pour les mettre sous la coupe des négriers européens...

« Sa glorieuse carrière vient d'être interrompue un peu brutalement. Eh bien quoi ! C'est un accident du travail. S'il y a quelqu'un d'intéressant dans toute cette affaire, ce sont les Soudanais !

« S'ils pouvaient m'entendre, je leur crierais : « C'est comme cela qu'il faut traiter les bandits qui viennent vous détrousser !... »

Les brutalités de la police à l'égard des manifestants, lors des bagarres qui eurent lieu le 1^{er} mai 1911, provoquèrent la publication d'un nouvel article du même auteur, intitulé : « La Conquête de la rue » et glorifiant les attentats dirigés ce jour-là contre deux agents de police.

« La classe ouvrière parisienne, y lisait-on, apprendra sans aucune tristesse qu'à défaut de l'Empereur des Bourriques, deux de ses grands chefs ont eu la peau entamée...

« Le soir autour du manège Saint-Paul, après une scène plus révoltante que toutes les autres, deux cosaques ont payé pour les autres. Un bon bougre, parti sans laisser d'adresse, leur a planté dans le dos, un stylet ou un poignard qui fera peut-être réfléchir leurs congénères. »

Le dernier article poursuivi : « Attila au Maroc », traitait les soldats français de « bandits en uniforme » et d'« assassins. »

Dans le même numéro un dessin représentait une école arabe avec cette légende :

Le maître d'école. — « Qu'est-ce qu'un Français ? »

L'élève Ali. — « Un homme qui vole tout, brûle les villages, tue les femmes et les petits enfants. »

M. Gustave Hervé, le gérant de la *Guerre Sociale*, nommé Auroy, et le dessinateur Lay furent poursuivis le 6 septembre 1911 devant les assises de la Seine. Le second comparut seul et revendiqua la responsabilité de l'article sur le colonel Moll.

Après plaidoirie de M^e Boucheron, Auroy se vit infliger quatre mois de prison et mille francs d'amende. Pour l'article « La Conquête de la rue », M. Gustave Hervé fut condamné,

par défaut, à deux ans de prison et mille francs d'amende, le gérant Auroy à huit mois et mille francs d'amende. Le troisième article et le dessin valurent à M. Gustave Hervé et à Auroy, trois mois de prison et cinq cents francs d'amende, et au dessinateur Lay, deux mois et cinq cents francs d'amende.

Les accusés allaient faire opposition à ces deux séries de condamnations.

Le 10 novembre 1911, la Cour d'assises de la Seine ayant accepté de prononcer la disjonction des poursuites relatives à chaque article, s'occupa de nouveau du passage intitulé « La Conquête de la rue ». Le Président Brégeault en compléta la lecture par celle d'une chanson parue dans le même journal, au sujet des coups de couteau donnés aux agents et se terminant ainsi :

« Vous pouvez crever, tas de v...

On ne pleure pas les brutes et les v... »

Après le réquisitoire de M. Matter, substitut du procureur général, la plaidoirie de M^e Boucheron et une longue déclaration de M. Hervé, le jury rapporta un verdict de culpabilité. M. Gustave Hervé fut condamné à deux ans de prison et mille francs d'amende ; Auroy, à six mois et cinq cents francs d'amende.

Quant au troisième article, intitulé « Attila au Maroc », le jury parisien allait en connaître, une nouvelle fois, le 12 janvier 1912. Après la plaidoirie de son défenseur, M^e Boucheron, M. Gustave Hervé entreprit une véritable conférence sur les manœuvres des puissances européennes au Maroc depuis une dizaine d'années et il conclut que les expressions dont il s'était servi n'étaient pas trop fortes pour qualifier les faits qui s'étaient passés. Résultat : trois mois de prison et cinq cents francs d'amende pour M. Hervé ; deux mois et trois cents francs d'amende pour le gérant Auroy ; deux cents francs d'amende pour le dessinateur Lay (1).

Au mois de mars 1911, parurent dans le journal la *Voix du Peuple* un dessin et plusieurs articles, dans lesquels le Parquet releva le double délit d'injure à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance.

(1) G. Hervé, *op. cit.*, p. 279 à 340 ; *Gazette des Tribunaux*, 6 septembre et 11 novembre 1911 ; 12 janvier 1912.

En première page figurait un dessin de Grandjouan : « Comment on fait un soldat ». Trois personnages présentaient à un conscrit ses différents effets, ce qu'expliquait la légende :

« L'Autorité lui dit : « Voilà d'abord un képi pour comprimer ton cerveau ! »

« Le Capital : « Voilà une livrée à boutons d'or pour que tu te souviennes que tu es à notre service.. »

« La Patrie : « Voilà un pantalon rouge pour que tu puisses marcher à même dans le sang de tes frères ! »

On peut juger par là de ce que pouvaient être les articles aux titres expressifs : « Brigandage militaire », « S'il y a la guerre, que ferons-nous ? », « L'armée est l'école du vice, du crime et de la lâcheté !! ». .

Un autre dessin portait ce titre : « Hommage au soldat Lecoin, qu'on a laissé emprisonner » et cette légende « Vous m'avez armé pour la défense du territoire, je refuse de faire le flic, le renégat ou l'assassin. »

Vigneau, gérant de la *Voix du Peuple*, et le dessinateur Grandjouan furent cités à comparaître devant les assises de la Seine, le 28 septembre 1911.

Grandjouan fut condamné à dix-huit mois de prison et cinq cents francs d'amende. Vigneau ne s'étant pas présenté, fut condamné, par défaut, à trois ans de prison et trois mille francs d'amende. Mais il fit opposition et l'affaire revint le 9 février 1912. Le gérant de la *Voix du Peuple* fut, cette fois, condamné à un an de prison et quinze cents francs d'amende (1).

Ce furent les militants cégétistes qui eurent, les 25 et 26 novembre 1912, les honneurs de la Cour d'assises de la Seine. Des circulaires antimilitaristes avaient été envoyées par le Comité intersyndical du bâtiment à un certain nombre de soldats. On y lisait ce passage :

C. G. T.

*Fédération nationale des travailleurs de l'industrie
du Bâtiment de la Seine*

Aux soldats, caporaux et sous-officiers.

« Camarades, allons, voici un an déjà que toi l'ancien, tu as quitté nos rangs de révoltés pour aller servir de mannequin et de jouet aux fils à papa qui ont des galons dorés sur toutes les coutures, qui se

(1) *Gazette des Tribunaux*, 29 septembre 1911 et 10 février 1912.

font appeler des officiers. Tu as déjà dû te rendre compte par toi-même que si la loi te force à passer à la caserne ou cloître-prison, ce n'est pas pour défendre les frontières, comme le prétendent nos patriotards intéressés, mais bien pour défendre les privilèges et les coffres-forts de nos exploiters, les frontières n'existant pas pour les travailleurs conscients... Nous sommes convaincus que, le cas échéant, tu saurais te servir de ton arme pour défendre nos intérêts d'exploités et non pour défendre ceux de nos exploiters.

« Et toi, le jeune bleu, comme ils disent, qui n'es que depuis quelques semaines seulement en contact avec ces mœurs autoritaires... souviens-toi du rôle que la société bourgeoise fait jouer à l'armée dans les grèves. Tu es toujours des nôtres et bientôt tu reviendras parmi nous plus écœuré parce qu'on t'aura pris deux des plus belles années de ta vie. Il faut que tu quittes la caserne avec la certitude que ceux qui y resteront ne feront jamais œuvre de jaunes et d'assassins. »

Les dix-neuf signataires de la circulaire furent poursuivis sous la double inculpation d'injure à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance. Une manifestation des milieux syndicalistes autour du Palais de Justice ayant été annoncée, d'importantes mesures d'ordre avaient été prises. Mais tout demeura dans le calme et les débats se déroulèrent sans agitation devant un public composé en majeure partie d'agents et de gardes.

Comme on peut bien le penser, c'était le procès du militarisme qui s'engageait. De nombreux témoins, publicistes, syndicalistes, antimilitaristes condamnés, déposèrent sur les excès et les abus qui se rencontraient fréquemment, selon eux, dans l'armée. Après un bref réquisitoire de l'avocat général Fournier, M^{es} André Berthon, Boucheron et Oustry, présentèrent la défense des prévenus.

Le jury répondit affirmativement aux questions relatives à l'injure et négativement à celles qui concernaient la provocation de militaires à la désobéissance. Les dix-neuf prévenus furent condamnés chacun à trois mois d'emprisonnement et cent francs d'amende. Une vigoureuse *Internationale* entonnée par les accusés salua la lecture de l'arrêt (1).

§ II. — LA MAGISTRATURE

Dans ses numéros du 28 juin et du 3 juillet 1883, la *Journée Financière* avait publié deux articles de son rédacteur en chef,

(1) *Gazette des Tribunaux*, 26 et 27 novembre 1912.

M. Mandel, dirigés contre le Tribunal de commerce de la Seine, lequel venait de déclarer en faillite la société dont ce dernier était administrateur. Voici un extrait du premier de ces libelles :

LES TRIPOTAGES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

Appel à l'opinion publique

« Depuis longtemps déjà le Tribunal de Commerce de la Seine rend des jugements dont l'ineptie le dispute à l'infamie.

« Mais c'est surtout depuis deux ans que le Tribunal est devenu un ignoble tripot où l'on dévalise les honnêtes gens pour favoriser les menées scandaleuses des détrousseurs de la finance.

« Composé de réactionnaires de la plus pure eau, il ne vise qu'au renversement de la République, par la fermeture des usines et des fabriques, par la cessation de tout commerce et par les souffrances qu'il fait endurer à l'industrie.

« C'est ainsi que ce Tribunal, composé de brigands et de forbans d'un nouveau genre, mais de la pire espèce, vient de prononcer sans motifs la faillite de la société des Tuileries et Briqueteries de Moissac.

« Et tout cela est ourdi afin que deux ou trois gros capitalistes réactionnaires comme tous les membres du Tribunal de Commerce puissent racheter à vil prix cette importante usine...

« Le soussigné dénonce à l'indignation publique les procédés et la procédure du Tribunal de Commerce de la Seine. »

Le second article, de même acabit, était intitulé « MM. les Flibustiers du Tribunal de Commerce de la Seine ».

M. Mandel et le gérant de la *Journée Financière* comparurent le 30 novembre 1883, devant le jury parisien, sous la prévention de diffamation et d'injure publiques à l'égard du Tribunal de Commerce de la Seine. Dans son réquisitoire, l'avocat général Quesnay de Beaurepaire constata que la mauvaise foi et l'indignité du Tribunal de Commerce n'avaient nullement été établies et il requit une condamnation sévère.

Malgré la plaidoirie de M^e Laguerre pour M. Mandel, le jury rapporta, en ce qui concernait ce dernier, un verdict affirmatif, sans circonstances atténuantes, en vertu duquel il fut condamné à huit mois de prison et trois mille francs d'amende. Le gérant, bénéficiant d'un verdict négatif, fut acquitté (1).

Le 30 juin 1891, devant les assises de la Loire, le gérant du journal le *Réveil des Mineurs* et un rédacteur de la même feuille

(1) *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} et 2 décembre 1883.

le, nommé Crozier, avaient à répondre d'un article traitant la justice de « Grande catin ! » et dépeignant ainsi les juges du Tribunal correctionnel de Saint-Etienne :

« Trois imbéciles cossus, bedonnants, misérables, portant les stigmates infâmes de tous les vices de leur race ; enjuponnés aux faces glabres et bêtes... »

Sur verdict affirmatif avec circonstances atténuantes, Crozier se vit infliger quatre mois de prison et le gérant, deux mois de la même peine (1).

Dans son numéro du 22 août 1894, la *Libre Parole* avait fait paraître en première page, première colonne, sous la signature de son directeur Edouard Drumont, l'article suivant intitulé :

LA MAGISTRATURE ET L'OPINION

« A propos du procès intenté à Henri Rochefort, un conseiller à la Cour interviewé par le *Figaro*, constatait l'autre jour, avec une sorte de mélancolique sincérité, le mépris dans lequel était tombée la magistrature...

« Il avait pris le contact de la foule aux obsèques de Mac-Mahon, puis aux obsèques de Carnot, et il avait été frappé du mouvement de répulsion qu'avait provoqué la vue des magistrats en robe qui figuraient dans le cortège. Il avait compris qu'il s'en était fallu de peu que les huées n'éclatassent devant ces êtres déshonorés qui prostituaient la plus haute des fonctions humaines après celle du prêtre...

« Les magistrats, c'est autre chose ; ils ont fait métier et marchandise de la plus auguste des missions sociales ; ils ont galvaudé une fonction en quelque sorte sacrée, cette délégation redoutable donnée à quelques-uns de juger leurs semblables, ils ont commis une manière de sacrilège...

« Il paraît, du reste, que nous ne sommes pas au bout. Nous avons connu le juge vénal, le juge servile, le juge luxurieux. Voici que maintenant, le voile mystérieux dont on s'est efforcé de couvrir l'affaire Barrême se déchire peu à peu et nous fait apercevoir un nouveau type de juge : le juge assassin... »

Poursuivis pour injure à la magistrature, le gérant et le directeur de la *Libre Parole* furent cités, le 11 octobre 1894, devant la Cour d'assises de la Seine. Mais Drumont fit défaut.

Après plaidoirie de M^e de Saint-Auban, le jury rapporta un verdict négatif, en ce qui concernait le gérant, qui fut acquitté. Statuant ensuite sans l'assistance du jury, la Cour condamna

(1) *Gazette des Tribunaux*, 4 juillet 1891.

Drumont, par défaut, à trois mois de prison et cinq cents francs d'amende (1).

Le 31 octobre 1894, le journal *l'Intransigeant* était cité devant le jury de la Seine à raison de deux articles parus les 9 et 10 août 1894 ; le premier intitulé : « Les hommes aux masques de fer », le second, « Vomissement ». L'auteur, Henri Rochefort, y menait, à propos du *procès des Trente*, une violente attaque contre la Cour d'appel de Paris.

« Ce procès, écrivait Rochefort, est bien en effet comme on l'a intitulé, celui d'une association de malfaiteurs. Seulement les malfaiteurs et les associés sont sur des chaises de magistrat et non sur les bancs des assises. Ils ont organisé avec les ministres une « entente » grâce à laquelle l'accusation a seule la parole, tandis que la défense, à l'instar de Caserio, est emprisonnée dans une camisole de force...

« Les Cartouches sardes estiment à environ 15.000 francs par tête le rachat de leurs captifs. Les Cartouches français fixent les leurs à un certain nombre de croix d'honneur et à plusieurs promesses d'avancement. Seulement les crimes des premiers exigent quelque courage et ne se perpétrent pas sans danger. En revanche les méfaits des seconds ne demandent que beaucoup d'abjection, de platitude et de lâcheté, puisqu'en même temps que le profit, l'impunité est au bout. »

Le gérant du journal fut acquitté, mais Henri Rochefort fut condamné, par défaut, à trois mois de prison et cinq cents francs d'amende (2).

Le 7 février 1898, allaient s'ouvrir devant les assises de la Seine les débats d'une affaire qui restera à jamais célèbre. Les quinze jours d'audience s'écoulèrent dans une atmosphère de bataille et de passion. Rarement le Palais de Justice avait présenté pareil spectacle. Tout autour de l'édifice, ce n'étaient que manifestations et bagarres tumultueuses ; les couloirs, dans lesquels les violences de la rue étaient transportées et déchainées, résonnaient de clameurs furibondes ; le prétoire, envahi par une foule compacte, retentissait du cliquetis des sabres des officiers. L'écho de l'affaire Dreyfus, de *l'Affaire*, était loin d'être éteint. Un nouvel incident allait lui donner un rebondissement considérable.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 12 octobre 1894.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} novembre 1894,

Le 11 janvier 1898, le commandant Esterhazy, dénoncé comme étant l'auteur du fameux « bordereau », était triomphalement acquitté par le Conseil de guerre. Le surlendemain 13 janvier, Emile Zola, à ce moment à l'apogée de sa carrière d'écrivain, convaincu de l'innocence du capitaine Dreyfus et indigné d'une telle iniquité, dévoila dans le journal l'*Aurore*, sous forme d'une *Lettre à M. Félix Faure, président de la République*, l'injustice qu'il estimait avoir été commise. Cette lettre ouverte, plus connue sous le titre de *J'accuse*, était conçue en termes extrêmement violents et constituait l'attaque la plus virulente et la plus directe contre tous ceux qui avaient été mêlés à cette affaire. En voici quelques passages :

« Un Conseil de guerre vient, par ordre, d'acquitter un Esterhazy, soufflet suprême à toute vérité, à toute justice. Et c'est fini, la France a, sur la joue, cette souillure. L'histoire écrira que c'est sous votre présidence qu'un tel crime social a pu être commis...

« Ils ont rendu une sentence inique qui, à jamais, pèsera sur nos conseils de guerre, qui entachera désormais de suspicion tous leurs arrêts. Le premier Conseil de guerre a pu être intelligent, le second est forcément criminel.

« J'accuse le second conseil de guerre d'avoir couvert cette illégalité par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable...

Et Zola de conclure :

« J'accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam d'avoir été l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire, en inconscient, je veux le croire, et d'avoir ensuite défendu son œuvre néfaste, depuis trois ans, par les machinations les plus saugrenues et les plus coupables.

« J'accuse le général Mercier de s'être rendu complice tout au moins par faiblesse d'esprit, d'une des plus grandes iniquités du siècle.

« J'accuse le général Billot d'avoir eu entre les mains les preuves certaines de l'innocence de Dreyfus et de les avoir étouffées, de s'être rendu coupable de ce crime de lèse-humanité et de lèse-justice, dans un but politique et pour sauver l'Etat-Major compromis.

« J'accuse le général de Boisdeffre et le général Gonse de s'être rendus complices du même crime, l'un sans doute par passion cléricale, l'autre peut-être par cet esprit de corps qui fait des bureaux de la Guerre, l'arche sainte, inattaquable.

« J'accuse le général de Pellieux et le commandant Ravary d'avoir fait une enquête scélérate, j'entends par là une enquête de la plus monstrueuse partialité, dont nous avons dans le rapport du second un impérissable monument de naïve audace.

« J'accuse les trois experts en écritures, les sieurs Belhomme, Vari-nard et Couard, d'avoir fait des rapports mensongers et frauduleux.

à moins qu'un examen médical les déclare atteints d'une maladie de la vue et du jugement.

« J'accuse les bureaux de la Guerre d'avoir mené dans la presse, particulièrement dans *l'Eclair* et *l'Echo de Paris*, une campagne abominable pour égarer l'opinion et couvrir leur faute.

« J'accuse enfin le premier Conseil de guerre d'avoir violé le droit en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète, et j'accuse le second Conseil de guerre d'avoir couvert cette illégalité par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable.

« En portant ces accusations, je n'ignore pas que je me mets sous le coup des articles 30 et 31 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, qui punit les délits de diffamation. Et c'est volontairement que je m'expose.

« Quant aux gens que j'accuse, je ne les connais pas, je ne les ai jamais vus, je n'ai contre eux ni rancune, ni haine. Ils ne sont pour moi que des entités, des esprits de malfaisance sociale. Et l'acte que j'accomplis ici, n'est qu'un moyen révolutionnaire pour hâter l'explosion de la vérité et de la justice.

« Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. Ma protestation enflammée n'est que le cri de mon âme. Qu'on ose donc me traduire en Cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour.

« J'attends. »

Zola avait voulu le scandale, celui-ci dépassa ses espérances. Par la brutalité des accusations qu'elle renfermait, la lettre souleva une émotion considérable et fut cause d'un énorme tumulte. On s'arracha littéralement le numéro de *l'Aurore*. L'affaire eut aussitôt des répercussion politiques. A la Chambre, l'article de Zola fit l'objet de toutes les conversations. Les députés s'agitèrent et prirent violemment parti contre le courageux écrivain. Le comte Albert de Mun interpella aussitôt le ministre de la guerre, alors le général Billot. Le président du Conseil Méline annonça l'ouverture de poursuites et la Chambre approuva le gouvernement.

Zola et le gérant de *l'Aurore*, Perrenx, furent traduits, le 7 février 1898 devant le jury de la Seine, pour diffamation envers le premier Conseil de guerre du Gouvernement militaire de Paris ayant siégé au mois de janvier 1898. Les prévenus étaient assistés de M^{re} Labori et Albert Clemenceau, ainsi que de Georges Clemenceau, autorisé par le Président Delegorgue à prendre place au banc de la défense.

Au début de l'audience, l'avocat général Van Cassel dégagait le sens profond du pamphlet de Zola : « On veut ici, dit-il, par

un moyen révolutionnaire, le mot est de M. Emile Zola, revenir sur la chose jugée et faire la révision du procès de 1894 ». Aussi l'assignation ne visait-elle que la première partie de l'article, les seules diffamations concernant les juges qui avaient acquitté le commandant Esterhazy. Le gouvernement voulait avant tout éviter un débat qui, sous prétexte de vouloir faire la preuve, eût permis d'évoquer le fond de l'affaire Dreyfus.

Ce fut en vain que M^e Labori protesta contre cette disjonction et affirma qu'il y avait entre tous les faits allégués dans la lettre de Zola un lien étroit de connexité et d'indivisibilité. Les conclusions qu'il déposa en ce sens furent rejetées par la Cour. Labori, alors dans toute la force de son grand talent, défendit son client avec une fougueuse éloquence. A chaque audience, c'étaient des incidents, des cliquetis d'apostrophes, des échanges d'âpres véhémences entre la défense et le ministère public. Au milieu de l'animosité générale, troublé par les murmures incessants de l'auditoire, le célèbre avocat tint tête à toutes les violences. Chaque témoin dut subir le rude assaut de ses questions, en dépit des efforts du Président qui opposa aux plus troublantes questions de la défense cette formule commode, éternel refrain qui coupait court à tous les embarras : « La question ne sera pas posée ». Labori eut beau multiplier les conclusions, celles-ci furent toutes rejetées par la Cour ; mais cela lui valut d'être qualifié par Henri Rochefort d'avocat « conclusionnaire ».

Le désordre qui régnait déjà dans le prétoire s'accrut encore à la deuxième audience. Les gardes ne purent empêcher l'envahissement de la salle par la foule, et dans la bousculade l'entrée en fut interdite à l'un des conseillers faisant partie de la Cour, à plusieurs jurés et à l'huissier audiencier. Le préfet de police en personne dut venir rétablir l'ordre.

De très nombreux témoins avaient été cités. Labori demanda à M^{me} Dreyfus de faire connaître ce qu'elle pensait de la bonne foi de Zola et quelle avait été l'attitude de M. du Paty de Clam à son égard. « La question ne sera pas posée » coupa aussitôt le Président. Et Zola de déclarer : « Je demande à jouir ici des mêmes droits que les voleurs et les assassins, celui de faire la preuve de ma bonne foi, et on me la refuse ». M. Casimir Périer, ancien président de la République, avoua : « Mon devoir,

ici, est de ne pas dire toute la vérité ». M. Trarieux, ancien garde des sceaux, vint déposer en faveur de Dreyfus. Le refus du Président de laisser poser une question au témoin souleva cette protestation indignée de l'avocat de la défense : « Ici chacun peut parler pour nous nuire et il n'est permis à personne de parler pour nous aider ».

Maints autres témoins furent encore entendus. Tout l'Etat-Major défila à la barre. Le Président empêcha Labori d'adresser à M. Emile Salles, ancien avocat à la Cour de Paris, la question suivante : « Connaissez-vous un fait de nature à servir à la défense de M. Zola ? ». Le colonel Picquart déclara qu'une des pièces essentielles qui avaient permis d'innocenter le commandant Esterhazy n'était qu'un faux.

Malgré les précautions prises, la révélation tant redoutée devait se produire avec l'audition de l'avocat du capitaine Dreyfus : M^e Demange. Tenant le jugement de 1894 — celui condamnant Dreyfus — comme n'ayant pas été *légalement* rendu, M^e Demange fit connaître qu'il en poursuivait l'annulation, pour violation de la loi, depuis qu'il avait appris par M^e Salles l'irrégularité commise. C'est alors que M^e Albert Clemenceau lui demanda sur quoi il fondait cette certitude, si ce n'était pas sur un fait relaté à une tierce personne, qui le lui aurait rapporté. Il s'agissait, ajouta M^e Clemenceau, de la communication d'une pièce secrète. Le Président n'eut pas le temps d'arrêter la réponse que M^e Demange, tourné vers les jurés, s'était déjà écrié : « Mais oui, certainement ! » C'était accuser le jugement du Conseil de guerre d'avoir été rendu en fraude, c'était reconnaître que Zola avait dit la vérité !

L'audition des témoins se poursuivit avec Jaurès qui vint attester « non seulement la bonne foi de Zola, mais la haute valeur de son acte » ; avec Yves Guyot qui affirma que « le procès Esterhazy n'avait été qu'une parodie de justice » ; avec Anatole France qui certifia la bonne foi et la sincérité de Zola, etc...

L'avocat général Van Cassel, s'adressant aux jurés, termina ainsi son réquisitoire contre les accusés : « Votre verdict proclamera leur mensonge ; le pays l'attend avec confiance, vous les condamnerez sans hésiter ». De nombreux applaudissements soulignèrent cette péroraison.

La parole fut ensuite donnée à Zola qui lut au jury une élo-

quente déclaration, plusieurs fois interrompue par les murmures et les protestations du public, et dénonça à la « conscience des honnêtes gens » la pression des pouvoirs publics exercée sur la justice de son pays : le président du Conseil, M. Méline, avait voulu donner l'ordre de le condamner.

« Dreyfus est innocent, déclara-t-il en terminant, je le jure ; j'y engage ma vie, j'y engage mon honneur... »

« Tout semble être contre moi, les deux Chambres, le pouvoir civil, le pouvoir militaire, les journaux à grand tirage, l'opinion publique qu'ils ont empoisonnée et je n'ai pour moi que l'idée, un idéal de vérité et de justice.

« Je n'ai pas voulu que mon pays restât dans le mensonge et dans l'injustice. On peut me frapper ici. Un jour, la France me remerciera d'avoir aidé à sauver son honneur. »

Labori plaida trois audiences durant avec une chaleur et une force incomparables, avec « une voix qui vibrait comme un clairon, une poitrine qui résonnait comme un tambour sous le martellement du poing ». La péroraison vint, pathétique et vigoureuse :

« La lettre de M. Emile Zola est le cri de la conscience publique.

« Elle a rallié autour de lui ce qu'il y a de mieux en France... »

« Votre verdict d'acquittement signifie : « Vive l'armée ! » Je veux aussi pousser ce cri, mais aussi : Vive la République ! Vive la France ! Vive le droit éternel ! Voilà ce que je vous demande de proclamer par votre sentence ! »

Des applaudissements et des acclamations chaleureuses saluèrent la fin de cette plaidoirie. « C'est le talent que nous applaudissons », dit Paul Déroulède au milieu du bruit.

Georges Clemenceau présenta ensuite la défense du gérant de l'*Aurore* dans un admirable mouvement d'éloquence :

« A vous, Messieurs les jurés, de prononcer moins sur nous que sur vous-mêmes. Nous comparaissons devant vous ; vous comparez devant l'Histoire. »

Et il conclut au milieu des cris et des protestations :

« Nous sommes les défenseurs de l'armée quand nous demandons d'en chasser Esterhazy. »

Paroles qui attirèrent cette réplique de l'avocat général :

« Les insulteurs de l'armée sont obligés de se cacher derrière elle et de demander sa protection en criant : « Vive l'armée ! »

Labori, à bout de forces, réussit, dans un dernier effort, à se lever encore pour protester.

Le 23 février, le jury rapporta, après trente-cinq minutes de délibération, un verdict affirmatif, muet sur les circonstances atténuantes. Zola fut condamné au maximum de la peine : un an de prison et trois mille francs d'amende ; le gérant Perrenx s'en tira avec quatre mois et trois mille francs d'amende.

Une formidable exclamation de joie salua la lecture du verdict. Les auditeurs, debout sur les bancs, sur les chaises, agitaient en l'air cannes et chapeaux et hurlaient : « Vive la France ! A bas Zola ! ». Ce dernier, que ses amis embrassaient, s'écria devant ce délire : « Quels cannibales ! ». Dans le vestibule, la foule impatiente et surexcitée éclata en applaudissements et accompagna d'une longue ovation la sortie des officiers. Dans les couloirs, sur les places et les rues avoisinant le Palais, les mêmes cris retentissaient : « Vive l'armée ! A bas Zola ! Mort aux juifs ! ».

Evoquant le souvenir du verdict, Georges Clemenceau dira plus tard : « Je l'avoue, je ne m'attendais pas à un tel déploiement de haine. Si Zola avait été acquitté ce jour-là, pas un de nous ne serait sorti vivant ! » (1).

Mais Zola et Perrenx s'étaient pourvus en cassation et l'arrêt les condamnant fut cassé. Après différents incidents de procédure, l'affaire fut appelée de nouveau devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise le 18 juillet 1898.

Les membres du Conseil de guerre, juges du commandant Esterhazy, s'étaient constitués partie civile et s'étaient fait assister du bâtonnier Ployer, de M^{es} Aubépin, de Las Cases, Délégand, Hussenot de Senonges et Contant. M^{es} Labori et Albert Clemenceau, ainsi que Georges Clemenceau, étaient au banc de la défense.

Labori déposa aussitôt des conclusions tendant à faire déclarer irrecevable l'action civile du Conseil de guerre, considéré comme corps constitué, car celui-ci ne jouissait à aucun titre de la personnalité civile et ne pouvait par suite ester en justice. D'autre part, on ne pouvait admettre la constitution individuelle des membres du Conseil de guerre, puisqu'ils n'avaient pas été nommés dans l'article de Zola. M^e de Las Cases

(1) *Gazette des Tribunaux*, 7 au 24 février 1898 ; M. Garçon : *La Justice contemporaine*, p. 330 à 334 ; A. Zévaès : *Histoire de la Troisième République*, p. 386 à 392 ; *Les Procès célèbres*, 1898, p. 289 à 520.

soutint la recevabilité, la suite naturelle du droit de plainte pour un corps constitué étant de se porter partie civile. La Cour, présidée par le premier Président Périvier, suivant l'avis du procureur général Bertrand, rejeta les conclusions de Labori et décida qu'il serait passé outre aux débats.

Labori déposa alors de nouvelles conclusions tendant à faire porter le débat sur l'ensemble des faits contenus dans l'article de Zola. La Cour rejeta encore ces conclusions. Les prévenus déclarèrent alors se pourvoir en cassation. La Cour, considérant que le pourvoi n'avait pas un caractère suspensif, ordonna qu'il serait passé outre aux débats. Zola et Perrenx déclarèrent alors faire défaut et se retirèrent de la salle d'audience.

Le bâtonnier Ployer développa alors les conclusions des parties civiles. Le procureur général Bertrand, réclama la condamnation de Zola, lequel, dit-il, a diffamé :

« parce qu'il est doué d'un incommensurable orgueil, qu'il se figure être le messie de l'idéal et cet orgueil est un orgueil de romancier... Il a souffleté les officiers pour obtenir la tribune de la Cour d'assises. Il a permis que la France fût calomniée devant l'Europe ; ce sont des choses qui se doivent payer. »

Zola et Perrenx furent condamnés par la Cour au maximum de la peine, à un an de prison, trois mille francs d'amende chacun et solidairement aux dépens à titre de dommages-intérêts et aux frais envers l'Etat (1).

Le 3 juin 1899, un arrêt de la Cour de Cassation ordonnait la révision de l'affaire Dreyfus ; le 12 juillet 1906, un nouvel arrêt reconnaissait que c'était « par erreur et à tort que la condamnation de Dreyfus avait été prononcée ».

Ainsi, plus de dix ans ont été nécessaires pour réhabiliter le capitaine Dreyfus. C'est la lettre *J'accuse* qui a provoqué l'agitation d'où est sortie la révision. Bien que Zola n'ait été que l'apôtre de la Vérité et de la Justice, il a été condamné par le jury, il a subi l'exil, il a été rayé de l'Ordre de la Légion d'honneur, il a été l'objet des haines les plus grossières, il s'est vu hué, insulté, outragé, menacé, frappé, rien ne lui a été épargné. « Envions-le, dira en 1902 Anatole France sur la tombe du grand romancier défunt, envions-le : sa destinée et son cœur

(1) *Gazette des Tribunaux*, 18-19 juillet 1898,

lui firent le sort le plus grand ; il fut un moment de la conscience humaine » (1).

§ III. — LA POLICE

Les poursuites contre les auteurs de diffamations et d'injures envers la police ont été peu nombreuses. A titre d'exemple, on peut citer celle-ci :

La Cour d'assises du Rhône avait à juger, le 31 juillet 1894, le gérant du journal le *Peuple*, poursuivi en raison d'un article intitulé « Appel au parti socialiste de la Guillotière » :

« Citoyens, y lisait-on, devant la conduite coupable de la police qui n'a pas craint de tolérer, voire même d'encourager dans certaines circonstances les actes abominables de sauvagerie qui se sont produits dans la journée du lundi... »

A l'audience, plusieurs témoins vinrent affirmer que la police était demeurée indifférente en présence de plusieurs faits de pillage.

Malgré une éloquente défense de M^e Viviani, le gérant du *Peuple* fut condamné à six jours de prison et quinze cents francs d'amende (2).

§ IV. — LES CONSEILS MUNICIPAUX

Les cas de poursuites pour diffamations ou injures envers les conseils municipaux n'ont pas été, non plus, très fréquents. L'une de ces affaires mérite d'être rapportée :

Devant la Cour d'assises de la Seine, le journal *Saint-Denis* était poursuivi, le 15 juillet 1884, pour diffamation envers le conseil municipal d'Aubervilliers.

L'article incriminé accusait la municipalité de spéculer sur la douleur des familles et d'avoir touché certaines sommes provenant d'une augmentation illégale des tarifs des pompes funèbres. L'auteur demandait en outre ce qu'on avait fait de l'argent et terminait sur ces mots :

« Pour l'honneur de l'administration française, il ne faut pas qu'on puisse dire aujourd'hui que cette mairie est transformée en caverne de voleurs ! »

(1) A. Zévaès : *Histoire de la Troisième République*, p. 426.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 2 août 1894.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, avec admission de circonstances atténuantes en ce qui concernait le gérant, celui-ci fut condamné par la Cour à mille francs d'amende. Rivet, l'auteur de l'article, également poursuivi, se vit infliger un mois de prison et mille francs d'amende. Les deux accusés furent en outre condamnés à trois cents francs de dommages-intérêts et à trois insertions de l'arrêt (1).

SECTION II

Les diffamations et injures envers les hommes publics

En matière de diffamation et d'injure, les mêmes principes et les mêmes sanctions sont applicables qu'il s'agisse des corps constitués ou des personnes publiques.

L'article 31 de la loi du 29 juillet 1881 dispose :

« Sera punie de la même peine la diffamation commise par les mêmes moyens, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public, temporaire ou permanent, un juré ou un témoin, à raison de sa déposition. »

Les personnes visées sont donc : les ministres ; les sénateurs et députés ; les magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif : juges, préfets, maires, etc... ; les agents dépositaires de la force publique : officiers, agents de police, etc... ; les fonctionnaires en général ; les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat publics : conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, conseillers municipaux, administrateurs de bureaux de bienfaisance, etc... ; les jurés et membres des jurys d'expropriation et enfin, les témoins à raison de leur déposition.

Mais pour que l'article 31 soit applicable, il faut que la diffamation ait été commise envers les fonctionnaires à raison de leurs fonctions ou de leur qualité. Si l'imputation diffamatoire ne visait que des faits concernant la vie privée de ces mêmes

(1) *Gazette des Tribunaux*, 15-16 juillet 1884.

personnes, elle tomberait sous le coup de l'article 32 de la loi de 1881, relatif aux diffamations envers les particuliers.

La preuve de l'exactitude des faits allégués ayant trait aux fonctions ou à la qualité du fonctionnaire est autorisée par la loi. Si cette preuve est rapportée, le prévenu doit être renvoyé des fins de la plainte.

En pareille matière, la poursuite n'a pas lieu d'office. Le ministère public ne peut agir que s'il est expressément saisi d'une plainte préalable. Il n'y a d'exception à cette règle que pour le délit de diffamation ou d'injure envers les ministres et celui d'injure envers les jurés et témoins. Ce sont les intéressés eux-mêmes qui ont seuls qualité pour porter plainte à raison des attaques dirigées contre eux. Mais une dérogation a été également prévue à ce principe : dans le cas d'injure ou de diffamation envers les fonctionnaires publics, les dépositaires ou agents de l'autorité publique, et les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat publics, un droit simultané de plainte appartient aux intéressés et au ministre dont ces personnes relèvent. En effet, comme l'écrivait le garde des sceaux dans sa circulaire du 9 novembre 1881, les fonctionnaires n'étant pas seuls intéressés à la poursuite, il convient que leur chef hiérarchique puisse la provoquer, quand il le juge nécessaire (1).

Le droit de citation directe devant la Cour d'assises appartient toujours à la partie lésée, sauf lorsque celle-ci est un sénateur ou un député. Dans ce cas, la poursuite ne peut avoir lieu qu'à la requête du ministère public, sur demande de l'intéressé.

En quelque circonstance que ce soit, la victime de la diffamation ou de l'injure a toujours le droit de se porter partie civile, même si l'action publique n'est pas provoquée par elle.

Dans la pratique, les procès de ce genre ont été extrêmement nombreux. Ils sont en effet ceux qui mettent le plus fréquemment en jeu l'élément politique, sujet de tant d'emportements.

Le plus souvent, ce sera l'écho des luttes électorales qu'on entendra dans le prétoire. En effet, comme l'a écrit M. Georges Aubert, pendant tout ce temps si fertile en incidents de toutes sortes, les passions avivées par l'aveuglement des doctrines politiques vont se déchaîner. Chaque jour, le candidat organisera

(1) G. Barbier, *op. cit.*, t. II, p. 309.

des réunions publiques, rédigera des articles et fera placarder des affiches, afin de discréditer son concurrent aux yeux des électeurs. Si celui-ci est honnête, les inventions les plus grossières seront dirigées contre sa vie privée : on ira jusqu'à attaquer son honneur, sa famille, tout ce qu'en somme il a de plus cher, sachant bien que plus il sera sali, moins il aura de chances d'être élu... (1).

Un langage parfois très imagé est vocabulaire courant au cours des campagnes électorales. Dans l'ardeur de la lutte, les invectives les plus énergiques et souvent les moins justifiées n'auront d'autre sens, dans l'esprit d'un candidat, que le mépris professé pour l'opinion de son adversaire. Tel autre qui traite son concurrent de « gredin » ou de « bandit » est à bout d'arguments et ne sait plus quels reproches valables lui adresser. D'ailleurs, certains candidats attachent si peu d'importance aux violences écrites ou verbales de la période électorale, qu'ils n'hésitent pas, le calme revenu, à réclamer de nouvelles dispositions législatives en vue d'assurer une répression plus sévère de la diffamation. Ils demandent avec force que « l'honnête homme, à quelque catégorie qu'il appartienne, soit enfin protégé et le coquin justement flétri ». Inconscience ou hypocrisie ? La première hypothèse est encore celle qui paraît être la plus vraisemblable.

D'une façon générale, on ne saurait citer le langage électoral comme un modèle d'urbanité, mais quoi qu'il en soit, les candidats doivent se résigner à subir de telles violences et à accueillir avec stoïcisme les plus injustes attaques. Cependant, il s'est présenté de nombreux cas, où le candidat, se refusant à supporter l'insulte ou la diffamation, a poursuivi l'auteur de ces attaques en Cour d'assises. Le jury a tantôt condamné, tantôt acquitté. L'a-t-il fait toujours à bon droit ? C'est ce qu'il convient d'examiner.

Dans ses *Souvenirs d'un Président d'Assises*, M. Bérard des Glajeux écrivait :

« La condition du succès dans ces sortes d'affaires c'est que la diffamation soit un peu grosse ; les épigrammes, les coups d'épingle, le fiel mêlé à l'eau de rose ne touchent pas les jurés. Ils en ont entendu

(1) G. Aubert : *Des infractions à la loi sur la presse en matière électorale*, p. 91.

bien d'autres dans leur vie ! Les injures quand elles sont grossières les frappent plus que les diffamations, et les violences de fait ou de langage les frappent plus que les injures ! Mais la qualité du demandeur est encore plus utile que celle de la demande : soyez *persona grata* auprès du jury, ou tâchez, par votre avocat de le devenir. Si vous êtes à un pôle marqué de la politique, choisissez l'avocat au pôle contraire ; que l'un puisse dire de l'autre : « La politique nous sépare, mais le droit nous unit. » (1)

Chaque fois qu'il a été nécessaire, le jury a su faire preuve de fermeté. Il a même condamné des journalistes qui avaient avancé des choses exactes, sans pouvoir alors démontrer le bien fondé de leurs allégations, qui ne fut établi que plus tard. C'est ainsi qu'un ancien ministre des travaux publics, après avoir réussi à faire condamner son diffamateur par le jury, dut reconnaître quelques années après, avoir commis l'infamie qui lui avait été reprochée (2).

Certes, il y a eu des acquittements, et il est heureux qu'il en ait été ainsi, sinon le jury n'aurait pas montré cette qualité d'indépendance qui est la raison même de son institution en matière de presse.

Ces acquittements sont dus à différentes raisons. D'abord, certaines poursuites ayant été engagées un peu imprudemment, les accusés réussirent à établir sans trop de peine la preuve des faits imputés. Parfois, cette preuve n'a pas été totale, absolue, mais elle contenait des éléments suffisamment troublants pour que le jury pût penser que le journaliste n'avait pas eu tout à fait tort.

Dans d'autres cas, la preuve fut déclarée irrecevable par la Cour, le prévenu ne s'étant pas conformé aux règles de la procédure : il avait négligé de faire signifier, soit les faits relevés dans la citation et qu'il entendait prouver, soit la copie des pièces ou la liste des témoins qu'il désirait faire entendre. Parfois la signification avait été tardive ou la Cour estimait que les faits dont l'accusé voulait apporter la preuve étaient étrangers à l'affaire. Le jury ne pensa pas que faute de s'être conformé à ces règles un innocent dût être condamné et, dans le doute, chaque fois qu'il estima que les faits imputés ne paraissaient pas être manifestement contraires à la vérité ou que le journa-

(1) Bérard des Glajeux, *op. cit.*, p. 126.

(2) V. *infra*, p. 399.

liste pouvait être de bonne foi, il rapporta un verdict d'acquiescement.

L'attitude du ministère public n'a pas été non plus sans incliner le jury à une certaine indulgence. Le plus souvent, les procès en diffamation ou injure se présentent, non comme des poursuites intentées par le ministère public dans l'intérêt social, mais comme des affaires ordinaires, venues sur citation directe d'un fonctionnaire, qui plaide à ses risques et périls, en vue d'obtenir des dommages-intérêts à raison du préjudice qu'il prétend avoir subi du fait de la diffamation. Le ministère public sera partie jointe, et joint malgré lui, il aura l'attitude prudente et ennuyée d'un tiers entraîné dans une dispute (1). En fait, il lui arrivera parfois, lorsque le diffamé sera une personnalité influente, de requérir avec force une condamnation sévère, mais le plus souvent, il se bornera à demander l'application de la loi et parfois même s'en remettra à l'appréciation du jury.

De tout cela, le jury n'est pas coupable. D'ailleurs, voici comment celui-ci a apprécié les affaires qu'il a eu à connaître en matière d'injure ou de diffamation contre des personnes publiques :

§ I. — SÉNATEURS ET DÉPUTÉS

Le 17 novembre 1888 marqua le début devant la Cour d'assises du Gard des tribulations judiciaires de Numa Gilly, ancien ouvrier tonnelier, maire de Nîmes et député socialiste de ce département. Révolté par tous les tripotages dont il avait été le témoin à la Chambre, il traduisit son écœurement dans une réunion publique tenue à Alais, le 3 septembre 1888 :

« Quand on voit, s'écria-t-il, à quelles mains est confiée la fortune de la France, quels sont les gens qui sont dans cette commission du budget, on frémit au gaspillage effréné qui préside à la distribution des produits de cet impôt que nous avons tant de peine à payer au percepteur. On a poursuivi Wilson : pure comédie, pour faire croire qu'on était plus honnête que lui ; mais sur trente-six membres de la commission du budget, vous avez au moins vingt Wilsons. »

Le *Petit Marseillais* envenima l'affaire en écrivant sous le titre de « Propos de réunion » :

« L'opinion publique est vivement émue depuis qu'on a complète-

(1) Bompard : *La diffamation envers les hommes publics*, dans *Politique*, septembre 1936, p. 686.

ment connaissance à Alais du discours tenu lundi dernier à la réunion du Théâtre, par le député ouvrier M. Numa Gilly... »

Et après avoir reproduit le texte du discours, le journal ajoutait : « Une pareille déclaration est très grave... Qu'en pense la Commission du budget ?... »

La presse parisienne, à son tour, entra en action. Il ne fut plus question que de Numa Gilly et de son discours. Les membres de la commission du budget s'agitèrent et s'indignèrent ; même les plus corrompus, comme Baihaut, firent chorus pour protester de leur vertu. Finalement, M. Andrieux, en sa qualité de membre de la commission du budget, porta plainte en diffamation contre Numa Gilly (1).

L'audience s'ouvrit devant un auditoire considérable. Le procureur général Candelli-Bayle fit aussitôt remarquer qu'aucun grief contre M. Andrieux n'était contenu dans les différents faits signifiés par le prévenu et sur lesquels la défense avait l'intention d'interroger les témoins. Dans ces conditions, ceux-ci ne pouvant déposer que sur des faits étrangers au plaignant, il s'opposait à leur audition.

Malgré les efforts de M^e Peyron, avocat de Numa Gilly, pour faire entendre les quarante-deux témoins cités par le député du Gard, la Cour décida qu'aucun d'eux ne serait admis à déposer et déclara irrecevable la preuve des faits imputés.

Interrogé par le Président, Numa Gilly reconnut avoir prononcé, en substance, les paroles relevées par l'accusation :

« J'ai dit que toutes les fois, depuis dix ans, qu'une société véreuse venait à sombrer, il y avait toujours un sénateur ou un député pris à l'hameçon. Voilà ce que j'ai dit. »

Au reste, il assura avoir parlé en termes généraux, sans viser spécialement M. Andrieux. Il était prêt à fournir la preuve des faits articulés, mais puisque la Cour ne lui permettait pas de justifier ses accusations, il préférerait ne plus rien dire et s'en remettre à l'appréciation du jury.

M. Andrieux déclara alors qu'il souhaitait un débat contradictoire et complet. Puisque ce débat était impossible, il retirait sa plainte.

Le seul témoin entendu, fut celui cité à la requête du ministère public : M. Andrieux.

(1) A. Zévaès : *Histoire de la Troisième République*, p. 295-296.

Le procureur général annonça que le désistement du plaignant n'arrêtait pas l'action publique : « Quelle doit être l'issue de ce débat ? Les témoins ont été entendus, poursuivit-il, au milieu d'une bruyante hilarité. Le délit de diffamation existe par le fait même des propos diffamatoires ». Et il requit une condamnation modérée (1).

Le désistement de la partie civile, les obstacles mis par la Cour à la justification de l'accusé, et peut-être aussi la pensée que de nombreux députés n'étaient pas demeurés étrangers aux récents scandales financiers, amenèrent naturellement le jury à rapporter, après quelques minutes de délibération, un verdict d'acquittement.

C'est encore un procès en diffamation qui allait être porté devant les assises de la Haute-Saône, les 13, 14 et 15 février 1889. Le plaignant était M. Baïhaut, député de Lure, ancien ministre des travaux publics ; le journal poursuivi, le *Réveil de la Haute-Saône* ; et les prévenus : le gérant et un rédacteur du journal, nommé Mariotte.

Le *Réveil de la Haute-Saône* s'était fait l'écho des bruits qui commençaient à circuler sur la probité de l'ancien ministre Baïhaut, et sur le coup de Bourse qu'il avait provoqué par les « fuites » volontaires du rapport de l'ingénieur Rousseau sur les travaux du Canal de Panama.

Un premier entrefilet insinuait :

« Dans la réunion de Nîmes, M. Gilly a flétri publiquement les députés qui trafiquent de leur mandat pour entrer dans les conseils d'administration de sociétés financières...

« Cette déclaration ne vise-t-elle pas tout particulièrement M. Baïhaut ?... »

Un second article se montrait plus catégorique :

« Le journal de M. Gilly tient à faire la preuve de ce qu'il a avancé, c'est-à-dire que le député de la Haute-Saône est le plus fourbe et le plus coupable des tripoteurs de la commission du budget...

« Que fait l'ex-ministre ? Il continue à observer le silence le plus équivoque ? »

« Aujourd'hui ce même député le cingle en lui jetant à la face des méfaits et des trafics honteux, devant lesquels la conscience de tout honnête homme doit se révolter ; et M. Baïhaut se tient coi. »

(1) *Gazette des Tribunaux*, 18 et 19 novembre 1888.

Enfin, dans un dernier écrit, Mariotte interpellait ainsi l'ancien ministre :

« Vous savez qu'il y a une signature au bas de ces lettres qui vous accusent d'être le plus fourbe et le plus coupable des tripoteurs de la commission du budget, d'avoir commis des trafics honteux de conscience, d'être l'auteur d'agissements coupables à propos des canaux du Rhône...

« C'est votre habitude, paraît-il, de vous tromper de porte et de ne jamais aller là où votre devoir vous appelle. En 1877, 78, 79, au lieu de vous consacrer à votre mandat de député vous vous occupiez de sociétés financières interlopes. En 1887, au lieu de livrer Wilson à la justice, vous vous efforciez de l'y soustraire. »

Baïhaut, qui comprenait bien que son adversaire ne pourrait — du moins à cette époque — produire devant le jury les preuves de sa prévarication, n'hésita pas à le poursuivre.

De très nombreux témoins étaient cités. Un grand nombre d'entre eux rendirent hommage à l'honorabilité de l'ancien ministre, l'estimant incapable d'actes indéliçats et le déclarèrent victime d'une infâme calomnie.

Le procureur général requit une condamnation sévère.

Le jury rapporta un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes. Mariotte se vit infliger vingt jours de prison et mille francs d'amende. Le gérant du journal s'en tira avec une amende de cinq cents francs. Tous deux furent, en outre, condamnés à dix mille francs de dommages-intérêts et à dix insertions de l'arrêt (1).

Aussi, trois années plus tard, le 21 novembre 1892, lorsque le député boulangiste Jules Delahaye dénonça à la Chambre le scandale politico-financier du Panama et prétendit, en s'appuyant sur des articles parus dans la *Libre Parole*, que plus de cent cinquante parlementaires, dont quelques ministres, avaient été concussionnaires ; Baïhaut ne craignit pas de monter à la tribune pour faire étalage de la condamnation de Mariotte et se poser en exemple devant ses collègues : « J'ai montré, Messieurs, dit-il, comment on défend son honneur ! ».

Il payait d'audace ce jour-là. Peu après, on apprenait qu'étant ministre des travaux publics, il avait répondu aux sollicitations dont il avait été l'objet de la part de M. de Lesseps, par une demande de un million pour prix de son intervention et qu'il

(1) *Gazette des Tribunaux*, 15-16 février 1889 ; le *Temps*, 14-17 février 1889.

avait touché un premier acompte de 375.000 francs. Et en mars 1893, il dut, lui aussi, en compagnie des administrateurs du Panama, affronter le jury. Ayant eu la maladresse d'avouer, il fut le seul parlementaire déclaré coupable, et de tous les accusés, le plus sévèrement puni. Il fut, en effet, condamné à la dégradation civique, à cinq années d'emprisonnement et à 750.000 francs d'amende.

Mariotte avait parlé trop tôt ! En 1889, la preuve de la concussion n'ayant pu être établie, le jury de Vesoul avait cru frapper un diffamateur. Cependant, Mariotte n'avait dit que la vérité. La connaissant, devait-il se taire ou parler ? Il fit ce que son devoir de journaliste lui commandait, et pour l'avoir fait, il fut envoyé en prison.

La publication du livre *Mes Dossiers*, de Numa Gilly, allait entraîner le député du Gard dans toute une série de procès intentés par ses collègues qu'il avait durement malmenés.

Le 10 avril 1889 s'ouvrirent les débats d'un premier procès qui occupa huit audiences de la Cour d'assises de la Gironde. Se prétendant diffamé dans l'ouvrage, M. Raynal, député de la Gironde, ancien ministre des travaux publics et M. Villette, ancien adjoint au maire de Bordeaux, alors trésorier payeur général de l'Yonne, poursuivaient à la fois, devant le jury bordelais : Numa Gilly, l'éditeur Savine, et les soi-disant auteurs du livre : Chirac et Peyron.

Voici quelques-uns des passages incriminés :

« M. Raynal a abusé de sa situation de député et de conseiller général pour faire contracter entre la municipalité et la compagnie du gaz de Bordeaux, un traité désavantageux pour la Ville et avantageux pour lui... »

« Dans une réunion publique, un député républicain aurait déclaré :

« Il est déplorable qu'un ministre français se soit fait le champion de ces financiers, et malheureusement... cette condescendance a été due à l'oubli de quelques liasses de billets de banque sur le manteau de la cheminée du ministre... »

« M. Roselli-Mollet aurait dit : Je voudrais qu'on fasse une enquête sur les fortunes subites de certains d'entre ceux que j'ai connus ayant à peine de quoi vivre avant d'être députés, et qui aujourd'hui dépensent 200.000 francs par an, — et il indiquait entre autres les Constant, les Raynal, les Rouvier, etc... »

L'attitude de M. Raynal dans la discussion et le vote des conventions de 1883 avec les compagnies de chemins de fer était

aussi très vivement critiquée. Comme le dit M. Joseph-Barthélemy, ce Raynal était sans doute un honnête homme, mais il donnait prise à la critique par ses attitudes successives : il avait mené une campagne véhémement contre les compagnies de chemins de fer, allant jusqu'à en demander le rachat par l'Etat, puis, une fois ministre des travaux publics, il devint l'homme des compagnies de chemins de fer. Cela ne prouvait d'ailleurs rien contre sa probité, car chacun sait qu'entre l'opinion de l'homme dans l'opposition et l'opinion de l'homme au pouvoir, il y a toujours un abîme (1).

Quant à M. Villette, il était accusé d'avoir reçu des pots-de-vin considérables à propos de la concession de l'éclairage au gaz de la ville de Bordeaux.

Interrogé par le Président Rozier, Savine déclara avoir tiré le livre *Mes Dossiers* à cinquante-cinq mille exemplaires et en revendiqua la responsabilité comme éditeur. Peyron reconnut avoir ordonné la publication du livre, bien que Numa Gilly l'eût interdite à un moment donné. Chirac avoua être l'auteur de la préface, mais dénia sa responsabilité légale pour l'ensemble du livre : c'était Savine qui aurait eu le premier l'idée de l'ouvrage. Numa Gilly affirma n'être pour rien dans la publication de *Mes Dossiers* ; il ne connaissait pas le livre incriminé, il n'avait pas de preuve à faire.

De nombreux témoins furent entendus. Le bâtonnier Durier soutint la plainte de M. Raynal et le bâtonnier Habasque, du barreau de Bordeaux, celle de M. Villette. L'avocat général Lefranc requit la condamnation de tous les prévenus. M^{es} de Saint-Auban et Puech, du barreau de Paris, M^{es} Legasse et Bouet, du barreau de Nîmes, assumèrent la défense.

Le jury rapporta un verdict affirmatif, admettant les circonstances atténuantes en faveur de Peyron seulement. La Cour infligea six mois de prison et mille francs d'amende à Numa Gilly ; trois mois et mille francs d'amende, à l'éditeur Savine ; deux mois et mille francs d'amende, à Chirac ; quinze jours et deux cents francs d'amende, à Peyron. Les prévenus furent, en outre, condamnés solidairement à huit mille francs de dommages-intérêts envers M. Raynal ; quatre mille francs, envers M. Villette ; et à l'insertion de l'arrêt dans quinze journaux (2).

(1) J. Barthélemy : *Cours de droit public*, 1933-34.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 19 et 20 avril 1889.

Moins d'un mois après, Numa Gilly, Savine, Peyron et Chirac se retrouvaient sur les bancs de la Cour d'assises de l'Hérault, poursuivis cette fois par M. Salis, député de Cette. Celui-ci s'estimait diffamé par les passages du livre *Mes Dossiers* touchant l'attitude qu'il aurait eue, en janvier 1885, à la Chambre, au cours de la discussion sur la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Mostaganem à Tiaret. M. Salis se plaignait aussi de la publication d'une lettre d'un nommé Leboucher, qui insinuait que le député de l'Hérault aurait trafiqué de décorations de la Légion d'honneur. Les débats se déroulèrent les 12, 13 et 14 mai 1889.

Le jury rapporta un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes. Gilly eut un mois de prison et deux cents francs d'amende ; Savine et Chirac, quinze jours d'emprisonnement et cent francs d'amende chacun ; et tous trois furent condamnés solidairement à six cents francs de dommages-intérêts envers la partie civile et à six insertions de l'arrêt. Peyron, bénéficiant d'un verdict négatif, fut acquitté (1).

Le 4 juillet 1889, c'était au tour de M. Compayré, député du Tarn, de poursuivre devant la Cour d'assises de ce département : Numa Gilly, Savine, Chirac et Peyron. Mais ce dernier comparut seul. Les autres prévenus, las, sans doute, de parcourir toute la France pour s'entendre toujours condamner, firent défaut. Chirac donnait pour excuse la maladie, Gilly et Savine, retenus en prison, peu tentés par l'agrément d'un voyage en voiture cellulaire jusqu'à Albi, avaient refusé de se laisser transporter. Tous les accusés espérant des temps meilleurs, demandaient le renvoi à une autre session. Cette prétention, vivement combattue par M. Compayré et son avocat M^e Labori, fut rejetée par la Cour.

Peyron se vit infliger cinquante francs d'amende et deux cents francs de dommages-intérêts. La Cour condamna ensuite, par défaut, Numa Gilly à un mois de prison, Savine à quinze jours et Chirac à huit jours, peines devant être confondues avec celles prononcées par la Cour d'assises de la Gironde. Les trois

(1) *Gazette des Tribunaux*, 17 mai 1889.

prévenus furent, en outre, condamnés solidairement à six cents francs de dommages-intérêts envers la partie civile (1).

Même en ce temps-là, nul n'échappait à la diffamation et, bien qu'ancien président du Conseil, René Goblet n'en fut pas exempt. Le 26 avril 1890, il poursuivait devant les assises de la Seine, le journal le *Démocrate*, dont le directeur, M. de Belleval, avait été son adversaire aux dernières élections législatives.

L'article incriminé, intitulé : « Le blackboulé de la Somme », déclarait que René Goblet, dans l'exercice de sa carrière et de ses fonctions publiques, se livrait à des coups de Bourse, prêtait son concours à des mesures ruineuses pour le travail national et, faisant le jeu des écumeurs dévoilés à la Chambre, acquiesçait aux vœux des étrangers contrairement aux intérêts du pays.

L'avocat général Rau requit l'application de la loi.

Après une longue délibération, le jury rapporta un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes. M. de Belleval fut condamné à quinze cents francs d'amende, dix mille francs de dommages-intérêts et onze insertions de l'arrêt (2).

Les 14 et 15 juin 1892, Edouard Drumont, rédacteur en chef de la *Libre Parole*, ainsi que le gérant de ce journal, étaient poursuivis devant le jury parisien pour diffamation envers M. Burdeau, député, vice-président de la Chambre, ancien ministre.

La *Libre Parole* était accusée d'avoir publié, le 13 mai 1892, au sujet du renouvellement du privilège de la Banque de France, un article d'Edouard Drumont, prenant à partie le rapport déposé sur cette question par M. Burdeau.

« Quand un homme un peu encombrant n'a pas réussi à être ministre, y lisait-on, on le dédommage en lui donnant le rapport à faire sur une question financière ; on sait ce que cela veut dire, et tous les camarades viennent faire leurs compliments à l'heureux rapporteur, comme s'il lui était tombé un héritage. Cela équivalait à un bon sur la cassette ou à une délégation sur les fermes, sous l'ancien régime...

« Je n'ai pas d'inquiétudes sur Burdeau, et je suis bien certain qu'en concluant au renouvellement du privilège de la Banque de France, il a mis sa vieillesse à l'abri et conquis le droit de vivre de ses rentes...

(1) *Gazette des Tribunaux*, 6 juillet 1889.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 26 avril 1890.

Généralement, le bénéficiaire du rapport n'est pas tenu de cuisiner lui-même, on lui expédie le document cuit à point. Burdeau, d'après ce qu'on raconte, aurait voulu rédiger lui-même, mais on n'a pas été content de son travail, et Rothschild lui a envoyé par un valet de pied le rapport tout préparé...

« Il est probable, en effet, que Burdeau, étant éclairé *a giorno* par les Rothschild, ne me réclamera pas le supplément de lumières que je lui offre et que, si j'insistais, il me répondrait comme un de ses amis : Ma foi, mon cher, il faut prendre son temps comme il est. Les femmes qui, au printemps de leur vie, sont simplement pour nous des êtres chers deviennent, à l'automne, des êtres coûteux... Personne ne nous saurait gré d'être honnêtes à une époque où tout le monde est corrompu... Il est évident que cela finira par une catastrophe, mais d'ici là, nous aurons bien joui de l'existence... Au bout du fossé la culbute. »

De part et d'autre, de nombreux témoins furent entendus. L'un deux, M. Antoine de Vallombrosa, marquis de Morès, déclara savoir que :

« M. Burdeau avait écrit pour le *Globe* des articles défavorables au renouvellement du privilège et que, depuis, devenu le porte-plume de M. de Rothschild...

« Je dis donc, poursuivit-il, que M. Burdeau a été l'instrument dans cette affaire d'un intérêt supérieur. Dans cette affaire où il ne devait agir que d'après sa science ou sa conscience, il s'est contredit. Le moteur de ses contradictions, c'est M. de Rothschild, et je vais le prouver... »

M^e Waldeck-Rousseau, au nom de la partie civile, constata qu'aucune preuve n'avait été apportée par les témoins contre son client. La diffamation était précise : M. Burdeau aurait vendu son avis de rapporteur. Il retraça la vie de l'ancien ministre et s'efforça d'établir que l'opinion de celui-ci ne s'était pas, en réalité, modifiée. La Banque de France avait reconnu la justesse de ses critiques, et en 1891 M. Burdeau ne trouvant plus à redire à ce qu'il trouvait mauvais en 1885, s'était rallié au projet du gouvernement, avec des réserves qu'il avait fait triompher devant la commission.

L'avocat général Cruppi s'associa aux paroles de M^e Waldeck-Rousseau : les témoins n'avaient rien prouvé de ce qu'affirmait Edouard Drumont.

M^e de Saint-Auban plaida pour le gérant de la *Libre Parole*. Edouard Drumont présenta lui-même sa défense. Il raconta dans quelles conditions et à la suite de quels renseignements il avait attaqué M. Burdeau. Et, antisémite notoire, il termina

par ces mots : « A bas les Juifs allemands ! Vive la France ! ». M^e de Saint-Auban compléta ensuite ces explications. Insistant sur l'illogisme absolu qui existait entre les articles écrits en 1884 par le plaignant et le rapport de 1892, il demanda aux jurés de comprendre l'impression qu'avait dû ressentir Drumont en présence de ces métamorphoses de M. Burdeau qui, en vérité, éclipsaient les métamorphoses d'Ovide. Et il ajouta que M. Burdeau avait fait un jour ce qu'il reprochait à Drumont : il avait accusé un de ses collègues d'avoir acheté son élection.

Après trois quarts d'heure de délibération, le jury rapporta un verdict négatif en ce qui concernait le gérant de la *Libre Parole* et affirmatif, avec admission de circonstances atténuantes, à l'égard d'Edouard Drumont. Le Président Mariage prononça l'acquittement du gérant ; la Cour condamna Edouard Drumont à trois mois de prison, à mille francs d'amende et à l'insertion de l'arrêt dans quatre-vingts journaux de Paris et, pendant huit jours de suite, dans la *Libre Parole* (1).

Devant les assises de la Gironde, au milieu d'un auditoire considérable, se déroulèrent les 2 et 3 mars 1893, les débats du procès en diffamation intenté par M. Raynal, député de la Gironde, ancien ministre, au journal la *Cocarde*.

Le 25 décembre 1892, la *Cocarde* avait publié cette lettre, écrite le 3 juillet 1887 par M. Denayrouse à M. Joseph Reinach, administrateur de la *République française* :

« Vous avez eu, y lisait-on, le cynisme de nous déclarer en plein conseil d'administration, avec un petit air triomphant, que le chef de la majorité a fait au gouverneur d'un grand établissement de l'Etat la sommation suivante :

« « Voulez-vous vous engager à donner 2 ou 300.000 francs pour la *République française*, nous ferons cesser l'ancienne opposition de nos amis à un grand projet d'utilité publique. Si au contraire, vous refusez ce concours, nous ferons voter avec ensemble les mêmes amis contre le Métropolitain... »

« « Donnant, donnant ! », telle a été la formule de M. Raynal, vous êtes-vous écrié avec admiration. Et comme vous lisiez sur certains visages une stupéfaction douloureuse, vous avez insisté audacieusement sur les détails de cette belle lutte entre « Juif et Normand », et ajouté que vous aviez pris là une leçon inoubliable. »

(1) *Gazette des Tribunaux*, 15 et 16 juin 1892.

M. Denayrouse et le gérant de la *Cocarde* comparurent pour répondre de cet écrit. M. Denayrouse déclara qu'il s'agissait là d'une affaire purement politique. Il exposa les pourparlers qui avaient eu lieu entre M. Reinach et lui au sujet de la réorganisation de la *République française*. Il termina en disant que c'était M. Reinach qu'il avait voulu atteindre et que si l'affaire avait été appelée devant le jury de la Seine, c'eût été le procès Reinach et non le procès Raynal qui aurait été fait.

Différents témoins furent entendus. M. Joseph Reinach, député, nia avoir mis le couteau sur la gorge du gouverneur du Crédit foncier pour que ce dernier versât deux ou trois cents mille francs. Le gouverneur du Crédit foncier, M. Christophle, affirma que M. Raynal n'avait jamais été mêlé aux pourparlers concernant la *République française*. Cette déclaration fut confirmée par M. Léon Say, député, M. Lannes de Montebello, M. Spuller, sénateur, et d'autres témoins encore. Enfin, MM. Poirier, Devès, sénateur, et Charles Ferry, attestèrent que M. Reinach n'avait pas tenu les propos reproduits dans la *Cocarde*.

M^e Trarieux, au nom de son ami M. Raynal, constata que tous les témoignages invoqués par M. Denayrouse se retournaient contre lui. L'avocat général Valler flétrit énergiquement les faits reprochés aux accusés et réclama une condamnation sévère. M^e Andrieux présenta la défense de M. Denayrouse et sollicita l'acquiescement de celui-ci, en raison de sa bonne foi. « Ce que nous voulons, dit-il, c'est la République démocratique contre la République du Panama. Vive la République ! ». Cette péroraison ayant soulevé de vifs applaudissements, le Président Riffaud fit aussitôt évacuer la salle d'audience.

Après une heure trois quarts de délibération, le jury revint avec un verdict affirmatif sur toutes les questions, muet sur les circonstances atténuantes. Le gérant de la *Cocarde* fut condamné à cent francs d'amende et cinq mille francs de dommages-intérêts ; M. Denayrouse à trois mois, un franc de dommages-intérêts et cinq insertions de l'arrêt (1).

La publication par le journal la *France* de la fameuse *liste des 104*, où figuraient soi-disant les noms de tous les parle-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 2, 3 et 4 mars 1893.

mentaires qui avaient touché des pots-de-vin dans l'affaire du Panama, allait entraîner toute une série de procès en diffamation intentés par un certain nombre de personnalités visées.

Cette liste fut divulguée en trois fois dans les numéros de la *France* des 28, 29 et 30 décembre 1895. Elle était présentée comme étant extraite du carnet d'Arton, intermédiaire auquel le baron de Reinach avait remis un livret de chèques en vue de l'acquisition, au Parlement, de certaines consciences chancelantes encore hostiles au vote de la loi qui devait autoriser l'émission des valeurs à lots du Panama. La première partie de la liste fut donnée le 28. Elle était précédée d'un article signé du vicomte de Colleville et intitulé : « Le Pilon », qui en annonçait la publication complète et attaquait violemment, sans faire de personnalités, tous les hommes politiques qui avaient vendu leur influence à la compagnie du Panama. Il y était dit, notamment, qu'il importait de désigner sans retard les corrompus du Panama au mépris de tous et de les abandonner ensuite à la vindicte publique. Et l'auteur ajoutait que le journal la *France*, « après avoir craché tout son mépris au visage de ces infâmes et les avoir marqués d'une tache indélébile, les renverra simplement à leurs vomissements et à leurs remords. »

Semblables imputations n'étaient pas faites pour plaire aux parlementaires ainsi accusés et, coupables ou innocents, certains d'entre eux n'hésitèrent pas à porter leurs doléances, soit devant la Cour d'assises de leur département, soit devant le jury parisien. Les plaignants furent : MM. Isaac et Sal, sénateurs, MM. Augère, Beauquier, Clemenceau, Crémieux, Duvaux, Frébault, Gaillard, Hubbard, Jullien, Labussière, de Lafferrière, Laguerre, Laporte, Marty, Naquet, Périllier, Rabier, Roche, Thiessé, Thomson et Viger, députés ou anciens députés. Ces procès aboutirent invariablement à la condamnation des représentants de la *France*, qui le plus souvent firent défaut. Le directeur du journal, M. Lalou, fut en général condamné à quinze jours de prison ; le rédacteur en chef Aubey, à un mois ; l'administrateur Bonnetterre, à quinze jours ; le rédacteur Pascal, également à quinze jours ; M. de Colleville, à un mois ; les gérants Houssiot et Calametti, à huit et quinze jours. Quant à Vitrac-Desroziers, éternel défaillant, accusé d'avoir fourni la fameuse liste qui aurait été achetée par l'administrateur, M. Bonnetterre, quatre mois de

prison lui furent presque toujours infligés. Dans certains cas, ces peines furent sensiblement plus sévères et atteignirent une année d'emprisonnement et plusieurs milliers de francs d'amende. La Cour en ordonnait d'ailleurs presque toujours la confusion avec celles antérieurement prononcées. Des dommages-intérêts et des insertions de l'arrêt s'ajoutaient, en outre, à ces condamnations (1).

Le 23 mars 1904, M. Flourens, ancien ministre, député de la Seine, poursuivait devant le jury parisien le journal le *Matin* qui l'avait accusé d'avoir fait trop largement appel à la générosité de M^{me} Humbert, dont les supercheries venaient d'être dévoilées.

Dans un premier article daté du 7 août 1903 et intitulé « Les petits papiers de Thérèse Humbert », le *Matin* déclarait :

« Dans 48 heures les papiers, les « petits papiers » de Madame Humbert vont sortir de cellule... Ils sont étrangement uniformes, savez-vous ! Quand on en a lu une dizaine on les a tous lus. C'est l'éternelle histoire du quémandage et de « la carotte » que chacune des liasses raconte.

« Sur une de ces liasses qui végètent depuis 15 mois en prison figure le mot : Flourens, d'où il suit que sans doute il doit s'agir de M. Flourens.

« La première fiche (toutes les premières fiches de Madame Humbert sont presque identiques) est ainsi conçue :

« « 25 juillet 1892. — Une des communes de mon arrondissement vient d'être ravagée par un terrible cyclone de grêle. Excusez-moi de faire appel à la générosité de Madame Humbert pour la souscription qui est ouverte en sa faveur, ...Flourens. »

« La générosité de Madame Humbert dut s'exercer car les fiches se succèdent ensuite très rapprochées et à pas précipités, demandant pour les pauvres, pour les victimes d'une tempête, pour les orphéons, pour tout...

« Autre fiche : « 29 juin 1893. — Puis-je compter pour le 1^{er} juillet sur la somme de 6.000 francs que vous m'avez fait espérer pour la subvention au journal qui soutiendra ma candidature ? Flourens. »

Le numéro du 1^{er} décembre 1903, contenait également un passage diffamatoire relevé dans l'assignation.

Différents témoins furent entendus. M^e Labori laissa supposer que la divulgation des lettres était le fait du gouvernement ou de la police. Le Président Chérot répondit que le dossier

(1) *Gazette des Tribunaux*, 31 janvier, 1, 2, 7, 8, 9, 17-18, 19, 20, 21, 22, 23, 24-25, 26, 27, 28, 29 février ; 7 et 12 mars ; 6, 18-19, 22, 24 mai ; 8 et 9 juin 1896.

Humbert ayant passé entre les mains d'une trentaine de personnes, il était impossible de dire d'où venait cette indiscretion. Henri Rochefort assura qu'il n'avait jamais vu le nom du plaignant dans les documents Humbert dont il avait eu connaissance. L'avocat général Lecherbonnier estima que si la publication des lettres de M. Flourens ne constituait pas une diffamation à proprement parler, il en était autrement des commentaires qui accompagnaient la reproduction de cette correspondance. Quant au degré de responsabilité du prévenu il déclara s'en rapporter à l'appréciation du jury. M^e Raoul Rousset, avocat du gérant poursuivi, prétendit qu'un acquittement de son client s'imposait, car les allégations contenues dans les articles étaient rigoureusement exactes.

Le jury ne se laissa pas convaincre par la défense et rendit un verdict affirmatif sur les questions relatives à l'article du 7 août et négatif sur les autres. Le gérant du *Matin* fut condamné à cent francs d'amende, un franc de dommages-intérêts et deux insertions de l'arrêt (1).

La poursuite en diffamation intentée au journal le *Matin* par M. Chaumié, sénateur du Lot-et-Garonne, ancien garde des sceaux et ancien ministre de l'instruction publique, eut une conséquence inattendue. L'abus par la défense des incidents de forme en vue de retarder l'issue du procès entraîna le vote d'une loi qui, étant de procédure, fut en l'espèce immédiatement appliquée.

Quelques jours après la chute du cabinet Rouvier, dans lequel M. Chaumié détenait un portefeuille, le *Matin* publiait sous le titre de « L'Affaire Saint-Aubin, le vrai coupable », un violent article accusant M. Chaumié d'avoir pratiqué, étant ministre, la faveur, l'arbitraire et le népotisme, et plus spécialement de s'être livré à des actes de concussion lors de la création de nouveaux greffes de justice de paix et de justices de paix elles-mêmes. Le rédacteur prétendait également que M. Saint-Aubin, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, avait supplié son ancien chef de faire des démarches urgentes auprès du garde des sceaux de l'époque,

(1) *Gazette des Tribunaux*, 24 mars 1904.

M. Sarrien, en vue d'éviter sa révocation, allant jusqu'à le menacer de faire certaines révélations touchant l'affaire des grefes de justice de paix, au cas où il ne céderait pas à cette mise en demeure. L'article ajoutait que, « pris de peur », M. Chaumié aurait fait les démarches demandées et sauvé ainsi M. Saint-Aubin.

M. Gustave Téry, auteur du libelle, et le gérant du *Matin*, poursuivis par M. Chaumié, furent défendus par M^e Henri-Robert et M^e Paisant.

L'affaire fut appelée une première fois devant les assises du Lot-et-Garonne, le 18 février 1907. Le *Matin* avait fait citer cent-quarante témoins parmi lesquels le président de la Cour d'assises, ses assesseurs et tous les magistrats de la Cour d'appel et du tribunal d'Agen. Le procureur général Aubert, fit connaître qu'en l'état et jusqu'à ce que la question de la validité des citations adressées aux membres de la Cour en exercice eût été résolue, ceux-ci ne pourraient statuer valablement. Les prévenus, d'ailleurs, firent signifier à la Cour un acte de récusation. Mais la Cour de cassation, saisie de l'incident, annula les citations.

Le 29 mai, second pourvoi en cassation, après rejet par la même Cour d'assises de l'exception d'incompétence soulevée par les prévenus et fondée sur le fait que le *Matin*, se publiant à Paris, n'était justiciable que des assises de la Seine.

Le 6 août, nouveau pourvoi, la Cour d'assises ayant refusé d'accorder le sursis demandé par les prévenus jusqu'à ce que fût terminée l'information ouverte contre un parent de M. Chaumié, nommé Lascombes. Le plaignant protesta contre cette façon d'agir. Pour lui, toute la question était de savoir si le *Matin* avait le droit de dire : « Je choisirai mes juges ». M^e Henri-Robert au nom du *Matin* répondit alors : « Nous ne fuyons pas, nous rompons. En ce prétoire, les jurés vous applaudissent, les juges sont vos amis. Nous ne pouvons pas accepter le duel ici ». De violents incidents se produisirent lorsque M. Téry fit état de lettres dans lesquelles une dame prétendait que l'on vendait des places et des croix sous le ministère Chaumié (1).

Le 20 novembre, autre demande de sursis et nouveau pourvoi en cassation.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 7 et 8 août 1907.

Le 19 février 1908, la Cour d'assises ayant rejeté de nouvelles conclusions d'incompétence tant *ratione loci* que *ratione materie*, les prévenus formèrent encore un pourvoi en cassation.

Le 12 mai, nouveau pourvoi sur rejet des conclusions tendant à faire déclarer prescrite l'action du plaignant.

Mais le 4 juillet, une loi fut votée qui mit fin à ces possibilités d'esquiver le débat, tirées des ressources de la procédure. Dorénavant, les pourvois contre les arrêts des Cours d'assises qui auraient statué sur les incidents et exceptions autres que les exceptions d'incompétence, ne pourraient être formés qu'après l'arrêt définitif et en même temps que le pourvoi contre ce dernier arrêt. Cette loi est la meilleure preuve qu'il est toujours possible, par des réformes judiciaires, d'améliorer la procédure devant le jury. La loi du 4 juillet 1908 étant de procédure, devenait immédiatement applicable et le *Matin* allait en faire aussitôt l'essai.

L'affaire revint, pour la septième fois, devant les assises du Lot-et-Garonne et les débats se déroulèrent les 4, 5 et 6 août 1908. Les différents témoins entendus n'apportèrent pas la preuve des faits imputés. M. Chaumié exposa les sollicitations dont il avait été l'objet de la part du « principal actionnaire » du *Matin*, M. Bunau-Varilla, et affirma que c'était pour n'avoir pas voulu communiquer à ce dernier le réquisitoire du procureur général Baudoin sur l'affaire Dreyfus, qu'il avait été pris à partie par le *Matin*. Et M. Chaumié réfuta point par point chacune des accusations portées contre lui.

Dans son réquisitoire, le procureur général Aubert fit l'éloge de M. Chaumié et requit une condamnation sévère. M^e Pelletier, au nom du *Matin*, offrit les excuses de ce journal et demanda la réconciliation. M^e Puech plaida la bonne foi du gérant et demanda au jury de faire preuve de modération dans son verdict. M. Gustave Téry se défendit lui-même et entra dans de grands développements sur l'affaire. Il s'étonna de se voir reprocher tous les articles publiés par le *Matin*, dont il n'était nullement l'auteur. M^e de Moro-Giafferi compléta avec éloquence ces explications.

Le jury rapporta un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes, en ce qui concernait le gérant du *Matin*, qui fut condamné à cinq cents francs d'amende, aux frais du procès,

à cinquante mille francs de dommages-intérêts et à toutes les insertions réclamées par la partie civile, soit deux cents dans les journaux de Paris et de province, et deux en première page du *Matin*. Le Conseil d'administration du *Matin* fut déclaré civilement responsable. Quant à M. Gustave Téry, bénéficiant d'un verdict négatif, il fut acquitté (1).

Le 25 juin 1908, allaient s'ouvrir les débats du procès en diffamation intenté encore au journal le *Matin*, par M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, ancien secrétaire général de ce journal et ancien officier d'ordonnance du général André. L'affaire occupa sept audiences de la Cour d'assises de la Seine.

A l'occasion de l'arrestation du financier Rochette, le *Matin* avait publié une série d'articles contenant les plus graves accusations contre M. Humbert. Suivant les termes mêmes de la plainte du sénateur de la Meuse, ces écrits tendaient à représenter celui-ci « comme trafiquant de son influence de parlementaire, tantôt au profit de son « associé » Rochette, inculpé d'escroquerie ; tantôt contre ce même Rochette afin de le faire maintenir en prison pour empêcher ses « révélations » et, en gagnant du temps, faire disparaître certaines traces compromettantes ». La portée de ces articles fut ainsi précisée par M^e Labori, avocat de la partie civile : Le *Matin* a bien dit que le sénateur Humbert s'était fait le complice d'un escroc, d'un forban de grande envergure. Il a bien dit que celui-ci avait promis de mettre son influence politique au service de Rochette. Il a bien dit qu'il avait trompé les amis de Rochette en laissant incarcérer le financier, contre sa promesse, pour que Rochette ne puisse pas parler et qu'il ait le temps, lui, de mettre en lieu sûr des papiers intéressants. Il accuse encore M. Humbert d'avoir vidé les tiroirs de toutes les maisons dans lesquelles celui-ci est passé, non seulement du *Matin*, mais encore et surtout du ministère de la guerre.

Le président du conseil d'administration du *Matin*, M. Madeleine, et le gérant du journal, étaient poursuivis devant le jury pour répondre de ces imputations ; mais le gérant comparut seul.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 5, 6, 7 et 8 août 1908.

Cent soixante-quatorze témoins avaient été cités, parmi lesquels : M. Clemenceau, président du Conseil, de nombreux sénateurs et députés, des généraux et officiers, des hommes de lettres et jusqu'au financier Rochette. Le général André, ancien ministre de la guerre, interrogé sur le point de savoir s'il était exact que le sénateur Humbert eût vidé les tiroirs pendant qu'il était au ministère de la guerre, refusa de répondre et se retrancha derrière le secret professionnel. Le plaignant protesta avec vigueur contre l'accusation portée contre lui et se défendit énergiquement d'avoir emporté des fiches du ministère de la guerre. M. Henri de Jouvenel, rédacteur en chef du *Matin*, affirma qu'il était exact que M. Humbert avait emporté des documents du ministère. Il savait qu'on lui en avait confié et M. Humbert lui-même n'avait pas caché que des milliers d'originaux de fiches étaient à sa disposition. Et le témoin rappela le propos prêté à Rochette : « J'ai un puissant sénateur dans ma manche ». M. Stéphane Lauzanne, rédacteur au *Matin*, fit connaître que le service de renseignements et de photographies du *Matin* avait été organisé par M. Humbert. On entendit aussi Rochette, qui exposa comment il supposait que son amitié avec M. Humbert lui avait attiré l'inimitié du *Matin* et qui protesta de son innocence. M. Mouthon, ancien rédacteur au *Matin*, auteur d'un livre dirigé contre ce journal et intitulé *Du bluff au chantage*, vint ensuite dévoiler les procédés employés au *Matin*.

Labori soutint la plainte de M. Humbert. Pour lui, le *Matin* symbolisait la tyrannie et la volonté de dominer. Le *Matin* était une maison d'orgueil, mais d'orgueil qui se monnayait. Pour M. Bunau-Varilla, cela signifiait gagner une fortune énorme. Le *Matin* pouvait-il justifier sa campagne contre M. Humbert par un intérêt de bien public ou avait-il essayé, au contraire, de terrasser un ancien ami qui pouvait devenir un concurrent ? C'était là tout le problème. A la vérité, le *Matin* craignant la concurrence du « rude tempérament » du sénateur de la Meuse avait voulu l'abattre. La vie entière de M. Humbert protestait d'ailleurs éloquemment contre les calomnies dont il était victime.

L'avocat général Servin, constatant que le *Matin* n'avait pas

rapporté la preuve des faits diffamatoires conclut à un verdict de condamnation.

M^e Paisant assumait la défense. Il rappela les efforts de M. Bunau-Varilla pour réhabiliter le capitaine Humbert et les relations suspectes du plaignant avec Rochette, alors que le banquier était sur le point d'être arrêté. Et pourtant M. Humbert s'était offert à soutenir les idées financières de Rochette. Il avait donc trafiqué de son influence de parlementaire. Et M^e Paisant, reprenant les différents points de la plainte, s'efforça d'établir qu'ils avaient été prouvés.

En fait, il n'en était rien, et le jury le reconnut en rapportant, au bout d'une heure de délibération, un verdict affirmatif sur toutes les questions, muet sur les circonstances atténuantes. Le gérant du *Matin* fut condamné par la Cour à trois mille francs d'amende et aux frais du procès. Devant la gravité exceptionnelle du préjudice causé à M. Humbert, la Cour le condamna, en outre, à cinquante mille francs de dommages-intérêts et à toutes les insertions de l'arrêt demandées par la partie civile : soit cinquante à Paris, cent dans les départements et cinquante à l'étranger.

Une immense acclamation salua la lecture de l'arrêt. Des cris de « A bas le *Matin* ! » retentirent. Dans les couloirs du Palais, le sénateur Humbert fit l'objet d'une longue ovation (1).

Cette affaire devait soulever encore un nouvel incident. Le lendemain de sa condamnation par la Cour d'assises de la Seine, le *Matin* publia un article appréciant la décision des jurés en des termes tels, que onze d'entre eux portèrent, individuellement, plainte en diffamation contre lui. Mais le 7 août, le *Matin* ayant publié un nouvel écrit donnant toute satisfaction morale aux jurés, ceux-ci avisèrent le Parquet qu'ils retiraient leur plainte. Aussi lorsque l'affaire fut appelée devant les assises de la Seine, le 22 octobre 1908, le jury, magnanime, rapporta-t-il en faveur du *Matin* un verdict d'acquittement (2).

Le sénateur Humbert n'en avait pas terminé avec les journalistes. Les attaques de la presse continuèrent contre lui.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 26, 27, 28, 29-30 juin, 1^{er}, 2 et 3 juillet 1908.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 23 octobre 1908.

Le 27 octobre 1919, il poursuivait pour diffamation devant la Cour d'assises de la Seine le journal l'*Eveil*, représenté par son gérant et son directeur M. Jacques Dhur (1).

Le lendemain 28 octobre, c'étaient le gérant de l'*Œuvre* et M. Téry qui étaient traduits, à sa requête, devant le jury parisien.

Mais une loi d'amnistie avait été votée dans l'intervalle et l'action publique se trouva éteinte.

§ II. — MAIRES ET CONSEILLERS MUNICIPAUX

Le 15 octobre 1881, la Cour d'assises de la Seine était saisie, pour la première fois depuis la promulgation de la loi de 1881, d'un procès en diffamation envers un citoyen chargé d'un service public. Les poursuites avaient lieu à la requête de M. Minot, ancien adjoint au maire de Vincennes, candidat aux dernières élections législatives. Au cours de la période électorale, des polémiques assez vives s'étaient engagées au sujet de sa candidature.

Le journal le *Petit National*, lui reprochait d'« avoir en 1871, étant adjoint au maire de Vincennes, faussement affirmé sur un état qu'il avait fait quarante-six fois le voyage de Versailles... et s'être fait payer le prix de ses prétendus voyages ». Ces accusations furent reprises et aggravées par le *Progrès de Montreuil* et le *Républicain de la Banlieue*.

Les gérants des trois journaux poursuivis furent condamnés, par défaut, chacun à huit jours de prison, mille francs d'amende, deux mille francs de dommages-intérêts et plusieurs insertions de l'arrêt (2).

L'affaire revint, sur opposition, devant la même Cour, le 15 novembre 1881. Les prévenus s'efforcèrent de rapporter la preuve des faits allégués en donnant lecture d'un certain nombre de documents, en particulier de l'état qui était à la base de l'accusation portée par le *Petit National*. Aussi l'avocat général Bertrand déclara-t-il simplement s'en rapporter à l'appréciation des jurés.

(1) Le *Temps*, 28 octobre 1919.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 16 octobre 1881.

Après une assez longue délibération, le jury revint avec un verdict négatif sur toutes les questions, en ce qui concernait les gérants du *Petit National* et du *Républicain*, qui furent acquittés. Quant au gérant du *Progrès*, le verdict fut négatif sur les questions de diffamation et affirmatif, avec circonstances atténuantes, sur celles d'injure. Il fut condamné à cinq cents francs d'amende, deux cents francs de dommages-intérêts et deux insertions de l'arrêt (1).

La Cour d'assises de la Loire était saisie, le 4 septembre 1882, des poursuites intentées sur la plainte de M. Chavanne, député de Saint-Etienne et ancien maire de Saint-Chamond, au rédacteur-gérant du journal le *Gaga*.

M. Chavanne s'estimait diffamé par la publication de certains articles où il était accusé d'avoir participé à diverses concussions commises au préjudice de la commune dont il était maire. A la suite de ces irrégularités, M. Chavanne fut d'ailleurs révoqué de ses fonctions par arrêté préfectoral, et le secrétaire de la mairie, Chabrillac, arrêté. Aussi le *Gaga* ne prenait-il aucun ménagement à l'égard de l'ancien maire :

« M. Chavanne connaissait depuis longtemps les détournements des employés de la mairie. Il protégeait ces employés dans la crainte de révélations établissant sa complicité dans les détournements qui s'élèvent à un demi-million ; 250.000 francs empochés par ses créatures, avec son assentiment. Il a profité de ces détournements s'élevant à plusieurs centaines de mille francs pour ses dépenses personnelles. »

Les dépositions des témoins furent accablantes pour le plaignant. Les pratiques en usage à la mairie de Saint-Chamond furent dévoilées : les familles aisées étaient portées comme indigentes et censées, de ce fait, avoir bénéficié de funérailles gratuites, ce qui permettait d'empocher les sommes recueillies ; les comptes des fournisseurs étaient majorés ; les employés détournaient pour leurs besoins personnels le charbon acheté pour la ville, etc...

M. Chavanne soutint lui-même sa plainte et affirma « qu'il était complètement étranger à tous ces tripotages ».

M^e Potier présenta la défense du gérant du *Gaga* :

« Quelle singulière administration que celle de Saint-Chamond ! s'écria-t-il. Comme on l'a dit, c'était une véritable fabrique de faux. Une

(1) *Gazette des Tribunaux*, 16 novembre 1881.

enquête judiciaire et administrative a abouti à l'arrestation de trois employés et à la révocation de M. Chavanne... »

Et il ajouta que grâce à ses témoins, son client avait fait la preuve de tout ce qui avait été avancé dans le *Gaga*.

« Je ne comprends pas, dit-il en terminant, que M. Chavanne, qui avait non pas justice à demander au jury, mais un service, ait osé s'adresser à des jurés français. »

Comme bien on le pense, le jury rapporta un verdict négatif. Le prévenu ne fut pas seulement renvoyé des fins de la poursuite, mais s'étant porté reconventionnellement demandeur en quinze mille francs de dommages-intérêts pour le tort que lui causait la plainte de M. Chavanne, la Cour, statuant sur cette demande, condamna l'ex-maire de Saint-Chamond à cinq cents francs de dommages-intérêts envers le gérant du *Gaga* (1).

Le 5 février 1883, allaient se dérouler devant les assises de la Haute-Garonne les débats de l'affaire dite des « bons de pain », qui passionnait depuis longtemps l'opinion publique à Toulouse.

M. Carolis, adjoint au maire de cette ville, avait été formellement accusé par le journal le *Républicain du Sud-Ouest* d'avoir détourné des bons de pain qui lui avaient été remis, en sa qualité de conseiller municipal, pour être distribués aux pauvres de son quartier. Il en aurait notamment remis à la couturière de sa femme, en paiement de journées de travail et aurait nourri ses chiens avec les pains et soupes des fourneaux économiques qu'il se procurait au moyen de ces bons. Le *Républicain du Sud-Ouest* avait en outre accueilli dans ses colonnes une lettre de M. Sevènes, qui le premier avait dénoncé ces faits. D'autre part, le journal la *Souveraineté du Peuple* avait reproduit ces imputations dans différents numéros et joint ses appréciations à celles de son confrère.

M. Sevènes, signataire de la lettre ; M. Poirier, rédacteur en chef de la *Souveraineté du Peuple* et le gérant du *Républicain du Sud-Ouest* étaient poursuivis par M. Carolis. De nombreux témoins furent entendus. La couturière reconnut avoir été payée avec des bons de pain que lui donnait M^{me} Carolis. D'autres témoins vinrent confirmer l'exactitude des faits reprochés à

(1) *Gazette des Tribunaux*, 7 septembre 1882,

l'adjoint au maire de Toulouse. Malgré ces dépositions troublantes, l'avocat général Moras crut cependant devoir requérir un verdict de culpabilité.

Mais le jury, estimant que les témoignages recueillis confirmaient d'une manière suffisante la vérité des accusations formulées contre M. Carolis, rapporta un verdict d'acquittement (1).

L'affaire des décorations allait avoir un dernier écho, le 5 mars 1888, devant la Cour d'assises de la Seine. Le journal la *Gazette de Neuilly et de Courbevoie* avait publié, le 1^{er} janvier de la même année, l'article suivant :

AFFAIRE TRÉBOIS-RATTAZZI

« Il y a déjà quelque temps que nous nous demandions ce que cela voulait dire. On n'entendait parler que des anciens exploits du sieur Trébois ; aucune nouvelle affaire véreuse à l'horizon, notre maire semblait s'endormir sur ses lauriers... Notre maire, disait-on, était absorbé par la gestion des affaires de la commune et par l'équilibre impossible du budget ; les uns prétendaient que tous ses instants étaient pris par la recherche des cent mille francs d'erreur ; d'autres assuraient qu'il préparait de nouvelles affaires de terrains qui laisseraient loin derrière elles la plaine aux mines d'or... »

Après s'être étonné de n'avoir vu figurer nulle part le nom de M. Trébois, dans l'affaire des décorations, où tant de personnes étaient compromises, l'auteur ajoutait :

« La *Lanterne* a écrit ce passage :

« Madame Rattazzi a obtenu deux croix, et si l'affaire Limouzin n'avait pas éclaté, elle obtenait la troisième ainsi que l'indique cette lettre que M. Trébois, maire de Levallois, lui écrivait : (M. Trébois était l'ami du ministre des travaux publics de l'époque, M. de Hérédia) »

« Madame. J'ai vu ce matin le Ministre, c'est chose faite. »

« Comme un vulgaire Limouzin, J.-F. Trébois usait de son influence auprès de son ami Hérédia pour faire décorer les gens... »

« Voilà l'homme qui n'a jamais pu se procurer de l'argent que dans la fange. »

« Voilà l'homme qui se cramponne comme on sait à son écharpe... Pour l'extirper de son siège de maire, il faudra prendre l'ongle et soyez sûrs que la peau du fauteuil viendra avec. »

« Pouah ! »

M. Trébois, maire de Levallois, se jugeant diffamé, porta plainte contre la *Gazette*.

A l'audience, il fut donné lecture d'une lettre adressée par le général d'Andlau à M. Trébois, qui demandait à ce dernier

(1) *Gazette des Tribunaux*, 8 février 1883.

de voir sans tarder le ministre afin de faire décorer une tierce personne. Si M. Trébois le veut, disait la lettre, ce sera chose faite. Dans sa réponse, le maire de Levallois déclarait avoir bien vu le ministre, mais que celui-ci n'avait pu comprendre le protégé du général parmi les décorés du 14 juillet, le nombre de croix étant trop limité.

Le jury revint cependant avec un verdict affirmatif, mitigé par les circonstances atténuantes. L'administrateur-gérant de la *Gazette* fut condamné à huit jours de prison, mille francs d'amende, mille francs de dommages-intérêts et quatre insertions de l'arrêt (1).

Le 11 avril 1889, M. Joffrin, vice-président du Conseil municipal de Paris, poursuivait pour diffamation, devant le jury parisien, le publiciste Mermeix et les gérants des journaux la *France* et l'*Intransigeant*.

L'*Intransigeant* avait publié un article annonçant qu'une enquête faite par l'Union fédérative du Centre, avait établi péremptoirement que le *Parti Ouvrier*, journal dont M. Joffrin était l'inspirateur, vivait de ressources équivoques.

La *France*, dans un article signé Mermeix, interpellait ainsi M. Joffrin :

« Mon ami Joffrin, on vous reproche votre indélicatesse. Car c'est être indélicat que de solliciter des aumônes de ses électeurs, quand on n'en a besoin que pour se payer un larbin.

« On vous reproche d'être le recéleur de l'argent volé aux petits employés de l'Etat qui n'ont pas reçu de gratification ; chacun sait, et dernièrement un jury d'honneur l'a proclamé, que le journal de calomnies où vous écrivez, vit de l'inavouable subvention du ministère de l'intérieur.

« On vous reproche enfin, mon ami Joffrin, de ne pas vouloir nous raconter l'histoire de la mairie de Montmartre... » (Il s'agissait d'un terrain valant soi-disant seize mille francs et qui aurait été acheté cent soixante mille par la Ville.)

L'avocat général Cruppi soutint la prévention.

La preuve des faits diffamatoires n'ayant pas été rapportée, la Cour, sur verdict affirmatif du jury, condamna Mermeix et le gérant de la *France* à cent francs d'amende chacun ; le gérant de l'*Intransigeant*, à deux cents francs d'amende. Les prévenus

(1) *Gazette des Tribunaux*, 5-6 mars 1888.

furent, en outre, condamnés à cinq cents francs de dommages-intérêts (1).

Au mois d'août 1890, un très vif incident s'était produit à la distribution des prix de l'Ecole Arago. Les récits les plus variés parurent à ce sujet dans la presse, et M. Marsoulan, conseiller municipal du quartier de Bel-Air, se jugeant diffamé par certains de ces comptes rendus, poursuivit plusieurs journaux devant la Cour d'assises de la Seine, le 20 février 1891. C'est ainsi que comparurent devant le jury : le gérant et un rédacteur de la *France*, de même que les gérants de la *Banlieue de Paris*, de la *Presse* et de l'*Egalité*.

L'article de la *France*, signé Michel Anézo, et intitulé « Un scandale à l'Ecole Arago », racontait qu'« un individu avait fait irruption sur l'estrade en écartant toutes les personnes qui s'y trouvaient et en gesticulant comme un homme parfaitement ivre ». C'était M. Marsoulan, qui avait déclaré que la direction de l'Ecole était déplorable et qu'il ferait en sorte que les élèves ne se conduisissent plus comme des voyous. On avait affaire à un homme en état d'ivresse.

Après l'audition des témoins, l'avocat général Roulier reconnut que les prévenus avaient bien fait la preuve du scandale provoqué par M. Marsoulan, mais qu'ils n'avaient pas démontré qu'il fût en état d'ébriété. Il laissait aux jurés le soin d'apprécier si la bonne foi des prévenus ne devait pas entraîner leur acquittement.

Le jury se montra plus sévère que le ministère public. Après une délibération d'une demi-heure, il rapporta un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes. Anézo, l'auteur de l'article, les gérants de la *France* et de la *Presse* furent condamnés à vingt-cinq francs d'amende chacun ; le gérant de la *Banlieue de Paris* à seize francs de la même peine, tous solidairement au franc de dommages-intérêts réclamé par la partie civile, et à l'insertion de l'arrêt dans leurs journaux respectifs. Quant au gérant de l'*Egalité* qui ne s'était pas présenté, la Cour le condamna, par défaut, à vingt-cinq francs d'amende, un franc de dommages-intérêts et à l'insertion de l'arrêt dans l'*Egalité* (2).

(1) *Gazette des Tribunaux*, 12 avril 1889.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 21 février 1891.

C'était encore un procès en diffamation intenté par un conseiller municipal de Paris, qui était porté les 26 et 27 juin 1891, devant les assises de la Seine.

Au cours d'une ardente polémique qui s'était élevée, quelques mois auparavant entre le journal le *Jour*, ayant à sa tête M. Charles Laurent, conseiller municipal, et le journal le *XIX^e Siècle*, dirigé par M. Portalis, cette dernière feuille avait publié un article intitulé :

POTS-DE-VIN

Ce que coûte un Conseiller municipal de Paris. Un pot-de-vin de vingt-cinq mille francs. Le prix d'une campagne municipale. Laurent et Marinoni.

Suivait la reproduction d'un document, d'après lequel le *Jour* se serait engagé à publier, moyennant une somme de vingt-cinq mille francs, une série d'articles favorables à un électricien de Paris, nommé Roman. L'auteur faisait ensuite remarquer que toutes les affaires d'éclairage dépendaient du Conseil municipal, dont M. Charles Laurent était membre. Et il poursuivait :

« Il se peut que M. Roman dise qu'il n'a pas eu l'intention d'acheter M. Charles Laurent, et M. Charles Laurent qu'il n'a pas eu l'intention de se vendre ; mais tout le monde sait qu'il ne pouvait venir à l'idée ni de M. Roman, ni de personne, d'acheter 25.000 fr. la publicité d'un journal qui tirait à cette époque à 117 exemplaires et qui faisait tout juste trois francs de recettes brutes. »

Le *XIX^e Siècle* en concluait, qu'en traitant avec le sous-directeur du *Jour* qui avait signé le contrat de publicité, tout le monde resterait convaincu que M. Roman avait traité de l'achat du conseiller municipal Charles Laurent.

En même temps, était promené dans Paris un immense placard portant en grosses lettres la mention suivante : « Lire dans le *XIX^e Siècle*, l'achat d'un conseiller municipal. — M. Charles Laurent acheté 25.000 francs ».

C'est en raison de ces faits que M. Charles Laurent poursuivait, devant le jury, M. Portalis, rédacteur en chef du *XIX^e Siècle*, le gérant de ce journal et l'imprimeur Bloch qui revendiquait l'entière responsabilité de l'affiche incriminée. M. Portalis ne comparut pas. Bien qu'aucune preuve n'eût été produite, l'avocat général Roulier déclara ne pouvoir prendre parti dans la discussion.

Après une demi-heure de délibération, le jury rapporta cependant un verdict affirmatif, muet sur les circonstances atténuantes. La Cour condamna le gérant du *XIX^e Siècle* à deux mois de prison, l'imprimeur Bloch à un mois, et tous deux à trois mille francs d'amende, un franc de dommages-intérêts et onze insertions de l'arrêt. Quant à M. Portalis, il fut condamné, par défaut, à six mois de prison, trois mille francs d'amende et aux mêmes réparations civiles que les deux autres prévenus (1).

À la suite de sa révocation, un employé d'octroi de Nogent-sur-Marne, nommé Groux, avait entrepris une campagne contre le maire de cette localité, M. Pimbel, accusant celui-ci de fraudes répétées au préjudice de l'octroi de la ville. Deux articles contre M. Pimbel furent même publiés par Groux, dans le journal *La Marne*. En voici un extrait :

SCANDALE DE NOGENT

Accusation nette et précise contre le maire de Nogent Fraudes d'octroi constatées

« ...Jamais aucune des voitures du maire n'avait été visitée par le personnel de l'octroi ; le despotisme et l'autocratie du maire étaient tels qu'aucun employé n'eût jamais osé faire cette visite, sous peine de révocation immédiate...

« Oui, le marchand de bière Pimbel a fraudé d'une façon constante, systématique, la commune de Nogent, et c'est le maire Pimbel qui a rendu la fraude possible... »

Ces accusations valurent à Groux, au gérant de la *Marne* et à son directeur politique, M. Cuvillier, de comparaître sur la plainte de M. Pimbel, devant le jury de la Seine, les 8 et 9 janvier 1892.

Les prévenus ayant manifesté l'intention de rapporter la preuve des faits allégués, de nombreux témoins furent entendus. M. Esperon, conseiller municipal de Nogent, déclara que le Conseil s'étant ému des accusations portées contre le maire, une commission avait été chargée d'ouvrir une enquête. Des irrégularités très nettes commises par M. Pimbel avaient été constatées. Un second conseiller municipal, M. Ibels, affirma que l'enquête avait démontré que les imputations de Groux étaient exactes : quarante-deux fraudes sur cent-six entrées furent

(1) *Gazette des Tribunaux*, 27 et 28 juin 1891.

découvertes. Un ancien receveur de l'octroi de Nogent, M. Gittinger, révéla qu'on ne réclamait pas au maire les sommes qu'il aurait dû verser. Le témoin en ayant fait l'observation, il lui avait été répondu que cela ne le regardait pas. Dans ces conditions, il avait donné sa démission. Plusieurs anciens employés d'octroi corroborèrent ces dépositions. A maintes reprises, ils avaient constaté des fraudes commises par M. Pimbel, mais ils n'avaient pas osé sévir contre lui, à raison de sa qualité de maire.

L'avocat général Laffon demanda au jury de donner à M. Pimbel la satisfaction qu'il demandait. M^e Balandreau réclama l'acquiescement de Groux qui avait rapporté la preuve de ses allégations.

Le jury, comme les débats le laissaient à prévoir, rapporta un verdict négatif sur toutes les questions. Les trois prévenus furent acquittés (1).

C'était une polémique électorale qui valait à M. Chanson, avocat à la Cour, d'être poursuivi pour diffamation, le 10 mai 1900, devant les assises de la Seine.

M. Chanson était accusé d'avoir fait placarder sur les murs du quartier Montparnasse, où il avait été candidat malheureux contre M. Ranson, une grande affiche intitulée : « La question des alcools » et portant en sous-titre : « Le citoyen Ranson, conseiller sortant, est un prévaricateur ».

« Au début de la campagne électorale, déclarait M. Chanson, je tiens à faire savoir aux électeurs du quartier que leur Conseiller a, dans la question de la surtaxe des alcools, prévariqué de son mandat. »

M. Chanson exposait ensuite comment en 1898, au moment où le Conseil municipal votait une surtaxe sur l'alcool, M. Ranson, qui était aussi courtier de commerce, avait prévenu de cette augmentation de droits un certain nombre de distillateurs et marchands de spiritueux. Ceux-ci avaient pu, ainsi, prendre toutes dispositions utiles et faire entrer, avant l'application de la surtaxe, une grande quantité d'alcool, de telle sorte que la perte subie par la ville de Paris pouvait être évaluée à trois cent-soixante mille francs.

Au nombre des témoins cités, on entendit M. Champoudry,

(1) *Gazette des Tribunaux*, 9 et 10 janvier 1892.

ancien président du Conseil municipal de Paris, qui fit connaître que lorsqu'on apprit, au Conseil municipal, que des entrées considérables d'alcool avaient eu lieu immédiatement avant l'application de la surtaxe, on en avait conclu qu'une indiscretion avait été commise. M. Champoudry avait été informé par diverses personnes que l'auteur de cette indiscretion était M. Ranson. Aussi, lorsque M. Chanson vint le trouver pour lui demander si les bruits qui couraient sur le compte de M. Ranson étaient exacts, il lui répondit affirmativement. Un négociant en vins, M. Thullier, attesta que M. Ranson, quelques jours avant le vote du Conseil municipal sur la surtaxe, l'avait engagé à passer promptement une commande, sans quoi il aurait à supporter de nouveaux droits. Plusieurs autres témoins déposèrent dans le même sens.

Le jury, tenant compte des témoignages entendus, rapporta un verdict négatif qui permit l'acquittement de M. Chanson (1).

Le 28 octobre 1929, deux conseillers municipaux de Puteaux, MM. Beaussant et Buffet, poursuivaient pour diffamation devant la Cour d'assises de la Seine, le gérant du journal communiste la *Gazette Rouge*.

Malgré la plaidoirie de M^e Fournier, le gérant du journal fut condamné à douze cents francs d'amende et quatre mille francs de dommages-intérêts (2).

La Cour d'assises de la Moselle fut appelée, le 28 septembre 1935, à se prononcer sur le procès en diffamation intenté à M. Emile Béron, député de la Moselle, par le maire de Hayange, M. Mohnen.

M. Béron était accusé d'avoir, le 2 mai 1935, en pleine période électorale, au cours d'une réunion publique, répondu à cette question de M. Mohnen : « Ai-je volé les tantièmes, oui ou non ? » par ces mots : « Je vous accuse d'avoir volé bien plus que cela ».

A l'audience, M. Béron exposa qu'il avait écrit et déclaré publiquement que le maire de Hayange avait empoché bien plus de quinze mille francs de tantièmes, mais qu'il n'avait jamais affirmé que M. Mohnen avait volé.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 11 mai 1900.

(2) *Le Temps*, 30 octobre 1929.

En effet, M. Béron avait écrit, tant dans une circulaire électorale, que dans son journal l'*Action économique et politique*, que M. Mohnen s'était « contenté d'empocher » : 17.000 francs de pension d'ancien instituteur, 20.000 francs d'indemnité de fonction ; 80.000 comme agent commercial ; 112.000 francs sur les contribuables hayangeois par la vente de ses propres terrains ; 15 à 16.000 francs de jetons de présence et de tantièmes comme représentant de la ville à la société de la Basse-Moselle, alors que ces tantièmes rentraient jadis dans le budget de la ville, puisque c'était celle-ci qui était actionnaire.

Trente-deux témoins étaient cités. L'adjoint au maire, M. Maire, attesta que M. Béron avait, au nom de l'opposition, demandé pendant plusieurs années des comptes rendus sur la délégation de M. Mohnen au conseil d'administration de la société de la Basse-Moselle et que le maire s'était refusé à tout éclaircissement. Le témoin reconnut également que si les budgets de la ville des années 1928, 1929 et 1930 portaient bien en recettes « tantièmes de la Basse-Moselle », cette mention ne figurait plus dans les budgets de 1932 à 1935. Les témoins cités par la défense confirmèrent cette déposition.

M^e Maurice Garçon soutint la plainte de la partie civile et réclama un franc de dommages-intérêts. M^e Nicolaï et M^e Plard, député-maire de Troyes, présentèrent la défense de M. Béron.

Le jury, impressionné par les divers témoignages entendus, rapporta à l'unanimité un verdict négatif. C'était l'acquittement (1).

Le 7 décembre 1936, M. Charles Auffray, maire de Clichy, ancien député de la Seine, poursuivait en diffamation devant le jury parisien, un journal de la localité, le *Réveil municipal*, en la personne de son gérant et d'un de ses rédacteurs, M. Adrien Eck.

Le *Réveil municipal* avait publié deux articles mettant en cause M. Auffray et les dirigeants du service médical chargé d'examiner les enfants avant de les laisser partir pour les colonies de vacances. L'envoi au bord de la mer d'un jeune homme de Clichy, dont le mal eût exigé une longue cure d'altitude

(1) D'après l'*Action économique et politique*, octobre 1935.

aurait déterminé son décès. Et le journal reprochait, avec véhémence, à M. Auffray, d'être l'un des responsables de cette mort.

Mais à l'audience, l'avocat général fit connaître que la loi d'amnistie votée le 11 août 1936 s'appliquait au cas soumis à la Cour d'assises et que l'action pénale se trouvait éteinte. Aussi la Cour rendit-elle un arrêt déclarant effacé par l'amnistie le délit imputé au *Réveil municipal* (1).

Un nouveau procès en diffamation allait avoir lieu au mois de mai 1937. Devant les assises de Seine-et-Oise, M. Paul Weiss, maire de Magny-les-Hameaux, directeur honoraire des mines au ministère des travaux publics, poursuivait en diffamation le gérant d'un journal de la région de Magny-les-Hameaux, M. Georges Morlé, qui était en même temps conseiller municipal de cette localité.

Le gérant du journal fut condamné à un franc d'amende, et au franc de dommages-intérêts réclamé par le plaignant (2).

§ III. — MAGISTRATS

Le procureur général Quesnay de Beaurepaire fut l'un des magistrats les plus violemment attaqués par la presse. Le 8 juillet 1889, il poursuivait pour injure et diffamation le journal la *Presse*, qui avait publié un article peu flatteur sur le rôle qu'il aurait joué en 1870 alors qu'il commandait un corps de francs-tireurs. Le journal l'*Intransigeant*, qui avait reproduit le libelle de la *Presse*, était également assigné. C'est ainsi que comparurent devant les assises de la Seine, le gérant de l'*Intransigeant* et l'imprimeur de la *Presse*, faute d'avoir pu atteindre le gérant de ce dernier journal.

Le passage incriminé était le suivant :

LES AVENTURES DE Q. DE BEAUREPAIRE

Pendant la guerre. Une fuite honteuse devant l'ennemi. Voici le sabre !

« ...Un beau soir, le bataillon partit en reconnaissance dans les environs de Paris. Pendant la nuit au bivouac on entendit quelques coups de feu. Une folle panique s'empara aussitôt de la compagnie de Q. de B... et Q. de B... lui-même jeta son sabre et prit la fuite.

(1) Le *Figaro*, 8 décembre 1936.

(2) Le *Temps*, 31 mai 1937.

« Quelques jours plus tard, Q. de B... eut le courage de venir réclamer son arme à l'aide-major qui l'envoya au major, lequel le renvoya au commandant de la compagnie.

« Celui-ci vit venir le brillant officier et lui rendit son sabre en lui disant : « F... moi le camp ! Vous êtes indigne de porter cette arme-là ! Que je ne vous revoie plus !

« C'est alors que Q. de B... s'en fut dans les clubs prêcher la guerre à outrance.

« Nous garantissons absolument l'authenticité de cette anecdote. »

M^e Durier, avocat du plaignant, entend faire la preuve que ne rapporteront pas ses adversaires et donne lecture de diverses lettres émanant d'anciens compagnons d'armes de son client et d'officiers nommés dans l'article, lesquels rendent hommage à la bravoure dont M. Quesnay de Beaurepaire a fait preuve pendant la guerre de 1870. L'avocat général Sarrut déclare qu'une condamnation sévère s'impose. M^{ss} Strauss et Andrieux, pour la défense, contestent que la preuve contraire ait été faite par leurs adversaires. Selon eux, les lettres versées aux débats n'auraient pas été écrites spontanément, et dans les documents produits relatifs au plaignant, la colonne portant les mots « détail des services » serait restée en blanc.

Après trois quarts d'heure de délibération, le jury rapporta un verdict affirmatif sur les questions relatives à la diffamation et négatif sur celles qui étaient relatives à l'injure. Des circonstances atténuantes furent en outre accordées aux deux prévenus. Le gérant de l'*Intransigeant* fut condamné à un mois de prison, mille francs d'amende, deux mille francs de dommages-intérêts et six insertions de l'arrêt ; l'imprimeur de la *Presse* se vit infliger trois cents francs d'amende, mille francs de dommages-intérêts et six insertions de l'arrêt (1).

Les 11 et 12 juillet 1889, c'étaient encore quatre journaux : l'*Autorité*, la *Cocarde*, l'*Intransigeant* et le *Tour de Paris* qui étaient cités devant la Cour d'assises de la Seine, à la requête du procureur général Quesnay de Beaurepaire.

Pour comprendre le sens des attaques dont ce dernier était l'objet, il faut rappeler les circonstances dans lesquelles le général Boulanger fut traduit devant la Haute Cour de justice. Le gouvernement avait décidé de poursuivre le général et de-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 8-9 juillet 1889.

vant l'attitude hésitante du procureur général près la Cour de Paris, M. Bouchez, il révoqua celui-ci, et nomma à sa place M. Quesnay de Beaurepaire. La Haute Cour fut convoquée le 8 avril 1889 et le procureur général en fut M. Quesnay de Beaurepaire. Dans ces conditions, l'attitude de celui-ci ne pouvait manquer d'être très violemment critiquée par les adversaires politiques du gouvernement et notamment par certains journaux.

Le *Tour de Paris* publiait, avec le commentaire approprié, un dessin représentant le procureur général en grand costume, tenant de la main droite un poignard qui perçait le Droit, et de la main gauche, signant les poursuites contre le général Boulanger. Sous sa robe, deux ministres étaient abrités : MM. Constans et Thévenet. Le titre du dessin était : « Trois bandits dans un beau repaire ».

L'*Autorité* allait encore plus loin en écrivant :

« C'est donc M. Quesnay de Beaurepaire qui accepte d'être procureur général à tout faire.

« Le calcul n'est pas seulement malpropre, il est maladroit.

« M. Quesnay de Beaurepaire n'occupera son siège que le temps de le salir. »

Dans d'autres articles, le même journal traitait M. Quesnay de Beaurepaire, de « voyou », de « domestique en robe de chambre rouge », de « magistrat pour rire », de « magistrat de carnaval et de parodie »...

La *Cocarde* ne ménageait non plus, ni l'encre d'imprimerie, ni le nouveau procureur général. Sous le titre de « Quesnay de Beaurepaire », elle fit paraître ce libelle :

« Hier matin, il fallait un magistrat sans conscience, un homme sans honneur, un faux témoin qui consentit à tourner la loi, à poursuivre des innocents, à prouver des crimes qui n'existent pas.

« Hier soir, cet homme nécessaire a été trouvé.

« M. Quesnay de Beaurepaire est nommé procureur général de Paris en remplacement de M. Bouchez, révoqué...

« Pour un homme exécrationnable et méprisable, en voilà un qui n'a rien à envier à aucun de ses semblables.

« ...Non, c'est de gaieté de cœur, pour l'art, par vanité que cet homme s'est vendu...

« M. Quesnay de Beaurepaire se sera déshonoré sans profit. »

Un autre passage intitulé « Les trois ordures » allait jusqu'à dire :

« Un de nos lecteurs nous propose de désigner dorénavant les trois

magistrats honteux qui siègent au Sénat, par cette expression : « les trois ordures du Parquet. »... »

Dans l'*Intransigeant*, Henri Rochefort allait comme toujours surpasser tout le monde. Avec sa verve habituelle, il ne manqua pas de dire aussi son mot, un peu gros peut-être... Visant M. Quesnay de Beaurepaire sous le pseudonyme de Lucie Herpin, il écrivit cette diatribe qu'il intitula « Une prostituée » :

« La fille Lucie Herpin, nommée récemment procureuse ou plus exactement proxénète générale, ne nous semble pas devoir remplir longtemps le rôle de pourvoyeuse de la Haute-Cour sénatoriale. Elle aura beau faire le trottoir opportuniste, nous craignons qu'elle ne racole qu'un nombre extrêmement restreint d'adhérents. D'ordinaire, quand les femmes folles de leurs corps entrent dans une maison mal-famée, elles se renseignent sur sa solidité, craignant avec raison que l'entremetteuse ne les abandonne, nues comme des vers, à leur malheureux sort et ne mette subitement la clef sous la porte...

« Pauvre Lucie Herpin ! Elle commençait à se faire connaître ; elle était en passe de devenir une horizontale de haute marque et la voilà qui tombe dans les mains d'abjects souteneurs qui, après l'avoir perdue de réputation, la laisseront sur la paille. Oh ! les hommes quelles fripouilles, surtout quand ils sont ministres ! »

Mais Henri Rochefort, n'ayant pas répondu à l'appel de son nom, la Cour ordonna la disjonction en ce qui le concernait.

Les prévenus étaient un dessinateur, un rédacteur et le gérant pour le *Tour de Paris* ; le gérant de l'*Intransigeant* ; un rédacteur et le gérant pour la *Cocarde* ; de même que pour l'*Autorité*.

L'avocat général Sarrut « demanda justice ».

Après deux heures de délibération, le jury revint avec un verdict négatif, sur toutes les questions, sauf sur celles qui concernaient l'article de la *Cocarde* intitulé « Les trois ordures ». Les circonstances atténuantes étaient toutefois accordées au gérant de ce journal, qui fut condamné à quinze jours de prison et cinquante francs d'amende. Les autres inculpés furent acquittés (1).

La raison de ce verdict d'indulgence fut indiquée plus tard, par M. Trarieux, à la tribune du Sénat. Par un sentiment de délicatesse facile à comprendre, l'avocat général Sarrut n'avait récusé aucun juré, alors que la défense en avait récusé neuf. La

(1) *Gazette des Tribunaux*, 11 et 13 juillet 1889.

balance avait été ainsi faussée. Il ne fallait donc pas accuser le jury de faiblesse (1).

Les 14 et 15 novembre 1906, la Cour d'assises de l'Aisne était saisie du procès en diffamation intenté par M. Velsche, procureur de la République à Vervins, au journal le *Démocrate Vervinois*, en la personne de son gérant et de M. Ceccaldi, député et ancien sous-préfet de Vervins, son directeur politique.

Dans une série d'articles parus dans le *Démocrate Vervinois*, M. Ceccaldi avait accusé M. Velsche d'avoir voyagé très longtemps frauduleusement, d'abord sans billet en abusant de son titre de procureur de la République, puis avec des permis que la compagnie lui donnait en récompense de services qui furent incontestablement rendus ; — d'avoir volé plusieurs fois le Trésor en établissant de faux mémoires pour des journées de transports judiciaires qui n'avaient pas eu lieu ; — d'avoir touché treize cents francs de la compagnie du Nord pour détérioration de meubles transportés, sans avoir éprouvé de préjudice sérieux ; — d'avoir profité de sommes diverses en se servant des procédés frauduleux dont font usage les expéditeurs indéliçats de colis que les compagnies de chemins de fer font condamner chaque jour ; — d'avoir trafiqué de la justice, falsifié des dossiers, soustrait des pièces et étouffé des affaires insuites.

M. Ceccaldi ayant répété à la tribune de la Chambre des députés ces graves imputations, le garde des sceaux, M. Sarrien, prescrivit une enquête administrative. Mais M. Velsche s'y étant opposé, les conclusions de cette enquête ne furent pas versées aux débats. D'ailleurs, aucune sanction ne fut prise contre le procureur de la République de Vervins et celui-ci ne cessait de répéter que M. Ceccaldi ne pourrait pas faire la preuve de ses accusations.

La plupart des témoins cités se retranchèrent derrière le secret professionnel ou ne fournirent aucun renseignement. Le procureur de la République Stroll reconnut que si certains actes de M. Velsche pouvaient être critiqués, ils ne justifiaient pas les violences inqualifiables dont le plaignant avait été l'ob-

(1) Sénat, S. du 14 février 1890 ; J. O. déb. parl., p. 137.

jet, et il requit un verdict de culpabilité. Mes Albert Wilm et Paul Morel présentèrent la défense des accusés et s'efforcèrent d'établir le bien-fondé des accusations.

Le jury, après une heure de délibération, rapporta un verdict affirmatif sur toutes les questions en ce qui concernait M. Ceccaldi, qui fut condamné à quinze cents francs d'amende, à un franc de dommages-intérêts et à l'insertion de l'arrêt dans vingt-cinq journaux. Quant au gérant, bénéficiant d'un verdict négatif, il fut acquitté (1).

§ IV. — OFFICIERS

Devant la Cour d'assises de la Seine, le 5 décembre 1885, M. Delamarche, ancien colonel de la Garde nationale, se prétendant diffamé dans un feuilleton du *Cri du Peuple*, intitulé « Les Vaincus », en poursuivait l'auteur, Jules Boulabert, ainsi que le gérant du journal.

Les principaux passages incriminés étaient les suivants :

« Cette Cour Martiale était présidée par un certain Delamarche, commandant des volontaires de Montrouge pendant le siège. Cet homme, après le 18 mars, s'était empressé de fuir à Versailles, offrir ses services à qui de droit. On l'avait employé et fait colonel ; et c'était avec ce grade qu'il était rentré dans Paris le 21 mai, à la tête d'une fraction de l'armée régulière. Peu soucieux des grands combats et des mêlées d'où l'on ne revient pas, le nommé Delamarche avait été nommé président de la Cour Martiale du boulevard des Fourneaux qui, depuis deux jours qu'elle fonctionnait, s'était acquittée avec férocité de sa sanguinaire mission... Si, au contraire, Delamarche à votre arrivée, était là pour vous recevoir, il interrogeait sommairement et un par un tous les prisonniers du détachement, consultait ses souvenirs d'habitant de la localité, auscultait ses petites haines et ses grandes rancunes, et faisait son choix arbitrairement, selon ce que lui conseillait sa mémoire ou son intérêt. Puis si les « classés » — « classés » synonyme de « bons à fusiller » — ne lui paraissaient pas assez nombreux, il en grossissait le chiffre en ajoutant ceux dont les visages lui déplaisaient ou ceux qu'il savait avoir eu des opinions politiques sous l'Empire. Il appelait fort plaisamment cette opération de compléter un chiffre de victimes : « mettre des queues aux zéros... »

L'avocat général Bonaston déclara que les témoignages invoqués par le *Cri du Peuple* ne prouvaient rien, car personne n'avait vu M. Delamarche présider un tribunal militaire, aussi

(1) *Gazette des Tribunaux*, 17 novembre 1906.

demanda-t-il aux jurés une condamnation. Dans sa plaidoirie, M^e Laguerre s'efforça de démontrer la bonne foi de Jules Boulabert qui avait composé l'écrit incriminé d'après les récits de ses compagnons de captivité.

Le jury rapporta un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes sur la question de diffamation, et négatif sur celle d'injure. Jules Boulabert et le gérant du *Cri du Peuple* furent condamnés chacun à deux mois de prison et mille francs d'amende, à quatre mille francs de dommages-intérêts et dix insertions de l'arrêt. Le docteur Guebhart, propriétaire du journal, fut déclaré civilement responsable des condamnations pécuniaires prononcées contre les deux prévenus (1).

Le procès en diffamation intenté, le 22 novembre 1889, par le colonel Vincent au journal la *Bataille* eut une suite inattendue. Au cours de la plaidoirie qu'il avait prononcée pour le colonel Vincent, M^e de Las Cases avait été amené à parler en termes peu flatteurs de M. Lissagaray, le rédacteur en chef de la *Bataille* :

« De quel droit, s'était-il écrié, M. Lissagaray prétendrait-il parler ici de patriotisme, lui qui, en 1870 sorti de je ne sais quelle officine, se faisait nommer général et empanacher pour éviter d'aller au feu pendant que le colonel Vincent faisait vaillamment son devoir sous les murs de Metz ? »

M. Lissagaray s'estimant, à son tour, diffamé, poursuivait le 19 février 1890, M^e de Las Cases devant le jury parisien.

L'avocat général Rau fit connaître que M^e de Las Cases n'ayant fait l'objet d'aucune observation du magistrat qui dirigeait les débats, n'avait pas excédé les droits de la défense. Dans une magnifique plaidoirie, le bâtonnier Oscar Falateuf mit en évidence la bonne foi de M^e de Las Cases. Il donna lecture des passages d'un livre de M. Cluseret, dans lequel il était fait allusion aux démarches de M. Lissagaray pour obtenir un commandement de la Commune.

Que pouvait faire le jury, alors que le ministère public lui-même demandait l'acquiescement du prévenu, sinon rapporter un verdict négatif ? C'est ce qu'il fit et M. de Las Cases fut ac-

(1) *Gazette des tribunaux*, 6 décembre 1885.

quitté au milieu des applaudissements frénétiques des membres du Barreau qui se pressaient à l'audience (1).

La Cour d'assises de l'Aude avait à connaître, le 8 août 1898, du procès en diffamation et injure, intenté par M. Berlioz, ancien chef de bataillon, au gérant du *Télégramme* et à M. Turrel, ancien ministre des travaux publics et ancien député de ce département.

Les prévenus étaient accusés d'avoir divulgué des notes d'officier du plaignant, lors de la dernière campagne électorale, où M. Turrel avait été élu député précisément contre M. Berlioz. L'élection, contestée, fut d'ailleurs invalidée par la Chambre.

M. Turrel ne s'étant pas présenté, fut condamné par défaut à trois cents francs d'amende et trois cents francs de dommages-intérêts. Quant au gérant du *Télégramme*, seul comparant, il fut acquitté (2).

Les 5 et 6 mars 1912, la Cour d'assises de la Seine était saisie du procès en diffamation intenté au journal l'*Humanité* par le commandant Bocher, qui avait participé au service d'ordre lors des grèves de Draveil-Vigneux.

Dans son numéro du 8 mai, l'*Humanité* avait fait paraître un entrefilet intitulé « Les suites du 1^{er} mai » où il était dit :

« Quant au commandant Bocher, c'est un « héros » de Draveil-Vigneux où il a conquis son quatrième galon dans les charges honteuses dont les travailleurs se souviennent, dans le sang du peuple ouvrier. »

Parmi les témoins cités à la requête de la défense, on entendit : M. Renaudel, Jaurès, Sembat et les représentants de la C.G.T. ; M. Bonzon déclara que le commandant Bocher « avait sur les mains le sang du peuple. »

Le gérant de l'*Humanité* fut condamné à cinq cents francs d'amende, un franc de dommages-intérêts et dix insertions de l'arrêt (3).

A l'occasion du procès en diffamation intenté au journal la *Presse*, les 21 et 22 octobre 1921, la Cour d'assises de la Seine

(1) *Gazette des Tribunaux*, 20 février 1890.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 10 août 1898.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 6 et 7 mars 1912,

allait évoquer la douloureuse « affaire des fusillés de Fleury » déjà discutée au Parlement.

Au mois de juin 1916, au plus fort de la bataille de Verdun, les sous-lieutenants Herduin et Milan avaient été fusillés pour abandon de poste devant l'ennemi. Ces exécutions eurent lieu sans jugement et dans des conditions troublantes.

Dans le journal la *Presse*, M. Jean Kolb, qui avait été témoin de l'exécution, écrivit sur ce drame un article dans lequel il déclarait que le sous-lieutenant Herduin avait été pris de panique et avait abandonné son poste. La veuve de l'officier, désireuse de réhabiliter la mémoire de son mari — une instance en révision étant irrecevable, puisque l'exécution s'était faite sans jugement — cita devant le jury parisien : M. Jean Kolb et le gérant de la *Presse*.

Différents témoins essayèrent de projeter quelque lumière sur cette angoissante affaire. D'après leurs dépositions, les deux officiers auraient résisté pendant trois jours à Thiaumont, sous une mitraille intense. Leur compagnie réduite à une poignée d'hommes pour tenir une ligne d'une étendue considérable et leurs munitions épuisées, ils seraient rentrés à Verdun, après avoir vainement demandé des renforts. Quarante-huit heures après, les deux sous-lieutenants avaient reçu l'ordre de se rendre à Fleury, où ils furent fusillés sur le front des troupes. Il existait, disait-on, deux rapports au ministère de la guerre, l'un désavouant l'exécution, l'autre alléguant pour la justifier les propres aveux du sous-lieutenant Herduin. Ces aveux avaient-ils été prononcés ? La plupart des témoins n'avaient entendu de la part du sous-lieutenant que des protestations d'innocence. Les anciens camarades des deux officiers exécutés déclaraient unanimement que ceux-ci étaient incapables d'une lâcheté, et un autre témoin de la bataille, le commandant Bienfait, affirmait énergiquement l'innocence des deux sous-lieutenants.

M^e André Berthon plaida l'illégalité de l'exécution et l'innocence des deux hommes fusillés. Après le réquisitoire de l'avocat général Lafon, M^{es} Evain et Marie présentèrent la défense des prévenus et s'efforcèrent de démontrer la bonne foi de l'auteur de l'article.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, avec circons-

tances atténuantes, la Cour condamna le gérant de la *Presse* à seize francs d'amende, M. Jean Kolb à cent francs de la même peine et tous deux solidairement à cinq mille francs de dommages-intérêts envers la partie civile (1).

La Cour d'assises de la Seine avait à connaître, le 19 octobre 1935, d'un procès en diffamation et injure, conséquence des dernières luttes aux élections municipales. M. Bordage, colonel aviateur en retraite, candidat dans le quartier des Quinze-Vingts, poursuivait son heureux concurrent : M. André Le Troquer. Il se plaignait d'avoir été victime du langage imagé du conseiller socialiste, qui n'avait pas hésité à le traiter de « coquin » et à tenter de ternir son glorieux passé de guerre.

Après l'audition de nombreux témoins, l'avocat général Bévin déclara s'en rapporter à la sagesse des jurés. M^e Ch.-M. Chenu soutint la plainte du colonel Bordage et M^e de Moro-Giafferi présenta la défense de M. André Le Troquer.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, avec admission de circonstances atténuantes, M. Le Troquer s'entendit condamner à seize francs d'amende avec sursis et deux cents francs de dommages-intérêts (2).

§ V. — FONCTIONNAIRES DIVERS

Le 27 septembre 1881, le journal *l'Intransigeant* publiait en première page un article de quatre colonnes accusant M. Rouston, consul de France à Tunis, d'avoir poussé à l'expédition de Tunisie pour favoriser les spéculations d'un syndicat financier. Cet article qui portait la signature d'Henri Rochefort était intitulé en gros caractères :

LE SECRET DE L'AFFAIRE TUNISIENNE

« Nous avons assimilé, y lisait-on, l'expédition tunisienne à une simple escroquerie. Nous nous trompions ! Une escroquerie est un délit qui ne relève que de la police correctionnelle. Nos lecteurs verront plus bas que l'affaire de Tunis est un vol qualifié, compliqué d'assassinat, c'est-à-dire un crime dont les auteurs sont passibles de la Cour d'assises.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 23 octobre 1921 ; le *Temps*, 23 octobre 1921.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 20 octobre 1935 ; le *Temps*, 21 octobre 1935.

« MM. Gambetta et Roustan avaient formé une association dont le but était de faire tomber au prix du papier les obligations de la Dette tunisienne, et de les racheter ensuite pour quelques liards. Mais comme jamais le bey n'aurait eu les deux cents millions nécessaires à leur remboursement, les deux compères poussaient le Gouvernement français à intervenir dans la Régence, et à prendre à son compte le paiement des obligations qui eussent été converties en trois pour cent. M. Gambetta et M. Roustan eussent alors échangé leur tas de papier contre des coupons de rente pour une valeur de plus de cent millions et ces rentes, c'étaient les contribuables qui les auraient servies... »

« Voilà pourquoi cinquante mille de nos soldats sont allés mourir là-bas d'insolation et de misère... »

Les débats du procès occupèrent trois audiences de la Cour d'assises de la Seine, les 13, 14 et 15 décembre 1881, et eurent un énorme retentissement. Les prévenus, Henri Rochefort et le gérant de l'*Intransigeant*, avaient fait citer de nombreux témoins. M. Oscar Gay, ancien directeur au ministère des affaires étrangères, vint déclarer : « J'ai pour ma part acquis la conviction que la guerre n'a été faite que pour protéger des intérêts particuliers et dans un but financier ». A cette question d'Henri Rochefort : « Est-ce que le témoin ne sait pas que M. Desfossés écrivait dans les journaux des articles tendant à faire baisser les fonds tunisiens pour permettre à M. Roustan de les racheter en baisse, pour les revendre ensuite dans un autre moment de hausse ? », Camille Pelletan, rédacteur en chef de la *Justice*, répondit : « A Tunis, non, mais à Paris, j'ai toujours entendu dire qu'il avait été l'agent de M. Roustan ».

Des révélations allaient être faites par le baron de Billing, qui déclara, malgré les efforts du Président pour l'arrêter :

« M. Gambetta m'a envoyé son secrétaire pour me dire qu'il désire la lumière la plus entière. Je la ferai. Je dirai donc que M. Roustan, en janvier 1879, a déjà manqué d'entraîner la France dans une guerre. Une expédition a failli avoir lieu, par le fait que M. Roustan soutenait une créance véreuse... En 1878, le général Hussein a dirigé des accusations précises contre M. Roustan. Devant M. Gambetta, le général Hussein déclara ceci : « M. Roustan ne cesse de pressurer Son Altesse par l'intermédiaire du ménage Elias... »

Après que M^e Léon Cléry eut soutenu la plainte de M. Roustan, le procureur général Dauphin déclara aux jurés :

« Si M. Roustan a trahi son pays, acquittez M. de Rochefort. Mais si M. Roustan a été victime de la calomnie, défendez-le, Messieurs, par votre verdict. »

Le jury pensa que Rochefort n'avait pas eu absolument tort

et après une demi-heure de délibération, il revint avec un verdict négatif sur les trois questions posées. C'était l'acquittement (1).

Devant les assises de la Seine, le 8 décembre 1888, M. Grodet, ancien gouverneur de la Martinique, poursuivait pour diffamation le journal le *XIX^e Siècle*.

L'article incriminé accusait M. Grodet d'avoir ajouté à un arrêté de son conseil colonial, quelques lignes de sa propre main, en signant : « Pour copie conforme ». C'était une altération du texte et par conséquent un faux en écritures publiques. Illégalité qui aurait entraîné la révocation du gouverneur de la Martinique.

M. de la Porte, sous-secrétaire d'Etat à la marine, cité comme témoin par la défense, ne s'étant pas présenté, la Cour renvoya l'affaire à une autre session.

Les débats se poursuivirent le 9 janvier 1889. Le sous-secrétaire d'Etat à la marine ne s'étant pas encore dérangé, la Cour ordonna qu'il fût passé outre aux débats. Les témoins présents allaient apporter la preuve des faits imputés. M. Coste, ancien procureur général à la Martinique, exposa qu'en comparant les copies et la minute de la délibération du Conseil privé, il avait constaté que le passage relatif à la suppression du poste d'un employé attaché à son cabinet ne figurait pas sur l'original. Un autre témoin, M. Révoil, chef de cabinet du sous-secrétaire d'Etat aux colonies, déclara à son tour qu'une interpolation existait, en effet, aux copies d'une délibération du Conseil privé, à la suite de quoi M. Grodet fut relevé de ses fonctions.

L'avocat général Cruppi, après une analyse très pénétrante de l'affaire, estima ne pouvoir se joindre à la partie civile pour requérir l'application d'une peine, le gérant ayant fourni la preuve des faits diffamatoires.

Après la plaidoirie de M^e Millerand pour le prévenu, le jury rapporta un verdict négatif, qui permit d'acquitter le gérant du *XIX^e Siècle* (2).

Le journal la *Lanterne* avait publié, le 12 décembre 1888,

(1) *Gazette des Tribunaux*, 14, 15 et 16 décembre 1881.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 9 décembre 1888 et 10 janv. 1889.

un article intitulé : « Scandale des postes » et portant ce sous-titre : « un enfant mort de faim ». Le directeur général des postes, M. Coulon, y était accusé d'avoir pris des mesures de rigueur injustifiées contre un certain nombre d'employés « qui avaient eu l'audace de protester contre ses procédés iniques ». La mise en disponibilité de l'un d'eux, nommé Coulomb, en le réduisant à la misère, aurait entraîné cette conséquence que l'aîné de ses enfants mourut littéralement de faim. La *Lanterne* rendait M. Coulon responsable de ce décès et demandait qu'une sanction rigoureuse fût prise contre lui.

Le gérant de la *Lanterne* comparut, le 13 mars 1889, devant le jury parisien pour répondre de cet écrit.

Le seul témoignage de l'agent révoqué ne pouvant être considéré comme suffisant, la preuve des faits imputés ne fut pas tenue pour rapportée.

Ce fut M^e Barboux qui soutint la plainte de la partie civile. Et M. Bérard des Glajeux qui présidait la Cour d'assises retrace ainsi l'affaire dans ses *Souvenirs* :

« D'un côté le haut et puissant directeur général des postes, de l'autre de petits employés, humbles serviteurs de l'Etat, affirmant leurs dires et implorant humblement la justice indépendante du jury, protectrice des opprimés et des faibles ; ce sont des ouailles chères au jury, et la balance penche en leur faveur, mais l'avocat rétablit l'équilibre, par sa manière de montrer l'inanité des griefs, la fermentation des déclassés, et à un point de vue supérieur, les conditions de respect, d'indépendance, de confiance, dans lesquelles doivent se mouvoir les grandes administrations du pays pour remplir leur mandat. » (1)

L'avocat général Sarrut requit une condamnation exemplaire. Après lui, M^e Jullien, avocat du prévenu, fit le procès de l'administration des postes.

Au bout de quelques minutes de délibération, le jury rapporta un verdict affirmatif, muet sur les circonstances atténuantes. Le gérant de la *Lanterne* fut condamné à trois mois de prison, mille francs d'amende, six mille francs de dommages-intérêts et onze insertions de l'arrêt (2).

La Cour d'assises de la Seine avait à connaître, les 20, 21 et

(1) Bérard des Glajeux, *op. cit.*, p. 264-265.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 13 mars 1889.

22 juin 1889, d'un procès en diffamation, intenté par M. Girard, directeur du laboratoire municipal de Paris, au gérant du journal le *XIX^e Siècle*.

Dans une longue série d'articles intitulés : « Mobile inavouable, Analyses et pots-de-vin, Chantage et Wilsonisme, M. Girard s'avoue falsificateur, Petits trucs de M. Girard, etc... », le directeur du laboratoire municipal était accusé de recevoir des pots-de-vin pour reconnaître « bons » les produits soumis à l'analyse.

Après un sévère réquisitoire de l'avocat général Sarrut, M^e Millerand sollicita l'acquittement du gérant.

Mais la preuve des faits imputés ayant été jugée insuffisante, le jury rapporta, après une demi-heure de délibération, un verdict de culpabilité, avec circonstances atténuantes. Le gérant fut condamné à un mois de prison, deux mille francs d'amende, quinze mille francs de dommages-intérêts et trois insertions de l'arrêt (1).

Le 8 février 1911, la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône avait à juger le procès en diffamation intenté par M. Ribetti, économe de l'asile d'aliénés de Montperrin à Aix, à M. André Lefèvre, député d'Aix et sous-secrétaire d'Etat aux finances.

Dans une série d'articles publiés à Paris dans le *Journal*, M. André Lefèvre avait dénoncé les procédés employés par son concurrent aux élections législatives pour peupler les administrations publiques de ses créatures, dont il faisait ses agents électoraux. M. Ribetti y était particulièrement visé. Ces articles furent reproduits par le *Mémorial d'Aix*. On y lisait :

« Ce Ribetti est un personnage louche, à qui ses fonctions furent profitables... »

« L'enquête de M. l'inspecteur général Faivre établissait à la charge de Ribetti des faits tels que le moins qu'il pût survenir était la révocation de cet économe qui fricotait sur la viande, le drap, les confitures et le reste... Il avait sans doute besoin d'un homme à lui pour la commodité de son trafic... »

« Il existe des preuves formelles, officielles, que l'anarchie régnait à l'asile, que des vols étaient commis sur les fournitures... Ces preuves se trouvent dans les cartons de la préfecture et sous le rapport de l'inspecteur général Faivre qui demande la révocation de l'économe et de plusieurs employés... »

(1) *Gazette des Tribunaux*, 21, 22, 24 juin 1889.

M. André Lefèvre, auteur de ces libelles et le gérant du *Mémorial d'Aix* étaient poursuivis pour répondre de ces imputations que M. Ribetti estimait diffamatoires.

La défense ayant pu établir la preuve des faits allégués, le procureur général Sénac conclut, avec soulagement, qu'il n'y avait lieu de condamner ni le sous-secrétaire d'Etat, ni le gérant du *Mémorial*.

Aussi, le jury, tenant toutes les accusations pour justifiées, rapporta-t-il un verdict négatif qui permit l'acquittement du ministre et du gérant du *Mémorial d'Aix* (1).

Le 6 octobre 1927, la Cour d'assises de la Seine, présidée par le conseiller Mangin-Bocquet, était saisie du procès en diffamation intenté par M. Tallerie, administrateur des colonies et administrateur du cercle de Touba, à M. Blaise Diagne, député du Sénégal, président de la commission des colonies de la Chambre.

Dans un article publié par la *France Coloniale*, M. Diagne avait exposé qu'en août 1926, M. Tallerie après avoir passé un contrat avec le marabout de Diourbé pour la construction d'une mosquée à Touba, avait demandé sa mise en congé pour convenances personnelles. Mais lorsque l'administration apprit l'existence du contrat, elle exigea le rapport du congé et déféra M. Tallerie au conseil de discipline, qui n'avait d'ailleurs pas encore statué.

A l'audience, M. Diagne déclara qu'il avait agi par un sentiment de solidarité envers ses compatriotes et que les avantages retirés par M. Tallerie du contrat incriminé ne pouvaient être inférieurs à un million et demi. M. Tallerie répliqua qu'il avait signé le contrat comme particulier, non comme administrateur et qu'au surplus la signature du contrat était de trois jours postérieure à sa mise en congé.

Les dépositions des témoins furent accablantes pour le plaignant. M. Maillet, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, fut catégorique :

« M. Tallerie n'aurait jamais dû tremper dans cette affaire. Il n'en avait d'ailleurs pas le droit. Mon impression très nette est que le contrat a été signé avant que M. Tallerie eût demandé son congé.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 10 février 1911.

« — Et ce congé, demanda l'avocat général Dumas, pouvait-il autoriser M. Tallerie à s'occuper de la mosquée ? »

« — Pas même, répondit le gouverneur. »

Sur cette réplique, l'affaire était jugée.

L'avocat général Dumas estima que la demande formée par M. Tallerie contre M. Diagne, n'étant pas fondée, il n'y avait pas lieu à condamnation.

« Il ne peut y avoir, dit-il, de condamnation pour l'homme qui a dénoncé ce qu'il croyait sincèrement une injustice. M. Diagne a écrit selon son cœur, comme il a agi selon son cœur en venant défendre la France. Quel est le jury qui pourrait le frapper ? »

C'était la voix du bon sens, et le jury ne pouvait manquer de l'entendre.

Aussi, après plaidoirie de M^e Alcide Delmont, le député du Sénégal, bénéficiant d'un verdict négatif, fut-il acquitté aux applaudissements de l'auditoire (1).

La Cour d'assises de la Seine allait consacrer ses audiences du 26 au 30 novembre 1934 à l'examen d'une affaire qui, en raison de ses tendances politiques, passionna vivement l'opinion. Il s'agissait du procès en diffamation intenté, selon le mot de M. Henry Chéron, par « le plus grand policier de France », l'inspecteur principal Bonny, de la Sûreté nationale, au journal hebdomadaire *Gringoire*.

Les sept articles relevés dans la plainte s'étaient échelonnés du 18 mai au 27 juillet 1934, jour où toutes les accusations furent reprises sous le titre : « Le scandale Bonny ». Il y était dit, d'après l'assignation : que Bonny avait volontairement brouillé les pistes dans l'affaire Prince pour son propre compte ou celui de la « maffia », qu'il n'aurait pas agi autrement s'il avait été le complice des assassins ; — que Bonny était le complice de Stavisky ; — que Bonny avait « tripatouillé » et « maquillé » les chèques remis par lui à la justice dans l'affaire Stavisky ; — qu'un certain nombre de talons de chèques avaient été arrachés et vendus très cher à leurs bénéficiaires ; — que Bonny avait truqué un talon de chèque pour compromettre un adversaire politique ; — que Bonny, qui avait entre les mains les talons des chèques Stavisky, au lieu de les remettre à la justice,

(1) *Gazette des Tribunaux*, 7-8 octobre 1927 ; *le Temps*, 6 et 7 octobre 1927.

comme c'était son devoir, en avait fait « une affaire » ; — que de complicité avec Hainneaux, dit « Jo-la-Terreur », il avait fait vendre par celui-ci les dits talons à la justice contre le versement d'une somme de deux cent mille francs prélevée sur les fonds secrets ; que sur ces deux cent mille francs, Bonny en avait encaissé cent-vingt mille.

C'est ainsi que dans le numéro de *Gringoire* du 18 mai 1934, on pouvait lire le passage suivant :

« Mais, coup de théâtre : il vient d'être révélé qu'il n'y a pas eu à proprement parler d'enquête sur l'affaire Prince. Le misérable Bonny n'aurait pas agi autrement s'il avait été le complice des assassins. Il n'a fait qu'un semblant d'enquête. Les assassins ont disposé de dix jours pour se mettre à l'abri, camoufler leur crime, opérer des diversions. Ils doivent une fière chandelle... faut-il dire à qui ?... au père Chéron, à M. Sarraut et surtout à cette canaille de Bonny. Le garde des sceaux et le ministre de l'intérieur ont déclaré qu'il fallait faire la lumière. Ce n'est pas sans un grand malaise qu'on entend de pareilles déclarations alors que M. Bonny n'est pas encore arrêté. »

M. Horace de Carbuccia, directeur de *Gringoire*, et le gérant du journal comparurent devant le jury pour répondre de ces articles. M. de Carbuccia revendiqua la responsabilité de la campagne menée par *Gringoire*. Il n'entendait pas invoquer l'immunité parlementaire, ni se retrancher derrière son gérant. Il déclara qu'au cours de ces débats, il « administrerait à un malhonnête homme, la preuve de ses malhonnêtetés ».

Un grand nombre de témoins furent entendus. Le commissaire divisionnaire Guillaume déclara, au sujet du rapport Bonny sur la mort du conseiller Prince : « Si l'un de mes inspecteurs m'avait fourni un rapport pareil à celui de M. Bonny, je l'aurais prié de passer à un autre service, afin qu'il allât apprendre son métier ». M^e Lamour, défenseur de l'inspecteur Bonny, riposta en rappelant qu'à la suite de la remise par Bonny des talons de chèques détenus par « Jo-la-Terreur », le garde des sceaux, M. Chéron, avait prononcé ces paroles historiques : « Vous êtes le plus grand policier de France. Jeune homme, vous avez sauvé la République ! ». Une révélation se produisit avec l'audition de M^{lle} Cotillon, qui affirma reconnaître formellement l'inspecteur Bonny comme étant celui qui, sous menace de révéler certaines fautes de jeunesse et de publier sa photographie provenant du service anthropométrique, avait fait pression sur elle pour l'amener à verser de très fortes

sommes d'argent. A la suite de cette émouvante déposition, l'avocat général Gaudel déclara que devant la gravité des faits énoncés, une information serait ouverte contre Bonny. Le tailleur Lidval fit connaître que M. Bonny lui avait passé diverses commandes qui furent payées par Volberg, financier marron expulsé de France, sur qui l'inspecteur avait été chargé d'ouvrir une enquête. Le commissaire Garanger reconnut que sur la demande de M. Bonny, un sursis d'expulsion de huit jours avait été accordé à Volberg. D'autres témoins déposèrent, il est vrai, en faveur de l'inspecteur.

M^e Philippe Lamour soutint, avec une ardente éloquence, la plainte de l'inspecteur Bonny. Après les observations de l'avocat général Gaudel, M^e Henry Torrès présenta la défense des prévenus.

La preuve de tous les faits imputés n'avait sans doute pas été rapportée, mais le jury fortement impressionné par certaines dépositions très défavorables à l'inspecteur Bonny, répondit négativement aux quarante-neuf questions qui lui furent posées. M. de Carbuccia et le gérant de *Gringoire* furent renvoyés des fins de la plainte, aux applaudissements d'une grande partie de l'auditoire (1).

Le 8 avril 1937, la Cour d'assises de la Seine était saisie du procès en diffamation intenté à un membre du barreau de Paris, M^{me} Fougerolles — plus connue sous son nom de jeune fille : Mireille Maroger — par cent dix-sept surveillants et fonctionnaires du bagne de la Guyane.

Au retour de son voyage de noces à Cayenne, M^{me} Fougerolles avait publié dans le *Journal*, en une série d'articles, un intéressant reportage sur le bagne, contenant d'utiles révélations sur cette institution, et dans lequel elle ne ménageait pas ses critiques. Ces articles furent d'ailleurs réunis quelques mois plus tard en un volume qui fut intitulé *Bagne*. La susceptibilité des surveillants de la Guyane s'en émut et s'estimant atteints dans leur honneur et leur considération, ils poursuivirent M^{me} Fougerolles pour diffamation.

La 12^e Chambre correctionnelle, devant laquelle ils portè-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 28-29, 30 novembre, 1^{er}, 2-3-4 décembre 1934 ; *Gringoire*, 7 décembre 1934.

rent d'abord leurs doléances, se déclara incompétente. L'affaire fut ensuite appelée devant la Cour d'assises, mais deux renvois s'imposèrent par suite de la maladie de l'accusée.

Dès l'ouverture de l'audience, l'avocat général Demangeot fit connaître qu'à la suite de la loi d'amnistie du 11 août 1936, l'action publique se trouvait éteinte.

Après que les jurés se furent retirés, un débat civil s'engagea entre M^e Marcel Bloch, soutenant la demande de dommages-intérêts formée par la partie civile, et M^e Jean-Charles Legrand, avocat de M^{me} Fougerolles et du *Journal*. Mais la Cour, conformément aux conclusions développées par le ministère public et M^e Jean-Charles Legrand, se déclara incompétente pour connaître de cette demande en dommages-intérêts et renvoya les plaignants à se pourvoir devant le tribunal civil (1).

§ VI. — TÉMOINS

La Cour d'assises de la Seine retentissait, le 22 novembre 1889, de l'écho des incidents survenus à la suite de la déposition faite par le colonel Vincent devant la Haute Cour de justice et publiée par l'*Intransigeant*. Toute la presse s'en occupa alors et le journal la *Bataille* attaqua, à ce propos, le colonel Vincent dans les termes les plus vifs.

Le prévenu, Gérault-Richard, gérant de la *Bataille*, ayant négligé de remplir une formalité essentielle de procédure, fut déclaré par la Cour déchu du droit de rapporter la preuve des faits diffamatoires. Aucun témoin ne fut donc entendu, bien que l'avocat du colonel Vincent, M^e de Las Cases, et celui du gérant de la *Bataille*, M^e Paul Faure, se fussent unis pour demander que la preuve pût être autorisée.

Le jury rapporta un verdict affirmatif, mitigé par l'admission de circonstances atténuantes, sur la question de diffamation et négatif sur celle d'injure. La Cour condamna Gérault-Richard à huit jours de prison, mille francs d'amende et six insertions de l'arrêt (2).

(1) *Le Temps*, 9 et 10 avril 1937.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 23 novembre 1889.

Quelques jours après, les 6 et 7 décembre 1889, la même Cour avait à juger le procès en diffamation, intenté par M. Gelez, autre témoin de la Haute Cour, aux journaux la *Cocarde* et l'*Intransigeant*. Ceux-ci avaient publié un article signé L. Maës et intitulé :

ENCORE UN FAUX TÉMOIN

« Un certain Gelez... a déposé devant la commission des Neuf que le journal l'*Action*, dont j'ai été le secrétaire,... avait touché 25.000 francs du général Boulanger, ministre de la Guerre.

« Gelez a menti...

« Je ne peux m'imaginer combien les vieux scélérats du Luxembourg ont payé la déposition du faux témoin Gelez, mais ce dont je suis certain, c'est qu'il leur a posé un lapin. »

Les gérants de la *Cocarde* et de l'*Intransigeant*, ainsi que M. Maës, rédacteur de la *Cocarde*, furent poursuivis à raison de cet article.

Le jury ayant rendu un verdict affirmatif, avec circonstances atténuantes, la Cour infligea à chacun des prévenus douze cents francs d'amende et une peine d'emprisonnement de huit jours, pour le gérant de la *Cocarde*, et de douze jours, pour Maës et le gérant de l'*Intransigeant*. En outre, Maës et le gérant de la *Cocarde* furent condamnés solidairement à quinze cents francs de dommages-intérêts, et le gérant de l'*Intransigeant* au paiement de la même somme (1).

Devant la Cour d'assises de la Seine, du 26 octobre au 14 novembre 1925, se déroulèrent, en présence d'un auditoire considérable, les débats d'une douloureuse affaire qui connut un grand retentissement et passionna l'opinion. Il s'agissait du procès en diffamation intenté par le chauffeur d'automobile Bajot au journal l'*Action française*, en la personne de son directeur, M. Léon Daudet, ancien député de la Seine, et son gérant, M. Delest.

Lors de l'instruction ouverte à la suite de la mort tragique du jeune Philippe Daudet, le directeur de l'*Action française*, entraîné par un sentiment paternel bien facile à comprendre, avait accusé, en de nombreux articles, le chauffeur Bajot, d'avoir

(1) *Gazette des Tribunaux*, 7 et 8 décembre 1889.

commis sciemment de faux témoignages. Dans l'éditorial du 6 janvier 1925, M. Léon Daudet écrivait :

« De toutes façons, le mensonge formel de Bajot est prouvé, *matériellement* cette fois, et il est d'une nature trop grave, et il a été trop prolongé, pour que Bajot ne soit pas arrêté. Quel fut exactement son lien avec les assassins de la Sûreté générale, voilà ce que nous saurons peut-être avant peu. Mais ce lien existe certainement et il devait exister avant le crime et le transfert du 24 novembre 1923. »

Dans une lettre ouverte adressée au juge d'instruction, M. Barnaud, et publiée dans le numéro du 10 janvier de l'*Action française*, M. Léon Daudet déclarait nettement : « Je vous demande, Monsieur le juge, l'arrestation du chauffeur Bajot dont le faux témoignage est aujourd'hui matériellement démontré. »

Le chauffeur Bajot avait, en effet, affirmé que Philippe Daudet s'était suicidé dans sa voiture, alors qu'il le conduisait au cirque Médrano. Or, M. Léon Daudet était, au contraire, fermement persuadé que son fils avait été attiré dans un guet-apens et que c'étaient les policiers qui, le prenant pour un jeune anarchiste, l'avaient exécuté. De la librairie Le Flaoutter où avait eu lieu le meurtre, M. Léon Daudet pensait que son fils avait été jeté dans le taxi de Bajot, puis transporté par ce dernier à l'hôpital Lariboisière.

A l'audience, les prévenus déclarèrent vouloir faire la preuve des faits articulés. Cent-cinquante témoins étaient cités. Un grand nombre d'entre eux exprimèrent, tour à tour, leur conviction absolue que Philippe Daudet n'avait pu se suicider. On entendit ainsi : MM. Paul Bourget, Henry Bordeaux, Pol Neveux, Allard, Maurice Pujo, René Benjamin, Albert Wilm, Colomer, Léon Mirman et bien d'autres encore.

M^e Noguères soutint la plainte du chauffeur Bajot. L'avocat général Peignot, estimant que M. Léon Daudet n'avait pas effectué la preuve qui lui incombait, requit un verdict de culpabilité. M^{es} Marie de Roux et Xavier Vallat sollicitèrent l'acquittement des deux prévenus.

Après deux heures de délibération, le jury rapporta un verdict affirmatif, mitigé par l'admission de circonstances atténuantes. La Cour infligea à M. Léon Daudet cinq mois de prison et cinq cents francs d'amende, et à M. Delest, deux mois de prison et cinq cents francs d'amende. Les prévenus furent, en

outre, condamnés solidairement à trente-cinq mille francs de dommages-intérêts envers la partie civile (1).

C'est encore une affaire de diffamation envers des témoins qui fut portée, le 4 février 1938, devant les assises de la Seine. Audience pittoresque, car toutes les parties en cause appartenant au monde des sourds-muets, il fallut avoir recours aux bons offices d'une interprète.

A la suite d'injures échangées au cours d'une altercation en langue muette, un sourd-muet, M. Bouquet se vit infliger par le tribunal correctionnel une peine de vingt-cinq francs d'amende et de mille francs de dommages-intérêts. Indigné d'une telle condamnation, M. Rubens-Alcais, directeur-propriétaire-gérant de la *Gazette des Sourds-Muets*, organe de défense des intérêts des sourds-muets et de centralisation de leurs revendications, vilipenda dans son journal, M^{me} Boligand, MM. Omnès et Humbert, qui avaient déposé contre M. Bouquet et les accusa de faux témoignage.

Poursuivi par les trois témoins diffamés, M. Rubens-Alcais maintint à l'audience toutes ses accusations. Faisant allusion à la condamnation de M. Bouquet, il s'écria par l'organe de l'interprète : « Je suis le champion des sourds-muets de France. J'ai dû prendre la défense de ce malheureux comme je le fais pour tous mes frères d'infortune. »

La signification des témoins n'ayant pas été faite en temps voulu, l'avocat général Cassagneau s'opposa à leur audition. M^e Luciani, au nom de la partie civile, demanda, au contraire, qu'il fût laissé au prévenu la faculté de rapporter la preuve de ses accusations. Et, fait curieux dans les annales judiciaires, la Cour ne se rangea pas à l'avis du ministère public et ordonna que les témoins seraient entendus — si l'on peut s'exprimer ainsi, étant donné qu'ils étaient tous sourds-muets.

Devant le caractère d'une telle querelle, l'avocat général ne crut pas devoir requérir un verdict de condamnation et le jury, après avoir entendu la plaidoirie de M^e André Berthon, avocat de la défense, rapporta un verdict négatif qui permit l'acquittement du directeur de la *Gazette des Sourds-Muets*.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 28-29, 30-31 octobre, 2-3, 4-5, 6-7, 8-9-10, 11-12-13, 14, 15-16-17 novembre 1925.

CONCLUSION

La conclusion de cette étude va permettre de dégager, sous forme de quelques propositions, les principes essentiels qui dominent la question de la liberté de la presse.

L'idée maîtresse de l'ouvrage, dont l'exactitude a fait l'objet d'une longue démonstration par le recours, tant à l'enseignement du passé qu'à l'exemple des législations actuelles, tant à la discussion des idées qu'à un examen impartial des faits, peut se résumer ainsi : *il n'y a point et il ne peut y avoir de liberté de la presse, sans le jugement par le jury des abus qu'elle peut entraîner.*

La presse étant à la fois le reflet et le guide de l'opinion, les excès auxquels elle se livre se ramènent, en définitive, soit à des atteintes dirigées contre l'ordre social, soit à des tentatives faites en vue d'égarer l'opinion. Il est donc naturel que dans un pays qui se gouverne librement, ce soit cette même société que l'écrivain a voulu attaquer ou tromper qui assure la répression des délits de presse. Pour que les juges puissent connaître exactement la portée de l'action exercée sur le public par l'écrit incriminé et traduire fidèlement le sentiment de la société sur le châtimement qui s'impose, celle-ci devra les créer à son image. Or, l'organe naturel de l'opinion ne peut être que le jury, tiré de la masse des citoyens. On est donc conduit à poser ce principe que : *dans un pays libre, le jury constitue la juridiction naturelle de la presse.*

D'autres raisons, non moins impérieuses, commandent encore la juridiction du jury. Les délits de presse sont, par leur nature, essentiellement mobiles et indéfinissables. Leur appréciation, qui repose uniquement sur une question de fait, une question d'intention, n'est, au fond, qu'un arbitrage, un jugement d'impression et de conscience qui, laissant une grande place à l'arbitraire du juge, ne peut être confiée qu'à une juri-

diction d'impression, mobile comme le délit lui-même et dégagée de l'obligation d'observer les règles étroites du droit. Conditions qui ne peuvent être remplies que par le jury. Aussi peut-on affirmer que : *le jury est la seule juridiction dont la nature corresponde à celle des délits de presse.*

Un autre aspect du délit de presse est, dans bien des cas, son caractère politique. On ne peut nier que le gouvernement ne soit lui-même souvent intéressé à l'issue du procès. Attribuer la connaissance de telles infractions aux magistrats professionnels serait d'abord commettre une regrettable confusion des pouvoirs. Des pouvoirs judiciaire et exécutif, parce qu'en prononçant l'absolution ou la condamnation de l'écrivain qui lui aura été déféré par le ministère, le magistrat jugera de ce fait le système politique du gouvernement. Des pouvoirs judiciaire et législatif, car en appréciant les diffamations et injures dirigées contre les Chambres ou certains de leurs membres, les magistrats jugeront en même temps les actes des Assemblées, des sénateurs et des députés. — Soumettre les délits de presse à la magistrature serait, en second lieu, la faire sortir de son rôle. Le souci d'assurer une bonne justice commande de la tenir éloignée de toutes les questions de partis. En la faisant descendre dans l'arène politique, on ne pourrait qu'attenter à sa dignité, l'abaisser et la déconsidérer aux yeux des justiciables. — Enfin la répression n'atteignant son but, en matière de presse, que si elle est ratifiée par l'opinion, il serait à craindre qu'un jugement, si impartial soit-il, du simple fait qu'il aurait été prononcé par des juges professionnels, soit tenu pour suspect par l'opinion publique. On ne saurait trop répéter que : *tant que, à l'instar de l'Angleterre, la magistrature française ne jouira pas d'un statut qui la rende entièrement indépendante du pouvoir, son intervention en matière de presse doit être écartée résolument : ses décisions, accueillies avec défiance, dépourvues d'autorité, entraîneraient pour les juges un discrédit inévitable qui rejaillirait sur le corps tout entier.*

De ces principes découle tout naturellement l'étendue à donner à la compétence du jury. On est logiquement conduit à énoncer cette proposition : *le jury doit connaître de l'ensemble des délits de presse véritables, c'est-à-dire de ceux qui présentent les caractéristiques qui ont été déterminées. Les magistrats*

professionnels devront, au contraire, juger les infractions n'impliquant que la constatation d'un fait matériel, n'offrant aucune difficulté d'appréciation et aucun danger d'arbitraire.

Mais tout en étant infiniment préférable à celle des juges correctionnels, la juridiction du jury est loin d'atteindre à la perfection. Toutefois, les lacunes qu'elle présente pourraient être sensiblement atténuées. Une amélioration de la procédure permettrait d'augmenter la fréquence des poursuites. Quelques réformes judiciaires assureraient un meilleur recrutement du jury et réserveraient les fonctions de jurés aux seuls citoyens présentant de sérieuses garanties de capacité, d'honorabilité et d'indépendance. L'organisation et le fonctionnement de la Cour d'assises, légèrement remaniés, assureraient un verdict plus éclairé et plus impartial. *La réalisation d'une réforme d'ensemble du jury, qui s'avère de plus en plus nécessaire, permettrait d'améliorer sensiblement l'institution tutélaire et d'éviter ainsi, comme on le propose aujourd'hui, de recourir à des juridictions spéciales, qui ne pourraient que porter atteinte à la liberté de la presse.*

Sans désespérer de voir, un jour, se traduire dans l'ordre des faits : l'octroi à la magistrature d'un statut qui la rende indépendante du pouvoir et la création d'un jury sagement réformé, il faut, pour l'instant, savoir se contenter des institutions existantes et de deux maux choisir le moindre. Or, la juridiction du jury est la condition essentielle de la liberté de la presse, elle-même fondement et sauvegarde de toutes les autres libertés. Dès lors, dans la rude offensive menée actuellement contre celles-ci, on peut dire que : *le jury apparaît, en la matière, comme le dernier bastion de la liberté. C'est à ce titre qu'il subit les assauts continuels des ennemis du peuple et des adversaires de la démocratie; c'est encore à ce titre que les amis de la liberté doivent, à tout prix, en assurer le maintien.*

Vu :

Le Président de la Thèse,
JOSEPH-BARTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
A. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

I. - Histoire de la liberté de la presse

- AMELINE DE LA BRISELAINÉ (H.). — *Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse*. Paris (Dupont), 1881.
- AVENEL (H.). — *Histoire de la presse française, depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Paris (Flammarion), 1900.
- BARBIER (G.). — *Code expliqué de la presse*. (2^e éd.). Paris (Marchal et Billard), 1911. 2 vol.
- BARTHÉLEMY (J.). — *Précis de droit public*. Paris (Dalloz), 1937.
- BAZILLE et CONSTANT. — *Code de la Presse*. Paris (Pédone-Lauriel), 1883.
- BERGASSE (N.). — *Essai sur la loi sur la souveraineté et sur la liberté de manifester ses pensées ou sur la liberté de la presse*. Paris (Pélicier), 1822.
- BERNY (E. de). — *Concordance des lois sur la répression, la poursuite et le jugement des infractions commises par la voie de la presse*. Paris (Didot aîné), 1822.
- BEUCHOT (A.). — *Liberté de la presse*. Paris (Le Normant), 1814.
- BEXON. — *De la liberté de la presse et des moyens d'en prévenir et réprimer les abus*. Paris, 1814.
- BLANC DE VOLX (J.). — *De la liberté de la presse et du jury dans les délits de la presse*. Paris (Brissot-Thivars), 1819.
- BOISSY D'ANGLAS (de). — *Recueil de discours sur la liberté de la presse*. Paris (Mongie aîné), 1817.
- BONALD (de). — *De l'Opposition dans le Gouvernement et de la liberté de la presse*. Paris (Le Clère), 1827.
— *Sur la liberté de la presse*. Paris (Beaucé-Rusand), 1826.
- BORIES et BONASSIES. — *Dictionnaire pratique de la presse, de l'imprimerie et de la librairie*. Auch (Foix), 1846-47. 2 vol.
- BRANCAS (duc de). — *Rapport au Cercle constitutionnel sur la répression des abus de la presse*. Paris (Lemaire), an VI.
- BRAYER (F.). — *Loi annotée du 11 mai 1868 sur la presse*. Grenoble (Prudhomme), 1868.
- BRISSET DE WARVILLE. — *Mémoire aux Etats Généraux sur la nécessité de rendre dès ce moment la presse libre*. Paris, 1789.
- BRULEY. — *Le régime préventif des journaux et brochures sous la Restauration*. Thèse, Paris, 1907.
- CARNOT (J.-F.). — *Examen des lois des 17, 26 mai, 9 juin 1819 et 31 mars 1820, relatives à la répression des abus de la liberté de la presse*. Paris (Nève), 1820.

- CAUCHOIS-LEMAIRE (A.). — *Des Trois Projets de lois sur les publications*. Paris (Brissot-Thivars), 1819.
- CELLIEZ (H.). — *Code annoté de la presse*. Paris, 1835.
- CELLIEZ et LE SENNE. — *Loi de 1881 sur la presse*. Paris (Chevalier-Marescq), 1882.
- CHASSAN (J.). — *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*. (2^e éd.). Paris (Videcoq), 1846. 2 vol.
- CHASSIN (C.). — *La presse libre selon les principes de 1789*. Paris (Pagnerre), 1862.
- CHATEAUBRIAND. — *De l'abolition de la censure*. Paris (Le Normant), 1824.
- *Du projet de loi sur la police de la presse*. Paris, (Fournier), 1827.
- *Du rétablissement de la censure par l'Ordonnance du 24 juin 1827*. Paris (Ladvocat), 1827.
- *Lettre à un pair de France* (sur la liberté de la presse), 1824.
- *Marche et effets de la censure*. Paris (Le Normant), 1827.
- CLAUSEL DE COUSSERGUES. — *De la liberté et de la licence de la presse*. Paris (Pihan-Delaforest), 1826.
- COFFINIÈRES (A.). — *Examen du projet de loi sur la presse périodique*. Paris (Delaforest), 1828.
- CONSTANT (Benjamin). — *Annales de la session de 1817 à 1818*. Paris (Bechet), 1818.
- *De la liberté des brochures, des pamphlets et des journaux considérée sous le rapport de l'intérêt du gouvernement*. Paris (Nicolle), 1814.
- *Observations sur le discours prononcé par S. E. le Ministre de l'Intérieur en faveur du projet de loi sur la liberté de la presse*. Paris (Nicolle), 1814.
- *Questions sur la législation actuelle de la presse en France*. Paris, 1817.
- CORMENIN. — *Lettre sur la liberté de la presse*. Paris (Dupont), 1834.
- COULON (H.). — *De la liberté de la presse. Commentaire de la loi du 28 juillet 1894*. Paris (Marchal et Billard), 1895.
- CRUPPI. — *Napoléon et le Jury*. Paris (Marchal et Billard), 1896.
- DALLOZ. — *Code de la Presse*. Paris (Dalloz), 1914.
- DESJARDINS (A.). — *La nouvelle législation de la presse*. Beauvais (Père), 1867.
- *Sieyès et le jury en matière civile*. Aix (Remondet-Aubin), 1869.
- DETOURBET. — *La presse sous le régime de l'état de siège*. Paris (Marescq), 1875.
- DUBOY et JACOB. — *Code manuel de la presse*. Paris (Joubert), 1851.
- DUMOULIN (E.). — *Examen du projet de loi sur la presse*. Paris (Baudoin), 1827.
- *Lettre sur la censure des journaux et sur les censeurs*. Paris (Baudoin), 1820.
- DUPONT-WHITE. — *La liberté de la presse et le suffrage universel*. Paris (Douniol), 1866.
- DUTRUC. — *La loi de 1881 sur la presse*. Paris (Marchal et Billard), 1883.

- FABREGUETTES. — *De la Complicité intellectuelle et des délits d'opinion, de la provocation et de l'apologie criminelles, de la propagande anarchiste*. Paris (Chevalier-Marescq), 1894-95.
- *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*. (2^e éd.). Paris (Chevalier-Marescq), 1901. 2 vol.
- FAIVRE et BENOIST-LÉVY. — *Code de la presse* (4^e éd.). Paris (Pichon), 1885.
- FAURE. — *Des mesures préventives contre les journaux dans la législation française*. Thèse, Paris, 1900.
- FIÉVÉE (J.). — *Histoire de la session de 1817*. Paris (Le Normant), 1818.
- GAGNIÈRE. — *Histoire de la Presse française sous la Commune*. Paris (Lachaud), 1872.
- GALLOIS (L.). — *Histoire des journaux et des journalistes de la Révolution française*. Paris, 1845. 2 vol.
- GALTIER-BOISSIÈRE et LEFEBVRE. — *Histoire de la Presse*. Paris (Le Crapouillot), 1934. 2 vol.
- GARRAUD (R.). — *L'anarchie et sa répression*. Paris (Larose), 1895.
- GIBOULOT (A.). — *Code complet de la presse* (2^e éd.), Paris (Cosse-Marchal), 1872.
- GIRARDIN (E. de). — *Le Droit de tout dire*. Paris (Librairie nouvelle), 1851.
- *Les Droits de la pensée. Questions de presse*. Paris (Serrière), 1864.
- *Moyens législatifs de régénérer la presse périodique*. Paris (Desrez)^r, 1835.
- GIRAUD (G.). — *Observations sur la juridiction en matière de presse*. Thèse, Paris, 1907.
- GIRAudeau (F.). — *La Presse périodique de 1789 à 1867*. Paris (Dentu), 1867.
- GRATTIER (A. de). — *Commentaire sur les lois de la presse et des autres moyens de publication*. Paris (Videcoq), 1839-45. 2 vol.
- GRELLET-DUMAZEau (T.). — *Traité de la diffamation, de l'injure et de l'outrage*. Riom (Leboyer), 1847. 2 vol.
- GROUCHY (E. de). — *La Presse sous le Premier Empire*. Paris (Leclerc-Cornuau), 1896.
- GUIZOT (F.). — *Quelques idées sur la liberté de la presse*. Paris (Le Normant), 1814.
- GUYHO (C.). — *De la presse périodique sous l'Empire*. Paris (Rétaux), 1867.
- HATIN (E.). — *Histoire politique et littéraire de la presse en France*. Paris (Poulet-Malassis), 1859-61. 8 vol.
- *Manuel théorique et pratique de la liberté de la presse*. Paris (Pagnerre), 1868. 2 vol.
- HERVÉ (E.). — *La presse et la législation de 1852*. Paris, 1866.
- HIS (C.). — *De la liberté de la presse dans la monarchie représentative*. Paris, 1826.
- HUBERT. — *Sur la liberté de la presse*. Paris, 1814.

- ISRAËL (A.). — *La liberté de la Presse*. Paris (Hachette), 1936.
- JACOMET (P.). — *Le Palais sous la Monarchie de Juillet*. Paris (Plon), 1927.
- *Le Palais sous la Restauration*. Paris (Plon), 1922.
- JARRY (Abbé). — *De la liberté de la presse*. Paris (Le Normant), 1819.
- JAY (A.). — *Du ministère et de la censure*. Paris (Montardier), 1827.
- JEANYROT (V.). — *Code pratique de la presse et de l'imprimerie*. Angers (Paré), 1894.
- LAFFERRIÈRE (E.). — *La Censure et le régime correctionnel*. Paris (Le Chevalier), 1867.
- LAMENNAIS. — *Quelques réflexions sur le procès du Constitutionnel et du Courrier, et sur les arrêtés rendus à cette occasion par la Cour royale*. 1825.
- LANFRANCHI. — *Le régime de la presse sous la Révolution*. Thèse, Paris, 1908.
- LASTEYRIE (de). — *De la liberté de la presse illimitée*. Paris (Firmin Didot), 1830.
- LEBER (C.). — *De l'état réel de la presse et des pamphlets depuis François I^{er} jusqu'à Louis XIV*. Paris (Techener), 1834.
- LE POITTEVIN (G.). — *La liberté de la presse depuis la Révolution*. Paris (Rousseau), 1901.
- LOCRE (J. de). — *Discussions sur la liberté de la presse, la censure, la propriété littéraire, l'imprimerie et la librairie, qui ont eu lieu devant le Conseil d'Etat pendant les années 1808, 1809, 1810, 1811*. Paris (Garnery), 1819.
- LOUBAT. — *Code de la législation sur les anarchistes*. Paris (Chevalier-Marescq), 1895.
- MAISEAU (L.). — *Manuel de la liberté de la presse ou analyse des discussions législatives sur les trois lois relatives à la presse et aux journaux et écrits périodiques*. Paris (Pillet), 1819.
- MALESHERBES (Lamoignon de). — *Mémoires sur la librairie et sur la liberté de la presse*. Paris (Agasse), 1809.
- MERMET (E.). — *La presse, l'affichage et le colportage*. Paris (Marpon et Flammarion), 1881.
- MERSON (E.). — *La liberté de la presse et la République*. Nantes (Dentu), 1867.
- *La liberté de la presse devant le Corps législatif*. Paris (Dentu), 1867.
- *La liberté de la presse sous les divers régimes*. Paris (Amyot), 1874.
- MICHEL DE BOURGES. — *De la censure et de ses conséquences*. Bourges (Souchois), 1827.
- MIRABEAU. — *Sur la liberté de la presse, imité de l'anglais de Milton*. (1^{re} éd.), Londres, 1788.
- MORELLET (Abbé). — *Réflexions sur les avantages de la liberté d'écrire et d'imprimer sur les matières de l'administration*. Londres, 1775.
- NAQUET (G.). — *De la presse périodique et des lois qui la régissent*. Paris, 1847.

- PARANT (N.). — *Lois de la presse en 1836*. Paris, 1836.
- PÉGAT (F.). — *Code de la presse*. Paris (Delamotte), 1837.
- PEIGNOT (G.). — *Essai historique sur la liberté d'écrire chez les anciens et au moyen-âge, sur la liberté de la presse depuis le xv^e siècle et sur les moyens de répression dont ces libertés ont été l'objet dans tous les temps*. Paris (Crapelet), 1832.
- RADENAC (J.). — *Les mesures préventives en matière de presse avant et depuis la loi du 29 juillet 1881*. Thèse, Rennes, 1906.
- RENOUARD (A.). — *Examen du projet de loi contre la presse*. Paris (Renouard), 1827.
- RICARD (d'Allauch). — *De l'institution du jury en France et en Angleterre*. Paris (Patris), 1817.
- *Du jury et de la presse selon la Charte*. Paris (Delaunay), 1818.
- *Du jury et du régime de la presse sous un gouvernement représentatif*. Paris (Patris), 1817.
- *Un dernier mot sur la presse et le jury*. Paris (Delaunay), 1818.
- LA ROCHEFOUCAULD (G. de). — *De la répression des délits de la presse en exécution de l'article 8 de la Charte constitutionnelle*. Paris (Scherff), 1817.
- ROUX (J.). — *Des délits de la presse dans la loi du 29 juillet 1881*. Thèse, Paris, 1882.
- ROYER-COLLARD. — *Discours sur la nécessité d'appliquer le jury à la répression des délits commis par la voie de la presse*. Paris (Tastu), 1818.
- SAINT-VINEBAULT. — *La presse sous l'Assemblée Constituante : la liberté de la presse, un procès de Marat*. Paris (Michalon), 1905.
- SALGUES (J.). — *Des libertés publiques à l'occasion de la censure*. Paris (Dentu), 1824.
- SALMON-LEGAGNEUR. — *De la compétence du jury en matière de presse*. Thèse, Paris, 1882.
- SARRAN. — *De l'état actuel de la liberté de la presse* (2^e éd.), Paris (Trouvé), 1824.
- *Le Cri de l'indignation contre la censure*. Paris (Trouvé), 1824.
- SARRANS JEUNE. — *Louis-Philippe et la contre-révolution de 1830*. Paris (Thoisnier-Desplaces), 1834. 2 vol.
- SOULETY. — *Qu'est-ce que la liberté de la presse, selon l'article 8 de la Charte constitutionnelle*. (2^e éd.). Paris (Chanson), 1814.
- SURY D'ASPREMONT (P. de). — *La presse à travers les âges*. Paris (Desclée, de Brouwer), 1929.
- THIERS. — *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris (Paulin), 1845-1862. 20 vol.
- VAN SCHOOR. — *La Presse sous la Révolution française*. Bruxelles (Larcier), 1898.
- VINGTAIN (L.). — *De la liberté de la presse*. Paris (Lévy), 1860.
- WEILL (G.). — *Le Journal. Origine, évolution, rôle de la presse périodique*. Paris, 1934.
- WEILL (G.). — *Les récents travaux sur l'histoire de la presse*. Paris, 1932.

- WELSCHINGER. — *La Censure sous le Premier Empire*. Paris (Charavay frères), 1882.
- WORMS (E.). — *Les attentats à l'honneur, diffamation, injures, outrages*. Paris (Perrin), 1890.

II. - Le régime anglais

- BALL (W. V.). — *The law of libel as affecting newspapers and journalists*. London, 1912.
- BERTRAND (E.). — *Le régime légal de la presse en Angleterre*. Paris (Cosse, Marchal), 1868.
- BOWER. — *Actionable Defamation*. (2^e éd.). London (Butterworth), 1923.
- DAWSON (T.). — *The Law of the Press*. London (King and son), 1927.
- DUCKWORTH. — *A complete summary of the law relating to the English newspaper press*. London, 1899.
- DURAND (C. J.). — *Le régime de la presse en Angleterre*. Thèse, Paris, 1928.
- ELLIOT. — *The newspaper Libel and Registration Act*. 1881. London, 1884.
- FISHER and STRAHAM. — *The Law of the Press* (2^e éd.), London (W. Clowes), 1898.
- FOLKARD (H. C.). — *The law of slander and libel*. London, 1897.
- FOUCHER (V.). — *Acte du Parlement d'Angleterre du 22 juin 1825, modifiant et réunissant tous les statuts relatifs à la formation des jurys*. Paris (Dupont), 1827.
- FRASER. — *Principles and practice of the law of libel and slander*. London, 1893.
- GATLEY. — *Libel and Slander*. (2^e éd.), London (Sweet and Maxwell), 1929.
- HALE (W. G.). — *The Law of the Press*. London, 1923.
- HALEWYCK (M.). — *Le régime légal de la presse en Angleterre*. Louvain (Peeters), 1899.
- HELBRONNER (L.). — *De la diffamation et de sa répression dans le droit anglais*. Thèse, Paris, 1901.
- JUDD (W.). — *Newspapers and the law of libel*. London, 1910.
- KELLY (R.). — *The Law of Newspaper Libel*. London, 1889.
- LEBATUT (A.). — *La responsabilité légale des propriétaires de journaux en Angleterre*. Thèse, Paris, 1912.
- ODGERS. — *A digest of the Law of Libel and Slander*. (6^e éd.). London (Stevens and sons), 1929.
- OSWALD. — *Contempt of Court*. London (Butterworth), 1910.
- PILLEY. — *Law for Journalists*. London, 1925.
- POTULICKI. — *Le régime de la presse*. Paris (Sirey), 1929.
- POWEL. — *The law affecting printers, publishers and newspapers proprietors*. London, 1889.

- SALMON-LEGAGNEUR. — *De la compétence du Jury en matière de presse.* Thèse, Paris, 1882.
- STARKIE. — *A treatise on the law of slander and libel.* London, 1883.

III. - Réalités et réformes

- AIGNAN. — *Histoire du jury.* Paris (Eymery), 1822.
- ARBINET (S.). — *Le Jury criminel et son organisation.* Paris (Larose), 1891.
- BARROT (Odilon). — *De l'Organisation judiciaire en France.* (2^e éd.). Paris (Didier), 1872.
- BEUDANT (C.). — *De l'Indication de la loi pénale dans la discussion devant le Jury. Etude sur le Jury.* Paris (Cotillon), 1851.
- BIGORIE DE LASCHAMPS (F. de). — *Du Jury en matière criminelle.* Paris (F. Didot), 1863.
- BONNET (J.). — *Du Jury en France.* Paris (Maradan), 1802.
- BOURGUIGNON. — *Divers mémoires sur le Jury.* Paris (Collin), 1808.
- CANARD (N.). — *Moyens de perfectionner le Jury.* Moulins (Vidalin), 1802.
- CRUPPI (J.). — *La Cour d'assises.* Paris (Calmann-Lévy), 1898.
- DUVERGIER DE HAURANNE. — *Du Jury anglais et du Jury français.* Paris (Baudoin), 1827.
- DRAGU (T.). — *Juges citoyens ou juges de métier? Essai sociologique de légitimation du Jury.* Paris (Rivière), 1931.
- FABREGUETTES. — *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse.* (2^e éd.). Paris (Chevalier-Marescq), 1901. 2 vol.
- FOURCADE (J.). — *Considérations pratiques sur le Jury.* Montpellier (Martel), 1873.
- GERMAIN (L.). — *Le Jury.* Paris (Sirey), 1934.
- GINESTE. — *Essai sur l'histoire et l'organisation du jury en France et dans les Etats modernes.* Thèse, Toulouse, 1896.
- GIRAUD (G.). — *Observations sur la juridiction en matière de presse.* Thèse, Paris, 1907.
- HÉLIE (Faustin). — *Du Jury appliqué aux délits de la presse.* Paris (Renouard), 1834.
- LE GRAVEREND. — *Observations sur le Jury en France* (2^e éd.). Paris (Béchet), 1827.
- LOUVET. — *Les moyens de perfectionner en France l'institution du Jury.* Paris (Chaumerot), 1808.
- MONICAULT (R.). — *Le Jury correctionnel et l'échevinage.* Thèse, Dijon, 1903.
- MONNET. — *Entre jurés. Contribution à l'enquête sur la réforme du Jury.* Paris (Van Oest), 1930.

- PAULY. — *De l'Organisation du Jury de Cour d'assises*. Thèse, Toulouse, 1901.
- PAYEN (E.). — *La Justice en danger*. Paris (Plon), 1937.
- PRÉVOST-PARADOL. — *La France Nouvelle*. Paris (Michel Lévy), 1876.
- PUISSANT (S.). — *Etat actuel de la question du Jury*. Thèse, Grenoble, 1932.
- RÉMUSAT (Ch. de). — *De la Procédure par jurés en matière criminelle*. Paris (Belin), 1820.
- SALMON LEGAGNEUR. — *De la compétence du Jury en matière de presse*. Thèse, Paris, 1882.
- SOULAS (C.). — *Le recrutement du Jury*. Thèse, Montpellier, 1933.
- STERN. — *Le Jury technique*. Thèse, Paris, 1925.
- TOULEMON (A.). — *La question du Jury*. Paris (Sirey), 1930.
- VEYSSIÈRE (G.). — *Etude sur l'application du droit commun à la presse*. Thèse, Paris, 1908.

IV. - Les procès de Presse

- ARNAUD. — *Réforme de la législation relative à l'outrage aux bonnes mœurs*. Paris (Rousseau), 1927.
- AUBERT (G.). — *Des infractions à la loi sur la presse en matière électorale*. Thèse, Paris, 1899.
- BARBIER (G.). — *Code expliqué de la presse*. (2^e éd.). Paris (Marchal et Billard), 1911, 2 vol.
- BARTHÉLEMY (J.). — *Cours de droit public*. 1933-34.
- BÉRARD DES GLAJEUX. — *Souvenirs d'un président d'Assises*. Paris (Plon), 1892.
- EYQUEM (A.). — *De la répression des outrages à la morale publique et aux bonnes mœurs ou de la pornographie*. Paris (Marchal et Billard), 1905.
- FABREGUETTES. — *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*. (2^e éd.). Paris (Chevalier-Marescq), 1901; 2 vol.
- GARÇON (M.). — *La Justice contemporaine*. (2^e éd.). Paris (Grasset), 1933.
- HERVÉ (G.). — *Mes Crimes ou Onze ans de prison pour délits de presse*. Paris, 1912.
- LE POITTEVIN. — *Traité de la Presse*. Paris (Larose), 1901. 3 vol.
- ZÉVAÈS (A.). — *Histoire de la Troisième République*. Paris (Anquetil), 1926.
- *Les Procès Littéraires au XIX^e siècle*. (2^e éd.). Paris (Perrin), 1924.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
 PREMIÈRE PARTIE 	
LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LE JURY DEPUIS LA RÉVOLUTION	
CHAPITRE PREMIER. — La période révolutionnaire et l'introduction du Jury	11
Section I. — <i>La presse avant la Révolution</i>	11
Section II. — <i>La Révolution. Proclamation de la liberté de la presse et instauration du Jury</i>	13
Section III. — <i>La Constitution de 1791 et la loi sur le Jury</i>	20
Section IV. — <i>La Commune et le Tribunal criminel</i>	23
Section V. — <i>Le Tribunal révolutionnaire et la Constitution de 1793</i>	25
Section VI. — <i>La réaction thermidorienne et la Constitution de l'an III</i>	30
CHAPITRE II. — La période impériale et la suspension du Jury	33
Section I. — <i>Le Directoire et la lutte contre la presse</i>	33
Section II. — <i>Le Consulat et le régime de l'arbitraire administratif</i>	38
Section III. — <i>L'Empire et le règne de la censure</i>	41
CHAPITRE III. — L'époque de la monarchie constitutionnelle et la consécration du Jury	48
Section I. — <i>La Première Restauration et le retour vers la liberté</i>	48

	Pages
Section II. — <i>Les Cent-Jours et la restauration du Jury..</i>	50
Section III. — <i>La Seconde Restauration et la consécration du Jury</i>	53
§ 1. La lutte pour la conquête de la liberté.....	53
§ 2. Le régime libéral des lois de Serre de 1819 et le triomphe du Jury	65
§ 3. Le retour à la censure	71
§ 4. La tentative libérale du ministère de Martignac.	78
§ 5. La suppression de la liberté de la presse et la révolution de Juillet	81
Section IV. — <i>La Monarchie de Juillet et le déclin de la liberté</i>	82
CHAPITRE IV. — La Deuxième République et le maintien du Jury	91
CHAPITRE V. — Le Second Empire et le retour à l'arbitraire administratif	97
Section I. — <i>La période autoritaire</i>	97
Section II. — <i>La tendance libérale</i>	101
CHAPITRE VI. — La Troisième République et la permanence du Jury	110
Section I. — <i>La charte de 1881 et les lois antérieures..</i>	110
Section II. — <i>Les tentatives de restriction de la compétence du Jury (1882-1893)</i>	123
Section III. — <i>La période anarchiste et les « lois scélérates ».</i>	132
Section IV. — <i>La tendance à la « correctionnalisation » (1895-1938)</i>	147

DEUXIÈME PARTIE

RÉALITÉS ET RÉFORMES

CHAPITRE PREMIER. — L'exemple de l'Angleterre.....	175
Section I. — <i>Origines et organisation du Jury en matière de presse</i>	175

	Pages
Section II. — <i>Etendue de la compétence du Jury</i>	181
§ 1. En matière pénale	181
§ 2. En matière civile	186
CHAPITRE II. — Le régime français	200
Section I. — <i>Principe de la compétence du Jury</i>	200
§ 1. Le droit positif	200
§ 2. Les propositions de réforme.....	200
Section II. — <i>Etendue de la compétence du Jury</i>	202
§ 1. Le droit positif	202
§ 2. Les propositions de réforme	204
A) Propositions à tendance restrictive.....	204
B) Propositions à tendance libérale.....	205
CHAPITRE III. — Etude critique	214
Section I. — <i>Le principe de la compétence du Jury</i>	214
Section II. — <i>L'étendue de la compétence du Jury</i>	234
Section III. — <i>Les autres juridictions possibles</i>	243
§ 1. Le système de l'impunité.....	243
§ 2. Les juridictions exceptionnelles.....	249
§ 3. La juridiction disciplinaire	251
§ 4. La juridiction spéciale	256
CHAPITRE IV. — Réformes proposées	258
Section I. — <i>La procédure devant le Jury</i>	259
Section II. — <i>La formation du Jury</i>	267
§ 1. Les personnes aptes à être jurés.....	267
§ 2. Le mode de sélection des jurés.....	275
Section III. — <i>L'organisation et le fonctionnement de la Cour d'assises</i>	281

TROISIÈME PARTIE

LES PROCÈS DE PRESSE DEVANT LE JURY

CHAPITRE PREMIER. — Provocations aux crimes et délits ..	295
Section I. — <i>Les provocations aux crimes et délits</i>	295
Section II. — <i>Les provocations de militaires à la désobéissance</i>	324

	Pages
CHAPITRE II. — Délits contre la chose publique	337
Section I. — <i>Les offenses au président de la République</i>	337
Section II. — <i>Les fausses nouvelles</i>	347
Section III. — <i>Les outrages aux bonnes mœurs</i>	350
CHAPITRE III. — Délits contre les personnes	369
Section I. — <i>Les diffamations et injures envers les corps constitués</i>	369
§ 1. L'armée	371
§ 2. La magistrature	381
§ 3. La police	392
§ 4. Les conseils municipaux	392
Section II. — <i>Les diffamations et injures envers les hommes publics</i>	393
§ 1. Sénateurs et députés	397
§ 2. Maires et conseillers municipaux.....	416
§ 3. Magistrats	427
§ 4. Officiers	432
§ 5. Fonctionnaires divers	436
§ 6. Témoins	445
CONCLUSION	449
BIBLIOGRAPHIE	453

